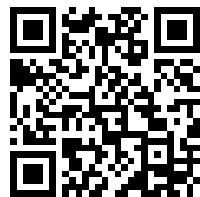

This is a reproduction of a library book that was digitized by Google as part of an ongoing effort to preserve the information in books and make it universally accessible.

Google™ books

<https://books.google.com>





A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>



PERIODICAL

FINE FOR OVERDUE
PERIODICALS—25¢ PER DAY

XXV
1908-

BULLETIN
DE
LA SOCIÉTÉ HISTORIQUE ET ARCHÉOLOGIQUE
DU PÉRIGORD.

BULLETIN

DE LA SOCIÉTÉ

HISTORIQUE ET ARCHÉOLOGIQUE

DU PÉRIGORD

PARAISANT TOUS LES DEUX MOIS



TOME XXXV



PÉRIGUEUX

IMPRIMERIE DE LA DORDOGNE, RUES AUBERGERIE ET DES FARGES.

—
1908

STATUTS
DE
LA SOCIÉTÉ HISTORIQUE ET ARCHÉOLOGIQUE
DU PÉRIGORD,

RECONNUE COMME ÉTABLISSEMENT D'UTILITÉ PUBLIQUE

Par décret du 19 Avril 1886.

ARTICLE PREMIER.

La *Société historique et archéologique du Périgord* a pour but :
la recherche, l'étude et la conservation des documents anciens, de
tous les âges, qui intéressent l'histoire de notre province et l'his-
toire générale du pays.

ART. 2.

Le siège de la Société est fixé à Périgueux.

ART. 3.

La Société se compose :

- 1° De Membres Titulaires ;
- 2° De Membres Associés ;
- 3° De Membres Honoraires ;
- 4° De Membres Correspondants.

Le nombre des Membres de ces différentes catégories n'est pas
limité.

ART. 4.

Les Membres Titulaires et Associés ne sont admis que s'ils en
font la demande par écrit au Président et s'ils sont présentés par
deux Membres Titulaires ou Associés.

ART. 5.

Les Membres Honoraires et les Membres Correspondants sont nommés en assemblée générale sur la présentation du Bureau ; lorsqu'ils assisteront aux séances, ils pourront siéger avec les administrateurs de la Société.

ART. 6.

Les Membres Titulaires et Associés doivent, annuellement, une cotisation de dix francs, et les Membres Titulaires seuls, le jour de leur réception, un *Droit de Diplôme* de dix francs.

ART. 7.

La Société est administrée par un Bureau composé de dix membres :

- Un Président ;
- Cinq Vice-Présidents (un par arrondissement) ;
- Un Secrétaire-Général ;
- Un Secrétaire-Adjoint ;
- Un Bibliothécaire ;
- Un Trésorier.

ART. 8.

Le Bureau est nommé pour un an, en *Assemblée générale*, au scrutin de liste, et il doit être renouvelé chaque année, le 27 mai, le lendemain de la fête dite de la St-Mémoire. Les mêmes administrateurs sont rééligibles. Le Bureau ne peut prendre de décision qu'en présence de cinq de ses Membres, le Président, deux Vice-Présidents, le Secrétaire-Général et le Trésorier. Les procès-verbaux des séances sont rédigés par le Secrétaire-Général, signés de lui et du Président.

ART. 9.

Le Président propose les questions à résoudre, qui sont adoptées ou rejetées à la majorité des votes des Membres Titulaires ou Associés présents. Mais, pour qu'une décision soit valable,

il sera nécessaire que quatorze de ces Membres assistent à la séance. En cas de partage égal des votes, la voix du Président est prépondérante.

ART. 10.

Le Trésorier est dépositaire des fonds de la Société ; il est chargé du recouvrement des cotisations et de toutes les sommes dues ou données ; il débat tous marchés, revise les mémoires de fournitures et travaux faits pour le compte de la Société ; il acquitte, après contrôle du Bureau et approbation du Président, les dépenses votées en assemblée générale ou en séance mensuelle. Chaque année, dans la séance du premier jeudi de janvier, il rend compte de sa gestion.

ART. 11.

Le Trésorier représente la Société en justice et dans les actes de la vie civile.

ART. 12.

Les ressources de la Société se composent : 1° des cotisations annuelles des Membres Titulaires et des Membres Associés ; 2° des dons et legs ; 3° des subventions qui peuvent lui être allouées ; 4° et du revenu de ses biens et valeurs de toute nature.

ART. 13.

Les délibérations relatives à l'acceptation des dons et legs, aux acquisitions, aliénations ou échanges d'immeubles, seront soumises à l'approbation du Gouvernement.

ART. 14.

Les excédents de recettes, qui ne sont pas indispensables aux besoins ou au développement de la Société, seront placés en fonds publics français, en actions de la Banque de France, en obligations du Crédit Foncier de France, ou en obligations de chemins de fer français, émises par des compagnies auxquelles un minimum d'intérêt est garanti par l'État.

ART. 15.

La Société se réunit dans la salle de sa bibliothèque : 1^o en *Séance mensuelle*, tous les premiers jeudis du mois, excepté en juin ; 2^o en *Assemblée générale*, le 27 mai, le lendemain de la fête de la Saint-Mémoire.

ART. 16.

Un règlement intérieur, adopté par l'Assemblée générale et approuvé par le Préfet, déterminera les dispositions accessoires propres à assurer l'exécution des présents Statuts ; il pourra être modifié dans la même forme.

ART. 17.

En cas de dissolution de la Société, la dévolution et l'emploi de son avoir, tant mobilier qu'immobilier, feront l'objet d'une délibération prise en Assemblée générale, qui sera soumise à l'approbation du Gouvernement. L'Assemblée générale doit compter vingt-cinq Membres Titulaires ou Associés au moins pour que ses décisions soient valables.

ART. 18.

Les présents Statuts ne pourront être modifiés qu'en vertu d'une délibération de l'Assemblée générale et de l'approbation du Gouvernement. L'Assemblée générale, saisie du projet de modification par le Bureau ou par vingt-cinq de ses Membres, ne peut prononcer qu'à la majorité des deux tiers des Membres présents. Cette même Assemblée doit être formée du quart au moins des Membres en exercice.

Périgueux, le 4 Mars 1886.

RÈGLEMENT INTÉRIEUR

ART. 1^{er}. — Les manuscrits inédits, apportés à la Société, seront soumis à l'examen d'un comité d'impression, qui en décidera la publication ; mais, avant de la commencer, le manuscrit devra être entièrement communiqué.

ART. 2. — Ce comité de publication se composera de trois membres, outre le Président et le Secrétaire général ; il se réunira toutes les fois qu'il sera nécessaire sur la convocation du Président. Ses décisions seront prises à la majorité des membres présents. La voix du Président est prépondérante en cas de partage. Sont nommés de ce comité : MM. Dujarric-Descombes, Lespinas et Féaux.

ART. 3. — Les auteurs sont seuls responsables des articles qu'ils signent et des idées qu'ils émettent.

ART. 4. — Aucune généalogie de famille ne sera admise, ce genre de travail étant d'un intérêt trop restreint ; pas plus que les mémoires sur des sujets d'histoire contemporaine qui pourraient froisser des susceptibilités.

ART. 5. — Les auteurs feront exécuter à leurs frais les tirages à part des travaux insérés dans le *Bulletin* de la Société. Tout tirage à part portera la mention du volume d'où il est extrait.

ART. 6. — Les volumes publiés par la Société seront vendus au prix que fixera chaque année l'Assemblée générale du 27 mai.

ART. 7. — Pour être élu membre titulaire de la Société, il faut être ou originaire du Périgord, ou l'habiter, ou y avoir des intérêts. Les membres associés ne sont pas tenus de remplir ces conditions ; ils peuvent être étrangers au département, mais les uns et les autres doivent être présentés par deux membres.

Délibéré à Périgueux en Assemblée générale, le 28 mai 1907.

LISTE DES MEMBRES DE LA SOCIÉTÉ.

BUREAU.

Président.

M. le marquis DE FAYOLLE, inspecteur général de la Société française d'Archéologie.

Vice-président honoraire.

M. le chanoine BRUGIÈRE.

Vice-Présidents.

M. DUJARRIC-DESCOMBES,  I.

M. Charles DURAND,  I.

M. le vicomte Gaston DE GÉRARD.

M. Élie GONTIER MAINE DE BIRAN, *,  I.

M. LESPINAS.

Secrétaire-Général.

M. VILLEPELET,  I, archiviste honoraire.

Secrétaire-Adjoint.

M. Charles AUBLANT,  I.

Trésorier.

M. Maurice FÉAUX,  I.

MEMBRES TITULAIRES

MM.

L'abbé ACHARD, professeur à l'Ecole St-Michel, rue St-Michel, à Saint-Etienne (Loire).

ARCHEZ-BIRAN (Louis), greffier de la justice de paix, à Ste-Alvère.

Le comte E. D'ARGY, ancien officier, au Chantier, commune d'Antonne, par Trélissac.

Le comte d'ARLOT DE SAINT SAUD,  I, correspondant du Ministère de l'Instruction publique, inspecteur de la Société française d'Archéologie, au château de la Valouze, par La Roche-Chalais.

AUBLANT (Charles),  I, trésorier de l'Ecole félibréenne du Périgord, dessinateur à la C^{ie} du chemin de fer d'Orléans, rue de Strasbourg, 26, à Périgueux.

AUCHÉ (Achille), chirurgien-dentiste, membre du Conseil des mainteneurs de l'Ecole félibréenne, allée de Tourny, 15, à Périgueux.

AUGIÉRAS (Léonce-Silvio), propriétaire, au petit château de Montanceix, par Razac-sur-l'Isle, et rue Pigalle, 26, à Paris, 9^e.

Le docteur BARBANCEY,  A, lauréat de la Faculté et des hôpitaux de Paris, ancien conseiller d'arrondissement, ancien maire de la ville, à Montpon-sur-l'Isle.

BAREAU (Anatole), ancien pharmacien, à Excideuil.

BAYLE (Emile),  I, professeur d'histoire au lycée, secrétaire du Comité de l'Alliance française, avenue Bertrand-de-Born, 17, à Périgueux.

Le docteur BEAUCHAMPS (Adrien), conseiller général de la Dordogne, à Pontours-Haut, par Lalinde.

BEAU-VERDENY (Alexis), rue des Fossés St-Bernard, 14, à Paris, 5^e.

BEAUDET-VITEL (Jean), entrepreneur de travaux publics, à Terrasson.

Le marquis Georges DE BEAUMONT, commandeur de l'ordre de St-Grégoire-le-Grand, à Saint-Cyprien.

Le marquis DE BEAUMONT-BEYNAC, au château de la Roque, par Saint-Cyprien.

DE BELLUSSIÈRE (Fernand), avenue de Paris, 21, à Périgueux.

BENOIT (Léon), trésorier-payeur général de la Dordogne, rue Bourdeille, à Périgueux.

BESSE (Léon), maire de St-Médard-de-Drôme, par Tocane-Saint-Apre.

BIBLIOTHÈQUE DES ARCHIVES DÉPARTEMENTALES, à Périgueux.

BIBLIOTHÈQUE DE L'ÉVÊCHÉ, rue de la Clarté, 3, à Périgueux. (Abonnement.)

BIBLIOTHÈQUE DU LYCÉE, à Périgueux. (Abonnement.)

BIBLIOTHÈQUE POPULAIRE, à Périgueux.

BIBLIOTHÈQUE DE L'ÉCOLE SUPÉRIEURE DE THÉOLOGIE, à la Peyrouse, commune de Saint-Félix-de-Villadeix, par Lalinde. (Abonnement.)

BIBLIOTHÈQUE DE LA VILLE, à Périgueux.

BOISSARIE (René), docteur en droit, ancien bâtonnier de l'ordre des avocats, rue Antoine-Gadaud, 28, à Périgueux.

Le comte Henri BOUDET, ingénieur des arts et manufactures, ancien conseiller général de la Dordogne, à Lamonzie-Saint-Martin.

Le comte DE BOUILHAC DE BOURZAC, au château de la Richardie, près Champagne-Fontaine.

Le marquis DE BOURDEILLE (Henri), membre titulaire du Conseil héraldique de France, rue de Longchamp, 17, à Paris, 16^e.

Le comte Henri DE BOUSSIER, rue Duluc, 21, à Bordeaux, et au château de Roquefort, par Fontenac (Gironde.)

L'abbé BOUSSION, curé-doyen, à Terrasson.

BOYER (Fernand), étudiant en droit, à Ribérac.

Le comte Géraud DE BOYSSEULH, au château de Boreau, commune de Cornille, par Périgueux, et au château d'Oléon par Rognonas (Bouches-du-Rhône).

DE BOYSSON (Richard), commandeur de l'ordre de Saint-Grégoire-le-Grand, chevalier de l'ordre de Malte, ancien receveur des finances, à Cénac-Saint-Julien.

DE BOYSSON (Bernard), quai d'Occident, 8, à Lyon (Rhône).

Le docteur DE BROU DE LAURIÈRE (Paulin), *,  I, conseiller général de la Dordogne, vice-président de l'Association médicale de la Dordogne, médecin du lycée, rue Louis-Mie, 23, à Périgueux.

Le comte Henry DE BRUCHARD, rue de l'Arcade, 35, à Paris, 8^e, et au château de Vaucocour, à Thiviers.

L'abbé BRUGIÈRE, chanoine titulaire de la cathédrale, rue du Plantier, 18, à Périgueux.

BUFFETEAU (Eugène), avoué licencié, ancien président de la Chambre des avoués, rue Louis-Mie, 19, à Périgueux.

BLISSON (Benjamin),  A, vice-président d'honneur de l'École félibréenne, place Beaupuy, à Mussidan.

BUSSIÈRE (Georges), *, président de chambre à la Cour d'Appel, rue Bugeaud, 13, à Lyon (Rhône).

L'abbé CALÈS, curé de Varaignes.

Le marquis DE CARBONNIER-MARZAC, commandeur de l'ordre de Saint-Grégoire le Grand, au château de Puymartin, par Sarlat.

CARDENAL (Louis GRENIER DE), lieutenant au 50^e régiment d'infanterie, rue de Metz, 45, à Périgueux.

CARLES (Pierre), ancien bâtonnier de l'ordre des avocats, à Sarlat.

CARVÈS (Jean-Baptiste), à Bézenac, par Saint-Cyprien.

M^{me} la marquise DE CASTERAS-SEIGNAN; au château de Seignan, par Saint-Girons (Ariège).

CAZALAS (Eutrope), *,  A, capitaine au 5^e régiment du génie, à Ribérac.

CERCLE DE LA PHILOGIE, à Périgueux. (Abonnement.)

M^{me} la comtesse DE CHABANS, au château de La Chapelle-Faucher, par Saint-Pierre-de-Côle.

Le comte DE CHALUP, licencié en droit, directeur divisionnaire de la C^{ie} d'assurances *la Solidarité*, au château Darri-caud, par Landiras (Gironde) et rue La Boëtie, 6, à Périgueux.

CHAMPAGNE (J.), pharmacien de 1^{re} classe, licencié ès sciences physiques et naturelles, ex-préparateur à la Faculté de médecine et de pharmacie de Bordeaux, lauréat de la Faculté, lauréat des travaux pratiques, membre de la Société astronomique de France, à Arcueil (Seine).

L'abbé CHASTAING, curé de Bourniquel, par Lalinde.

CHATAIGNON (Emile), ancien négociant, rue du Châtelou, 1, à Périgueux.

DU CHATELARD (Georges), au château du Chatelard, par Javerlhac.

Le docteur CHAUME, ancien interne des hôpitaux de Paris, président de l'Association médicale de la Dordogne, médecin inspecteur de la Compagnie d'Orléans, rue Victor-Hugo, 12, à Périgueux.

CHAUMEL DU PLANCHAT (Léon), pharmacien, rue Lafayette, 87, à Paris, 9^e.

CHAVOIX (Pierre-Hernest), propriétaire, aux Charreaux, près Excideuil.

CLÉDAT (Jean), égyptologue, ancien membre de l'Institut français d'archéologie orientale du Caire, membre du Comité de conservation des Monuments de l'art chrétien en Egypte, rue St-Sicaire, à Périgueux, et à la Résidence, à Ismaïlia (Egypte).

CLÉDAT (Léon), O. *,  I, professeur à l'Université de Lyon, doyen de la Faculté des lettres, rue Molière, 29, à Lyon (Rhône).

COCULA (Paul),  A, architecte diplômé par le Gouvernement, architecte de la Banque de France, rue Gambetta, 47, à Périgueux.

L'abbé COMTE, curé de Ménesplet, par Montpon-sur-l'Isle.

CONTAUT (Emile), ancien greffier de la Justice de paix, impasse du Palais, à Périgueux.

M^{me} la marquise DE COSSÉ-BRISSAC, au château de la Charbrerie, par Château-l'Evêque.

COURTEY (Gabriel), propriétaire, vice-président de la Société d'horticulture, rue Victor-Hugo, 6, à Périgueux.

CRÉDOT (Julien),  A, chevalier de la Couronne d'Italie, chevalier de l'ordre pontifical de St-Grégoire-le-Grand, avocat, à Pommiers, près Périgueux.

Le prince Louis DE CROY, au château de Paluel, par Carsac, et avenue du Bois-de-Boulogne, 54, à Paris, 16^e.

Le marquis DE CUMOND, au château de Cumond, par Saint-Privat-des-Prés.

DANIEL (Jean),  A, architecte, directeur des travaux municipaux, professeur adjoint à l'école municipale de dessin, secrétaire-adjoint de la Société des Beaux-Arts de la Dordogne, rue Alfred de Musset, 8, à Périgueux.

DANNERY (Maxime), architecte ordinaire des Monuments historiques et des Cultes de la Dordogne, rue des Mobiles de Coulmiers, 10, à Périgueux.

DECOUX-LAGOUTTE (Edouard),  A, ancien magistrat, membre de la Chambre de commerce, maire de Trélassac, rue de Bordeaux, 31, à Périgueux.

Le docteur DELBÈS, membre de la Société d'ophtalmologie, médecin de la clinique ophtalmologique de l'hôpital, rue Bourdeille, 5, à Périgueux.

DELPECH (Lucien), archiviste-adjoint du département, rue Cité-Champeaux, 16, à Périgueux.

DELSUC (Paul), banquier, allée de Tourny, 3, à Périgueux.

DÉLUGIN (Antony), ancien pharmacien, rue La Boétie, 24, à Périgueux.

DEMARTIAL (Alfred), G.O. *, contrôleur général de 1^{re} classe de l'administration de l'armée de réserve, ancien secrétaire général du Ministère de la Guerre, rue La Boétie, 23, à Périgueux.

DESCHAMPS (Léon), notaire, rue Voltaire, 1, à Périgueux.

DIDON (Louis), secrétaire général de l'A.C.P., place du Quatre-Septembre, à Périgueux.

DOMÈGE (Oscar), libraire, place Bugeaud, 4, à Périgueux.

DORSÈNE,  A, photographe, allée de Tourny, 12, à Périgueux.

DOSE (Gustave),  I, ancien élève lauréat de l'Ecole des Beaux-Arts, professeur honoraire du lycée, rue Kléber, 32, à Périgueux.

DOURSOUT (Maurice), ancien bâtonnier de l'ordre des avocats, place Francheville, 2, à Périgueux.

DOURSOUT (Edmond), négociant, rue de Mulhouse, 35, à Bordeaux.

DU CHEYRON DU PAVILLON (Xavier), au château de Larigaudie, par Villamblard.

DUFOURG (Jean-Paul), propriétaire, à Saint-Laurent-des-Hommes.

DUJARRIC-DESCOMBES (Albert),  I, correspondant du Ministère de l'Instruction publique, vice-président de l'Ecole félibréenne du Périgord, licencié en droit, ancien notaire, avenue de Paris, 9, à Périgueux.

DUMAS (Auguste), licencié ès-lettres, docteur en droit, archiviste du département, boulevard Michel-Montaigne, 16, à Périgueux.

Le docteur Albert DUMONT, trésorier de l'Association médicale de la Dordogne, médecin de l'Ecole normale des instituteurs, place du Palais, 14, à Périgueux.

DUPUIS (Jean), avocat, ancien notaire, cours Montaigne, 23, à Périgueux.

L'abbé DURAND (Mathieu), missionnaire diocésain, rue Lammary, 7, à Périgueux.

DURAND (Charles),  I, sous-ingénieur des ponts et chaussées, conseiller municipal, rue Carnot, 28, à Périgueux.

DURAND DE CORBIAC (Adrien), maire de Lembras, au château de Corbiac, par Bergerac.

DURAND DE RAMEFORT, avoué-licencié, rue Bourdeille, 15, à Périgueux.

DURIEUX (Joseph),  A, chevalier de l'ordre royal du Cambodge, docteur en droit, archiviste de la Grande Chancellerie de la Légion-d'Honneur, rue Notre-Dame-des-Champs, 66, à Paris, 6^e.

DUSOLIER (Alcide), , sénateur et conseiller général de la Dordogne, ancien questeur du Sénat, à Paris, et au château de Bonrecueil, par Mareuil-sur-Belle.

DUSSAUX (Emile),  A, entrepreneur de travaux publics, rue Kléber, 25, à Périgueux.

DUVERGIER DE HAURANNE (Emmanuel), , ancien conseiller général du Cher, au château d'Herry (Cher).

DUVERNEUIL (Alcide), instituteur public, à Saint-Michel de Montaigne, par La Mothe-Montravel.

D'EPINAY (Henri), capitaine à la 5^e compagnie du 162^e régiment d'infanterie, à Verdun (Meuse).

ESCANDE (J.-J.),  A, publiciste, rédacteur à la Sous-Préfecture, place du Peyrou, à Sarlat.

D'ESCATHA (Ferdinand), propriétaire, au château de Boisset, commune de Saint-Aquilin, par Saint-Astier.

D'ESCATHA (Henri), élève de l'Ecole des ponts et chaussées, au château de Boisset, par Saint-Astier.

D'ESCODECA DE BOISSE, ancien receveur des postes et télégraphes, à Ville-Verneix, par Neuvic.

Le docteur Charles FAGUET,  A, ancien interne, lauréat des hôpitaux de Bordeaux, rue du Palais, 8, à Périgueux.

FARGAUDIE, C. *, inspecteur général des ponts et chaussées en retraite, au château de Corail, par Bergerac.

M^{lle} Irène FAURE, professeur de piano, rue de la République, à Ribérac.

Le docteur FAURE, rue Victor-Hugo, 4, à Périgueux.

Le marquis DE FAYOLLE, licencié en droit, attaché honoraire à la Direction des musées nationaux, associé correspondant de la Société nationale des Antiquaires de France, correspondant du Comité des monuments historiques pour le mobilier de la Dordogne, membre non résidant du Comité des Travaux historiques, inspecteur général de la Société française d'Archéologie, vice-président de la Société des Beaux-Arts de la Dordogne, conservateur du Musée du Périgord, au château de Fayolle, par Tocane-Saint-Apre, et rue Victor-Hugo, 5, à Périgueux.

FÉAUX (Maurice),  I, conservateur-adjoint du Musée du Périgord, correspondant du Ministère de l'Instruction publique, agent-voyer principal honoraire, rue Combe-des Dames, 50, à Périgueux.

Le comte FERAY BUGAUD D'ISLY, *, ancien officier, rue de Penthievre, 9, à Paris, 8°.

Le comte Alphonse DE FLEURIEU, au château de Marzac, par les Eyzies, et avenue Kléber, 26, à Paris, 16°.

Le comte Robert DE FLEURIEU, au château de Marzac, par les Eyzies, et boulevard des Sablons, 1, à Neuilly-sur-Seine.

FOURGEAUD (Antoine), ancien pharmacien, rue La Boétie, 39, à Périgueux.

Le comte FOURNIER-SARLOVÈZE (Raymond), O. *, ancien préfet, vice-président de la Société artistique des Amateurs, rue de Marignan, 11, à Paris, 8°.

FRÉMONT (René MARTIN DE), membre du Conseil héraldique

de France et de la Société d'Émulation du Bourboonnais, avocat, rue Léon-Dessalles, 1, à Périgueux.

FRENET (Ernest), *,  I, licencié en droit, chef de division honoraire de la préfecture, boulevard de Vésone, 28, à Périgueux.

M^{lle} DE FROIDEFOND DE BOULAZAC, rue La Boétie, 34, à Périgueux.

GAILLARD (Ludovic), *, ingénieur, membre de la Chambre de commerce, boulevard de Vésone, 14, à Périgueux.

Le docteur GAILLARDON, au château de la Molle, par Montpon.

GENDRAUD (Pierre), notaire, à Verteillac.

Le vicomte Gaston DE GÉRARD DU BARRY, docteur en droit, rue La Boétie, 23, à Paris, 8°.

GILLES-LAGRANGE (Pierre), licencié en droit, président de la Société des Sauveteurs de la Dordogne, ancien notaire, à Périgueux.

DE GIMEL (Charles-Maurice), *, directeur des contributions directes, rue Desfriches, 20, à Orléans (Loiret.)

GIRARD DE LANGLADE (Cyprien), maire d'Eyliac, au château d'Eyliac, par Saint-Pierre-de-Chignac.

Le comte Théodore DE GONTAUT-BIRON, rue de Varenne, 45, à Paris, 7°.

GONTIER DU SOULAS (Adalbert), membre du Conseil héraldique de France, au château du Soulas, par Lalinde.

GONTIER MAINE DE BIRAN (Elie), *,  I, chef de bureau honoraire du Ministère de l'Intérieur, aux Guichards, par Mouleydier.

L'abbé GOULARD, professeur de sciences, à Bergerac.

Le marquis DE GOURGUE, ancien officier, au château de Lanquais, par Couze-Saint-Front.

L'abbé GOUSTAT, curé de Pontours, par Lalinde.

L'abbé GOYHENÈCHE,  I, docteur en théologie, chanoine honoraire de Saint-Front et de la cathédrale d'Auch, curé de Bourgnac, par Mussidan.

DE GRAILLY (François), *,  A, chevalier du Mérite agricole, inspecteur général du Crédit foncier de France, rue Pergolèse, 60, à Paris, 16°.

L'abbé GRANGER, chanoine honoraire, curé de Château-l'Evêque.

Le docteur GRELLETY, commandeur de l'ordre du Montenegro, secrétaire de la Société de thérapeutique, boulevard de Courcelles, 73, à Paris, 8^e, et rue Prunelle, 4, à Vichy (Allier).

GRENIER (Amédée), ancien notaire, villa Barbeyrolle, près Le Fleix.

L'abbé Gros (Jean-Joseph), curé de Montbazillac.

DE GUIGNARD, vicomte DE SAINT-PRIEST (Henri), au château du Roukal, près Sarlat.

Le colonel baron DES HAUTSCHAMPS, C. ✱, au château de Griffoul, par Carsac.

HERMANN (Gustave),  I, sous-préfet honoraire, correspondant du Ministère de l'Instruction publique, président de la Société de Secours mutuels, à Excideuil.

JOUANEL (André),  A, avoué-licencié, conservateur des archives municipales, boulevard Victor-Hugo, 7, à Bergerac.

Le baron René DE LA BASTIDE-PARCOUL, chevalier de l'ordre pontifical de Saint-Sylvestre, maire de Parcoult, au château de Parcoult.

DE LABONNE (Adhémar), au château de Montbrun, par Dournazac (Haute-Vienne).

LABROUSSE (Maurice), pharmacien, à Montmoreau (Charente).

LABUTHIE, licencié en droit, rue de Turin, 28, à Paris, et au château de Filolie, près Thiviers.

LACOMBE (Maurice), attaché d'ambassade, secrétaire du protocole, boulevard Malesherbes, 20, à Paris, 8^e.

LACOSTE (Edouard), juge suppléant au tribunal de commerce, entrepreneur de travaux publics, rue Lamartine, 23, à Périgueux.

LAFARGUE (Jules), chevalier de l'ordre de Saint-Grégoire-le-Grand, propriétaire, cours Montaigne, 23, à Périgueux.

DE LAFILOLIE (Charles), place du Parlement S^{te} Catherine, 2, à Bordeaux.

LAFON (Gabriel),  A, licencié en droit, président de la Société de secours mutuels, ancien notaire, à Terrasson.

Le marquis DE LA GARDE SAINT-ANGEL, ✱, ancien conseil-

ler général de la Dordogne, vice-président de la Société syndicale libre d'agriculture du Périgord, au château de Lapouyade, par Nontron.

LAGRANGE (Georges),  A, architecte départemental, rue des Jacobins, 25, à Périgueux.

LAMOTHE-PRADELLE (Emile),  A, notaire, à St-Pierre-de-Chignac.

Le comte DE LA PANOUSE, *, ancien conseiller général de la Dordogne, maire de Creysse, au château de Tiregan, par Mouleydier.

LAPEYRE (Fernand), avocat, à La Roche-Chalais.

L'abbé LARGE, curé de Pomport, par Sigoulès.

DE LARIGAUDIE SAINT-SÉVRIN (Philippe), ancien préfet, rue Saint-Dominique, 27, à Paris, 7^e, et au château de Blessel, par Aire-sur-la-Lys (Pas-de-Calais).

DE LA SALLE DU MAIGNAUD, au Maignaud, par Eyzerat.

Le marquis DU LAU D'ALLEMANS, *, rue des Petits-Champs, 99, à Paris, 1^{er}.

DE LAULANIÉ DE SAINTE-CROIX (René), au château de St^e-Croix, par Montferrand (Dordogne.)

L'abbé DE LA VALETTE-MONBRUN (Amable), licencié ès-lettres, lauréat de l'Institut, professeur, avenue de Malakoff, 37, à Paris, 16^e.

LAVIGNÉ, instituteur public à Monsac, par Beaumont-du-Périgord.

LESCA (Georges), au château de Saint-Michel de Cantillac, par Champagnac-de-Belair.

LESPINAS (Edmond), chevalier de l'ordre de St-Grégoire-le-Grand, ancien magistrat, avocat, rue Bourdeille, 13, à Périgueux.

Le comte DE LESTRADE DE CONTI, chevalier de l'ordre de Saint-Grégoire-le-Grand, président de la Société d'horticulture de la Dordogne, avocat, rue Romaine, à la Cité, à Périgueux.

L'abbé LIFFORT, curé-doyen de Bussière-Badil.

L'abbé MAGAT, curé du Monteil, par Lamonzie-Saint-Martin.

MAGNE (Charles),  I, chevalier du Mérite agricole, officier du Nicham Iftikar, chevalier de l'ordre Jérusalemite

du Saint-Sépulcre, géomètre, secrétaire-général du Comité historique et archéologique de la Montagne Sainte-Geneviève et de ses abords, associé correspondant de la Société nationale des Antiquaires de France, membre correspondant des Sociétés historiques et archéologiques de Toulouse, de Dunkerque et de Melun, rue Lebrun, 37, à Paris, 13°.

MAGNE (Napoléon), ancien officier de cavalerie, ancien député, conseiller général de la Dordogne, avenue Montaigne, 31, à Paris, 8°, et au château de Trélassac (Dordogne).

MAGUEUR (Georges), pharmacien, à Sainte-Livrade (Lot-et-Garonne).

Le marquis DE MAILLARD-LAFAYE, ancien conseiller général de la Dordogne, maire de Saint-Sulpice-de-Mareuil, rue de Longchamp, 123, à Paris, 16°.

MAISONNEUVE-LACOSTE (André), à Thiviers.

Le marquis DE MALET, *, colonel d'artillerie de réserve au 21° régiment, au château de Puycharnaud, par Bussière-Badil.

Le marquis DE MALEVILLE, au château de Caudon, par Domme.

MANHÈS, *, ancien capitaine, président de la Société de Secours aux blessés militaires, rue Antoine-Gadaud, à Périgueux.

MARCHADIER, agent général de la Compagnie d'assurances *l'Abeille*, place Francheville, 25, à Périgueux.

Le marquis DE MARCILLAC DE CAYRO, président de l'Union des Syndicats agricoles du Périgord et du Limousin, au château de Mellet, par Beauregard-de-Terrasson.

MARÉCHAL (Alexis), ancien député, conseiller général de la Dordogne, au château de Puyferrat, près Saint-Astier.

MAREY, propriétaire à Marsac, par Périgueux.

MARGAT (Raoul), * A, professeur à la Faculté de droit, rue Baudin, 23, à Montpellier (Hérault).

MAURAUD (Paul), * I, ancien élève de l'Ecole nationale et spéciale des Beaux-Arts, architecte, rue La Boétie, 1, à Périgueux.

MAZE (François), propriétaire, à la Source, commune de Saint-Germain-du-Salembre, par Neuviç.

MAZEAU (Paul), négociant, rue Combe-des-Dames, n° 11 et 13, à Périgueux.

Le baron Lucien DE MAZIÈRES-MAULÉON, propriétaire, avocat à la Cour d'Appel de Paris, au château du Reclaud, par La Tour-Blanche, et avenue de Malakoff, 30, à Paris, 16°.

MAZURIER (Gaston), pharmacien de 1^{re} classe, Grand'Rue, 2, à Carcassonne (Aude.)

MÉNIEL fils (Joseph), négociant, à Sainte-Foy-la-Grande (Gironde).

MILLET (Pierre), propriétaire, au château de St-Crépin, par Brantôme.

DE MONTARDY (Elie), chevalier du Mérite agricole, propriétaire, rue Victor-Hugo, 8, à Périgueux.

Le baron P. DE MONTCHEUIL, au château de Montcheuil, par Nontron.

DE MONTCHEUIL (Henri), auditeur à la Cour des Comptes, au château des Ages, commune de Monsec, par Mareuil-sur-Belle, et rue Las Cases, 8, à Paris, 7°.

DE MONTÉGUT-LAMORELIE (Henri), correspondant honoraire du Ministère de l'Instruction publique, ancien magistrat, au château de Vaunac, par Thiviers, et au château des Ombrais, par La Rochefoucauld (Charente).

DE MONTEIL (Xavier), licencié en droit, au château du Bourbet, par Verteillac.

MONTET (Fernand), licencié en droit, notaire à Meyrals, par Saint-Cyprien.

Le marquis DE MONTFERRAND, au château de Montréal, par Issac.

Le comte Charles DE MONTFERRAND, *, directeur de la C^{ie} d'assurances l'*Union*, quai d'Orsay, 11, à Paris, 7°.

DE MONTIFAUT, *, lieutenant-colonel en retraite, villa Beaumont, près Périgueux.

Le docteur MOREAUD, *, médecin-major de première classe en retraite, à Tocane-Saint-Apre.

DE MOULINARD, * I, docteur en droit, juge au tribunal civil, cours Tourny, 10, à Périgueux.

M^{me} la marquise DE NATTES, née DU LAU D'ALLEMANS, au châ-

teau du Mas-de-Montet, par Ribérac, et rue de Marignan, 21, à Paris, 8°.

Le marquis DE NATTES, au château du Mas-de-Montet, par Ribérac.

Le baron Henri DE NERVAUX, licencié en droit, rue du Plantier, 14, à Périgueux.

NEURY (Angel),  I, conseiller général de la Dordogne, conseiller à la Cour d'Appel, avenue St-Surin, 9, à Limoges.

Le baron OBERKAMPFF DE DABRUN, ancien receveur des finances, au château d'Ayrolles, par Alais (Gard).

PALUT (P.-P.),  I, tonnelier, rue Valette, 10, à Bergerac.

PARADOL (Raoul),  I, juge d'instruction, président de la Société de gymnastique *Les Enfants de la Dordogne*, boulevard de Vésone, 7, à Périgueux.

L'abbé DE PASCAL, chevalier de l'ordre de Malte, missionnaire apostolique, à Saint-Céré (Lot).

PASQUET (Gabriel), pharmacien de première classe, rue Taillefer, 36, à Périgueux.

PÉCOU (Gabriel), négociant, rue Louis-Blanc, 13, à Périgueux.

DE PEYRONNY DES GENDRES (Raoul), rue de l'Abbé-Groult, 18, à Paris, 15°.

Le docteur PEYROT, C. *, membre de l'Académie de médecine, chirurgien honoraire des hôpitaux de Paris, sénateur de la Dordogne, président de la Société des Beaux-Arts de la Dordogne, rue Lafayette, 33, à Paris, 9°, et à Château-l'Evêque (Dordogne).

DE POURQUERY DE BOISSERIN, chevalier de l'ordre royal d'Isabelle la Catholique, président de la Chambre de commerce, négociant, à Bergerac.

POURQUIÉ, avoué-licencié, allée de Tourny, 14, à Périgueux.

POUYADON-LATOIR (René), docteur en droit, notaire, rue Gambetta, 25, à Périgueux.

POUYAUD (Aubin), *, ancien président du tribunal de commerce, au Dognon, par Savignac-les-Eglises.

POUYAUD (Henri),  A, ancien président du tribunal de commerce, pharmacien, place du Coderc, à Périgueux.

Le docteur **SAMUEL POZZI**, C. *,  I, ancien sénateur, conseiller général de la Dordogne, membre de l'Académie de Médecine, professeur de clinique gynécologique à la Faculté de Médecine, chirurgien à l'hôpital Broca, avenue d'Iéna, 47, à Paris, 16°.

L'abbé **PRAMIL**, chanoine titulaire de la cathédrale, rue de la Clarté, 8, à Périgueux.

PRAT-DUMAS (Edmond), conseiller du commerce extérieur de la France, industriel, maire, à Couze.

DE L'PRESLE, chevalier de l'ordre de Saint-Grégoire-le-Grand, ancien conseiller d'arrondissement, vice-président de la Société syndicale libre d'agriculture du Périgord, maire de Cherveix, à Saint-Martial-la-Borie, par Cherveix-Cubas.

PRÉVÔT, agent général de la Compagnie d'assurances l'*Urbaine*, rue La Boétie, 15, à Périgueux.

L'abbé **PRIEUR**, curé-doyen, à Mareuil-sur-Belle.

PRIVAT (J.),  A, dessinateur principal à la C^{ie} du chemin de fer d'Orléans, secrétaire général de la Société scientifique du Périgord, avenue de Paris, 22 *bis*, à Périgueux.

Le docteur **PUYGAUTHIER**,  A, conseiller général de la Dordogne, maire de Tocane-Saint-Apre.

RAMOND (Philippe),  A, docteur en droit, président du tribunal civil, boulevard Maine de Biran, 20, à Bergerac.

M^{sr} REBIÈRE, docteur en théologie, protonotaire apostolique, chanoine de Périgueux et de Saint-Denis, ancien curé de la Cité, à Périgueux.

RECOQUILLON,  A, mainteneur de l'École félibréenne du Périgord, notaire, à Bouniagues (Dordogne.)

DE RÉMONDIAS, au château de la Borde, par Le Change.

DU REPAIRE (Maurice), propriétaire, au château de Fontirou, par La Croix-Blanche (Lot-et-Garonne).

REVERDIT, ancien garde-magasin comptable de la Manufacture des tabacs, rue de la Gare, à Tonneins (Lot-et-Garonne).

RIBETTE, chef de section de la C^{ie} du chemin de fer d'Orléans, rue du Plantier, 17, à Périgueux.

DE RICARD (Raoul), avocat, à Bergerac.

Le comte **DE ROCHEFORT-LAVIE**, lieutenant au 8^e régiment

d'infanterie, à Saint-Omer (Pas-de-Calais), et rue Newton, 4, à Paris, 16°.

M^{me} la comtesse Martial DE ROFFIGNAC, au Castel-Fadèse, près Périgueux.

ROMANET DU CAILLAUD, propriétaire au Caillaud, par Isle (Haute-Vienne), et aux Maurilloux, près Périgueux.

RONTEIX (Henri), imprimeur, rue Gambetta, 7, à Périgueux.

ROUGIER (Maurice), contrôleur des contributions directes, rue de la République, 9, à Périgueux.

M^{me} DE ROUMEJOUX, au château de Rossignol, par Bordas.

ROUSSELET (J.), expert en immeubles, place du Palais, 2, à Périgueux.

Roux (Eugène), ancien rédacteur en chef du *Journal de la Dordogne*, rédacteur en chef du *Patriote du Périgord*, inspecteur régional de la *Société Mutuelle française*, boulevard de Vésone, 26, à Périgueux.

L'abbé Roux (Joseph), curé d'Antonne, par Trélissac.

Le comte DE ROYÈRE, ancien officier de cavalerie, au château de Monsec, par Saint-Cyprien.

M^{me} la comtesse DE SAINT-LÉGIER, au château de Richemont, par Brantôme.

SAINTMARTIN (André), chevalier de l'ordre de Saint-Grégoire-le-Grand, licencié en droit, secrétaire de la Société d'horticulture, place Francheville, 22, à Périgueux.

DE SAINT-PAUL (Maurice), *, maire de Ligueux, à l'abbaye de Ligueux, par Sorges, et villa Caprice, à La Condamine, principauté de Monaco.

M^{me} la marquise DE SANZILLON, au château du Lieu-Dieu, près Périgueux.

Le marquis DE SANZILLON DE MENSIGNAC, au château de Mensignac.

SARLANDE (Albert), ancien député, au château de la Borie-Saunier, près Champagnac-de-Belair.

SARLANDIE DES RIEUX (Arthur), * A, chevalier de l'ordre de Saint-Grégoire-le-Grand, ancien chef de division de la Préfecture de la Dordogne, rue Victor-Hugo, 65, à Périgueux.

SAUVO-DESVERSANNES (Louis), * A, chevalier du Mérite agricole, suppléant du juge de paix, à Bussière-Badil.

M^{me} Jules-Honoré SECRESTAT, rue Notre-Dame, 30, à Bordeaux, et au château de Lardimalie, près St-Pierre-de-Chignac.

Le général SERMENSAN, C. *,  I, à Excideuil.

SIMON (Louis),  A, secrétaire-archiviste de l'Ecole félibréenne du Périgord, hôtel de l'Univers, à Périgueux.

SIMONET (Jean), capitaine au 50^e régiment d'infanterie, rue Victor-Hugo, 29, à Périgueux.

SORBIER (Théodore), propriétaire, ancien conseiller général de la Dordogne, à Montignac-sur-Vézère.

DE TARDE (Alfred), docteur en droit, avocat à la Cour d'Appel, square de l'Alboni, 1, à Paris, 16^e.

TAUZIAC (Jean), négociant, à Moncaret.

Le docteur Léo TESTUT, O. *,  I, chevalier de l'ordre de la Couronne d'Italie, correspondant national de l'Académie de médecine, professeur d'anatomie à la Faculté de médecine, avenue de l'Archevêché, 3, à Lyon.

L'abbé TEYSSANDIER, curé-doyen de Thenon.

DE TEYSSIÈRE (Edouard) *, lieutenant-colonel breveté, sous-chef d'état-major au 10^e corps d'armée, quai Lamennais, 11, à Rennes (Ille-et-Vilaine.)

L'abbé THIVEAUD, chanoine honoraire, curé de la paroisse St-Jacques, à Bergerac.

Le baron DE LA TOMBELLE,  I, commandeur de l'ordre de Saint-Grégoire-le-Grand, président honoraire de la Société des Beaux-Arts de la Dordogne, au château de Feyrac, par Castelnaud, et rue Auguste-Vacquerie, 3, à Paris, 16^e.

DE VALBRUNE (Ivan), officier du Mérite agricole, propriétaire, ancien conseiller d'arrondissement, au château de La Batut, près Saint-Astier.

VALETTE (Théodore), pharmacien, à Lesparre (Gironde).

VIGIÉ (Albert) *, doyen de la Faculté de droit, président de la Société archéologique, rue Achille Bégé, à Montpellier, et à Lascaminades, près Belvès.

VILLEPELET (Ferdinand),  I, archiviste honoraire du département de la Dordogne, correspondant du Ministère de l'Instruction publique, boulevard Lakanal, 21, à Périgueux.

VILLEPELET (Robert),  I, archiviste paléographe, licencié ès-lettres et en droit, élève diplômé de l'Ecole pratique des

Hautes-Études, archiviste aux Archives nationales, avenue du Maine, 7, à Paris, 15°.

WATELIN (Louis), artiste peintre, boulevard Pereire, 59, à Paris, 17°, et au château de Campagnac, par Sarlat.

MEMBRES ASSOCIÉS

MM.

ASHER, libraire, Unter den Linden, 13, à Berlin (Allemagne).

Le comte Charles DE BEAUMONT, ~~et~~ A, correspondant du Comité des Sociétés des Beaux-Arts des départements, au château de Châtigny, par Fondettes (Indre-et-Loire).

BERTHELÉ (Joseph), ~~et~~ I, archiviste du département de l'Hérault, membre non résidant du Comité des Travaux historiques, inspecteur divisionnaire de la Société française d'Archéologie, impasse Pagès, 11, à Montpellier (Hérault).

Le marquis DE CUMONT, au château de la Roussière, par Coulonges-sur-l'Autize (Deux-Sèvres).

DULAU, libraire, Soho square, 37, à Londres.

DU CHEYRON DU PAVILLON (Joseph), licencié en droit, avenue de Villiers, 34, à Paris, 17°.

HUET (Paul), rue de l'Université, 8, à Paris, 7°.

Le baron DE LANAUZE-MOLINES, au château de Lescaut, par Lauzun (Lot-et-Garonne).

Le comte DE LAVAUZUR DE SAINTE-FORTUNADE, à Sainte-Fortunade (Corrèze).

MELLER (Pierre), ancien président de la Société archéologique de Bordeaux, associé correspondant de la Société nationale des Antiquaires de France, cours du Pavé des Chartrons, 43, à Bordeaux.

DE MONTARDY (Jean), avenue des Bénédictins, 29, à Limoges.

Le vicomte Jehan DE MONTZON, place de la Comédie, 2, à Bordeaux.

NEW-YORK PUBLIC LIBRARY, représentée par M. Charles Gaulon, libraire commissionnaire, rue Madame, 39, à Paris, 6°.

TAMIZEY DE LARROQUE (Henry), au Pavillon Peiresc, par Gontaud (Lot-et-Garonne).

TENANT DE LA TOUR (Albert), à l'abbaye du Chalar d, par Ladi gnac (Haute-Vienne).

MEMBRES CORRESPONDANTS.

MM.

L'abbé H. BRÉUIL,  I, professeur-agrégé de préhistoire et d'ethnographie à la Faculté des sciences, à Fribourg (Suisse.)

Le docteur CAPITAN, *, professeur à l'École d'Anthropologie et au Collège de France, membre titulaire du Comité des Travaux historiques, rue des Ursulines, 5, à Paris, 5^e.

CARTAILHAC (Émile),  I, correspondant de l'Institut, membre non résidant du Comité des Travaux historiques, rue de la Chaîne, 5, à Toulouse.

CHABANEAU (Camille), *,  I, correspondant de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres, professeur honoraire à la Faculté des lettres de Montpellier, président d'honneur de la Société des Langues romanes, président de l'École félibréenne du Périgord, à Nontron.

CHAMPEVAL DE VYERS (J.-B.), avocat, avenue de la Gare, à Bourgneuf (Creuse).

CHAUVER (Gustave),  I, correspondant du Ministère de l'Instruction publique, président de la Société archéologique et historique de la Charente, notaire, à Ruffec (Charente).

DE CHODZKO (Vitold), docteur en droit, au château de Lacôte, par Aixe (Haute-Vienne).

DE CROZALS, *,  I, doyen de la Faculté des lettres, boulevard de Bonne, 1, à Grenoble (Isère).

CURZON (Henri PARENT DE),  I, docteur ès-lettres, sous-chef de la section historique aux Archives nationales, rue Saint-Dominique, 7, à Paris, 7^e.

DELISLE (Léopold), G. O. *, membre de l'Institut, administrateur général honoraire de la Bibliothèque nationale, rue de Lille, 21, à Paris, 7^e.

DEZEIMERIS (Reinhold), O. *,  I, correspondant de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres, au château de Loupiac, par Cadillac (Gironde), et rue Vital Carle, 11, à Bordeaux.

DUCROCQ, O. *, correspondant de l'Institut de France, mem-

bre du Comité des Travaux historiques et scientifiques, professeur honoraire de l'Université de Paris, à la Faculté de droit, rue d'Oléron, 4, à Poitiers.

Le commandant ESPÉRANDIEU (Émile), *  I, correspondant de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres, villa Madeleine, rue des Tricots, à Clamart (Seine).

FAGE (René),  I, correspondant du Ministère de l'Instruction publique, inspecteur divisionnaire de la Société française d'Archéologie, ancien président de la Société archéologique et historique du Limousin, avenue Kléber, 88 bis, à Paris, et au Mas du Puy, par Verneuil-sur-Vienne (Haute-Vienne).

HÉRON DE VILLEFOSSE (Antoine), *,  I, membre de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres, conservateur des Antiquités grecques et romaines au Musée du Louvre, président du Comité des Travaux historiques et scientifiques, rue Washington, 16, à Paris, 8°.

Le docteur LALANNE, au Castel d'Andorte, Le Bouscat (Gironde).

Le comte DE LASTEYRIE, *,  I, membre de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres, professeur à l'Ecole des Chartes, ancien député, secrétaire du Comité des Travaux historiques, rue du Pré-aux-Clercs, 10 bis, à Paris, 7°.

LEFÈVRE-PONTALIS (Eugène),  I, directeur de la Société française d'Archéologie, rue de Phalsbourg, 13, à Paris, 17°.

MARION (Marcel),  A, professeur à la Faculté des lettres, rue de Pessac, 177, à Bordeaux.

Le chanoine POTTIER,  I, président de la Société archéologique de Tarn-et-Garonne, faubourg du Moustier, 59, à Montauban.

RIVIÈRE (Emile), *,  I, directeur de laboratoire au Collège de France, rue Jouvenet, 18, à Paris, 16°.

RUPIN (Ernest), *,  I, correspondant du Ministère de l'Instruction publique, ancien président de la Société scientifique, historique et archéologique de la Corrèze, à Brive.

SOCIÉTÉS CORRESPONDANTES.

Ministère de l'Instruction publique.

- *Bulletin du Comité des Travaux historiques et scientifiques.*
- *Bulletin et Mémoires de la Société de l'Histoire de Paris et de l'Ile de France.*
- *Bibliothèque de l'Ecole des Chartes.*
- *Bibliothèque de l'Université de France, à la Sorbonne, à Paris, 5°.*
- *Bibliothèque de la Commission des Monuments historiques, à la direction des Beaux-Arts, rue de Valois, 3, à Paris, 1^{er}.*

Allier	<i>Société d'Émulation, des lettres, sciences et arts du Bourbonnais, à Moulins.</i>
Basses-Alpes	<i>Société scientifique et littéraire des Basses-Alpes, aux Archives départementales, à Digne.</i>
Hautes-Alpes.	<i>Société d'Etudes, à Gap.</i>
Bouches-du-Rhône	<i>Bibliothèque de l'Université d'Aix en Provence.</i>
Charente.	<i>Société historique et archéologique de la Charente, à Angoulême.</i>
Charente-Inférieure	<i>Société des Archives historiques de la Saintonge et de l'Aunis, cours National, 99, à Saintes.</i>
Cher.	<i>Société des Antiquaires du Centre, à Bourges.</i>
Corrèze.	<i>Société scientifique, historique et archéologique de la Corrèze, à Brive.</i>
Id.	<i>Société des lettres, sciences et arts de la Corrèze, à Tulle.</i>
Creuse.	<i>Société des sciences naturelles et archéologiques de la Creuse, à Guéret.</i>
Haute-Garonne.	<i>Société archéologique du Midi de la France, hôtel d'Assézat, à Toulouse.</i>
Id.	<i>Bibliothèque de l'Université, rue de l'Université, 2, à Toulouse.</i>
Gironde.	<i>Société archéologique de la Gironde, rue des Trois-Conils, 53, à Bordeaux.</i>
Id.	<i>Société historique et archéologique de Saint-Emilion.</i>
Hérault.	<i>Société archéologique de Montpellier.</i>
Ille-et-Vilaine.	<i>Société archéologique d'Ille-et-Vilaine, à Rennes.</i>
Loire-Inférieure.	<i>Société archéologique de Nantes et de la Loire-Inférieure, à Nantes.</i>

- Loiret. *Société archéologique et historique de l'Orléanais*, à Orléans.
- Id. *Société historique et archéologique du Gâtinais*, rue Gay-Lussac, 38, à Paris, 5°. •
- Lot. *Société des Études littéraires, scientifiques et artistiques du Lot*, à Cahors.
- Lot-et-Garonne. *Société d'agriculture, sciences et arts d'Agen*, à Agen.
- Meurthe-et-Moselle. *Société d'archéologie lorraine*, à Nancy.
- Nièvre. *Société Nivernaise des lettres, sciences et arts*, à Nevers.
- Basses-Pyrénées. *Société des sciences, belles-lettres et arts*, à Pau.
- Saône-et-Loire. *Société Éduenne*, hôtel Rolin, à Autun.
- Sarthe. *Société historique et archéologique du Maine*, maison dite de la reine Bérengère, Grande-Rue, 11, au Mans.
- Savoie. *Académie des sciences, belles-lettres et arts*, à Chambéry.
- Seine. *Académie des Inscriptions et Belles-Lettres*, au palais de l'Institut, à Paris, 6°.
- Id. *Société nationale des Antiquaires de France*, au palais du Louvre, à Paris, 1^{er}.
- Id. *Société française d'Archéologie*, rue de Phalsbourg, 13, à Paris, 17°.
- Id. *Revue Epigraphique*, villa Madeleine, rue des Tricots, à Clamart (Seine).
- Somme. *Société des Antiquaires de la Picardie*, au musée de Picardie, à Amiens.
- Tarn-et-Garonne. *Société archéologique de Tarn-et-Garonne*, faubourg du Moustier, 59, à Montauban.
- Vienne. *Société des Antiquaires de l'Ouest*, rue des Grandes-Ecoles, à Poitiers.
- Haute-Vienne. *Société archéologique et historique du Limousin*, à Limoges.
- Id. *Société « Les Amis des Sciences et Arts »*, à Rochechouart.

SOCIÉTÉS ÉTRANGÈRES

- Belgique. *Société d'Archéologie de Bruxelles*, rue Ravenstein, 11, à Bruxelles.
- Etats-Unis de l'Amérique du Nord. *Smithsonian Institution*, à Washington.

SÉANCES MENSUELLES
DE LA
SOCIÉTÉ HISTORIQUE ET ARCHÉOLOGIQUE DU PÉRIGORD

Séance du jeudi 5 décembre 1907.

Présidence de M. le marquis de FAYOLLE,
président.

La séance est ouverte à midi et demi, dans la salle accoutumée.

Sont présents : MM. Charles Aublant, Bayle, Benoît, le chanoine Brugière, Antony Délugin, Dujarric-Descombes, Auguste Dumas, Charles Durand, le lieutenant d'Epinay, le marquis de Fayolle, Féaux, René de Frémont, Lespinas, Marchadier, le colonel de Montifault, le docteur Moreaud et Villepelet.

Le procès-verbal de la précédente réunion est lu et adopté.

M. LE PRÉSIDENT nous annonce une nouvelle perte à déplorer, la mort de M. Albert Mège-Lavignotte, avoué à Ribérac, président de la 17^e section des Vétérans des armées de terre et de mer.

Devoué à notre Société, dont il suivait les travaux avec intérêt, et dont le *Bulletin* conserve le témoignage d'une pieuse collaboration : car il s'était chargé plus d'une fois de payer, à la mémoire de nos confrères ribéracois disparus, le tribut de nos regrets.

M. Dujarric-Descombes fera pour cet estimable confrère ce que lui-même a fait d'une façon si remarquable pour ses voisins.

L'assemblée exprime de sympathiques condoléances.

Notre bibliothèque a reçu, dans le courant du mois dernier, les ouvrages suivants :

Inventaire général des richesses d'art de la France. — Province. — Monuments religieux, tome IV, un gros volume broché, grand in-8°, Paris, librairie Plon-Nourrit, 1907 ;

Bulletin de la Société pour la protection des paysages de France, n° 24, 15 octobre 1907, grand in-8°, Paris, rue de Grammont, 26 ;

Périgord-Paris, ancien Bulletin du Périgord, organe de la Société de secours mutuels *le Périgord*, une feuille, n° 31, novembre 1907 ; Paris, imprimerie Desvignes, rue d'Alesia, 78 ;

Annales de la Société historique et archéologique du Gâtinais, deuxième et troisième trimestres de 1907, un fascicule in-8° en feuilles, Fontainebleau, Maurice Bourges, imprimeur breveté ;

Bulletin de la Société archéologique et historique de l'Orléanais, tome XIV, n° 188, deuxième trimestre de 1907, in-8°, avec planches, Orléans, librairie Herluison ; Paris, librairie Lechevalier ;

Bulletin et Mémoires de la Société archéologique du département d'Ille-et-Vilaine, tome XXXVII, 1^{re} partie, un volume broché, in-8°, avec planches, Rennes, imprimerie Eugène Prost, 1907 ;

Le Limousin, bulletin trimestriel du Groupe d'Etudes limousines à Paris, n° 1, octobre 1907, numéro-annuaire, in-18, Paris, secrétariat, rue Linné, 13 ;

Lou Bournat, bulletin mensuel de l'Ecole félibréenne du Périgord, tome III, 11^e livraison, novembre 1907, grand in-8°, Périgueux, Imprimerie de la Dordogne ; contenant une notice de M. Dujarric-Descombes sur *Pierre de Bouilhac*, de Montignac, ancien sous-préfet de Sarlat, un charmant conteur, l'un des précurseurs de l'Ecole félibréenne ;

Revue de l'Agenais, bulletin de la Société d'agriculture, sciences et arts d'Agen, 34^e année, septembre-octobre 1907, in-8°, avec planches, Agen, Imprimerie Moderne ; contenant des *Notes et Documents sur quelques anciennes faïenceries de l'Agenais et du Bazadais*, par M. Labadie, qui, p. 412, indique

en Périgord, au XVIII^e siècle, les faïenceries de Bergerac, du Fleix, de Thiviers et du Bugue, mais ne parle pas de Périgueux où existait de 1809 à 1870 une rue de la Faïencerie, devenue aujourd'hui la rue Chanzy ; il donne, p. 420, quelques détails sur la fabrique du Fleix ;

Mémoires et Comptes-rendus de la Société scientifique et littéraire d'Alais, revue Cévenole, année 1906, in-8°, avec une planche, Alais, imprimerie Brabo, 1907 ;

Annales de la Faculté des lettres d'Aix, tome I, n° 1-2, janvier-juin 1907, un fascicule, in-8°, avec planches ; et *Annales de la Faculté de droit d'Aix*, tome I, n° 1-2, janvier-juin 1907, un fascicule, in-8°, Paris, Fontemoing, éditeur ; Marseille, imprimerie Barlatier ;

Bulletin de la Société d'Etudes des Hautes-Alpes, 26^e année, 3^e série, n° 24, quatrième trimestre 1907, in-8°, Gap, Louis Jean et Peyrot, imprimeurs-éditeurs ;

De M. Hermann, deux exemplaires de sa brochure sur *Un Triens mérovingien* trouvé à Nailhac (Dordogne), tirage à part du *Bulletin*, in-8°, Périgueux, Imprimerie de la Dordogne, 1907 ;

De M. le chanoine Brugière, la *Semaine religieuse* du diocèse, du 10 novembre 1907, où est le compte-rendu bibliographique, par M. Dujarric-Descombes de l'*Exploration campagnaire du Périgord* ;

Du Secrétaire général, le *Journal des Débats*, du 29 novembre 1907, contenant un article bibliographique de M. Anglade sur *Les Mélanges Chabaneau*, qui viennent de paraître ;

Et de M. le capitaine d'artillerie de Bouilhac, sa plaquette *Indications sur les origines des chevaliers de Bouilhac*, 1907, in-16, Rodez, imprimerie Carrère.

Des remerciements sont votés aux donateurs.

M. le Ministre des Beaux-Arts nous informe que la 32^e réunion des Sociétés des Beaux-Arts des départements aura lieu à l'Ecole nationale des Beaux-Arts, du mardi 21 avril 1908 au vendredi 24 du même mois. La séance de clôture aura lieu dans le grand amphithéâtre de la Sorbonne, le samedi 25 avril, à deux heures. La Société devra faire connaître la liste

de ses délégués à la direction des Beaux-Arts, avant le 1^{er} février 1908.

Des compliments sont adressés à MM. DÉLUGIN et FÉAUX qui viennent d'acheter une belle collection de silex de l'époque solutréenne et l'empêcheront ainsi de passer à l'étranger.

Notre confrère M. Ferdinand d'ESCATHA a trouvé dans son voisinage, commune de Saint-Aquilin, un superbe polissoir pesant 141 kilogrammes qu'il s'est empressé d'offrir au Musée du Périgord.

M. le Conservateur le remercie.

M. LE PRÉSIDENT nous met au courant des fouilles pleines d'intérêt qu'il vient de faire à Tocane, au passage à niveau, près de la station du chemin de fer, dans un jardin, au milieu de substructions gallo-romaines. Déjà, en 1841, M. le docteur Moreaud père avait signalé, dans les *Annales agricoles et littéraires de la Dordogne*, la découverte de tombeaux à cet endroit, de cercueils en pierre trouvés dans des chambres rectangulaires, de thermes, sur l'emplacement d'une villa romaine. Actuellement, sur l'emplacement de cette même villa, on découvre la continuation du cimetière de l'époque mérovingienne, du VI^e siècle peut-être, où ont été mis au jour un tombeau d'enfant de six ans avec un couvercle creusé; deux chambres dans lesquelles étaient six ou sept sarcophages serrés les uns dans les autres; des squelettes portant un scramasax et deux couteaux en fer, dont l'un dans un fourreau de bois.

M. le Président étale sur le bureau divers objets funéraires, recueillis dans ces tombeaux et notamment une jolie petite fiole en verre irisé qu'il nous laisse admirer.

Sur sa proposition, l'assemblée vote des remerciements à M. Dexidour, propriétaire du jardin, et aux personnes qui l'ont secondé dans les travaux des fouilles.

M. le docteur MOREAUD dépose sur le bureau pour le Musée un fond de vase, de l'époque gallo-romaine; un fragment de marbre vert de la même époque, et un revêtement de mur portant une trace de peinture.

M. MARCHADIER nous présente aussi deux poignards anciens, qu'il croit de forme arabe, portant, suivant lui, des ornements sarrasins et qui proviennent des dragages de la rivière de l'Isle, à Lesparat. Il prie ceux de nos confrères qui en connaîtraient, présentant des caractères similaires, de vouloir bien les lui indiquer.

M. NEURY veut bien nous signaler le nom d'un fondeur, du Puy, oublié par MM. le chanoine Brugière et Joseph Berthelé dans leur *Exploration campanaire du Périgord*. Il a chez lui, à la campagne, à Romain, une clochette qui sert aux usages domestiques; elle a 11 centimètres et demi de diamètre et une hauteur de 9 centimètres. L'épaisseur du bronze est de trois centimètres.

Sur le cerveau, entre deux filets, est le chiffre 14 en caractères arabes, et au-dessous, sur la robe, est inscrit sur trois lignes, en belles capitales, en relief, le nom du fondeur et de son domicile : DUBOIS ROBERT AU PUY.

Elle aura été probablement fondue en même temps que l'ancienne cloche de l'église paroissiale de Romain, au XVIII^e siècle.

M. DUJARRIC-DESCOMBES en signale une autre dans la *Semaine religieuse* du 30 novembre dernier, que les mêmes auteurs ont oubliée, celle de l'église byzantine de Bourg-des-Maisons, qui a perdu sa pieuse destination en devenant la cloche de l'école communale. Elle fut donnée, en 1642, par ce fameux Pierre Grand, seigneur de Tenteilhac et du Pouzet, auquel M. Dujarric a consacré une notice en 1886. Cette petite cloche perpétue dans l'inscription suivante la mémoire du donateur :

P. GRAN ESVYER, SR DE TENTE ✕

LIAS ✕ 1624. E. B. ✕

Il n'est pas douteux ajoute M. Dujarric, que l'artiste, en voulant reproduire l'année 1642, a interverti l'ordre des deux derniers chiffres.

M. LE PRÉSIDENT apprend à quelques-uns de nos confrères, la publication, par M. de La Martinière, archiviste de la Cha-

rente, d'un volume intéressant, *Saint-Cybard*, étude critique d'hagiographie, vi^e-xii^e siècle, in-8°, Paris, librairie Picard; Angoulême, librairie Constantin, 1908; qui est une réponse aux critiques de M. Esmein, publiées dans les Mémoires de la Société archéologique de la Charente, de 1905-1906, sous ce titre *La vie et la légende de saint Cybard*. Ce saint nous touche; il a habité le Périgord avant d'aller se renfermer dans une cellule en Angoumois.

M. de La Martinière, ajoute M. le Président, veut bien nous promettre, pour notre *Bulletin*, le récit d'un personnage qui a noté les principaux événements de la guerre de Cent ans dans notre région, au fur et à mesure qu'ils se présentaient.

M. Auguste DUMAS veut bien nous fournir ensuite quelques indications sur le commencement de l'année en Périgord, dans les actes notariés qu'il a consultés et notamment dans un registre de Bonaud, notaire à Périgueux, versé aux Archives départementales avec les minutes de M^e Rapnouil.

On lit à la fin des actes de décembre 1563 :

« Nota que par édict et ordonnance du Roy, il est dict que on commencera la milliesme le premier jour de janvier. Comme a esté fait en ceste année et combien que on heust acoustumé continuer jusques au xxv^e de mars, comme heust esté fait sans l'édict; toutes foyes en ceste année nous avons commencé le premier jour de janvier et fait la milliesme de 1566 ».

Il résulte de cette note :

1^o Que jusqu'en 1563 inclusivement, les notaires périgourdins ont fait commencer l'année au 25 mars. C'est ce qu'on appelle le style de l'Annonciation. Ils n'employaient pas le style usité dans la chancellerie royale qui était, comme on le sait, le style de Pâques. La fête de Pâques étant une fête mobile, il avait paru préférable de prendre une date fixe pour le commencement de l'année.

2^o Que l'édit de Charles IX du 1^{er} janvier 1563-64, qui fixait pour toute la France le commencement de l'année au 1^{er} janvier ne fut pas appliqué immédiatement en Périgord. Il n'eut d'effet qu'à partir du 1^{er} janvier 1566.

Ces observations étaient nécessaires à faire pour ceux de nos confrères qui ont à dater des actes antérieurs à 1566.

M. René DE FRÉMONT a relevé dans l'*Inventaire des Archives départementales de l'Allier*, série E supplément, quelques extraits qui nous concernent ; d'abord le baptême sous condition, le 25 février 1668, de Pierre Dessort, né à Eymet, qui fait abjuration de l'hérésie de Calvin, à l'âge de 18 ans ; puis, les bénédictions de cloches par Charles de la Cropte de Chantérac, abbé de Séry, vicaire-général d'Autun, le 15 juillet 1754, de quatre cloches, procurées à l'église d'Izeure à Moulins, par la « protection de l'Intendant M. de Bernage » et, le 24 septembre 1758, de deux cloches nouvellement fondues pour l'annexe St Jean de la paroisse de St-Bonnet, de Moulins.

Notre jeune confrère se permet de signaler à M. de Gimel, dans les Carrés de d'Hozier, de la Bibliothèque nationale, aux titres Bonal, p. 233, la mention du contrat de mariage, en date du 15 juillet 1558, passé entre Françoise de Gimel, fille de feu Pons, seigneur de Paluel en Périgord, et de dame Marguerite de Caumont, et François de Bonal, écuyer, seigneur du dit lieu. L'acte est reçu à Ste-Nathalène, par Ville, notaire royal, et insinué à Sarlat le 15 septembre 1558.

M. de Frémont nous rappelle aussi que tout récemment l'auteur de l'article sur le docteur Jean Pascal, de Sarlat, regrettait que la bibliothèque de Périgueux ne possédât pas un exemplaire de son ouvrage sur les eaux de Bourbon-l'Archambault. Il en connaît un à vendre présentement à la librairie Grégoire, rue François Perron, 2, à Moulins.

PASCHAL (J). — *Traité des eaux de Bourbon-l'Archambault selon les principes de la nouvelle physique*, par le Sr J. Paschal. Paris, Laurent Houry, 1699, in-12, planche gravée, demi-reliure, mar. citron avec coins, dos orné et mosaïqué de maroquin bleu, filets, tranche bleue : 60 francs.

Volume orné d'une jolie vue des bains de Bourbon-l'Archambault, gravée par Levesque.

LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL en trouve le prix trop élevé, eu égard au crédit attribué à la bibliothèque dans le budget municipal.

M. Daubige, bibliothécaire de la ville de Périgueux, veut bien signaler au Secrétaire général une note du marquis de Paulmy, dans le *Catalogue de la bibliothèque de la reine Marie-Antoinette au Petit-Trianon*, à l'article *Télémaque*, p. 31. M. de Paulmy nous apprend que « *Télémaque* a été traduit dans toutes les langues ; mais entre autres, il y en a deux traductions en polonais : la première, en vers, imprimée à Sandomir en 1726 ; elle est due au prince Adam-Jean Jablonowski, palatin de Russie, père de M^{me} la princesse de Talmont ; la deuxième en prose, de Michel Trotz, connu par un dictionnaire français, polonais et allemand ».

La *Bibliographie générale du Périgord* ne faisait remonter qu'à l'année 1730 la première traduction en polonais.

De son côté, M. Robert VILLEPELET nous envoie quelques notes sur Léon Dessalles, ancien archiviste de la Dordogne, qu'il a écrites à l'aide des pièces conservées dans son dossier aux Archives nationales, ou plutôt il nous transmet une sorte de *curriculum vitæ* rédigé par Dessalles lui-même à l'usage de ses chefs. Dessalles y énumère les travaux qu'il a faits pendant vingt-deux ans, de 1832 à 1854, sous les ordres du grand historien Michelet, à la Section historique des Archives nationales, où il a laissé la réputation d'un archiviste laborieux et compétent. Cette notice pourra servir au futur auteur d'un *Dictionnaire biographique* des Périgourdins notables.

Il reste à procéder à l'élection de deux candidats qui demandent à entrer dans notre compagnie.

Après deux votes à mains levées, M. LE PRÉSIDENT déclare admis membres titulaires de la Société historique et archéologique du Périgord :

M. le comte Géraud de Boysseulh, au château de Boreau, commune de Cornille, par Périgueux, présenté par MM. le baron de Nervaux et le marquis de Fayolle ;

Et M. le comte Alphonse de Fleurieu, au château de Marzac, par les Eyzies, et avenue Kléber, 26, à Paris, présenté par son frère et par M. de Carbonnier de Marzac.

La séance est levée à trois heures.

Le Secrétaire général,
Ferd. VILLEPELET.

Le Président,
M^{re} DE FAYOLLE.

Séance du jeudi 2 janvier 1908.

Présidence de M. le marquis DE FAYOLLE,
président.

La séance est ouverte à midi et demi dans la salle habituelle.

Sont présents : MM. Charles Aublant, de Bellussière, le chanoine Brugière, Emile Contaut, le marquis de Fayolle, Féaux, René de Frémont, Lespinas, le colonel de Montifault, le docteur Moreaud, le chanoine Pramit et Villepelet.

S'excusent par écrit MM. Dujarric Descombes et le comte de Saint-Saud.

Tout d'abord, M. LE PRÉSIDENT nous adresse ses vœux de bonne année, nous souhaite le bonheur à tous et à nos familles.

L'assemblée le remercie en lui exprimant des souhaits réciproques aussi sincères.

Sous une forme très littéraire, M. le chanoine POTTIER, président de la Société archéologique de Tarn-et-Garonne, nous envoie les siens comme de coutume :

Allicit, alma soror, mentes humana vetustas ;
Forventer calamo tempora prisca nota.
Præcipue veteris patriæ memoranda celebra,
Et dabitur scriptis splendida palma tuis !
Hoc opus, hic labor est nostræ telluris amantum :
Quis Francus posset non adamare suam ?

M. le Président a remercié en langue française M. le chanoine Pottier de ses vœux aimables.

Notre bibliothèque a reçu, dans le courant du mois dernier, les ouvrages suivants :

Comptes rendus des séances de l'année 1907 de l'*Académie des Inscriptions et Belles-Lettres*, bulletin de septembre, in-8°, avec planches, Paris, librairie Alphonse Picard et fils, 1907 ;

Revue des Etudes grecques, tome XX, n° 89, septembre-octobre 1907, in-8°, Paris, Ernest Leroux, éditeur ;

Mémoires de la Société archéologique et historique de l'Orléanais, tome XXXI, un volume in-8°, broché, avec planches, Orléans, librairie Marron, 1907 ;

Bulletin de la Société scientifique, historique et archéologique de la Corrèze, siège à Brive, tome XXIX, 3^e livraison, juillet-septembre 1907, in-8°, avec planches, Brive, Roche, imprimeur de la Société ; où, p. 302, dans *Le livre des miracles de Notre-Dame de Rocamadour*, publié par M. l'abbé Albe, chanoine, il est question d'un chevalier de Longa en Périgord, Senorez, qui, perclus pour avoir blasphémé contre l'église de Rocamadour, obtient ensuite, par ses prières et ses regrets publiquement exprimés, sa guérison ;

Automobile-Club du Périgord, bulletin officiel trimestriel, 5^e année, n° 3 et 4, juillet-décembre 1907, un fascicule in-8°, avec phototypies, Périgueux, imprimerie Ronteix ; contenant le récit humoristique par notre spirituel confrère M. BuffetEAU de la promenade de l'A. C. P. *à travers l'Aveyron et aux canons du Tarn* ;

Bulletin et Mémoires de la Société archéologique et historique de la Charente, année 1906-1907, septième série, tome VII, un volume broché, in-8°, avec dessins, Angoulême, chez Constantin, libraire ; contenant, p. 1-292 la biographie de *Saint Cybard, étude critique de textes*, par M. de La Martinière, dont il a été parlé dans le précédent procès-verbal ;

Revue de Saintonge et d'Aunis, bulletin de la Société des Archives historiques, XXVII^e volume, 6^e livraison, 1^{er} décembre 1907, in-8°, avec deux phototypies et des plans, Saintes, librairie Prévost ;

Société historique et archéologique de Saint-Émilien, II^e fascicule, in-8°, Saint-Émilien et Bordeaux, Féret et fils, 1907 ;

Bulletin trimestriel, *Société de Borda, Dax (Landes)*, 32^e année (1907), 3^e trimestre, in-8°, Dax, imprimerie Labèque ;

Bulletin périodique de la Société Ariégeoise des sciences, lettres et arts et de la Société des Etudes du Couserans, onzième volume, n° 4, in-8°, Foix, typographie Gadrat aîné, 1907 ;

Les Tables chronologiques et alphabétiques des matières

des *Cartulaires des abbayes d'Aniane et de Gellone*, publiés d'après les manuscrits originaux, aux frais de la Société archéologique de Montpellier, par MM. l'abbé Cassan, E. Meynial et Paul Alaus, deux fascicules, in-4°, Montpellier, Imprimerie centrale du Midi, 1903.

Des remerciements sont votés aux donateurs.

M. le bibliothécaire de l'Université d'Aix nous propose d'échanger dorénavant nos publications avec les *Annales* des Facultés de Droit et des Lettres d'Aix.

Sa proposition mise aux voix est favorablement accueillie et sera réalisée à partir de 1908.

Le religieux dom J.-M. Besse, bénédictin de l'abbaye de Ligugé, directeur de la *Revue Mabillon*, nous informe de Chevotogne, par Leignon (Belgique), qu'il songe à solenniser le deuxième anniversaire séculaire, à la date du 27 décembre 1907, de l'illustre bénédictin Mabillon, une gloire nationale pour la France.

Dom Besse publiera, en l'honneur de Mabillon, un volume de *Mélanges et Documents* avec la collaboration de plusieurs érudits, auxquels sa mémoire reste chère. Les souscripteurs des *Archives de la France monastique* le recevront de droit ; ce sera le tome VI^e de la collection. Il sera mis à la disposition du public au prix de dix francs.

Un artiste exécute, en ce moment, un médaillon commémoratif du centenaire de Mabillon. On pourra s'en procurer une reproduction pour la somme de dix francs.

Ceux qui désirent s'associer à la glorification posthume de Mabillon et souscrire soit aux *Mélanges et Documents*, soit au médaillon, peuvent envoyer leur adhésion au *Directeur de la Revue Mabillon*. Ils verseront le prix du volume ou du médaillon après réception.

Par sa circulaire du 23 décembre, M. le Ministre de l'Instruction publique nous rappelle que le 46^e Congrès des Sociétés savantes se tiendra à la Sorbonne, du 21 au 24 avril 1908 et qu'il donne toute latitude dans le choix des communica-

tions, à condition toutefois, qu'elles soient subordonnées à l'approbation du Comité des Travaux historiques : il n'est pas nécessaire qu'elles aient ou non un lien avec les questions du programme.

LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL pense qu'il y a lieu de nommer immédiatement nos délégués au Congrès dont les noms doivent être transmis au Ministère avant le 1^{er} février.

Sont désignés avec leur assentiment : MM. Lespinas, Antony Délugin, Joseph Durieux, René de Frémont et le comte de Saint Saud.

M. le comte Alphonse DE FLEURIEU, élu membre titulaire dans une précédente réunion, adresse ses remerciements à la Société, tout en exprimant « un vif regret de n'avoir pour répondre à cette amabilité, ni science spéciale, ni compétence particulière. C'est une raison pour être doublement reconnaissant, et je vous serais bien obligé, Monsieur, si vous vouliez bien être auprès de la Société l'interprète de mes remerciements et de ma gratitude ».

L'assemblée envoie de sincères félicitations à M. DE SAINT SAUD qui a été promu officier de l'Instruction publique, à la suite du Congrès de géographie de Bordeaux, le 28 septembre dernier. Le ministre a voulu ainsi reconnaître les services que rend à la science notre érudit confrère dans ses fréquentes excursions des Pyrénées et en toute saison.

LE TRÉSORIER de la Société nous communique ensuite son compte de gestion pour l'exercice de 1907. Il résulte de son exposé que les recettes se sont élevées à 4.616 fr. 06 et les dépenses à 4.688 fr. 87, de sorte qu'il y a un excédent de dépenses de 72 fr. 81. Mais ce déficit n'a rien d'inquiétant puisqu'il pourra se couvrir en partie par des restes à recouvrer, et alors que depuis l'exercice 1903, les excédents de ressources se sont élevés à 1.650 francs en chiffres ronds.

Notre Trésorier nous présente aussi ses propositions budgétaires pour l'exercice 1908. Quoique la Société prépare en ce moment une nouvelle publication, il pense pouvoir cette

fois encore, comme pour l'*Exploration campanaire*, couvrir les frais de cette impression sans toucher à nos réserves qu'il serait peut-être prudent de ne pas amoindrir. Il espère que ce ne sera pas impossible si la Société veut bien continuer à ménager sagement nos ressources.

L'assemblée vote des remerciements à M. Féaux pour le zèle éclairé qu'il apporte à la gestion de nos finances.

En s'excusant de ne point assister à la séance, M. DE SAINT SAUD nous envoie quelques notes que lui a suggérées la lecture de nos récents procès-verbaux.

« Dans notre *Bulletin* de 1907, écrit-il, il a été question de la châellenie de Moruscles et du repaire de la Falessie (château actuel de Génis). Or, je trouve ceci dans la généalogie de Comarque, par Courcelles : « Le 30 mars 1487, Jean de Comarque (seigneur de Beyssac et de Laussel), donna son consentement à Mathe de Larmandie, sa femme, pour vendre à Aimeric de Comarque, époux d'Alaïs de Larmandie, sœur de Mathe, tous les droits et revenus qu'elle avait sur les maisons de la Falezie (Falessie) et de la Roche, ainsi que dans les châellenies de Moruscles et d'Excideuil ».

» Je vous transmets l'ascendance maternelle d'Étienne de La Boétie, demandée dernièrement par M. le docteur Armaingaud. Jean de Calvimont, seigneur de l'Herm et de Tursac (qu'on dit fils d'autre Jean, uni en 1448 à Catherine de Prouilhac), s'allia avec Anne du Puy, fille d'Hélie, seigneur de la Jarthe et d'Hélix de Guasques. Il eut plusieurs enfants. L'ainé, Jean (3^e) est le seul qui ait été président au Parlement de Bordeaux (tiers-président en 1521 et deuxième le 16 avril 1526). Il mourut entre 1533 et 1537 inclus et non après 1563. C'est donc de lui que parle Étienne, en disant que son oncle Calvimont était président. M. Habasque, dans son discours de rentrée de la magistrature en 1876, sur La Boétie, le dit petit-fils du président Calvimont; c'est une erreur.

» Lespine, et d'après lui Saint-Allais, dit que Jean (2^e) eut plusieurs enfants décédés sans postérité, dont Guy et Philippe. Or, Guy épousa Françoise de Rams dont il eut au moins deux filles : l'une mariée à un Lecomte de La Tresne (illustre

famille parlementaire de Bordeaux, originaire de Miremont-Mauzens); l'autre, Marguerite, mariée à Gaston de La Roumagnère; puis, en 1374, à Antoine Chapt de Rastignac, à qui elle apporta la seigneurie de Tursac, qui passa chez les Roffignac de Marzac, par une alliance peu élucidée. Quant à Philippe, nommé avec Guy, c'est une fille, c'est la mère de La Boétie. Ce qui le prouve encore, c'est que j'ai trouvé Etienne de La Boétie figurant, en 1537, dans un procès intenté aux héritiers de Jean (3^e), son oncle, au sujet de la seigneurie de la Double. Cette seigneurie avait été achetée par Jean et par son frère, Guy, pour 5,000 livres, est-il dit dans une pièce aux archives de Fayolle.

» Puis, quoi qu'en ait dit, dans la séance d'octobre dernier, mon excellent ami Huet, il me pardonnera de maintenir (voir *Bulletin* de 1906, p. 416), que les Mosnier du Parlement de Bordeaux étaient les mêmes que ceux de Thiviers, bien qu'ayant des armoiries différentes. Du reste, notre docte confrère nous apprend que les Mosnier de Thiviers possédaient au xv^e siècle des biens dans St-Pierre-d'Eyraud; or, cette paroisse touche presque celle de Fougueyrolles (appelée alors Fauguerolles), seigneurie des Mosnier parlementaires. Je m'appuie sur un répertoire conservé aux Archives départementales de la Gironde, appelé *E. Notaires, répertoire des familles nobles*. Au folio 28, on y voit que le 7 octobre 1563: « Jean Mosnier, escuier, sieur de Planeaux, a faict son » testament, par lequel il faict héritier Lancelot Mosnier, sieur » de Faugueroles, présidant, et Pierre Mosnier, escuier; Orda, » liasse 1563; transaction 7 octobre. » Puis, au folio 62, il est dit que Jacques Mosnier, sieur du Vigean, conseiller, secrétaire du Roi, est père dud. Lancelot (donation du 2 mai 1542), et que le 19 mai 1549, il transige avec Jean et Jacques Mosnier, secrétaires du Roi. D'autre part, j'ai relevé aux mêmes Archives (B. 159), que le 20 mars 1561, il y avait procès au Parlement entre Jean Mosnier, écuyer (probablement l'un des des deux ci-dessus) et Adhémar Mosnier, écuyer, sieur de Planeaux; puis que, le 21 août 1562, les mêmes étaient encore en procès avec en plus Georges de Tardieu, écuyer.

» Ce qui pourrait nous mettre d'accord, c'est qu'il y ait eu

au Parlement de Bordeaux deux familles de Mosnier différentes et que ceux qu'on y trouve au xvii^e siècle ne fussent pas parents de ceux de Fougueyrolles (Fauguerolles). Les armoiries aux poissons pourraient être celles de ces derniers, et notre confrère M. Meller serait prié de trancher la question. En tout cas n'est-il pas intéressant de demander comment aux Mosnier, gentilshommes du xv^e siècle à Thiviers, se substituent, au même lieu, des personnes de même nom, qui, pour acquérir la noblesse, doivent entrer au Parlement ou acheter une savonnette à vilain ? Ce n'est pas un fait isolé, nous le voyons se produire au début de la Renaissance pour plusieurs familles périgourdines ».

Le SECRÉTAIRE GÉNÉRAL communique ensuite quelques pièces de procédures du commencement du xvii^e siècle, extraites d'un procès en revendication de la famille de Raymond de Macanam de Sallegourde, où il est présumé qu'un certain nombre de bijoux auraient été détournés par la dame de la Touche qui dit les avoir reçus du sieur de Sallegourde, son père.

Cette énumération de riches joyaux est intéressante.

Pour les bagues, un des témoins, Jeanne de la Touche reconnaît que 6 pièces appartiennent à la dame de la Touche; une rose de 4 rubis et un petit diamant qui lui a été donné par la dame de Touverac pour étrennes, lors de son premier mariage; un diamant en pointe lui fut donné par la damoiselle de Forges.

Elle dit que le sieur de Sallegourde lui donna l'émeraude. La rose de diamants et rubis lui fut engagée par le sieur de Colonges pour 8 livres.

La turquèze fut achetée de la femme de Girou.

La rose de 9 diamants fut achetée d'un contrôleur pour 40 livres; elle la donna aud. sieur de Sallegourde qui la mit à son doigt et lui bailla aussi les autres qu'il mit dans son bague à Périgueux.

Pour le saphir, elle l'a vu plusieurs fois au doigt de lad. dame de la Touche et parfois au doigt dud. sieur de Sallegourde.

Jean Mignot, m^e orfèvre, de Périgueux, déclare dans l'enquête avoir vendu au sieur de Sallegourde une rose où il y a quatre rubis et un petit diamant.

Un autre orfèvre, Grilhe, dit avoir souvent vu les bagues aux mains du sieur de Sallegourde.

M^e Jean de Labrousse dit que depuis l'an 1599 jusqu'au décès du sieur de Sallegourde, il lui a vu le baguier avec plusieurs bagues, même le saphir, l'émeraude, le diamant et la turquèze, et lui aurait ouï dire que toutes ces bagues avaient appartenu à sa première femme et qu'il les gardait à ses enfants.

Un autre témoin, Huguet Castaing, dit qu'il a vu depuis l'année 1587 douze bagues d'or, dans un baguier de velours appartenant à Anne Arnault, lesquelles led. sieur de Sallegourde a toujours gardées jusqu'à son décès et qu'il les réservait à ses enfants du premier mariage. Lad. de la Touche les empruntait souvent, et une fois ne les ayant pas rendues, il y eut du bruit dans la maison ; elle en remit d'autres à la place, mais le sieur de Sallegourde défendit de lui en bailler dorénavant.

Dans le même dossier, figure un reçu, du 5 octobre 1629, d'un maître-orfèvre de Paris, Cottard, à M^{me} Destrade, de la somme de 1.920 livres, qui se détaille ainsi : 1.404 livres pour 36 boutons de diamant taillés à facettes, à raison de 39 livres pièce, et pour une boîte de portrait de diamant, taillée de même, 516 livres. Ces pierreries sont achetées avec les deniers du sieur de Ribierette pour M. de Macanam, conseiller du Roi au Parlement de Bordeaux, à la prière et la recommandation de M^{me} de Vignolle, sa mère, pour donner à M^{lle} du Bernay, sa « mestresse » (fiancée).

Empêché par une indisposition d'assister à la séance, M. DUJARRIC-DESCOMBES, qui ne nous oublie pas, nous envoie copie d'une lettre de M^{sr} Henri-Joseph-Claude de Bourdeille, évêque de Soissons, du 18 janvier 1767, à Jean d'Abzac, marquis de La Douze, lieutenant dans le régiment de Condé, à Périgueux. Elle concerne des recherches à faire dans les archives du château de Montanceix, pour obtenir, s'il est possible, la béatification du cardinal Hélié de Bourdeille, mort en odeur de sainteté le 3 juillet 1484, après avoir été cordelier, évêque de Périgueux et archevêque de Tours.

Cette lettre, provenant des archives du marquis de Saint-Aulaire, sera publiée dans le *Bulletin*.

M. Joseph DURIEUX, qui veut bien aussi penser à nous, nous

envoie une petite communication sur deux célébrités périgourdines, le maréchal Bugeaud et Maine de Biran.

« Le *Carnet de la Sabretache* (novembre 1907), nous écrit il, a publié une lettre du maréchal Bugeaud, adressée d'Alger, le 6 avril 1843, à M. de Saint-Aulaire, député. Il y est question des difficultés de l'œuvre entreprise en Algérie. Bugeaud se fait fort de prouver, quand on voudra, « par des arguments basés sur des faits indiscutables », qu'il faut plus de troupes pour soumettre l'Algérie et y introduire un peuple nouveau, que pour vaincre l'Autriche et lui imposer une paix avantageuse à la France.

» Je vous envoie, en outre, quelques indications bien précises sur la carrière administrative de Maine de Biran. Un arrêté du Premier Consul, en date du 13 germinal, an X (3 avril 1802), l'appela à faire partie du Conseil général de la Dordogne en remplacement de M. Dupuy, démissionnaire ; la proposition émanait du préfet Rivet, qui connaissait, disait-il, son zèle et ses lumières. Trois ans plus tard, un décret impérial du 22 ventôse an XIII (13 mars 1805) le nomma conseiller de préfecture à Périgueux ; il succédait, dans ces fonctions, à M. Fougerson-Dufayot nommé juge de paix de Sainte-Aulaye. On sait, de plus, qu'il occupa la sous-préfecture de Bergerac depuis le 31 janvier 1806 jusqu'au 24 juillet 1811. Son prédécesseur comme sous-préfet était M. Cazes, et son successeur fut M. Pierre Delaval, maire de Monpazier ».

Il reste à procéder à l'élection d'un candidat qui demande à entrer dans notre compagnie.

Après un vote à mains levées, M. LE PRÉSIDENT déclare admis membre associé de la Société historique et archéologique du Périgord :

M. Joseph du Cheyron du Pavillon, licencié en droit, avenue de Villiers, 34, à Paris, présenté par M. Xavier du Pavillon et M. de Bellussière.

La séance est levée à trois heures moins un quart.

Le Secrétaire-général,
Ferd. VILLEPELET.

Le Président,
M^{re} DE FAYOLLE.

COMPTE DE GESTION DU TRÉSORIER

(Exercice 1907).

MESSIEURS,

J'ai l'honneur de soumettre à votre approbation mon compte de gestion pour l'année qui vient de s'écouler.

Ainsi que je le prévoyais, et contrairement à ce qui s'est produit ces dernières années, ce compte se solde par un excédent de dépenses ; mais cette constatation n'a fort heureusement rien d'inquiétant, si l'on considère que ce déficit n'est que de 72 fr. 81, à couvrir d'ailleurs en partie par des restes à recouvrer, alors que depuis 1903 les excédents de ressources se sont élevés à 1.650 francs en chiffres ronds.

Nous devons nous féliciter, Messieurs, d'avoir pu, pendant les deux dernières années, solder entièrement, avec nos ressources courantes, les frais d'impression de l'important volume de l'*Exploration campanaire*, frais qui ont atteint la somme considérable de 1.950 francs, tout en faisant face à des dépenses imprévues s'élevant elles-mêmes au chiffre de 500 francs environ.

Nous commençons l'année 1908 dans des conditions satisfaisantes, il est vrai, mais avec la charge d'une nouvelle publication, celle de la savante thèse de notre érudit confrère, M. Robert Villepelet : *Histoire de la Ville de Périgueux et de ses institutions municipales jusqu'au traité de Brétigny*. Il serait très désirable que nous puissions, cette fois encore, couvrir les frais de cette impression sans toucher à nos réserves, qu'il serait peut-être prudent de ne pas amoindrir. J'espère que ce ne sera pas impossible si vous voulez bien, ainsi que je vous le demande, continuer à ménager sagement nos ressources, comme vous l'avez fait jusqu'à ce jour.

Recettes.

Cotisations de l'année.....	2.790	»
Cotisation arriérée.....	10	»
Droits de diplômes.....	90	»
A reporter.....	2.890	»

4

<i>Report</i>	2.890 ⁰ »
Subvention du Conseil général.....	1.000 »
Vente de publications : <i>Bulletins</i> et autres.....	44 23
Reçu de divers, pour tirages à part de dessins. .	54 »
Intérêts du capital placé.....	627 81
TOTAL	4.616 06

Dépenses.

Payé à l'Imprimerie de la Dordogne.....	3.030 15
<i>(Bulletin et Table des planches 2.168 50.</i>	
<i>Exploration campanaire, 861 65).</i>	
— à MM. Berthaud frères, pour dessins.....	481 45
— à M. Parcellier.....	37 50
— à M. Lavène, relieur.....	25 »
— à M. Ronteix.....	17 »
— à M ^{lle} de Froidefond	300 »
— à M. Clerveaux, la police d'assurance.....	15 90
— à M. le percepteur, les impôts de 1907.....	37 20
Affranchissement du <i>Bulletin</i>	85 77
Abonnement aux <i>Archives historiques de la Gironde</i> .	12 »
Cotisation à la Société pour la protection des paysages de France.....	10 »
Frais de bureau du Secrétaire-général.....	300 »
— du Trésorier.....	200 »
Traitement du concierge de la salle.....	50 »
Timbres-poste, colis postaux, confection des diplômes, étrennes et autres dépenses dont le détail est porté au livre de caisse.....	86 90
TOTAL	4.688 87

Récapitulation.

Recettes.....	4.616 06
Dépenses.....	4.688 87
Excédent de dépenses.....	72 81
L'actif de la Société au 31 décembre 1906 étant de	18.503 75
devient au 31 décembre 1907, de.....	18.432 94

Cette somme est représentée par :

1° Un certificat nominatif n° 88,814 de 35 obligations du Crédit foncier de 1883, achetées	13.153 20
2° Un titre de rente de 60 francs 3 % n° 12,121, vol. 7, acheté	1.942 50
3° Un autre titre de rente de 30 fr. 3 % n° 0018.631, vol. 8, acheté....	992 »
4° Argent placé à la Caisse d'épargne (intérêts compris)	1.161 67
5° Argent en caisse.....	1.183 57
TOTAL égal.....	18.432 94

Périgueux, le 2 janvier 1908.

Le Trésorier,
M. FÉAUX.

LE TRAJECTUS DE LA DORDOGNE

I. — LE *TRAJECTUS* DE LA DORDOGNE. — II. — LES *TRAJECTUS* DES ITINÉ-
RAIRES ROMAINS. — III. — *TRAJECTUS* ET *DIOLINDUM*.

I

L'Itinéraire d'Antonin, section *de Aquitania in Gallias*, indiquait au voyageur, qui voulait passer de l'Aquitaine dans les Gaules, deux routes principales. Elles avaient Bordeaux comme point de départ. L'une se dirigeait directement vers le nord par Saintes et Poitiers ; l'autre remontait la Garonne jusqu'à Agen, et, de là, gagnait Argenton par Périgueux et Limoges. S'il avait choisi cette dernière route, le voyageur franchissait la Dordogne à *Trajectus*, qui était à la fois un passage de rivière et un gîte d'étape ou *mansio*.

L'Itinéraire nous donne, en effet, entre Agen et Périgueux, les stations suivantes, avec les distances qui les séparent, exprimées en lieues gauloises de 2,222 mètres.

AGINNUM.....	 Agen.
EXCISUM.....	XIII.... Eysse. (Villeneuve-sur-Lot).
TRAJECTUS...	XXI.... ?
VESUNNA	XVIII... Périgueux.

Aucune difficulté pour l'identification moderne de ces noms, sauf en ce qui concerne *Trajectus*. Ce mot exprime bien le passage de la Dordogne; mais le point précis de ce passage a été le sujet de nombreuses controverses. De là une incertitude que la présente étude fera cesser, nous l'espérons, du moins, en plaçant définitivement le *Trajectus* à Pontours, un peu au-dessus de La Linde, l'antique *Diolindum* de la carte de Peutinger.

Quand on connaît le cours de la Dordogne dans cette région, son régime et ses rapides, on n'hésite pas à faire passer le *Trajectus* à Pontours, d'autant plus que la distance de XXI lieues à partir d'*Excisum* s'accorde bien avec la distance qui sépare Eysse de Pontours. Une ligne droite tracée entre Eysse et Périgueux passe par La Linde-Pontours, et il y a, à vol d'oiseau, 46 kilomètres 400 d'Eysse à Pontours, ce qui fait à peu près les XXI lieues gauloises de l'Itinéraire. Les premiers géographes, qui s'occupèrent de la question, placèrent *Trajectus* à Pontours; mais ils n'apportaient aucune preuve décisive. Aussi, comme ces XXI lieues pouvaient s'appliquer tant bien que mal à d'autres points, le choix des archéologues se divisa entre Pontours et Couze qui est à 4 kilomètres, et enfin Mouleydier, à 12 kilomètres plus bas.

Le célèbre d'Anville (*Notice de la Gaule*) n'hésite pas à « reconnaître l'endroit de ce passage dans le nom de Pontoux, » que porte un lieu situé sur la Dordogne, ayant sur le bord » opposé un autre lieu plus considérable qui se nomme La » Linde »; et il trouve que la position de *Trajectus* convient aussi bien à Pontours que celle de *Diolindum* à La Linde. Plus tard, 1773, un moine de Chancelade, le savant Leydet, qui a suivi pas à pas toutes nos voies romaines du Périgord, place le *Trajectus* à Drayaux (1). « Après *Excisum*, dit-il, vient « *Trajectum* ou *Travectum*, distant de XVIII lieues gauloises de » *Vesunna*. *Trajectum*, ainsi placé chez les *Petrocorii*, sera sur » Dordogne, au lieu appelé Drayaux, au-dessous de Trémolat ». Drayaux, en effet, n'est qu'une altération de *Trajectum* ou

(1) Leydet. Bibliothèque nationale; Manuscrits, fonds Périgord. Tome XIX, feuillets 15 et suivants.

Travectum, comme il est écrit quelquefois. Il s'appelait *Dra-jacum* ou *Drayacum* au ^{xiii}^e siècle (1). C'est un petit village situé sur la rive droite de la Dordogne presque en face de Pontours. — Le baron Walkenaër (*Géographie des Gaules cisalpine et transalpine*) complète l'indication de Leydet (avait-il lu son manuscrit ? Il ne le cite pas), en désignant à la fois Pontours et Drayaux. Pontours était le passage et Drayaux la *mansio* ou gîte d'étape.

La Commission de la carte des Gaules donne sa préférence à Couze, et cette opinion a certainement entraîné celle de Desjardins (*Géographie de la Gaule*), qui place le *Trajectus* à 1,500 mètres de Couze ; choix bien malheureux, car à 1,500 mètres en amont de Couze, nous tombons dans la Gratusse, le rapide le plus dangereux de la Dordogne, et 1,500 mètres en aval, dans une partie très déclive et aux bords très élevés.

L'abbé Audierne (le *Périgord illustré*) très mal renseigné, du reste, (2) a créé l'hypothèse du *Trajectus* à Mouleydier. Cette opinion a été suivie depuis par les antiquaires du Périgord, par M. de Gourgues et M. Grellet-Balguerie (*Bulletin de la Société archéologique* de 1894.) M. Balguerie, dans un mémoire remarquable et très étudié sur les voies romaines en Périgord, s'étend avec complaisance sur ce *Trajectus* qu'il ne veut voir ni à Drayaux, ni à Pontours, mais au Port-du-Noyer, commune de Saint-Germain-du-Pont-Romieu, près Mouleydier. Ces divers auteurs se basent sur l'existence d'une voie romaine, rive gauche de la Dordogne, allant vers Issigeac, voie qui franchissait la Dordogne près de Mouleydier, où, paraît-il, il y avait un pont. D'abord, s'il y avait un pont, il n'y avait pas de *Trajectus*, ces deux mots étant exclusifs l'un de l'autre ; et puis, personne ne conteste l'existence de cette voie dont M. de Gourgues a vu les débris. C'était peut-

(1) De Gourgues. — *Dictionnaire topographique de la Dordogne*, 1873. Drayaux, Draiau (pouillé du ^{xiii}^e siècle). *Drayacum*, 1380. Procès-verbal de Pierre des Mortiers.

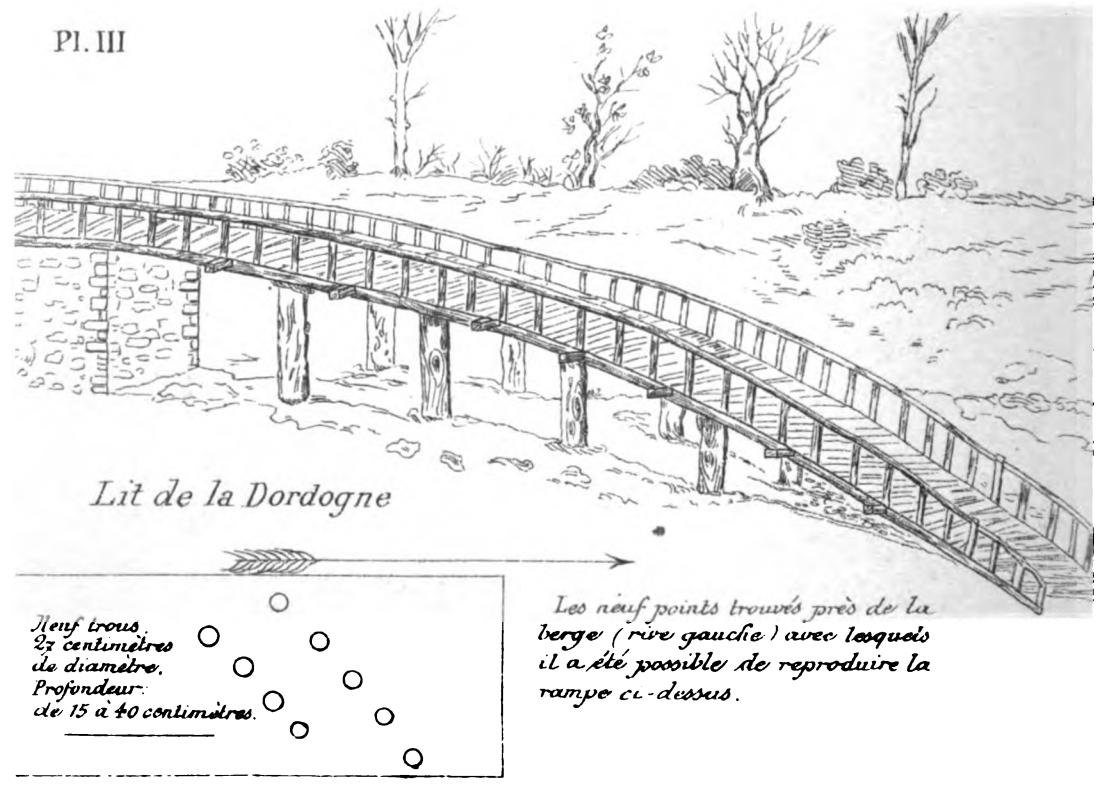
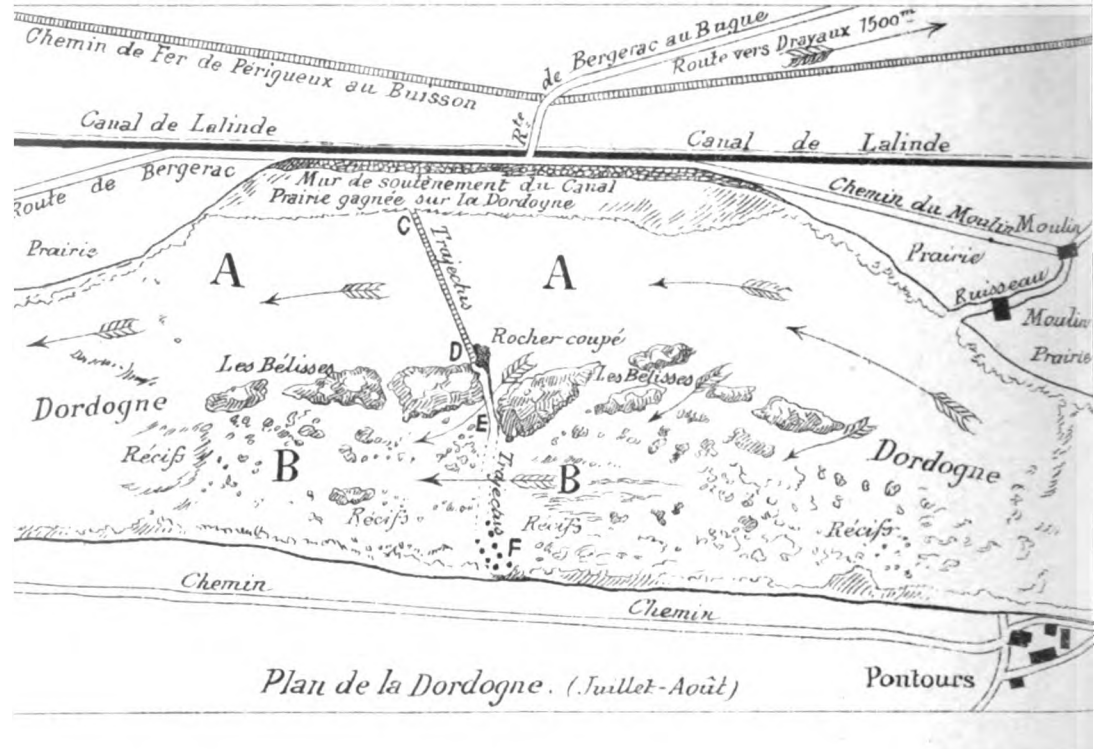
(2) L'abbé Audierne s'appuie sur ce fait qu'à Pontours la rivière est très encaissée, tandis qu'elle ne l'est pas à Mouleydier. C'est le contraire qu'il faut dire.

être la voie que M. de Tallefer (*Antiquités de Vézère*, tome II, p. 243), appelle chemin d'Agrippa, qui allait de Lyon vers Bayonne. Elle se séparait de la route de *Vesunna* à *Aginnum* à Pont-Romieu, près de Vergt. Quoi qu'il en soit, dans le cours des trois ou quatre siècles qu'a duré la paix romaine, et plus tard encore sous la reine Brunehaut, les voies se multiplièrent, les pistes gauloises devinrent des chemins, et les chemins des voies militaires et commerciales. Il y eut certainement à cette époque plusieurs points où l'on passait la Dordogne; mais le *Trajectus* de l'Itinéraire était bien à Pontours, comme l'avaient pensé les premiers auteurs. C'est un fait que le simple hasard, supérieur parfois aux plus savants commentateurs, s'est chargé de mettre en évidence. Il nous réservait en même temps une surprise. Ce *Trajectus* était un gué, pavé et bâti avec tout le soin que les Romains apportaient à ce genre de construction.

Il y a quelques années, deux pêcheurs, associés dans une entreprise de ballast, fouillaient le lit de la Dordogne, en amont de La Linde, pour en retirer les nombreux galets que la rivière a roulés à l'époque diluvienne. Ils eurent la chance de tomber sur un ensemble de gros cailloux, disposés régulièrement, comme des pavés, et formant sous l'eau une sorte de chemin en travers de la rivière. Ce chemin était bordé, de chaque côté, par des poutres de bois. Ils se mirent activement au travail, et, en moins de deux étés, ils avaient détruit, sans qu'aucun curieux de science ait pu s'en apercevoir, un magnifique fragment de voie romaine.

Heureusement la destruction n'était pas complète. Il restait quatre à cinq pièces de bois laissées sur la rive. Ce fut leur découverte qui nous donna l'éveil. L'étude de ces pièces de bois, les recherches que nous avons faites, suivies de quelques trouvailles heureuses, les renseignements basés sur les souvenirs très récents et très précis des deux pêcheurs, les traces très apparentes de travaux anciens exécutés dans la roche, nous permettent de décrire ce passage, ou gué pavé, tel qu'il devait être au moment où il figurait sous le nom de *Trajectus* dans l'Itinéraire d'Antonin.

L'endroit ne pouvait être mieux choisi pour un gué. Nous



sommes à 1,100 mètres au-dessus de La Linde, un peu au-dessous de Pontours. C'est là que vont commencer, mais faiblement encore, les rapides de la Dordogne. En amont, les fonds ne sont pas réguliers ; en aval, pendant plusieurs kilomètres, la Dordogne se précipite avec une violence telle qu'il est impossible de la traverser avec sécurité. Ajoutez à cela des berges de plus en plus abruptes à mesure qu'on descend la rivière ; au-dessous de Pontours, au contraire, le fleuve étale ses eaux en un large lit de près de 300 mètres, sans profondeur. Les deux rives, surtout la droite, sont très accessibles ; mais celle-ci a été complètement modifiée par les travaux de soutènement du canal de La Linde, et remplacée par un mur cyclopéen de 8 à 10 mètres de haut et 200 mètres de long.

A ce niveau, le milieu de la rivière présente un plateau rocheux, découpé en huit ou dix maigres îlots qu'on appelle les Bélisses (V. pl. I) (altération probable du mot *insula*). A droite des Bélisses, la partie AA de la rivière, large de 70 à 80 mètres, conserve un cours régulier, avec une profondeur moyenne de 50 à 60 centimètres, même en été. La partie BB, au contraire, hérissée de silex noirs enchassés dans la roche, est à sec pendant la saison chaude. On y voit cependant quelques filets d'eau qui vont plus bas rejoindre la partie AA de la rivière. C'est dans cette partie AA, la rivière d'été, que le *Trajectus* fut découvert sous le sable et les cailloux. Le dessin que nous en donnons (V. pl. II) en fera comprendre la disposition.

Les constructeurs commencèrent par placer deux rangées de poutres en travers de la rivière, en ayant soin de suivre une ligne légèrement oblique, sans doute pour mieux couper le courant. Les deux rangées de poutres étaient séparées par un intervalle d'environ deux mètres. Ces poutres, en bois de chêne, équarries à 20 centimètres de côté, sont percées de mortaises horizontales, destinées à recevoir des traverses qui unissaient et consolidaient les deux rangées. Certaines poutres avaient aussi des mortaises verticales dont la destination est évidente. On y engageait des montants de bois sur lesquels devait être placée une main courante. Les traverses ont été détruites, les montants n'avaient aucune chance d'être

cailloux, qui dure depuis des siècles, a tout déformé. Le temps et les hommes n'ont rien laissé subsister sur ce plateau qui est à sec quatre mois de l'année.

Nous avons pu, du moins, résoudre un problème important. Il devait exister un point de contact, une amorce, entre le *Trajectus* et la berge rive gauche, élevée de près de trois mètres. Cette amorce, nous l'avons trouvée sous la berge elle-même, au point F. Là, sous le sable et la pierraille, nous avons mis à jour deux rangées de trous, distantes, l'une de l'autre, de 2 mètres (V. pl. III). Leur direction n'est pas tout à fait perpendiculaire à la berge; elle tourne légèrement en amont. L'une de ces rangées présente cinq trous, l'autre quatre. Ces trous sont circulaires, d'un diamètre de 28 à 30 centimètres et d'une profondeur qui varie de 15 à 40. Une distance de 1^m 50 sépare chaque trou de son voisin de la même rangée. — A quoi servaient ces trous? Evidemment à fixer dans la roche de forts poteaux de bois, dont la hauteur devait diminuer à mesure qu'on s'éloignait de la berge. Ces poteaux supportaient sans doute une charpente et un plancher qui descendait en pente douce vers le lit de la rivière. C'était, rive gauche, la descente de la berge vers le gué. Ce travail n'existait pas rive droite où l'absence d'une berge élevée le rendait inutile.

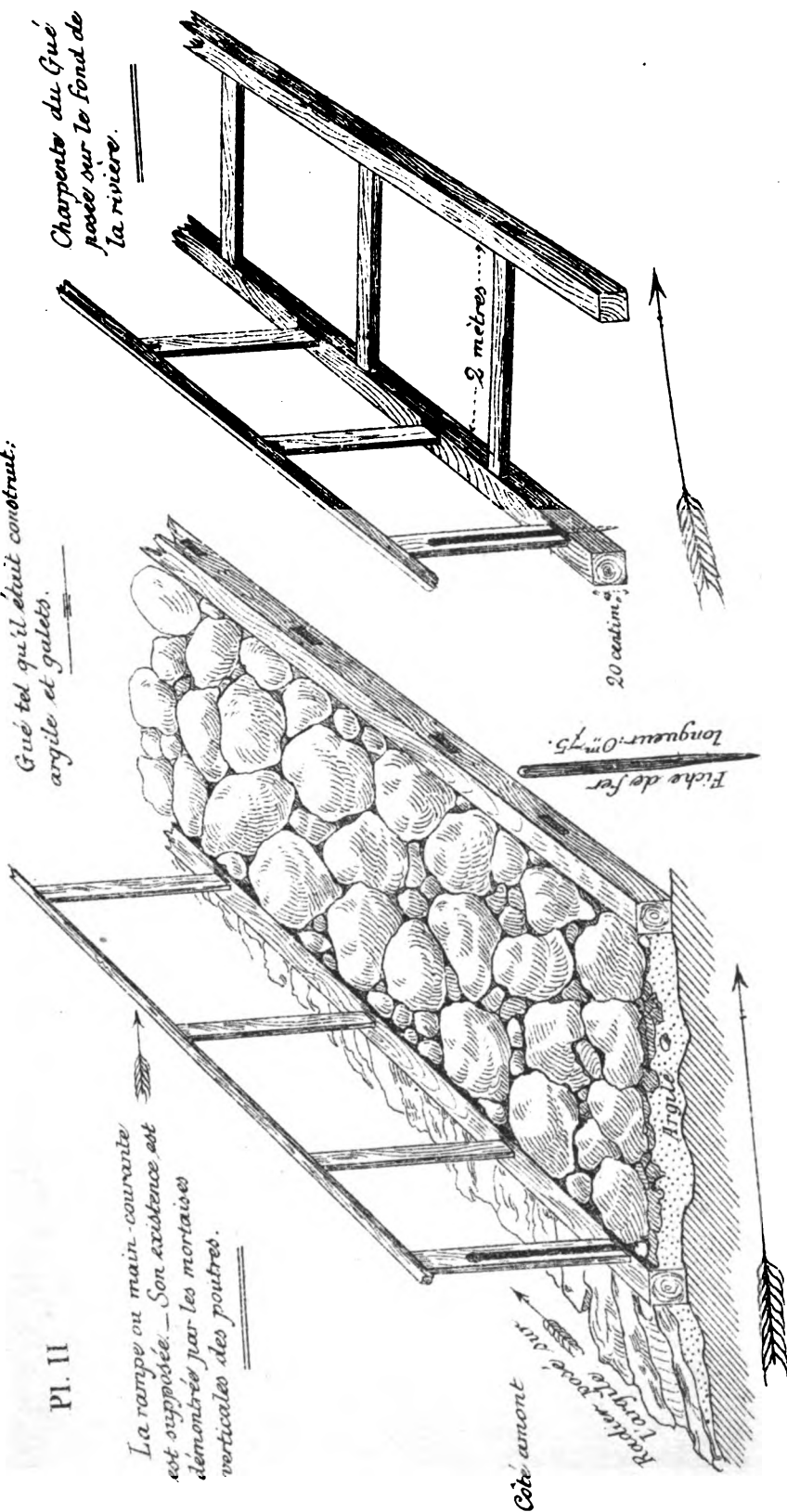
Une dernière remarque. A l'époque romaine la rivière était plus large qu'aujourd'hui. Elle formait dans les terres (voyez le dessin), une avancée que les travaux modernes, route et canal, ont comblée en partie. La largeur était presque deux fois plus grande qu'en amont de Pontours; de sorte qu'une crue d'un mètre en amont n'était plus que de cinquante centimètres au niveau du gué. Ce fut là, peut-être, la cause déterminante du choix de Pontours.

On nous pardonnera la longueur de cette description. Notre excuse est dans la nouveauté du sujet. On n'a jamais décrit, croyons-nous, un gué pavé faisant suite à une voie romaine (1).

(1) Nicolas Bergier, dans son ouvrage *Les grands chemins de l'Empire Romain*, 1623, nous décrit un gué pavé sur la rivière la Vesle. Ce gué ne faisait pas suite à une voie romaine. Nous en parlerons plus loin.

La rampe ou main-courante
est supprimée. — Son existence est
démontrée par les mortaises
verticales des poutres.

Gué tel qu'il était construit:
argile et galets.



Les Romains, constructeurs sérieux, s'étaient ainsi donné le moyen de franchir pendant une grande partie de l'année, avec sécurité pour les hommes et les chevaux, une rivière que sa rapidité rendait difficile et dangereuse. On nous objectera peut-être que ce gué ne remonte pas à une date aussi éloignée, que c'est un travail du moyen âge ou même d'une époque plus rapprochée. On a tant guerroyé dans ces parages au moyen âge, pendant l'occupation anglaise et pendant les guerres de religion ! Sans doute ; et à toutes ces époques on eut besoin d'un moyen sérieux pour passer la Dordogne ; mais nous n'avons aucun document qui, de près ou de loin, nous rappelle un pareil souvenir. L'abbé Goustat, curé de Pontours (*La Linde et les libertés communales*, 1884), qui a étudié avec tant de patience et de savoir les riches archives de La Linde, ne nous donne aucune indication à ce sujet. Les *Rôles gascons* de la Tour de Londres, dont le fonds Périgord, à la Bibliothèque nationale (tome II, folio 343), contient de nombreux extraits, n'ont fourni à M. de Gourgues qu'une simple note se rapprochant de notre objet ; mais il s'agit plutôt d'un pont, et ce pont était à La Linde.

Il ne faudrait pas confondre non plus notre antique gué avec les ruines des pêcheries qui ont existé sur la Dordogne jusqu'à la Révolution. Ces pêcheries étaient des barrages grossiers faits de pièces de bois, de piquets entrelacés de branchages, le tout formant avec des quartiers de pierre et des cailloux une muraille destinée à arrêter le poisson. On laissait des pas (passages) pour les bateaux (1). Ces barrages ne ressemblent en rien à notre voie plate, pavée et bordée de bois où nous avons trouvé des fers de chevaux, et qui se ter-

(1) Ces barrages étaient un obstacle sérieux à la navigation et le sujet de plaintes pour les bateliers de Domme, de Souillac et de tout le pays haut. Ces plaintes sont résumées dans plusieurs mémoires que nous trouvons fonds Périgord (tome 25, feuillets 208 et suivants et tome 92, f. 139 et suivants). Leydet nous a transmis, copiés de sa main, les mémoires de MM. Sarlat et Maleville, de Domme, sur cet intéressant sujet (1760). — La Linde possédait une pêcherie au lieu dit « la Gratusse ». Elle était affermée 30 sols en 1556 (L'abbé Goustat. — *La Linde*, p. 75).

minait par un plan incliné pour gagner la berge de la rive gauche. Nous sommes donc obligés de remonter à la période romaine pour en trouver l'origine. Ce gué pavé ne porte-t-il pas du reste l'empreinte de cette époque ? Il nous donne en raccourci l'image de la voie romaine. La roche en était le *statumen*, l'argile mêlée de gravier (*glarea*) en formait le *nucleus*, et les galets plats la *summa crusta*. On pourrait même pousser l'image plus loin ; et voir dans les poutres qui le bordaient de véritables *marginés*.

Une question importante, celle de savoir à quel moment le gué cessait d'être praticable, est difficile à résoudre. Nous pensons qu'à trois pieds d'eau il était à peine praticable pour les hommes, mais qu'à quatre pieds il était dangereux, même pour les chevaux, à cause du courant. Il est probable qu'il pouvait être passé facilement de fin mai à octobre, saison où on voyage le plus. Dans la mauvaise saison, on devait passer en bateau soit vers Pontours, soit au-dessous des Bélisses, au lieu dit le Port de La Linde, où un bac fonctionnait encore il y a une vingtaine d'années, ou même vers Badefol qui possède un bac encore de nos jours. Mais combien il devait être préférable pour une troupe nombreuse, pour des cavaliers, pour un convoi de chariots, de passer rapidement à gué, et d'éviter ainsi les lenteurs du bac. En été, le gué seul est possible ; il n'y a pas assez d'eau, nulle part, ni en amont ni plus bas, pour passer une gabarre. Dans les grandes crues, la Dordogne est un obstacle absolu. Aussi est-il probable que, dans la suite, pour assurer le passage en tout temps, on construisit un pont de bois qui a laissé son nom au village de Pontours. Ce pont ne fut plus entretenu à l'époque barbare et il disparut. Pontours redevint alors un simple gué. Nous en avons la preuve dans un cartulaire de Cadouin de 1189, relevé par M. de Gourgues (*loc. cit.*, page xxxv). On y parle d'un chemin qui conduit de Saint-Avit au gué, *strata publica que ducit de vico Sancti Aviti ad Vadum*. Ce chemin public est notre ancienne route d'*Excisum*, ce *Vadum* est notre gué de Pontours.

Après avoir franchi la Dordogne, notre voyageur prenait à droite la voie qui le conduisait un mille plus loin à la *mansio*

Trajectus (Drayaux). Là il trouvait d'abord le logis ; et, s'il était un personnage officiel, les *parochi* (employés) lui devaient le bois et le sel, ce qu'ils donnèrent à Horace, au Ponte-Campano, dans son voyage à Brindes (1). Ils lui devaient aussi les chevaux, avec lesquels, le lendemain, il gagnait *Vesunna* par Vicq (*Vicus*), St-Laurent, Pont-Romieux et la forêt de Vergt, puis la vallée de Campniac. Il passait l'Isle sur le pont de Campniac (Taillefer, tome II, p. 9), et faisait son entrée dans notre cité par la *Via fluminis* (2) qui le conduisait, un tiers de mille plus loin, aux Thermes de Vésone, où il lui tardait sans doute d'arriver, et où nous le laisserons.

Tel était notre gué de Pontours-Drayaux. Avec ses six pieds de large, il admettait tous les genres de chars, depuis le *birotas* à trois mules jusqu'au gros *carpentum* qu'on chargeait à mille livres et que huit mules traînaient. Toutes sortes de marchandises passaient par là ; les fers déjà célèbres du Périgord, les étains de Bretagne qui allaient à Marseille et à Narbonne, (Taillefer, tome I, p. 132), et en sens inverse, les marbres d'Italie et surtout des Pyrénées qui arrivaient à *Vesunna* pour l'ornement de ses temples et de son amphithéâtre. — En ce point de la Dordogne si paisible aujourd'hui, retentissaient les cris, les jurons et les claquements de fouet des postillons

(1) Voici les deux vers d'Horace, si souvent cités. Sat., liv. I. V.

Proxima Campano ponti quæ villula tectum
Præbuit, et parochi, quæ debent, ligna salempne.

(2) Nous appelons *Via fluminis* une voie urbaine que nous avons signalée avec M. le marquis de Fayolle dans le jardin Marty, près du bac de Campniac. C'est une chaussée de trois mètres de large qui constituait le milieu d'une rue. Il y avait sans doute des trottoirs qui lui donnaient une plus grande largeur. Très bien conservée sous la terre du jardin, elle est construite avec un béton de chaux, de pierre et de brique, d'une extrême solidité. On la trouve dans une longueur de 80 mètres ; mais il est certain qu'on pourrait la suivre plus loin. Le propriétaire, M. Marty, a remarqué, depuis, des ornières de roues tracées sur cette voie. — Rappelons qu'au Congrès archéologique de Périgueux (1858), *Vésone et ses monuments*, M. Galy a fait une communication sur une voie romaine découverte en 1857 à Campniac et qui était l'entrée de la voie d'*Aginnum* à *Vesunna*. La voie du jardin Marty en est probablement la suite.

et des charretiers (*veredarii* et *carpentarii*). Il y passait, surtout dans la belle saison, des centaines de voyageurs, cavaliers et piétons, soldats ou commerçants, et même des touristes, car on voyageait aussi pour son plaisir. Le poète Tibulle, qui a visité toute la Gaule, rappelle à Messala les lieux qu'ils ont traversés ensemble. (Liv. I. — Elégie VII).

..... Magnus que Garumna
Carnuti et flavi cœrula lympa Liger.

Or, pour passer de la grande Garonne au pays du Carnute sur la Loire, il fallait traverser la Dordogne ; et peut-être Tibulle, en compagnie de Messala, a-t-il chevauché notre gué de Pontours-Drayaux.

A l'encontre d'autres *Trajectus* (Utrecht, Maestricht), qui ont donné naissance à des villes importantes et dont nous dirons plus loin quelques mots, l'humble Drayaux n'a pas d'histoire. Simple hameau, il est devenu au moyen âge une paroisse, dont les *parochi* de sa *mansio* ont probablement été les premiers paroissiens. Aujourd'hui, Drayaux est une succursale de La Linde.

Docteur CHAUME.

(A suivre.)

UNE COMMUNE RURALE

DU PÉRIGORD DEPUIS LE XIII^e SIÈCLE.

Saint-Pierre-de-Chignac (1).

I. — ORIGINES, GÉOGRAPHIE FÉODALE.

Dans le vallon du Manoire, bordé de prés marécageux ou pêcheries et dominé par des côtes boisées, sur la voie naturelle du négoce entre Périgueux, le Bas-Limousin, l'Auver-

(1) Nous avons surtout consulté pour ce travail :

Archives départementales (fonds de Foucauld et de Trémizot). — Minutes Courteyx. — Minutes des notaires royaux. — Registres paroissiaux. — Séries L et Q : Révolution ;

Archives communales de Périgueux et de Saint-Pierre ;

— du château de Bridoire ;

— du greffe de la Justice de paix de St-Pierre.

gne, naquit à une heure de sécurité, quand les vilains osèrent descendre en terrain découvert, un bourg qui se groupa autour d'une chapelle, œuvre des moines Augustins de Chancelade.

Le pays avait été habité dès l'époque gauloise, puisqu'on recueille sur les puits crétacés, variant de 128 à 286 mètres d'altitude, des silex taillés, et qu'il existe au lieu du Maine, les débris d'un dolmen non classé que la tradition dénomme « le Tombeau du Chevalier ».

Les seules trouvailles archéologiques que l'on connaisse sont un vase à eau bénite du xiii^e siècle, découvert dans l'église et aujourd'hui au Musée du Périgord, et une *Pietà* en pierre du xv^e siècle, encore vénérée dans le pays.

Sanctus Petrus de Chinhaco est mentionné à partir du xiii^e siècle :

Vers 1277, Fortanier I de La Cropte marie sa fille Alaïs à Pierre Vigier et lui constitue en dot des fiefs à St-Pierre-de-Chignac.

En 1299, Fortanier II, damoiseau de St-Pierre, marie sa fille Bertrande à Guillaume d'Auberoche. (De St-Allais, t. XI, *Généalogie des La Cropte*).

Si durant longtemps le bourg ne renferme que l'église, le cimetière, le moulin de la Peyzie et quelques métairies, clos et chènevières, la paroisse se développe dans la direction de Ladouze et de St-Geyrac, sur les côtes que dominent quelques repaires, fiefs secondaires d'Auberoche, au milieu des taillis où se créent les manses, mas et borderies. Les terriers de Lardimalie nous font connaître les noms, remontant parfois aux Gaulois et significatifs pour l'aspect du pays, des premiers tenements défrichés à la fin de l'âge pastoral, quand la bêche du vilain attaqua la forêt primitive où les troupeaux de porcs allaient à la glandée.

Noms cités du xiii^e au xv^e siècle :

Mansus de Obscuris (des bois obscurs). — Aujourd'hui métairie de Lescure.

Beroneni mansus. — Métairie de la Béronie, puis Baronnie.

Mansus Farganel. — La Fargenerie.

Givarzacum. — Giversac.

Le Mas du Rat, mas Gastaud. — La Gastaudie, près des Rivières.

L'Eymerigia (tènement de).

Calesium. — Caleix, Calès, Calais.

Podium Luci (le puy du bois). — Puy du Luc.

Podium de Lagrafoilh (puy du houx). — Lagrafeil.

El Boygo, las Boyguyas (les bruyères). — La Bouyge.

La Rossillia, Rauchiho. — La Roussille.

La Candellaria (tènement de).

Le bois del Drolhet (du chêne blanc). — Le Drouillet.

Lauteyrie (tènement).

Métairie et bois *de Sauge*. — Chauze.

Métairie de *Popeyr-nu* (non pierreux).

Le Maine.

Bourzac.

Les fontaines de *Lardimalie*, du *Mayne*, de la *Borie*, la *Font Faye*, l'étang de *Habino*.

II. — HISTOIRE.

a. — Seigneurs et co-seigneurs.

Dépendant de la châtellenie d'Auberoche, St-Pierre partagea toutes ses vicissitudes, tour à tour possession des évêques de Périgueux, des vicomtes de Limoges, des comtes de Périgord, d'Orléans, de Bretagne, enfin des rois de Navarre.

Sous la directité de ces différents maîtres la paroisse eut plusieurs seigneurs. Aux ^{xiii}^e et ^{xiv}^e siècles la maison de La Crompte y avait des possessions comme le mas de la Payzie où Fortanier III fait son testament (1367).

Cette famille était alliée aux Urdimal, qui donnèrent leur nom au principal château, l'*Urdimalia*, l'*Ardimalia*. Outre le repaire, ils possédaient différents biens et droits seigneuriaux : en 1329, Pierre et Hélie Urdimal cèdent à leur sœur Alix le repaire de Lardimalie, des terres au-delà du Manoire et le bois del Drolhet.

Cette Alix avait épousé Bertrand Foucauld, damoiseau de Montanceix, qui fut la tige des nouveaux seigneurs de Lardi-

malie. Bien que la paroisse relevât des comtes de Périgord qui, les archives de Pau nous l'apprennent, y percevaient des rentes en « grains, deniers, péages, cires, moulin, tabellionage, prévôté et bozies (vaines pâtures) », les Foucauld ne tardèrent pas à y asseoir leur autorité et à y étendre leur domaine. Dès 1339 les habitants de St-Pierre reconnaissent devoir à Amblard « une rente de 5 sous et 2 gelines à la Noël et 2 corvées d'hommes ». En 1343, le même Amblard affranchit Héliet et Grimoard Taurel, clerks, ses hommes taillables (Courcelle. — *Généalogie Foucauld*).

Il faut encore compter au nombre des co-seigneurs les prieurs de St-Cyprien, les chanoines de St-Front, qui percevaient des rentes échangées en 1476 avec les Foucauld, enfin les évêques de Périgueux qui, tout en cédant la châtellenie d'Auberoche aux vicomtes de Limoges, s'y étaient réservé le droit d'hommage et les lods et ventes dont ils jouissaient encore au XVIII^e siècle (1).

Mais les vrais seigneurs furent les Foucauld ; ils surent profiter des continuels besoins d'argent des rois de Navarre pour accroître « leur fondalité et directe seigneurie. » Le *Mémoire d'Albret* prouve qu'en 1502 les petits rois franco-espagnols n'avaient plus à St-Pierre que « le droit de justice et de faymidroit » (greffe), et qu'ils le faisaient exercer par les Foucauld investis de la *begarie* ou *vigerie*. Du reste, en 1571, Bernard IV achètera à Jeanne d'Albret la justice haute, moyenne et basse de la paroisse. (*Arch. de Pau.*)

Malgré la précaution prise par tous les Foucauld de laisser à l'ainé la totalité ou au moins la moitié des biens-fonds, leur domaine subira avec le temps bien des fluctuations ; de nombreux tènements en sortiront dans le partage de 1673, et les besoins d'argent feront vendre aux bourgeois de Périgueux

(1) En 1673, le Conseil d'Etat décide que l'évêque sera maintenu en la possession et jouissance de la baronnie d'Auberoche, fiefs et arrière-fiefs ; Henry de Foucauld prête l'hommage à l'évêque Guillaume Le Boux. (Archives départementales, fonds Foucauld.) En 1730, Ph. de Mespolède paye au procureur de l'évêché les lods et ventes sur des rentes acquises sur le tènement de la Peyzie. (Archives départementales, minutes Lavavé.)

bien des parcelles de terre et de justice (1). Parmi ces acquéreurs qui, en dépit de l'Ordonnance de Blois, prennent le nom de leur fief, nous rencontrons :

M^e Jarjavail, notaire, sieur de la Peyzie (1543).

Jean de Castaing.

Le sieur Souc, marchand.

M^e Duplantier, secrétaire du Roi.

M^e Laubarède, apothicaire, sieur des Maillots (1672).

Jacques Jouffre, sieur de St-Mathieu et des Rivières (1700).

Le sieur Teyrel.

Jean Villatte, juge.

Henri Aubarbier.

Pierre Dubois, m^e chirurgien, sieur des Masneuf (1670).

Ant. Desmaisons, juge, s^r de Fayard et Puyferrier...

} Seigneurs fonciers de la
Fargenerie et des Drouil-
lets (1594-1695).

} Sieurs du Cluzeau (1636-1773).

b. — *Histoire générale.*

Quel fut à travers les âges le sort de la paroisse que nous étudions ? Comme tout le Périgord, elle eut beaucoup à souffrir des guerres incessantes du moyen âge, des ravages des Anglais et des brigands d'Auberoche, qui se rendirent maîtres de Lardimalie et en firent jusqu'en 1397 une de leurs forteresses (2). Après la guerre de Cent ans, le pays était dépeuplé *quia homines et animalia in magno numero mortui erant* (3), et cette triste situation durait encore en 1502, puisque le *Mémoire d'Albret* dit que toute la châtellenie est « en ruyne, absine et friches. » St-Pierre ne compte alors que 52 feux (soit 312 habitants).

Les guerres de Religion éprouvèrent encore ce pays et une famine affreuse le désola sous le règne de Henri III. On cite un trait qui donne la mesure des misères du temps : deux femmes du bourg de Lardimalie, poussées par la faim, tuèrent et mangèrent un enfant ; on les pendit pour ce crime (4).

(1) Voir notre étude sur *Le château de Lardimalie et ses seigneurs*. (*Bulletin*, 1905.)

(2) Voir notre étude sur le château.

(3) Archives communales de Périgueux, série CC 11.

(4) De Roumejoux. — *Bulletin*, 1902.

Situé à portée de Périgueux, St-Pierre ressentit d'autant plus le contre-coup des luttes entre catholiques et protestants, qu'à l'exemple de leurs seigneurs, les habitants avaient en partie embrassé la Réforme, comme nous l'apprend le journal où le pasteur Jérémie de Barthe inscrit les quartiers de traitement reçus de l'église de Lardimalie (1).

Après les guerres religieuses, vinrent les révoltes des Croquants en 1594 et 1637, et l'on sait que la première insurrection fut surtout marquée par un combat dans les bois de St-Crépin, tout près de St-Pierre (2).

La contrée ne fut pas plus épargnée durant la Fronde: Chancelost et Balthazar firent à deux reprises le siège de Lardimalie, qui fut entièrement pillé par les soldats de Condé et les paysans du paréage (3).

Et à toutes ces misères s'ajoutent encore les famines du grand règne qui fauchèrent cruellement dans notre petite communauté; l'on voit par les registres paroissiaux que la famine de 1693 y enleva 57 habitants dont 33 enfants au-dessous de douze ans.

Néanmoins la paroisse n'a cessé de s'étendre; de nouveaux villages se sont formés du xv^e au xviii^e siècle dont nous retrouvons les noms au cadastre, parfois un peu défigurés :

xvi^e siècle. — La Talpinie, Taupine, — le Masniou, Maigniou, Masneuf, — le Reclauzel, — les Vignaux.

xvii^e. — Le Clusel du Boutet, le Cluzeau, — la Maurandie, — la Guissardie, — le Puy d'Andrimond, — village de Perrault, près la Fargenerie; — les Guichoux, — les Jeanpetits, — St-Mathieu, — le Royalet, — les Tracanars, — les Rigoux, — les Carpas, — la Feytau, Gandou, — le Malhol ou les Maillots, — Gourdin, — Vigouna, Vigou-nat, — las terras de Segui, — la Minière de Salle verte...

Les mêmes sources, registres d'église et minutes de notaires, qui nous fournissent ces noms, nous donnent les chemins qui unissaient ces lieux-dits et desservaient la paroisse.

(1) Note de M. Dujarric. — *Bulletin*, 1904.

(2) Arch. communales de Périgueux. — *Livre Noir*.

(3) Voir notre étude.

Tout a été dit sur la viabilité de la France avant 89 et celle du Périgord : « Je ne crois pas, écrivait le girondin Vergniaud, que les chemins de l'enfer puissent être plus mauvais ! » Et à propos de la route royale de Périgueux à Sarlat dans sa traversée de la plaine du Manoire, un document de 1771 dit que « ce chemin est si gâté qu'il n'est plus possible d'y passer en hiver ny à pied, ny à cheval, sans risquer de se perdre » (1).

Tels étaient probablement à Saint-Pierre, escaladant les collines et gardant toute l'aspérité des lieux, ces « grands chemins » qui marquent les confronts dans les actes notariés. Voici, avec la date du plus ancien titre qui les mentionne, ceux que nous avons trouvés de 1530 à 1789 :

1530. — Vieux chemin du Maine à Eyliac.

1670. — Grand chemin de St-Pierre à Ladouze, passant à la Mau-randie et au levant du claud de la Chapelle.

1670. — Grand chemin de Périgueux à Plazac, par les Rivières.

— — — à Montignac par les Carpas et le Drouillet.

1670. — Grand chemin de St-Crépin à Périgueux, par St-Pierre.

1663. — Chemin de la Fargenerie à St-Pierre.

1772. — Chemin de St-Crépin à Lardimalie par le moulin de la Peyzie.

1772. — Chemin de Lardimalie à Blie.

1675. — Chemin du bourg à Lardimalie (passant à l'est du presby-tère.)

III. — LA COMMUNAUTÉ.

a. — Nobles, bourgeois, les repaires.

La paroisse comptait peu de vrais gentilshommes, mais assez de familles « vivant noblement » dans les hospices ou repaires. En dehors de Lardimalie, qui était un véritable château, tous ces repaires n'étaient que des « maisons nobles » d'un style autrefois assez commun en Périgord : de hauts murs enfermant avec les granges, écuries, pressoirs et autres « aysines », la maison massive à un seul étage avec de grands

(1) Archives communales de Périgueux. — DD 21.

toits d'ardoises aigus ; une porte charretière donnait accès dans la cour où était un puits.

Là vécut durant une longue suite de générations, dans de modestes emplois de judicature ou les professions de médecin, chirurgien, notaire, apothicaire, dont les honoraires s'ajoutaient aux produits du sol, cette forte bourgeoisie rurale, élément le plus solide de la vieille France. Ces bourgeois avaient bien un travers, la manie de s'anoblir. Mais qui ne l'eut au xvii^e siècle ? De simples artisans ou paysans prennent la particule et les registres de St-Pierre nous font connaître des de Loubiat, charpentiers, des de Captus, maçons, des Loiseau de la Treille, plafonneurs !

Voici, avec les noms des familles qui les occupèrent, un tableau des principales maisons nobles de la paroisse :

- | | | |
|----------------|---|--|
| Lardimalie.... | { | Château ou repaire fortifié, possédé dès 1168 par les Urdimal, passa en 1329 par mariage aux Foucauld. M. de Trémizot en hérita en 1824 et fit commencer la restauration achevée après 1875 par M. Secrestat. |
| La Peyzie. ... | { | La mothe, mas ou hospice de la Passée, la Países, la Peyzie, appartenait au xiv ^e siècle aux La Crompte ; passa aux La Faye et aux Foucauld. Aujourd'hui à Mme Passerieux. |
| Fayard..... | { | Maison noble possédée avant la Révolution par les familles Demaison et d'Alby, dont elle porte encore les armes. A appartenu depuis à MM. Daussel, de Montardy, de Beaucé. Aujourd'hui à M. Bois-savy. |
| La Gandilie.. | { | Hôtel en 1400 de B. de Gonda, héritier des Fortanier Gandilh. Ce n'est plus qu'une métairie. |
| Fonfaye..... | { | Repaire noble au xvii ^e siècle. En 1669, Pierre Reynaud, juge de Ladouze, est sieur de Fonfaye. |
| Les Rivières. | { | Maison noble, possédée au xviii ^e siècle par les familles Jouffre et de Marqueyssac. En 1742, Jean Jouffre, écuyer, noble monnayeur du Roi en la Monnaie de Bordeaux, est sieur des Rivières. Aujourd'hui propriété de M. de Pébeyre. |

b. — *Paysans.*

Le fond de la population était tout agricole ; sauf quelques artisans, charbonniers, charpentiers, « suchiers, sargetiers », peigneurs de chanvre, les registres paroissiaux ne donnent dans le bourg et les villages que des noms de bordiers, métayers, laboureurs à bras.

Il y a quelques marchands de bœufs et de feuillard. On extrait des minières de la Chapelle et de Salle-Verte ou Bourzac, du minerai de fer pour la forge de Sainte-Marie, propriété des Foucauld, ou celles plus éloignées de la Roquette, du Bugue, de Savignac.

En somme, presque pas de commerce ni d'industrie ; on vit surtout des produits du sol. Mais, comme dans toute la province, l'agriculture est fort arriérée, tout manque, routes, bestiaux, fumures, et le paysan assez apathique parvient tout juste à vivre misérablement et à acquitter les charges qui pèsent sur lui.

C'est surtout aux minutes d'anciens notaires qu'il faut demander la vie des classes rurales d'autrefois, et nous avons eu la bonne fortune de trouver aux archives départementales les papiers d'un notaire royal de la Fargenerie, Léonard Courteyx, de 1661 à 1693.

Avec les inventaires nous pénétrons dans le modeste logis du colon ; en 1679, le mobilier d'un métayer n'est évalué qu'à 16 livres, 13 sols, 6 deniers. En 1683, notre notaire inventorie chez un petit propriétaire du Cluzeau :

Dans la cuisine et la chambre : « Un vieux châlît avec coite et couverte de sarge, une table avec 2 bancs, un vieux buffet, un coffre à hardes, une met (maie) à pétrir, 2 soupières et 2 plats en faïence, 2 bouteilles d'Angleterre, 3 assiettes, 1 écuelle, 1 cuillère d'étain.

Au grenier et au cuvier : « 3 sacs de bled mixture (froment et seigle), 2 boisseaux de châtaignes, 1 b. mongettes, 1 b. garoubes, 3 cartes de baillarge, 1 petit pain de noix, 2 morceaux de lard, 2 futs de barrique de demi-vin et piquette, 8 eschandeaux (écheveaux) de fil taing (teint) pour faire de la toille à habiller les enfants ».

Dans les contrats de mariage de laboureurs, la future apporte le lit ; la dot ne comprend guère de vêtements, parfois

une robe de cadis de ménage et un « mangounier » du même.

Toutes les dotes paysannes que nous avons analysées se composent d'une somme d'argent variant entre 40 et 300 livres, quelques chefs de brebis, un peu de linge, linceuls, nappes, serviettes, un coffre fermant à clef, enfin un plat d'étain et une poêle à frire.

IV. — LES MODES D'EXPLOITATION RURALE.

Ce que nous allons dire de l'état de la terre dans une paroisse pourrait s'appliquer à tout le Périgord. Du ^{xiii}^e siècle à la Révolution, tous les modes de tenures ont coexisté. Tout ce que l'on peut observer, c'est qu'à partir du ^{xvi}^e siècle « les goujons dévorent le brochet » ; les ventes et achats deviennent de plus en plus fréquents : « grâce à la paix, le bourgeois sort de ses murailles et vient disputer au seigneur et au moine le fonds rural auquel il donne un nouveau prix » (1). Et avec les bourgeois, les paysans et les artisans contribuent à démembrer les grands domaines et achètent lopin par lopin la bonne terre, réalisant bien avant 89 le rêve humanitaire de « la terre au paysan ».

Les plus anciens contrats sont des baux à cens ; en 1286, le Mas du Rat est accensé pour 4 sols de rente et 2 sols d'acapte.

En 1320, une terre sise à Coste-Bessat est accensée par Hélie de Rupe, écuyer, moyennant une rente en froment et une quartier d'avoine d'acapte.

Avec le bail emphytéotique renouvelé tous les 99 ans, apparaît une autre forme de la semi-propriété paysanne. Parfois, il n'y a qu'un seul superficiaire payant au foncier une rente annuelle et l'acapte « en muance de seigneur et tenancier ».

Le plus souvent la rente est payée collectivement par les consorts ou tenanciers :

« L'an 1534, Anthoine de Conangles et ses consors ont payé la rante de Lardimalie, 4 boisseaux 1 picotin froment, 1 b. avoine, 7 sols, 1 géline, 2 journaulx de rente » (2).

(1) G. d'Avenel. — *Etudes sur la vieille France rurale*.

(2) Terrier du château.

Nous avons de nombreux exemples de ces haux du xvi^e au xviii^e siècle, et ils sont à peu près tous conçus sur le modèle suivant, extrait d'un cahier de reconnaissances, signé Jarjavail, notaire, faites en 1530 par les tenanciers du village de Bourzac envers Hélène Cothet, veuve de Bernard Foucauld :

« Sous la rente de.... le blé porté au château au grenier de ladite dame, pour la fête de Saint-Michel archange, l'argent pour la Noël, le journal d'homme à la volonté de ladite dame, et la taille générale aux 4 cas, plus l'acapt ».

Les rentes ou censives sont assez modiques :

En 1603, les tenanciers des Malhots doivent :

Froment.....	4 boisseaux.
Avoine.....	2 —
Argent.....	12 deniers.
Géline.....	1 —

En 1677, les tenanciers de la Chapelle payent :

Froment.....	6 boisseaux.
Seigle.....	6 —
Avoine.....	6 —
Gélines.....	2
Argent.....	30 sols.
Journeaux....	2

En 1734, il est dû par ceux de la Peyzie :

Froment.....	6 charges.
Seigle.....	1 —
Avoine.....	12 b.
Gélines.....	4
Argent.....	3 livres 5 sols.

Et ces rentes acquittées, le superficiaire est presque un propriétaire : il peut hypothéquer, céder le fonds. L'acquéreur paye au foncier les lods et ventes et prend les censives à sa charge ; c'est un usufruit qui change de main.

Avec l'emphytéose, fonctionnent le métayage et le fermage. On trouve à St-Pierre des contrats de métayer dès 1555 ; la durée très variable est de 2, 3, 5 ans, enfin le bail perpétuel. Les clauses ne diffèrent guère de celles d'aujourd'hui.

Quant aux contrats de ferme, leur nombre toujours croissant montre que la terre prend de la valeur. Et ce qui accuse en-

core cette prospérité, ce sont les défrichements et les plantations de vignes qui permettent au paysan d'arriver sans débours à la pleine propriété, en vertu d'une association du travail et du capital assez rare sous l'ancien régime pour être signalée :

« En 1671, M^e Th. de Lassaigue, juge, bailhe à planter et remettre en vignes à Jean Lagenèbre 4 journaux de terre chanfroît; ledit sera tenu les planter dans cinq ans et fournir la moitié des *essermains*; et il gouvernera ladite vigne quatre ans après, et pendant ces neuf ans toute la vendange lui appartiendra. Ce temps écoulé, la vigne *fon et solle* se partagera par moitié » (1).

V. — IMPOTS, MESURES, LA TAILLE.

Bien avant la Révolution, on constate à St-Pierre quelques rudiments de vie municipale. La communauté, « assemblée capitulairement » devant l'église ou sous la halle, élit les syndics fabricateurs et les syndics de la taille. Le plus souvent, il est vrai, ces derniers sont désignés par ceux de l'année précédente qui attestent, par devant notaire, que leurs successeurs sont « capables et suffisants ».

Outre la charge de la perception de l'impôt, les syndics doivent veiller aux intérêts de la communauté. Ils interviennent auprès des pouvoirs publics; ainsi, en 1699, à propos des mesures, ils disent dans une supplique adressée au sénéchal, que :

« Plusieurs seigneurs et leurs fermiers font des mesures à leur mode ou se conforment à la mesure de Cubjac (2), sans vouloir réfléchir que depuis quelques années les fermiers dudit marché ont agrandi les mesures pour s'attirer un plus grand négoce, en sorte que les 8 boisseaux de Cubjac en font plus de 8 et demi de la mesure d'Auberoche » (3).

Et ils demandent qu'un commissaire se transporte à Cubjac un vendredi pour procéder au règlement des mesures.

(1) Minutes Courteyx.

(2) Cubjac était, surtout pour les blés, le principal marché de la baronnie. Grâce à Henri Foucauld, Saint-Pierre avait aussi, depuis 1611, des foires et marchés.

(3) Archives départementales, B 229.

A propos des syndics et de leur rôle, empruntons encore au notaire Courteyx quelques détails sur la taille entre les années 1664 et 1688. Si les syndics doivent être « capables et suffisants », ils ne sont pas tenus d'être lettrés, puisqu'aucun ne peut signer un procès-verbal d'élection (1).

La paroisse est divisée en quartiers (le bourg, la Fargenerie, Calès, les Rivières). Chaque syndic lève son quart et verse les sommes perçues chez le receveur à Périgueux.

Les collecteurs touchent des frais de vacation, 6 deniers par livre (ce sont les crûes); mais ils sont responsables solidairement des taux des insolubles et des amendes infligées par les Elus « pour faute de payement ».

En 1688, avec les subsistances (impôt pour le quartier des troupes) et les crûes, la grande taille monte à Saint-Pierre à 902 livres 15 sols.

VI. — LA PAROISSE.

Eglise, dîmes, fabrique, presbytère, cimetières, chapelles.

L'église, nous l'avons dit, date peut-être du xiv^e siècle, comme sa voisine Sainte-Marie. D'abord modeste chapelle dédiée à St-Pierre (titulaire et patron St-Pierre-ès-liens), elle n'est qu'un prieuré de Chancelade ou de St-Cyprien.

Au xiv^e siècle, elle est église paroissiale, puisque le pouillé de 1365 la range dans l'archiprêtré de la Quinte, et qu'en 1394 l'official Gérald de La Cropte lègue par testament « un missel complet » au chapelain de cette vicairie, Jean de La Mespo-lède (2).

Mais quoique desservie par le clergé séculier, elle dépend toujours des chanoines Augustins; des procès ou transactions de 1437, 1676, 1728, maintiennent sur ce bénéfice-cure une pension annuelle de 20 sols en faveur du curé primitif ou col-lateur, le prieur de St-Cyprien (3).

Évalué seulement à 100 livres dans la pancarte de 1334, le

(1) L'instruction ne paraît pas avoir été très en honneur dans la paroisse; les actes de l'état-civil, outre quelques clercs, ne citent qu'un seul maître d'école ou maître ès-arts, Jean Bazinette, de la Maurandie (1679).

(2) B 1899; — Note de M. Dujarric-Descombes.

(3) Arch. dép. — B 452.

revenu de la cure montait à 2,500 livres en 1641 et était assez important pour qu'en 1726 messire Guillaume Soulier l'échangeât contre sa cure de Saint-Silain.

Et le revenu précité ne comprend que les dîmes ; il faudrait encore y ajouter le casuel, les fondations... Le curé de St-Pierre n'était donc pas un de ces pauvres prêtres « à portion congrue » sur le sort desquels devait s'apitoyer Voltaire lui-même. « Gros décimateur », il affirme à des particuliers, par contrats publiés « issue de messe » ou affichés au pilier de la halle, les quartiers du dixmaire, « le bourg, l'enclave de Lardimalie, le côté devers Ladouze ». Les revenus décimaux portent sur les grains, froment, orge, avoine, le vin, la laine, le chanvre, le lin, les légumages...

Dans l'administration de la paroisse, le curé était assisté de deux syndics « fabricateurs » (fabriciens), élus pour trois ans et qui, à leur sortie de charge, après avoir rendu leurs comptes devant les notables, nommaient eux-mêmes leurs successeurs.

Voici un acte qui, en même temps qu'il nous renseigne sur la topographie de l'église, nous montre les syndics dans l'exercice de leurs fonctions :

« Au bourg de Saint-Pierre, le cinquième juillet 1682, jour de dimanche, devant la porte de l'église, issue de messe, par devant moy notaire royal, s'est présentée Sicarte Demaisons, veuve à feu M^e Théophile Villatte, procureur d'office de la présente juridiction; laquelle parlant à messire Jean Fayolle, curé de la p^{re} paroisse, et à Jean Teyrat et Léonard Devidigniac, syndics fabricateurs de l'église, leur a dit, en présence des principaux habitants, que ledit feu sieur Villatte avait promis par son testament la somme de 15 livres, pour être employée à l'achat des tombeaux et droit de sépulture dans lad. église; laquelle somme a été employée en l'achat des vitres de deux croisées, du côté du cimetière, et autres deux croisées de la chapelle Ste-Catherine du côté du midy. Et moyennant ladite somme, lesdits sieurs curé et syndics ont concédé à ladite demoiselle les droits de tombeau et sépulture et les ont fait marquer devant l'autel de Ste-Catherine, de la longueur et de la largeur de six pieds et demi » (1).

(1) Minutes Courteyx.

Un autre acte du même notaire nous apprend l'existence dans la paroisse, en 1683, d'une confrérie du Saint-Sacrement, à laquelle Gabrielle Lacombe, femme de Antoine Beau, m^e chirurgien, lègue 3 livres « pour prier Dieu pour le salut de son âme ».

Ce sont encore les syndics qui, en 1673, dotent la cure d'un presbytère en achetant « par procuration des principaux paroissiens » à Léonard Courteyx, notaire,

« Une maison seize dans le bourg, confrontant avec la place publique du midy et du couchant, de l'orient avec le chemin qui mène à Lardimalie, et du setantrion avec autre chemin de Montignac à Périgueux. Dans lesquels confrons y est eroix, un petit jardin et ayzine, maison consistant en une chambre haut et bas, et guallerie autour de la chambre du côté de la halle. Ladite vandition faite pour le prix de 300 livres, laquelle somme après qu'elle sera cottizée par les Elus de la p^{te} Election, lesdits scindicts en feront la levée à frais communs » (1).

L'église, ses transformations.

L'église primitive n'était qu'une petite chapelle romane à une seule nef, orientée comme la plupart de l'E. à l'O. Au xv^e siècle, on y ajouta à gauche un bas-côté, la chapelle Ste-Catherine, avec voûte d'arête. Cette chapelle avait deux fenêtres, et la grande nef en avait aussi deux donnant au Nord sur le cimetière où s'ouvrait la petite porte. En 1736, des réparations y furent faites, et le curé, en qualité de décimateur, fut condamné par le Présidial à y contribuer pour un tiers (2).

Nous savons, par un inventaire fait en 1530 par Jean d'Hautefort pour le roi de Navarre, que l'église de Saint-Pierre possédait deux cloches de 6 et 5 quintaux évaluées 11 livres (3).

A la Révolution, le Domaine y confisqua « un calice avec sa patène, un ciboire, un petit porte-Dieu et un petit ostensor sans pied évalués en poids à 3 marcs 3 onces ».

La vieille église tombant en ruines, en 1871 la fabrique fit faire à ses frais les travaux les plus urgents : elle dépensa 13,126 francs pour reconstruire le mur latéral de la grande nef, refaire la charpente et la couverture et la base du clocher jusqu'au bandeau couronnant les arcs du portail, enfin installer un beffroi provisoire.

En 1873 la commune, aidée par l'Etat, reprit les travaux :

(1) Minutes Courteyx.

(2) Arch. dép. — B 401.

(3) B 1894.

l'architecte Nalet acheva le gracieux clocher quadrangulaire et ajouré qui, avec la flèche, atteint 32^m 70 ; il construisit aussi deux appendices pour l'escalier, les fonts baptismaux et le dépôt des chaises, et ajouta, en démolissant le mur qui fermait l'arc triomphal, une grande abside et deux petites dont une devait servir de sacristie.

En 1882, M. l'architecte Lagrange construira encore le bas-côté de droite dont la voûte ogivale atteint 6^m 50 et la sacristie définitive (1).

Sépultures.

Nous savons par les registres paroissiaux que les notables, parfois même de simples laboureurs, étaient ensevelis dans l'église où la fabrique avait aussi ses tombeaux « proche de l'autel de N.-D. ». Les seigneurs de Lardimalie avaient les leurs « près du balustre » de ce même autel qui était le grand autel.

Le cimetière paroissial était au Nord, à droite de la grande nef, sur la place actuelle du Marché, et l'une de ses parties, réservée aux étrangers et mendiants dont on ignorait la religion, était dite « cimetière des pauvres ».

Chapelles.

Outre l'église paroissiale, le pouillé du xiii^e siècle nomme la « capella de Lardimalia » et celle « de Podio Auriol ».

La seconde a laissé son nom au hameau de la Chapelle-Puy-Auriol ; mais on n'en trouve trace ni dans les actes ni sur le sol.

Quant à la première, elle était en contre-bas du château et ne fut démolie que dans la restauration de 1875. Elle est mentionnée dans plusieurs actes : dans son testament de 1655, Louise, fille de Jean III, demande à être ensevelie « dans la chapelle de Lardymalye où sont enterrés Henry Foucaud et Lucrèce de St-Astier, ses frère et belle-sœur », qui étaient comme elle de la Religion réformée. — Le 3 août 1693, Léonard de Savignac épouse Marie de Foucauld dans ladite chapelle « par permission de M^{sr}. »

(1) Arch. de la mairie de Saint-Pierre.

CURÉS.	VICAIRES.	NOTAIRES ROYAUX.	JUGES.
1394. Jean de la Mespolède (chapelain). 1490. Dido Bordes (recteur). 1662-77. Jean Terry, curé.	Caville. Meynard. Dupuy. Aigueperses.	1317. Hélie de Cluzello. 1382. de Gardia 1409. de Bosco (Duloy). 1452. Gaufredi. 1483. Ducastaing. — Mespolèda. 1491. Guiberti. 1510. de Boseo. 1513-24. Jataure. 1542-50. Pierre Jarjavail, de la Peyzie. 1543-97. Mespolède (l'ainé et le jeune). 1574. Duvalleyx. — Ligier de Magueurs. 1566. Jacques Bial. 1591. L. Dubois. 1625-60. Eymeric Dubois, des Rivières.	<i>Procureurs d'office.</i> — 1543-50. Pierre Jarjavail, procureur d'Auberoche, pour le roi de Navarre. 1574. Ligier de Magueurs, procureur d'Auber., pour le roi de Nav. 1597. Joseph de Puypeyrroux. 1603-05. Granier, procureur de la juridiction de Lardimalie. 1604-19. Jean Villatte. 1626. Gérard Mespolède, m ^e chirurgien. 1633. Jean Vizier. Deglane. 1644-68. François Deglane. 1653-61. David La Saigne. 1670. Pierre Dubois, s ^r de la Rivière, m ^e chirurgien. 1668-81. Théophile Villatte. 1683-88. Jean Poumarel, m ^e apothicaire. 1691-1743. Hélie Poumarel. 1743. Jean Barol.
1677-88. Jean Fayolles. 1689-95. François Lavaus. 1700-26. Jean Orfaure. 1736-40. Guillaume Soulier. (ex-curé de St-Silain). 1743-46. Durouchail, desservant. Arsène des Vignes, récollet. Laborie, cortellier.	Vivien-Bernes, ré-collet, Franier. Brugère. Monjou-Dumontail	1639-51. Ursy. 1633. Jean Vigier. 1673-1701. Léonard Dubois, sieur de la Peyrelie, des Rivières. 1631-93. Léonard Courteyx, de la Fargenerie. 1672-95. Dénartin.	<i>Juges ordinaires.</i> — 1545. Jehan Descoup, juge d'Auberoche ; 1623 P. Martin. 1666-78. Th. de La Saigne ; 1669. Charles Reynaud, s ^r de la Vidalie ; 1678-1736. Jean Puimalle, juge d'Auberoche ou de Lardimalie ; 1680-1739. Antoine Demaisons, s ^r de Fayard ; 1740-64. Pierre Mespolède, s ^r de Sabloux ; 1766. Jacques Mespolède, s ^r de Laborie ; 1789. Deglane de Labrousse. <i>Lieutenants.</i> — 1599. Bernard Migot ; 1631-36. Jean Ribette ; 1663. Léonard Demaisons ; 1668-1701. Léonard Dubois, s ^r de la Peyrelie ; 1714-35. Jean Villatte. 1663. Hélie Villatte, prévôt de la juridiction.
1746-78. Fayolles, alterne avec Hamelin, prêtre, et Laporte, desservant.			<i>Huissiers, sergents royaux, sergents de terre.</i> — 1591. Pierre Montet, François Laborie ; 1631-31. Antoine Girard, Guillaume Dubois ; 1633-76. Arnaud Girard, Jean Seangence, Hélie Duvalleix, Bertrand Granier ; 1714-30. Faure, Léonard Brachet, Jean Courteyx, Jean Labrousse, Jean Bezenat.

VII. — ST-PIERRE SOUS LA RÉVOLUTION.

Historique.

Le fief de Foucauld de Lardimalie, le fougueux représentant de la noblesse du Périgord, n'a pas pris au mouvement révolutionnaire une part bien active et les idées nouvelles y ont peu pénétré, comme le prouve l'absence de Société populaire.

Les « citoyens-seigneurs » de Périgueux, propriétaires et électeurs dans la commune, y briguerent les charges municipales et y firent surtout la révolution à leur profit. Ce sont eux qui rédigent le « *Cayier des plaintes et doléances* » de 1789 dont l'extrait suivant montre la modération :

« Etablissement d'un seul impôt en nature sur tous les revenus et propriétés. — Rachat des rentes et lods et ventes au denier 20. — Suppression des justices seigneuriales en matière civile, de la milice, des gabelles.

« Nous offrons d'affermir sur le plus haut pied les productions de notre communauté, d'en garantir le montant à S. M., d'acquitter la pension de notre curé (1,500 livres), et de verser le surplus dans le trésor royal » (1).

Jusqu'en 1794, le curé Fournier cumule les fonctions religieuses et municipales, célébrant les mariages civils dans la « *salle décadaire* » et unissant les époux à l'église. Et, détail piquant, la dernière naissance qu'il enregistre est celle de « Simon, fils légitime de P. Fournier, cultivateur, cy-devant curé ».

Les archives du greffe de la justice de paix nous donnent les noms de quelques magistrats municipaux depuis 1790 :

- Pierre Fournier, curé, officier public.
- Antoine Loiseau, ex-juge, officier public.
- Devard-Dumaine, maire (1792-1793).
- Roche (d'Andrimont), agent national.
- Jean Peytouraud (ex-sieur de), adjoint.
- Laubarède (ex-sieur des Maillots), maire provisoire.
- Pierre Lamy, maire (an VIII).

(1) Arch. dép.

Les biens nationaux.

Le 14 floréal an IV, le jardin de la ci-devant cure fut adjugé pour 90 livres au citoyen Fayard.

Les biens du constituant Foucauld, émigré, furent répartis par le sort entre son oncle Philibert (1), sa sœur Anne, dame de Lamberterie, et la Nation ; le château, se trouvant dans le lot de M^{me} de Lamberterie, fut sauvé de la destruction ; on vendit seulement aux enchères le mobilier (2).

Philibert de Foucauld étant décédé le 8 pluviôse an III, une partie de sa succession revint à sa nièce et l'autre à la République, qui la vendit pour 58,450 livres aux citoyens Grand et Laroche, de Périgueux

Dans les biens du constituant, on vendit aussi :

Une maison et jardin au Maine, 5.860 livres.

La métairie de Popeyrou, 16.400 livres.

Une vigne à Lapelouzas, 550 livres.

Le claud de Chignaguet, 3.300 livres.

Faute d'acquéreur, la jouissance provisoire du domaine de Puyferrier fut laissée à M^{me} de Lamberterie ; mais le 6 floréal an VII, on l'affirma au citoyen Devard-Dumaine, ex-maire, et un arrêté du préfet Rivet, du 7 ventôse an VIII, l'attribua à l'hospice civil et militaire de Bergerac (3).

La municipalité cantonale.

Sous le Directoire, Saint-Pierre devint chef-lieu d'une municipalité cantonale comprenant 11 communes :

Saint-Pierre, Saint-Crépin, Millac, Marsaneix, Ladouze, Saint-Geyrac, Sainte-Marie, St-Antoine, Eyliac, Blis-et-Born, Saint-Laurent.

Chaque commune était représentée par un *agent*.

(1) Philibert de Foucauld, fils de David et de Honorée Souc de Plancher ; vaillant marin, devint capitaine de vaisseau.

(2) Voir notre étude sur Lardimalie.

(3) Arch. du greffe de St-Pierre.

Voici pour l'an IV le budget cantonal :

Le secrétaire.....	1.200 fr.
L'employé.....	800 »
Le courrier.....	300 »
Le concierge.....	200 »
Bois.....	2.400 »
Chandelle.....	160 »
Cire à cacheter.....	200 »
Registres, papier, encre.	1.200 »
Réparation des bureaux.	1.200 »

Total 7.660 francs à percevoir sur les contribuables « au marc la livre de leurs contributions, moitié en mandats, moitié en nature. »

Cette municipalité fut d'abord républicaine, comme le montre le grand nombre de fêtes civiques qu'elle fait célébrer sous la halle ou sur le champ de foire baptisé place de la Liberté : fête du 14 juillet, anniversaire de la mort du tyran, pompe funèbre de Hoche, fête des Epoux, de la Victoire, de l'Agriculture...

Elle émit des billets de confiance de 5 et 10 sous. Enfin, elle s'occupa de l'instruction publique : le Directoire du département ayant décidé qu'il y aurait deux instituteurs dans le canton, l'un au chef-lieu et l'autre à Ladouze, et ayant chargé l'administration cantonale de leur procurer un logement convenable, on logea celui de Saint-Pierre au presbytère d'Eyliaç « vu que la ci-devant maison presbytérale de Saint-Pierre a été convertie en mairie. » (Arrêté du 4 floréal an IV).

Lors des élections de l'an V, il se produisit dans les esprits un revirement complet ; les bourgeois étaient pourvus et voulaient enrayer. D'où des mesures violentes prises à l'égard des municipalités par le Directoire exécutif de Périgueux :

« Considérant que plusieurs membres de la municipalité de Saint-Pierre ont maltraité des acquéreurs de biens nationaux, ont pris part à des rassemblements contre-révolutionnaires et travaillé à donner aux élections de l'an V un sens diamétralement opposé à celui qu'ils réclamaient le maintien de la Constitution et le bonheur de leurs administrés, le Directoire arrête : tous les agents et adjoints composant l'administration municipale du canton sont destitués. Le citoyen

Sicaire Faure, de Beaulieu, est nommé président en place du citoyen Langlade » (1).

Du reste, la loi du 28 pluviôse an VIII allait supprimer les municipalités cantonales et refaire de Saint-Pierre une commune autonome.

VIII. — LA COMMUNE ACTUELLE.

Quoique l'un des moins peuplés des 47 chefs-lieux de canton de la Dordogne (894 habitants pour 1,573 hectares), la commune de St-Pierre est une de celles qui se sont le plus transformées, surtout depuis l'ouverture en 1860 de la voie ferrée de Périgueux à Brive.

Si quelques anciens tènements ont disparu du cadastre, Vigonnat, la Feytau, les Vignaud, Fonfaye, las terras de Segui, Gandou, St-Mathieu (2), d'autres centres de peuplement se sont créés sur les côtes et les plateaux, les Péconnes, les Cotelets, le Château-d'Eau, St-Georges, les Grèzes, Ste-Hélène, la Tuilière, le Paradis. Le bourg, avec ses maisons blanches, son groupe scolaire, son église rajeunie, son important marché de bestiaux, a l'aspect d'un centre actif et prospère.

Ce progrès et ce bien-être matériel sont presque entièrement l'œuvre de l'ancien maire (1878-1905), le regretté M. Secrestat, le châtelain philanthrope de Lardimalie, qui a su faire de l'ancien fief des Foucauld un foyer de progrès agricole.

E. BAYLE.

INVENTAIRE DES EFFETS MOBILIERS

D'UNE GRANDE DAME DU PÉRIGORD

AU XVIII^e SIÈCLE.

Le 26 juillet 1733, Monsieur (3) l'évêque d'Arras bénissait à Paris l'union d'un gentilhomme périgourdin, Hubert de Bou-

(1) Arch. dép., série L.

(2) Aujourd'hui commune de Ladouze.

(3) A cette époque, en parlant à un évêque, un ministre, un intendant, on disait : *monseigneur*, mais en parlant d'eux on disait : *monsieur l'évêque de*, *monsieur le Garde des Sceaux*, *monsieur l'intendant de*.

cher, comte de La Tour, du Roch et d'Allas, avec Élisabeth de Brunet de Neuilly.

Cet officier, fils de Guillaume de Boucher, seigneur du Roch et de la Tour, et de sa seconde femme, Catherine d'Aubusson de Remiremont, avait de brillants états de services militaires, qui lui valurent, jeune encore, la croix de Saint-Louis, puis, ce qui ne gâte rien, de la fortune. Les Boucher, tout en étant d'excellente maison, avaient gagné beaucoup d'argent dans leurs forges du Sarladais (ils en possédèrent à Racaudou et à Manaurie dès le *xvi*^e siècle). La jeune fille était également de bonne et riche famille. Son père, Jean-François Brunet de Neuilly, commanda Bourbon-Cavalerie, dont il était lieutenant-colonel, et sa mère, Angélique-Euphémie Hébert, était sœur de l'Introduceur des Ambassadeurs.

On comprend que, nièce d'un tel personnage, sœur d'un écuyer de Louis XV (1) et belle-fille d'une d'Aubusson, la jeune comtesse de La Tour du Roch allât dans le monde à Paris. On peut même être certain qu'elle était reçue à la Cour, car, en 1768, le Roi, la Reine et le Dauphin signent au contrat de mariage de sa fille, Catherine-Élisabeth, avec Michel de Lupé-Pothuau des Naudries.

Élisabeth de Brunet fut enlevée prématurément à l'affection des siens, le 7 mai 1760. Elle avait 37 ans, étant née à Neuilly-en-Vexins, le décembre 1722, où Thomas Rivié, baron de Chars et M^{me} de Maigremont l'avaient tenue sur les fonts baptismaux. Ce décès amena une licitation des objets mobiliers personnels, dépendant de sa succession qui nécessita deux actes consécutifs, mais dont le second est la conséquence du premier : l'inventaire des dits effets et leur vente aux enchères. Ces pièces nous ont été aimablement

(1) Jean-François-André de Brunet, comte de Neuilly, marié à Rosalie de Beauchamp, dont une sœur, Philippine de Beauchamp, épousa un gentilhomme du Périgord, N... de Mandavi, officier aux Chasseurs de Gévaudan, qui émigra et prit du service en Angleterre. (Je dois ces détails et plusieurs concernant M^{me} de La Tour à l'obligeance de l'arrière-petit-fils du comte de Neuilly ci-dessus, M. le comte de Neuilly de la Pastelière).

communiquées par M. le comte de La Tour ; elles font partie du chartrier de son château du Roch d'Allas.

Pour la commodité de la lecture (très peu attrayante, j'avoue, — c'est plutôt un document que j'offre) et pour mieux saisir l'importance et la valeur relatives des objets décrits et vendus, j'ai détaché de l'acte : vente aux enchères, les articles correspondant à ceux de l'inventaire, pour les intercaler en dessous de ceux-ci, avec le prix atteint à la criée. (Ils sont en *italiques*).

Ceux qui n'avaient pas été inventoriés seront ajoutés *in fine* avec les formules introductives et de clôture du second acte.

Il m'a paru intéressant de donner quelques explications concernant ces *choses* de la toilette féminine d'une grande dame du XVIII^e siècle. J'avais supposé que cette recherche ne serait pas très difficile. Hélas ! j'ai eu beau les multiplier, consulter un certain nombre d'ouvrages spéciaux (1), poser des questions dans l'*Intermédiaire des Chercheurs*, plusieurs des expressions me sont restées inconnues, telles que *pinsebec*, *fleur d'onit*, etc. Je me console en songeant que, bien que nous soyons à une époque où les livres, la presse, etc., expliquent les choses mille fois plus qu'il y a un siècle et demi, il sera peut-être un peu difficile de connaître dans deux ou trois siècles ce que signifient actuellement : *Radzimir*, *Louisine*, *Caracul*, *Zenana*, *Pilou*, et autres expressions bizarres concernant la toilette de nos femmes et de nos filles.

* L'an mil sept cent soixante, le sept juin, deux heures de relevée.
— A la requête de M^e Jean-Baptiste Paris, procureur au Châtelet de Paris, y demeurant, rue des Boucheries, paroisse de St-Sulpice, au nom et comme procureur de haut et puissant seigneur, messire Hubert De Boucher, chevalier, seigneur comte de La Tour du Roch,

(1) *Le Costume historique*, par Racinet. — *Journal de Madame Elloffe*, par de Reiset. — *Histoire du costume en France*, par Quicherat. — *Histoire de la mode en France*, par Chalamel. — *Costumes historiques*, par Duplessis. — *Histoire de la dentelle*. — *Dictionnaire encyclopédique de Larousse*,
e .

d'Alas et autres lieux, ancien capitaine au régiment de Trenel, tant en son nom, à cause de la communauté des biens qui a été établie entre led. seigneur comte de La Tour du Roch et de defunte haute et puissante dame Élisabeth de Brunet, son épouse, suivant la jurisprudence du Parlement de Bordeaux et par leur contrat de mariage passé devant M^e Aleaume et son confrère, notaires à Paris, le 24 juillet 1753, que comme tuteur de demoiselles Catherine-Euphémie-Élisabeth et Victoire de Boucher de La Tour du Roch, leurs enfants mineurs. Led. M^e Paris, fondé de la procuration, spéciale à l'effet des présentes, dud. seigneur comte de La Tour, passé devant M^e Horque de Cerville, l'un desd. notaires qui en a la minutte, et son confrère, le 23 may dernier.

Et en la présence de haut et puissant seigneur Jean-François-André Brunet, chevalier, seigneur de Neuilly et autres lieux, écuyer ordinaire du Roy en sa grande écurie, demeurant ordinairement à Versailles, oncle maternel desd. demoiselles mineures et leur subrogé-tuteur.

Les dits seigneurs comte de La Tour du Roch et de Neuilly nommés aux dites charges de tuteur et subrogé-tuteur..... suivant acte enregistré... Lesd. demoiselles mineures sont habiles à se dire parties héritières pour moitié de la dite dame comtesse de La Tour leur mère... Il a été par les conseillers du Roy, notaires au Châtelet de Paris, soussignés, procédé à l'inventaire et description de tous et chacun des biens meubles et effets, linges et hardes, bijoux, deniers comptans, titres et papiers, et toutes choses quelconques étant et dépendant de la succession de la dite feue dame comtesse... trouvés et étant dans les lieux ci-après désignés, dépendant d'une maison, scise à Paris, rue de Verneuil, appartenant à M. Hébert, cy devant Introduceur des Ambassadeurs; lesquels lieux étaient occupés par les dits seigneur et dame comte et comtesse de La Tour du Roch, et la dite dame comtesse y est décédée le sept may dernier. Le tout représenté et mis en évidence par d^{lle} Angélique-Élisabeth de Brunet de Neuilly, demoiselle majeure, sœur de la defunte, demeurant même maison, faisant à cet égard pour l'absence du dit seigneur comte de La Tour, après serment par elle fait... détourné ni diverti aucune chose directement ou indirectement.

La prisée des meubles et effets y sujets a été faite par M^e Lecouturier, huissier, commissaire-priseur... Et ont signé la minute des présentes demeurée aud. M^e de Cerville, notaire, qui a délivré ces présentes ce jourd'huy 3 octobre 1769 (*Signé :*) LEDOUX. — ORQUE DE CERVILLE ».

« Avant de procéder au dit Inventaire, lad. d^{ne} de Neuilly et led. M^e Paris ont déclarés que les lieux que lesd. seigneurs comte et comtesse de La Tour du Roch occupaient en lad. maison de M^e Hébert, consistaient en trois pièces sur la gauche en entrant au rez-de-chaussée, que M^e Hébert, leur oncle, les nourrissait et logeait, que les meubles meublans, garnissant lesd. trois pièces, sont à M. Hébert, et qu'il n'y a que ce qui sera cy après inventorié à eux appartenant et ont signé au même endroit de la minute demeurée au dit M^e de Cerville, notaire ».

DANS UN CABINET AU SECOND DONNANT SUR LA COUR.

Premièrement (1). Une robe de satin d'Holande, fond vert, à fleur d'or, garnie d'une dentelle d'or (2), et son ajustement pareil, prisée..... 200 l.

... *Ne s'étant point trouvé d'enchérisseur, ledit article a été tiré pour mémoire.*

II. — Une autre robe de Gros de Tour (3), broché, fond lila, garnie d'une dentelle d'argent, et son ajustement pareil, prisé... 120 l.

... *Criée avec un jupon de taffetas blanc et vendue à Mme Dufeye, pour..... 124 l. 1 s.*

III. — Une autre robe de satin des Indes, rayes blanches et jaunes

(1) Les numéros d'ordre n'existent pas ensuite sur l'acte, mais je les ajoute parce que l'acte de la vente se réfère aux articles comme s'ils étaient numérotés. — A chaque article la prisée est exprimée, dans l'original, en lettres, avec report, en marge, de la valeur en chiffres romains. Pour simplifier je ne porte la somme qu'en bout de ligne et en chiffres arabes. *L*, indique les livres et *s* les sols. — Ce qui est en *italiques* a été reporté de l'acte de vente en dessous des articles de l'acte d'estimation, pour plus de commodité.

(2) Le *satin* est une étoffe de soie plate, moelleuse, à chaîne fine. Les Chinois préparent à l'huile des satins, aussi la poussière s'y attache-t-elle.

Le *point d'Espagne*, dans son acception habituelle, est une *dentelle d'or*, parfois brodée en couleur sous Louis XIV. Cette dentelle fut fabriquée surtout par les Juifs, après leur expulsion d'Espagne en 1492, puis en Italie, à Florence et à Lucques. Dans l'inventaire d'un marchand d'Angoulême, j'ai trouvé que la dentelle d'or était estimée 72 livres le marc et celle d'argent 52 livres.

(3) *Gros de Tours* : soie souple et à grosses côtes régulières, fabriquée à Tours suivant la méthode italienne et celle de Lyon, dans des fabriques créées par Louis XI en 1470.

- à fleurs d'or, garnie d'une petite dentelle d'or, avec son ajustement pareil, lad. robe doublée de taffetas blanc (1), cy prisee..... 80 l.
 ... Robe et jupon de Péquin rayée... faisant l'article trois... vendue à M^{lle} de Neuilly, pour..... 92 l.
 . IV. — Une autre robe de satin fond rose à ramage blanc, garnie en chenille (2), prisee..... 60 l.
 Vendue à M^{me} Dufeye.....,..... 84 l.
 V. — Une autre robe et son jupon de pékin (3) à fleurs, prisee..... 60 l.
 VI. — Une autre robe et son jupon dauphine (4), fond blanc ramagé vert mur, prisé..... 72 l.
 Vendus à M. Fortin, demeurant rue du Vieux-Colombier, pour.....,..... 124 l. 1 s.
 VII. — Une robe et jupon de taffetas des Indes, rayée et brochée,

(1) On sait que le *taffetas* est une soie mince et brillante qui ne forme pas de côtes.

(2) On appelait ainsi autrefois une étoffe semblable à la passementerie veloutée de soie, nommée *chenille* de nos jours.

(3) Le *pékin* est une étoffe de soie et rayée, genre taffetas, qui se faisait primitivement en Chine.

Sous la robe, on portait une ou deux jupes de soie de même couleur que la robe et superposées, celle de dessous était garnie d'un petit volant. La jupe paraissait quand la robe était très ouverte pour cela sur le devant.

(4) La *dauphine* était une étoffe à grains, en soie, cotelée et granitée, formant dans la trame une sorte de bande. Cette soie est ouvragée à deux épaisseurs.

Ces robes étaient dites à *falbalas*, car leur garniture abondante et touffue produisait une étrange confusion. Un volant partait du haut du dos, comme dans les robes à la Wateau; la robe était flottante sur le corsage; à peine le linge se montrait-il au haut du corset, linge appelé *modestie* et dont je parlerai plus loin.

Voici, du reste, comment Racinet décrit la toilette d'une dame de 1760. La chevelure nue est disposée selon l'école de Frison. Elle est, à cette date, de peu de volume, en boucles, à chignon plat; elle dégage le cou laissant la tête petite. Le corsage, très long, est de ceux qui, avec l'ample panier, donnaient au corps fluet l'aspect d'un oranger en caisse. Les bas blancs à coins brodés, les souliers blancs, pointus, à la boucle décorée d'émail, à hauts talons de bois parent la jambe. La chemise est assez courte. — On ne portait pas de pantalons, appelés caleçons à l'aurore du xix^e siècle.

fond blanc, garnie en blonde (1), prisee..... 40 l.
(Pas trouvé le prix de la vente).

VIII. — Une robe de poüe (2) de soye noire ; une autre robe et jupon de toille à fleurs, fond brun, doublée de vieux taffetas, prisees ensemble..... 60 l.

... Robbe et son jupon de pequin blanc à fleurs faisant partie de l'article huit..., vendue à M^{me} Lambert, pour..... 52 l. 1 s.

Item, une robbe et son jupon de faille de toille à fleurs..., vendue à M^{me} Dufeye, pour..... 50 l. 4 s.

IX. — Une robe de taffetas couleur de rose et son tablier pareil ; une autre robe et son tablier de taffetas blanc (3), fond lila, prisé..... 40 l.

.. Robe et tablier de taffetas blanc garnis de taffetas chiné faisant partie de l'article 9, crié à 30 livres et vendu pour..... 40 l.

Robe et tablier de taffetas de couleur de rose... vendus (aussi) à M^{me} Duffeye pour..... 38 l. 12 s.

X. — Trois robes, deux tabliers et un jupon, de toille à fleurs, fond blanc et sablé, doublés de vieux taffetas, prisés ensemble..... 72 l.

... Robbe et son jupon de toille de cotton à fleurs, doublée de taffetas flambé... vendue à M^{me} Lambert..... 144 l.

Une robbe de toille de cotton à fleurs et un tablier en deux morceaux de pareille toille de cotton, doublée de taffetas blanc..... vendue..... 72 l. 2 s.

Une robbe et un tablier de toille de cotton à fleurs, doublée de taffetas flambée... vendue..... 159 l.

XI. — Une robe en pièces de taffetas des Indes, rayé blanc et bleu, avec une petite fleur en or, le tout broché ; une autre robe en

(1) La blonde est une dentelle espagnole, de fabrication surtout catalane, toute en soie noire ou blanche ; elle servait spécialement à faire des mantilles. On en fait maintenant des imitations à la machine. Quelques blondes ressemblent à la dentelle de Lille, présentant un mince réseau composé d'hexagones avec un demi-tracé par un gros fil ; d'autres, à fond double, attestaient, par leurs dessins fleurés, l'imitation du genre flamand.

(2) Poult de soie : belle étoffe de soie unie, à grains très gros.

(3) Le tablier commençait à paraître avec beaucoup de succès dans les costumes de moyenne tenue ; il rappelait la mièvrerie des goûts champêtres, qui commençaient à poindre.

pièce, de pékin rose et blanc, prisées ensemble..... 72 l.
(Je ne trouve pour cet article que ceci :)

...Une robe des Indes rayée bleue et blanche à fleurs d'or... ne s'étant point trouvé d'enchériseur... ledit article a été retiré.

XII. — Trois robes en pièce, le tout de toile à fleurs d'orit, une fond petit jaune, une autre fond sablé et l'autre rayée, prisées ensemble avec un coupon de quatre aulnes et demy de toile à fleurs, fond blanc à petits carreaux et mosaïque..... 40 l.

... Une robe en pièce de toile à fleurs faisant partie de l'article douze... vendue..... 36 l.

Un coupon de quatre aulnes et demy vendu à M. Duguerrois..... 14 l. 12 s.

XIII. — Un mantelet (1), trois coëfes et quatre scrupuleuses (2), le tout de différents taffetas, deux paires de bas de soye blancs (3), prisés ensemble..... 40 l.

... Six respectueuses et deux coiffes, tant de taffetas que de dentelle, faisant partie de l'article treize... vendues..... 9 l. 15 s.

XIV. — Trente-six chemises à usage de femme, de toile royale ; trente-sept mouchoirs tant de toile blanche qu'à carreaux ; quatre chemises de couche ; deux camisoles, plus treize corsels (4), tant de bazin que de futaine (5) ; trois manteaux de lit de toile en coton

(1) A cette époque le mantelet était garni d'un capuchon ou *coqueluchon*. La mantille française était un mantelet d'été en gaze, dentelle ou réseau. J'en ai encore vu porter dans mon enfance.

(2) Il semble résulter de la vente que *respectueuse* et *scrupuleuse* c'est tout un. Je n'ai pu trouver ce que l'on désignait sous ces noms.

(3) Les bas de soie de femme valaient 5 à 6 livres, ceux des hommes le double.

(4) On lit dans l'*Histoire de la Mode en France*, p. 135 : « La femme de 1760 est poudrée ; mais ses cheveux sont arrangés à la chinoise et surmontés d'une petite pointe en soie de couleur ; elle a un corsel, quoique puissent dire contre le corsel les critiques et les médecins (j'ai vu de ces corsels en baleines rigides et même en acier). Elle a un fichu se tenant droit sur les épaules et appelé *monte-au-ciel* ; elle a un casaquin ou *pet-en-l'air* (sous Napoléon III, n'y eut-il pas des *ruse-pets* ?), dont les basques redescendent sur le panier, ou un caraco. Elle a un peignoir pour unique vêtement, sans ajustement à la taille et noué par devant avec des rosettes de rubans ».

(5) La *futaine* est une étoffe croisée de coton et de fil, velue et à grains d'orge. C'est surtout dans le nord de l'Italie et à Chambéry qu'on la fabriquait.

blanc ; huit serviettes de toilette : deux peignoirs (1) ; sept paires de poches de bazin (2) ; douze bonnets piqués ; trois paires de bas de coton, faits au métier ; douze frotoirs ; douze vieilles serviettes de toile ouvrées ; quatre paires de bouts de manches, garni de mousseline ; quatre taves d'oreillers, prisé le tout ensemble..... 96 l.

... Neuf corsets de bazin et de futaine.....	13 l. 15 s.
... Neuf bonnets piqués et une camisolle..	4 l. 12 s.
... Six paires de poches de bazin.....	6 l. 13 s.
... Trois camisolles de futaines, vendues à M ^{lle} Soffier dans la maison où nous sommes.....	5 l. 12 s.
... Deux manteaux de lit de toile de colon.....	12 l.
... Trois peignoirs de toile blanche.....	6 l. 1 s.
... Six chemises de toile fine.....	19 l. 15 s.
... Quatre camisolles de futaine.....	34 l. 3 s.
... Trois paires de manchettes de couches de mousseline rayée... vendues.....	7 l.
... Trois demi-chemises de couches de toile, garnies de mousseline et de dentelle.....	4 l. 4 s.
... Deux peignoirs de toile.....	2 l. 8 s.
... Huit mouchoirs de toile à fleurs... au sieur Duguerrois, demeurant cloître de Saint-Jean-de-Latran.....	11 l. 19 s.
... Huit mouchoirs de toile de coton bleu et blanc, vendus à M ^{lle} de Neuilly.....	7 l. 8 s.
... Douze chemises de toile blanche fine.....	46 l. 16 s.
... Onze frotoirs de futaine et trois paires de bas de coton.	7 l. 6 s.
... Huit serviettes de toile ouvrée, vendues à M ^{me} Le Sueur.	2 l. 12 s.
... Six chemises de toile fine.....	21 l. 1 s.

(1) Ces peignoirs semblent des peignoirs de cabinet de toilette et non le peignoir dont j'ai parlé ci-dessus pour la femme de 1760.

(2) Le *basin* est une étoffe croisée dont la chaîne est de fil et la trame de coton. Il y a des basins unis, cannelés, figurés avec ou sans poils. Les principales fabriques étaient à Troyes, Lyon, Saint-Quentin ; on confectionne encore le basin en Angleterre et dans l'Inde. Le nom viendrait, dit-on, de Bazin, roi de Thuringe, dont la veuve remariée à Chilpéric, fut mère de Clovis.

- ... *Un corset baleine... vendu à M^{me} Montenard.....* 8 l. 4 s.
- ... *Dix mouchoirs, dont neuf de mousseline et l'autre de soie... vendus à M^{me} Acart (1).....* 15 l.
- XV. — Deux jupons de toile blanche, deux autres de Molton d'Espagne, trois de bazin, deux autres de mousseline garnis, trois à l'aise (2), estimé le tout ensemble..... 50 l.
- ... *Trois grandes à l'aise de toile... vendues à M^{me} Dubois....* 9 l.
- ... *Deux jupons de Molton d'Espagne.... vendus à M^{me} Vavocque, demeurant dans la maison où nous sommes.....* 42 l. 5 s.
- ... *Trois jupons de bazin garnis de mousseline... vendus à Mme Vavocque.....* 35 l. 2 s.
- ... *Deux jupons de mousseline garnis.... vendus à M^{me} Montenard.....* 21 l.
- XVI. — Onze livres de soie à filer, estimée..... 33 l.
- XVII. — Un jupon en pièce, de drap de soie blanc, un couvre-pied d'aigledon (3), couvert de taffetas gris. Un autre couvre-pied, picqué de toile de coton (4) blanche, brodé en soie, prisé ensemble avec deux rouets à filer sur les genoux, de bois de noyer, le tout..... 24 l.
- XVIII. — Une paire de manchettes (5) à trois rangs de

(1) Mme Dufeye et Mme Lambert, probablement des marchandes à la toilette, ont acquis presque tous les objets pour lesquels je ne donne pas le nom des acquéreurs.

(2) Peut-être était-ce ce qu'on nomme de nos jours des *à l'aise*, pièces de toile repliées, qu'on glisse entre le drap et la couette dans les lits des malades.

(3) On orthographiait ainsi parfois ce que l'on écrit de nos jours *édredon* ; c'est fait avec le duvet de l'éder, oiseau blanc du nord de l'Europe.

(4) Ces *toiles-coton* étaient à grands sujets, souvent dessinés par Huet, imprimés généralement en rouge sur blanc ; néanmoins il en existe en d'autres couleurs, telles que lilas.

(5) Les dentelles, qui se voyaient aux poignets des manches *en éventail*, s'appelaient des *rangs d'engageantes* ; on nommait aussi, quand les manches s'ouvraient plus haut, *manches en pagode*, nom que l'on retrouve sous le deuxième Empire. En effet, les manches d'étoiles dans le haut devenaient bouffantes près du poignet et étaient abondamment pourvues de dentelles.

points d'Alençon (1) ; une autre paire à trois rangs de Malines brodée (2), prisées ensemble..... 72 l.

... Paire de manchettes... d'Alençon..... 79 l. 1 s.

... Paire de manchettes... de Malines... vendues à M. Dubois. 92 l. 10 s.

XIX. — Deux autres paires de manchettes à trois rangs de différentes dentelles de bride, à raiseau, de Valenciennes (3) et autres, avec leurs entoilages de mousselines brodées ; quatorze paires de manchettes à trois rangs rayées et brodées, prisées ensemble..... 80 l.

... Deux paires de manchettes de dentelles de Malines à trois rangs, montées sur une mousseline brodée des Indes, faisant partie de l'article 10, criées à 30 livres et vendues à M^{me} Lambert pour..... 57 l. 1 s.

... Huit paires de manchettes de mousseline brodée et rayée. 63 l. 9 s.

XX. — Huit tant bonnets que coëffures de différentes dentelles de bride et à raiseau, prisées..... 60 l.

(1) Colbert appela de Venise des ouvrières, qu'il installa à Alençon pour créer l'industrie des dentelles, industrie qui y devint bientôt très florissante. Le *point de France*, qui s'y faisait, était tellement de mode à la Cour, qu'on n'y était reçu, dit-on, qu'à la condition d'en porter sur soi. La dentelle d'Alençon se travaille à la main sur parchemin, avec une aiguille et une petite pince ; on n'utilise que du fil de lin. A l'époque qui nous occupe, environ 9,000 ouvrières étaient employées à ce travail délicat.

(2) La dentelle de *Malines* se fait surtout à Anvers, à Lierro, à Turuhout ; elle est très légère, transparente et fait beaucoup d'effet. Sous Louis XV elle était campanée, avec un picot sur les deux bords pour la plisser ou la rucher.

(3) Dans la dentelle l'*entoilage* est le fond, le *toilé* est la fleur ou le dessin ; le fond se nomme aussi *réseau*, champ, treille. Le réseau se fait de deux manières : à l'aiguille et au fuseau ; en petites bandes le plus souvent, lesquelles sont réunies à « l'assemblage ou point de raccroc ». Actuellement les réseaux se font à la mécanique. — La dentelle *bride* est celle dont le tissu est plus fort que le réseau.

Les dentelles de Valenciennes se font à fond de réseau carré et quelquefois rond. Les fuseaux en formant la treille se tordent 4 ou 5 fois ; plus ils sont tordus, plus c'est solide et transparent. On ne doit pas dire : point de Malines, point de Valenciennes, parce que *point* indique une dentelle faite au fuseau sur le coussin ; *point* signifie une espèce particulière de réseau, comme : point de Paris, point de neige, point à la Reine, point à chaînette.

... — Une coiffure et son bavolet (1) de dentelle de Valenciennes à raiseau... vendue à M^{me} Soixon..... 59 l. 19 s.

... Trois bonnets de dessous de dentelle tant à bride qu'à raiseau... vendus au sieur Bouneau..... 23 l. 8 s.

... Deux bonnets de dentelle de Malines... vendus à M^{lle} Fissier l'aînée, pour..... 30 l. 19 s.

... Une coiffure de dentelle de Valenciennes... avec barbe... vendue pour..... 35 l. 9 s.

XXI. — Quatre palatines (2) et onze tours de gorgo (3) de mousseline rayée, onze mouchoirs de coton et huit coëffes, le tout en mousseline; six coupons de mousseline rayée; une paire de bas en soye grise et une paire de bas en soye blanche, prisés ensemble..... 40 l.

... Quatorze tours de gorge de mousseline rayée et brodée... vendus à M. l'abbé Lachevalerie..... 7 l.

... Huit coëffes et deux cornettes (4) de mousseline... vendues à M^{lle} Fissier, la cadette..... 8 l. 3 s.

... Quatre fichus frisés de mousseline rayée et brodée... vendus à M^{me} de Lahaye..... 3 l. 9 s.

... Une paire de bas de soye pluchée en dedans et une garniture de robe de taffetas rose... vendus..... 7 l. 19 s.

XXII. — Trois palatines de dentelle, quatre bonnets ronds (5) garnis de dentelles, prisés ensemble..... 36 l.

(1) Le *bavolet* était comme un volant, qui pendait derrière la coiffe entre les épaules; au xvii^e siècle on l'appelait *bavolette*.

(2) La *palatine* est une sorte de fichu qu'on se mettait sur les épaules pour sortir. L'hiver elle était en fourrure : martre ou petit-gris; l'été, on point d'Angleterre, en blonde, en ruban peint, en chenille ou en taffetas découpé en forme de fleur. Les palatines en duvet de cygne s'appelaient *chat*. (Quicherat).

(3) Les *tours de gorgo* étaient de petites collerettes « posées au défaut de la robe. » (*Id.*, p. 555).

(4) La *cornette* était un petit bonnet de dessous; il y en avait pour la nuit et pour le jour.

(5) Il y a cinquante ans, la majorité des dames de la société portaient des bonnets, actuellement c'est l'exception; dans des provinces elles portaient même des coiffes au commencement du xix^e siècle, surtout les veuves. Le bonnet n'est guère plus que l'apanage des vieilles dames anglaises.

... Quatre bonnets ronds garnis de petites dentelles tant de Malines que de Valenciennes à bride et à raiseau... vendus pour..... 19 l.

XXIII. — Un surtout veste et une culotte de drap d'écarlate (1), garni de boutons de pinse-bec doubles et croisé de soye blanc, prisé 72 l.

XXIV. — Six chemises de toile demi-Hollande, garnies de manchettes en mousseline brodée, six cols de mousseline, six mouchoirs de toile à carreaux, deux paires de bas en soye blanc, deux paires de souliers de cuire noir (2), un chapeau de castor brodé d'or, une épée à garde d'acier damasquinée, prisé ensemble..... 80 l.

XXV. — Neuf éventails d'ivoire et de bois des Indes, une navette d'écaille blonde, un étui à rouge d'ivoire, un autre de roussette, prisé ensemble..... 10 l.

XXVI. — Un étui d'or en canonière et à filets aux armes de la famille, prisé..... 100 l.

XXVII. — Une émeraude entourée de brillants, montée en or, un grenat entouré de petites roses et monté en or, prisé ensemble 120 l.

XXVIII. — Quatre anneaux à oreilles d'or, un anneau de mariage en or et argent, deux caves de poche (3) garnies chacune de deux flacons de cristal à bouchons d'or, prisé..... 40 l.

XXIX. — Une montre d'or à répétition, à boîte guillochée avec sa chaîne de pinse-beck, prisée..... 220 l.

Vient ensuite l'analyse du contrat de mariage passé entre M. de La Tour et M^{lle} de Brunet, et la mention de deux pièces, dont l'une est une hypothèque du marquis d'Argence, l'autre

(1) C'était une culotte de cheval, vraisemblablement; les dames montaient souvent à califourchon.

(2) On se chaussait de souliers mignons à talons de bois avançant jusque sous la cambrure du pied. Ces talons, dits « Louis XV » sont toujours à la mode et toujours dangereux.

(3) Les femmes portaient des boîtes, leurs poches en étaient encombrées. Qu'elles prisassent ou non, elles avaient leur tabatière, puis une boîte à mouches, une boîte à odeurs, une boîte à bonbons, des étuis, une casserole. Ces objets qui se brisaient difficilement, sont relativement communs. Ils sont ornés de miniatures, de ciselures fines, de pierres précieuses, etc.

une opposition à ce sujet ; l'acte se termine par cette formule :

« Tenu pour clos le trente juin mil sept cent soixante ; signé : Fifflet de Barville, avec paraphe. Rayé trois mots comme nuls. (*Signé*) : HORQUEDECERVILLE. LEDOUX ».

Comme je l'ai expliqué au début, l'inventaire des effets de la comtesse de La Tour fut suivi d'une vente aux enchères. J'ai donné ci-dessus le résultat de cette vente pour la plupart des articles. Voici maintenant ce qui concerne ces enchères et les articles non mentionnés plus haut :

« L'an mil sept cent soixante, le mercredi dix huit^e jour de juin, deux heures de relevée, sur le réquisitoire de M^e Jean-Baptiste Paris... fondé de procuration de... messire Hubert de Boucher, chevalier, seigneur de la Tour du Roch, d'Alas... comme tuteur... », etc. Pour procéder à la vente des effets contenus dans l'inventaire ci-dessus on fit « mettre un tapis contre la porte et entrée dud. hostel pour faire connoître au publicq que si fait vente de meubles par autorité de justice. » On procéda à la vente « suivant et ainsi qu'il suit : »

« Premièrement, nous avons exposé et mis en vente six paires de souliers de différentes étoffes, non compris au dit inventaire et mémoire, faisant partie de la dite succession, criée trois livres, et, après plusieurs publications et diverses enchères, vendue, adjugée et délivrée à M^{me} Lambert, comme plus offrante et dernière enchérisseuse, demeurant rue du Coulombier, pour le prix et somme de six livres deux sols, cy..... 6 l. 2 s.

Item, quatre paires de mulles (1) de différentes étoffes, non compris au dit inventaire... vendues à M^{me} de Neuilly..... 9 l.

Item, deux paniers de toile de Siamoise (2), dont un de baleine et l'autre de canne... vendus à M^{me} Silly, pour..... 3 l.

(1) La *mule* des femmes était une chaussure sans quartiers et aussi une chaussure de dessus pour se garantir de la crotte.

(2) Toile peinte aux Indes, ou à la manière des Indes, en couleur solide et durable. Baissant ensuite de prix les *indiennes* baissèrent de qualité.

Item, deux linges de sein (1), un tour de lange de mousseline brodée... vendus à M^{me} Cart..... 9 l. 19 s.

Item, une garniture de dentelle de Valenciennes et son fond, non compris au dit inventaire et néanmoins faisant partie des effets de la dite succession, criée à 40 livres et vendue à M^{me} Dufeye, pour..... 68 l. 1 s.

Item, six sacs tant brodés en or qu'en argent, de taffetas, le tout de différentes couleurs, faisant partie des effets de la dite succession, criée à 12 livres et vendus à M^{me} Saxon, pour..... 18 l. 4 s.

Ce fait et après avoir vacqué à ce que dessus, depuis l'heure de deux de relevée jusqu'à celle de huit sonnée. La demoiselle de Neuilly, le dit M^e Paris et mon dit sieur de Neuilly nous ont dit ne vouloir plus rien vendre du contenu de l'inventaire, et le surplus d'icelui Mlle de Neuilly s'en est chargée... les dites parties nous ont requis de donner aux revendeurs la somme de neuf livres pour leurs gratifications... et ont toutes les dites parties avec nous signé... je certifie qu'il n'est survenu aux deniers de la présente vente aucunes oppositions. A Paris, ce 25 juin 1760. (*Signé.*) VARLET.

Vu, calculé et arrêté le présent procès-verbal de vente... montant à 2,066 livres, pour les droits de la quelle à raison de 3 deniers pour livres (2) il en revient à messieurs les commissaires aux ventes celle de 25 livres 16 sols, que j'ay reçu de M. Varlet l'ainé, mon confrère... Signé : Hutin... J'ay reçu de M. Varlet l'ainé, huissier prisour, la somme de 2,066 livres... ou (dont) je le décharge... A Paris, le 1^{er} juillet 1760. Signé : La Tour du Roch.

Délivré la présente expédition à Monsieur de La Tour du Roch, le 20 juillet 1760. (*Signé :*) VARLET ».

Une note originale volante, qui se trouvait dans la pièce, porte que parmi les articles non vendus il y avait des éventails, étuis en or, bagues, anneaux et une montre estimés dans l'inventaire 498 livres.

(1) Probablement ce qu'on nomma alors des *modestie*, nom qu'a gardé le petit linge de dentelle qu'une femme décolletée porte sur et même entre les seins.

(2) Soit du 11/4 pour 0,0 environ. Et dire que de nos jours l'acheteur paie entre 5 et 10 0/0 et le vendeur parfois autant !

L'estimation de l'inventaire avait donné un chiffre de 2,086 livres, auquel il convient d'ajouter 114 livres pour les articles oubliés et vendus, soit 2,200 livres. Si tous les objets avaient été vendus, on serait arrivé à une somme d'environ 2,700 livres.

L'intérêt de ce que nous venons de publier consiste à observer quels sont les objets qui ont subi ou non la hausse progressive normale. On remarquera que si la comtesse de La Tour avait 17 robes, elle possédait peu de fourrures et très peu de bijoux (deux bagues, pas de broches, pas de colliers, pas de diamants).

Je souhaite que ces documents, malgré leur sécheresse, présentent quelque intérêt à mes honorables confrères de notre Société périgourdine et surtout... comme on disait au bon vieux temps, à « mesdames leurs espouzes ».

C^{te} DE SAINT SAUD.

VARIA

RENTE DUE A LA CONFRÉRIE DU PRÉCIEUX SANG DE N.-S.
EN L'ÉGLISE SAINT-PROJET DE BORDEAUX.

Nous avons trouvé dans un fonds de famille, au château de Besse, canton de Villefranche-du-Périgord, deux petites quittances sur papier, non datées, qu'il nous a paru intéressant de signaler au Congrès de Bordeaux, au mois d'octobre dernier. Toutes deux concernent une rente due à la confrérie du précieux sang de N.-S., fondée en... dans l'église actuellement supprimée de Saint-Projet de Bordeaux, placée près du lieu de nos séances. La première de ces quittances, du terme de Saint-Martin, est pour les années 1530, 1531, 1532 et 1533; la seconde, aussi pour le terme de Saint-Martin d'hiver, pour les années 1534, 1535, 1536 et 1537. Cette rente, chaque année, est de 7 hardis (1) 1 denier bourdelais et par terme de 7 sous tournois 4 de-

(1) S'agit-il ici de hardis de billon ou de hardis d'or? Plutôt des premiers qui étaient la monnaie courante; mais la rente payée serait d'une bien minime valeur, le hardi étant à peu près analogue au denier tournois, c'est-à-dire le douzième du sou.

Cette monnaie fut importée par les rois d'Angleterre en Aquitaine. Il existait à cette époque des hardis d'or et des hardis en billon. Les rois de France ont frappé seulement des hardis en billon, de Louis XI à François I^{er}, et pour la Bretagne et la Guyenne. Ce dernier roi n'a même frappé de hardi qu'à Turin (Voir Hofman). Il pourrait donc être ici question de hardis d'or

niers bourdelais. Elle est assise sur une maison « cantonnière » (1), que tient et possède, en la rue des Trois-Conils, M^r M^e François de Ranconnet, avocat en la Cour de Parlement de Bordeaux, probablement le père du célèbre Aymar de Ranconnet, *Un grand homme oublié*, dont le regretté Philippe Tamizey de Larroque nous a rappelé, en 1871, l'existence aventureuse.

I

« Je soubzsigné, curé de l'église parrossiale Saint Proiect de Bourdeaulx, ay receu de monsieur maistre François de Ranconnet, advocat en la court de parlement de Bourdeaulx, sept soubz tournois quatre deniers bourdelois, pour la rente d'une maison cantonnière qu'il tient en rue des Trois Conilhs, meuvent en fief des confraires de la confrairie du precieux corps nostre Seigneur, fondée en lad. eglise Saint Proiect; et ce des années mil V^e trente, mil V^eXXXI, mil V^eXXXII et mil cinq cens XXXIII et du terme Saint Martin diver, quest pour chascun an sept ardis ung denier bourdelois ». — Signé ; « BARRE ».

II

« Nous, Jacques Helion et Ramond Terri, aiant la charge de la confrairie du precieux corps Nostre Seigneur, fondée et instituée en l'église Saint Proiect de Bourdeaulx, confessons avoir receu de monsieur maistre François de Ranconnet, advocat en la court de parlement du dict Bourdeaulx, XXVIII ardis quatre deniers bourdelois, pour la rente d'une maison cantonnière que tient et possède led. seigneur de Ranconnet, scituée en rue des Trois Conils de ceste ville de Bourdeaulx, meuvent en fief des confraires de lad. confrairie ; et ce du terme Saint Martin diver, et les années mil V^e XXXIII, XXXV et XXXVI et mil V^eXXXVII, qui est pour chascune année sept ardis ung denier bourdelois ». — Signé : « J. HELION, TERRY ».

(Extrait des archives du château de Besse, commune de Besse, canton de Villefranche-du-Périgord). F. V.

NÉCROLOGIE

M. MÈGE-LAVIGNOTTE.

Quand j'ai réclamé l'honneur de rendre ici à la mémoire d'un de nos plus regrettés collègues le tribut d'hommage qui lui est si légitimement dû, je n'ai pas seulement obéi aux sentiments d'une confr-

frappés à Bordeaux sous la domination anglaise, par Edouard III, le Prince Noir, Richard II, etc.

Le fils de Louis XI, Charles de France, a frappé aussi pour la Guyenne des hardis d'or. (Voir Poey d'Avant).

Nous devons ces indications à l'érudite obligeance de M. Lespinas et nous l'en remercions ici.

(1) Placée au coin d'une rue. (Lacurne de Sainte-Palaye).

ternité scientifique et littéraire. L'amitié qui, depuis près d'un demi-siècle, nous unissait Lavignotte et moi, me faisait un devoir de ne laisser à nul autre le soin de rédiger la notice à laquelle ont droit, selon un pieux usage, les membres disparus de notre chère Société.

Cette tâche m'est d'autant plus facile, que la vie de mon collègue et ami présente un tableau d'une unité parfaite, dont il avait trouvé le secret dans les traditions de sa famille. Il appartenait doublement au Nontronnais, par son père, ancien percepteur, originaire de La Chapelle-Pommier, et par sa mère, née Labrousse du Boffrand, dont le nom figure avec distinction dans l'histoire locale.

Albert-François Mège-Lavignotte naquit à Nontron le 1^{er} décembre 1845. Il fit ses études au lycée de Périgueux, sur les bancs duquel j'ai eu l'avantage de le connaître, de 1857 à 1864. Après l'obtention du diplôme de bachelier, il suivit, en même temps que moi, les cours de la Faculté de Droit de Paris. Il fut reçu licencié le 19 juillet 1871.

La guerre d'Allemagne ayant interrompu nos études juridiques, nous primes part l'un et l'autre, dans les Mobs de la Dordogne, aux campagnes d'Orléans et du Mans. Incorporé au 2^e bataillon du 22^e régiment de marche, Lavignotte était sergent-major à la bataille de Coulmiers. Il fut le modèle des soldats. Quand il rentra dans ses foyers, il avait le grade de lieutenant.

Le 15 novembre 1871, ayant prêté serment en qualité d'avocat devant la Cour d'appel de Bordeaux, il se fit inscrire au barreau de sa ville natale. En 1873, il épousa M^{lle} Marie-Michelle Excousseau, digne compagne, avec laquelle il a été uni, on peut le dire, dans la mort comme dans la vie, car elle l'a précédé de huit jours à peine dans la tombe.

Ce fut le 24 juin 1876 que Mège-Lavignotte prêta serment devant le tribunal civil de Ribérac comme avoué, fonction qu'il a exercée depuis jusqu'à son dernier jour. Tous ceux qui l'ont connu ont apprécié à la fois la valeur professionnelle, la probité, la courtoisie du doyen des officiers ministériels de Ribérac.

Il ne se dévoua pas tout entier aux pacifiques devoirs de sa profession d'avoué et d'avocat. Il n'abdiqua jamais son penchant pour les choses militaires. On le vit tour à tour lieutenant, puis capitaine de réserve, enfin capitaine de l'armée territoriale. A cet ardent patriote revient l'honneur de la fondation à Ribérac, de la 17^e section des Vétérans des armées de terre et de mer. Il aimait avec une sorte de passion cette Société, qui le choisit pour son président. Elle seule a eu le don de le faire sortir des habitudes calmes de sa vie quotidienne.

S'il ne sut ni ne voulut flatter les foules en vue de mandats électifs, ses idées larges et élevées, son affabilité de bon aloi, sa loyauté, la dignité de sa vie lui concilièrent l'estime et le respect de tous.

Que dirai-je de ses qualités privées ? Il n'y a jamais eu qu'une voix pour vanter la sûreté de ses relations, la bonté de son cœur, son commerce facile, sa causerie aimable et spirituelle.

Cet esprit, qui émaillait ses conversations, il le déversait sans mesure dans tout ce qu'il écrivait. Car il tint la plume aussi bien qu'il porta l'épée aux rives de la Loire et la parole aux barres de Nontron et de Ribérac. Il avait l'esprit très cultivé. Rien de ce qui touchait aux arts et aux lettres ne le trouvait indifférent. Périgourdin sincère, il était profondément attaché au sol natal. Si sa contribution aux travaux de notre Société historique et archéologique fut peu effective, il les suivait de loin avec le plus vif intérêt. Il se serait plu à se livrer lui-même à des recherches sur le passé de notre province et spécialement sur le Nontronnais, berceau de sa famille, si les rares loisirs d'une vie affairée lui en eussent donné le temps. Son style était alerte et charmant, comme en témoigne une longue série d'articles publiés, sous divers pseudonymes, dans le *Nontronnais*, l'*Union nontronnaise*, le *Journal de Ribérac*, etc., (1). Il y a traité tous les sujets avec la même verve et le même succès. Notre Société a, d'ailleurs, pu apprécier son mérite d'écrivain dans les notices nécrologiques qu'il lui a envoyées concernant nos collègues ribéracois défunts, comme MM. Paul et Oscar de Fourtou et le colonel de Nattes, son ancien colonel des Mobiles.

C'est au milieu de ces diverses occupations que, loin de toute agitation, sans aucune ambition, s'est modestement écoulée l'existence de notre collègue. Il semblait destiné à fournir encore une longue carrière ; mais un mal impitoyable a eu raison de sa robuste santé. Le 18 novembre dernier, après quatre mois de cruelles souffrances supportées avec résignation, il couronnait par une mort édifiante et chrétienne une vie de travail, de désintéressement et d'honneur. La solennelle manifestation à laquelle donnèrent lieu ses funérailles, la sympathie, dont son fils a eu la consolante satisfaction de recueillir de nombreux et touchants témoignages, ont montré combien est grand le deuil de toute une population quand elle voit disparaître de son sein un homme de bien aussi parfait que le vieil ami dont je déplorai à jamais la perte.

A. DUJARRIC-DESCOMBES.

(1) Voir à cet égard l'article qui lui est consacré dans la *Bibliographie générale du Périgord*, tome II, p. 214.

Deux planches accompagnent cette livraison : la 1^{re} et la 2^e représentent le gué pavé de Pontours, près La Linde, et ses abords.

Le gérant responsable, H. ÉTOURNEAU.

BULLETIN

DE LA SOCIÉTÉ

HISTORIQUE ET ARCHÉOLOGIQUE

DU PÉRIGORD

PARAISANT TOUS LES DEUX MOIS.



TOME XXXV. — DEUXIÈME LIVRAISON.



PÉRIGUEUX

IMPRIMERIE DE LA DORDOGNE, RUES AUBERGERIE ET DES FARGES.



Mars-Avril 1908.

SOMMAIRE

DES MATIÈRES CONTENUES DANS LA 2^{me} LIVRAISON.

	Pages
Séance mensuelle du jeudi 6 février 1908.....	101
— du jeudi 5 mars.....	112
Grottes du Pey-de-l'Ase et de la Combe-Grenal (lettres de l'abbé Audierne à de Mourcin, 1828) (M. M. F.)....	121
Le <i>Trajectus</i> de la Dordogne (<i>suite et fin</i>) (M. le docteur CHAUME).....	131
Le menu de la marquise de La Douze (M. A. DUJARRIC- DESCOMBES).....	152
VARIA. — Rapport sur le Congrès des Sociétés de géogra- phie à Bordeaux, septembre 1907 (M. A. GRENIER)....	154
NÉCROLOGIE. — M. Joseph Grenier de Cardenal (M. R. M.).	157
— M. Gustave Hermann (M. A. BAREAU)...	158

SÉANCES MENSUELLES

DE LA

SOCIÉTÉ HISTORIQUE ET ARCHÉOLOGIQUE DU PÉRIGORD

Séance du jeudi 6 février 1908.

Présidence de M. le marquis de FAYOLLE,
président.

La séance est ouverte à midi et demi dans la salle accoutumée.

Sont présents : MM. Charles Aublant, le chanoine Brugière, Lucien Delpech, Antony Délugin, Dujarric-Descombes, Jean Dupuis, le marquis de Fayolle, Féaux, René de Frémont, Lespinas, le capitaine Manhès, Marchadier, le colonel de Montifault et Villepelet.

Le procès-verbal de la précédente réunion est lu et adopté.

M. LE PRÉSIDENT nous apprend la mort subite et prématurée de notre confrère M. de Cardenal, docteur en droit, ancien magistrat, avocat à Villeneuve-sur-Lot, qui était des nôtres depuis la fondation de la Société. Il s'intéressait à nos travaux et il avait publié quelques brochures agricoles qui avaient été récompensées par l'Académie de législation de Toulouse et la Société des Agriculteurs de France, un *Essai sur le mélayage*, et une étude sur *Les différents systèmes d'exploitation agricole*.

Nous n'avons pas oublié qu'il publia dans notre *Bulletin* d'excellentes notices nécrologiques sur M. Hoarau de la Source, ancien conseiller général du canton d'Eymet, et M. le général de Boysson, tué à Villeneuve, il y a quelques années, dans un accident de voiture.

Suivant une pieuse coutume, M. Marchadier veut bien se charger de consacrer une notice à sa mémoire.

L'assemblée exprime de sympathiques regrets.

Notre bibliothèque a reçu pendant le mois dernier, les ouvrages suivants :

Annales de la Société d'Archéologie de Bruxelles, tome XXI, année 1907, livraisons III et IV, un fascicule in-8° avec planches, Bruxelles, imprimerie Vromant et C^{ie}, éditeurs ;

Comptes rendus des séances de l'année 1907 de l'*Académie des Inscriptions et Belles-Lettres*, bulletin d'octobre, in-8°, avec illustrations, Paris, librairie Alphonse Picard et fils ;

Bulletin historique et philologique du Comité des Travaux historiques et scientifiques, année 1906, n^{os} 3 et 4, un fascicule in-8°, Paris, Imprimerie nationale ; contenant, p. 114, une intéressante communication de M. Dujarric-Descombes, *Avis de parents concernant Lagrange-Chancel* (1695) ; et, p. 403, un rapport de M. de Boislisle sur la communication de M. Hermann, de deux documents originaux du xviii^e siècle. Le premier, daté du 28 mai 1707, est l'acte de dépôt provisoire du corps de la marquise de Montespan, décédée la veille à Bourbon-l'Archambault. Le second document se compose du texte de la lettre circulaire qui fut adressée le 19 décembre 1778 à tous les évêques pour leur annoncer la naissance de la fille du roi Louis XVI, qui fut duchesse d'Angoulême, ensuite Dauphine, et pour demander le *Te Deum* d'usage, puis du texte du mandement épiscopal publié en conséquence dans toutes les églises du diocèse de Périgueux ;

Liste des membres du *Comité des Travaux historiques et scientifiques*, brochure in-8°, Paris, Imprimerie nationale, 1907 ;

Compte rendu de la *Réunion des Sociétés des Beaux-Arts des départements*, tenue à Paris du 21 au 24 mai 1907, un gros volume in-8°, orné de 80 gravures, Paris, typographie Plon-Nourrit et C^{ie}, 1907 ;

Mettensia V. — Mémoires et documents publiés par la Société nationale des Antiquaires de France, fascicule 2, in-8°, Paris, Klincksieck, libraire de la Société, 1907 ;

Bulletin de la Société d'Emulation du Bourbonnais, lettres, sciences et arts, tome XV, un volume en feuilles, avec planches, Moulins, imprimerie Étienne Auclair, 1907 ;

Bulletin de la Société des lettres, sciences et arts de la Corrèze, 4^e livraison, 1907, octobre-novembre-décembre, in-8°, avec un plan, Tulle, imprimerie Crauffon ;

Bulletin de la Société scientifique, historique et archéologique de la Corrèze, siège à Brive, tome XXIX, 4^e livraison, octobre-décembre 1907, in-8° avec planches, Brive, Roche, imprimeur ;

Lou Bournat, bulletin mensuel de l'Ecole félibréenne du Périgord, 12^e et 13^e livraisons, décembre 1907 et janvier 1908, grand in-8°, Périgueux, Imprimerie de la Dordogne, contenant diverses notices et poésies de quelques-uns de nos confrères ;

Société archéologique de Bordeaux, tome XXVI, Table systématique des matières et Table alphabétique des noms des 25 premiers volumes (1873-1894), par Ernest Labadie, un fascicule in-8°, Bordeaux, Feret et fils éditeurs ; Cadoret, imprimeur, 1906 ;

Société archéologique de Bordeaux, tome XXVIII, 1^{er} fascicule, in-8° avec planches, Bordeaux, Feret et fils, éditeurs ; Cadoret, imprimeur, 1906 ;

Revue de l'Agenais, bulletin de la Société d'agriculture, sciences et arts d'Agen, 34^e année, novembre-décembre 1907, in-8° avec une planche, Agen, Imprimerie Moderne ; contenant, p. 539-543 deux lettres inédites de 1847 de Léo Drouyn, parlant d'un projet de publication sur les antiquités du Périgord qui n'a jamais été exécuté, en collaboration avec MM. de Gourgues et Charles Des Moulins ;

Annales du Midi, XIX^e année, n^{os} 75 et 76, juillet et octobre 1907, deux fascicules in-8°, Toulouse, imprimerie et librairie Édouard Privat ; contenant, le premier, p. 365, la notice de M. Chabaneau sur *Le Moine des Isles d'or*, de Jean de Nostredame, dont il nous révèle le vrai nom, Jules-Raymond de Soliers ; et p. 399-400 le compte rendu des deux volumes XXXI et XXXII de notre *Bulletin*, 1904 et 1905 ; — et le second, p. 582, un compte rendu par M. Roger Drouault

de l'ouvrage de M. le chanoine Brugière et de M. Joseph Berthelé, *Exploration campanaire du Périgord* ;

Revue des langues romanes, V^e série, tome X, 4-6, juillet-décembre 1907, un fascicule in-8°, Montpellier, Imprimerie générale du Midi ;

Bulletin de la Société départementale d'archéologie et de statistique de la Drôme, année 1908 (janvier), 164^e livraison, in 8° Valence, imprimerie de Jules Céas et fils ;

De M. René Fage, sa brochure sur *Le Clocher limousin à l'époque romane*, in-8° avec planches représentant les clochers de Saint-Léonard, Brantôme, Collonges et Uzerche, in-8°, Caen, Henri Delesques, imprimeur, 1908 ; extrait du *Bulletin Monumental* de 1907 ;

De M. le Proviseur du lycée de Périgueux, au nom de M^{me} Jacques, deux ouvrages de feu M. le chanoine Galais, aumônier du lycée : *Le mariage devant les lois religieuses*, un volume broché, in-8°, Paris, Bray et Rétaux, éditeurs ; Agen, Michel et Médan, libraires ; — *l'Idéal*, brochure dédiée aux élèves du lycée de Périgueux, in-8°, Paris, Tolra, libraire-éditeur, 1898.

Des remerciements sont votés aux donateurs.

M^{me} Gabriel Charavay nous envoie sa *Revue des Autographes* de janvier, dans laquelle deux pièces nous rappellent des noms périgourdins :

1^o Une signification par huissier, datée de Béthune, le 19 août 1791, de la protestation de Joseph de Scoraille, exécuteur testamentaire de feu Louise-Élisabeth de Melun, épouse de Philippe de Ghistelle, adressée au procureur syndic du district de Béthune, contre la mise en vente du monastère des Annonciades de cette ville, dont la nomination appartenait à ladite dame de Ghistelle, comme fille aînée de Louise-Élisabeth de Melun, marquise de Langhac.

2^o Une lettre, datée de Saint-Aulaire (Corrèze), le 24 octobre 1625, d'Antoine de Saint-Aulaire, fils de Germain de Beaupoil et de Judith de Carbonnières, à M. de Pompadour, lieutenant général en Limousin. Il le prie de remettre le rendez-vous qu'il lui avait donné à Saint-Bonnet, à cause d'une indisposi-

tion. Le chevalier (de Saint-Aulaire ?) lui remettra la montre de son régiment dont le prêt ne sera pas retardé.

Au sujet du prochain Congrès de Sorbonne, du 21 au 25 avril, M. le Ministre de l'Instruction publique nous rappelle « qu'en ce qui concerne la délivrance des billets à prix réduit, il a été arrêté entre les Compagnies de chemins de fer et son Département que, sur la présentation de la lettre d'invitation remise par nos soins à chaque délégué, la gare de départ délivrera au titulaire, du 12 au 24 avril seulement, et pour Paris, sans arrêt aux gares intermédiaires, un billet ordinaire de la classe qu'il désignera. Le chef de gare percevra le prix entier de la place en mentionnant sur la lettre d'invitation la délivrance du billet et la somme reçue. Cette lettre, ainsi visée et accompagnée du certificat régularisé, servira au porteur pour obtenir, au retour, un billet gratuit, de Paris au point de départ, de la même classe qu'à l'aller et par le même itinéraire, si elle est utilisée du 25 au 30 avril inclusivement.

» Toute irrégularité, soit dans la lettre de convocation, soit dans le certificat de présence ci-dessus mentionnés, entraînerait pour le voyageur l'obligation de payer le prix intégral de la place à l'aller et au retour ».

Le Secrétaire général apprend à l'assemblée les récompenses que plusieurs de nos confrères ont obtenues du Ministre de l'Instruction publique, à l'occasion du 1^{er} janvier. Un de nos doyens, M. Gustave Dose a été promu officier de l'Instruction publique; MM. CAZALAS, capitaine du génie, COCULA, architecte diplômé, et Philippe RAMOND, président du tribunal civil de Bergerac, ont été nommés officiers d'académie.

La Société leur envoie de sincères félicitations.

M. le comte DE BOYSSEULH, élu membre titulaire dans une de nos dernières réunions, adresse ses remerciements à la Société.

M. Charles DEVIN nous prie de rectifier une note de M. Busière, relative à Goyon de la Plombanie (*Bulletin* de novem-

bre-décembre 1907, p. 434). « Tous les biographes, dit la note, le font naître à Bassa ou Bassac, en Périgord. Aucun lieu de ce nom n'existe. Voir note Lapeyre ».

« Bassac existe bien, écrit M. Devin, et forme avec Beauregard, célèbre par sa chartre, une commune du canton de Villamblard. Une Vierge fort ancienne y était l'objet d'un pèlerinage jusqu'à la Révolution ».

M. l'instituteur d'Hautefort a communiqué à M. Charles DURAND, qui nous le transmet, le plan d'un souterrain-refuge découvert dans le voisinage d'Hautefort, qui paraît intéressant et que nos confrères pourront visiter à l'occasion.

M. le Conservateur du Musée a reçu de son beau-frère, M. DE SAINT SAUD, un énorme bloc de granit, du poids de 450 kilogrammes, provenant de la ferme de Lavaud (Deux-Sèvres). Ces blocs, réunis dans un espace peu étendu, seraient de l'époque de fer. En tout cas, des fragments de ces blocs ont été utilisés dans la construction de murs du XVII^e siècle. Celui-ci représente les dessins gravés d'hommes, d'animaux et peut être d'une main stylisée, symbole encore inexpliqué, d'après notre savant correspondant, M. le docteur Capitan.

Comme il en avait été prié, M. FÉAUX nous apporte la courte introduction à placer en tête de trois lettres inédites de l'abbé Audierne à de Mourcin, de 1828, sur des questions d'archéologie préhistorique, à propos de la visite des grottes du Pey-de-l'Ase, près de Lacanéda, et de la Combe-Grenal, près Domme. Il nous y rappelle avec éloges les noms des premiers Périgourdins qui se sont occupés de cette science et nous ont laissé les produits de leurs fouilles.

M. le Président nous donne ensuite communication d'une notice très étudiée de M. DE CUMOND sur l'hôtel ou vieux manoir de Sallebœuf, situé à 800 mètres des limites de la Dordogne et de la Charente, et ses seigneurs. Il était situé près d'un port fortifié sur la Dronne, le port de la Bernarde, ce qui amène l'auteur à examiner dans quelles circonstances ce fort ou château élevé sur une motte, entourée de fossés, a pu servir de point de défense.

La notice sera publiée dans le *Bulletin*, accompagnée d'une planche.

LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL connaissait la relation de notre chroniqueur Geoffroy, prieur de Vigeois (ch. LXIV), sur une inondation subite à Sarlat au XII^e siècle, où le ruisseau s'accrut tellement à la suite d'un orage qu'il inonda le couvent, renversa les autels et détruisit les livres et chapes.

Le même récit se trouve, à peu près dans les mêmes termes, dans une autre chronique, celle de *Richard le Poitevin, moine de Cluny*, historien et poète, qu'a publiée M. Élie Berger, professeur à l'Ecole des Chartes, dans le fascicule VI de la Bibliothèque des Ecoles françaises d'Athènes et de Rome, Paris, Thorin, 1879, p. 104-105 :

... Richard le Poitevin s'étend sur deux événements étrangers à l'histoire générale : le premier est une inondation de Sarlat, le deuxième est la guérison d'un possédé au monastère de Nantcuil-en-Vallée. Le chroniqueur trouve la cause de l'inondation de Sarlat dans un meurtre qui a eu cette ville pour théâtre. Une femme de Sarlat, avec le secours d'un moine, a tué son mari ; ils sont découverts ; le moine est jeté en prison ; sa complice, avant d'être brûlée, est exposée en public avec une autre femme accusée de sorcellerie. Mais la vengeance divine ne laisse pas aux hommes le temps de les punir : une inondation subite lance sur la ville des tourbillons d'eau, renverse jusqu'aux maisons de pierre, remplit d'un monceau de débris l'église de Saint-Sadrot (Sacerdos). Au milieu de cette tourmente, la colonne de marbre à laquelle sont attachées les coupables disparaît avec elles. Geoffroi de Vigeois, qui rapporte ce désastre sans en donner la date, paraît lui attribuer la même origine.

Le Secrétaire général dit que Bonnélye, dans sa traduction, indique la date de 1166. La relation de cet événement est reproduite dans le P. Labbe, *Nova Bibliotheca manuscriptorum*, tome II, ch. LXIV, *Diluvium mirabile*, p. 315.

M. Villey, ancien élève de l'Ecole normale supérieure, agrégé des lettres, qui prépare une thèse de doctorat sur Montaigne, écrit à M. LE PRÉSIDENT pour tâcher de connaître aussi exactement que possible la date de la naissance de Frédéric de Foix, comte de Gurson. Le mariage de ses parents date

de mars 1579, et une allusion de Montaigne ne permet pas de reculer la naissance de leur fils aîné plus loin que le mois de juillet 1580.

« Si vous pouviez me donner quelque indication encore plus précise, me faire savoir le mois par exemple, je vous en serais fort obligé. J'ai déjà posé la question à plusieurs érudits sans succès, et les livres ne m'ont encore donné aucun renseignement. Les archives locales n'en contiennent pas davantage, paraît-il ».

La question sera soumise à M. de Saint-Saud, qui, avec le concours de M. Pierre Meller, trouvera peut-être le renseignement demandé ; il sera prié de le transmettre à M. Villey, dont le domicile est à la Fondation Thiers, 5, Rond-Point Bugaud, à Paris, XVI^e.

M. LESPINAS met ensuite sous nos yeux un beau portrait gravé par Beauvarlet d'après Roslin, de Pierre du Cluzel, marquis de Monpipeau, intendant de la Généralité de Touraine, 1766-1783, dont il vient de faire l'acquisition. Ce portrait n'est pas le même que celui placé en tête de l'ouvrage de M. Dumas sur la Généralité de Tours au XVIII^e siècle. Il sera reproduit dans le *Bulletin*.

Puis M. DUJARRIC-DESCOMBES appelle notre attention sur l'origine bordelaise des deux frères de Lamothe, avocats au Parlement de Guyenne.

Le *Périgord illustré* (p. 152), les fait naître à Bergerac, dont ils avaient, en 1779, commenté et publié les *Coutumes et statuts*. La *Bibliographie du Périgord* place leur berceau à Belvès en Bordelais, tandis que d'autres assurent qu'ils ont vu le jour à Belvès en Sarladais.

Notre confrère M. Durieux mandait récemment que cette dernière assertion avait été positivement adoptée par M. Charles Marionneau, correspondant de l'Institut, dans ses vieux souvenirs de la rue Neuve, à Bordeaux (*Actes de l'Académie de Bordeaux*, 1890).

M. Dujarric a consulté, sur ce petit problème, l'érudit bordelais qui connaît le mieux les registres paroissiaux de son

département, notre confrère M. Pierre Meller, vice-président de la Société des Archives historiques de la Gironde.

Ce dernier, qui déjà, dans ses *Essais généalogiques* sur les familles bordelaises (Bordeaux, Feret, 1897), avait consacré une notice aux Sansfourche de Lamothe, nous fait savoir que le père des deux légistes, originaire de Sainte-Foy, s'était marié à Belvès (chef-lieu de commune du canton de Castillon-sur-Dordogne, arrondissement de Libourne), le 26 février 1724, avec Marie de Sérézac, fille d'un ancien maire de Castillon, propriétaire de la terre des Goulards, près de Belvès. Les deux célèbres avocats sont issus de ce mariage.

L'aîné, Simon-Antoine-Delphin de Lamothe, naquit à Belvès le 17 janvier 1723, et mourut à Bordeaux le 6 janvier 1781. Ce fut dans cette dernière ville qu'Alexis, le cadet, naquit le 14 juillet 1728 ; il y fut baptisé le lendemain dans l'église de Saint-André, et mourut aux Goulards le 3 novembre 1786.

Devant ces renseignements puisés par M. Meller à des sources authentiques, il faut rayer désormais de la liste des célébrités du Périgord où les avait inscrits l'abbé Audierne, deux des plus remarquables commentateurs de notre ancien droit français.

De son côté, M. Robert VILLEPELET nous signale un court, mais intéressant article publié par notre compatriote M. Henri Labroue, dans le numéro du 14 décembre 1907 de la revue *La Révolution française* sous ce titre : *La Misère en Périgord sous l'ancien régime*. L'auteur, utilisant une note insérée par l'archiprêtre de Monpazier à la date de 1693 dans le registre des baptêmes, mariages et décès de cette paroisse, les jurades de Bergerac, les mémoires du marquis d'Argenson, les archives de la Gironde, les cahiers paroissiaux de la sénéchaussée de Périgueux en 1789, et les papiers d'Hautefort aux archives de la Dordogne, a caractérisé exactement l'état de détresse matérielle dans lequel notre province resta plongée pendant la fin du xvii^e siècle et tout le xviii^e jusqu'à la Révolution.

D'autre part, notre confrère nous fait connaître qu'il a paru en 1907, un ouvrage intitulé *Fénelon et M^{me} Guyon. Documents nouveaux et inédits* (1), par M. Masson. La correspon-

(1) Paris, Hachette, in-12, XCV-319 p.

dance secrète de Fénelon avec M^{me} Guyon, pendant les années 1688 et 1689, rééditée dans ce livre, avait été publiée au XVIII^e siècle en deux fois (1717 et 1767).

De son côté également, M. Joseph DURIEUX nous apprend que le *Carnet de la Sabretache* (décembre 1907), reproduit une nouvelle lettre du maréchal Bugeaud, datée d'Alger le 10 décembre 1841 et communiquée à cette publication par le vicomte de Grouchy. Le maréchal insiste sur la nécessité de prendre l'Algérie par les armes ; car les peuples même civilisés, écrit-il, ne respectent que le pouvoir fort. L'occupation restreinte du pays serait stérile et précaire, un gouvernement civil n'est pas désirable ; et puisqu'on lui a fait personnellement grief de *courir beaucoup trop*, il s'en est défendu ou plutôt a justifié ses absences. Il parle de ses travaux et de la création de trois villages peuplés de colons militaires ou militarisés. Il s'élève contre tout projet éventuel de retraite de l'Algérie. Le traité de la Tafna, conclu aux dépens de sa propre gloire et de ses intérêts, a prouvé qu'il ne craignait point la guerre et qu'il n'avait pu être dirigé en 1837 que par le désir de rendre service à la France : « C'est assez d'abnégation comme cela, ajoute-t-il. Pour sauver quelques intérêts matériels, je ne me rendrai pas l'instrument de sa honte. Fasse la retraite qui voudra, je ne retirerai que ma personne ! » Il a brûlé deux bougies pour écrire, la nuit, cette très longue lettre qui ne tient pas moins de huit pages de texte imprimé.

M. Joseph DURIEUX nous écrit aussi :

« Le lieutenant-colonel Taurignac vient de consacrer, avec ma collaboration, un ouvrage à l'*Ordre impérial des Trois Toisons d'or*. Cet ordre que Napoléon institua en 1809 et qui fut en 1813 réuni à la Légion d'honneur, devait recevoir les plus braves militaires de la Grande Armée, comptant au moins trois blessures. Parmi les propositions du maréchal Victor, duc de Bellune, figurait un périgourdin, Léonard Courtraize, lieutenant de grenadiers au 94^e de ligne, blessé à Guéméné, à Lubeck, à Espinosa et devant Cadix, où, avec deux compagnies seulement, il mit en déroute une colonne ennemie. Né à Saint-Apre le 7 avril 1775, de Pierre et de Marie-Antoinette

Rouchaud, il s'était marié à Saint-Privat-des-Prés, en 1802, avec Marie-Juliette Villedary. Il avait fait toutes les campagnes depuis l'an II et pris part notamment à l'expédition d'Irlande. Chevalier de la Légion d'honneur en 1811, capitaine en 1812, Courtraize « bon officier, instruit, très zélé à remplir ses devoirs et d'une bravoure reconnue », mourut à l'hôpital militaire de Dax, le 5 janvier 1814, des blessures qu'il avait reçues à l'affaire de Bayonne trois semaines auparavant. Le souvenir de cet officier méritait de ne pas être perdu ».

Enfin, M. LE PRÉSIDENT nous communique un projet de statuts préparé par la Société archéologique de Bordeaux et la Société des Archives historiques de la Gironde, comme il avait été convenu, au mois d'octobre dernier, par le Congrès archéologique, pour arriver à la fédération des Sociétés du Sud-Ouest.

• L'assemblée, qui écoute la lecture de ces nombreux articles, n'en approuve qu'une partie et avec certaines réserves. Elle nomme pour la représenter à Bordeaux son président M. de Fayolle et pour délégué adjoint M. de Saint Saud.

Il reste à procéder à l'élection de deux candidats qui demandent à entrer dans notre compagnie.

Après deux votes à mains levées, M. LE PRÉSIDENT déclare élus membres titulaires de la Société historique et archéologique du Périgord :

M. Louis Grenier de Cardenal, lieutenant au 50^e régiment d'infanterie, à Périgueux, présenté par M. le capitaine Simonet et M. Marchadier ;

Et M. Achille Auché, chirurgien-dentiste, allée de Tourny, 15, à Périgueux, présenté par M. Dujarric-Descombes et M. Aublant.

La séance est levée à trois heures un quart.

Le Secrétaire-général,
Ferd. VILLEPELET.

Le Président,
M^{is} DE FAYOLLE.

Séance du jeudi 5 mars 1908.

Présidence de M. le marquis de FAYOLLE,
président.

La séance est ouverte à midi et demi dans la salle ordinaire.

Sont présents : MM. Charles Aublant, Auché, Elie de Biran, le chantine Brugière, l'abbé Chastaing, le marquis de Cumond, Antony Délugin, Dujarric-Descombes, le marquis de Fayolle, Féaux, le comte de La Panouse, Lespinas, le marquis de Malet, le marquis de Marcillac, le docteur Moreaud et Villepelet.

M. Emile Contaut s'excuse par écrit de ne pouvoir assister à la séance.

Le procès-verbal de la précédente réunion est lu et adopté.

M. LE PRÉSIDENT nous annonce la mort de deux de nos confrères, de M. Hermann, sous-préfet honoraire, correspondant du Ministère de l'Instruction publique, dont la santé périclitait depuis quelques mois. Il avait publié, comme on sait, de nombreux travaux dans notre *Bulletin*, et, dans ces derniers temps, il avait eu la générosité de donner au Musée un beau triens mérovingien, trouvé à Naillac. Il aimait beaucoup le Périgord et particulièrement la ville d'Excideuil dont il avait le dessein d'écrire l'histoire. Depuis quelques années, ses études l'attiraient vers l'histoire de la Révolution. Il laisse une belle bibliothèque et une importante collection d'objets de l'époque préhistorique.

L'autre confrère dont nous avons à déplorer la perte, est M. Adhémar de Labonne, qui habitait le Limousin, au château de Monbrun qu'il avait fait somptueusement restaurer ; mais il n'oubliait pas le Périgord, son pays d'origine, où il venait chaque année. Il avait fait de grands voyages et était un causeur fort aimable, instruit.

L'assemblée exprime de sympathiques regrets.

Suivant une pieuse coutume, des notices seront consacrées à la mémoire de nos deux confrères.

Notre bibliothèque a reçu, dans le courant du mois dernier, les ouvrages suivants :

Report on the progress and condition of the U. S. National Museum for the year ending June 30, 1907, un vol. relié en toile, in 8°, Washington, Government printing office, 1907 ;

Bulletin de l'Académie royale d'Archéologie de Belgique, 1907, III et IV, un fascicule avec planches d'archéologie pittoresque, et un vol. broché, in-8°, Anvers, imprimerie Van Hille de Backer ;

Comptes rendus des séances de l'année 1907 de l'*Académie des Inscriptions et Belles-Lettres*, bulletin de novembre, in-8°, avec portrait, Paris, librairie Alphonse Picard et fils ;

Bibliothèque de l'Ecole des Chartes, LXVIII, 5° et 6° livraisons, septembre-décembre 1907, un fascicule in-8°, avec planches, Paris, librairie Alphonse Picard et fils ; où, dans un mémoire sur *Charles d'Artois*, par M. Moranvillé, l'on voit que ce cousin du roi de France prenait à sa solde des routiers et les Grandes Compagnies. On retrouve là, parmi les capitaines gascons nommés, un certain nombre de personnages qui nous touchent : Bertucat d'Albret, le Basquin de Poncet, Seguin de Badefol, Guardia Raymond sire d'Aubeterre ; Raymond de Montault sire de Mussidan ; Perrotin Viger ou de Saint-Front, Arnaud de Cervole l'archiprêtre de Vélignes, sont des Périgourdiens ; Penot de Gensac, Bernardon de la Salle, Robert Knolles, James Pipe, Robert le Maréchal, l'Escarrier, Jean Rougebec le chevalier le Rouge, Pierre des Marcans ; Philippe de Jean, chevalier, seigneur de la Johannie, qui captura Bertucat d'Albret en 1373 et le vendit 10,000 francs d'or au duc d'Anjou, ne serait-il pas des de Jean de Périgieux ?

Bulletin de la Société pour la protection des paysages de France, 7° année, n° 25, 15 janvier 1908, grand in-8°, Paris, rue de Grammont, 26 ; contenant, p. 269, une proposition de loi contre les abus de l'affiche-réclame ;

Annales héraldiques de la noblesse française, revue bi-mensuelle, n° du 25 février 1908, in-8°, avec armoiries, directeur Fernand Hocq, rue des Vinaigriers, 39, à Paris ; contenant, p. 70, une notice généalogique sur les comtes de Pressac de

Lioncel, vicomtes de Lisle et de la Chèze, barons des Egauds et de Chenaud, etc.;

Bulletin trimestriel de la Société des Antiquaires de Picardie, année 1907, 2^e et 3^e trimestres, un fascicule in-8°, Amiens, imprimerie Yvert et Tellier, 1908 ;

Comité archéologique de Senlis, comptes rendus et mémoires, 4^e série, tome X, année 1907, un volume broché, in 8° avec gravures, Senlis, imprimerie Eugène Dufresne, 1908 ;

Mémoires de l'Académie nationale des sciences, arts et belles-lettres de Caen, un volume broché, in-8°, Caen, Henri Delesques, imprimeur, 1907 ;

Bulletins de la Société des Antiquaires de l'Ouest, 3^e série, tome I, 3^e trimestre de 1907, juillet-août-septembre, un fascicule in-8°, Poitiers, Lévrier et Bonamy, libraires-éditeurs ; contenant, p. 121, une étude fort intéressante sur les mœurs du xviii^e siècle, par M. Tornezy, intitulée : *Les Epreuves de Madame de Lucé* ;

Revue de Saintonge et d'Aunis, bulletin de la Société des Archives historiques, XXVIII^e volume, 1^{re} livraison, 1^{er} février 1908, in-8°, Saintes, librairie Prévost ;

Lou Bournat, bulletin mensuel de l'Ecole félibréenne du Périgord, tome III, 14^e livraison, février 1908, grand in-8°, avec portrait, Périgueux, Imprimerie de la Dordogne ; contenant une notice de M. Dujarric sur *Le Portrait de Lachambeaudie* ; un *Oumage* à N. Camille Chabaneau, par Peire Devoluy et un sonnet de M. Gabriel Lafon sur le *Périgord* ;

Le compte rendu du *Congrès d'histoire et d'archéologie du Sud-Ouest*, tenu à Bordeaux du 17 au 20 octobre 1907, brochure grand in-8°, Bordeaux, Féret et fils, 1908 ;

Bulletin trimestriel de la Société des Etudes littéraires, scientifiques et artistiques du Lot, tome XXXII, quatre fascicules in-8°, Cahors, imprimerie Rougier, 1907 ; où, p. 46, dans un mémoire sur *Le vieux Cahors*, M. Daymard rappelle que le corps d'Alain de Solminihac fut transporté le 7 août 1791 de la chapelle des Pères de Chancelade dans la cathédrale de Cahors, où il repose encore ; — et, p. 120, M. l'abbé Albe apprend, au cours de la séance du 17 juin 1907, que l'église Saint-Pierre de Cadiot, jadis au diocèse de Cahors, avait, en 1325,

pour recteur Arnaud de Maurc ; qu'il y eut plusieurs petits châteaux ou repaires dans cette paroisse, notamment le repaire de Rouffilhac et celui de Rignac. En 1153, cette église dépendait de l'abbaye de Sarlat ;

Un extrait des *Annales du Midi*, de Toulouse, contenant le compte rendu du tome XXXIII de notre *Bulletin*, 1906, in-8°, Toulouse, imprimerie et librairie Edouard Privat ;

Bulletin de la Société scientifique et littéraire des Basses-Alpes, 28^e année, quatre fascicules, 104-107, in-8°, Digne, imprimerie Chaspoul ;

Bulletin de la Société d'Etudes des Hautes-Alpes, 27^e année, 3^e série, n° 25, 1^{er} trimestre 1908, in-8°, Gap, Louis Jean et Peyrot, imprimeurs éditeurs ;

Bulletin de la Société littéraire, historique et archéologique de Lyon, publication trimestrielle, octobre-novembre-décembre 1907, in-8°, avec planches, Lyon, au secrétariat de la Société ; deux des planches coloriées représentent un fantassin et un cavalier de la garde d'honneur lyonnaise en 1803 ;

De M. le capitaine du génie breveté Cazalas, de l'Etat-major de l'armée, le tome III des *Mémoires du général Bennigsen*, campagnes de 1812 et de 1813 et annexes, un volume broché in-8°, avec quatre cartes hors texte, Paris, Henri Charles-Lavauzelle, éditeur militaire ;

De M. Dujarric-Descombes, un extrait du *Bulletin du Comité des Travaux historiques*, de 1906, *Avis de parents concernant Lagrange-Chancel* (1693), Paris, Imprimerie nationale, 1907 ;

Et de M. Jules Pellisson, le journal *Le Gaulois*, du 22 janvier 1908, contenant un article de M. Frédéric Masson, de l'Académie française, sur *Une maison de Paris*, située place Vendôme, et qui a appartenu à messire Léonard du Cluzel, seigneur de La Chabrerie, fermier général.

Des remerciements sont votés aux donateurs.

M^{me} Gabriel Charavay nous envoie sa *Revue des Autographes* de février, dans laquelle se lisent quelques noms périgourdins :

1^o Un brevet signé de Louis-Antoine de Gontaut, duc de

Biron, maréchal de France, conférant le 17 mai 1780 au sieur Dautreville, sergent-major, le grade de sous-aide major de place ;

2° Une très curieuse lettre littéraire de l'abbé de Féletz, célèbre critique, de l'Académie française, datée de Paris, le 20 novembre (1813), à M. de Labouisse ;

3° Deux lettres de Pierre-Charles Laurent, marquis de Villedeuil, contrôleur général des finances en 1787, ministre de la maison de Louis XVI, datées de Paris, l'une du 27 décembre 1781, à M. de Pollinchove, premier président du Parlement de Douai, l'autre, du 23 août 1787 ;

4° Une belle lettre, datée d'Aix en Savoie, 1816, du diplomate Louis-Clair de Beaupoil, comte de Saint-Aulaire, ambassadeur à Rome, de l'Académie française ;

5° Dans les documents, une pièce datée de Paris le 22 juin 1748 et signée par François de Laborie de Monfalcon ;

6° Un ordre de délivrer 4 charges de blé au Père Lordeille, de Montignac, daté de Montignac le 1^{er} février 1674 et signé par Charles-Joseph de Ferrières, marquis de Saulvebeuf, seigneur de Pierrebuffière, colonel du régiment de Tulle, premier mestre de camp du Régiment-Dauphin.

MM. AUCHÉ et DE CARDENAL, élus membres titulaires dans la réunion précédente, adressent leurs remerciements à la Société.

M. Joseph DURIEUX remercie également la Société d'avoir bien voulu le charger de la représenter au Congrès de Sorbonne où il a le dessein de donner communication d'une notice sur le marquis de Fénelon, ancien ambassadeur à La Haye, tué au champ d'honneur de Raucoux, comme lieutenant général des armées de Louis XV.

M. l'abbé LIFFORT nous signale ce qu'il croit être deux erreurs dans les *Varia* de notre livraison de janvier-février, pages 97 et 98.

1° La confrérie de l'église Saint-Projet de Bordeaux, nous écrit-il, était dite du *précieux corps* et non du *précieux sang* de N.-S. L'erreur est peu importante, puisque le lecteur corrige de lui-même, pourvu qu'il lise les deux reçus publiés.

LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL a reproduit scrupuleusement le titre des deux quittances du xvi^e siècle ; il a bien vu, en effet, que le texte n'était pas le même ; mais il pense que la confrérie était nommée indistinctement du précieux *corps* ou du précieux *sang*.

2^o « Vous dites, dans la note explicative, que le hardi était à peu près analogue au denier tournois. En Sarladais, pour le moins, l'hardi ou le hardi avait une valeur bien déterminée ; c'était le quart d'un sou, et le triple d'un denier. Trois deniers valent un hardi, et quatre hardis, un sou. La lecture des deux reçus publiés confirme cela. Dans le premier, quatre termes forment la somme de « sept sous tournois et quatre deniers bourdelois » ; dans le second, ils forment « XXVIII ardis quatre deniers bourdelois ».

« Je suis le premier à reconnaître le peu d'importance de ma remarque, et vous prie, etc. ».

Sur ce second point, M. LEPINAS fait des réserves.

M. Joseph DURIEUX, qui lit tout ce qui se publie sur les Eyzies, nous envoie un extrait de la *Revue mensuelle du Touring-Club de France* (février 1908) :

« Le propriétaire des grottes préhistoriques des Eyzies (Dordogne), a concédé à un Suisse le droit de pratiquer des fouilles. Ce concessionnaire détruit des gisements d'une importance scientifique inestimable et expédie à l'étranger le produit de ses recherches. Sur la proposition de M. le docteur Capitan, le Comité des sites et monuments pittoresques émet le vœu que, dans l'élaboration de la proposition de loi sur la protection du patrimoine national artistique, historique et archéologique de la France, présentée par M. Ridouard, député, un chapitre soit consacré à la conservation des terrains de fouilles et à l'interdiction de l'exportation des objets trouvés dans ces terrains ».

M. LE PRÉSIDENT met ensuite sous nos yeux une jolie statuette en bronze, de l'époque gallo-romaine, dont il a fait l'acquisition pour le Musée, et représentant un enfant ailé, Cupidon ou Zéphyr ? Elle a été trouvée dans les jardins de Vésone.

M. LEPINAS nous présente aussi, trouvé à peu près au même

endroit, dans le jardin Marty, près du canal, ce qui est très rare à Périgueux, un beau triens mérovingien (tiers de sou d'or), du poids de un gramme et demi, ayant la légende un peu rongée. Il porte à l'avers tête à droite avec diadème en avant, croix ancrée. Reste de légende CAS.

Revers : croix ancrée, deux points dans l'ancre, au-dessous ED. Dans une couronne *Modom*. On trouve Domnolus dans les monétaires mérovingiens. *Trecas* (Troyes).

Notre érudit vice-président veut bien céder cette pièce rare au médaillier du Musée.

M. LE PRÉSIDENT nous dit ensuite quelques mots sur la continuation des fouilles qui s'opèrent en ce moment à Tocane, en face de l'église, de l'autre côté de la route. Le mémoire de M. le docteur Moreaud, père, sur les sarcophages découverts en 1841, fournit des indications fort utiles pour la marche à suivre dans les fouilles actuelles. On a trouvé sous une maison les murs d'une chambre qui a servi de cimetière à l'époque mérovingienne et un seuil de porte un peu usé, en pierre tendre de Saint-Vivien.

M. Auché nous présente un beau portrait de saint Vincent-de-Paul, gravé sur soie au xviii^e siècle par le romain Bracci, qu'il offre au Musée dès qu'il l'aura fait encadrer, et qui serait, croit-on, la reproduction d'une statue faite peut-être pour le procès de béatification de Vincent-de-Paul.

M. le Conservateur du Musée remercie M. Auché.

Notre nouveau confrère met aussi sous nos yeux la photographie d'une chasse ornée en étain coulé, coffre assez long ayant la forme d'une bière.

M. LE PRÉSIDENT pense que cette chasse pourrait être un travail d'origine italienne et provenir du château de Cablanc, de la famille du général de Mamouny.

M. Joseph DURIEUX veut bien nous communiquer un extrait du journal *l'Eclair*, du 26 février, où il est question du caractère de notre Montaigne.

Montaigne, écrit-on, a eu, hier, les honneurs de l'Académie de médecine. Un célèbre praticien ne s'était-il pas avisé de classer l'illustre

humoriste gascon parmi les hypocondriaques du passé ! Bien plus, il affirmait que les causes de la maladie de l'auteur des *Essais* étaient les mêmes que celles qui troublèrent le cerveau de Jean-Jacques Rousseau.

Le docteur Armaingaud, de la Faculté de Bordeaux, qui sait son Montaigne par cœur et sur lequel il a publié de nombreuses notices, a tenu, en assemblée de collègues, à réhabiliter son auteur favori, et à le venger d'une allégation qui lui paraît en contradiction avec sa vie et ses écrits. Et M. Armaingaud, accompagnant son dire de citations, a appelé Montaigne le meilleur hygiéniste de l'esprit et du corps, un professeur d'équilibre, le prototype de l'homme de bon sens et de bonne humeur. Hypocondre Montaigne ! Ce dilettante de la convalescence qui, en plus d'un passage, analyse si bien le retour du malade à la santé.

L'Académie a fort goûté cet intermède, où la plus délicate érudition se mêlait agréablement à la science.

Puis, M. Elie DE BIRAN offre à la Société un exemplaire manuscrit d'une pétition adressée aux députés du Périgord à l'Assemblée nationale de 1789, sous le titre de « Courtes observations pour la ville de Domme » ; et dans laquelle sont développées diverses considérations en vue de faire désigner cette ville comme chef-lieu d'un district du département. Les auteurs anonymes du mémoire exposent en ces termes la situation particulière de la ville de Domme au point de vue des facilités du commerce : « Toute la partie du Périgord appelée *le Périgord Noir*, n'offre sur cette rivière (la Dordogne), d'autre port fréquenté que celui de Domme ».

« Cette ville, qui semble destinée à être l'entrepôt de tout le Sarladais, est aussi la plus propre, et par sa position géographique, et par la nature de ses productions, à devenir le point de réunion du Périgord Noir avec le reste du département.

« Ses vins, les plus estimés de la province, sont un objet d'exportation très considérable, et lui forment des relations étendues avec les villes de Bordeaux, Libourne et Bergerac.

« Elle embrasse encore par sa navigation une partie du commerce de la Basse-Auvergne et du Quercy ; mais, de plus, une route nouvellement pratiquée lui ouvre les portes de cette dernière province ; cette route est la seule qui communique directement de la capitale du Quercy à la partie orientale du Périgord ».

LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL pense que ce mémoire pourrait être l'œuvre de Jacques Maleville qui, à cette époque, était le zélé défenseur des intérêts de la ville de Domme.

M. DUJARRIC-DESCOMBES signale une erreur commise dans la *Bibliographie générale du Périgord* (tome III, p. 100).

La comtesse de Sainte-Aulaire, née du Roure, n'est point l'auteur de l'ouvrage désigné sous son nom et ce titre : *Méditations*, Paris, Duverger, 1851, in-16. Il est dû à la plume de sa belle-fille, la marquise de Sainte-Aulaire, née d'Estournel, sous le nom de laquelle cet autre ouvrage est cité d'une façon très inexacte : *Méditations pieuses*, Paris, Vaton, 1851. Voici le véritable titre de ce dernier, qui n'est qu'une seconde édition des *Méditations* parues trois ans auparavant : *Méditations tirées de l'Ecriture sainte*, 1854, in-16, de 282 pages.

Si l'on doit enlever à M^{me} de Sainte-Aulaire, née du Roure, ces *Méditations*, on peut lui attribuer ce nouvel ouvrage publié avec un soin pieux par sa petite-fille, M^{lle} Marie de Sainte-Aulaire : *Cécile ou l'Education*, Périgueux, Cassard, 1906, in-8° de 476 pages.

De son côté, M. Charles AUBLANT signale un oubli :

Stances élégiaques, par le F.^r. Auguste Dupont, fils or.^r. de la R.^r. L.^r. des amis d'Henri IV, lues le 22 juillet 1821 aux Loges maçonniques de Périgueux, réunies pour célébrer une cérémonie funèbre à la mémoire du maréchal, comte de Beurnonville, G.^r. M.^r. da G.^r. O.^r. de F.^r.

A Périgueux, chez F. Dupont, imp. du département, 1821, in-8°, 6 p.

Il reste à procéder à l'élection d'un candidat qui demande à entrer dans notre compagnie.

Après un vote à mains levées, M. LE PRÉSIDENT déclare admis membre titulaire de la Société historique et archéologique du Périgord :

M. Louis Mège-Lavignotte, docteur en droit, avoué à Marvejols (Lozère), présenté par M. Dujarric-Descombes et M. Elie de Biran.

La séance est levée à trois heures.

Le Secrétaire général,
Ferd. VILLEPELET.

Le Président,
M^{re} DE FAYOLLE.

GROTTES DU PEY DE L'ASE

ET DE

LA COMBE-GRENAL

LETTRES DE L'ABBÉ AUDIERNE A DE MOURCIN
1828

En 1849, Boucher de Perthes publiait sous ce titre : *Antiquités celtiques et antédiluviennes*, le résultat des recherches qu'il poursuivait, depuis 1838, sur des silex, d'après lui taillés par l'homme, et trouvés dans les alluvions de la Somme avec des ossements d'animaux d'espèces disparues.

On sait quelle opposition formidable fut faite à des idées aussi nouvelles, quelles résistances il dut vaincre pour faire admettre ses théories sur l'antiquité réelle de l'espèce humaine ; on connaît également la large part que prirent à cette évolution scientifique de nombreux savants, tant français qu'étrangers : le docteur Rigollot, Tournai, de Christol, Emilien Dumas, Schmerling, Falconer, Prestwich, et tant d'autres.

Mais ce que l'on sait moins et qu'il est bon de rappeler (1), c'est que bien avant l'époque où les partisans de l'ancienneté de l'homme luttaient âprement contre leurs adversaires, plusieurs de nos compatriotes recueillaient sur le sol et dans les grottes du Périgord de nombreux silex taillés et faisaient connaître, trop modestement peut-être, le fruit de leurs investigations.

Les trois lettres publiées ci-après, écrites en 1828 par l'abbé Audierne et adressées à M. de Mourcin, nous montrent le jeune abbé visitant, pour être agréable à celui-ci, les grottes du *Pey de l'Ase*, à Lacaneda, et de la *Combe-Grenal*, près Domme, qui lui paraissaient sans doute particulièrement intéressantes

(1) Ce qu'a déjà fait M. Cartailhac dans : *le Périgord préhistorique et le prochain Congrès de Périgueux*, — Toulouse, imprimerie et librairie Edouard Privat, 1905.

parmi celles que déjà il connaissait ; les descriptions minutieuses et précises qu'il en donne, le soin qu'il met à signaler les endroits où se rencontrent des ossements et des silex taillés, la distinction qu'il fait entre les formes variées de ceux-ci, prouvent que son attention était depuis longtemps attirée par ces objets pourtant à peu près inconnus de tous.

Certains passages de ces lettres, notamment les premières lignes de la troisième, nous apprennent que le futur auteur de *De l'origine et de l'enfance des arts en Périgord*, de l'*Indication générale des grottes du département de la Dordogne*, etc., etc., n'était encore que l'élève de M. de Mourcin, lequel marchait lui-même sur les traces de Jouannet.

Ainsi donc, depuis 1812 au moins, époque où Jouannet recueillait à Ecorneboeuf des restes de l'industrie des *anciens Gaulois*, les silex taillés avaient été remarqués des savants du Périgord, et si, trop imbus des idées de leur temps, ils n'eurent pas toujours la largeur de vues qui leur aurait permis de reconnaître dans ces armes et ces outils si étranges l'œuvre de populations bien autrement anciennes que les Gaulois et les Romains, ils n'en furent pas moins des premiers à apprécier et à recueillir des matériaux que devait utiliser plus tard cette science, alors à son aurore : *l'archéologie préhistorique*.

M. F.

Sarlat, le 16 février 1828.

(Reçue à Périgueux le 18.)

De M.

Excellent ami,

Tout malade que j'étois, je fus visiter la grotte à pieds. Je tenois encore plus à vous satisfaire qu'à contenter ma curiosité. Je me félicite cependant beaucoup d'avoir vu et je m'estime heureux d'avoir à vous raconter ce que j'ai vu. Quelque brillante que soit une description, elle ne donne pas toujours une idée juste de l'objet, et sans me rappeler tout-à-fait celle du *Pey de l'Ase* par M. Jouannet, je puis assurer qu'il y a quelques inexactitudes. Passez moi l'expression. L'élève qui veut corriger le maître... C'est ici qu'il a besoin de toute votre indulgence.

Arrivé à Lacaneda, qui est à une demi-lieue de Sarlat, à l'est, j'ai découvert devant moi, un peu à gauche du village et à 1/2 quart de lieue, le *Pey de l'Ase*. Cette montagne est une des plus élevées de toutes celles qui l'entourent. Elle offre un plateau assez étendu, mais dépourvu d'arbres. On y remarque seulement quelques brins d'herbes et un peu de mousse. Les coteaux sont plantés de chênes vergts, mais encore en bien petit nombre. La grotte n'est pas au centre de la montagne, elle longe le côté que l'on aperçoit du village de Lacaneda, ce qui la rend moins longue que la montagne. Le *Pey de l'Ase* est placé entre trois montagnes, l'une est à côté du Pey au sud, l'autre en face à l'est, et la troisième derrière à l'ouest. A leurs pieds sont de vertes prairies arrosées par deux fontaines dont l'eau est belle et bonne. Les noms des deux fontaines sont *Lafage* et *Laboissière*. Ce dernier nom vous frappera par son identité avec celui du moulin de M. d'Abzac, auprès duquel se trouve la grotte de *Badegoule* : le pays, du reste, est à peu près le même. La montagne en face du Pey à l'est est beaucoup plus élevée que le Pey lui-même. Son aspect est curieux. Les coteaux sont travaillés jusqu'à une certaine hauteur : le reste jusqu'au plateau semble avoir été superposé et offre une aridité effrayante. La montagne est sphérique à sa base et conserve graduellement la même forme jusqu'au sommet. Je n'ai pas eu le temps de la parcourir, il est très possible qu'on y découvre quelques haches. J'ai le projet de la visiter avant notre départ. Les deux autres montagnes n'offrent rien de bien curieux ; chacune d'elles a une grotte, mais qui ne doivent point contenir de silex. Je me donnerai cependant le plaisir de les parcourir pour pouvoir vous en rendre compte. Voilà pour ce qui a rapport à la position topographique du *Pey de l'Ase* : en serez-vous content. Je sais que vous êtes difficile, même pour vos amis, mais vaille que vaille ma description, si elle n'a pas le mérite de l'esprit, elle a au moins celui du cœur, puisque c'est lui qui vous l'envoie. — Passons maintenant à la grotte. L'entrée est en face du soleil levant ; elle est en forme d'arc ; elle a douze pieds de hauteur au centre et trente cinq pieds de longueur. On remarque, de chaque côté, des restes de murs où se trouvent des silex travaillés et des ossements à l'état de chaux. Figurez-vous une ancienne boutique avec deux établis et une petite entrée au milieu, et vous aurez une idée de l'ouverture de la grotte ; dans la longueur je compte les débris des murs. L'entrée de la grotte est à l'abri du nord par un rocher de plus de 50 pieds de haut qui fait partie du Pey. Ce rocher offre des galeries où l'on peut s'établir, on a alors le midi en face. L'art n'a rien fait pour ces galeries, la nature seule a opéré ; il est inutile d'obser-

ver que ce rocher est sur la même ligne que la grotte et qu'on le longe par conséquent en sortant de cette grotte. La grotte est horizontale et elle est percée à l'ouest ; mais l'ouverture est très petite. La longueur totale de la grotte est de 216 *pieds*. Pour vous donner une idée plus exacte des lieux, j'aime mieux diviser la grotte en trois parties. La première a 90 *pieds* de longueur ; c'est la seule qui offre quelques particularités remarquables. Partout on s'y tient debout. La hauteur est de 12 ou 15 *pieds*. La seconde partie, qui tient à la première, offre une entrée de 3 *pieds* 4 *pouces* de hauteur et de 4 *pieds* 8 *pouces* de largeur. Elle a 45 *pieds* de long et presque partout elle n'offre point une plus grande largeur ni hauteur. Jugez si j'ai été bien à mon aise en la parcourant : vous avez déjà deviné qu'il m'a fallu marcher sur quatre pattes. La troisième partie, qui commence où finit la précédente, est de 81 *pieds* de longueur : on s'y tient debout, elle est très humide et l'on remarque sur certaines pierres, un sédiment parfaitement semblable à celui que dépose la fontaine de Clermont ; il n'y a pas un *silex*, pas plus que dans la petite ; ainsi, retranchons les deux dernières parties pour ne nous occuper que de la première, qui seule paraît avoir été habitée. Dans le pays voisin on ne trouve point de *silex*. La rivière, qui est à 1/2 *lieue*, ne fournit que des *quartz*. La montagne du *Pey de l'Ase* est en *calcaire grossier*. La pierre mise en poudre produiroit un sable jaune bon pour les allées des jardins. A l'entrée de la grotte principale on trouve une quantité de *silex* travaillés. J'en ai fait provision ; vous jugerez de leur mérite. A droite de l'entrée, pour remplir les vides du rocher, on trouve un mur en petites pierres, en *silex* et en ossemens : le tout lié avec du sable du pays. Ce mur ne se prolonge pas très avant et il est même interrompu dans les endroits où le rocher ne manque pas. Dans le fond de la grotte où se manifeste un peu d'humidité, on ne voit ni ossemens ni *silex* ; ainsi point d'autre cordon de *silex* que celui que l'on trouve dans ce blocage, et encore ces *silex* ne forment point de cordon, puisqu'ils sont confondus sans ordre avec les pierres et les ossemens. Voici mes conjectures sur ce mur. Je croirois volontiers que, de même que les sauvages de l'Amérique ou de l'Afrique font dans leur tente un trophée des victimes ou prisonniers qu'ils immolent, ainsi ceux qui habitèrent la grotte du *Pey de l'Ase* voulurent réunir ensemble les ossemens des bêtes qu'ils tuoient avec les instrumens qui leur avoient servis à les tuer ; j'ai extrait de ce mur des flèches que vous verrez. Les sauvages périgourduins eurent, sans doute, un but en les ensevelissant. Ce sable réuni aux os forme aujourd'hui un ciment difficile à briser. Le paysan qui m'accompagnoit

vouloit prendre une pioche pour détruire, le barbare! Je l'en empêchai, on n'a que trop détruit, car il n'y a pas vingt ans que le mur étoit encore en son entier. C'est une pauvre femme qui me l'apprit en gémissant. A l'extérieur de la grotte on ne trouve de silex ni sur le plateau ni à l'ouest ni au nord. Mais on en trouve beaucoup sur le coteau en descendant de la grotte à l'est et au sud. Les pierres de fronde en silex y sont en abondance. J'en ai quelques-unes que j'apporterai.

Voilà bien des choses, que n'étiez-vous avec moi, au lieu de deux pleins mouchoirs de pierres, nous en aurions emporté trois et que de réflexions vous eussiez faites et qui m'ont échappé ; mais enfin j'ai vu et dans la conversation nous pourrons suppléer à ce que je tais.

Daignez agréer l'assurance de mon attachement respectueux et le faire agréer à M. de Taillefer. Il me tarde d'être à Périgueux.

AUDIERNE.

Sarlat, le 24 février 1828.

Reçue le 27 à Périgueux

Excellent ami,

De M.

Si ma lettre vous a fait quelque plaisir, la réception de la vôtre ne m'a pas causé moins de satisfaction ; je l'ai luë et reluë parce qu'outre les sentimens d'une véritable amitié qu'elle exprime, j'y ai trouvé encore de quoi m'instruire. Vous êtes entré dans des développemens dont j'étois incapable et je vous en sais gré.

Vous avez pris trop à cœur tout ce qui a rapport au *Pey de l'Ase* pour que je ne partage pas votre intérêt. J'ai donc fait une seconde visite à cette grotte et je compte bien qu'elle m'en aura obligation, car il pleuvoit presque averse lorsque je suis parti ; mais il s'agissoit d'une importante expédition, assez étrangère à mes courses ordinaires ; j'ai dû oublier que je faisais partie des troupes du pape ; c'est ce que j'ai fait et je m'en suis très bien trouvé. A peine en chemin, la pluie a cessé et j'ai pu, sans trop d'obstacles, faire ma visite.

Je n'ai rien à reformer dans les détails que je vous ai déjà donnés, je les crois exacts ; mais j'en ai de nouveaux à vous fournir ; c'est votre propre bien, je dois vous le rendre.

J'ai parcouru la montagne de l'ouest, j'ai visité sa petite grotte ; je n'y ai rien trouvé qui mérite la moindre attention. Les coteaux

n'offrent aucun silex. Au bas de la montagne, au *sud* et à l'*est*, on en aperçoit cependant, quelques-uns, mais en très petite quantité et d'une forme grossière. Les plus communs sont des pierres de fronde et des traits semblables aux lances de nos chirurgiens ; j'en ai ramassé des mieux conservés que je vous destine.

La montagne du *sud* et sa grotte au *nord* semblent n'offrir aucun intérêt. Point de silex, ou si les coteaux en possèdent, une bruyère épaisse les dérobe à l'œil. Celle de l'*est*, beaucoup plus élevée que les autres, et dont l'aspect est si imposant, est couronnée de rochers escarpés et arides. Nulle trace de travaux, quelques silex, seulement, dans la partie du coteau qui fait face au soleil levant ; mais, nulle part, ni haches, ni fragmens, ni pierres levées, d'où il faut conclure que nos ancêtres du *Pey de l'Ase* étoient plus que barbares. Le Petit-Bois, sur le coteau au *nord-est*, est curieux par sa verdure et sous le rapport de sa position. Son aspect qui annonce la végétation la plus active, étonne d'autant plus qu'aux alentours on n'aperçoit que stérilité. Ce bosquet est si vergé que de loin, je l'avois pris pour une sapinière. Les prairies qui bordent cette montagne sont toutes marécageuses ; en grande partie elles ne produisent que des joncs ; à côté sont quelques terres qu'on croiroit fertiles.

Mais arrivons au *Pey de l'Ase* ; c'est le point le plus intéressant. Ses prairies, d'un sol plus élevé et meilleur que celui des autres, ont pu être marécageuses, mais elles ne le sont plus. L'herbe y est assez bonne, courte et peu abondante. Le petit ruisseau qui les parcourt et qui retient le nom de la fontaine qui lui donne naissance, est plus ou moins fort, selon les pluies. Il est cependant vrai de dire que le terrain cultivé y est généralement mauvais. Les silex ne se trouvent que dans la direction de l'entrée de la grotte. Pourquoi y sont-ils en aussi grande quantité ? La réponse à cette question est difficile ; cependant, on ne peut s'empêcher de reconnoître que la grotte a été fortifiée et que, dès lors, il y a eu et assiégeans et assiégés, à quelle époque ? Voilà l'énigme. Les traces de fortification sont encore très sensibles. A l'entrée de la grotte, à gauche vers le *sud*, on remarque deux blocs de rochers posés l'un sur l'autre, ayant à l'extérieur 10 pieds de hauteur et un pied seulement à l'intérieur, ce qui suppose aussi des terres rapportées à l'entrée de la grotte. Au dessous de ces deux blocs, on aperçoit un mur en forme de terrasse ; sur ce mur couvert de terre, j'y ai trouvé des silex. Le travail est grossier. Ce sont des pierres plates, de l'endroit, posées, sans art, les unes sur les autres. Je n'y ai aperçu aucune trace de chaux ni même de mortier. Au-dessous de ce mur, il existe encore les débris d'un autre qui n'of-

fre rien de plus curieux. Ces murs sont placés au *sud*, par conséquent à gauche de l'entrée de la grotte. C'étoit, en effet, la partie la plus faible ; elle étoit la seule qu'il fallut fortifier. Celle du *nord* est défendue par un rocher de plus de 40 pieds de haut qui se prolonge vers l'*est* jusqu'au bas de la montagne. La partie de l'*est* est protégée par des blocs de rochers disséminés par la nature, en sorte que l'abord de la grotte par l'*est* est presque impossible. A l'*ouest*, la grotte est à la vérité ouverte, mais l'entrée est très étroite, et n'oublions pas qu'on ne peut aboutir à la partie de l'*est* qu'en marchant à quatre pattes, et dans l'obscurité, l'espace de 45 pieds. Ainsi un seul homme pouvoit défendre la grotte à l'*ouest* ; d'ailleurs, il étoit facile de boucher cette ouverture, et je puis même assurer qu'elle l'a été par la quantité de grosses pierres qu'on y remarque et qui n'ont pu provenir du rocher. Ce qui m'autorise à faire cette conjecture, c'est qu'à une petite ouverture au *sud-ouest* on y remarque également beaucoup de pierres, toutes provenant des coteaux. Le terrain des environs de cette grotte étant mauvais et ses prairies peu fertiles, je serois donc tenté de croire que c'est sa position seule qui la fit rechercher par ceux qui l'habitèrent. Je dois ajouter que de toutes les grottes qui entourent le *Pey de l'Ase*, la sienne est la plus vaste et la plus saine.

Entrons dans cette grotte. A la gauche de l'entrée, indépendamment des deux blocs de pierres posés l'un sur l'autre, se trouvent dans l'intérieur deux éclats de rochers détachés de la voûte de la caverne. Ils n'ont rien d'intéressant en ce qu'ils sont postérieurs à l'époque où étoit habitée la grotte. Je n'avance rien que je ne puisse bien prouver. Sous ces éclats, longs de huit pieds, larges de quatre et épais de six pouces, on remarque une quantité d'ossemens, de silex et de poussière noirâtre ; comment ce mélange s'y trouveroit-il si ces éclats eussent été là dans le temps où étoit habitée la grotte ; d'ailleurs tout annonce que ce côté de la caverne étoit, comme l'autre, bâti jusqu'à une certaine profondeur ; et pour dernière preuve que ces deux blocs n'ont pas été placés où ils se trouvent, par la main de l'homme, c'est qu'ils ont laissé sur la voûte les traces de leur séparation. Ainsi, il est constant que les sinuosités intérieures de la caverne ont été remplies avec des pierres, de la terre, des silex et des ossemens ; j'ai retiré de cette bâtisse des flèches d'une dimension surprenante. J'en ai deux bien conservées, larges de 2 pouces 1/2 et longues de trois pouces ; sur l'une d'elles, on remarque encore une terre qu'on ne peut pas enlever et que je n'enlèverai même pas, parce que, suivant mes conjectures, je serois tenté de penser que cette terre indique les traces du sang de l'animal dont les ossemens furent enter-

rés avec la flèche même qui lui avoit donné la mort. C'est dans cette bâtisse où l'on reconnoît des ossemens brûlés et un sable noir mélangé de cendres que l'on trouve les silex les mieux conservés.

J'ai pris un croquis de l'entrée de la caverne et de ses sinuosités, je vous le communiquerai. A l'extérieur, on ne trouve point d'ossements, c'est seulement dans l'intérieur. Le côté droit de la grotte est également remarquable par cette bâtisse, mais ce qu'il ne faut pas omettre de dire, c'est que ce côté étoit fermé par un tas de pierres mises sans art, formant cependant une espèce de mur qui a encore dix pieds de long et quatre pieds de haut.

Je finis ici parce qu'on m'appelle ; mais c'est à regret, parce que mon projet étoit de vous donner de plus amples détails ; enfin, il faut obéir. A Périgueux le reste. Toujours mes respects à M. le comte de Taillefer. Daignez agréer l'assurance de mon sincère et respectueux attachement.

AUDIERNE.

M^r a été sensible à votre souvenir ; il
me charge de vous en remercier.
La lettre du V^e m'a fait plaisir.

Sarlat, le 2 mars 1828.

Excellent ami,

L'amour pour les antiquités me gagne ; si ce sentiment est criminel, et s'il mérite condamnation, c'est vous qui devez en porter la peine, car c'est vous qui me l'avez inspiré. Déjà il m'a fait faire plusieurs courses assez périlleuses ; mais je dois avouer à la louange des antiquités, qu'il y a une providence particulière pour les antiquaires. Obligé d'aller à la campagne, je voulus utiliser mon retour. Je désirerois voir la seconde grotte décrite dans l'ouvrage de M. de Taillefer. La fidélité du récit m'étoit un peu suspecte. Je voulois examiner moi-même la fameuse caverne de Domme pour juger plus sûrement de son mérite. L'examen, en pareille matière, n'est pas une hérésie et notre sincère ami n'en sera point offensé ; au reste, vous prendrez ma défense et je compte déjà sur une complète justification.

Je fus donc obligé de traverser le vallon de Campagne, la petite ville de St-Cyprien, le village de *Constati* où fut trouvée cette belle mosaïque dont a parlé M. Jouannet et dont je me suis procuré un assez gros fragment ; St-Vincent, Bèzenac, Beynac, Vezac, Laroque et enfin la rivière au pont de Domme. C'est ici que la course devient plus dangereuse ; il falloit côtoyer la rivière au risque de se jeter

dans l'eau. Jadis, il y avoit un sentier, mais l'éboulement continu et les grandes crues de la Dordogne l'ont fait disparaître en partie, et ce qu'il en reste est un rocher nu ou couvert d'une terre argileuse qui, quoique ferme, offre cependant des dangers pour ceux qui osent la fouler aux pieds. En longeant la rivière, on remarque au bas du rocher une pierre cendrée schisteuse, qui pourroit bien annoncer quelque mine de charbon de terre. Ce n'est qu'une conjecture qui peut souffrir contradiction. Délivré du danger d'une chute dans l'eau, j'eus à gravir la montagne où se trouve la grotte de la Combe-Grenal. Parvenu sur un petit plateau couvert d'une riante verdure produite par un léger gazon, je m'arrêtai quelques momens pour reprendre haleine. Du plateau à la grotte il n'y a pas plus de cent pieds ; autrefois on pouvoit découvrir de ce lieu cette grotte, aujourd'hui on ne le peut point ; on en aperçoit une autre un peu au-dessus à droite, mais elle n'offre rien d'intéressant. En montant à la Grotte-Grenal, on trouve quelques silex, mais en très petite quantité et tous de forme assez grossière. A l'entrée de la grotte, on en trouve peu. Cette grotte est au *sud-ouest*, à la naissance du vallon qui se divise en deux parties : l'une, qui va vers le *sud*, et l'autre vers le *sud-est*. L'entrée a neuf pieds six pouces et demi. On ne peut s'empêcher de reconnaître les traces d'un ancien mur d'où j'ai extrait une dent et une flèche. De cette entrée à un second mur intérieur, on compte dix-sept pieds, six pouces et demi. Toute cette partie est aujourd'hui découverte ; mais il n'est pas douteux qu'il faut attribuer cette circonstance à la chute du rocher dont on voit encore quelques débris. La largeur de sa caverne est de vingt-sept pieds. En s'enfonçant dans cette grotte, on aperçoit les sinuosités du rocher, remplies avec un mortier composé d'ossements, de silex et de petites pierres. Le fond est également rempli d'un mortier semblable. Le mur, bâti en moellons, et qui, aujourd'hui, partage la grotte en deux parties ou qui, plutôt, semble la fermer puisque la première partie est découverte, est postérieur au mortier que l'on aperçoit dans les sinuosités de la caverne. Les pierres en sont travaillées, on y remarque les traces visibles du marteau. C'est, sans doute, quelqu'infortuné qui, n'ayant point d'azile, se colloqua dans cet antre, comptant bien que cette pauvre demeure ne lui serait point disputée ; que les besoins nous rapprochent de la nature ! Ce pauvre malheureux, après deux mille ans d'une civilisation qui a enfanté le luxe et la molesse, se contentait de ce modeste azile, où il reposoit tranquille. Le mur a quatre pieds d'élévation. La grotte de la Combe-Grenal a environ 56 pieds de profondeur sur 10 pieds de hauteur et 28 de largeur. Nous ne trouvâmes dans la grotte et dans les environs que des

silex grossièrement travaillés ; ils y sont même en bien plus petit nombre que dans celle du *Pech de l'Ase* ; il ne faut point s'en étonner. C'est qu'il y avoit moins de monde.

Au bas de la grotte est un ravin profond de plus de dix pieds. Ce sont les eaux, qui descendant par torrent de la Combe-Grenal, l'ont cavé. Il n'y avoit qu'un filet d'eau lorsque nous l'avons vu. Le terrain, qui est au bas de la caverne, a été haussé de cinq ou six pieds ; dans le ravin, on remarqué diverses couches d'alluvions après lesquelles on en voit une de bonne et de très bonne terre. Je fis cette remarque avec un agriculteur qui fut de mon avis.

La Combe-Grenal se divise en deux parties : l'une va au *sud* et l'autre vers l'*ouest*, en sorte qu'on peut dire qu'il y a deux Combes. C'est par celle de l'*ouest* que nous arrivâmes sur la plaine de Born. Au milieu de ses bruyères, que de richesses cachées ! C'est là qu'on trouve de ces grands traits pour la chasse. Il m'en est tombé deux sous la main ; il faut bien l'avouer à ma honte, j'eus la lâcheté de les laisser lorsque nous étions trois pour les porter. Mais l'aveu ne répare pas ici la faute et tous mes regrets ne vous donneront pas les deux beaux silex que j'ai abandonnés sans pitié. Ce coteau, ainsi que les bords de la plaine, est couvert de pierres meulières. Les deux traits dédaignés, avec un grand couteau fait en forme de hache et où paroissoient très bien les traces du travail, étoient de cette pierre. Arrivés sur cette vaste plaine, nous avions à notre gauche, devant nous, cette forêt de Drouilhe, si renommée dans le pays et dont le nom semble offrir quelque intéressants souvenirs. Nous avançâmes un peu dans cette plaine pour chercher à découvrir quelques silex. Nous n'en trouvâmes pas un. Le terrain est sablonneux et aquatique dans certains endroits. Cependant, la culture en est bien soignée et les blés y étoient très verts. Nous nous informâmes auprès des personnes qui travailloient s'ils ne trouvoient pas quelquefois des pierres de foudre ; je leur en donnai la forme, leur réponse fut négative. Je crois, néanmoins, que ce pays peut offrir des richesses à l'antiquaire. La petite récolte que nous y avons faite annonce des trésors ; mais il faut une main habile pour les exploiter. Huit jours que vous y passeriez, vous en découvririez la mine. Le jour baissait, il fallut, malgré nous, dire adieu à cette imposante et majestueuse plaine. Tristes, nous reprîmes donc notre chemin vers le port pour nous acheminer ensuite vers Sarlat. Il était six heures du soir. La nuit m'empêcha de parcourir une grotte qui se trouve à peu de distance de la nouvelle route. Cette grotte fut, dit-on, la demeure d'un saint solitaire dont le nom m'a échappé. Je me promets de la visiter si l'occasion s'en présente.

Que penserez-vous de tout ce que vous venez de lire ! Que ce pays est bien curieux et qu'il est trop peu connu. Avec vous, j'ai cette même pensée ; mais je vous en suggérerai une autre que vous avez déjà, c'est de voir ce pays ; vous en ferez jaillir des sources de traits, de couteaux, de haches et même d'antiquités romaines.

Daignez, excellent ami, agréer l'assurance de mon respectueux attachement.

AUDIERNE.

LE TRAJECTUS DE LA DORDOGNE.

(Suite et fin).

II

LES *TRAJECTUS* DES ITINÉRAIRES ROMAINS

Il nous a paru intéressant de pousser plus loin cette étude, et de rechercher ce que les anciens pourraient nous apprendre sur les *Trajectus* des Itinéraires, et ce que ces *Trajectus* sont devenus dans la suite. Dans cette partie de notre travail, nous sortirons quelquefois du cadre de notre archéologie locale ; mais ce sera pour y rentrer à chaque instant, car nous garderons Pontours comme point de comparaison.

Les *Trajectus* sont des passages de rivière au moyen d'un bac ou d'un gué, et on a compris pourquoi Pontours n'est pas appelé simplement *Vadum* (gué) dans l'Itinéraire ; c'est parce qu'il était bac ou gué suivant la saison. Il est probable que les cinq ou six *Trajectus* connus, sauf celui du Rhône, étaient dans les mêmes conditions ; aucun document ne nous autorise cependant à l'affirmer. Le mot *Vadum* se rencontre bien plusieurs fois dans les Itinéraires ; mais, chose curieuse, il s'y rencontre toujours au pluriel, *Vada*. C'est ainsi que nous trouvons sur la deuxième route de Leyde à Strasbourg une station *Vada*. C'était un point militaire important, signalé deux ou trois fois par Tacite, dans la guerre de Civilis (1). De même,

(1) Tacite, *Hist.* V. 20 et 21.

en Italie, nous voyons, en suivant la voie *Aurelia*, les *Vada Volaterranæ*, à l'embouchure de la Cecina ; et plus haut, en Ligurie, les *Vada Sabbatta*, aujourd'hui port Vado. Ce sont des traversées de marais ou d'estuaires marécageux, exprimées au pluriel, parce qu'il y avait non pas un gué, mais une suite de gués souvent très difficiles à franchir (1). On voit, par conséquent, que les géographes romains établissaient une différence entre ces traversées de marécages qu'ils appelaient *Vada* et les passages de rivière auxquels ils laissaient le nom de *Trajectus*, lequel pouvait s'appliquer aussi bien à un bac qu'à un gué, ou à tous les deux, ce qui fut le cas de Pontours.

Il s'en faut, du reste, que ce mot de *Trajectus*, d'ailleurs relativement rare, soit le seul à exprimer un passage de cours d'eau. Desjardins (2), nous apprend que tous les noms terminés en *ritum*, comme *Augustoritum* (Limoges), sont des gués, parce que cette finale vient de *riton*, qui, en langue gauloise, veut dire gué. D'autre part, quand on suit attentivement les Itinéraires, on voit que plusieurs noms de rivières sont précédés de la préposition *ad* ; *ad Varum*, *ad Hellenim*, *ad Rhenum*, etc... Ce sont très probablement, des stations qui n'avaient pas de pont, et ce qui nous le fait supposer, c'est une réflexion du P. Marchi, au sujet des fameux vases Apollinaires sur lesquels étaient gravés les noms des stations de Gadès (Cadix) à Rome. Il nous fait remarquer que le point de départ est *ad portum*, tandis que l'Itinéraire d'Antonin donne *ad pontem*, et il en déduit l'ancienneté de l'Itinéraire de ces vases puisqu'il n'y avait pas encore de pont à Gadès lorsqu'ils furent gravés. *Ad Hellenim*, *ad Varum* doivent donc être des *Trajectus*. On peut en dire autant des stations qui portaient simplement un nom de rivière, comme *Isara* (Oise) qui figure sur le milliaire de Tongres, et aussi de celles si nombreuses dans les Gaules

(1) Brutus à Cicéron, lettre n° 871 de la collect. Nisard :*quem locum* (Vada Sabatta) *volo tibi esse notum... impeditissimus ad iter faciendum.*— La Table de Peutinger reproduit ces noms, mais toujours à l'ablatif *Vadis Sabattis*, etc., etc.

(2) Ernest Desjardins, *La Table de Peutinger*, 1874, p. 78.

qui s'appellent *Condate* (confluent), et dont nous avons un exemple sur la route de Périgueux à Saintes. Il y avait là, sans doute, nombre de gués pavés dont on trouverait les traces en cherchant aux bons endroits, comme nous les avons trouvées dans la Dordogne.

Les auteurs anciens, ceux du moins que nous avons eu le loisir de consulter, restent muets sur la construction des gués pavés. Il ne faut point s'en étonner. Ils sont d'une bien minime importance, ces *Trajectus* dans cette œuvre colossale des voies romaines, entreprises à travers tout l'Empire, sur des milliers de lieues. Aussi, tandis que nous avons des détails infinis sur la construction et la réparation des voies romaines, détails qui vont jusqu'à nous apprendre quels étaient les magistrats chargés de leur entretien et sur quels fonds se faisait cet entretien (1), nous ne trouvons rien qui puisse nous éclairer dans notre travail, ni dans les architectes comme Vitruve, ni dans les spécialistes militaires comme Modestus et Végèce, ni dans cette énorme compilation qu'on appelle l'*Histoire naturelle*, de Pline. Il y a bien dans Végèce un chapitre VII, livre III, consacré au passage des rivières ; mais ce n'est qu'une leçon telle qu'on pourrait la faire à des pontonniers (bateaux, pilotis, etc., etc.), toutes choses étrangères à notre sujet.

C'est dans les historiens et les poètes que nous trouvons çà et là quelques rares mentions éparses qui nous indiquent le soin qu'avaient les Romains d'empierrer quelquefois le fond des rivières pour faciliter le passage de leurs hommes et de leurs équipages. Nous n'en citerons qu'un exemple que nous trouvons dans les *Annales* de Tacite. Dans une rapide expédition qu'il entreprit contre les Cattes, Germanicus laissa derrière lui son lieutenant Apronius, pour empierrer les routes et les passages des cours d'eau (2). Il voulait s'assurer

(1) Nicolas Bergier, *Les grands chemins de l'Empire Romain*, 1623.

(2) Tacite. *Annales*, liv. I...56. Il ne s'agit point de digues comme l'ont cru les traducteurs de Tacite. Voici le texte : *Germanicus expeditum exercitum in Chattos rapit, Lucio Apronio ad munitiones viarum et*

ainsi une retraite facile en cas de pluie, dans un pays rempli de marais et de fondrières. Ce travail exécuté dans un temps très court ne pouvait être qu'un simple cailloutis appliqué sur le fond des rivières, mais suffisant pour assurer le pied des hommes et des chevaux. Il avait été d'autant plus facile à exécuter que la saison était exceptionnellement chaude et les rivières presque à sec (*siccitate et omnibus modicis*).

Voici maintenant un voyageur qui nous signale des gués sur sa route. C'est l'évêque de Clermont, Sidoine Apollinaire, dont Vichy et le Mont-Dore se disputent aujourd'hui les *Calentes Baixæ* (1), qui sont les *aquis calidis* de Peutinger. Il nous donne la relation d'un voyage qu'il fit à Rome, en se servant de la poste impériale. Après les Alpes, il eut à franchir une série de fleuves qu'il énumère, et si quelques fleuves n'étaient pas navigables, dit-il, on pouvait les passer aisément à gué, ou sur des ponts, *vada comoda, vel pervii pontes* (2). Un gué commode, c'est-à-dire bien sûr, bien pavé et d'un accès facile, tout cela se trouve dans ces deux mots *vada com-*

fluminum relicto. Dureau de la Malle traduit : « Germanicus fond sur les Cattes, il avait laissé Apronius pour travailler aux digues et aux chemins », Burnouf, Nisard, Quicherat (*Dictionnaire*), traduisent à peu près de même ; mais ce passage de Tacite ne peut se rapporter à une construction, ni même à une réparation de digues. Cette expédition, vivement poussée avec une troupe très entraînée (*expeditum*) était ce que nous appellerions aujourd'hui un « raid ». Elle ne devait durer que quelques jours. Comment Apronius aurait-il pu, en si peu de temps, construire des digues ! Puis les rivières traversées n'étaient que de petits cours d'eau, probablement la Lahne et quelques petits affluents du haut Wesers qui n'avaient pas besoin d'être endigués. — Une objection encore plus sérieuse est tirée du sens exact du mot *munire* qui veut dire paver, empierrer, nous disons aujourd'hui « ferrer une route ». Tacite, d'ordinaire si précis, eut ajouté, s'il se fût agi de digue, les mots *agger* ou *moles*. Ammien Marcellin, qui a suivi dans ces régions les expéditions de Julien et de Valentinien, n'y a pas manqué, lorsqu'il nous dit : *Omnem Rhenum magnis molibus muniebat*, liv. XXVIII-II. — Il faut donc traduire : « Il laissa Apronius pour empierrer les routes et le passage des cours d'eau ». L'objet de notre travail se trouve ainsi d'accord avec le texte de Tacite.

(1) Sidoine Apollinaire. Liv. V, lettre 14.

(2) *Id.* Liv. I, lettre V. *Fluviorum quoque si qui non navigabiles, vada comoda, vel certe pervii pontes, quos....*

moda, qui, à eux seuls, valent une description. Nous nous plaisons à croire que si l'évêque de Clermont eût franchi notre gué de Pontours, il n'en eût pas parlé autrement.

Nicolas Bergier cite cette lettre avec d'autant plus de plaisir qu'il a trouvé, lui aussi, un gué pavé sur la rivière la Vesle, près de Reims (1). « Et quant à ceux qui ne l'estoient point (navigables), dit-il, ils (les Romains), faisoient des gueuz au fond, en lieux où les grands chemins prenoient leurs adresses ; tel que j'en ay veu un au fond de la rivière de Vesle entre Fisme et Braime, assistant à une visitation qui en a esté faite, pour le rendre navigable, lequel j'ay reconnu estre recouvert de petits cailloux par dessus, comme le chemin militaire qui va de Reims à Soisson ». Toutefois, ce gué n'était point sur la voie elle-même, mais sur un chemin d'accès à cette voie, comme Bergier nous l'a dit dans un autre passage de son livre. On remarquera aussi que la Vesle n'est qu'un petit affluent de l'Aisne, sans rapidité. Il n'y avait plus là l'important travail de Pontours, mais ce simple pavage en petits cailloux qui avait suffi, sans doute, au lieutenant de Germanicus chez les Cattes.

Il est certain qu'on découvrirait plus d'une observation de ce genre en dépouillant les archives des diverses Sociétés archéologiques. Nous en trouvons un exemple chez nos voisins du Quercy. M. Castagné, dans une excellente description des voies romaines du Lot (2), nous fait remarquer que le passage des rivières s'y effectuait quelquefois au moyen de gués pavés. Il nous en signale plusieurs, notamment celui de Nèguebou, sur la voie de Cahors à Bordeaux. Ce gué fut retrouvé lors de la construction d'un pont sur le ruisseau l'Espère, près de Mercuès, et bien que ces petits gués n'aient pas donné leur nom à une station romaine, comme le *Trajectus*, leur découverte n'en est pas moins intéressante (3).

(1) N. Bergier, *loc. cit.*, page 744.

(2) *Annuaire du Lot*, 1877, pages 63 et 85.

(3) On a vu que la littérature latine est assez pauvre en documents qui nous intéressent, le passage pavé des rivières. Ces documents sont bien plus nombreux lorsqu'il s'agit de travaux exécutés à travers les pays marécageux.

Les *Trajectus* qui figurent comme *mansiones* ou comme simples *mutationes* (relais) dans les Itinéraires, sont au nombre de cinq :

Le *Trajectus ad Rhenum* et notre *Trajectus* de la Dordogne, dans l'Itinéraire d'Antonin ;

Le *Trajectus ad Mosam* (Anonyme de Ravenne) ;

Le *Trajectus ad Rhodanum* (quatrième vase Apollinaire) ;

Le *Mutatio Trajectus* (Itinéraire de Bordeaux à Jérusalem).

Faisons remarquer dès maintenant, que la Table de Peutinger ne nous donne aucune *mansio* de ce nom.

La ville d'Utrecht est le *Trajectus ad Rhenum*. D'après Everard Othon (1), ce nom vient de *oude* (vieux), *trajectus* et non de *ultra trajectus*, comme on le pense ordinairement. Ce *Trajectus* était sur la première route de Leyde à Strasbourg, sur le vieux Rhin, une des branches les plus petites et des plus calmes du fleuve. Nous ne savons pas s'il y avait là un bac ou un gué, ou bien l'un et l'autre, comme à Pontours ; mais la chose est probable. Il disparaît, lui aussi, puisque la Table ne nous le donne pas sur cette route dont toutes les autres stations sont marquées. Walkenaër croit que c'est un oubli de la Table. Nous croyons plutôt qu'il a disparu devant les travaux de voirie que les Romains exécutèrent dans ces régions. Ces *Trajectus*, ces *Vada* de l'île Batave (2), ces marécages d'outre Rhin (3), leur rappelaient sans cesse le massacre de Va-

geux, travaux dont quelques-uns ont beaucoup d'analogie avec nos gués pavés. Nous ne ferons que les indiquer, pour ne pas sortir de notre cadre. Tacite, *Annales* XIII, 53. — *Id.*, *Hist.*, V, 19. — *Id.*, *Vie d'Agricola*, XXXI : « Les Romains brisent nos bras à paver les bois et les marais, *silvis ac paludibus omuniendis*. — Notre vieux maître Galien, III, 13, nous décrit les travaux de Trajan : *partes quæ erant humidæ et lutosæ lapidibus sternens*. Citons aussi Stace, *Silvos*, IV, III, dans sa description de la voie Domitienne dont nous pourrions revendiquer plusieurs passages.

(1) *Notitia rerum publicarum Everardi Othonis*. — *Trajectus ad Rhenum*, 1726. Le même Othon nous apprend qu'il existait en Batavie un autre *Trajectus* que nous n'avons vu signalé nulle part, c'est Dordrecht, qu'il appelle a *Dortæ Trajectus*.

(2) Tacite, *Hist.*, IV, 12, *insulam inter vada sitam*.

(3) *Id.*, *Mœurs des Germains*, c. V., *terra paludibus fœda*.

rus et la pénible retraite de Cecina (1). Pour faire disparaître ces obstacles à la marche de leurs légions, ils entreprirent des travaux énormes qui durèrent tant que Rome fut debout.

L'origine du *Trajectus ad Mosam*, aujourd'hui Maëstricht est toute contraire. Jusqu'au VII^e siècle, on ne le trouve sur aucun Itinéraire parce qu'en cet endroit il y avait un pont, le *Pons Mosæ* dont parle Tacite dans la guerre de Civilis. Avec l'invasion Franque le pont disparaît, et au VI^e siècle Grégoire de Tours appelle ce passage *Trajectus ad Mosam*. C'est sous ce nom qu'il figure sur l'Itinéraire que nous devons à l'Anonyme de Ravenne au VIII^e siècle, mais travesti d'une façon barbare, *Trictis*, *Tricta*, *Traga*, suivant les manuscrits (2). Dans sa carte mérovingienne Bouillé le nomme *Trijectis*.

Maëstricht est donc devenu un *Trajectus* pour la même raison qui fit de Pontours un simple *Vadum*, la porte d'un pont. Pareil fait doit s'être produit en Italie sur le fleuve Liris (Garigliano), que la voie Appia traversait sur un pont près de Minturnes; Cicéron, qui avait une villa dans le voisinage, nous donne le nom de ce pont, *Pons Tirenus* (3). Plus tard, les Barbares arrivent, le pont est détruit et Minturnes fait place à la ville de Trajetto dont le nom nous paraît significatif. C'est comme Maëstricht, un *Trajectus* de seconde main.

La traversée du Rhône est signalée sur un des vases Apollinaires. On sait que ces vases, aujourd'hui la gloire du Musée Kirscher, à Rome, sont des gobelets en argent, au nombre de quatre, que des habitants de Gadès (Cadix) avaient jetés en *ex-voto* dans la piscine des Thermes Apollinaires (Vicarello), près de Rome, où on les a découverts en 1852. Tous les noms

(1) *Annales*, I, 63 et suiv., une des plus belles pages de Tacite.

(2) Nous avons puisé ces renseignements dans la Dissertation d'Hennequin, *De origine Urbis Trajecti ad Mosam*. Lovanii, 1829. Elle renferme une description du milliaire de Tongres trouvé en 1817. — Othon d'Utrecht et Hennequin de Maëstricht se donnent la qualification de *Trajectini*, citoyens du *trajectus*. Nous signalons ce titre aux habitants de Pontours-Drayaux !

(3) Cicéron. *Lettres*, Collect. Nisard, lettre 784. — *Venissimæque diluculo (au petit jour) ad pontem Tirenum qui est Minturnis*. — Cicéron, déjà inquiet, fuyait Antoine. Voyez la lettre 783.

des stations de Gadès à Rome sont gravés sur leur face externe, en plusieurs colonnes. Or, l'un d'eux, le quatrième, porte, au passage du Rhône, un *Trajectus ad Rhodanum* entre Tarascon et Beaucaire avec le signe $\triangleright \triangleleft$ qui signifie mille, ce qui, pour M. Desjardins veut dire que ce *Trajectus* avait mille pas (1). Au IV^e siècle il n'existe plus. C'est ce que nous apprend l'itinéraire de Bordeaux à Jérusalem. Cet itinéraire, dont la date est certaine, 333, n'est plus seulement une feuille de route ; c'est un véritable guide à l'usage des pèlerins pour la Terre Sainte, leur indiquant les stations, *civitates*, et aussi les relais intermédiaires (*mutationes*), avec de nombreux renseignements historiques et religieux (2). En arrivant au Rhône le pèlerin trouve le *Trajectus* des vases remplacé par un pont, le *Pons Atrarius*. Ce pont n'était point sur le Rhône, comme l'a prouvé Aurès (3) ; il avait été construit sur des marais entre Nîmes et Arles, facilitant ainsi l'accès de la ville d'Arles et supprimant le difficile *Trajectus* de Beaucaire. Quoi qu'il en soit, une chose nous importe, c'est que le *Trajectus* des vases a disparu des Itinéraires par l'établissement d'un pont. — A Milan, notre pèlerin commence un véritable voyage circulaire ; il se dirige sur Jérusalem par le Danube et Constantinople ; et il revient à Milan par l'Epire et Rome. Ce qui nous intéresse surtout, c'est qu'en Epire il traverse le fleuve Genesis (4), en un point qu'il appelle *Mutatio Trajecto*.

(1) Desjardins, *Table de Peutinger*. Article Ugernum (Beaucaire), page 49.

(2) Par abréviation on appelle cet itinéraire le Hiérosolymite. Voyez Ortelius : *l'Itinéraire d'Antonin* et *l'Itinéraire de Bordeaux à Jérusalem* (latin), Anvers, 1593. — Le même (latin), par Wesseling, 1735, bien plus complet avec les commentaires qui l'accompagnent. — Lire aussi la notice bibliographique, critique et géographique de *l'Itinéraire de Bordeaux à Jérusalem*, par C.-A. Walkenaër, 1813.

(3) Aurès, *Concordance des Vases Apollinaires et de l'Itinéraire de Bordeaux à Jérusalem* ; mémoire à l'Académie du Gard, 1868. — Aurès voit dans ce pont Atrarius une chaussée percée d'arceaux. Nous pensons que les *Pontes Longi*, de Tacite, *Hist.*, I, 63, dans les marais d'Outre-Rhin, devaient être construits de même.

(4) Le Genesis est marqué sur la Table, mais non la *Mutatio Trajecto*. C'est ce fleuve Genesis qui abrita un instant la fortune de César, après sa désastreuse tentative de Dyrrachium, *Bello Civ.*, III, 75.

Remarquons qu'il s'agit d'un simple relai (*mutatio*), à côté d'un fleuve, et qu'il y a bien des chances pour qu'il y ait là un gué pavé dont il serait possible de retrouver les traces.

En résumé quatre *Trajectus* ont été signalés par les Itinéraires dans les Gaules. En négligeant celui de la Meuse (Maëstricht) qui n'apparaît qu'avec les Barbares, nous voyons que les trois premiers disparaissent entre l'époque de l'Itinéraire d'Antonin et celle de la Table : on suppose que la Table telle que nous la possédons, et bien qu'elle renferme des noms tombés en désuétude de l'époque d'Auguste et même antérieurs à cette époque, a été copiée sur un exemplaire qui datait du IV^e siècle. Dans cet intervalle, les voies militaires furent perfectionnées et les *Trajectus* disparurent. On était arrivé à cette période où il n'y avait plus « ni marais, ni passages de rivière qui vous arrestat. On pouvoit aller à pied, à cheval, à charroy, sans empeschement ni retardement quelconque » (1). Les voies qui aboutissaient à Vésone profitèrent de ces progrès, et c'est certainement à cette époque qu'un pont de bois fut construit sur la Dordogne. Le nom de Pontours ne peut avoir d'autre origine. Voilà pourquoi la Table ne mentionne plus le *Trajectus* et met à la place une *mansio* nouvelle, *Diolindum*.

Ces ponts, (les *pervii pontes*, de Sidoine Apollinaire, c'est-à-dire qui continuent la voie) étaient pour la plupart en bois, surtout dans les Gaules où les forêts couvraient le sol. On découvre de temps à autre, de nos jours, dans le lit des rivières des pièces de bois ou pilotis, qui sont les débris de ces antiques travaux (2). Sur les grandes voies et près des villes importantes, on édifiait des ponts de pierre, qui étaient souvent des œuvres magnifiques. On les inaugurait solennellement et on les ornait d'inscriptions dont quelques-unes nous ont été conservées. En voici une tirée de Gruter, que les voyageurs

(1) N. Berger, *loc. cit.*, page 567.

(2) Comme à Vichy, par exemple. Avant l'établissement du nouveau parc, à côté du grand peuplier suisse, on voyait des pilotis, reste d'un vieux pont. Ils ont été enfouis dans le remblai de la digue. — Mallat et Cornillon, *Vichy*, page 15.

qui passaient le pont d'Ebora devaient lire avec plaisir. Elle leur rappelait les dangers qu'ils avaient courus lorsqu'ils ne pouvaient traverser le Betis qu'en *Trajectus*.

.
FACILES. ERGO. IAM. VIATORES. IBUNT.
TANTIS. QUE. ELIMINATIS. PERICULIS.
RAPIDAS. SUBJECTI. GURGITIS. UNDAS.
CALCANTES. SECURITATI PERPETUÆ
GRATIAM HABEBUNT (1).

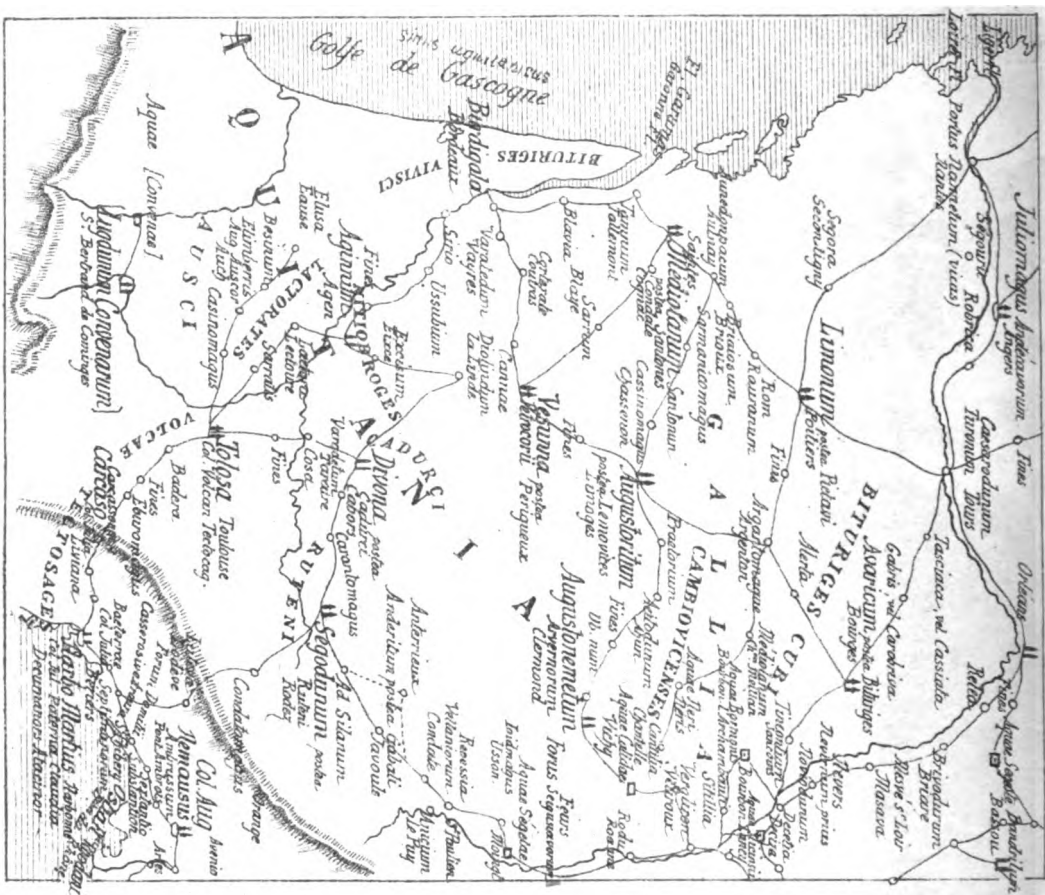
Cette inscription aurait pu s'appliquer à Pontours, sauf le *securati perpetuæ*; car son pauvre pont de bois ne paraît pas avoir duré longtemps.

Dans les Itinéraires, lorsque la voie arrive sur le bord de la mer, on rencontre quelquefois le mot *Trajectus*. Il exprime dans ce cas la traversée d'un détroit ou d'un bras de mer. Nous nous y arrêterons à peine pour ne pas trop nous éloigner de notre sujet. — La Table nous donne deux de ces *Trajectus*, celui du détroit de Messine, et celui qui conduisait de la pointe du Péloponèse à l'île de Cythère; mais il y en a un très grand nombre dans les Itinéraires marins. Une chose à peu près certaine, c'est qu'à chaque *Trajectus* était attaché une compagnie de navigation avec service régulier. Il y en avait pour l'Egypte, l'Asie, la Grèce. On ne voyageait guère que dans la belle saison, de fin mars à novembre (2). Les plus suivies de ces traversées étaient celles d'Italie en Grèce, Macédoine et Epire, pays que l'on pouvait atteindre en s'embarquant à Tarente, à *Hydruntum* (Otrante), ou à *Brundusium* (Brindes). Ces trois ports se faisaient une vive concurrence pour attirer chez eux les voyageurs et les touristes. Tarente vantait son beau climat, son port magnifique, ses fruits (3). *Hydruntum* offrait le passage le plus court pour Aulona (Epire); c'est le chemin qu'avait

(1) Gruter, *Viarum et pontium*, pages 162-5.

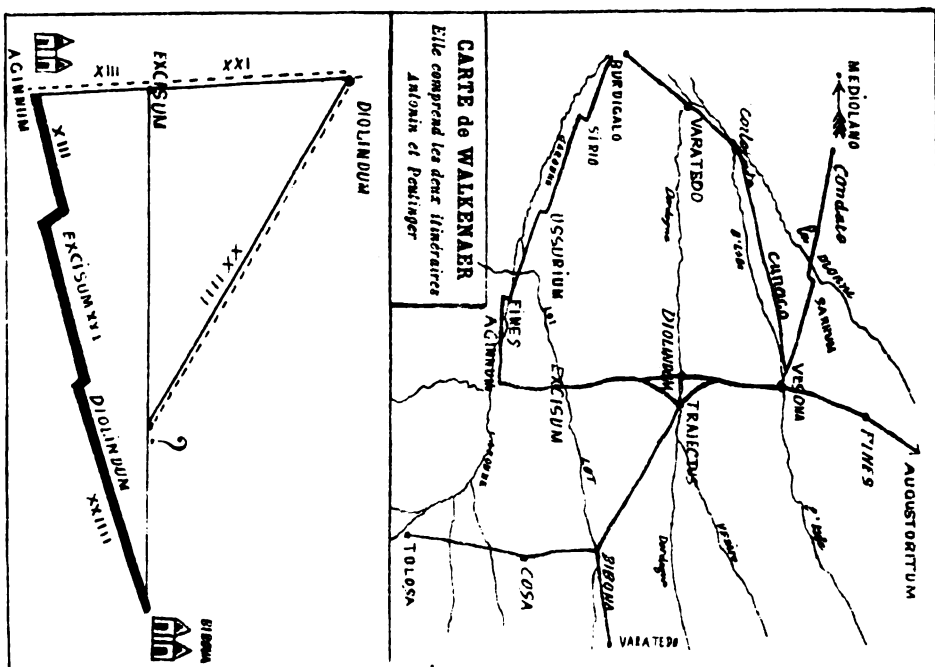
(2) Voyez Friedländer, *Mœurs des Romains*, tome II. — *Les Voyages*, page 344, et aussi Végèce, V, 9.

(3) *Portuque nobilis, mirabile situ*. Florus, coll. Nisard, page 628.



Carte de redressement de la Gaule, pour l'intelligence de la Table de Peutinger

F. DESJARDINS.



SCHEMA. — La ligne à gros traits est celle de la Table de Peutinger. Elle est la synthèse ou mélange des trois lignes ABINUM à DIOLINDUM — BIGNA à EXCISUM — DIOLINDUM à ? — Le capitale a suivi le pointille et a rabatté le tout sur la ligne à gros traits ABINUM — BIGNA en conservant les mêmes nombres.

suiwi, au retour, notre pèlerin bordelais. D'*Hydruntum* à Corcyre la traversée n'était qu'un jeu, et Cicéron l'avait faite, *ludibundus*, en s'amusant (1). Mais Brindes était le port le plus en faveur. Il faisait valoir son passage le plus sûr (*certiore transitu*), et sa fontaine dont l'eau était incorruptible (2).

Il n'y a rien de nouveau sous le soleil, et l'on songe, malgré soi, à nos trois ports de Calais, Boulogne et Dieppe, qui se disputent aujourd'hui, à coups de réclame, le trafic et les voyageurs de ce grand *Trajectus* moderne qu'on appelle la Manche.

III

TRAJECTUS ET DIOLINDUM.

La petite ville de La Linde, située à quelques centaines de mètres au dessous du *Trajectus*, est une bastide anglaise, construite en 1267 sur l'emplacement d'une très vieille paroisse du même nom. Elle a trouvé son historien dans l'abbé Gousiat, dont l'excellent ouvrage, *La Linde et les libertés communales*, 1884, rempli de documents puisés aux sources locales, ne laisse aux chercheurs futurs que peu de choses à glaner. Notre but n'est donc pas d'ajouter une page à cette histoire, mais d'élucider autant qu'il est possible, la question suivante : La Linde est-elle le *Diolindum* de la Table de Peutinger ? La ressemblance de nom est un indice, non une preuve. Il est probable que La Linde est l'héritière de *Diolindum*, et que c'est sous ce nom à peine altéré, qu'elle a traversé l'espace qui sépare la domination romaine de l'occupation anglaise ; mais pour cette époque obscure nous manquons de documents. La Table seule nous donne ce nom de *Diolindum* ; c'est donc dans la Table elle-même et dans son interprétation exacte, qu'il faut chercher la solution du problème.

(1) Nisard, *Lettres de Cicéron*, n° 297.

(2) *Incorruptas præstat aquas navigantibus*. Pline, II, 106-10. Pour ces trois ports, voyez les mots *Tarentum*, *Hydruntum*, *Brundisium* de la Table de Peutinger (Desjardins).

Il n'y a guère de *mansio* dont l'identification moderne ait donné lieu à autant de controverses que ce *Diolindum* de la Table. Disons d'abord que dans les deux premiers essais de publication de cette Table faits par Welser, chez les Aldes (Venise, 1591) (1), *Diolindum* eut l'infortune d'être oublié dans l'un et estropié dans l'autre sous le nom de *Brolindum*. Il fut placé par Welser au même lieu que *Trajectus*. En 1596, Ortelius d'Anvers, dans son *Thesaurus Geographicus* copie à peu près Welser. Il pense que *Diolindum* et le *Trajectus* ne font qu'une même station (2). Nous connaissons déjà l'opinion de d'Anville pour lequel la position de Pontours convient à *Trajectus* comme celle de La Linde à *Diolindum*. Walkenaër, Maltebrun, Reichard et Lapie, sont du même avis que d'Anville.

Les auteurs qui vont suivre s'éloignent de plus en plus de La Linde. D'abord, notre savant Leydet. Lui, du moins, ne s'en éloigne guère, comme on va le voir ; mais il a été séduit par l'erreur de Welser, reproduite par Ortelius (*Brolindum* au lieu de *Diolindum*) (3).

« La même voie indiquée dans l'Itinéraire d'Antonin par *Aginnum* et *Vesuna* pour aller à *Augustoritum* (Limoges) est reprise à *Excisum* par la Table de Peutinger. Cette branche traversant le territoire des *Petrocorii* allait à *Divona*, capitale des *Cadurci*. Ce qui peut indiquer que le *Trajectus* des *Petrocorii* était un lieu considérable. La Table compte XXI lieues gauloises après *Excisum* jusqu'à *Diolindum* ou *Brolindum* suivant Ortelius. Ces mesures itinéraires détermineront à placer cette dernière *mansio* à un lieu appelé Le Breuil, près du confluent de la Vézère. Non loin de là et proche d'un village nommé Sor, on aperçoit des restes de piles de pont lorsque les eaux de la Dordogne sont très basses. Il y a encore dans la plaine une espèce de digue ou chemin ferré pour aboutir à la rivière, que le sable et le cailloutage laisse à peine apercevoir ».

(1) Ce sont les *Schedæ* de Welser. *Scheda prior*, *Scheda postérieure* (*Scheda* ou feuillet).

(2) Dans son *Thesaurus*, Ortelius dit à l'article *Brolindum* ou *Diolindum* « *In trajectum Antonini incidere* », et à l'article *Trajectus*, « *Vide Diolindum* ».

(3) Bibliothèque nationale. — Manuscrits. — Fonds Périgord, tome XIX, page 15 et suivantes.

Ce mot Breuil, dont la ressemblance lointaine avec *Brolindum* a entraîné l'opinion de Leydet, n'a aucun rapport avec *Diolindum* ni même *Brolindum*. Pour M. de Gourgues, Breuil vient de *Brolium*, qui veut dire partie de forêt réservée à la chasse (1). Il y a 62 Breuil dans le département de la Dordogne, ce qui ferait beaucoup trop de concurrents au titre de *Diolindum*. Du reste, l'hypothèse de Leydet tombe surtout devant le texte si précis de Desjardins. C'est bien *Diolindum* qu'il y a sur la Table et non pas *Brolindum*.

Dans sa *Table de Peutinger* (texte et planches 1869-1874), ouvrage qui reste, bien qu'il soit inachevé, une des contributions les plus puissantes à l'étude des voies romaines, E. Desjardins ne donne pas son avis sur l'emplacement de *Diolindum*, du moins dans le texte. Dans sa carte de redressement il place cette *mansio* à La Linde (voyez la carte) ; mais, dans le tome IV de la *Géographie des Gaules*, 1893, page 148, le même auteur, continué par M. Longnon (2), place, au contraire, *Diolindum* à Belvès. C'était une opinion déjà émise par Ukert.

Les auteurs que nous venons de citer sont d'accord sur un point. On doit chercher *Diolindum* au nord d'Agen, sur la Dordogne ou près de la Dordogne, à La Linde ou près de La Linde. — Ceux qui vont suivre croient le trouver sur le Lot. On n'a qu'à jeter un coup d'œil sur la Table (voyez la planche coloriée annexée à ce travail), pour voir combien cette opinion est séduisante. La voie d'*Excisum* va directement vers *Bibona*, en trois brisures, de l'ouest à l'est ; elle semble suivre la même direction que le Lot. C'est donc sur le Lot qu'on a voulu chercher la station intermédiaire, *Diolindum*. Mais ici on se divise, car les distances ne concordent pas. La Commission de la carte des Gaules va chercher cette *mansio* à Dura-vel, tandis que Katanksic va jusqu'à Puy-l'Evêque. M. Grellet-Balguerie (*loc. cit.*, 1894), préfère un point indéterminé qui

(1) De Gourgues, *loc. citato*, au mot Breuil. *Brolium*, nemus in quo venatio ferarum exercetur, d'après Du Cange.

(2) M. E. Desjardins est mort en octobre 1886.

serait à cinq kilomètres au-dessous de Duravel. M. Castagné (*loc. cit.*, page 86), ne peut admettre, ce en quoi il a bien raison, qu'on ait passé par La Linde pour aller de Cahors à Agen et Bordeaux (1), et pour lui *Diolindum* n'est pas La Linde, mais Duravel. « Du *Diolindum* de l'époque romaine, dit-il, on a fait *Duri-Velleris* au moyen âge, et plus tard Duravel » Nous trouvons cette étymologie un peu risquée.

On sait que la Table fut copiée au ^{xiii}^e siècle par un moine de Colmar sur une Table plus ancienne ; on sait aussi qu'elle tomba entre les mains du savant Peutinger (^{xvi}^e siècle), dont elle a emprunté le nom (2). Sa forme très allongée a fait supposer qu'elle était la reproduction d'une carte murale (*orbis pictus*), qu'Agrippa avait fait peindre sur le portique d'Octavie. Il y aurait eu nécessairement des dressements successifs et celui que le moine copia pouvait dater de la fin du ^{iv}^e siècle, d'où le nom de Table Théodosienne qu'on lui donne quelquefois. Dans cette Table tout est en long. L'Empire romain, d'une longueur démesurée (6^m 80), y est écrasé en hauteur (34 centimètres). Personne n'a mieux caractérisé cette forme bizarre que Nicolas Bergier. Il la compare à ce que ferait un

(2) On peut en dire autant pour Belvès. On ne peut supposer qu'on ait passé par Belvès pour aller de Cahors à Eysse (Villeneuve-sur-Lot).

(1) Pour l'intelligence de ce qui va suivre, nous avons fait reproduire un fragment de la Table de Peutinger, d'après la belle carte de Desjardins, qui est la reproduction exacte de l'original déposé à l'Hofbibliothek de Vienne. Ce fragment représente un peu plus du quart de la Gaule, dans lequel tout notre Sud-Ouest se trouve compris ainsi que quelques contrées avoisinant la Loire. Il y a aussi une petite partie de l'Espagne et de l'Angleterre. Dans cette carte coloriée le texte est en noir, les montagnes en gris, la mer en vert rayé et les fleuves en bleu. Les routes sont indiquées par des traits rouges, et les chiffres romains marquent la distance en lieues gauloises d'une station à une autre. Les deux petites guérites accouplées indiquent les villes importantes, *civitates*. Les stations thermales (il y en a une en bas, à gauche, *Aquis (convenis?)* probablement Bagnères-de-Bigorre), se reconnaissent à leur toit rouge, leur piscine bleue et les fenêtres noires de leurs cabines. Le fond de la carte est jaune, c'est la couleur du parchemin. Tout a été reproduit, jusqu'à ces bizarres découpures blanches qui sont des piqûres de vers. Nous reproduisons également la carte de redressement du même auteur pour la concordance des noms modernes avec les noms anciens.

« pasticier d'une masse de pâte d'un pied de longueur et d'un demy pied de hauteur, s'il venoit à l'estendre de dix-huit pieds et demy de longueur sans rien adjoûter à sa largeur ».

On comprend le résultat de ce laminage géographique. Les mers, les fleuves, les montagnes, les routes, tout devient parallèle et va de l'ouest à l'est et réciproquement. A peine si l'on voit quelques routes esquisser faiblement une ligne oblique vers le nord. Il y a une confusion complète dans ce qu'on appelle les rapports géographiques. Les directions réelles sont presque toujours le contraire de ce qu'elles paraissent être sur la Table. Pour notre région (1), nous voyons le golfe de Gascogne (*Sinus Aquitanicus*) s'enfoncer profondément dans les terres, et la Garonne, qui vient de Lyon, passer successivement au-dessus de Vichy, Limoges et Périgueux. Cahors est cinq ou six fois plus près de Limoges que de Périgueux. Les peuples sont placés au hasard ; les Cadurques, par exemple (Quercy), se trouvent dans la banlieue de *Juliomagus* (Angers). Et quant aux routes, voici ce qu'en pense Desjardins, qui se montre bien sévère pour le moine de Colmar : « Il est évident qu'elles ont été conduites à travers le canevas primitif sans aucun souci des concordances. Coupant, tranchant dans le vif du dessin antérieur, le moine a tout copié sans rien comprendre ».

Si nous avons donné ces quelques détails sur la Table, détails que tous les archéologues connaissent bien, et dont on peut se rendre compte en examinant le fragment reproduit, c'est pour arriver à cette conclusion, que cette obligation de

(1) En ce qui concerne le Périgord et les régions limitrophes, les différences avec l'Itinéraire d'Antonin sont très marquées. *Vesunna* a gagné deux routes, celle de Bordeaux et celle de Saintes ; mais sa route d'Agen est coupée. Des noms nouveaux paraissent, tel *Diolindum* ; d'autres sont modifiés, tel *Augustoritum* (Limoges), qui perd son nom de bonne latinité pour l'abréviation déjà barbare d'*Ausrîto*. *Divona* (Cahors) devient *Bibona*. Nous croyons que pour *Bibona* il s'agit plutôt d'une erreur de prononciation. Les Gaulois fraîchement latinisés prononçaient le B pour le V. *Bibona*, *Bæda* pour *Divona*, *Vada*. Cette habitude s'est conservée dans les patois d'Aquitaine, dans celui du Quercy en particulier. Les Romains, que ces barbarismes amusaient, en faisaient des jeux de mots. « O felices populi, quibus vivere est bibere ».

tout dessiner en long, dans le sens horizontal, a forcé le copiste à abandonner tout rapport géographique, à couper suivant les routes en plusieurs tronçons, surtout celles qui se dirigent vers le nord, et aussi à mettre deux routes dans une seule. Nous nous en étions toujours douté en ce qui concerne *Diolindum*. Or, voici ce que nous dit le judicieux Bergier dans les lignes suivantes, qu'on croirait écrites pour notre thèse :

« Il y a 372 chemins dans l'Itinéraire, mais quant aux grands chemins figurez sur la charte, le nombre ne s'en peut sçavoir, à cause du meslange fréquent des dits chemins, et que l'on ne sçauroit iuger sur la dite charte, en quel endroit la plus part des dits chemins prend son commencement et sa fin, si on n'est aydé par l'Itinéraire d'Antonin qui détermine le commencement et la fin de chacun..... Partant, un chemin de l'Itinéraire semble estre coupé en deux ou trois dans la charte, si ce n'est à ce que nous venions à suppleer par raisson et opération de l'esprit, ce qui défaut à la veue et situation sur la dite charte ».

C'est le conseil que nous allons suivre.

Il y a sur l'Itinéraire d'Antonin une route de *Burdigala* (Bordeaux) à *Argentomagus* (Argenton), passant par Agen, *Trajectus* et Limoges. Nous négligeons, comme inutiles à notre démonstration, les stations entre Bordeaux et Agen et celles qui dépassent Limoges. Cette route existe aussi sur la Table. Elle passe par *Diolindum*. Pour les comparer, nous les figurons côte à côte :

ITINÉRAIRE D'ANTONIN.

Wesseling (p. 461).

TABLE DE PEUTINGER.

(Segment I-A).

BURDIGALA.....	Bordeaux.	BURDIGALO.....	Bordeaux.
.....			
.....			
AGINNUM.....	Agen.	AGINNUM.....	Agen.
EXCISUM XIII.	Eysse.	EXCISUM XIII.	Eysse.
TRAJECTUS XXI.	Drayaux-Pontfours.	DIOLINDUM XXI.	La Linde.
VESUNNA XVIII.	Périgueux.	— Ici le trait rouge manque —	
FINES XXI.	Firbeix.	VESONNA	Périgueux.
AUGUSTORITUM XXI.	Limoges.	FINES	Firbeix.
		AUSRITO	Limoges.

La concordance entre les deux routes est parfaite avec cette différence que le *Trajectus* d'Antonin est remplacé par le *Diolindum* de la Table, ce qui n'étonnera pas le lecteur qui sait qu'à ce moment, il n'y avait plus de *Trajectus* dans les Gaules. La même distance, XXI lieues gauloises, sépare *Trajectus* et *Diolindum* de la *mansio* précédente, *Excisum*. Il y a encore une autre différence entre les deux Itinéraires, celle dont nous sommes déjà prévenus par N. Bergier ; c'est que l'Itinéraire nous donne le chemin d'un seul jet, tandis que la Table le coupe en deux ; une première section va d'*Aginnum* à *Diolindum* et une deuxième de *Vesunna* à *Ausrito* (Limoges) ; les deux sections ne sont pas réunies par le trait rouge qui devrait exister entre *Diolindum* et *Vesunna*.

Est-ce un oubli ? Peut-être ; il y en a tant d'autres dans la Table ! Mais pour une fois nous trouverons un semblant d'excuse au moins de Colmar. Le trait qui réunirait *Vesunna* à *Diolindum* (voyez la Table) passerait par *Aginnum* et toucherait *Excisum* avant de toucher *Diolindum*. Ce comble de la discordance a sans doute effrayé le copiste. Il avait une autre raison, celle-ci bien meilleure. C'est que, au temps de l'Itinéraire on allait de Bordeaux à Limoges par Agen, tandis qu'au temps de la Table de nouvelles routes avaient été créées. Une de ces routes allait directement de Bordeaux à Limoges par Périgueux, et cette route la Table nous la donne toute entière. Ce trait qui nous manque aujourd'hui lui parut alors chose négligeable.

Walkenaër, malgré cet oubli de la Table, n'hésite pas à nous donner une route de Bordeaux à Limoges avec coupure à *Diolindum* (1).

Sa route n° 198 (p. 94), va de Bordeaux à La Linde. Elle est

(1) Dans l'*Introduction à l'analyse géographique*, qui semble être le testament scientifique de ce grand chercheur, Walkenaër nous apprend, p. LXV, qu'il a fait un travail pour chaque route avec une carte séparée pour chacune d'elle, accompagné de justifications. Ce travail qui nous eût été si utile, pour l'emplacement de *Diolindum*, n'a probablement jamais été publié. Il ne nous a pas été possible de le découvrir. Nous donnons le fragment de la carte de Walkenaër qui correspond à notre région. Il comprend l'Itinéraire et la Table,

complétée par une deuxième route (n° 199, p. 95) également tirée de la Table qui va de Périgueux à Limoges; et quant à celle d'Agen à Cahors passant par *Diolindum*, avec le chiffre XXI il s'exprime ainsi : « *Diolindum*, La Linde, en passant la Dordogne à Pontours. Le chiffre XXI appartient à l'Itinéraire de Périgueux qui n'a pas été complété ». On voit que Walkenaër associe ces deux noms La Linde et Pontours, c'est-à-dire le *Diolindum* et l'ancien *Trajectus*. On ne peut être plus net. Il est donc entendu que le *Diolindum* de la Table doit être nécessairement placé à côté du *Trajectus*; mais avant de prendre définitivement cette conclusion, nous allons discuter l'hypothèse qui place cette station sur le Lot, entre Eysse et Cahors.

La Table nous donne les trois noms suivants, avec le nombre de lieues qui les séparent :

EXCISUM Eysses.

DIOLINDUM (XXI) Duravel ou Puy-l'Evêque ?

BIBONA (XXIII) Cahors.

Ce qui veut dire qu'il y a XXI lieues (46 kil. 662 d'*Excisum* à *Diolindum* et XXIII lieues (53 kil. 338) de *Diolindum* à *Bibona*, soit en tout 100 kilomètres.

Si on accepte comme bonne cette donnée géographique de *Diolindum* sur le Lot, il faut accepter aussi les distances. Mais ici commencent des difficultés inextricables. De l'établissement d'Eysses au faubourg de la Barre, à Cahors, par la route nationale de Cahors à Tonneins, il y a 74 kilomètres. Comment placer les 100 kilomètres de la Table dans cet espace d'un tiers plus petit ? Surtout lorsqu'on sait que nos routes nationales sont en général plus longues que les voies romaines, ce qui accentue encore la différence. La question se complique également de cette coïncidence curieuse que Duravel, la station préférée, se trouve à peu près à moitié chemin de Cahors à Eysses, ce qui ne lui permet de s'accommoder ni des XXI ni des XXIII lieues de la Table. On a dit que ce chiffre XXIII était erroné parce qu'il était mal placé. Il est en effet placé au-dessous du trait rouge (voyez la Table), ce qui est exceptionnel; mais il ne peut appartenir qu'à l'intervalle

Diolindum-Bibona, puisque les deux stations au delà de Cahors, *Cosa*, sur la voie de Toulouse, et *Varatedo* sur la voie de Rhodéz ont chacune leur nombre de lieues bien établi.

Il est donc à peu près impossible, de par les distances, d'identifier *Diolindum* avec un lieu moderne sur le Lot. Il est certain cependant qu'il y avait une voie qui unissait Cahors et Eysses. M. Castagné, dans son intéressante notice, ne l'a pas seulement indiquée ; il l'a décrite, en remarquant les points où elle était encore visible, et les traces qu'elle avait laissées, tel le gué pavé de Néguebout. Il nous a donné aussi une description semblable pour une voie de Cahors à Périgueux qui se détachait de la précédente à Craissac et passait à Mongesty. Cette dernière localité paraît avoir été assez importante à l'époque romaine, d'après les restes antiques qu'on y voit encore.

Que sont devenues toutes ces voies dans la Table ? Nous l'avons fait pressentir plus haut. Ces voies, de directions diverses, ont été laminées et rabattues dans le sens horizontal. De la route Agen-Cahors, Agen-Périgueux, Cahors-Périgueux, le moine n'a fait qu'un seul chemin, sous un seul trait, et « sans rien comprendre », suivant l'expression de Desjardins puisqu'il nous laisse un nombre XXIII qui ne peut s'appliquer qu'à une voie inconnue. Il a marqué le chiffre et oublié le chemin, ou plutôt les chemins, « dont le nombre ne peut se savoir, à cause du mélange fréquent des dits chemins ».

Ici on nous permettra une hypothèse. Ces XXIII lieues, dont on ne peut trouver la place, expriment très probablement la distance de La Linde, ou d'un lieu non loin de La Linde, au point de raccordement des deux voies Cahors-Eysses et Cahors-Périgueux. Ce point serait Craissac (canton de Catus), ou peut-être Mongesty, qui est en effet à XXIII lieues gauloises de La Linde. Un simple coup d'œil jeté sur le schéma que nous avons établi fera mieux comprendre comment cette confusion des routes s'est produite.

En résumé, on voit qu'il n'est pas besoin de tourmenter les chiffres pour placer *Diolindum* à La Linde ; c'est à ce seul point que les XXI lieues gauloises peuvent s'appliquer. A

toutes ces preuves, La Linde peut en ajouter une autre, tirée de son nom même. En ces matières une similitude de nom ne peut suffire à établir une opinion ; on ne peut nier cependant qu'elle n'apporte un contingent de probabilité qui a sa valeur. Aucune autre localité de la région ne peut produire l'argument tiré du nom.

M. Desjardins, dans ses *Observations particulières sur la Gaule*, p. 78, pense que ces trois noms *Aginnum*, *Excisum*, *Diolindum*, sont d'origine indigène, c'est-à-dire gauloise. Est-ce bien vrai pour *Diolindum*, qui a tout l'air, au contraire, d'avoir une origine grecque. *Dio*, *Dios* est le génitif de *Zeus* (Jupiter), et la finale *Lindum* est un nom que l'on retrouve ailleurs que dans les Gaules. Il y avait un *Lindum* (*Lindos*, *Linda*), dans l'île de Rhodes, et nous avons trouvé deux autres stations romaines de ce nom dans les Itinéraires : une en Bretagne, *Lindum*, devenue le Lincoln moderne (1), et une autre en Asie-Mineure qui aurait donné naissance à une ville appelée *Calinda* ou *Calynda* (2). Il n'est donc pas téméraire d'avancer que *Diolindum* a une origine plutôt grecque. Au moyen âge elle perd sa première syllabe *Dio* et il ne reste que *Lindum*, *Linda*, *Lyndia*. Nous lisons dans les *Rôles Gascons* : *Castrum de la Lynde*, 1270; *La Lindia*, 1289; *Lindia vocatur vulgo La Linde*, 1331 (de Gourgues). L'abbé Goustat nous fait remarquer que jamais on ne voit dans les manuscrits La Linde écrit en seul mot ; la finale Linde est toujours séparée et quelquefois même se trouve seule : « la ville de Linde, la dite Linde ».

Il y a peut-être une origine commune à tous ces *Lindum* de la Géographie romaine, et l'abbé Goustat suppose même qu'il y aurait une parenté entre le *Lindum* de l'île de Rhodes et notre *Lindum* de la Dordogne. Cela

(1) Ce *Lindum* de l'Itinéraire d'Antonin est sur le chemin de *Londino* (Londres), *ad Vallum*. Wesseling, p. 475. — L'Anonyme de Ravenne (édition de Pinder et Parthey, Berlin, 1860, qui comprend aussi la *Guidoni Geographia*), l'appelle *Lindum colonia*, d'où Lincoln, p. 430.

(2) C'est l'Anonyme de Ravenne qui nous la donne (p. 104). *Lindum, in confinis Carie et Lycie, ubi sita est Calinda sive Calynda*.

ressemble, tout d'abord, à ces aimables hypothèses que les archéologues peuvent se permettre, et cependant nous avons pensé que celle-ci valait la peine d'être étudiée. Ce *Lindum* de l'île de Rhodes avait un temple dédié à Minerve. C'était un véritable musée, rempli de merveilles dont quelques-unes nous sont connues. On y admirait une statue en argent de Marcellus, le vainqueur de Syracuse (1); et la cuirasse, lin et or, du roi Amasys (2). On montrait aussi aux voyageurs émerveillés une coupe en ambre dont la forme rappelait exactement celle des seins de la belle Hélène (3), ce qui nous prouve que les touristes romains avaient l'admiration aussi facile que ceux d'aujourd'hui.

Quoi qu'il en soit, et c'est là que nous voulons en venir, quand on cherche à se documenter sur le *Lindum* de Rhodes, on voit que les auteurs n'en parlent jamais que pour son temple, de sorte que ce nom évoque naturellement l'idée d'un temple. La déduction est facile en ce qui concerne *Diolindum*. Nous n'insisterons pas sur ce point tout hypothétique et forcément très obscur; mais il est permis de supposer que le *Lindum* de la Dordogne avait lui aussi son sanctuaire, qui ne fut très probablement qu'un modeste *sacellum*. Nous savons même où il était situé; c'était sur la colline, rive gauche, en face La Linde, promontoire superbe, dominant tout le pays, entouré de forges gauloises. C'est la légende de saint Front qui nous vient en aide et nous l'apprend. On sait, en effet, que l'acte le plus considérable, ou tout au moins le plus connu, de la vie de saint Front, l'apôtre du Périgord, fut la destruction d'un dragon qui se trouvait à La Linde, sur la colline appelée aujourd'hui Saint-Front. L'apôtre édifia une chapelle sur l'endroit même où il avait tué le dragon, chapelle qui porta son nom et qui existe toujours. Or, il est probable que le dragon de La

(1) Plutarque, *Vie de Marcellus*.

(2) Herodote, *Thalio*, XLVII, traduction Larcher.

(3) Pline, XXXIII-24. *Adjicit Historia mammæ suæ mensura*. On y montrait aussi un Hercule, peinture de Parrhasius d'Ephèse. Pline XXXV, 36.

Linde n'était autre que le paganisme, représenté par ce temple devenu odieux à saint Front, qui était né, dit-on, dans le voisinage. Cette légende du dragon du paganisme détruit à La Linde et remplacé par une chapelle que nous avons encore sous les yeux, a presque la valeur d'un document.

Ainsi, l'étude approfondie de la Table, la comparaison de la Table et de l'Itinéraire, la concordance des distances, le voisinage du *Trajectus*, le nom même de La Linde et la légende qui s'y rattache, tout concourt à une même conclusion : La Linde est bien le *Diolindum* de la Table de Peutinger.

Docteur CHAUME.

LE MENU DE LA MARQUISE DE LA DOUZE

EN 1670.

Le menu que nous publions ci-après a été trouvé dans les papiers de notre ancien collègue M. le marquis de Sainte Aulaire. Il est écrit de la main de la marquise douairière de La Douze. Il fut adressé par elle, vers 1670, à son intendant François, au château de La Douze, en vue de quelques réceptions, peut-être celles de ses filles et de leurs maris, MM. de David, de Lastours, et de Taillefer, de Villamblard.

Si ce menu laisse à désirer sous le rapport de l'orthographe, il est intéressant par le détail des mets recommandés par la marquise, mais surtout par l'emploi qu'elle y fait de certains mots « périgourdins » mêlés au français et qui se sont perdus dans l'abaissement de notre idiome local.

Il n'est point surprenant que de tels mots soient naturellement venus sous la plume d'une grande dame périgourdine au XVII^e siècle. La marquise de La Douze, Charlotte de Thinnon, était fille d'un juge-mage et lieutenant-général en la sénéchaussée de Périgueux. Elle avait épousé, par contrat passé en notre ville le 2 mai 1628 Charles d'Abzac, marquis de La

Douze et baron de Vergt. De son temps, on parlait couramment la langue d'oc dans toutes les classes de la société.

Suscription : *A Franse, à La Douze.*

Fransoy,

Il faut que le premier potage souet de douze pignons avec des champignons et truffes et champignons.

Le segon plat, faut qu'il souet de douze poules avec les plus belles garnitures qu'il se pourra.

Il faut que unne asiète (1) souet pleine d'un potage avec des achis et champignons et truffes.

La seconde asiète, faut qu'elle souet d'un autre potage de la meme fason, mes il faut donne unne autre couleur affein quil ne souet pas semblable.

Il ne faut pas au premier service d'asiète sur la salière (2).

Le segon service faut qu'il souet d'un deinde boulie avec ses garnitures autan qu'il se pourra.

Le segon plat, faut qu'il souet de deux mambres de mouton, avec une sause et unne garniture et farsis coume je vous le dict.

La premiere asiète d'un ragout de perdris avec les angolivemant, qui se pourra.

La seconde asiète de dongaus (3), antiens et farsis avec des achis, de blan de chapon, du lar, des os et des œufs.

Sur la salière unne salade de sicorée, blanche avec des grenades, sans huile d'ollif.

Le premier plat de douze perdris avec cantité d'oranges et de poueure blan.

Le second plat de douze beguases, avec unne sause ordinaire.

La premiere asiète de douze rogues (4).

La seconde asiète de douze callies.

Unne asiète sur la salière de douze benaris (5).

(1) Quantité qu'une assiette peut contenir.

(2) Pièce de vaisselle.

(3) *Dounjau* ou *Jounjau*, orange.

(4) Râle de genet. On appelle encore cet oiseau râle rouge, à cause de la couleur de son plumage, ou roi des cailles (*Rei de calho*). *Rogu* pourrait aussi faire allusion à son cri rauque.

(5) Ortolan, dit *Benarrit* ou *Benourrit*.

L'ANTREMES.

Le premier plat de gelée.

Le segon d'anbouffs (1).

Le trouisième de trufes.

Le quatrième de piés de poursau ; mais il faut songer à les rendre tous en compote, et unne boune farce.

Le seinquième de blan manger.

Le sixième de cardes (2), si lia moyen.

La salière, une torte de moule de beuf, avec cantité d'ecorce de citron.

Unne petite asiète d'œuf si let.

Unne autre asiète de ganbon de Bayonne au autre choses.

Le fruit de parel nombre que l'antremes.

Gacop, si let venu, travaillera a sela si luy plet

Mes songes a diversifier les repas.

Tues les trouis moutons que je vous dis, le vau et toute la viande qui fet besoin, et travailies aus gelees, et fetes cuire un ganbon de Bayonne, quatre douzene de piés de poursa et des langues de poursa et con yaye de la viande de poursa et des tripes pour fere des boudeins et con n'oublie pas les andouillies et les sausises ; anfein songes a tout ce qui se peut fere de golit et fetes de la sause ver affein que vous ayes de tout se con peut demander, et noublies rien. Je vous anvoy des piés de vau et des mouelles de bœuf.

Fetes de la creme pour fere des tourtières et cantité de gelée et blan manger et des anbouffs.

A. DUJARRIC-DESCOMBES.

VARIA

RAPPORT SUR LE CONGRÈS DES SOCIÉTÉS DE GÉOGRAPHIE A BORDEAUX,
SEPTEMBRE 1907.

Le Congrès national des Sociétés de géographie de France, à l'occasion de l'Exposition, a tenu des assises brillantes.

La Section d'anthropologie, sous l'aimable présidence de M. de Panigau, a également tenu un Congrès particulier, qui a été marqué par le nombre des communications intéressantes.

(1) *Embouff*, beignet soufflé.

(2) Cotes de poirée.

M. Sirot, dans une note rapide, mais substantielle, donne des détails d'un grand intérêt sur les stations lacustres des lacs de Chalain et de Clairvaux (Jura).

M. Geor. Romain, du Havre, a envoyé une causerie sur un gisement chelléen de la plage du Havre, aujourd'hui recouvert par les eaux.

M. Dubus a donné quelques conseils utiles pour la recherche de l'identification des trouvailles archéologiques.

M. le docteur Verworn, directeur de l'Institut physiologique de Göttingen, a parlé d'un motif en spirale très employé dans l'art celtique.

M. René Cambier, de Charleroi, nous a transportés en Amérique par une étude sur le dieu Guetzetcoalt dont il fait un précurseur inconnu de Christophe Colomb, venu des Iles Canaries jusque sur les côtes du Mexique.

Toutes ces communications, fort attachantes, nous nous bornons tout simplement à les citer, préférant nous étendre plus longuement sur celles qui regardent notre région et particulièrement la Dordogne.

M. Peyrony, des Eyzies, dans une première note, *De l'usage du burin à l'époque paléolithique*, explique que c'est avec cet instrument que l'on détachait les alènes, les poignards, les aiguilles, etc., d'un os ou d'une corne, au moyen d'un va-et-vient latéral, qui, en usant l'os alternativement des deux côtés de la pièce à détacher, finissait par ne laisser celle-ci retenue que par une très mince cloison, qui cédait facilement à la pression. Complétant sa démonstration par l'exemple, M. Peyrony met sous les yeux des congressistes un canon de bœuf qu'il a travaillé dans ces conditions et achève même le travail en séance.

Dans une autre note, il fait une monographie très intéressante de la station originaçienne de Patary.

M. Grenier, du Fleix, donne des détails très précis sur les stations préhistoriques existant sur le territoire de cette commune ; il indique les emplacements, spécifie les diverses époques auxquelles appartiennent les pièces trouvées et indique leur facies lorsqu'elles en présentent un quelque peu particulier.

M. de Paniagua, de Bordeaux, s'attachant surtout à tirer des conséquences ayant trait à l'état social et à l'ethnologie des peuplades de l'âge du renne, lit un travail ayant pour titre : *Les signes tectiformes des cavernes à parois peintes ou gravées des Eyzies*. Il suppose que ces signes ne sont que des manières d'*ex-voto* gravés ou peints sur les murailles des sanctuaires souterrains, pour appeler la protection de la Divinité sur la hutte familiale lors de sa construction. Dans une assez longue digression très documentée, il parle des abris sous roche des Eyzies et estime qu'ils étaient occupés par une certaine catégorie d'ouvriers, peut-être appartenant à des clans théocratiques, qui avaient le monopole des ustensiles usuels.

Dans une seconde note, M. de Paniagua expose une série de déductions tendant à établir que l'on trouve dans l'occident de l'Europe, et notamment aux Eyzies, des preuves de la présence, dès les temps paléolithiques supérieurs, de la race hindoustannique des Toda.

Le Congrès n'aurait pas été complet s'il ne s'était pas occupé de la si intéressante question à l'ordre du jour, des éolithes.

On sait combien ces premiers *testimonia* de l'industrie humaine sont discutés et repoussés par un certain nombre de savants, qui paraissent bien être les descendants directs de ceux qui nièrent avec tant d'énergie et si peu d'à-propos les découvertes de Boucher de Perthes. Mais l'on sait aussi qu'ils sont défendus avec beaucoup de bonnes raisons par une pléiade de chercheurs consciencieux qui ont accumulé tant de preuves en leur faveur, qu'il devient aujourd'hui bien difficile pour ne pas dire impossible, de le nier.

Bien loin d'être mis de côté et rangés dans le domaine de la fable, ainsi que l'avait prédit M. de Lapparent, plus éminent géologue que préhistorien, ils sont presque généralement admis, et le dernier Congrès de Cologne vient de proclamer leur existence comme un fait acquis à la science.

Une communication de M. Rutot, le grand maître éolithique, a donné au Congrès de Bordeaux une nouvelle, qui est une primeur et a levé les derniers doutes. Jusqu'à ce jour, le suprême argument qu'on invoquait en désespoir de cause était que le criterium manquait ; maintenant, ce criterium est trouvé :

Le docteur Nortling, chargé d'une mission en Tasmanie par le gouvernement allemand, a découvert sur un assez grand nombre de campements des indigènes, aujourd'hui massacrés par la civilisation, un grand nombre d'instruments dont ils se servaient (il n'y a pas encore cinquante ans), et qui sont en tout absolument identiques aux éolithes *in situ* de l'occident.

D'autre part, le docteur Klaas, également chargé d'une mission, qui est en train de pénétrer jusqu'au cœur du continent australien, signale la découverte d'instruments semblables, et rien n'interdit de penser qu'il ne puisse trouver quelques autoctones, échappés au massacre général de leur race et se servant encore d'outils, d'armes et d'instruments à facies éolithiques.

M. le docteur Ballet, président de la Société préhistorique de France, autre vaillant défenseur des éolithes, démolit dans sa communication la théorie des pseudo-éolithes fabriqués par les broyeurs de Mantes, dont l'action produit seulement des retouches semblables à certaines retouches accidentelles que l'on retrouve sur des éolithes, à côté de traces réelles d'utilisation.

M. Conil, de Sainte-Foy-la-Grande, dans un travail d'une précision remarquable, indique les confins et la situation des terrass quaternaires con-

tenant des éolithes dans la vallée de la Dordogne, à partir de Gardonne jusqu'aux environs de Vélignes. Il explique que seules les terrasses moyenne et inférieure existent, la supérieure ayant disparu. Ce travail offre un grand intérêt, en ce sens qu'il est un puissant guide pour la recherche des éolithes et leur classement stratigraphique.

M. Dublange, du Fleix, s'occupant spécialement d'une station éolithique, fait la monographie des silex taillés à faciès éolithique de la station du Pont-de-Coutou, commune de Saint-Pierre-d'Eyraud. Il décrit l'aspect des éolithes que l'on trouve aussi bien dans une ballastière qu'à la surface du sol, et il tire de son étude des conclusions très rationnelles qui corroborent certainement les propositions avancées par M. Conil.

A. GRENIER.

NÉCROLOGIE

JOSEPH GRENIER DE CARDENAL

M. Joseph Grenier de Cardenal, que la mort vient de frapper subitement au moment où il prononçait un discours au banquet du Comice agricole de Villeneuve-sur-Lot, était un ancien de notre Compagnie. Ami de M. de Roumejoux et du général de Boysson, dont il décrivit la carrière dans sa notice nécrologique, il était membre de la Société archéologique depuis sa fondation.

Intelligence largement ouverte, il s'intéressait non seulement aux choses de sa profession, mais encore à toutes les œuvres de beauté et d'utilité sociale.

Né le 18 mars 1848 à Razac-d'Eymet, M. J. Grenier de Cardenal, après de solides études de droit, entra dans la magistrature, fut substitut à Lectoure, puis à Cahors. En 1880, lors des décrets du 29 mars, il démissionna et se fit inscrire au barreau de Villeneuve-sur-Lot, où ses grandes qualités lui valurent la sympathie de tous.

Il s'intéressait avec beaucoup de compétence à la technique et aux progrès des sciences agricoles. Il fit paraître différentes notices sur le métayage, sur les syndicats et sur les exploitations agricoles.

Ses études lui valurent de nombreuses récompenses.

D'abord lauréat de l'Académie de législation de Toulouse, il obtint la grande médaille d'or de la Société des Agriculteurs de France pour un *Essai sur le métayage* ; enfin, en 1907, il obtint de la même Société une médaille de vermeil pour une étude sur *Les différents systèmes d'exploitation agricole*.

S'intéressant beaucoup aux choses du passé, il aimait notre *Bulletin*, qui le tenait au courant de tous les travaux faits sur le Périgord, berceau de sa famille.

Nous lui devons diverses communications et les notices nécrologiques concernant M. de la Source et le général de Boysson.

Il est mort à 59 ans, emportant l'estime de tous ceux qui l'ont connu.

R. M.

M. GUSTAVE HERMANN.

C'est au triste privilège de l'âge et à la longue amitié qui nous unit pendant plus d'un demi-siècle, que nous devons aujourd'hui l'insigne avantage de retracer, au nom de la Société historique et archéologique du Périgord, la vie de notre regretté confrère Guillaume-Gustave Hermann, ancien maire de la ville d'Excideuil, ancien sous-préfet de Nontron, correspondant du Ministère de l'Instruction publique, officier de l'Instruction publique. Puissions-nous ne pas rester au-dessous de notre tâche, ce qui serait pour nous un regret à ajouter à celui que nous fait éprouver la perte irréparable que nous venons de faire.

Hermann vit le jour à Excideuil (Dordogne), le 8 août 1840. Sa famille était très honorablement connue dans la région et il était encore très jeune quand il perdit ses parents. Sa jeunesse se passa tout entière dans sa ville natale, où nous le voyons brillant élève du collège municipal. Un peu plus tard, il entre au lycée de Périgueux, où il se fait remarquer par sa précoce intelligence. Après de fortes études, où il eut pour concurrent le regretté docteur Gadaud, il conquiert ses grades universitaires. Nous le retrouvons à Paris, à la Faculté de Droit, où il se fait remarquer par son extrême facilité de travail.

Il s'adonne déjà à la poésie, poésie un peu légère, il est vrai, mais où se dessine l'idée d'un style clair, précis, élégant, qui, un peu plus tard, le poussera vers le journalisme. Il ne s'y attarde pas longtemps et les événements lui tracent une autre voie.

Le gouvernement de la République lui offre, en 1871, la sous-préfecture de Millau (Aveyron). Il refuse ce poste de confiance. Pourquoi ? Peut-être l'amour du sol natal l'a-t-il empêché d'accepter.

Ses concitoyens l'appellent au conseil municipal, puis à la mairie de sa petite ville, où il a laissé le souvenir d'un administrateur actif, intelligent et avisé. Un peu plus tard, il passa à la Justice de paix du canton d'Excideuil, où, pendant nombre d'années, il remplit ses fonctions, parfois délicates, à la satisfaction de tous.

Appelé au Conseil de préfecture de la Dordogne, il ne s'y fait que des amis, et, au bout de quelques années, le Gouvernement le récompense en lui offrant la sous-préfecture de Nontron, que, cette fois, il accepte.

Après plusieurs années de services publics rendus à l'Etat, il donne sa démission motivée et rentre dans la vie privée, en sa ville natale, où il restera jusqu'à sa mort. Le Gouvernement, reconnaissant enfin ses services, le nomme sous-préfet honoraire. Ici finit son rôle politique et nous pourrions nous arrêter là. Mais si la vie publique d'Hermann appartient à tous, sa vie privée appartient à sa famille et à ses amis, et nous ne voulons pas la laisser ignorer.

Républicain de la première heure, à l'époque où, comme il se plaisait à le dire, il y avait à l'être quelque danger, Hermann ne suivit que de fort loin l'évolution qui se produisit plus tard. Très large d'idées, très libéral, dans le sens le plus juste du mot, il aurait voulu la liberté pour tous et non pour un clan déterminé, et ceux qui l'ont présenté comme un fanatique des idées trop avancées, le connaissent peu ou le connaissaient mal. Du reste, sa fin chrétienne est une nouvelle preuve de ce qu'il était en réalité.

Sur ces entrefaites, s'était fondée la Société historique et archéologique du Périgord, et Hermann, que ses goûts et ses connaissances en histoire, en archéologie, et particulièrement en archéologie préhistorique, poussaient vers ces études intéressantes, fut un des premiers adhérents à la Société, et ce fut sous ses auspices et sa présentation que nous-même y entrâmes peu après.

Très érudit, brillant causeur, chercheur infatigable, il était fort apprécié de ses confrères. Notre *Bulletin*, comme l'on sait, lui doit un certain nombre de travaux intéressants. Aucun de nous n'a oublié que dans ces derniers mois, il a généreusement donné au Musée du Périgord un beau triens mérovingien. Cette pièce d'or, rarissime, unique peut-être, fut trouvée, il y a environ quarante ans, sur le territoire de la commune de Nailhac, près Hautefort, par le regretté docteur Lachaud. Sa veuve, notre belle-sœur, sur notre proposition, la donna à Hermann, qui, lui-même, l'a gracieusement offerte au Musée. C'est un des bijoux les plus riches de son riche médaillier.

Et, à ce propos, nous avons tout lieu d'espérer que la belle collection préhistorique de notre ami ne s'égarrera pas et viendra enrichir les vitrines du Musée, où l'attend une place d'honneur.

Dirons-nous les charmes de sa vie privée, partagée entre l'étude, ses chers livres, sa dévouée compagne, sa famille et ses amis, et aussi cette autre famille qu'était pour lui la Société archéologique du Périgord, où il s'était fait de précieuses relations et qui sera unanime à

le regretter ? Très bon de sa nature et très serviable, on ne pouvait lui faire plus de plaisir qu'en lui demandant un service, et comme il avait d'excellentes relations parmi les sommités gouvernementales, ses amis et même ceux qui ne l'étaient pas, en abusaient et avaient recours à lui, sûrs d'avance de son appui.

Lorsque malade, épuisé, il sentit que sa fin était proche, il ne refusa pas les secours de la religion qui lui furent donnés par le digne curé-doyen d'Excideuil, avec lequel il avait toujours entretenu les meilleures relations.

Peu après, il perdait connaissance et s'éteignait doucement dans la soirée du 3 mars 1908, à l'âge de 67 ans.

Dans ses dernières dispositions testamentaires, il ne veut ni fleurs ni couronnes, pas de discours, un seul drap mortuaire, celui de la Société de secours mutuels, dont il était depuis plusieurs années le président aimé et à laquelle il avait voué tous ses soins.

Puisse l'expression de nos regrets, être pour les siens et particulièrement pour la digne compagne de sa vie, une faible consolation dans leur légitime douleur. C'est un grand cœur, au service d'une intelligence d'élite qui disparaît.

A. BAREAU.



Deux planches accompagnent cette livraison : la 1^{re} représente la Table de Peutinger ; et la 2^e, une Carte de redressement de la Gaule, d'après Desjardins.

Le gérant responsable, H. ÉTOURNEAU.

BULLETIN

DE LA SOCIÉTÉ

HISTORIQUE ET ARCHÉOLOGIQUE

DU PÉRIGORD

PARAISANT TOUS LES DEUX MOIS.



TOME XXXV. — TROISIÈME LIVRAISON.



PÉRIGUEUX

IMPRIMERIE DE LA DORDOGNE, RUES AUBERGERIE ET DES FARGES.

Mai-Juin 1908.

SOMMAIRE

DES MATIÈRES CONTENUES DANS LA 3^{me} LIVRAISON.

	Pages
Séance mensuelle du jeudi 2 avril 1908.....	161
— du jeudi 7 mai.....	171
L'hôtel de Sallebœuf et ses seigneurs (M. le marquis DE CUMOND).....	183
Tableau de la Taille de Badefols-d'Ans pour l'année 1693 (M. E. COMTE).....	197
Notes et documents : Le Périgord aux Archives nationales, d'après les papiers du Contrôle général des finances (1682-1727) (M. R. VILLEPELET).....	211
VARIA. — Lettre relative au rétablissement du Parlement de Bordeaux en 1775	224
NÉCROLOGIE. — M. Adhémar de Labonne (M. le docteur MOREAUD).....	227

SÉANCES MENSUELLES
DE LA
SOCIÉTÉ HISTORIQUE ET ARCHÉOLOGIQUE DU PÉRIGORD

Séance du jeudi 2 avril 1908.

Présidence de M. le marquis de FAYOLLE,
président.

La séance est ouverte à midi et demi, dans la salle habituelle.

Sont présents : MM. Charles Aublant, le chanoine Brugière, Antony Délugin, Dujarric-Descombes, Charles Durand, le marquis de Fayolle, Féaux, René de Frémont, Roger de La Bastide, Lespinas, Henri de Montégut, le colonel de Montifault, le docteur Moreaud et Villepelet.

M. Bayle s'excuse par écrit de ne pouvoir assister à la séance, en étant empêché par les devoirs de sa fonction.

Le procès-verbal de la précédente réunion est lu et adopté.

Notre bibliothèque a reçu, dans le courant du mois dernier, les ouvrages suivants :

Comptes rendus des séances de l'année 1907 de l'*Académie des Inscriptions et Belles-Lettres*, bulletin de décembre, in-8°, avec une planche, Paris, librairie Alphonse Picard et fils ; où, p. 784, est indiquée une étude archéologique, offerte par notre érudit correspondant M. René Fage, sur les *Clochers à hourds du Bas-Limousin*, des églises de Saint-Chamant et de Saint Sylvain ;

Bulletin archéologique du Comité des Travaux historiques et scientifiques, année 1907, 2^e livraison, in-8°, avec planches, Paris, Imprimerie nationale ; Ernest Leroux, éditeur ; contenant, p. CXXX, le rapport de M. l'abbé Thédénat sur une forge antique près d'Excideuil, signalée par notre regretté confrère Gustave Hermann ; — p. CXXXIV, un rapport de M. le docteur Capitan sur un projet de fouilles à Laugerie-Haute, près des Eyzies ; — p. 184, la communication de M. Villepelet sur l'inventaire du mobilier d'un bourgeois et marchand de Périgueux, en 1428 ; — et, p. 219, une communication de M. Roger Drouault sur une *Marmite de bronze avec inscription du xvi^e siècle*, ayant une grande ressemblance avec celle qu'a publiée récemment M. de Fayolle dans notre *Bulletin* ;

Revue des Etudes grecques, tome XX, n^o 90, novembre-décembre 1907, in-8°, avec une planche, Paris, Ernest Leroux, éditeur ;

Congrès archéologique de France, LXXIII^e session tenue à Carcassonne et Perpignan en 1906, par la Société française d'Archéologie, un gros volume broché, in-8°, avec de nombreuses planches, Paris, Picard, libraire ; Caen, Delesques, imprimeur-éditeur, 1907 ;

Annales de la Société historique et archéologique du Gâtinais, 4^e trimestre de 1907, un fascicule en feuilles avec 6 planches, in-8°, Fontainebleau, Maurice Bourges, imprimeur breveté ;

Bulletin de la Société Nivernaise des lettres, sciences et arts, 3^e série, tome XII, 2^e fascicule, in-8°, à Nevers, chez M. Mazeron, libraire, 1907 ; contenant, p. 205, un *Petit guide du Computiste*, par M. Trameçon ;

Bulletins de la Société des Antiquaires de l'Ouest, 3^e série, tome I, 4^e trimestre de 1907, octobre-novembre-décembre, un fascicule in-8°, Poitiers, Lévrier et Bonamy, libraires-éditeurs ; où, p. 194, est publié par M. Pierre Clément, un mémoire sur *La Garde d'honneur de Poitiers sous le premier Empire* ;

Lou Bournat, bulletin mensuel de l'Ecole félibréenne du Périgord, tome III, 15^e livraison, mars 1908, grand in-8°, Périgueux, Imprimerie de la Dordogne ;

Automobile-Club du Périgord, bulletin officiel trimestriel,

6^e année, n^o 1, janvier-mars 1908, in-8°, avec une carte et une planche, Périgueux, imprimerie Ronteix ; contenant une poésie de M. de La Tombelle sur *La Soirée d'Ombres du 27 février* ;

Revue historique de Bordeaux et du département de la Gironde, 1^{re} année, n^o 1, janvier-février 1908, in-8°, avec planches, Bordeaux, Feret et fils, Mounastre-Picamilh, libraires ; où, dans son mémoire *A quelle époque appartient l'architecture religieuse girondine*, M. Brutails signale (p. 11), parmi les grandes écoles régionales se partageant la France de 1100 environ, l'école Périgourdine des églises à coupoles ;

Revue de l'Agenais, bulletin de la Société d'agriculture, sciences et arts d'Agen, 35^e année, janvier-février 1908, in-8°, avec trois planches, Agen, Imprimerie Moderne ; où, p. 23, dans un mémoire sur le château de Lauzun, M. Philippe Lauzun cite deux célèbres architectes périgourdins du xvi^e siècle, constructeurs du château de Cadillac, les frères Pierre Souffron, qui sont originaires de La Roque-Gajac, fils de Jean Souffron ;

Revue des Langues romanes, tome LI, janvier-février 1908, in-8°, Montpellier ;

De M. le marquis de Fayolle, la brochure contenant ses deux mémoires sur une *Marmite en bronze*, décorée de signes énigmatiques (xvi^e siècle), et sur une *Cloche en fonte du Musée du Périgord*, in-8°, avec planches, Périgueux, Imprimerie de la Dordogne, 1907, extrait du *Bulletin* de la Société archéologique du Périgord ;

De M. Bouilhac, les *Chansonnettes Montignacoises*, par Pierre Bouilhac, laboureur, précédées d'une notice biographique sur l'auteur par son petit-fils, brochure in-8°, Toulouse, imprimerie Vialelle et Perry, 1908 ;

De M. Dujarric-Descombes, le journal *l'Union Sarladaise* du 13 mars 1908, contenant le *Discours* qu'il a prononcé le 8 mars, à Sarlat, à un banquet félibréen ;

De M. Gabriel Lafon, la *Chronique des Arts*, du 8 février 1908, contenant un article bibliographique sur ses deux publications relatives à l'ex-conventionnel Bouquier ;

Et de M. Emile Bayle, sa brochure sur *Une commune rurale*

du Périgord depuis le xiii^e siècle, Saint-Pierre-de-Chignac, in-8°, Périgueux, Imprimerie de la Dordogne, 1908, extrait du *Bulletin* de la Société.

Des remerciements sont votés aux donateurs.

M^{me} Gabriel Charavay nous adresse les deux numéros de mars et d'avril de sa *Revue des Autographes*, dans lesquelles figurent quelques noms périgourdiens :

Dans celle de mars, une pièce datée de Douai, le 26 avril 1697, et signée par Louis-Charles d'Hautefort, marquis de Surville, général connu par sa belle défense de Tournai en 1709 ; — une fable de Pierre Lachambeaudie, *le Torrent*, autographe signé ; — une belle lettre de Pierre III de La Romagère de Ronssecy, évêque de Tarbes, datée de Tarbes le 29 septembre 1752, où il parle de la vente des bois de Vallabaye, et une minute originale adressée à la marquise de Rothelin ; — et une curieuse lettre, datée de Londres, le 3 juillet 1864, d'Orélie-Antoine de Tounens, roi d'Araucanie.

Dans celle d'avril, une lettre de Jacques Nompar, duc de Caumont La Force, maréchal de France, un des plus célèbres capitaines protestants des règnes de Henri IV et de Louis XIII, adressée au président de La Tresne, à Bordeaux, et datée du 14 juillet 1648 ; — une pièce signée à Paris le 15 juillet 1614, par Jean de Gontaut, baron de Biron ; — une intéressante lettre scientifique, datée de Lyon le 13 septembre 1789, de Marc-Antoine-Louis Claret de Fleurieu de La Tourrette, savant naturaliste, ami de Jean-Jacques Rousseau, Jussieu, Linné et Haller ; — 12 lettres de Joseph Mérilhou, avocat et homme politique, né à Montignac en 1788, au général Gourgaud, au baron Bignon, au duc Decazes et à divers, 1829-1849. Il fut ministre de l'Instruction publique et de la Justice au début du règne de Louis-Philippe ; — et trois pièces signées à Montpellier, 1771-1787, par le comte de Périgord, le dernier commandant en Languedoc.

La Société l'*Union littéraire et artistique de Cahors* nous communique son programme du 6^e concours des jeux floraux de 1908, qu'elle organise. Nous le tenons à la disposition de nos confrères.

La *Société des Etudes historiques* (square de Luynes, 2, à Paris), nous communique également le sujet de son concours du prix Raymond qui doit être préparé avant le 1^{er} mars 1909: « Etude critique de la valeur documentaire d'un ouvrage de Mémoires historiques, choisis parmi les plus importants, déjà publiés, et relatifs au dix-huitième ou au dix-neuvième siècle ».

L'assemblée apprend avec plaisir la distinction accordée à notre confrère M. Lucien DELPECH, archiviste-adjoint du département, qui vient de recevoir les palmes d'officier d'académie, et lui envoie ses sincères félicitations.

M. Louis MÈGE-LAVIGNOTTE, élu membre titulaire dans la précédente réunion, adresse ses remerciements à la Société et à ses deux parrains, « dont l'un, M. Dujarric était un vieil ami de son père. Il craint fort de n'être pour nous qu'un bien modeste collaborateur. Mais il souhaitait vivement, et il considérait comme un pieux devoir de prendre au milieu de nous, la place que pendant tant d'années a occupée son regretté père. »

En lisant le procès-verbal de notre séance d'août (*Bulletin*, 1907, p. 329), notre laborieux confrère M. Joseph DURIEUX exprime un doute qui lui est venu et qu'il soumet à notre distingué confrère M. Féaux. « A ma connaissance écrit-il, il n'existe pas près de Mareuil, d'endroit appelé Beaufort. Les objets de l'époque du bronze, récemment acquis pour les collections du Musée, pourraient provenir peut-être du vallon de Beaufort, situé commune de Saint-Front-de-Pradoux, auquel se référerait précisément une communication de M. Hautier, faite à notre Société en 1888 (*Bulletin*, p. 209).

« La confusion, s'il y a réellement confusion, serait d'ailleurs très explicable, le même M. Hautier ayant été conducteur des ponts et chaussées à Mareuil ».

M. ESCANDE nous signale dans une brochure de l'abbé Delpeyrat, *Essai historique sur l'ancienne paroisse Saint-Augustin de Carsac*, qui a paru à Sarlat en 1878, un chapitre intitulé :

Les baignoires romaines de Carsac. Il existe en effet, près de Carsac, sur un coteau abrupt qui domine la vallée de l'Enéa, au-dessus d'un vieux moulin, une série d'excavations creusées dans le roc, appelées dans le pays *loï plèbiounos*. Elles sont aujourd'hui couvertes de terre et leur orifice seul est visible au ras du sol, assez nombreuses, rapprochées dans un espace restreint, sans trop de symétrie, isolées ou réunies d'une façon bizarre, toutes situées à proximité des ruines d'un aqueduc gallo-romain. L'abbé Delpeyrat voit là des baignoires plébéiennes.

Notre zélé confrère pense que ces nombreuses excavations peuvent permettre bien des suppositions : sont-ce des silos, des mesures féodales, des pressoirs ou des vestiges de quelque industrie oubliée du moyen-âge, ou simplement des trous laissés dans le rocher par l'extraction de la pierre destinée à former des colonnes ou des récipients monolithes ? Mais non des baignoires dans un rocher sans canal pour l'écoulement des eaux.

M. LE PRÉSIDENT est allé visiter ces excavations, situées sur la pente d'un coteau, dans son voyage de Carlux, l'année dernière ; il pense tout simplement que ce sont des excavations d'où ont été extraites autrefois des pierres meulières.

M. Charles DURAND veut bien nous proposer de nous mener, après la séance, voir ses nouvelles découvertes faites dans les terrains de Vésone et au Château-Barrière, et consistant en un assez grand fragment de mosaïque situé près d'une autre qui a été enlevée, il y a quelques années ; au même endroit, un bassin d'atrium de villa ou piscine, ayant des contours demi-sphériques ; au Château-Barrière, un bel autel à Mercure et une colonne d'un beau dessin présentant une femme en relief.

L'assemblée accepte avec empressement la proposition.

M. LE PRÉSIDENT met ensuite sous nos yeux une nouvelle marmite en bronze, datant comme celle de l'année dernière du *xvi^e* siècle, plus petite, de la même forme, et provenant de la même région. Cette marmite appartient à notre confrère

M. Carvès ; elle est depuis longtemps dans sa famille ; elle a été fondue à Belvès et est en bon état de conservation.

M. Charles Aublant présente aussi, de la part de M^{lle} Irène FAURE, divers petits objets, trouvés dans une maison en construction à Ribérac, un petit crucifix moderne et des médailles en porcelaine.

M. le capitaine CAZALAS a bien voulu prendre la peine de remplir quelques lacunes dans les notes de l'inventaire du mobilier d'un bourgeois de Périgueux en 1428, publié par le Secrétaire général.

Art. 12. — *Duos traffogiers*. — Les traffogiers étaient des chenêts ou landiers (Mistral, dial. Quercy), et non des plaques de cheminées. Ce sens est confirmé d'ailleurs par l'art. 149 : *Duos caminones sive traffogiers*. *Caminones*, *caminos* en dialecte gascon, signifie des chenêts (Mistral).

Art. 27. — *Duos grossos et quatuor folhetas argenti deauratas*. — Il semble difficile d'y voir, au moins uniquement, des pièces de monnaie, comme on l'a proposé. Le gros était une monnaie allemande ; dans d'autres pays d'Europe, c'était un poids. Le sens précis de *grossos* m'échappe, mais *folheta*, c'est la pinte, qui éveille par extension l'idée d'aiguière, de tasse ? L'ensemble du lot semble donc avoir compris de la vaisselle en vermeil (*argenti deaurata*).

Art. 30. — *Juponem de hosteda de pertico*. — Un jupon (soit un jupon de femme, soit plutôt des chausses bouffantes d'homme), de futaine bleue (bleu *pers*, teinture au pastel).

Art. 102. — *Aureilher factum ad modum de scax*. — Au *quid* ? du renvoi on peut répondre sans aucun doute qu'il s'agit d'une étoffe à carreaux (*scax*, échiquier) ; comparer par opposition à l'art. 10, *ad modum barrarum*, étoffe rayée, et à l'art. 192, *unam barratam et aliam a escaxs*.

Art. 122. — *Unam frachissam argenti deauratam*. — Un collier (*frachis*) d'argent doré. Le *frachis*, mentionné dans certains auteurs, paraît avoir été une sorte de collier fait de pièces enfilées.

Art. 127. — *Borsam in quâ est del frachum... argenti*. — Ne s'agirait-il pas d'argent taillé en morceaux d'un poids déterminé (peut-être des pièces coupées pour faire de la monnaie divisionnaire, comme cela a été pratiqué dans certaines occasions) ?

Art. 238. — *Duas pecias cordonum de foytz*. — Deux pièces de cor-

delat de Foix ; le cordelat de Foix était une étoffe très répandue dans tout le midi de la France (espèce de treillis à côtes).

LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL remercie M. le capitaine Cazalas de ses observations qu'il utilisera en corrigeant aujourd'hui même les épreuves du tirage à part que lui donne le Comité des Travaux historiques.

M. DE MONTÉGUT nous apporte aujourd'hui la copie du fouage levé par le Prince de Galles en 1365, qu'il nous avait promis depuis plusieurs années. Ce document important, écrit en latin et tiré de la collection Périgord, de la Bibliothèque nationale, fonds Lespine, tome 88, sera publié dans le *Bulletin*. Notre confrère voudrait, s'il était possible, y joindre une carte des nombreuses châtellenies du Périgord et des 607 paroisses indiquées dans cette pièce, qui nous fournit de précieux renseignements sur le chiffre total de la population et la situation financière à cette époque.

M. de Montégut nous communique aussi une courte notice qu'il accompagne d'un beau portrait, sur le baron Louis de Chabans, seigneur du Maine, de la Bordonaye en Champagne, un des favoris de Louis XIII, qui le nomma conseiller d'Etat, gentilhomme ordinaire de sa Chambre, gouverneur de Ste-Foy et de Mussidan, maréchal de ses camps et armées et son ambassadeur à Venise. Il est l'auteur de plusieurs écrits qui ont été énumérés dans la *Bibliographie générale du Périgord*.

Notre érudit confrère nous apporte encore une note biographique sur l'abbé de Magnac de Neuville, aumônier du Roi et prévôt de Cassel en Flandre, au xviii^e siècle, qui dut naître au château de Premilhac, paroisse de Saint-Sulpice-d'Excideuil vers 1726, et mourut à Excideuil en 1793. Sa famille possédait les seigneuries de Premilhac, la Brousse et Ygonnie, et dans la ville d'Excideuil un hôtel noble appelé de Neuville. On sait qu'il possédait une fort belle bibliothèque. Un de ses arrière-neveux, M. Damond, médecin-major au 50^e d'infanterie, à Périgueux, possède un beau livre d'Heures, manuscrit enluminé en provenant et portant son *ex-libris* avec ses armes. M. de Montégut pense qu'il le communiquerait volontiers à la Société.

M. le docteur MOREAUD nous rappelle que, dans une des dernières séances, M. Joseph Durieux nous a parlé d'un brave officier, originaire de Saint-Apre, Léonard Courtraize, proposé pour l'ordre impérial des *Trois Toisons d'Or*.

« Léonard Courtraize, nous dit-il, né avant 1776, époque où commencent les registres de l'état-civil conservés à Saint-Apre, était fils de Pierre Courtraize, dit La Douceur, maître-maçon, natif de la paroisse de Saint-Martin-le-Redon, diocèse de Cahors (aujourd'hui section de la commune de Dura-vel, canton de Puy-Lévêque (Lot) ; décédé à l'âge de 43 ans, le 22 octobre 1781, et de Antoinette Rouchaud, décédée le 6 janvier 1794, à l'âge de 47 ans.

« Antoinette Rouchaud était fille de Léonard Rouchaud, sacristain, et de Marie Bouilhère. — Sa sœur, Marie Rouchaud était mariée à Claude Le Troublon, marchand et maître-charpentier, originaire de la Franche-Comté, ancêtre de notre confrère le docteur Puygauthier. — En 1784 et 1786, Léonard Courtraize fut parrain d'enfants de Claude Le Troublon, qui étaient ses cousins-germaines. Il épousa, d'après ses publications à la mairie de Saint-Apre du 10 ventôse, an X, Juliette Villedary, fille de François Villedary et de Marie Fougeron, demeurant conjointement au bourg de Saint-Privat. Sur ces publications il est qualifié *militaire* ».

M. le docteur Moreaud nous signale un autre brave officier, de la même époque, aussi originaire de Saint-Apre : Jacques-Martin Lamy, chef d'escadron, tué le 12 février 1806, en Italie. Acte de décès transcrit le 7 avril 1806 sur les registres de l'état-civil de la commune de Saint-Apre.

Aujourd'hui, douze février mil huit cent six, à sept heures du soir, se sont présentés par devant nous, Jacques-Paul Marchand Du-chaume (?), sous-inspecteur aux Revues, employé à l'armée de Naples, faisant fonction d'officier de l'état-civil : MM. Henri Tascher-Lagrangère, adjoint au grand maréchal du palais et faisant fonction d'aide de camp de S. A. I. le prince Joseph, âgé de 33 ans, né à la Martinique, demeurant à Paris, département de la Seine ; Jean-Antoine Teunet (?), lieutenant au dixième régiment du corps impérial d'artillerie à pied, né à Estenol (?) département du Doubs, âgé de 36 ans ; le nommé Jean-Baptiste Albe, soldat au sixième régiment de

chasseurs à cheval, né à Givonne, département des Ardennes, âgé de 31 ans, et employé en qualité d'ordonnance. Lesquels nous ont déclaré que ce jourd'hui, environ cinq heures du soir, a été tué en allant en parlementaire Jacques-Martin Lamy, chef d'escadron, aide de camp du général de division Reignier (?). âgé de 33 ans, né au Bos-du-Pic, département de la Dordogne, employé au corps d'armée de Naples, marié à demoiselle Elizabeth Darolle (?), née à Toulon, département du Mont-le-Libre, domiciliée à Toulon, de laquelle est né de légitime mariage avec Jacques-Martin Lamy, un enfant mâle âgé de onze mois, également domicilié au dit Toulon.

De laquelle déclaration nous avons signé le présent acte et qu'ont signé les témoins susdits, moins le chasseur du sixième régiment à cheval, nous ayant déclaré ne savoir signer, a fait une croix en notre présence et de celle des soussignés.

Nolles de Gaëte, le 12 février, 1806.

« Jacques-Martin Lamy était fils de Jean-François Lamy, originaire de Château-l'Evêque, et de dame Marie Gravier ou Dugravier (ces deux termes sont employés dans les différents actes), née à Ribérac.

« Son acte de naissance antérieur à 1776, ne se trouve pas à la mairie de Saint-Apre.

« Il n'était pas encore militaire en 1789, car cette mention n'est pas portée sur le baptême du 2 juin 1789 de sa nièce Pétronille-Agathe l'Ami (orthographe du prieur Labonne pour tous les membres de cette famille). Il était chef d'escadron en l'an XII; il figure comme témoin le 3 brumaire de cette année, dans l'acte de naissance de son neveu Pierre-Victorien Lamy, et y est désigné comme aide de camp et chef d'escadron au 3^e régiment de dragons.

« Son frère qui, comme leur père, portait les prénoms de Jean-François, prenait le titre d'avocat ou d'homme de loi; il fut président de la municipalité cantonale de Montagrier, président de l'administration du district de Ribérac et maire de Saint-Apre.

« Jacques-Martin Lamy avait aussi une sœur, Pétronille Lamy, mariée le 27 octobre 1783, avec Jean-Baptiste Bardi-Delille, docteur en médecine, à Gouyas, commune de Montagrier, et grand-père de M. le docteur Bardi-Delille, maire de Périgueux, décédé en 1878 ».

Enfin, M. LE PRÉSIDENT nous apprend qu'il a reçu ces jours-ci, de M. Walter Hussey-Walsh le *Pedigree of the family of Hussey Walsh of Cranagh and Mulshussey* et qu'il l'en a remercié.

« Cette généalogie, nous dit M. le Président, intéresse le Périgord en ce que deux membres de la famille Hussey se sont établis en Périgord au XVIII^e siècle; l'un d'eux s'y est marié et ses descendants y vivent encore.

« Je dois à l'obligeance de M. W. Hussey-Walsh les renseignements concernant la descendance féminine qui ne sont pas mentionnés dans la généalogie imprimée. Les familles Walsh et Hussey sont toutes les deux originaires d'Irlande où leur noblesse est ancienne. Des membres de ces deux familles vinrent en France à la suite de la persécution religieuse du XVII^e siècle et y servirent la France avec éclat. La dernière de la famille Hussey demeurée en Irlande, Marguerite, épousa, en 1787, Patrick Walsh, qui joignit à son nom patronymique celui de Hussey que ses descendants ont conservé en le faisant précéder celui de Walsh.

« Un membre de cette famille Nicles Hussey, capitaine au régiment de Lally, chevalier de Saint-Louis, marié à Constance Dempster, d'Abbeville, s'établit à Montignac; il eut plusieurs fils, tous officiers dans la brigade Irlandaise au service de la France, et une fille Catherine, mariée le 26 juillet 1783 à Pierre de Veaux, chevalier de Saint-Louis; elle mourut le 28 septembre 1838.

« De ce mariage provint une descendance que plusieurs d'entre nous ont connue ».

La séance est levée à trois heures.

Le Secrétaire-général,
Ferd. VILLEPELET.

Le Président,
M^{re} DE FAYOLLE.

Séance du jeudi 7 mai 1908.

Présidence de M. le marquis de FAYOLLE,
président.

La séance est ouverte à midi et demi dans la salle habituelle.
Sont présents : MM. Auché, Bayle, Benoît, le chanoine Bru-

gière, Emile Contaut, Antony Délugin, Dujarric-Descombes, Jean Dupuis, le marquis de Fayolle, Féaux, le colonel de Montifault, le docteur Moreaud, Gabriel Pasquet et Villepelet.

M. le comte de Saint Saud s'excuse par écrit.

Le procès-verbal de la précédente réunion est lu et adopté.

A l'occasion de cette lecture, M. LE PRÉSIDENT nous rappelle que, sur l'invitation de M. Charles Durand, la Société s'est rendue, après sa séance du 5 avril, sur le lieu des fouilles dans les jardins de Vèsone, et a donné sa complète approbation aux travaux si intelligemment conduits par notre zélé et érudit vice-président.

Toujours à l'occasion de cette même lecture, M. FÉAUX nous dit « que M. Joseph Durieux a très probablement raison quand il pense que les objets trouvés à Beaufort et acquis par le Musée de Périgueux, doivent provenir de Beaufort, commune de Saint-Front-de-Pradoux, et non d'un Beaufort des environs de Mareuil, dont il ne connaît pas l'existence.

» M. Hautier père, l'auteur de la trouvaille des objets dont il s'agit, avait, en effet, exploré avec soin les environs de Musidan, qu'il a habité ; mais il a résidé plus tard à Mareuil, et c'est par suite d'une erreur, d'ailleurs très explicable, que son fils aura indiqué comme trouvés dans le voisinage de sa dernière résidence des objets étiquetés simplement : Beaufort.

» Son attention ayant été attirée sur ce point, M. Féaux a consulté l'agent-voyer du canton de Mareuil qui, lui aussi, a déclaré ne pas connaître ce lieu-dit ».

Notre bibliothèque a reçu, dans le courant du mois dernier, les ouvrages suivants :

Bulletin de l'Académie royale d'Archéologie de Belgique, 1907, V, un fascicule in-8°, avec planches, Anvers, imprimerie Van Hille de Backer, 1908 ;

La Picardie historique et monumentale, tome IV, n° 1, Arrondissement d'Abbeville, canton de Gamaches, notices par MM. des Forts et de Guyencourt, in-folio, en feuilles, avec de belles héliogravures, Amiens, imprimerie Yvert et Tellier ; Paris, librairie Picard et fils, 1907 ;

Album archéologique, 16^e fascicule, la Picardie à l'Exposition des Primitifs français, III, in-folio, avec héliogravures de peintures sur parchemin, Amiens, imprimerie Yvert et Tellier ;

Mémoires de la Société des Antiquaires de Picardie, 4^e série, tome V, un gros volume broché, in-8^o, Paris, Picard fils et C^{ie}, libraires-éditeurs ; Amiens, imprimerie Yvert et Tellier, 1908 ;

Mémoires de la Société des Antiquaires de Picardie, documents inédits concernant la province, tome XVII ; — documents inédits concernant la ville et le siège du bailliage d'Amiens, extraits des registres du Parlement de Paris et du Trésor des Chartes, par M. Edouard Maugis, tome I^{er}, xiv^e siècle (1296-1412), in-4^o, Amiens, Yvert et Tellier, imprimeurs ; Paris, Picard fils et C^{ie}, libraires-éditeurs, 1908 ;

Mémoires de la Société d'Archéologie lorraine et du Musée historique lorrain, tome LVII (4^e série, 7^e volume), 1907, un volume broché in-8^o, avec planches, Nancy, Crépin-Leblond, imprimeur-éditeur, 1907 ;

Comptes rendus des séances de l'année 1908 de l'*Académie des Inscriptions et Belles-Lettres*, bulletins de janvier et de février, deux fascicules in-8^o, avec illustrations, Paris, librairie Alphonse Picard et fils ; où, dans le premier, p. 7, sont décrites par le P. de Jerphanion, les églises souterraines monolithes de Gueurémé et Soghanle en Cappadoce ; et, p. 46, dans le rapport sur la fondation Piot, M. Pottier signale les travaux de nos correspondants M. l'abbé Breuil et le docteur Capitan dans les grottes du Périgord ; — et dans le second, p. 95, M. Havet offre à l'Académie, de la part de M. le docteur Armaingaud, un opuscule intitulé : *La Boétie, Montaigne et le Contr'Un*, ainsi que la *Réponse* de l'auteur à une critique de M. Reinhold Dezeimeris ;

Revue des Etudes grecques, tome XXI, n^o 91, janvier-février 1908, in-8^o, avec illustrations, Paris, Ernest Leroux, éditeur ;

Bulletin de la Société nationale des Antiquaires de France, 1907, un volume broché, in-8^o, Paris, Klincksieck, libraire ;

Bulletin de la Société archéologique et historique de l'Orléanais, tome XIV, n^o 189, 3^e et 4^e trimestres de 1907, un fascicule, in-8^o, Orléans, librairie Marron ;

Mémoires de la Société archéologique et historique de l'Orléanais, tome XXXII, un volume in-8°, avec vignettes, Orléans, librairie Marron, 1908 ;

Bulletin et Mémoires de la Société archéologique du département d'Ille-et-Vilaine, tome XXXVII (2^e partie), un fascicule, in-8°, Rennes, imprimerie Eugène Prost, 1908 ;

Bulletin de la Société archéologique de Nantes et du département de la Loire-Inférieure, année 1907, tome XLVIII, 2^e semestre, in-8°, Nantes, imprimerie Dugas et C^{ie} ;

Bulletin de la Société archéologique et historique du Limousin, tome LVII, 2^e livraison, in-8°, avec vignettes, Limoges, imprimerie et librairie limousines Ducourtieux et Gout, 1908 ; contenant la suite de l'*Histoire de l'abbaye de Grandmont*, qui nous intéresse, et où est cité, p. 427, un couvent de Vessières, dans le diocèse de Sarlat, que nous ne connaissons pas ; — et p. 501, la troisième et dernière partie du mémoire de M. Paul Ducourtieux sur *Les Voies romaines en Limousin*, entr'autres sur la voie de Périgueux à Poitiers, par Nontron, Chassenon et Charroux, et sur la voie de Périgueux à Clermont, par Tintignac et Ussel ;

Bulletin de la Société « les Amis des sciences et arts » de Rochechouart, tome XVI, n^o II, in-8°, Rochechouart, imprimerie Dupanier frères, 1907 ; contenant une étude de M. Masfrand sur *Les échanges pendant la période néolithique* et un mémoire de M. de Resbecq sur *Le Plateau de Chdlus* ;

Revue de Saintonge et d'Aunis, bulletin de la Société des Archives historiques, 28^e volume, 2^e livraison, 1^{er} avril 1908, in-8°, avec portrait, Saintes, librairie Prévost, et la Table des matières de l'année 1907 ; à la 4^e page de la couverture, la Société annonce qu'elle a le projet de venir visiter, le 21 juin, Périgueux, Saint-Front, les Musées, la Tour de Vésone, les Murailles ;

Lou Bournat, bulletin mensuel de l'Ecole félibréenne du Périgord, tome III, 16^e livraison, avril 1908, grand in-8°, avec portrait, Périgueux, Imprimerie de la Dordogne ; contenant une biographie par M. Dujarric-Descombes, du chansonnier périgourdin Jean Fayole, décédé en 1866 ;

Bulletin de la Société scientifique, historique et archéologique

de la Corrèze, siège à Brive, tome XXX, 1^{re} livraison, janvier-mars 1908, in-8° avec gravures, Brive, Roche, imprimeur ;

Bulletin de la Société des lettres, sciences et arts de la Corrèze, 1^{re} livraison, 1908, janvier-février-mars, in-8°, Tulle, imprimerie Crauffon ;

Bulletin trimestriel de la Société de Borda, Dax (Landes), 32^e année (1907), 4^e trimestre, in-8°, Dax, imprimerie Labèque ;

Annales du Midi, 20^e année, n° 77, janvier 1908, in-8°, Toulouse, imprimerie et librairie Édouard Privat ; où, p. 64, dans des *Notes sur l'élevage et le commerce des porcs au xv^e siècle*, M. Antoine Thomas nous fait connaître par un procès de la Cour des Aides de Paris, qu'à cette époque les porceaux sont achetés en Périgord, puis envoyés à l'engrais dans les forêts du pays de Forez, enfin de là dirigés sur Orléans ; — et p. 118, est le compte-rendu du tome XXXIII de notre *Bulletin*, 1906 ;

Bulletin périodique de la Société Ariégeoise des sciences, lettres et arts, et de la Société des Etudes du Couserans, onzième volume, n° 5, in-8°, Foix, typographie Gadrat aîné, 1908 ;

Annales de la Faculté de droit d'Aix, tome I, n°s 3-4, juillet-décembre 1907, un fascicule, in-8°, Marseille, imprimerie Barlatier ;

Annales de la Faculté des lettres d'Aix, tome I, n°s 3-4, juillet-décembre 1907, un fascicule, in-8°, Marseille, imprimerie Barlatier ;

Bulletin de la Société départementale d'archéologie et de statistique de la Drôme, année 1908 (avril), 165^e livraison, in-8°, Valence, imprimerie de Jules Céas et fils ;

De M. Paul Huet, un *Supplément* à son *Histoire généalogique de la maison de Ferrières Sauvebeuf* ;

Du P. de la Croix, sa brochure *A propos de Saint-Philibert de Grandlieu*, réponse à une critique de M. Maître, in-8°, Poitiers, Levrier-Bonamy, libraires-éditeurs, 1908 ;

De M. Dujarric-Descombes, félibre majoral, deux brochures, ses *Discours* prononcés les 19 mai et 6 juin 1907 à la *Sainte-Estelle en Périgord*, in-12, Périgueux, Imprimerie de la Dordogne ; — et ses *Discours* prononcés à la félibrée de l'Ecole

Gaston Phébus, à Cauterets, le 2 septembre 1907, et au banquet offert à M^r Rousset, avocat, à l'occasion de son bâtonnat, à Périgueux, le 2 octobre 1907, in-12, Périgueux, Imprimerie de la Dordogne ;

Et de M. Achille Auché, mainteneur de l'Ecole félibréenne du Périgord, son *Hommage au capitaine Malafaye*, poésie dite par l'auteur à l'inauguration du monument, à Vergt, le 28 juin 1903, plaquette de 4 pages in-8°, Périgueux, imprimerie Ronteix.

Des remerciements sont votés aux donateurs.

M^{me} Gabriel Charavay nous envoie sa *Revue des Autographes*, de mai, dans laquelle figurent quelques noms périgourdins :

1° Une fable autographe signée au crayon de Pierre Lachambeaudie et intitulée *Socrate, Héraclite et Démocrite*, dont voici le texte :

A ses amis un jour que Socrate inspirait
L'amour de la vertu, l'amour d'un Dieu suprême,
Deux sages près de lui vinrent à l'instant même :
Démocrite riait, Héraclite pleurait.
Socrate dit à l'un : « Pourquoi ris-tu sans cesse ?
— Les hommes sont des fous : voilà pourquoi je ris ».
Et l'autre : « Leurs travers excitent ma tristesse ».
Socrate alors, avec tendresse :
« Pour nos frères, dit-il, ni pitié ni mépris !
Il est vain de pleurer, il est cruel de rire :
Mais il faut les aimer, mais il faut les instruire ».

2° Une belle et intéressante lettre de Jean Mounet-Sully, le célèbre tragédien, relative à un de ses rôles ;

3° Une lettre de remerciement de Charles-Antoine de La Roche-Aymon, cardinal-archevêque de Reims, à l'abbé de Boismont, datée de Compiègne le 2 août 1774, au sujet de l'envoi d'une oraison funèbre ;

4° Et parmi les documents une pièce latine sur vélin, du 21 septembre 1317, qui est une vente de terres sises à Lascaux (Corrèze, commune de Juillac), et Saint-Sernin, avec confir-

mation du seigneur foncier Aymeric Arnaud ou Arnault, chevalier, d'une maison du Périgord ;

5° Une pièce signée par le marquis de Fénelon, à la citadelle de Lille, le 28 juin 1715 ;

6° Une pièce imprimée et une pièce manuscrite, 1777-1791, qui est le contrat de vente des terres de Gurson et Villefranche, de la succession du maréchal de Gontaut-Biron.

M. Noël Charavay nous envoie également son catalogue, de mai, de *Lettres autographes* à vendre, où est indiquée une importante lettre de l'archevêque de Cambrai, François de La Motte-Salignac Fénelon au duc de Noailles, relative à ses rapports avec le Saint-Siège. Il a préparé un grand mémoire latin qu'on doit remettre au pape.

L'Union des Sociétés savantes du Sud-Ouest nous informe qu'elle tiendra son Congrès d'histoire, de géographie et d'archéologie historique et préhistorique, les 6, 7, 8, 9 et 10 septembre 1908, à Pau. Toute personne désirant prendre part au Congrès devra envoyer son adhésion, ainsi que la demande du billet de chemin de fer à demi-tarif, à M. Paul Laborde-Barbanègre, avoué, secrétaire du Congrès, 21, rue Serviez, avec un bon de poste de cinq francs destinés aux frais d'organisation. Les membres de la famille des Congressistes pourront adhérer au Congrès dans les mêmes conditions.

La Société française d'Archéologie nous invite également à adhérer à son Congrès annuel qui s'ouvrira le 23 juin de cette année, à Caen. Le bulletin d'adhésion doit être envoyé avant le 25 mai, avec un mandat de cinq francs, à M. Henri Heuzé, secrétaire-adjoint de la Société, rue Cartault, 16, à Puteaux (Seine).

Les souscriptions au compte rendu de la session sont fixées à dix francs et devront être envoyées à M. René Devaux, trésorier du Congrès, rue Saint-Jean, 34, à Caen.

M. FÉAUX désire entretenir nos confrères des constatations auxquelles M. le Président et lui ont assisté, le 13 avril dernier, au Ruth du Moustier, constatations qui ont donné sa

solution définitive à la « question Aurignacienne » ; mais, pour cela, il est nécessaire de faire un court historique de la question.

« Lorsque M. de Mortillet père établit son essai de classification des industries préhistoriques, il reconnut, avec raison, comme présentant un caractère particulier, l'outillage de certaines stations, dont la grotte d'Aurignac (Haute-Garonne) constituait le type, et lui assigna une place spéciale. Mais, pour lui, contrairement à l'opinion de Lartet, le niveau d'Aurignac devait être considéré comme moins ancien que le Solutréen, et classé, par conséquent, entre celui-ci et le Magdalénien.

» En l'absence de données stratigraphiques précises, cette appréciation semblait justifiée ; il paraissait naturel de penser que le travail des os et des bois de renne, qui est l'un des caractères les plus particuliers des industries paléolithiques avait dû, dès sa mise en pratique, suivre une marche ascendante, et que, prenant naissance dans le Solutréen, il s'était développé dans l'Aurignacien pour atteindre son complet épanouissement dans le Magdalénien.

» Cependant, plus tard, pour simplifier sa classification, G. de Mortillet supprima l'Aurignacien et le fusionna avec le Magdalénien ; mais l'industrie aurignacienne, caractérisée surtout dans le travail du silex, par les grattoirs carénés, les lames à dos rabattu avec, dans les couches supérieures, la pointe à soie ; dans le travail des os par les poinçons, lissoirs ou poignards à ornementation très simple, les pointes de sagaies fusiformes ou losangiques, à base fendue ou non, resta pour quelques préhistoriens une industrie distincte, formant transition du Solutréen au Magdalénien et appelée par suite, Solutréo-Magdalénienne. C'est, nous dit M. Féaux, cette classification que j'ai admise et appliquée à mes collections personnelles et à celles du Musée du Périgord.

» Plus tard, M. l'abbé H. Breuil, en étudiant les stations de l'âge du renne avec sa sagacité habituelle et s'appuyant sur les travaux de Lartet, Piette, Cartailhac, etc., reconnut que l'Aurignacien, au lieu de suivre le Solutréen, l'avait au contraire précédé ; il soumit ses appréciations au Congrès pré-

historique de 1905, à Périgueux (1) ; mais elles furent vivement combattues par M. de Mortillet fils, qui, sous aucun prétexte, ne voulait laisser modifier la classification établie par son père.

» Des constatations plus récentes, notamment les fouilles de M. Peyrony, à la Ferrassie, démontraient déjà l'exactitude des vues de M. l'abbé Breuil, lorsque des fouilles exécutées au Ruth, près du Moustier, vinrent faire la lumière complète. Suivant de très près les travaux exécutés en ce point par le propriétaire, M. Pagès, M. Peyrony reconnut la superposition absolument incontestable du Solutréen à l'Aurignacien, l'un et l'autre bien caractérisés et séparés par des couches stériles et, voulant que la question pendante fût officiellement et définitivement élucidée, il provoqua une réunion de préhistoriens dont quelques-uns ne crurent pas devoir se rendre à son appel : quoi qu'il en soit, le 15 avril dernier, en présence de MM. Cartailhac, l'abbé Breuil, le docteur Paul Raymond, le marquis de Fayolle, Féaux et une douzaine d'autres personnes, la superposition entière, bien nette, d'une série de couches aurignaciennes en bas, solutréennes en haut, fut constatée dans la tranchée du Ruth ; des recherches furent faites dans chaque couche, séparément : les objets caractéristiques qu'elles fournirent furent inventoriés, un procès-verbal fut dressé et signé sans réserves par toutes les personnes présentes et, ainsi que le dit le docteur Paul Raymond (2) : « En ce qui concerne l'Aurignacien, la question est définitivement tranchée et il n'y aura plus désormais d'aveugles que ceux qui n'auront pas voulu venir aux Eyzies ».

» La station du Ruth va, désormais, prendre dans la préhistoire une place importante, c'est pourquoi il a paru utile à notre confrère de consigner le fait et de lui consacrer quelques lignes dans nos annales.

» M. Féaux nous parle ensuite des curieuses gravures de la grotte de la Grèze, puis des grands travaux exécutés à

(1) *Essai de stratigraphie des dépôts de l'âge du renne*. Congrès préhist. de France, session de Périgueux, 1905, p. 74.

(2) *La Revue préhistorique*, avril 1908, p. 125.

Laussel par M. le docteur Lalanne, membre correspondant de notre Société, travaux que les excursionnistes allèrent visiter en quittant le Moustier ; il y a là une fouille dont l'ampleur peu ordinaire donnera certainement à son auteur des résultats de premier ordre. C'est, du moins, ce que tous sont heureux de lui souhaiter en lui adressant les vives félicitations que méritent les sacrifices considérables qu'il fait chaque jour dans l'intérêt de la science préhistorique ».

L'assemblée remercie M. Féaux de son intéressante communication.

En s'excusant de ne point assister à la réunion, M. DE SAINT SAUD nous dit : « Je lis, p. 113 du *Bulletin* de mars-avril, que parmi les personnages « qui nous touchent », il y a « Robert Knolles » et « Philippe de Jean, chevalier, seigneur de la Johannie, qui captura Berducat (Perducat) d'Albret en 1373... ne serait-il pas des de Jean, de Périgueux ? » Je ferai observer que Robert Knolles était un chevalier anglais qu'on a dit, sans preuve aucune, l'auteur d'une famille de Canolle, du Sarladais, alors que celle-ci exerçait le commerce à Sarlat au xvi^e siècle. M. Huet a fait sur les armoiries de cette dernière, de curieuses découvertes. Quant aux *de Jehan* de Périgueux, ils sont venus en Périgord du Quercy au xvi^e siècle.

« Je profite de l'occasion pour vous communiquer une pièce signée d'Alain d'Albret, l'aïeul d'Henri IV et concernant un hommage à rendre par la famille de Comarque, pour la seigneurie de Laussel. Si la copie de cette pièce, qu'aidé de notre confrère M. Huet, j'ai faite et qui est courte, peut entrer dans nos *Varia*, je me ferai un plaisir de vous l'envoyer. Vous voudrez bien, je vous prie, me le dire, en me la retournant, car elle ne m'appartient pas.

« Le Congrès des Sociétés savantes à la Sorbonne, auquel j'ai assisté régulièrement (j'ai dû aller dans trois sections, où j'ai fait trois communications), ne m'a pas paru comporter un compte-rendu spécial pour notre *Bulletin* ».

L'hommage de 1512 pour la terre de Laussel, en Sarladais, sera publié.

LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL constate ensuite que M. de Mas Latrie pense qu'un évêque de Périgueux doit être rayé de la liste de nos évêques.

« Dans ses *Notes additionnelles et rectificatives au Gallia christiana* (Angoulême, in-4°, 72 p.), M. Paul de Fleury aurait pu, au diocèse de Périgueux, écrire M. de Mas Latrie, dans la *Bibliothèque de l'Ecole des Chartes* (t. XLII, 1881, p. 57), supprimer un *Giraudus* ou *Guiraudus*, inscrit au *Gallia*, en 1331, comme évêque de Périgueux. Evêque d'Apt en 1330, Giraud passa peu après au diocèse de Nîmes, dans lequel il mourut en 1337, sans avoir jamais siégé à Périgueux ».

En 1889, M. de Mas Latrie signale de nouveau cette erreur du *Gallia* et du P. Gams, *Series episcoporum*, dans une note de son *Trésor de Chronologie*, col. 1464.

L'abbé Audierne ne l'avait pas admis non plus dans sa liste.

Notre confrère M. BUSSIÈRE nous mande qu'il travaille à la troisième et dernière partie de son étude sur Bertin « dont le premier chapitre est suggestif par son titre, *M^{me} de Pompadour et le Contrôleur général Bertin*. Il n'y aura là-dedans que de l'inédit. Maintenant que je suis muni de tous mes éléments de rédaction, je désirerais faire paraître le plus tôt possible dans le *Bulletin* ce morceau spécial, craignant qu'un éditeur quelconque ne me coupe l'herbe sous le pied. Ce serait dommage. Vous voudrez bien me dire sans tarder à quelle date vous pourrez faire place à ce travail qui aura de 30 à 40 pages.

« Je vous propose deux sujets d'illustration. Proposition ferme pour le premier : un fac-simile d'une lettre de M^{me} de Pompadour à Bertin, de 15 lignes. En voici ci-joint le format exact. Je n'ai pas de doute sur l'authenticité. Je n'ai pas perdu de vue le piège dans lequel sont tombés MM. de Bosredon et Rupin (pour ne citer que celui-là) dans la *Sigillographie du Bas-Limousin*, où s'étale une lettre de la Pompadour en fac-simile qui est un chef-d'œuvre d'impudence. (Je parle du fac-simile et non de la marquise). Le cachet de ma lettre est tout un poème.

« Proposition éventuelle pour le second sujet d'illustration : un portrait du comte de Jumilhac, gouverneur de la Bastille,

qui tint, ainsi que sa femme sœur de Bertin, un certain rang à la Cour, du temps de la favorite. Je n'ai pas encore recherché ce portrait ; mais je ne doute pas qu'il soit au Cabinet des Estampes. Je vais me mettre en chasse à ce sujet.

« La maison de la rue Aubergerie que j'ai parfaitement identifiée avec M. Ch. Durand et qui est sans aucun doute possible la maison Bertin de 1754, serait pour l'article suivant. On pourrait, à la rigueur, si Jumilhac manquait, l'utiliser pour le premier article ».

Le mémoire pourrait paraître dans notre livraison de juillet-août, pourvu que le Secrétaire général ait entre les mains les dessins et la copie aux premiers jours de juillet.

M. Joseph DURIEX, qui ne nous oublie pas, nous apprend que le *Carnet de la Sabretache* (livraison de mars), publie une lettre de Desaix, adressée de Schilistein, le 22 pluviôse an III (10 février 1795), au citoyen Ratiez, « aide de camp à l'armée de Rhin-et-Moselle, présentement à Mussidan département de la Dordogne ». Le nouveau général en chef autorise le « cher et estimable Ratiez » à prolonger jusqu'à la fin de l'hiver son séjour dans « l'agréable habitation » où il se trouve. « Présentez, écrit-il en terminant, mes hommages à l'estimable famille du brave général Beaupuy, et assurez la bien du respect profond pour tout ce qui lui appartient ». Le destinataire de cette lettre, communiquée aujourd'hui par M. Dubet fils, allait devenir la même année aide de camp du général de division Beaupuy et faire campagne à ses côtés, notamment à Gorich, où son général fut grièvement blessé. Il donna des preuves nombreuses d'intrépidité et servit, après la mort de Beaupuy, comme aide de camp du général de Sainte-Suzanne.

Un précédent numéro de la même revue a reproduit un article de M. Joseph Durieux sur le premier maître d'écriture de Napoléon. C'était un fusilier du régiment de Vermandois, alors en garnison à Ajaccio, Bernard Bounetou ou Bonnetou, né à Lauzun (Lot-et-Garonne), fils d'un notaire de Miramont, et qui mourut à Bordeaux en 1819, âgé de soixante-deux ans. Il existe dans la Dordogne, particulièrement à Eymet, plu-

sieurs familles Bonnetou, qui pourraient être apparentées avec ce personnage jusqu'alors inconnu des biographes de Napoléon I^{er}.

Il reste à procéder à l'élection d'un candidat qui demande à entrer dans notre compagnie.

Après un vote à mains levées, M. LE PRÉSIDENT déclare admis membre associé de la Société historique et archéologique du Périgord :

M. Ernest Labadie, membre de la Société des Archives historiques de la Gironde, rue Vital-Carles, 32, à Bordeaux, présenté par M. de Fayolle et M. Villepelet.

La séance est levée à trois heures.

Le Secrétaire-général,
Ferd. VILLEPELET.

Le Président,
M^{rs} DE FAYOLLE.

L'HOTEL DE SALLEBOEUF

ET SES SEIGNEURS.

UN PORT FORTIFIÉ SUR LA DRONNE.

J'ai déjà revendiqué pour le Périgord, par une note insérée au *Bulletin* en 1885, t. XII, p. 318, *l'hostel ou manoir de Sallebœuf*, auquel se rapporte une lettre de Philippe de Valois, à son sénéchal de Saintonge, datée de 1336, citée par M. Léo Drouyn, dans son ouvrage *La Guienne anglaise*, t. I, p. XXVI et XXVII de l'introduction (1).

Les documents sur cette période de notre histoire sont si rares qu'il me paraît intéressant de revenir sur le théâtre de

(1) M. Drouyn m'écrivait à ce sujet le 30 avril 1883, « qu'il n'y avait plus aucun doute pour lui, que notre Sallebœuf, qui était en effet situé sur la frontière, était bien celui que signalait l'acte qui lui avait été fourni par M. Schaffer, propriétaire de la Tour, à Sallebœuf, Gironde. »... « Vos notes, daignait-il ajouter, sont très intéressantes et tiendraient une place honorable dans le *Bulletin* de la Société historique et archéologique du Périgord »... C'est sous ce haut patronage que je les présente.

ce petit épisode du début de la guerre de Cent Ans, pour faire mieux connaître l'importance stratégique du vieux manoir assis sur la frontière du Périgord et de l'Angoumois, et les personnages divers qui l'ont habité.

Lettre du roi Philippe de Valois à Bertrand de Vaux, sénéchal en Saintonge et capitaine de Saintes.

Philippe, par la grâce de Dieu, roy de France, au sénéchal de Xaintonge, en son lieu, salut.

Raymond de Cumont, chevalier, nous a donné à entendre que comme lui et les siens nous aient longuement servi en nos guerres, et bien loyament s'y seroient toujours portés, eut un manoir appelé Sallebaruf, assis sur la frontière de nos ennemis, qui étoit fort et ancien, et environné de murs et de fossés, lequel il avoit gardé et fait garder à ses coûts et dépens, et s'étoit illec retrait; que naguère grande quantité de nos ennemis vindrent soudainement, lui étant à l'église pour ouïr la messe, l'y assaillirent fièrement, blessèrent vilainement un sien fils, chevalier, et coururent les autres de ses gens qui étoient avec lui pour la défense dudit hostel, et entend que ledit chevalier fut pris et fut mené, pour tous les autres en prison, et encore y est, au château de Fonsac. Et depuis, ledit suppliant, faisant assembler de ses amis pour son bien recouvrer, plusieurs gens d'armes et de pied, soydisant estre avec le sénéchal de Périgord, vindrent assaillir ledit lieu, si que les ennemis qui étoient dedans vidèrent la nuit, et depuis les gens dudit sénéchal, quand ils l'eurent pris, combien qu'ils ne trouvassent nuls hommes dedans, y mirent le feu et le fondirent et abattirent à terre, et se sont efforcés et efforcent de le tenir et appliquer à eux le dominage dudit lieu et ses appartenances, affirmant le pouvoir faire selon nos ordonnances, et n'ont voulu ouïr le suppliant, lui, requérant être remis et rétabli en sa possession; ainsi baillèrent ledit lieu, tel comme il est, et ses appartenances, en commande, par ledit sénéchal, à Emmery Beiguon, chevalier; lesquelles choses sont en grand préjudice et deshontement dudit suppliant, dont il en a appelé à nous, sy nous a humblement supplié, ledit chevalier, qu'en pitié et en honneur, et eu égard que ledit lieu fut pris sans sa coulpe, comme se peut apparoir par la prise et la mort de ses gens, que nous lui voulussions sur ce pourvoir de notre grâce, ou autrement il luy conviendrait mendier en reproche de gentillesse et ses enfants, et leurs femmes, et leurs petits enfants. Pour ce est-il que nous inclinant à la supplication, nous

mandons, et si besoin est, commettons, que s'il vous appert être ainsi, audit chevalier balliez et délivriez la possession et saisine dudit lieu et des appartenances d'iceluy, en contraignant s'il le faut rigoureusement les deptepteurs d'iceux à les lui délaisser, et l'en faire et laisser jouir paisiblement, et si aucune chose a été levée ou prise du sien, pour cause de ceci, le lui faites rendre et restituer sans délai, nonobstant statuts et ordonnances faites sur ce, ni ledit appel, ni quelconques lettres impétrées ou à impétrer.

D'après l'histoire de la maison de Brémond (1), ce chevalier Raymond de Cumont appartenait à la riche et puissante famille des Brémond seigneurs de Cumont, dès 1202 (2) ; « dont les différentes branches, y est-il dit, telles que les sires de Montmoreau et de Pommiers, les seigneurs de Sainte-Aulaye, de Nabinaud (3), et de Cumont (4), voisines les unes des autres, abandonnaient le plus souvent leur nom patronymique de Brémond pour prendre comme appellation distinctive celui de leurs apanages féodaux » (5).

Hélie de Brémond, fils de Raymond, rendit hommage au roi Jean, le 2 mai 1361, pour sa seigneurie de Cumont, comme dépendance de sa seigneurie de Pommiers, relevant à foi et hommage de Sa Majesté à cause de sa châtellenie de Parcoult, sous le devoir d'une fleurance d'or (6).

Le chevalier Raymond s'était absenté pour aller ouïr la messe à l'église paroissiale de Cumont qui est à trois kilomè-

(1) Voir Borel d'Hauterive ; la *Revue de Saintonge et d'Aunis*.

(2) Ibid. — Guillaume de Brémond, seigneur de Palluaud, sur les confins de l'Angoumois et du Périgord, près d'Aubeterre, vivait au x^e siècle. (V. L. de La Roque).

(3) Nabinaud, Nabinaux, Nabinals, près Aubeterre.

(4) Cumont étant invariablement écrit avec un *c* avant le xvii^e siècle, j'ai cru devoir conserver l'ancienne orthographe pour tous les faits antérieurs à cette époque.

(5) « Les seigneurs de Cumont, en Périgord, de Nabinaud, en Angoumois, abandonnaient le nom patronymique de Brémond, tout en conservant les prénoms adoptés par les diverses branches de la famille, Guillaume, Pierre, Hélie, Raymond... Les émaux or et azur, et le cimier des armes (une aigle éployée), restèrent aussi invariables ». (*Hist. de la maison de Brémond et Revue de Saintonge et d'Aunis*).

(6) Archives du château de Parcoult, à M. le comte de La Bastide.

tres de Sallebœuf, lorsque les ennemis, mettant à profit cet éloignement, vinrent soudainement assaillir le vieux manoir et s'en emparer.

Emmery Béguon, auquel le sénéchal de Périgord avait baillé ledit lieu en commande, après l'avoir repris, était du voisinage; il habitait l'hôtel de la Mothe, dans Saint-Privat, autre vieux manoir, à deux kilomètres de Sallebœuf (1).

L'hôtel de Sallebœuf était bien assis sur les frontières de nos ennemis, aujourd'hui à 800 mètres des limites de la Dordogne et de la Charente, autrefois à la même distance des limites du duché de Guyenne et du comté d'Angoulême, ressortissant du diocèse de Périgueux et de la sénéchaussée d'Angoulême; ce qui explique l'intervention des deux sénéchaux de Saintonge et de Périgord.

Il avait une importance d'autant plus considérable que la paroisse de Cumont, traversée alors dans toute sa longueur par le grand chemin de Saintonge, passant par Ribérac, Festalemps, Cumont, St-Antoine, Aubeterre, Chalais, Barbezieux (2), était exposée plus que toute autre aux incursions incessantes des belligérants, cause de désastres et de calamités sans nombre pour ses habitants.

Le grand chemin aboutissait à la Dronne au Grand-Pont (3), sous Aubeterre; mais le pont avait été détruit dès le commencement des guerres anglaises et remplacé par un bac appartenant au seigneur d'Aubeterre.

Le voisinage de la redoutable forteresse qui se dressait en face sur la roche crayeuse de la rive droite, tour à tour amie

(1) «...Marie Vigier succéda comme nièce d'Itier de Thiac et des Bégons ez-biens et rentes de la Bégonie, de la Mothe et de plusieurs autres maisons et repaires nobles. Lequel Itier de Thiac, comme cousin d'Aymeric Bégon, donzel, et d'Yve de la Porte, sa femme, par testament, succéda aux biens, susdits. Ledit Aymeric Bégon était fils d'autre Aymeric, chevalier, auquel fut femme Isabeau de Mareuil, sœur germaine de Raymond de Mareuil, chevalier. Ledit Aymeric Bégon, fils d'Olivier Bégon, chevalier » (Lespine).

(2) Marqué sur la carte de Cassini, aujourd'hui remplacé par le chemin de grande communication de St-Astier à Aubeterre.

(3) Nom sous lequel était désigné ce passage de la Dronne dans tous les vieux titres.

et ennemie, et dont le fier donjon, assis sur sa motte féodale, dominait au loin la plaine, rendait le passage de la Dronne peu sûr en cet endroit pour les partis adverses. La rivière y était, en outre, très rarement guéable.

Aussi y avait-il, à une lieue en aval, et dans Cumont, un autre passage, le port de la Bernarde (1), non moins connu et fréquenté, dont le bac et le péage appartenaient au seigneur de Cumont, et auquel, en temps de guerre, les écluses du moulin voisin, Porcheyrat, donnaient une grande importance pour le passage des troupes.

De larges voies d'accès y aboutissaient venant de St-Privat, de Sallebœuf, de Saint Antoine. On en retrouve encore les nombreux tronçons bordés d'arbres séculaires.

Son rôle stratégique paraît remonter à la plus haute antiquité. Il était, en effet, protégé non seulement par le manoir de Sallebœuf « fort et ancien, environné de murs et de fossés », au temps de Philippe de Valois, et situé à 800 mètres en arrière, au midi, mais encore, et c'est ce qui lui donne son caractère particulier de port fortifié sur la Dronne, par deux autres châteaux à mottes plus rapprochés, l'un à l'ouest, sur la rive gauche et sur le bord de la rivière, à 130 mètres en aval du « port de la Bernarde » pour défendre à la fois le passage du bac et celui des écluses de Porcheyrat ; l'autre, au nord, sur la rive droite, à 400 mètres du rivage, en face du premier.

Celui-ci a été démoli, il y a environ trente ans ; mais il a laissé à la prairie sur laquelle il était construit sa dénomination de pré de la Motte.

Quant au premier, sa motte existe encore à peu près intacte dans sa forme et dans ses dimensions ; éminence artificielle assise sur une roche calcaire et haute de 30 pieds environ au-dessus du niveau de la rivière, de 60 pieds de diamètre à la base, et 30 au sommet, aujourd'hui couronné de grands arbres, et qui devait supporter la tour en bois du donjon, en-

(1) Lieu encore ainsi dénommé avec la maison du passeur transformée aujourd'hui en métairie.

tourée de palissades également en bois, car on n'y retrouve aucune trace de murailles.

Sa force consistait dans le profond et large fossé circulaire qui l'entoure complètement et qu'emplissait l'eau de la rivière et d'une fontaine abondante servant aussi à alimenter la place.

A l'est, du côté des bâtiments du moulin fort anciens et percés d'ouvertures géminées, était le pont-levis, remplacé aujourd'hui par une étroite chaussée *B* donnant accès à la motte.

Au nord, une petite île de forme elliptique *C*, séparée de la motte, seulement par son fossé, devait former une première enceinte entourée de palissades. On y voyait autrefois un bâtiment *D* (1), occupant toute sa largeur, à l'est, et faisant suite à ceux du moulin, sur une même ligne parallèle et de même largeur.

A l'est du moulin, une élévation de terrain *E* (2), de forme circulaire, entourée d'une haute palissade, sorte de bastion avancé, protégeait de ce côté et dissimulait même les bâtiments renfermés alors entre la motte et ce bastion.

Au midi, en arrière de la motte du donjon, et s'étendant vers l'ouest, sur une longueur de 200 mètres, une élévation du sol *F*, soigneusement nivelée, véritable rempart de terre, pouvait abriter et dissimuler un vaste camp.

Cet appareil de défense, qui semblerait dater de l'invasion des Normands par sa situation et ses dispositions, bien plus que de l'occupation anglaise, donnerait ainsi à ce passage de la Dronne une très ancienne origine.

Il n'en fut pas moins utilisé fréquemment aux siècles suivants (3), et on s'explique par là son importance, par suite, celle du vieux manoir de Sallebœuf, et l'intérêt du roi Philippe à se rendre favorables les défenseurs de cette petite place.

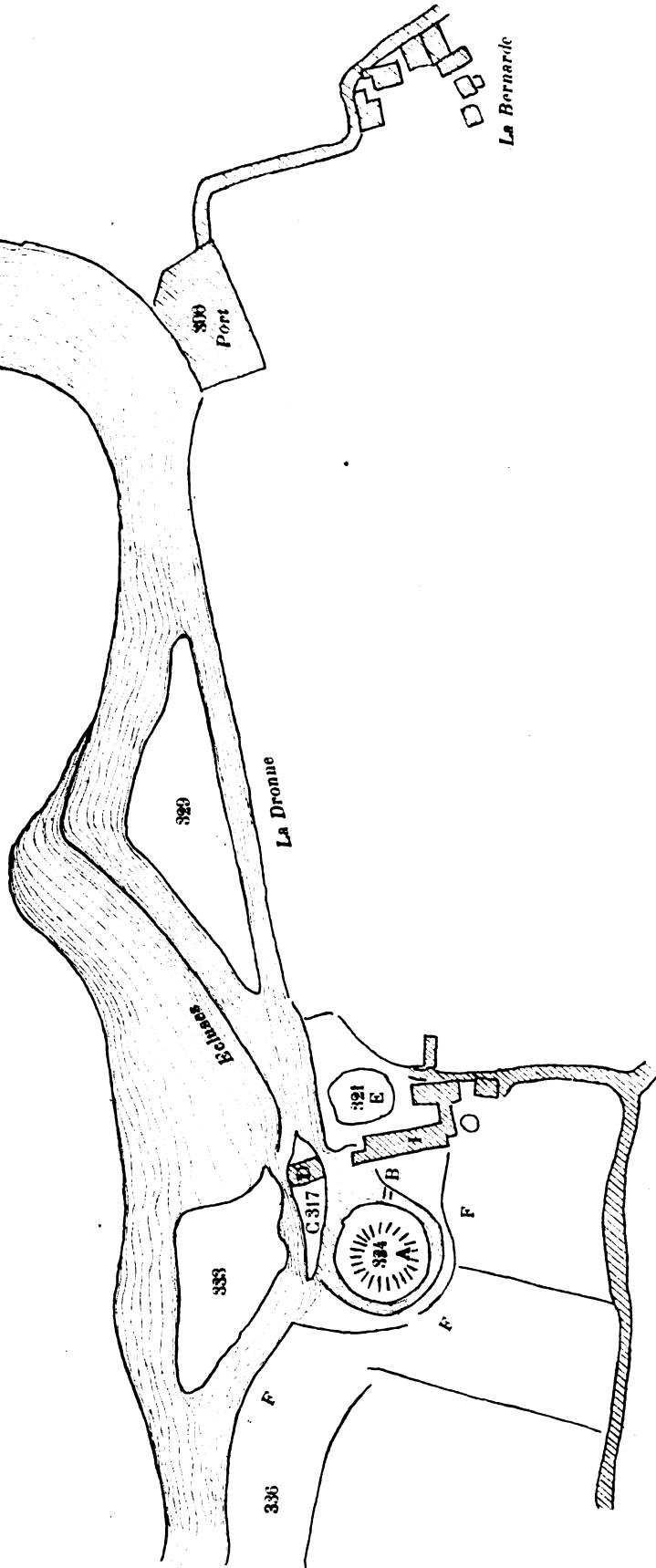
(1) Il figure au plan cadastral.

(2) Id. id. id.

(3) Lorsqu'on démolit le château à motte de la rive droite, on y trouva enfouie une quantité considérable de petits boulets de fauconneaux.

LA MOTTE

D'après le plan cadastral de Cumond



324. — *La Motte.*

300. — *Port de la Bernarde, 13 ares.*

1. — *Moulin de Porcheyrat.*

Le chevalier Raymond obtint-il du roi de France ou du roi d'Angleterre la restitution de son manoir ?

Toujours est-il que vingt-cinq ans plus tard, en 1361, Hélié de Brémont, qui rendait hommage au roi Jean pour ses seigneuries de Pommiers et de Cumont (1), était en même temps sénéchal pour le roi Edouard ; et nous voyons ce souverain, le 23 octobre 1360, lui donner (2) commission de faire évacuer du Périgord les hommes d'armes à la solde de l'Angleterre (3), puis, le 22 décembre 1361, Jean Chandos, pour le roi d'Angleterre, le charger d'aller prendre possession réelle et de fait de la Cité de Périgueux, et y faire observer l'exécution du traité de Brétigny (4).

La possession de leurs seigneuries sur les frontières du Périgord et de l'Angoumois mettait la fidélité des Brémont à une rude épreuve. Aussi voit-on que Guillaume de Brémont, chevalier, et Arnaud de Nabinaud, écuyer, furent condamnés par le roi Jean, en 1352, à avoir la tête tranchée et leurs biens confisqués pour s'être refusés à reconnaître le connétable Charles d'Espagne, fait comte d'Angoulême, et pour s'être emparés d'Aubeterre (5).

Il est dit dans les titres de la maison de Brémont qu'Hélié n'aurait eu qu'une fille, Marguerite, qui, par son mariage, dont le contrat fut passé la veille de St-Rémy 1340, porta les seigneuries de St-Maigrin, Cumont et Montmallant (6) ou Nabinaud à Grimond de Fayolle, un des onze enfants d'Hélié de Fayolle et de Marguerite de St-Astier, à condition que leur postérité serait substituée aux nom et armes de Brémont.

Grimond, qui devint ainsi seigneur de Cumont, Sallebœuf et

(1) Arch. du château de Parcoul.

(2) *Bulletin* hist. et arch. du Périgord, t. XVIII, p. 429.

(3) *Chronique de Tarde*, p. 124.

(4) *Bulletin* hist. et arch. du Périgord, t. II, p. 376. Procès-verbal pour constater l'exécution du traité de Brétigny.

(5) Reg. 82 du Trésor des Chartes, p. LXX. Bibl. nat., carton Aubeterre.

(6) Montmallant : terre, seigneurie et justice, paroisse de Nabinaud, près Aubeterre, vendue le 27 mai 1562 par Robert de Jaubert, écuyer, alors seigneur de Cumont et Montmallant, à Jean de Talleyrand, seigneur de Grignols et de Bonnes pour 2.800 livres. (Arch. de Cumont, fonds Jaubert).

Nabinaud, chevalier banneret, servait (1), avec sa compagnie de sept écuyers et seize sergents de pied sous messire Renaud de Pons, chevalier, sire de Montfort, capitaine pour le roi de France du Limousin, du Périgord et lieux voisins par deçà la Dordogne (2), et fut l'un des députés du roi de France, chargé de faire observer en Périgord la trêve conclue à Bordeaux, le 23 mars 1337, entre le roi Jean et le prince Noir après la désastreuse bataille de Poitiers.

De Grimond de Fayolle et de Marguerite de Brémond, serait issu, toujours d'après les mêmes titres, un nouveau lignage qui se serait perpétué jusqu'en 1680 (3).

Pendant les guerres de Religion, la paroisse de Cumont fut, par sa situation, d'autant plus exposée aux incursions des bandes armées des partis, attirées par le grand chemin de Saintonge, le passage de la Dronne au Grand-Pont, et au port de la Bernarde, particulièrement favorable à cause de ses écluses, et du dangereux voisinage du château d'Aubeterre devenu, dès le début de l'insurrection, le poste avancé des religionnaires de l'Angoumois, un point d'appui pour les armées protestantes, un objet de convoitise et de conquête pour les chefs de l'armée catholique (4).

Au début de 1562, tandis que Duras reformait l'armée protestante à Bergerac et S^{te}-Foy, le capitaine Chantérac « avec cent ou cent vingt gendarmes tant à pied qu'à cheval », chargé de garder les bords de la Dronne « pour intercepter les communications entre la Guyenne et la Saintonge, courait tout le pays faisant mille maux et ravages » (5).

(1) 1353-1354. Quittances à Jean Chauvel, trésorier des guerres 1354.

(2) Tué à Poitiers.

(3) Allié aux du Puy de Brémond, Achard de Joumard, La Touche, du Bois, etc. (*Histoire de la maison de Brémond*.)

(4) Le V^{te} d'Aubeterre François Bouchard avait, dès le début de la Réforme en France, pris une part active à l'insurrection. Son château resta entre les mains des Protestants jusqu'à la paix de La Rochelle.

C'était là que les lieutenants de Condé venaient attendre et recueillir les renforts du midi, le lieu de ralliement de leurs armées en déroute.

(5) *Mémoires de Montluc*.

Il était venu occuper le passage de la Bernarde, et c'est de là que, le 13 mai 1562, après avoir laissé bonne garde sur les deux châteaux à motte, il alla avec le reste de sa troupe, pour se ravitailler et passer le temps, mettre à sac la riche commanderie de S'-Antoine, située à une demi-lieue de là, dans la paroisse de Mirand, pillage dont nous avons donné le récit dans le *Bulletin* de la Société (1).

Au mois d'octobre suivant, après la bataille de Vergt, du 9 octobre 1562, si désastreuse pour les Protestants, deux cavaliers, revêtus d'une cotte de mailles, la rondelle au bras, le morion en tête, chevauchaient à la pointe du jour, venant de S'-Privat, vers le port de la Bernarde. Il leur fallait à tout prix éviter Aubeterre. Une escorte de trente chevaux suivait péniblement ; bêtes et gens paraissaient épuisés de sommeil et de fatigue.

Ils avaient franchi douze lieues en moins de quatre heures et, après un repos d'une heure à S'-Privat, venaient de se remettre en selle. Il leur restait encore pareille distance à parcourir.

Bientôt, ils arrivèrent au bac.

Un coup formidable retentit à la porte du passeur Denost (2); celui-ci, réveillé en sursaut, ne fit qu'un bond de son lit à la porte où la clarté du jour encore indécise lui fit voir un homme à l'aspect dur et farouche, dont l'épaisse moustache

(1) Voir dans le *Bulletin*, t. X, p. 462, les détails que j'ai donnés sur le pillage de cette commanderie.

(2) « Le 22 juillet 1648, Colas Denaux, dit Petit-Colas, passant bac à la Bernarde, s'est misérablement noyé, et d'autant qu'il était très bon chrétien en son vivant, et du conjet de M. de Salbœuf (François de la Crompte, curé de Cumond), mon curé, et suivant son titre de sépulture, je soussigné l'ai enterré dans l'église dudit Cumond, près l'autel St-Jean et sépulture de ses ancêtres, assisté de M. de la Roche, prêtre et vicaire de St-Privat. Signé Benoist, prêtre. (Reg. paroissiaux de Cumond).

Le 2 avril 1647, Charlotte Dubreuilh et son fils, avec la femme du cocher de madame, passant l'eau, se sont noyés par la mauvaise conduite de Guy Denost, mari de lad. Charlotte..... (*ibid*).

Cette famille est encore représentée dans Cumond. Ils étaient passeurs de père en fils.

était couverte de poussière ; d'horribles cicatrices sillonnaient son visage ; quelques taches de sang et de rouille se distinguaient sur son armure, et son morion, aplati sur la tempe gauche, portait la trace récente d'un formidable choc. A côté de cet homme, paraissait une tête de cheval ruisselante d'écume et fumante ; ses naseaux étaient fendus par une large entaille, et l'on voyait sur son front et ses tempes la trace encore béante de quatre coups de piques. L'histoire rapporte qu'à cette apparition les cheveux de Denost avaient blanchi en un seul coup.

Ce cavalier était Montluc qui se rendait avec M. de Lioux, son frère, de Bergerac à Barbezieux.

Montpensier avait appris en chemin que La Rochefoucauld, après avoir rallié Duras à Barbezieux, s'apprêtait à faire volte-face. Il s'était arrêté à deux lieues de la ville et avait dépêché queue sur queue deux courriers vers Montluc, pour lui demander d'accourir au plus vite parce que l'ennemi lui tournait le visage.

« ... Comme je veux que Dieu m'aide, dit Montluc, en toute la noblesse de la compagnie du roi de Navarre et la mienne, je ne trouvai pas trente chevaux qui pussent aller que bien difficilement... »

... Le mien était blessé au nez et à la tête de coups de piques, m'ayant emporté au milieu d'un bataillon ennemi à la bataille de Vergt, et n'avois connu jamais qu'il eut mauvaise bouche que ce coup-là qu'il me faillit perdre... »

Cependant, parti de Bergerac à deux heures du matin, il avait fait une halte d'une heure à St-Privat, et il arrivait près de Barbezieux au lever de M. de Montpensier. Il avait franchi en six heures les vingt lieues qui séparent ces deux villes. Là, voyant qu'il n'avait rien à faire, il repartit deux heures après, s'en retourna coucher à St-Privat, et le lendemain à Bergerac. « Deux fois par les chemins, dit-il, je rencontrai les ennemis échappés de la bataille et les taillai en pièces » (1).

C'est par le port de la Bernarde que s'était effectué ce fameux raid de cavalerie, bien digne de figurer dans nos annales sportives à l'honneur des bidets de Gascogne.

(1) *Mémoires de Montluc*, liv. III.

Une nuit d'octobre de 1658, le lendemain de la défaite des Protestants à Mensignac, « dix-huit à vingt mille arquebussiers, sept ou huit cents chevaux (1) » défilaient en désordre sur le grand chemin de Saintonge, entre Ribérac et Aubeterre. C'était le corps d'armée de Crussol-Dacier et les deux mille Provençaux de Mouvens.

« Toute cette armée estoit saisie d'un tel effroy par ceste défaicte que si les catholiques eussent suivi leur poincte et se fussent servis de leur victoire, ilz eussent mis tout en pièces » (2).

A la pointe du jour, la paroisse de Cumond tout entière fut occupée par ces troupes. Qu'on juge de la terreur des paysans à leur réveil et des désastres causés par cette horde de pillards qui se vengeaient sur l'habitant inoffensif de leur humiliante défaite.

Les paysans se réfugiaient dans l'église, près de laquelle passait le grand chemin.

Elle fut assiégée et pillée ; du haut du clocher, ils en lançaient les pierres sur la tête des assaillants; il y eut des morts et des blessés.

Tout le gros de cette armée passa péniblement au Grand Pont et aux écluses de la Bernarde et rejoignit à Chalais le prince de Condé qui était venu l'y recevoir (3).

Après la défaite de Jarnac et la mort de Condé, le duc d'Anjou, après avoir pris Aubeterre, « place alors très forte » (4), entra en Périgord dans le but d'y faire vivre ses troupes et de porter secours à Montluc qui assiégeait Mussidan (5).

C'est encore par la Bernarde et le Grand Pont que l'armée catholique traversa la Dronne ; les celliers furent de nouveau mis à sec et toutes les réserves épuisées. (Avril 1569.)

En 1587, à la veille de la journée de Coutras, les deux passages reçurent la visite du roi de Navarre, qui avait couché à

(1) *Chronique de Jean Tarde*, p. 246.

(2) *Ibid.*

(3) *Chroniques de Jean Tarde*, p. 246.

(4) De Roumejoux, *Essai sur les guerres de Religion. Bulletin arch. et hist. du Périgord*, t. XXIX, p. 155.

(5) *Ibid.*

Aubeterre et qui était à la recherche d'un endroit favorable pour traverser la Dronne et gagner la Dordogne (1).

Enfin, après Coutras, tout le pays entre la Dronne et l'Isle devint le théâtre de luttes sans fin. Le vicomte de Turenne, lieutenant d'Henri de Navarre, mit au pillage la plupart des églises et des couvents ; de nombreux villages furent incendiés ; une bataille fut livrée dans la plaine de Tourette, près Festalemps, pendant que le duc d'Epéron se dirigeait vers la Bernarde pour y passer la rivière et aller mettre le siège devant Aubeterre. Du haut de la motte, où il avait hissé le canon, il surveillait le passage de son armée.

Le grand chemin de Saintonge, le Grand-Pont, le Port de la Bernarde, la Motte et les écluses de Porcheyrat, furent, comme on le voit, souvent utilisés pendant les plus tristes périodes de notre histoire et attirèrent de grandes calamités sur la paroisse de Cumond où, seule aujourd'hui en ce lieu paisible et ignoré, la Motte rappelle ce passé (2).

Le manoir de Sallebœuf « incendié, fondu et abattu à terre » par le sénéchal de Périgord, n'avait plus de rôle stratégique à remplir. Ses nouveaux seigneurs, les Brémond de la maison de Fayolle, guerroyaient sur un théâtre plus lointain.

Au siècle suivant, une fille de leur lignage porta Pommiers, Cumont et Montmallant aux du Puy, qui perpétuèrent à leur tour les noms de Brémond et de Cumont.

(1) De Roumejoux, *Essai sur les guerres de Religion*. *Bulletin arch. et hist. du Périgord*, t. XXIX, p. 155.

(2) Le bac de la Bernarde fut supprimé en 1789.

En 1822, M. de Belhade, nommé administrateur provisoire de la commune de Cumond, en faisait réclamer le rétablissement à l'Etat par son conseil municipal, appuyant sa demande de ces considérations :

« Un grand nombre des communes de la Dordogne n'avaient actuellement, pour arriver à Aubeterre où elles vendaient leurs grains, leurs animaux de boucherie, leur toile, leurs volailles, le bois, le charbon, qu'un seul passage, le Grand Pont, bac situé au-dessous d'Aubeterre, à un endroit où les bords de la rivière étaient si peu élevés que les eaux y sortaient de leur lit plus tôt que partout ailleurs.

« Ce bac, établi pour les communes situées au nord et à l'est était inabordable pour celles du sud et du sud-est, le plus grand nombre, et c'était



Phototypie Berthaud - Paris.

Motte de Porcheyrat.

Cliché de M. le Marquis de Fayolle.

En 1467, « Geoffroict de Bresmond, dict Dupuy » (1), « Liette et sa tante Arnaulde de Cumont », se partageaient (2) la seigneurie de Cumont. Geoffroict eut les deux tiers avec la suzeraineté et la prééminence ; Liette et Arnaulde, le tiers, avec les hôtels de Sallebœuf et de la Courre (3), sous le devoir d'un autour aux du Puy de Brémond.

Liette ayant épousé Pierre de la Place, écuyer, seigneur de Saint-Méard-de-Dronne (4), les deux époux firent construire sur les ruines du vieux manoir de Sallebœuf une petite gentilhommière dont la tourelle à girouettes, le colombier et la chapelle, qui figure sur l'ancienne pancarte du diocèse de Périgueux dressée en 1554, surgirent coquettement d'une forêt de verdure. Ils y firent leur résidence. Pierre de La Place y testa le 28 septembre 1499 ; sa veuve vivait encore en 1520 (5).

par elles cependant que passait la plus grande partie du gros et menu bétail qui se débitait aux foires de Périgueux, Ribérac, Villamblard et Mussidan.

» Les communications par le Grand Pont étant peu sûres et des plus difficiles, et plus longues, il en résultait pour ces pays un grand préjudice.

» Le Gouvernement, lui-même, y perdait, car, pendant toute la mauvaise saison, il ne passait que très peu de monde au bac du Grand Pont, tandis que, pendant toute l'année, les habitants de toutes ces contrées, pour raccourcir le trajet, traversaient la Dronne sur les digues du moulin de Porcheyrat et frustraient ainsi le trésor de ses droits.

» Le rétablissement du bac de la Bernarde remédierait à tous ces inconvénients et à ces abus, et serait avantageux au Gouvernement et au commerce, puisqu'il offrirait aux deux départements de la Dordogne et de la Charente un débouché facile et sûr et jamais interrompu ».

(1) Epoux d'Hélyes du Vignaud (Arch. de Cumond).

(2) *Ibid.* — Fonds Jaubert. — Sentence arbitrale du 17 juillet 1467, par mess. seig^r Charles Talleyrand, seig^r de Grignols, mess. Hugues Bayly, seig^r de Razat, et m^{re} Jean Dujable, bachelier-ès-lois, arbitres choisis pour ce partage. Curieux exemple du morcellement excessif de la propriété féodale en Périgord, après la guerre de Cent Ans.

(3) Autre hôtel et repaire noble de la paroisse de Cumond.

(4) Famille originaire de St-Jean Ligourre, en Limousin (Vigier de la Pile).

(5) Le 22 septembre 1520, « noble dame et damoiselle Liette de Cumont, dame de Sallebœuf et Cumont en partie, et y habitant », arenta une terre à mess. Léonard de Bouffangès, prêtre, demourant à Ploine-Serve, paroisse de Saint-Privat. (Arch. de Cumond. Fonds Jaubert).

De leurs quatre fils, l'ainé, Bertrand de La Place, écuyer, seigr de St-Méard-de-Dronne, marié avant 1511, n'eut d'Isabeau de Fayolle qu'une fille, Liette (1).

Le second, Pierre de La Place, écuyer, seigneur de Sallebœuf (2), rendit hommage pour Sallebœuf, à la mort de son père en 1499 (3). Il fut argentier de Louise de Savoie, comtesse d'Angoulême, et fut mis par la ville d'Angoulême à la tête de la députation envoyée à Tours, en 1506, pour demander à Louis XII la main de sa fille, Claude de France, pour le jeune duc de Valois, comte d'Angoulême, qui devait être le roi François I^{er} (4).

Par son mariage avec l'une des « Quatre Pastourelles », filles de Dauphin Pastoureau, il devint seigneur de Javerlhac (5), s'y fixa, et fut le père du premier président de la Cour des Aides de Paris, célèbre jurisconsulte et philosophe, ardent calviniste, une des victimes de la Saint-Barthélemy.

Ce fut le troisième fils de Liette de Cumont, Jean de La Place, écuyer, appelé d'abord M. de La Faurie, qui hérita de Sallebœuf et s'y établit.

Marié à Catherine de Grimoard, fille de Guinon, damoiseau, seigneur de Frateaux, il n'en eut qu'un fils, Bertrand de La Place, écuyer, seigneur de Sallebœuf, et y habitant, mort sans postérité.

Catherine de Grimoard, devenue veuve, épousa en deuxièmes noces, au repaire noble de Sallebœuf, le 16 novembre 1538, Jean de La Crompte, écuyer, seigneur de la Motte-Saint-Privat, dont elle eut cinq enfants.

L'ainé, Louis, fut institué héritier universel de Bertrand de La Place, son frère utérin, par son testament du 25 mai 1567, et Sallebœuf passa ainsi des La Place aux La Crompte.

(1) Liette de Cumont, deuxième femme de Gollfier de Jaubert qui, d'après la *Gallia christiana*, aurait été la mère de Pantaléon de Jaubert de La Rochejaubert, conseiller du Roi en 1569, abbé de Royaumont, au diocèse de Beauvais, puis de Charroux, au diocèse de Poitiers.

(2) Nadaud.

(3) *Ibid.*

(4) Vigier de la Pile.

(5) Lettre de François I^{er} à M. de Javerlhac. (Voir Vigier de la Pile).

Le nouveau seigneur de Sallebœuf, Louis de La Crompte, et son frère François (1), étaient l'un et l'autre écuyers de la compagnie de cinquante hommes d'armes de Guy Chabot, baron de Jarnac, seigneur de St-Gelais et de Ste-Aulaye, gouverneur de La Rochelle et pays d'Aunis, chevalier des ordres du Roi. Ils combattaient pour le Roi contre les Protestants, en Saintonge et pays circonvoisins (2).

Louis de La Crompte mourut à quarante-sept ans, après avoir fait son testament « au château de Sallebœuf », le 10 décembre 1586. Jeanne de Cérés, sa femme, y testa aussi, le 8 janvier 1611.

Ils avaient institué héritier universel leur fils aîné, René de La Crompte, qui habitait « le lieu noble de Sallebœuf » lorsqu'il épousa, le 15 août 1600 (3) Charlotte de La Place, sa cousine.

Il s'établit, sur la fin de sa vie, au château du Masdemon-tet (4), et l'hôtel de Sallebœuf qui avait abrité tant de person-nages considérables et de si nobles dames, ne fut plus habité. La gentilhommière, elle aussi, « fondue et abattue à terre » par les injures du temps, a fait place à deux métairies.

M^{re} DE CUMOND.

TABLEAU DE LA TAILLE DE BADEFOLS-D'ANS
POUR L'ANNÉE 1693

Une étude sur *La taille de 1684 en Périgord*, parue dans le tome XXXI, sixième livraison, du *Bulletin* de la Société histo-rique, m'a suggéré la pensée de mettre à profit un vieux ta-bleau de la taille de Badefols-d'Ans pour l'année 1693.

Sans excuser les abus, il y a eu beaucoup d'exagération dans la façon de présenter au peuple moderne cet impôt,

(1) Seigneur de la Meynardie, paroisse de Saint-Privat, grand-père de Louise de La Crompte, mère de l'archevêque de Cambrai.

(2) Contre la sédition excitée dans cette province par La Rochefoucauld et Condé à l'appel des Rochelais.

(3) Contrat du 15 août 1600. (Arch. de Cumond).

(4) Arch. de Cumond.

cette contribution royale et seigneuriale. Car, somme toute, qu'a fait la Révolution ? Elle a remplacé la taille réelle par la contribution foncière ; la taille personnelle par la contribution personnelle et mobilière. Il n'y a donc rien de changé, si ce n'est le nom, qui importe fort peu à la chose.

Un précis historique de la question paraît utile.

Origine de la taille.

Le mot taille, du latin *talea* et par corruption *tallia*, vient de ce qu'autrefois les paysans ne sachant pas lire, marquaient le paiement des tailles sur des bûchettes de bois, *taleæ*, fendues en deux. Le collecteur avait la *taille*, le contribuable la *contretaille*. Le contrôle était ainsi facile. Lorsqu'on voulait connaître les sommes payées, on rapprochait les deux parties et l'on vérifiait si les tailles ou coches étaient en rapport.

La taille était aussi appelée *tolia* de *tollere*, lever. On trouve souvent dans les anciennes chartes *tallia* ou *tolta* : ou bien encore *maletolla*, pour indiquer que la levée de la taille est onéreuse. De là est venu le nom de *maltôtiers* donné aux employés chargés de la perception des impôts.

Sans qu'on puisse exactement préciser la date, la taille a été le premier signe de l'affranchissement des serfs. Le seigneur donnait la liberté à l'esclave à la condition que celui-ci reconnût son premier état en payant certaines redevances, connues sous le nom de taille.

Il résulte d'une charte, rapportée par Pierre Louvel, dans son *Histoire de Beauvais*, que la taille existait en 1060. Jusqu'au règne de Charles VII, elle ne fut soumise à aucune règle fixe. Elle était levée par le Roi, les seigneurs et les évêques, suivant les circonstances.

Preuve évidente que l'Eglise ne s'est jamais désintéressée du sort du pauvre peuple, le premier concile de Latran, en 1123, défendit aux évêques de surcharger leurs sujets de tailles et autres exactions : *ne subditos suos talliis et exactio-nibus episcopi gravare presumant*.

Nous voyons Philippe-Auguste, en 1170 et St-Louis, en 1248, imposer une taille pour subvenir aux frais des Croisa-

des ; et, en 1358, elle est également exigée pour la rançon du roi Jean. Ce fut seulement en 1445 que Charles VII rendit la taille annuelle et permanente. Le motif de cette innovation mérite d'être mis en lumière.

Avant Charles VII, il n'existait pas de milice régulière ; l'armée se composait d'hommes recrutés à la hâte, mal disciplinés, très peu instruits. Charles VII comprit l'utilité d'une armée permanente. Le Roi fit donc un choix d'hommes d'armes qu'il retint à son service. Pour solder ces soldats, Charles VII rendit la taille annuelle. Sous son règne, elle produisit 1.800.000 livres, somme nécessaire à l'entretien de 9.000 hommes. Telle est l'origine de la taille. Elle paraît ainsi une institution juste et raisonnable.

Diverses espèces de tailles.

On distingue deux espèces de tailles : l'une levée par le Roi, l'autre par les seigneurs. La taille royale était celle que payaient tous les sujets pour subvenir aux charges de l'Etat. La plus ancienne ordonnance qui fasse mention de la taille royale est celle de 1190, rendue par Philippe-Auguste. Cette institution fut maintenue par la monarchie jusqu'à la Révolution française.

La taille seigneuriale existait parallèlement à celle du Roi. Elle était *annuelle* ou *extraordinaire*. Les seigneurs levaient la première sur leurs mainmortables, comme taxe de leur affranchissement. La deuxième, à titre de secours, était imposée aux serfs et aux hommes francs.

La taille *extraordinaire* était *légitime* ou *gracieuse*. Légitime, quand elle était accordée par la coutume ; — gracieuse, quand elle était accordée librement. La coutume indiquait quatre causes légitimes : lorsqu'il s'agissait de la rançon du seigneur, du mariage de sa fille aînée, de la promotion de son fils aîné à l'ordre de la Chevalerie, du voyage en Terre sainte. C'était là ce qu'on appelait *la taille aux quatre cas*.

La taille seigneuriale n'était, à l'origine, que l'équivalent de la protection que le seigneur accordait aux vilains et de la justice qu'il leur rendait. Sans doute, elle devint sans cause

après la ruine de la féodalité; néanmoins, elle subsista comme un droit jusqu'en 1789 et fut supprimée dans la nuit mémorable du 4 août.

Assiette de la taille.

Celle qui était levée par les seigneurs n'eut jamais d'assiette fixe. Aussi fut-elle parfois arbitraire et injuste. Mais il n'en fut pas ainsi de la taille royale. Sous le règne de Philippe-Auguste, les rôles de la taille payée au Roi étaient dressés dans chaque fief par les officiers du suzerain. Ce rôle était dénoncé à chaque habitant, pour ce qui le concernait, et cette dénonciation rendait la taille exigible. Saint Louis opéra, en cette matière, une révolution digne de remarque. Le Roi fit un règlement qui contient en germe la théorie de l'assiette de l'impôt, telle qu'elle est pratiquée de nos jours. Dans chaque localité, l'appréciation des valeurs imposables devait être faite par douze prud'hommes, désignés par les contribuables.

Le système de saint Louis étant tombé en désuétude, Charles VII, en rendant la taille annuelle et régulière, établit un nouveau mode d'assiette. Ce ne sont plus les élus des bourgeois qui procèdent à l'expertise, mais les commissaires du Roi, dont les fonctions furent ensuite érigées en office. En la matière, les ordonnances de 1443, 1452, 1459, sont restées célèbres. Louis VII, François I^{er}, Henri IV, Louis XIII, Louis XIV, Louis XV tentèrent des réformes importantes dans l'assiette et la perception des tailles. Louis XVI, par la déclaration du 11 août 1776, établit que les commissaires, chargés de la rédaction des rôles, ne pourront le faire qu'après avoir entendu tous les contribuables, réunis en assemblée générale. Un point très intéressant de cette législation de l'ancien régime, c'est que les *rentes actives* sont imposées d'un *sou* par livre. A cette époque, on avait donc résolu le fameux problème de l'impôt sur le revenu et on n'était pas aussi en retard qu'on veut bien le dire.

Personnes exemptes de tailles.

Nombre d'historiens, superficiels et de parti-pris, taxent d'injuste l'exemption de tailles dont bénéficiaient la noblesse

et le clergé. Or, quand on étudie à fond l'origine de ce privilège, on reste convaincu que cette exemption était entièrement légitime.

Le droit public, sous l'ancien régime, comme aujourd'hui, imposait à tout sujet des services militaires au profit du Roi. Or, il était parfaitement juste que ceux qui ne prêtaient pas ces services, en personne, les devaient en argent. Voilà pourquoi la taille, établie pour subvenir à l'entretien et à la solde des armées du Roi, ne fut imposée qu'à ceux qui ne payaient pas l'impôt du sang. Ainsi, les gentilshommes, exclusivement livrés à la profession des armes, et les membres du clergé, astreints à des services militaires, comme possesseurs de fiefs, jouissaient à bon droit de l'exemption de tailles. Non seulement ils payaient de leur personne ; mais, dans beaucoup de cas, ils devaient fournir et équiper à leurs frais un certain nombre de soldats. Le temps, d'ailleurs, n'est pas éloigné de nous où l'on « achetait » un homme, comme remplaçant militaire et aujourd'hui n'a-t-on pas établi la taxe militaire pour les dispensés, les réformés, voire même les infirmes et les boiteux ? Les roturiers, laissés à leur famille et à leurs travaux, ne prenaient les armes que dans les cas exceptionnellement graves. Ils devaient donc, de leurs deniers, contribuer à l'entretien de l'armée et aux frais de la guerre, bien heureux de ne pas en courir les dangers.

TABLEAU DE LA TAILLE

ANNÉE 1693

Le bourg de Badefols-d'Ans

Raymond Bonnet	8" 17 sols.
François Lesmaisons.	3" 18 s.
Hélie Raffailhac et son frère.	4" 7 s.
Pierre Personne et Marie Pécou, conjoints pour les biens de feu Charles Dulorier.	41 s.
Louise-Jeanne et Léonarde Bonneaud, sœurs, pour le taux (1) de feu Pierre Bonneaud.	16 s.
Jean Raffard et ses sœurs.	26 s.

(1) *Taux* : Mot vieilli qui a le même sens que *taxe*.

Girou Raffailhat.	21 s.
François Augier.	6" 11 s.
Léonard Dubouix et son fils.	3" 16 s.
Et à la décharge de Léonard Barrot.	20 s.
Héliès Raffailhat et Marie Dupuy, conjoints et Hu-	
guet Chaptard.	10"
François Couet, le jeune, et Jean Lalande, son gendre	58 s.
Bernard Mazy, hoste.	16"
François Surgeol, courdonnier.	4" 17 s.
François Surgeol, clerc.	5" 1 s.
Louis Lafierre.	42 s.
Jouffre Bouniaux.	15 s.
Jean Raffailhat de la Françoise.	45 s.
François Bainiaux, sergent, et Anne Boisseilhe, con-	
joint.	7" 7 s.
Massior Férygnac.	26 s.
Maistre Jean Villonier, juge.	10" 18 s.
Et à la décharge de Bernard Ninet	5 s.
Jacques de Suze.	10"
Thony Coustieu, mestayer de Monsieur.	6" 9 s.
Marguerite Treillard, femme de Phélibert Augénie..	6 deniers.
Et comme jardinier de Monsieur.	1 s.
Huguet Bousquet.	50 s.
Charles Laroche, apothicaire, pour les biens qu'il a	
acquis de	17" 18 s.
Massior Vergnaud.	5" 14 s.
Le bourdier ou fermier dans la maison de la Vi-	
quérie.	6 s.
Anthoine Cadant, bastier, et son gendre	40 s.
Et pour le taux de Françoise Dumeyny.	6 s.
Pierre Chevalier.	20 s.
Jean Vourette, tixerand.	21 s.
Jean Buisson, hoste.	4" 8 s.
Jean Dourac, mestayer de maistre Jean Villonier,	
pour un bœuf et une vache.	30 s.
Pierre Gautier, marchand, et Jeanne Villonier, con-	
joint.	7"
Jean Dumeyny.	6 s.
Jean Lagorsse, bourdier de Jacques Suze.	1 s.
Jean Bonnet, dit Petit-Jean.	1 s.
Maurice Dutheil et Suzanne Blanc, conjoints, pour	
tous les biens de Noël Blanc.	9" 13 s.

Jeandou Boissières, masson.	47 s.
Bernard Dumas, bourdier.	1 s.
Bernard Rebière, dit Courtaud, mestayer de Monsieur à la Sipièrè.	7" 10 s.
Bernard Dourac, aussy mestayer de Monsieur à la Sipièrè.	6" 18 s.
Louis Breuilh, mestayer de Thoinète Raffailhat.	8 s.
Et comme fermier de Jeanne Eytournel.	20 s.
Le munier au moulin avand du Puy-Lagatte	6 deniers.

Raffailhat.

M. E. Léonard Raffailhat, greffier du rolle de Chastres et du Temple de l'Eau pour un paire de bœufs	31" 17 s.
Guillaume Raffailhat, clerc, pour un paire de bœufs	32" 16 s.
Guillaume Raffailhat, de la Veyrine, pour un paire de bœufs.	16" 14 s.
Mathias Raffailhat, sieur de Narssac.	48" 18 s.
M. E. Jean Raffailhat, prestre et curé de Fanlac.	... 10 s.
Marguerite Dumas, vefve à feu Girou Raffailhat et sa nore.	15" 18 s.
Le bourdier de lad. Dumas	5 s.
Guilhen Maury	13" 10 s.
Girou Barrot.	3" 2 s.
M. E. Jean Reynaud, avocat en la Cour, et Jeanne Raffailhat, sa femme, pour un paire de bœufs.	72" 18 s.
Jean Maigne, mestayer dud. Reynaud.	3" 17 s.
Jean Raffailhat de la Doufine, pour un paire de bœufs	21" 18 s.
François Gascho et sa femme.	3" 17 s.
Et comme munier au moulin avand du Puy de Raffailhat.	3 s.
Jacques Raffailhat	5" 6 s.
Les enfants de feu Léonard Raffailhat	3" 8 s.
Le mestayer du sieur. pour un paire de vaches.	40 s.
Thony Raffailhat, pour un paire de bœufs	23" 7 s.
Guillaume Raffailhat, fils à feu Jean dit Louis	18" 14 s.
Anne Boisseilh et Guilhen Villaumur son fils.	21" 7 s.
Le mestayer desd. Villaumur et Boisseilh.	19 s.
Jean Baylé, mestayer du sieur curé de Fanlac, pour un paire de bœufs, taxé d'office au pied de la commission	15"

Le mestayer du sieur du Meynichou, pour un paire
de bœufs. 8ⁿ 14 s.

Lagoyrandie

Léon Mazurier et les enfants de feu Pierre Mazurier,
son frère 8ⁿ 16 s.
Pierre Bugat. 12ⁿ 1 s.
Sibille Lacoste et Anthoine Diéras, son petit-fils. 40 s.
Ceux qui jouissent les biens du sieur Dubreuilh. 6ⁿ 1 s.
Anthoine Bonnet, clerc, pour un paire de bœufs. 27ⁿ 9 s.
Jean Grachet, fils à feu Léonard. 13ⁿ 9 s.
Et pour le taux de Pierre Mazurier dit Laroze. 6ⁿ 8 s.
Jean Grachet de feu Couilhou. 9ⁿ 5 s.
Le bourdier de Anthoine Bonnet. 3 s.
Jean Delort, masson, et son gendre 4ⁿ
Pierre Debordes, tailleur, et sa femme 5ⁿ 3 s.
Guinor Grachet. 4ⁿ 11 s.
Jean Cheynal du Pillier. 12 s.
Le bourdier de Jean de la Doufine. 40 s.
Le bourdier dans la maison de Bugat. 6 deniers.
Le nommé Gourgaud et sa femme. 3ⁿ 10 s.

Le Ramal

Guillaume Bonnet pour un paire de bœufs. 15ⁿ 1 s.
Petit Boissinet. 55 s.
Léonard Mathou. 11ⁿ quatre...
Jean Despérier. 8ⁿ 13 s.
Anne Durantye, vefve à feu Jean Mouroux. 6ⁿ 10 s.
Thony Despérier, tixerant, pour trois quartz du taux
de Jean Jacquet. 5ⁿ 1 s.
Bernard Bonnet, masson, administrateur de feu Jean-
tou Grachet. 8ⁿ 5 s.
Léonard Boisseilhe dit Faulézie 32 s.
Martial Géraud ou les jouissant des biens. 55 s.
Jean Laurier. 8ⁿ 16 s.
M. E. Martial Vincenot, marchand, pour le taux de
Pierre Delor et sa femme, et celui de Jean Reymond. 16ⁿ 8 s.
Bernard Jacquet 6 s.
François Dauvergne, apothiquaire, et sa femme pour
un paire de bœufs. 18ⁿ 8 s.

Et à la décharge de Massior Monsour dit Prince. . .	40 s.
Roubert Monsour.	5 s.
Massior Monsour, dit Prince, ou ceux qui jouiront ses biens.	12" 5 s.
Bernard Monssour, clerc, pour un bœuf et une vasche	19" 5 s.
Jean Delayre et Jean Géraud, son consort. . . .	40 s.
.... dit Fortune et Hélié Boissinet, son gendre. . .	. .
Anthoine Mouroux pour un paire de bœufs . . .	26" 12 s.
Bernard Favard.	25 s.
Jean Pichon, tixerant, bourelrier du sieur de Mont- teynard.	8 s.
La vefve de Pierre Lachèze, marchand, et son gendre	8" 5 s.
François Boissinet, fils à feu Pierre dit Chadry. .	46 s.
Pierre Mouroux, dit Lescuroi.	9" 7 s.
Jean Boudet.	10" 12 s.
Hélié Boissinet, bourdier de Vincenot.	6 s.
Thony Despèrier et Guilhen Boissseille.	7"
Jean Bothe dit Bonjean.	29 s.

Coustis.

Guillaume Pelletengeas, pour un paire de vaches..	3" 17 s.
Léonet Balbarye et Marie.	4" 10 s.
Françoise Gouzon, femme de.	
de biens de feu Jean Jacquet.	34 s.
Jean Coustis, fils à feu Mathieu.	29 s.
Léonarde Lavialle, vefve à Jean Grachet. . . .	49 s.
Jean Rebière et Sibille Camps.	3" 9 s.
François Vincenot.	36 s.
Thony et Jean Labrousse, pour un bœuf et une vasche	7" 8 s.
Et comme mestayer de maistre Léonard Raffailhat	43 s.
Pierre Boudet, clerc, pour un paire de bœufs . .	18" 16 s.
Marie Mathou, vefve de Marsalou Conche. . . .	27 s.
Bernard Christoflour.	58 s.
Le mestayer du sieur de Monteynard.	39 s.

Raffard

Jean Raffailhat, clerc, pour un paire de bœuf. . .	16" 18 s.
Catherine Debort, vefve à feu Jean Raffailhat, pour un paire de bœuf.	26"
Guilhen Raffard, fils à Reynaud.	5" 14 s.

• Reynaud Raffard, fils à Guilhen.	... ⁿ 9 s.
Jean Grelier.	24 s.
Thony Raffard.	10 ⁿ 9 s.
Pierre Reynaud, sieur Dumas et le sieur Dumayné son frère.	7 ⁿ 10 s.
Le bourdier desdits sieurs.	6 s.

Les Bernissous

Anne Delort, vefve à Hélics Raffard et ses enfants un paire de bœuf.	21 ⁿ 18 s.
François Raffard, clerc, un bœuf et une vasche .	21 ⁿ 10 s
Marie Monsour, vefve à feu Guilhen Raffard et ses enfants, un paire de bœuf.	21 ⁿ 8 s.
M. E. Jean Rongière, notaire royal, pour le taux de Jeantou Rongière.	12 ⁿ 13 s.
La vefve de Pierre Raffard et ses enfants. . . .	11 ⁿ 19 s.

Cussat

Marsalou Rebière, pour le taux.	8 ⁿ 2 s.
Jean Mouroux, clerc.	
Jeantou Sarlat, un paire de vaches.	13 ⁿ 13 s.
Jean Gautier, dit Sentibard.	19 s.

Feyte

Pierre Grelière, maréchal.	7 ⁿ 7 s.
Jean Vareilhat.	6 ⁿ 10 s.
Et comme mestayer du sieur du Souillier	7 s.
Jacques et Jean Balbarie frères.	5 ⁿ 16 s.
Hélics Mouroux, un paire de vaches	14 ⁿ 17 s.

Gramond

Guillaume Reynaud, clerc, un paire de bœuf. . .	30 ⁿ 17 s.
Le bourdier dudit Reynaud.	10 s.

La Seychière

Guillaume Delourmet.	6 ⁿ 7 s.
Guilhen Chevailher et sa femme.	4 ⁿ 17 s.
Jean Blanc dit Missaud, un paire de bœuf. . .	28 ⁿ 6 s.
Menet Boissières, masson, et Jeanne Teyssou, pour le taux de Léonard Mouroux.. . . .	9 ⁿ 13 s.
Léonard Pourchier, roudier, un paire de vaches .	10 ⁿ 15 s.

Le bourdier dudit Pourchier	6 s.
Jean Cheynal, dit Boutaud.	4" 17 s.
Jean Labrousse, dit Siquary.	3" 6 s.
Et comme mestayer du sieur du Souilher pour un paire de bœuf	7" 15 s.
Pierre Boissières et Noel Boisseilhe, pour le taux de Jeanne Joubertye.	59 s.
Helies Desmons, charbonnier, ou ceux qui jouissent ses biens.	44 s.
Bernard Boisseilhe, roudier, et sa femme	15" 3 s.
Claude Monbarnage et sa femme.	14" 2 s.
Les biens tenant de feu Thonic Chaslard	12" 13 s.
Jean Pialat, fils à feu Léonard.	10" 2 s.
Guinor Paignou.	39 s.
Jean Sipière, fils à feu François.	22 s.
Thevé Christofour.	
Guillaume Monbarnage.	17"
Jean Monbarnage, dit Grand-Jean et les filles d'au- tre Jean Monbarnage, dit Petit.	14" 13 s.
Jeanne Monbarnage, fille à feu Jean Monbarnage, dit Seychière, pour deux cinquièmes du taux dudit Sey- chière et de Jean Monbarnage, clerc.	17" 11 s.
Marc Despéricor.	54 s.
Jean Vieilhemard, un paire de vaches.	7" 12 s.
Jean Mouroux, musnier au moulin de la Roche.	49 s.
Guilhou Despéricor.	5" 7 s.
François Gautier.	9" 12 s.
Bertrand Pialat et sa femme.	3" 11 s.
Marguerite Desmons, vefve.	14 s.
Jeanne Monbarnage, fille à feu Jean Seychière, pour le bien de feu Jeanne Bonnet, sa mère.	5" 8 s.
Jean Monbarnage, clerc, pour trois cinquièmes du taux de luy et de feu Jean Monbarnage, son oncle.	23" 10 s.
Jean Mouroux, comme tuteur des enfants de feu Jean Mouroux, son frère.	5" 16 s.
Le bourdier de Jean Monbarnage, dit Grand Pierre	5 s.

Monteils

Estienne Deglane et sa femme	19" 15 s.
Massior Noseyrollas et sa femme, un bœuf et une vas- che.	19"

Martialle Raffailhat et Jean Bonnet, son fils, pour un paire de bœuf.	22"
Marguerite Martin et ses filhes.	6" 7 s.
Pierre Raffailhat et sa femme.	9" 10 s.
Thomas Bonnet ou les jouissant ses biens.	13" 17 s.
Jean Noseyrollas, dit Démesis.	15" 18 s.
Jean Noseyrollas Depeyrichou.	5" 3 s.
Massior Leymerizie, un paire de vaches	13"
Jean Villonier, dit...	4" 16 s.
Arnaud et François.	9" 9 s.
Pierre Dumas et Jean Monteil.	6" 15 s.
Peyrichou Noseyrollas.	6 s.

Lamarsalie

Jeanne Eyjoucet.	5" 19 s.
Léonard Barrot, teyssier.	3" 6 s.
Pierre et Galiardon Barrot.	3"
Jean Raffard, tuteur des enfants de feu Guinor Barrot	56 s.
Jean Ciourac.	3" 5 s.
Lapandre et sa femme.	7 s.
Charles Barrot, pour la moitié du taux d'entre luyet	
Charles Laroche, appotiquaire.	8" 6 s. 6 deniers.
Bernard Barrot, pour un paire de vaches.	13" 4 s.
Thony Nozeyrollas.	6" 10 s.
Le fils de Raymond Linard.	3" 6 s.

Chapeau.

Pierre Lavergne, meyrandier	5" 8 s.
Héliès et François Lavergne.	10" 12 s.
Léonard Ciourac, menuzier.	4" 11 s.

Champaignat.

Jean Blanc	20 s.
Pierre Raffard, teyssier	18 s.
Jean Debort.	5"
Thony Couzours et Peyronne Raffailhat, conjoints.	4" 13 s.
François Blanc.	3" 11 s.
Martial Blanc, un paire de vaches.	13" 11 s.
M. E. Jean Blanc, greffier du rolle de la présente paroisse.	9" 11 s.

Thomas Donat et son gendre.	5" 16 s.
Charles Augenie et sa femme.	20 s.
François Andrieu.	4"
Thony Blanc, un bœuf.	17" 18 s.

La Longe.

Peyronnet Boissières, un bœuf.	
Léonard Boisseilhe, souchier.	6" 10 s.
Léonard Boisseilhe, dit Petit.	7" 13 s.
Anthoine Boissières, pour un bœuf et une vasche .	16" 4 s.
François Boisseilhe, souchier	6" 14 s.
Margueritte Tallet.	58 s.
Bernard et Noël Boisseilhe.	9" 7 s.
Peyt Delort et son fils.	5" 18 s.
Roubert Teyssou.	5" 8 s.
Pierre Delort et son gendre.	10" 5 s.
Menet Boissières, masson, un paire de vaches.	10" 12 s.

Lafourye.

Jean Lesmaisons, mestayer du sieur de la Fourye, pour un paire de bœuf	5" 11 s.
---	----------

Foulive.

Jeanne Masy, vefve de Bernard Raffailhat.	11" 18 s.
Gabrielle Labrousse, femme de Jean Lesmaisons, et les enfants de Pierre Gros.	40 s.
Les héritiers de Thony Labrousse.	47 s.
Jean Raffard, dit Guinor.	4" 12 s.

Laramade.

Massior Barrot et sa femme.	16" 4 s.
Jean Monoyoux.	41 s.
Le bourdier du sieur du Souilher, dans la maison de feu Peyrichou Latour.	3" 2 s.
Le mestayer dudit sieur du Souilher, dans la mai- son de Noël Villaneufve.	6" 8 s.
Jean Lacoste et son gendre.	11"
Et pour le taux de sa femme sur la Marsalyc. . .	24 s.
Le nommé Cartegable et sa femme, possesseurs des biens de feu Pierre Latour.	20" 3 s.

Chabanas.

Girou Villeneuve.	40 s.
Léonard Coustilhas, un paire de bœuf	6"
Jean Lesmaisons	3" 18 s.
Pierre Lesmaisons, pour un paire de vaches.	13" 8 s.
Thony Coustilhas et Bernarde Lesmaisons.	17 s
Guilhau Rougière.	18 s.
Jean Lesmaisons, clerc, pour un paire de bœuf.	12" 13 s.
Léonard Boisseilhe, masson	32 s.
Pierre Géraud, meyrandier, un paire de vaches.	9" 17 s.
Le mestayer de Charles Laroche, appotiquaire.	6 s.
Jeandy Pouch.	45 s.

Rolle des tailhes imposées sur le bourg et paroisse de Badefol Dans, pour l'année prochaine mil six cent nonante-trois, montant de somme principale deux mille cent cinquante livres, de laquelle a esté mointz celle de deux cents livres, partant reste mil neuf cent cinquante livres en capital; plus la somme de..... livres quinze sols pour les appointements de trois régiments de milice, plus pour. des soldats desditz régiments dix-huit livres dix sols, plus pour régiment de Laroche-Courbon deux livres. Le tout contenu en la commission envoyée par Monseigneur l'Intendant, en date du dix-huitiesme octobre dernier. Signé Bazin de Bezons, et plus bas, par mondit seigneur de Jean, plus la somme de dix-neuf livres des guages des officiers, de commissaires et de contrerolleurs, contenue en autre commission aussy envoyée par mond. seigneur l'Intendant, du vingt-quatriesme dudit mois d'octobre, signé comme la susd. montant le tout ablatif de deux mille quatre-vingt-cinq livres, sept sols, six deniers.

Et pour le droit de collecte attribué aux collecteurs, à raison de six deniers pour livres, quarante-huit livres quinze sols, et pour les droitz du greffier du rolle soubz signé, la somme de vingt-quatre livres sept sols, a raison de trois deniers pour livre. Revient en tout à celle de deux mille huitante-cinq livres sept sols six deniers, laquelle a été despartye sur tous les contribuables aux tailles dud. bourg et paroisse de Badefol Dans, par François Surgeol, praticien dudit Badefol, François Dauvergne, maistre appotiquaire du village du Ramal, Jean Monbarnage, du village de la Seychière et Massior Boisseilhe, tixerant du village de la Longe, le tout de lad. paroisse, scindieqs et collecteurs deditz deniers pour led. an prochain mil six cent quatre-vingt treize, le plus esquittement qu'il leur a esté possible, sans avoir exempté aucun de lad. paroisse que le seigneur

marquis d'icelle, le sieur du Souilher, le sieur de Chabans, le sieur de la Fourye, a cauze de leur qualitté de nobles, et le sieur curé de lad. paroisse comme ne possédant aucun bien en icelle né ceux de l'esglize. Lad. paroisse quarante feutz.
De quoy y a soixante

Clos et arresté a esté le présent rolle des tailhes.
au village de Champaignac, parroisse dud. Badefol et dans la maison du greffier du rolle de lad. paroisse qu'y a dressé, calculé led. rolle au requis desd. seindicqs, le trentiesme jour du mois de décembre mil six cent quatre-vingt-douze. Lesdits Surgeol, Dauvergne et Monbarnage ont signé et non ledit Boisseilhe pour ne scavoir, de ce enquis.

DAUVERGNE, seindicq, BARNAGE, seindicq, SURGEOL, BLANC, greffier.
Vérifié pour 2085", 7 s., 6 d.

A Périgueux, le 10 janvier 1693.

LAVAREILHE, lieutenant.

Certifié cette copie conforme à l'original, donné aux archives de la Société historique et archéologique du Périgord.

E. COMTE.

NOTES ET DOCUMENTS :

LE PÉRIGORD AUX ARCHIVES NATIONALES

D'APRÈS LES PAPIERS DU CONTRÔLE GÉNÉRAL DES FINANCES,

(1682-1727).

Dans les pays où l'administration publique est déjà puissante, il naît peu d'idées, de désirs, de douleurs, il se rencontre peu d'intérêts et de passions qui ne viennent tôt ou tard se montrer à nu devant elle. En visitant ses archives, on n'acquiert pas seulement une notion très exacte de ses procédés, le pays tout entier s'y révèle. Un étranger auquel on livrerait aujourd'hui toutes les correspondances confidentielles qui remplissent les cartons du Ministère de l'Intérieur et des préfectures, en saurait bientôt plus sur nous que nous-mêmes. Au dixhuitième siècle, l'administration publique était déjà très centralisée, très puissante, prodigieusement active. On la voyait sans cesse aider, empêcher, permettre. Elle avait beaucoup à promettre, à donner. Elle influait déjà de mille manières, non seulement sur la conduite générale des affaires, mais sur le sort des familles et sur la vie privée de chaque homme. De plus, elle était sans publicité, ce qui

faisait qu'on ne craignait pas de venir exposer à ses yeux jusqu'aux infirmités les plus secrètes.

Ainsi s'exprimait, il y a plus de quarante ans, A. de Tocqueville dans l'avant-propos de son magistral ouvrage sur *l'Ancien Régime et la Révolution*, après avoir compulsé, pour la documentation de son livre, les archives de plusieurs Intendances. On ne saurait, en effet, mieux dire, ni poser une règle plus sûre de méthode historique. Nous avons eu l'occasion de la vérifier en recherchant, aux Archives nationales, dans les cartons du Contrôle général des finances, la correspondance des Intendants de la Généralité de Bordeaux relative au Périgord.

Nous en avons déjà extrait quelques pièces qui ont été reproduites ici même. Sans revenir, autant du moins qu'il n'était pas nécessaire, sur les actes publiés ou analysés par M. de Boislisle, dans son recueil intitulé *Correspondance des contrôleurs généraux des finances avec les intendants des provinces*, déjà dépouillé pour les lecteurs du *Bulletin* (1), il nous a paru intéressant de pousser cet examen plus à fond et nous n'avons pas eu lieu de nous en repentir, puisque, pour la période qui s'étend de 1682 à 1727, pendant laquelle la correspondance se poursuit de façon régulière et pour ainsi dire ininterrompue, nous avons pu relever une certaine quantité de documents, principalement lettres des Intendants, quelquefois pièces jointes à ces rapports, plus rarement actes envoyés directement par des particuliers au Contrôleur général, tous titres traitant de sujets variés, plus ou moins importants, il est vrai, mais dont aucun n'est négligeable au point de vue de l'histoire administrative, économique et sociale du Périgord à l'époque indiquée. Il nous a donc semblé utile de les faire connaître, ce qui permettra de les rapprocher des dossiers concernant les mêmes affaires qui, provenant de la Généralité de Bordeaux, seraient aujourd'hui conservés aux archives de la Gironde. Pour les publier, l'ordre chronologique nous a paru le plus commode ; c'est celui que nous avons suivi. Nous ne croyons pas avoir à nous excuser de les avoir,

(1) Voir année 1904, *Varia*.

dans la transcription, ramenés à l'orthographe moderne, puisque ce système qui se généralise de plus en plus, apparaît, en effet, comme le seul recommandable, quand il s'agit, comme c'est le cas, de documents non littéraires des ^{xvii}^e et ^{xviii}^e siècles, dont l'intérêt est autre que philologique ou grammatical.

Le premier en date est une pétition envoyée au Contrôleur général des finances par les négociants de Bergerac, le 28 mai 1682, à l'effet de décharger leur ville du logement, trop onéreux, de deux régiments de cavalerie qui y ont pris leurs quartiers depuis le 16 avril.

Monseigneur,

Si le logement des régiments de cavalerie de Chevreau et Servon, composés de seize compagnies, que nous avons sur les bras depuis le 16 avril dernier, ne causait que notre ruine particulière, sans porter de préjudice au restant de la province, nous ne prendrions pas la liberté d'implorer l'intercession de Votre Grandeur pour obtenir du soulagement, et nous prendrions notre accablement en patience, sur la confiance de notre innocence et de notre fidélité inviolable pour le service de Sa Majesté. Mais, Monseigneur, l'attache que nous avons pour le commerce, et l'affection que vous avez toujours eue pour le faire fleurir, nous oblige, autant que notre propre intérêt, à vous représenter que, notre ville, quoique très petite, étant le centre du commerce des provinces de Périgord, Limousin, Quercy et Haute-Auvergne, et étant impossible qu'il se puisse faire ailleurs, les habitants de tous ces endroits souffrent de notre accablement, presque autant que nous-mêmes, par la cessation entière de tout leur commerce, qui fait qu'ils ne peuvent débiter aucune de leurs denrées qui sont périssables, et sont, par là destitués de l'unique moyen qu'ils avaient de faire de l'argent pour le paiement de leur taille, comme il a été de longtemps représenté à Votre Grandeur. De quoi S. M. reçoit double préjudice, le premier en ce que les tailles ne sauraient être payées, et l'autre que, ne se faisant point de commerce, il ne se prend aucun droit au bureau de Libourne, ce qui donnera occasion aux fermiers de demander de grands rabais. Vous êtes trop clairvoyant, Monseigneur, pour ne voir pas que la chose puisse être autrement, si Votre Grandeur n'a la bonté de nous procurer un prompt délogement de ces troupes, car nous vous protestons, Monseigneur, avec sincérité, que le long séjour de ces deux régiments nous réduit à n'en pouvoir plus et que, si elles y restent plus longtemps, il est impossible que

nous nous en puissions jamais relever ni que nous puissions reprendre notre commerce, qui a tout-à-fait cessé depuis l'arrivée de ces troupes, ayant été forcés de composer avec les officiers en argent, pour leur dépense, à une somme excessive par jour ; outre quoi, ils ont toujours fait vivre leurs cavaliers à discrétion et souffert, pour avoir du repos, que les bourgeois leur donnent journellement de l'argent pour le bien vivre, en telle sorte qu'il nous coûte plus de trois mille livres par jour, outre la paye qu'ils ont du Roi pour eux et pour leurs cavaliers, de laquelle les officiers sont payés journellement. Jugez par là, Monseigneur, si une pauvre ville, où il n'y saurait avoir quatre cents feux, peut supporter si longtemps une si grande charge ; et, si nous ne pouvons plus négocier, il y aura une grande étendue de pays qui en souffrira par contrecoup. Ainsi, Monseigneur, le soulagement que nous recevrons de Votre Grandeur ne sera pas seulement pour nous, mais aussi pour une infinité de personnes qui ne font de consommation de leurs denrées que par notre moyen. Nous espérons, Monseigneur, que vous serez touché de notre misère et de celle de nos voisins, et que les grands soins que vous avez pris pour établir et conserver le commerce de la France, nous procurera l'honneur de votre assistance pour le maintien du nôtre et de nos voisins, qui dépend uniquement de ce délogement. Nous vous le demandons, Monseigneur, et l'attendons de votre secours, vous protestant que nous ferons des prières continuelles à Dieu pour votre prospérité et santé, comme étant, avec respect, Monseigneur, de Votre Grandeur, les très humbles et très obéissants serviteurs, les marchands négociants de la ville de Bergerac, et pour tous : A. Palier, Laporte, Mestre, Passa-laigue, Dupeyrou, Dupeyrou, Laporte, Planteau, Cheyssac, Poujols, Dubié, Deschamps, Dupeyroux, Madras, Pichot, Rauret.

A Bergerac, ce 28 mai 1682 (1).

L'acte qui suit se rattache à la politique de persécution de Louis XIV à l'égard des protestants. C'est un arrêt du Parlement de Bordeaux à la date du 14 juillet 1683, à La Réole, portant interdiction de l'exercice public du culte réformé à Limeuil et destruction du temple de cette localité.

Entre le procureur général du Roi en la Cour, demandeur en excès et contravention aux édit et déclarations de Sa Majesté, d'une part, et Mr Théodose Jarlan, ministre de la Religion prétendue réformée du temple de Limeuil, et Hélié Mailhiorac, ancien et scribe du consistoire dudit temple, défendeurs et accusés, d'autre part, vu, etc... Dit à été

(1) Arch. nat. G⁷ 132.

que la Cour, faisant droit des conclusions du procureur général du Roi pour les cas résultant du procès, a interdit et interdit à jamais ledit Jarlan de faire aucune fonction de ministre de ceux de la R. P. R. dans tout le royaume, à peine d'être procédé extraordinairement contre lui. Au surplus, ladite Cour a ordonné et ordonne que l'exercice public de la R. P. R. sera interdit pour jamais dans la ville et juridiction de Limeuil, le consistoire éteint et supprimé, le temple démoli et rasé jusques au fondement, et qu'au milieu de la place où il est construit, il sera élevé une croix ; et fait au surplus inhibitions et défenses à toute sorte de personnes de quelque qualité qu'elles soient, de faire aucune assemblée tendante à exercice public de ladite R. P. R., et qu'un commissaire se transportera sur les lieux pour l'exécution du présent arrêt ; enjoint à tous prévôts, vice-sénéchaux, consuls et officiers de se rendre auprès du commissaire, en cas qu'ils soient mandés, pour tenir la main à l'exécution entière du présent arrêt ; ordonne pareillement ladite Cour que le deuxième feuillet du livre du consistoire de Limeuil de l'année mil six cent soixante-un, où est couché l'acte de renonciation fait par le nommé Laronde à la religion apostolique et romaine et les mots « désirant renoncer aux abus, superstitions et idolâtrie de l'église romaine » et ceux tant dudit livre que des autres où sont écrits les mots d'église réformée, les ministres appelés pasteurs de l'église réformée, seront cassés et brûlés dans la place publique dudit Limeuil par l'exécuteur de la haute justice. Fait ladite Cour inhibitions et défenses à tous ministres et autres de la R. P. R. d'user à l'avenir d'aucun terme injurieux à la religion catholique, apostolique et romaine, et de parler avec irrévérence des choses saintes et des cérémonies de l'Eglise, et auxdits ministres de ladite R. P. R. de prendre la qualité de pasteurs d'églises et de prendre seulement celle de ministres de la R. P. R., et aussi à toutes personnes, de quelque qualité et condition qu'elles soient, de parler de ladite religion qu'en ajoutant les mots de « prétendue réformée » aux premiers, portés par les déclarations et arrêt sur ce rendus, et, au surplus, a ordonné et ordonne que, à la diligence dudit procureur général, il sera informé tant contre le fils puîné du nommé Ferriol que les enfants du nommé Laterrière, pour, l'information faite et rapportée, y être pourvu ainsi qu'il appartiendra ; condamne lesdits Jarlan et Mailhiorac aux dépens de la procédure envers ceux qui les auront faits. Dit aux parties à La Réole, en Parlement, le quatorze juillet mil six cent quatre-vingt-trois. Messieurs Daulède, premier président ; Thibaut, rapporteur (1).

(1) Arch. nat. G ⁷ 132.

Nous n'avons pas jusqu'ici trouvé trace de l'action personnelle de l'Intendant en ce qui concerne spécialement le Périgord. Elle ne va pas tarder à se manifester. M. Bazin de Bezons était alors en charge. Ce fut, autant qu'on en peut juger par sa correspondance, un de ces esprits droits et appliqués qui honorent leurs fonctions. Venu à Périgueux au mois de novembre 1687, pour opérer le répartition de la taille dans l'Election, ce qui était un des principaux offices des Intendants, il profita de son séjour pour examiner les travaux, en cours d'exécution, qui devaient rendre l'Isle navigable en aval de cette ville. Dans une lettre écrite au Contrôleur général le 28 novembre, il donne à cet égard des détails instructifs.

Monsieur,

J'achevai hier le département de cette Election et j'allai ensuite visiter les ouvrages de la rivière de l'Isle jusqu'à deux lieues de cette ville. Je vis plusieurs pas qui sont commencés auprès des moulins pour le passage des bateaux. J'en trouvai deux où les ouvrages sont hors de l'eau. Je fis passer et repasser un bateau, afin de voir s'ils étaient bien. Il passa fort bien. Nous avons pourtant cru, M. de Contigny et moi, qu'il y avait encore quelques petites choses à faire à un qui est près de cette ville, et qu'il était nécessaire de l'allonger, parce que l'eau faisait un trop grand bouillonnement à la sortie, autant que je peux juger d'un ouvrage auquel il y a encore beaucoup à travailler. Je crois néanmoins pouvoir vous assurer que l'on mettra cette rivière en état que l'on y naviguera depuis Périgueux commodément. La maçonnerie des pas que j'ai vus m'a paru bonne, et, quand les ouvrages seront avancés, l'année prochaine, je ferai une visite tout le long de la rivière. Mais comme ces ouvrages sont importants, que l'on travaillera l'année prochaine à la rivière de Vézère, et que M. de Contigny ne peut pas toujours être sur les lieux, je crois qu'il serait bon de mettre un inspecteur au commencement de mars, qui prendrait garde que l'on n'employât que de bons matériaux, et qui prendrait soin de m'avertir de l'avancement des ouvrages, afin que, sur cela, je fasse donner l'argent nécessaire à l'entrepreneur.....

BAZIN DE BEZONS

A Périgueux, ce 28 novembre 1687 (1).

(1) Arch. nat. G 7 133.

Les cinq lettres suivantes de l'Intendant au Contrôleur général, qui s'échelonnent du 5 octobre 1691 au 29 octobre 1693, témoignent que, pendant ces quatre années, le Périgord fut durement éprouvé. Rien ne lui fut épargné : effroyable mortalité des personnes (en un an, il mourut, au bas mot, soixante mille personnes dans les deux seules Élections de Périgueux et de Sarlat) ; mortalité des bestiaux ; débordements des rivières ; fréquentes chutes de grêle, anéantissant tout espoir de récolte de châtaignes. Les dégâts essuyés de ce chef atteignaient alors les proportions de véritables calamités. Le paysan périgourdin, récoltant peu de blé, se nourrissait presque exclusivement de châtaignes et les utilisait aussi pour engraisser ses porcs, dont l'élève constituait son principal bénéfice. Si l'on réfléchit que, à cette époque, les denrées alimentaires, les céréales notamment, circulaient, en général, très difficilement d'une province à l'autre, on s'expliquera mieux les tristes conséquences qui résultaient pour le pays de la disette de châtaignes.

Monsieur,

Je me suis rendu ici mercredi et j'ai travaillé depuis mon arrivée à faire le projet du département de cette Election. Il faut encore deux jours avant de l'achever, parce que je trouve que la grêle a causé beaucoup de dégâts dans plus de cent paroisses de cette Election. Il y a eu de la mortalité des bestiaux dans plusieurs tirant vers Bergerac, et l'inondation de l'hiver dernier avait fait du désordre dans les paroisses qui sont vers la Dordogne. Ainsi, il est nécessaire d'entrer dans un grand détail afin de faire un département juste, pour que les paroisses soient en état de payer les tailles l'année prochaine. Il est tombé trois fois de la grêle dans cette Election ; la dernière, qui a été la plus considérable, au mois d'août, a gâté les vignes, et, en quelques endroits, les châtaignes. Il n'y a presque point de vin dans toute l'Election. L'on avait accoutumé d'en vendre beaucoup dans les paroisses du côté de Périgueux, et il n'y en a pas cette année ce qu'il faut pour la consommation ordinaire. A l'égard des châtaignes, dans les paroisses où il n'est point tombé de grêle, il y en a une grande quantité. C'est une ressource pour la subsistance des paysans, mais, comme il n'y a point de blé et que je vois que le peu que l'on en a recueilli sera consommé dans le commencement de novembre, je prévois que toutes les châtaignes qui seront recueillies seront employées à la

nourriture des paysans et qu'ils n'en pourront point donner pour engraisser leurs cochons, comme ils faisaient ordinairement. Il n'y a point de glands. Ainsi je prévois que l'on pourra très peu retirer de la vente des cochons, parce qu'ils ne seront point engraisés, et c'était une chose qui donnait beaucoup d'argent dans cette province. Il se passe une chose dont je crois devoir vous donner avis, quoique je ne voie point de remède à y apporter. L'on travaille à un grand nombre de forges pour les canons. Il faut beaucoup de bois pour la consommation de ces forges et, dans la plupart, l'on se sert des bois châtaigniers, de sorte que l'on coupe un grand nombre d'arbres qui porteraient des châtaignes. Si cela continue, il se trouvera dans peu d'années qu'il y aura une grande diminution de châtaignes en Périgord, parce qu'un châtaignier coupé ne peut bien rapporter que dans vingt ans. Je me suis déjà informé et j'ai examiné s'il y aurait d'autres bois dont l'on peut se servir pour ces forges, et j'ai trouvé qu'il n'y en a point d'autre dans la plupart des cantons où ces forges sont, qu'aux endroits où il y a des bois de chêne où on les achète préféablement à celui de châtaignier. Ainsi je vois que c'est un mal auquel il est impossible de remédier, parce qu'il faut que ces forges fournissent les canons qui sont nécessaires pour l'armée navale du Roi, et que, d'ailleurs, cela donne de l'argent dans le pays et contribue beaucoup au paiement de la taille. J'ai cependant cru qu'il était bon que vous fussiez informé de ce qui se passe. La grande difficulté qu'il y a est pour les charrois, parce que les canons étant beaucoup plus gros qu'ils n'étaient ordinairement, il faut un grand nombre de paires de bœufs pour les conduire, et l'on prétend qu'ils sont obligés de faire de grands efforts pour les mener, et que cela a contribué à la mortalité des bestiaux. Il est vrai que les paroisses dans lesquelles ces accidents sont arrivés sont celles qui étaient les plus sujettes à cette conduite. J'espère que la rivière de l'Isle sera en état pour cet hiver de transporter les canons. Si cela est, ce sera un grand soulagement. Je reçus hier au soir une lettre de M. de Contigny, qui fait remonter les bateaux jusques ici. Il était à deux lieues et demie de cette ville, et il espère que ces bateaux arriveront demain. J'ai six canons tous prêts de dix-huit livres de balles chacun, pour mettre sur ces bateaux, et l'on verra, par expérience, si les écluses ne sont pas propres à faire passer les bateaux qui porteront ces canons. Je compte avant de partir d'ici de les avoir fait passer neuf ou dix écluses qui vont jusques à deux lieues et demie de cette ville, afin de pouvoir vous rendre compte comment les choses sont.

Le temps est très beau pour les semences et, comme il y a très peu de blé en Périgord, j'ai envoyé deux hommes secrètement pour faire

les visites dans les paroisses, afin de voir si l'on ne semait pas toutes les terres, parce que, si l'on ne les semait pas, je verrais à y apporter un remède. J'ai écrit encore à Bordeaux, afin que l'on parle aux marchands qui m'ont promis de faire porter du blé à Libourne, pour l'y faire conduire, parce que c'est le lieu le plus propre pour le distribuer ensuite dans le Périgord. Je vous conjure de me faire la justice de me croire avec respect, etc.

BAZIN DE BEZONS.

A Périgueux, le 5 octobre 1691 (1).

Monsieur,

J'achevai, il y a deux jours, le département de cette Election, et sur les cent mille livres que vous avez eu la bonté d'accorder pour les paroisses grêlées, dont M. de Breteuil m'a envoyé l'arrêt (2), j'ai distribué à celles de cette Election quinze mille cent soixante livres. Je vous assure qu'elles en avaient un grand besoin. Je crains que l'imposition de quatre cent quatre-vingt-quinze mille cent cinq livres, que je viens d'apprendre par une lettre de M. de Barbezieux, qu'il faut faire pour le payement de l'ustensile de la cavalerie, ce qui reviendra à un sixième de la taille, en diminuant les moins imposés, ne soit cause que la taille ne se puisse pas payer l'année prochaine dans un grand nombre de paroisses, parce qu'il y en a plusieurs où il n'y a pas présentement de quoi semer, et je viens d'écrire à Bordeaux afin qu'on fasse porter des blés du côté du Fleix, pour que les paroisses qui n'en ont pas puissent trouver à en acheter, afin de faire la semence. Dans la plupart, ils n'auront point de blé après la semence faite ou dans la fin de novembre au plus tard. Ainsi, vous pouvez juger si ces paroisses seront en état de payer cette imposition de l'ustensile qui fait le sixième de la taille, dans la fin de mars. Il y a, outre ce, quatre-vingt-treize mille sept cent cinquante livres à imposer sur les principales villes pour l'ustensile de l'infanterie et trente-sept compagnies de cavalerie ou de dragons en quartier d'hiver. Je sais que c'est la même chose que l'année passée, mais la récolte avait été meilleure et les efforts que l'on a faits pour le payement des subsides de l'hiver dernier et des tailles de cette année, ont mis bien des paroisses, à ce que je vois, hors d'état de pouvoir payer. Vous devez être persuadé que je ferai de mon mieux pour les soutenir, que je

(1) Arch. nat. G¹ 135. Lettre analysée dans Boislisle, *ouv. cité*, t. I, n° 991, pp. 261-262.

(2) M. de Bezons avait demandé une diminution en moins imposé de 100.000 livres, pour soulager les cantons les plus malheureux, où les vins, les millets les blés d'Espagne avaient été détruits (Boislisle, *op. et loc. cit.*)

soulage le plus que je peux les plus misérables, mais, comme la récolte a été très mauvaise dans toute la province, je ne vois point de paroisse en état de pouvoir soulager beaucoup les autres, et le quartier d'hiver, qui est aussi gros que l'hiver dernier, me fait beaucoup craindre.

Je vis passer hier deux bateaux qui remontaient la rivière de l'Isle à vide, qui passeront les deux pas qui sont près de cette ville très bien et les premiers pour la navigation. L'on charge présentement des canons pour mettre sur ces deux bateaux, et je prétends les faire partir dans une heure et leur voir passer quatre ou cinq pas en descendant. Je crois que l'on peut vous assurer que la navigation se fera fort bien cet hiver et que l'on portera les canons que l'on construit en Périgord à Libourne. Les bateliers ne sont pas encore bien stylés à l'ouverture des passelis qui sont avec des flèches. Je verrai s'il n'y aura pas moyen de trouver quelque remède, afin que cela ne soit pas si long à défaire que l'on est présentement, parce que l'on perd beaucoup de temps. La rivière est présentement la plus basse qu'elle puisse être, et si les bateaux vont bien jusques à Libourne, l'on peut être assuré que cette navigation se fera plus de huit mois de l'année. J'avais espéré de pouvoir voir passer moi-même les bateaux jusques à Montanceix, parce qu'il y a dix pas jusques en ce lieu-là ; mais, comme je suis pressé pour faire la répartition du quartier d'hiver et l'imposition de l'ustensile, je me contenterai de voir passer les bateaux à trois ou quatre pas, afin de partir demain matin pour Sarlat. J'enverrai le sieur de La Chabrerie, président de l'Election de cette ville, jusques à Libourne, pour voir la navigation, faire un état de tout ce qui manque, et me rendre compte des choses comme elles se seront passées, afin de pouvoir vous en mieux éclaircir. M. de Contigny ira aussi, lequel est, depuis huit mois, attaché à faire achever ce qui regarde cette navigation et, sans les soins qu'il y a pris et que j'ai voulu qu'il ne quittât point, elle n'aurait point été achevée pour cet hiver. Mais, par tout ce que j'ai vu hier, j'ai tout lieu d'espérer que vous serez content de ce qui a été fait. Je vous conjure, etc.

BAZIN DE BEZONS.

A Périgueux, le 9 octobre 1691 (1).

Monsieur,

J'apprends du côté de Bergerac et du Périgord qu'il y a une quantité prodigieuse de pauvres. Le peu de récolte qu'il y a eu dans tout le Périgord est cause de cette misère, et il est certain que, jusqu'à la

(1) Arch. nat. G¹ 135. Lettre reproduite par extraits dans Boislisle, *op.* et *loc. cit.*

fin d'avril, les peuples auront beaucoup à souffrir, parce que dans le commencement de mai, l'on aura des légumes qui aideront à subsister. Si le Roi voulait ordonner quelque charité dans les cantons où il en serait le plus nécessaire, l'on les distribuerait pendant le mois d'avril, et quand Sa Majesté n'ordonnerait que six mille boisseaux de seigle, mesure de Bordeaux, cela ne laisserait pas d'empêcher beaucoup de paysans de mourir de faim.....

BAZIN DE BEZONS.

A Bordeaux, le 4 mars 1692 (1).

Monsieur,

J'ai reçu la lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire du 16 de ce mois, concernant la grêle arrivée dans l'Election de Périgueux et le soulagement que l'on pourrait donner à ces paroisses grêlées. Lorsque je sus cet accident, il y avait cent trente-six boisseaux de seigle à Bergerac, qui n'avaient pas encore été distribués dans les paroisses pour les pauvres. Je crus qu'il valait mieux les donner à celles-là. Il faut que non seulement on les soulage en ne leur donnant presque point de tailles l'année prochaine, mais en ne les obligeant pas de payer celles de cette année, parce que si l'on envoie dans les paroisses qui sont entièrement grêlées pour leur faire payer ce qu'ils doivent, vous devez être assuré que les habitants qui sont restés déserteraient. Ainsi, je prends la liberté de vous proposer de donner une surséance de vingt mille livres au receveur des tailles de Périgueux, comme vous avez fait à celui de Cognac. Par ce moyen, l'on soulagera ces paroisses et pour cette année et pour la prochaine. Quand ils auront recueilli, l'année prochaine, l'on leur demandera les restes, mais, présentement, il est impossible de le faire.....

BAZIN DE BEZONS.

A Bordeaux, le 29 juillet 1692 (2).

Monsieur,

J'ai achevé les départements des tailles de l'Election de Périgueux. Je reste aujourd'hui pour signer toutes les expéditions et achever de régler quelques affaires qui concernent ladite Election. Je partirai demain pour aller en Agenois. Les maladies continuent dans le Périgord. Elles ne sont plus si violentes. L'on ne peut assez vous expri-

(1) Arch. nat. G ⁷ 137. Il fut fait droit à la demande de l'Intendant. Nous lisons, en effet, dans une lettre qu'il écrivait, de Bordeaux, au Contrôleur général, à la date du 1^{er} avril suivant : « J'ai envoyé 3,000 boisseaux de seigle du côté du Périgord ». (Arch. nat., *ibidem*.)

(2) Arch. nat. G ⁷ 136.

mer combien la mortalité a été grande. La méchante nourriture qu'ont eue la plupart des paysans y a beaucoup contribué. Quoiqu'il y ait moins de blé présentement qu'il n'y avait l'année dernière, j'espère néanmoins que les peuples souffriront moins en Périgord, parce qu'il y a des châtaignes, qu'il n'y en avait point l'hiver dernier. Il n'y en a pas une si grande quantité qu'à l'ordinaire, mais elles sont très bonnes et très saines; il n'y en a aucune de gâtée. Il y a des raves, des blés d'Espagne et des blés noirs, qui serviront en différents cantons pour nourrir les paysans. Ainsi, j'espère que le Roi, ayant la bonté d'ordonner quelques charités, l'on pourra mieux soutenir les habitants du Périgord que l'on n'a fait depuis la récolte de l'année dernière. J'aurai l'honneur de vous envoyer un état des charités qui paraîtront être nécessaires de faire. Il faudra plusieurs années au Périgord pour le remettre de ce qui est arrivé, parce que, soit pour leur subsistance ou pour le paiement des subsides, il y en a un grand nombre qui ont été obligés de vendre tous leurs meubles et leurs petits ustensiles; cela ne se peut rétablir de longtemps. L'on ne fait presque plus de nourrisages de cochons, ce qui était d'un grand secours et servait pour la plupart au paiement de la taille. Il y a eu mortalité de bestiaux dans quelques paroisses de l'Election de Périgueux, mais il y a beaucoup d'endroits où ils ont été vendus parce qu'ils étaient fort chers. C'est ce qui donne de la peine en des paroisses pour la semence des terres, parce qu'elles ne se trouvent pas préparées pour la recevoir. Il y a encore des lieux où les blés ne sont pas battus à cause du grand nombre de malades. Le Périgord était un pays très peuplé. Il est mort dans les Elections de Périgueux et de Sarlat plus de soixante mille personnes, y compris les petits enfants, depuis un an. L'on prétend que le nombre en est plus grand, mais, autant que j'en peux juger, cela monte au moins à ce nombre. Je donne tous les ordres qui me paraissent nécessaires pour la semence; les subdélégués qui vont achever la visite des grains sont chargés particulièrement de prendre soin que les terres soientensemencées. L'on y travaillait dans la plupart des endroits. Il a fait beaucoup de pluie depuis trois jours, qui les a interrompues. Je vous conjure, etc.....

BAZIN DE BEZONS.

A Bergerac, ce 29 octobre 1693 (1).

A cette époque, la principale route commerciale, en Périgord, était celle qui conduisait de Bordeaux à Limoges. Le transit des marchandises empruntait la voie fluviale par le

(1) Arch. nat. G⁷ 136

Bec d'Ambès et la Dordogne jusqu'à Bergerac, après quoi, quand le niveau des eaux le permettait, elles remontaient la Dordogne jusqu'à Limeuil, puis la Vézère jusqu'à Terrasson, d'où elles étaient charroyées jusqu'à Limoges. Lorsque la Vézère était trop basse, et c'était le cas le plus fréquent, on les transportait par voitures de Bergerac à Limoges en passant par Périgueux. Un petit mémoire dressé à l'usage du Contrôleur général et reproduit ci-après, contient quelques informations sur les tarifs usités à cet égard.

Mémoire de la route de Bordeaux à Limoges, tant par eau que par terre.

De Bordeaux à Bergerac, les bateaux y montent en tout temps. Il y a 25 lieues par eau, et on paye ordinairement 5 à 6 s. par quintal.

De Bergerac à Limoges, il y a 20 à 22 lieues, et on paye 40 à 45 s. par quintal sur les charrettes, et, lorsque les chemins sont rompus, on augmente la voiture à proportion.

Lorsqu'il y a raisonnablement de l'eau dans la Dordogne, et qu'on est dans le temps des pluies qui font grossir la Vézère, les marchands de Limoges font porter leurs marchandises à Terrasson et payent 15 à 18 s. par quintal. Cette navigation n'est pas assurée, parce que la Vézère diminue promptement et qu'il y a plusieurs années qu'on ne peut monter à Terrasson que quatre ou cinq fois, à cause de la maigreur de la rivière.

De Terrasson à Limoges, il y a environ dix lieues, et on paye 20 s. par quintal par charrette, mais, comme on vient de dire, il est incertain de pouvoir monter à Terrasson (1).

Les questions de travaux publics entraient naturellement dans la compétence de l'Intendant, sans l'avis duquel aucune dépense ne pouvait être engagée. A cet égard, l'entretien des édifices du culte le sollicitait particulièrement, surtout dans les parties du Périgord où la Réforme avait fait le plus d'adeptes et où, à cause de cela, il importait que les églises ne parussent pas laissées à l'abandon.

Dans une lettre du 9 mars 1700 (2), M. de Bezons marque que, à la demande du duc de La Force, il a fait visiter trois

(1) Arch. nat. G ⁷ 137.

(2) Arch. nat. G ⁷ 139.

églises qui sont dans trois paroisses du duché de La Force, et qu'il est nécessaire de réparer et d'agrandir :

1^o Les réparations à faire à l'église de Saint-Victor de La Force, où il y a 550 communicants dont la plus grande partie est composée de nouveaux convertis, sont estimés à 1.730 l., 16 s. Il faut aussi raccommoder le chemin qui va à l'église.

2^o Les réparations à faire à l'église de Saint-Pierre-d'Eyraud, où il y a 1.300 communicants, la plupart nouveaux convertis, montent à 3.171 l.

3^o Celles à faire à l'église de Prigonrieu, où il y a 1.500 communicants, aussi la plupart nouveaux convertis, montent à 8.639 l., 4 s., 6 d. Il n'y a qu'une petite chapelle. On propose de bâtir une église dans un autre endroit, de 62 pieds de long et de 30 de large, appartenant à l'église.

M. de Bezons, en envoyant ce devis, ajoute qu'« on ne doit pas être surpris si ces églises sont si petites et en si mauvais état, le nombre des anciens catholiques y étant très petit ».

(A suivre.)

R. VILLEPELET.

VARIA

LETTRE RELATIVE AU RÉTABLISSEMENT DU PARLEMENT DE BORDEAUX, EN 1775.

Le chancelier Maupeou avait substitué, en 1771, des *conseils supérieurs* aux parlements, en abolissant la vénalité des charges et en proclamant la gratuité de la justice.

Louis XVI abolit ces *conseils* le 12 novembre 1774, et rappela les anciens parlements, qui avaient conservé leur popularité.

La lettre que nous reproduisons plus loin a trait au rétablissement du Parlement de Bordeaux. Elle contient des détails curieux sur la réception faite, à cette occasion, au duc de Noailles, maréchal de France et gouverneur de la province, ainsi qu'au premier président du Parlement, M. Le Berthon : l'accueil réservé au magistrat réintégré fut particulièrement chaleureux.

Le signataire de la lettre, M. Manière, curé de la paroisse de la Magdeleine, à Bergerac, avait pour correspondant M. Cosset, ancien garde du corps et rapporteur du point d'honneur au tribunal de cette dernière ville. L'abbé ne manquait, comme on le verra, ni d'esprit, ni de causticité. Il s'intéressait d'autant plus au rétablissement du Par-

lement de Bordeaux qu'il était en procès, depuis plusieurs années, pour la conservation de son bénéfice.

ELIE DE BIRAN.

« Bordeaux, ce 2^e mars 1775.

» Monsieur,

» Il faudroit avoir un génie plus éclairé que le mien pour vous faire un portrait exact des circonstances joyeuses qui se passèrent icy le jour du carnaval ; je pense que nos descendants n'en verront jamais de pareilles : 1^o l'arrivée de M. de Noailles, le mardy matin à dix heures ; 2^o l'arrivée de M. le premier président, le soir, à 3 heures ; 3^o enfin le jour de carnaval, en réunissant ces trois circonstances sous le même point de vue, ceux qui n'y étoient pas, ne peuvent se dispenser de penser que ce jour étoit beau et brillant.

» Quand à l'arrivée de M. de Noailles, les jurats ordonnèrent la veille à tous les bourgeois et artisans de se mettre sous les armes, en uniformes, ordre à tous les capitaines de navires de pavoiser tous leurs bâtimens et de les munir de canons ; le mardy matin, les trois châteaux annoncèrent son arrivée par une décharge de toute leur artillerie. A 10 heures, il parut à La Bastide ; il fut salué par le bruit de douze canons qu'on y avoit transporté, enfin il s'enbarqua ; il y avoit quatre brigantins à sa suite qui portoient les trompettes, les mugiciens, les gardes, et les députés de la ville ; quand il fut au milieu de l'eau, il fut salué par autres douze canons qu'on avoit fait placer devant la porte Bourgoigne ; ensuite il descendit par eau jusqu'à Bacalan, et ce fut pour lors que tous les navires le saluèrent en descendant et en montant ; tous les bâtimens étoient plein de monde jusque au haut des mas ; toute la rivière étoit couverte de bateaux, et tout le monde crioit *vive le roy, vive M. de Noailles, vive l'ancien parlement, vive M. Le Berthon* ; en un mot, c'étoit un bruit capable de fendre le cœur, et j'avoue que j'en versay des larmes, et je ne fus pas le seul ; enfin, M. de Noailles vint débarquer sous la place Royale ; tout Bordeaux étoit dehors ; il fut obligé de marcher à pied assez longtemps pour se faire voir et satisfaire le peuple qui s'égosilloit par des cris de joye multipliés ; voicy à peu près ce qui se passa à l'entrée de ce grand seigneur, et c'est peu de chose en comparaison de ce que la ville préparoit à l'entrée de son premier magistrat.

» Les frammaçons voulurent se signaler à l'entrée de leur confrère, et pour luy donner un temoignage de leur joye, ils luy dressèrent un arc de triomphe à Beké, qui est trois quart de lieu d'icy ; cet arc étoit une vraye curiosité par son élévation, sa hardiesse, sa peinture, sa draperie et sa richesse ; à l'arrivée de ce respectable magistrat, on le

plaça sur son throne pour le haranguer ; il se passa dans ce moment une chose digne d'admiration : on avoit placé une femme derrière la tapisserie du throne, et à l'instant qu'on commença à prononcer le discours, cette femme lui plaça une riche couronne sur la teste ; il ne se tourna point, il ne se mut point, mais son courage ne tint pas longtemps ; au lieu de répondre au discours, on vit couler une abondance de larmes entrecoupée de sanglots ; on fut obligé de le conduire dans une sale où il y avoit un diner préparé dont il ne pu goûter ; ce que je dis, je l'ay vu de mes yeux ; à présent je ne puis vous parler que par conjecture pour ne pas mentir.

» Pendant le diner, il se rendit tout le guet à cheval, vingt quatre cavailleurs de la maréchaussée, cent bourgeois à cheval, en uniforme, au moins trois cent jeunes gens à cheval tous couverts de laurier ainsi que leurs chevaux, environ quatre carosses, flacres, cabriolets ou chaises de voitures, et tous avec des couronnes de laurier sur leurs impériales, tout ce cortège vint au petit galop jusqu'à la porte St-Julien, et toujours au bruit du canon qu'on avoit placé, par peloton de distance en distance ; on avoit décorée la porte de guirlandes avec une immense couronne suspendue au milieu ; on l'arrêta pour le haranguer ; il ne répondit que par des larmes ; on avoit placé une grosse artillerie sur la place qui fit feu une heure de suite ; c'est ainsi que cet exilé est rentré dans son autel avec tout ce cortège ; il ne se passa pas la plus petite confusion, on craignoit les carosses, mais personne n'a été touché ny blessé ; enfin, le soir étant venu, plusieurs rues furent illuminées, plusieurs feux de joye, surtout dans la rue du Mirail ; l'hôtel de M. le premier fut ouvert où tout le monde entroit et sortoit quand il vouloit, il s'assembloit une populace immense dans la cour, et on y a dansé jusqu'à six heures du matin, en beuvant et criant : vive Leberthon ; enfin on crie encore dans toutes les rues ; ce n'est pas encore tout, une troupe de jeunesse ont couru la nuit ; ils ont chanté un *libera* devant la porte des présidents postiches, et un *requiescant in pace* devant la porte des intrus.

AUTRES NOUVELLES.

» Le Parlement sera rétabli ce matin ; je ne puis pas bien vous dire les conditions, parce que je ne les sçais pas encore toutes, mais ce qu'il y a de vray, c'est que les intrus sont remerciés ; quand aux présidents postiches, le Roy leur donne l'option ou de rester comme conseiller ou de s'en aller ; on m'a assuré qu'il resteroient, *tampis pour eux*, car on leur fera mauvaise mine ; le Roy a accepté la démission de M. Degasq sans lui rien donner ny promettre ; il a aussi accepté celle de MM. Dudon fils ; il luy a promis une compagnie de

cavalerie ; je trouve que c'est fort à propos, pour aller plus vite dans l'autre monde, car il s'en va mourir ; il est sûr qu'il n'en reviendra pas.

» Vous voyez, Monsieur, que j'entre dans un grand et long détail ; n'en soyés pas surpris ; je suis affecté, et j'y prends plus de part que d'autres ; il me semble que je suis à mon aise et que je jouis d'avance d'une vraie tranquillité ; vous pouvez montrer cette relation à vos amis et aux miens, c'est-à-dire à M. Clusseau et à M. le lieutenant général. Voila la troisième lettre que je vous écris sans avoir reçu de vos nouvelles ; je crains que quelqu'un de votre maison ne soit malade, et je vous prie de m'en informer. Je ne sçais point encore le temps auquel je me retirerai, je pense que cela ne sera que dans quinze jours. J'ay vu votre religieuse qui se porte bien ; mille respects à vos dames, bien des amitiés à M. Cosset, et croyés que personne au monde n'est avec plus de respect que moy,

Monsieur,

Votre très humble et obéissant serviteur,

MANIÈRE, *curé*.

» Je reste chés madame Fageol, rue des Treilles ; si Mad^{lle} de Sorbier est arrivée, je vous prie de luy communiquer ma lettre ».

NÉCROLOGIE

M. ADHÉMAR DE LABONNE.

M. Adhémar de Labonne, décédé à La Rochefoucauld (Charente), le 12 février dernier, dans sa soixante-quatrième année, ne faisait partie de notre Société que depuis le mois d'août 1901. Il avait tenu à y remplacer son frère, Martial, dont le plus grand plaisir était de faire profiter tous ceux qui l'approchaient des vastes et solides connaissances de tout genre, mais surtout artistiques, qu'il avait acquises dans de longs voyages à travers presque toute l'Europe.

La maladie qui devait nous le ravir avait déjà frappé de ses premières atteintes M. Adhémar de Labonne au moment où il commençait à compter parmi nous ; elle ne lui permit pas de prendre à nos travaux la part qu'il eût été heureux d'y consacrer.

Notre regretté confrère appartenait à une vieille famille dont il a été souvent question dans notre *Bulletin* et dont le nom figure sur les registres paroissiaux de Saint-Méard-de Dronne dès le commencement du XVII^e siècle, c'est-à-dire aussi loin que remontent ces registres. Cette famille, qui a fourni de nombreux notaires, des pré-

tres et des médecins, jouissait du titre et des prérogatives de la bourgeoisie de Périgueux.

Par sa mère, Mlle de Verneuil, de Dournazac (Haute-Vienne), M. de Labonne se rattachait à une famille également ancienne du Limousin.

Il se montra digne de tous ces ancêtres. Grand, bien fait, très alerte, d'un esprit fin et cultivé, très affable et très serviable, il portait en lui un cachet de distinction et de bonté qui le faisait partout remarquer.

Il avait, comme ses deux frères, l'amour du passé et de l'art ; comme eux il s'était passionné pour les vieilles ruines de Montbrun, près de Dournazac. De concert avec son frère Martial, il prêta à leur aîné Alfred, qui en était propriétaire, son concours le plus complet pour la restauration de cet antique château.

Il fit plus encore ; il sut inculquer tout l'intérêt qu'il y portait à sa digne compagne, M^{me} Adhémar de Labonne, qui prit elle-même une part aussi importante que discrète à la rénovation de ce trésor architectural dont elle est aujourd'hui la dépositaire et la fidèle gardienne. Que celle qui partagea ainsi ses joies et ses goûts artistiques, qui, par ses soins affectueux, lui aida à supporter les souffrances et les amertumes d'une vie brisée par la mort d'un fils qui leur donnait de si légitimes espérances, veuille bien recevoir les plus respectueuses et sympathiques condoléances de tous les membres de la Société qui s'associent à son deuil !

Les profonds regrets qu'il laisse parmi ses nombreux amis, partout où il a vécu, en Périgord, en Angoumois et en Limousin, prouvent combien celui dont nous avons à déplorer la perte avait su se faire aimer et apprécier de tous ceux qui le connaissaient.

Tocane-St-Apre, le 5 mai 1908,

D^r MOREAUD.



Deux planches accompagnent cette livraison : la 1^{re} représente la Motte de Porcheyrat ; et la 2^e, le Plan des environs et du port de la Bernarde.

Le gérant responsable, H. ÉTOURNEAU.

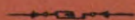
BULLETIN

DE LA SOCIÉTÉ

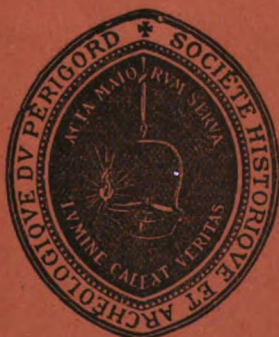
HISTORIQUE ET ARCHÉOLOGIQUE

DU PÉRIGORD

PARAISANT TOUS LES DEUX MOIS.



TOME XXXV. — QUATRIÈME LIVRAISON.



PÉRIGUEUX

IMPRIMERIE DE LA DORDOGNE, RUES AUBERGERIE ET DES FARGES.

Juillet-Août 1908.

SOMMAIRE

DES MATIÈRES CONTENUES DANS LA 4^{me} LIVRAISON.

	Pages
Assemblée générale du 27 mai 1908.....	229
Séance mensuelle du jeudi 2 juillet.....	239
Les Forges gauloises et gallo-romaines en Périgord (MM. Gustave HERMANN et A. BARREAU).....	250
Le chanoine de Tricard de Rognac, aumônier d'Henri IV (1599) (M. A. DUJARRIC-DESCOMBES).....	255
Notes et documents : Le Périgord aux Archives nationales, d'après les papiers du Contrôle général des finances (1682-1727) (<i>suite</i>) (M. R. VILLEPELET).....	259
Henri Bertin et sa famille (<i>troisième partie</i>) (M. G. BUSSIÈRE)	274
VARIA. — Une lettre de Bertin, ...	314

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

DE LA

SOCIÉTÉ HISTORIQUE ET ARCHÉOLOGIQUE DU PÉRIGORD

du 27 mai 1908.

Présidence de M. le marquis de FAYOLLE,
président.

La séance est ouverte à huit heures du soir, dans la salle accoutumée.

Sont présents : MM. Charles Aublant, Bayle, de Bellussière, Élie de Biran, Buffeteau, le docteur Chaume, Émile Contaut, Lucien Delpech, Antony Délugin, Dujarric-Descombes, le marquis de Fayolle, Féaux, Gabriel Pasquet, le comte de Saint-Saud et Villepelet.

Le procès-verbal de la précédente réunion est lu et adopté.

M. LE PRÉSIDENT nous rappelle qu'aux termes de l'article 8 de nos statuts, nous avons à procéder aujourd'hui au renouvellement annuel du bureau de la Société dont les membres sont rééligibles. Il invite nos confrères présents à venir voter immédiatement pour ne pas troubler le silence, quoique l'urne doive rester ouverte jusqu'à la fin de la séance.

Chacun apporte successivement son bulletin de vote.

Notre bibliothèque a reçu, dans le courant de ce mois, les ouvrages suivants :

Bulletin trimestriel de la Société des Antiquaires de Picardie, année 1907, 4^e trimestre, in-8°, avec planches, Amiens, imprimerie Yvert et Tellier, 1908 ;

Mémoires de la Société Eduenne, nouvelle série, tome XXXV, un volume broché, in-8°, avec planches, Autun, imprimerie Dejussieu père et fils, 1907 ; contenant, p. 339, un

compte rendu du *III^e Congrès préhistorique de France*, tenu à Autun du 12 au 18 août 1907 ;

Bulletin de la Société d'Emulation du Bourbonnais, n^o de janvier, février et mars 1908, trois fascicules in-8°, avec gravures, Moulins, imprimerie Etienne Auclaire ;

Lou Bournat, bulletin mensuel de l'Ecole félibréenne du Périgord, tome III, 17^e livraison, mai 1908, grand in-8°, Périgueux, Imprimerie de la Dordogne ; contenant un intéressant article de notre jeune confrère M. Alfred de Tarde, sur *L'âme et la langue périgourdines* ;

Revue de l'Agenais, bulletin de la Société d'agriculture, sciences et arts d'Agen, 35^e année, mars-avril 1908, in-8°, avec planches, Agen, Imprimerie Moderne ; où, dans un mémoire sur *Le château de Lauzun*, la question de l'antique *Elusone* qu'habitait Sulpice Sévère à la fin du iv^e siècle est de nouveau agitée. Pour M. Philippe Lauzun, auteur du mémoire, *Elusone* serait Lauzun, dans l'arrondissement de Marmande, et l'oratoire de *Primuliacum* serait Périllac, et non notre Premilhac, près St-Sulpice-d'Excideuil ;

Bulletin de la Société Archéologique du midi de la France, nouvelle série, n^o 37, séances du 15 novembre 1906 au 15 juillet 1907, in-8°, avec gravures, Toulouse, Édouard Privat, libraire-éditeur, 1907 ; où sont signalées, dans les dessins, une *Pieta* limousine à Toulouse, de petites constructions rurales en pierres sèches, carrées, avec coupoles en encorbellement sur pendentifs de même, servant d'abris aux vigneronns sur les premières pentes de la Montagne Noire, dans le Cabardès ; des mains de la caverne de Gargas, et des haches de bronze trouvées dans l'Ariège ;

De M. le docteur Grellety, ses deux brochures humoristiques : *Abdication raisonnée*, *Apologie de la mesure*, in-8°, Mâcon, Protat frères, imprimeurs, 1908, et *Bêtes, plantes et gens*, in-12, Mâcon, Protat frères, imprimeurs.

Des remerciements sont votés aux donateurs.

M. LE PRÉSIDENT a reçu d'un savant suisse, M. Eugène Pitard, de Genève, une lettre lui annonçant un don pour le Musée.

Après s'être excusé de répondre tardivement, M. Pittard mande qu'il a entretenu, la semaine dernière seulement, la Société d'histoire et d'archéologie de Genève de ses recherches en Dordogne.

« J'y ai annoncé officiellement, écrit-il, que je destinais une partie de mes trouvailles au Musée de Périgueux. Vous savez que je vous l'ai aussi promis. Je tiens à vous laisser une collection complète de mes recherches dans le pays. Je vous demande de m'accorder simplement ceci : les maintenir groupées en une seule vitrine qui représentera le vallon des Rebières avec ses superpositions d'industries. Ce sera un coin de Dordogne synthétisé, sur la période préhistorique. J'y joindrai, bien entendu, les coupes et les photographies. Mais, mes recherches, telles que je les entends, sont encore très incomplètes. Certaines choses sont à peine entrevues et il en faut retrouver. J'aurai donc le très grand plaisir de vous revoir et de reprendre notre conversation de l'an dernier et, en particulier, à propos de toutes les misères dont la Vézère est le théâtre... »

M. le Conservateur sera heureux de recevoir, pour le Musée, ces objets intéressants.

M. Ernest LABADIE, reçu membre associé dans la dernière réunion, adresse ses remerciements à la Société. Il compte aller prochainement à Bergerac faire des recherches aux archives municipales et chez quelques particuliers au sujet des faïenceries de cette ville au XVIII^e siècle, sur lesquelles il a déjà de très intéressants documents. Ce n'est qu'après ce séjour à Bergerac qu'il pourra terminer le travail qu'il compte présenter à la Société.

En demandant quand se publiera sa monographie de La Bachellerie, M. DE PEYRONNY nous envoie quelques réflexions sur le récent mémoire de M. le docteur Chaume. Il ajoute « que les voies romaines, qui n'ont fait que remplacer les voies de communication gauloises, subsistent encore dans leur tracé primitif. Après les Romains, les seigneurs, manants, serfs, etc., au moyen âge, les ont toujours, plus ou moins mal entretenues, mais non plus avec du ciment ou de la chaux, comme le faisaient les Romains, mais avec de la pierraille, ce qui les rend aujourd'hui complètement méconnaissables. Je

crois donc que si on examinait de très près, et avec beaucoup de soin, nos anciens chemins, on y trouverait sûrement la preuve de ce que j'avance.

» J'ai découvert, il y a quelques années, dans ma propriété des Gendres, commune de Ribagnac, au lieu dit des « Grandes-Jouailles », une voie romaine particulière qui conduisait à une villa située dans ce lieu. Je conclus de cette découverte que les riches Romains ou Gallo Romains réunissaient leurs domaines aux grandes routes. J'ignore si ce fait vous a déjà été signalé. J'ai mis au jour cette voie romaine particulière sur une dizaine de mètres de longueur. Elle avait à peu près 1 mètre 50 de large, et se composait de grosses pierres liées par un mortier fait de chaux et de sable blanc très commun dans la contrée, les parties supérieures ayant disparu ».

La Société des Archives historiques de la Saintonge, qui nous avait annoncé sa visite, à Périgueux, pour le 21 juin, et que nous aurions été heureux de recevoir, paraît l'avoir ajournée en raison du petit nombre d'adhérents à l'excursion.

M. DE SAINT-SAUD nous présente une pièce originale inédite, « tirée de mes archives, nous dit-il, que mon ami Huet et moi, qui l'avons transcrite, pourrons publier dans le *Bulletin*, si la commission de publication le juge à propos, en même temps que celle concernant l'hommage de Laussel, communiquée à la précédente séance. Il s'agit de la construction d'une chapelle et de la fondation d'une chapellenie à Saint-Geniez, à la date du 25 novembre 1327, par Raymond, Pierre et Pons de Vaux, chevaliers ; par Ahelitz de Lestang, veuve de Marfred de Salignac, chevalier, et son fils Jean ; par Marguerite de Peyrals, veuve d'Eblon de Saint Geniès, et son fils Pierre ; par Jean « de Quem » et Raymond de Vaux, damoiseaux, co-seigneurs de Saint-Geniès. Cet acte offre la particularité d'être sous seings privés ; il porte la trace des huit sceaux des parties. Il en présente une plus grande encore, c'est que c'est là la vraie fondation de la chapelle mentionnée dans nos tomes I, 216, IX, 93 et XII, 189, attribuée à Gaubert La Chaminade (Gualbertus Lacaunada), qui avait été

chargé en 1327 de la construction qui fait l'objet de l'inscription de 1329 relevée par M. René de Gérard ».

M. LE PRÉSIDENT nous donne quelques détails intéressants sur les curieuses peintures de cette chapelle, telles qu'elles nous ont été révélées par les albums de Léo Drouyn.

M. Robert VILLEPELET offre au Musée du Périgord la collection des moulages de sceaux périgourdiens, reproduits en phototypie dans sa thèse de doctorat ès lettres, sur l'histoire des institutions municipales de Périgueux. Les numéros qu'ils portent au dos permettront, en se référant au texte de la thèse, de les identifier et de les décrire.

M. le Conservateur remercie.

M. LE PRÉSIDENT a reçu pour les archives :

1° De M. Bisson, retraité de la C^{ie} d'Orléans, à Périgueux, une procuration notariée sur parchemin, du 30 septembre 1523, de messire Jean de Ladouze, chevalier, seigneur dudit lieu, de Reilhac et de Vern, agissant comme exécuteur testamentaire du testament de haut et puissant seigneur feu messire Jean d'Albret, à messire Antoine de..., chevalier, seigneur de Buzot, pour l'aider à distribuer les deniers légués.

2° De M. Goumet, à Cubas-Cherveix, huit pièces sur papier de la fin du XVII^e siècle, qui sont des quittances notariées, délivrées entre cohéritiers à Cherveix, à Cubas et à Preyssac-d'Excideuil.

M. l'Archiviste départemental remercie les donateurs.

De son côté, M. DE MONTÉGUT nous envoie la copie d'une lettre intéressante de M^{me} de Biron à Henri IV, datée de Biron, juillet 1602, et demandant la grâce de son fils. Elle sera publiée dans le *Bulletin* si elle est inédite.

Il nous adresse en même temps trois photographies et un article sur l'ex-libris de Brantôme, placé en tête d'un livre de dialectique de Philippe Melanchton. L'une de ces photographies représente l'ex-libris, et les deux autres, les plats du volume des poésies manuscrites de Brantôme, publiées par

le regretté docteur Galy. Ces deux dernières photographies devront être réduites au format du *Bulletin* pour être reproduites.

Le mémoire, partagé en deux chapitres, sera publié, accompagné des dessins.

M. DUJARRIC-DESCOMBES appelle ensuite notre attention sur l'importante publication, mise en souscription par la maison Hachette sous ce titre : *Reproduction en phototypie de l'exemplaire avec notes manuscrites marginales, des « Essais de Montaigne »*, appartenant à la ville de Bordeaux.

« On sait, nous dit il, que depuis la première édition des *Essais* (1580), et après la seconde (1588), notre illustre compatriote ne cessa de réviser, corriger et augmenter son œuvre. Sur un exemplaire en feuilles de la dernière édition, qui parut de son vivant, il avait inscrit, au jour le jour, à des reprises différentes, ses corrections, ses réflexions, des développements de tous caractères, écrivant entre les lignes, dans les marges, dans tous les sens, raturant, surchargeant, revenant sur les ratures. Ces pages où le texte imprimé est souvent submergé sous les additions manuscrites, sont aujourd'hui reliées et constituent le célèbre *Exemplaire de Bordeaux*. A M. Strowski, professeur de littérature française à l'Université de cette ville, a été confiée la publication de ce document unique.

» Cette *Edition municipale*, à laquelle l'Académie française vient de décerner le prix Saintour, est en bonne voie d'achèvement. Elle avait besoin d'un complément d'un autre ordre, d'une reproduction phototypique.

» C'est l'ouvrage que la librairie Hachette met en souscription au prix de 150 francs (200 francs après le 1^{er} janvier 1909, date de la clôture). Il formera un volume in-4^e d'environ 700 pages. Dès à présent, cette maison distribue un très beau prospectus spécimen avec une page reproduite en phototypie.

» Enfin, voici qu'un jeune docteur ès lettres, aveugle, M. Pierre Villey, vient de jeter sur l'œuvre de Montaigne une lumière très nouvelle par la publication de sa thèse : *Sources*

de l'évolution des Essais de Montaigne. C'est l'histoire de l'âme si riche et si souple du penseur périgourdin, qui est retracée dans ces trois volumes, absolument dignes de l'attention des psychologues. »

M. DE SAINT-SAUD, désirant commencer à mettre sur pied les notes que depuis fort longtemps il réunit sur les verreries et les verriers du Périgord, nous dit qu'il serait très reconnaissant si quelques-uns de ses confrères voulaient bien lui indiquer quelles sources il pourrait consulter. Il nous donne quelques détails sur les premières verreries, établies dans notre province au xvi^e siècle par trois des quatre grands clans des verriers du Midi : les Robert, les Grenier, les Coulon. A ce propos, et promettant de nous donner bientôt quelques notes sur le pays de Nouvelle-Conquête (rives de la Dordogne), il nous dit avoir trouvé dans deux actes concernant la Double, l'expression de « juridiction de la Conquête ». Dans un troisième, datant de 1569, Guillaume de Calvimont est dit co-seigneur « de Lerm, de Tursac, de la Double et pais de Conquête. » Il se demande d'où peut venir cette dernière dénomination.

« En parcourant de vieilles minutes notariales, à Bordeaux, ces jours-ci, ajoute notre érudit confrère, je suis tombé sur quelques actes que je signale en passant, comme devant intéresser ceux qui voudront faire l'histoire des forges du Périgord.

« En 1556, Jean et François de La Borderie, père et fils, étaient maîtres de la forge de Bessac (ou Beyssac), et de celle des Eyzies. Ils vendaient, à cette époque, leur fer aux marchands de Bordeaux, à raison de 50 sols tournois le quintal. Il devait y avoir deux forges aux Eyzies à cette époque, car, en 1556, François de La Bleynie se dit maître de la forge des Eyzies, dans une vente à Bernard le jeune, marchand de Bordeaux, de cent quintaux de fer « sept douzaines d'ouilles et une grande ouille » au prix de 250 livres tournois. L'ouille doit être la marmite, mot conservé en langue romane. En 1558, ce même La Bleynie, qualifié d'écuyer et de seigneur (*sic*) de la forge des Eyzies, vend au même 150 quintaux de fer pro-

venant de la forge du Bugue, savoir « 20 quintaulx de patrone de tuyaulx d'arquebouzes », 100 quintaux demi-plats de 3 doigts de large et le restant commun ; pour le prix de 50 sous tournois le quintal. En sus, 5 douzaines de toupines de fer, « une douzaine et troys pots d'une grande feuille la pièce, et un contrefeu. » Le tout à rendre à Bergerac. En 1560, du même au même : 400 quintaux de fer « affiné et martellé » à 53 sous le quintal, plus 6 douzaines de pots de 10 seilhailes (? ou seilladiers — que cela veut-il dire ?) à 11 livres la douzaine, ceux de 3 seilladiers à 18 livres la douzaine.

» En 1560, vente de fer par Pierre Lavergne (ou Gavergne), « de la forge du Bugo en Perigort ». Même année, vente par Bernard Bordes, habitant de Manaurie, de 6 quintaux de fer provenant et poids de la forge de Manaurie. En 1562, Louis de Lespinasse, du village de Lespinasse, juridiction de Montaut en Périgord, vend au dit Bernard :

« 40 quintaulx de fer de la forge et poyds de Montello, bon et marchand, savoir, est vingt quintaulx de treilhis guarre de six pieds de long ; dix quintaulx de balles de charette et dix quintaulx de vergnes, pour prix et somme de quatre livres dix sols tournois le quintal. »

» Pour finir, je vous citerai une vente assez curieuse, de février 1559 :

« Hélie Captal, marchand de Sainct Albère, diocèse de Perigueux, a vendu à sire Jehan Bayle, marchand de Bourdeaux, .. le nombre de trente quintaux de lart de porcs sallés nouveaux, bons et marchants, de la quallité qui s'ensuyt : six lards au poids de 2 quintaulx la pièce ; 8 larts de 8 à 9, vingt livres la pièce..., dix quintaulx d'ompture (?) de porcs bonnes et marchandes..., six sols six deniers le quintal, tant de lart de ompture ».

L'assemblée remercie M. de Saint-Saud de ses intéressantes communications.

Puis, M. Elie DE BIRAN offre à la Société trois lettres adressées par M. de Tourny, intendant de Guienne, au subdélégué de Bergerac, les 7 janvier et 4 juillet 1756, et 21 mars 1757.

La première a trait à l'envoi d'états par quinzaines et par mois, pour le prix des grains et diverses autres denrées vendues sur le marché de Bergerac.

La seconde est relative au passage dans cette ville du duc de La Trémoille avec son régiment.

« J'ai reçu, Monsieur, écrit l'Intendant, votre lettre du premier de ce mois, par laquelle vous me marquez l'arrivée de M. le duc de La Trémoille en bonne santé. J'en suis bien aise. Je vois qu'étant arrivé avant l'heure du diner, il a fait grande diligence. Je vous remercie de toutes les attentions que vous avez eues pour qu'il fût le moins mal qu'il le pouvait. C'est un seigneur très aimable, à qui je ne doute pas que vous ne soyez charmé de faire souvent votre cour ; je vous prie aussi de lui faire la mienne, et bien des compliments à tous Messieurs les officiers de son régiment ».

La troisième lettre prescrit, à cause des souffrances causées aux habitants de la campagne par la mauvaise récolte, la suppression, pour cette année, de la corvée générale. On se contentera de réparer « les mauvais pas qu'il peut y avoir dans quelques endroits du nouveau chemin », probablement du chemin que l'on construisait alors entre Bergerac et Castillonès.

M. l'Archiviste départemental remerciera M. de Biran.

M. DUJARRIC-DESCOMBES met ensuite sous nos yeux un certain nombre de portraits périgourdins lithographiés, de divers formats, qui lui ont été envoyés en communication par un libraire de Londres, et qui sont à vendre.

Pour se conformer à l'article 6 de notre règlement intérieur, notre trésorier, M. FÉAUX, demande à l'assemblée générale de fixer le prix auquel seront vendus les exemplaires restants de l'*Exploration campanaire du Périgord*.

Plusieurs membres font justement observer qu'un livre d'érudition doit toujours se vendre un peu cher ; les personnes qui en ont besoin n'hésitent pas à l'acheter. Celui-ci est un gros volume, orné de nombreuses planches.

L'assemblée est d'avis qu'il soit mis en vente au prix de 10 francs, et accorde un nouveau délai de deux mois aux retardataires qui ne l'ont pas encore retiré.

Enfin, M. DUJARRIC-DESCOMBES convie la Société à assister, en aussi grand nombre qu'elle le pourra, à la prochaine féli-

brée de Sarlat, du 28 juin, qui se prépare sous les meilleurs auspices. La ville veut donner à ces fêtes artistiques et littéraires le plus grand éclat et elle possède pour cela de belles promenades qui s'y prêtent merveilleusement, le Plantier, la Rigaudie. Le *Bournat* du Périgord, de son côté, fera tout son possible pour répondre à ces bonnes et généreuses intentions.

Il reste à procéder à l'élection d'un candidat qui demande à entrer dans notre compagnie.

Après un vote à mains levées, M. LE PRÉSIDENT déclare admis membre titulaire de la Société historique et archéologique du Périgord :

M. Léo Borne, officier de la Légion d'honneur, officier d'administration principal du service de l'Intendance militaire en retraite, rue Saint-Simon, 2, à Périgueux, présenté par M. Demartial et M. Aublant.

Un dernier appel est fait aux votants. M. LE PRÉSIDENT prononce la clôture du scrutin, et procède sur-le-champ au dépouillement des bulletins de vote, qui donne les résultats suivants :

Sont élus pour l'année 1908-1909 :

Président : M. le marquis de Fayolle ;

Vice-présidents : pour l'arr^t de Périgueux, M. Ch. Durand ;

— Bergerac, M. Élie de Biran ;

— Nontron, M. Lespinas ;

— Ribérac, M. Dujarric - Descombes ;

— Sarlat, M. le vicomte Gaston de Gérard ;

Secrétaire général : M. Villepelet ;

Secrétaire-adjoint : M. Charles Aublant ;

Trésorier : M. Féaux.

Se faisant l'interprète des sentiments du bureau tout entier, M. LE PRÉSIDENT remercie l'assemblée du nouveau témoignage d'estime et de sympathie qu'elle lui apporte chaque

année. Le bureau continuera à faire tous ses efforts pour la mériter.

La séance est levée à dix heures et demie du soir.

Le Secrétaire-général,
Ferd. VILLEPELET.

Le Président,
M^{re} DE FAYOLLE.



Séance du jeudi 2 juillet 1908.

Présidence de M. DUJARRIC-DESCOMBES,
vice-président.

La séance est ouverte à midi et demi dans la salle habituelle.

Sont présents : MM. Auché, le chanoine Brugière, Dujarric-Descombes, Féaux, Albert de Latour, le colonel de Montifault, le docteur Moreaud et Villepelet.

M. le marquis de Fayolle, retenu encore au Congrès de Caen, s'excuse par écrit de ne point assister à la séance et nous annonce en même temps que le Congrès de la Société française d'Archéologie se tiendra à Périgueux, en 1909, comme il avait été projeté.

Notre bibliothèque a reçu, dans le courant du mois dernier, les ouvrages suivants :

Une Table des publications de l'Institut Smithsonian, *Classified list of Smithsonian publications available for distribution*, may 1908, brochure in-8°, City of Washington published by the Smithsonian Institution ;

Annuaire de la Société d'Archéologie de Bruxelles, tome XIX, 1908, in-8° broché, secrétariat général de la Société, rue Ravenstein, 3, à Bruxelles ;

Bulletin de l'Académie royale d'Archéologie de Belgique, 1908, I, in-8°, Anvers, imprimerie Van Hille de Backer, rue Zirk, 35 ;

Comptes rendus des séances de l'année 1908 de l'*Académie des Inscriptions et Belles-Lettres*, bulletin de mars, in-8°, avec planches, Paris, librairie Alphonse Picard et fils ;

Revue Epigraphique, 29^e année, n° 121, tome V, avril 1907 à mars 1908, fascicule in-8°, avec planches et illustrations, Vienne, Henri Martin, imprimeur ; Paris, Ernest Leroux, éditeur ;

Bibliographie annuelle des Travaux historiques et archéologiques publiés par les Sociétés savantes de la France, dressée par Robert de Lasteyrie, membre de l'Institut, avec la collaboration d'Alexandre Vidier, 1904-1905, in-4°, Paris, Imprimerie nationale, 1907 ; contenant, p. 28, 29 et 30, la liste des publications des tomes XXXI et XXXII de notre *Bulletin* ;

Inventaire général des richesses d'art de la France, — Province, — Monuments civils, tome VIII, un volume broché grand in-8°, Paris, librairie Plon-Nourrit, imprimeurs-éditeurs, 1908 ; contenant les inventaires des musées de Toulouse et d'Angers. Dans ce dernier, sont indiqués, au chapitre des dessins, un croquis au crayon représentant Fénelon pansant des prisonniers espagnols, et un croquis à la mine de plomb d'un monument de Fénelon, statue et bas reliefs ;

Bulletin de la Société pour la protection des paysages de France, 7^e année, n° 26, 15 avril 1908, in-8°, siège social, rue de Grammont, 26, à Paris ;

Revue historique et archéologique du Maine, tome LXII, année 1907, second semestre, un volume broché in-8° avec planches, Mamers, imprimerie Fleury ; Le Mans, de Saint-Denis, libraire ;

Revue de Saintonge et d'Aunis, bulletin de la Société des Archives historiques, 28^e volume, 3^e livraison, 1^{er} juin 1908, in-8°, avec planche, Saintes, librairie Prévost ;

Bulletin mensuel de la Société archéologique et historique de la Charente, 1907-1908, n° 6, in-8° de 7 pages ; Angoulême, Imprimerie Charentaise ;

Lou Bournat, bulletin mensuel de l'Ecole félibréenne du Périgord, tome III, 18^e livraison, juin 1908, grand in-8°, avec illustrations, Périgueux, Imprimerie de la Dordogne ; contenant une notice historique sur Sarlat par notre vice-président

M. le vicomte Gaston de Gérard, et les biographies des trois troubadours de Sarlat par M. René Lavaud ;

Automobile-Club du Périgord, bulletin officiel trimestriel, 6^e année, n^o 2, avril-juin 1908, in-8^o, avec planches, Périgueux, imprimerie Ronteix ; où, p. 72, est un compte-rendu par M. le marquis de Fayolle de l'*Excursion de juillet* de l'année dernière à la Chaise-Dieu, au Puy ;

Bulletin du Comité Girondin d'art public, 1908, in-8^o, Bordeaux, imprimerie Cadoret ; où est publiée la communication faite au Congrès d'histoire et d'archéologie du Sud-Ouest, par M. Léonard-Chalagnac ;

Annales du Midi, 20^e année, n^o 78, avril 1908, in-8^o, Toulouse, imprimerie Edouard Privat ; où, p. 273, est l'indication, avec une courte appréciation, des mémoires publiés dans le tome XXXIV de notre *Bulletin*, 1907 ;

Et la *Revue des langues romanes*, VI^e série, tome I, mars-avril-mai 1908, un fascicule in-8^o broché, Montpellier, Imprimerie générale du Midi ; où, parmi les *Chants de travail* publiés par M. Lambert, une version est donnée de la chanson du bouvier du Périgord dont le texte a été recueilli par M. Roger Drouault et l'air noté par M. Petit de Plas. Un autre, *Lous tres Dolhaires*, a été fourni par M. le vicomte de Gourgues, de Lanquais.

Des remerciements sont votés aux donateurs.

M^{me} Gabriel Charavay nous envoie sa *Revue des Autographes*, de juin, dans laquelle sont indiquées deux lettres de compatriotes, l'une du romancier et auteur dramatique, Albert Delpit à Emile Augier ; l'autre de Charles-Marie-Dorimond, abbé de Féletz, membre de l'Académie française, à M. Barbier.

M. Léo BORNE, élu membre titulaire dans la dernière réunion, adresse ses remerciements à la Société. Il profite de l'occasion pour offrir à notre bibliothèque 43 lettres ou circulaires (imprimées ou manuscrites), envoyées en l'an II et en l'an III de la République, à la Société populaire de Montignac, par diverses Sociétés. Il y joint une adresse émanée de la Société populaire de Montignac, du 27 pluviôse, an II.

L'assemblée remercie M. Borne.

Le Secrétaire général signale une récompense qui vient d'être accordée à notre savant correspondant, M. le commandant ESPÉRANDIEU. Il obtient, au concours des antiquités de la France de l'Académie des Inscriptions, une première médaille de 1,500 francs pour son « Recueil général des bas-reliefs de la Gaule romaine ».

L'assemblée lui vote de sincères félicitations.

M. le Président adresse aussi des félicitations à notre confrère M. Robert VILLEPELET au sujet des deux thèses de doctorat ès lettres qu'il vient de soutenir brillamment devant la Faculté de Bordeaux ; l'une, sur *l'Histoire de la ville de Périgueux et de ses institutions municipales* jusqu'au traité de Brétigny, 1360 ; l'autre, sur *La formation du département de la Dordogne*, étude de géographie politique.

Il exprime également des félicitations à M. Auguste DUMAS, archiviste du département de la Dordogne, qui vient de soutenir avec succès une seconde thèse de doctorat en droit sur un sujet périgourdin, *Etude sur le droit romain en pays de droit écrit, — La condition des gens mariés dans la famille périgourdine au xv^e et au xvi^e siècle*.

Le Secrétaire général remercie le Président et ses confrères de leurs bienveillants compliments.

M. FÉAUX entretient l'assemblée d'une trouvaille qui lui a été signalée par notre confrère M. l'abbé Comte, curé de Mènesplet.

« Il s'agit d'une hache en bronze, qui a été trouvée récemment dans un vignoble de la commune de Salles-de-Belvès, par M. Adrien Grenier, ancien maire de cette commune.

» Cette hache, longue de 0 m. 145 mil. et du poids de 450 gr. est à bords droits ; elle appartient donc au type aquitainien, l'une des formes qui ont suivi la hache plate, imitation de la hache de pierre, et est, par conséquent, des premiers temps de l'âge du bronze, époque Morgienne de M. G. de Mortillet.

» Sur le tranchant paraît gravé un signe représentant le chiffre romain IV. M. l'abbé Comte pose cette question : « Cette

inscription indiquerait-elle que la hache a été trouvée par des Romains et reperdue ensuite ? Cela n'est, sans doute, pas impossible bien que l'on ne s'explique pas trop la raison qui aurait fait graver un chiffre quelconque sur cet instrument ; M. Féaux pense qu'il s'agit là simplement d'un accident de fonte ou d'usage ou plutôt que c'est un reste d'une ornementation en lignes de chevrons, d'ailleurs pas très commune et qui aurait été effacée presque entièrement par des aiguissages successifs. Mais n'ayant pas vu l'objet, il ne peut se prononcer.

» Le Musée du Périgord possède 13 haches de ce même type dont plusieurs fort belles et très grandes ; il serait à désirer que celle-ci pût prendre place parmi elles, sa provenance locale la rendant particulièrement intéressante pour nous ; M. Féaux espère qu'avec l'aide de M. l'abbé Comte, il réussira à en faire l'acquisition. »

Notre confrère M. BAREAU nous envoie pour le Musée une caisse remplie d'objets trouvés dans les fouilles des anciennes forges de Sarconat, près d'Excideuil, et il y joint un rapport intéressant où il en rend compte, signé de M. Hermann et de lui, sur les forges gauloises et gallo-romaines en Périgord.

Après lecture, l'assemblée en vote l'insertion au *Bulletin*.

M. le Conservateur remerciera M. Bareau des objets nombreux et divers qu'il veut bien offrir au Musée du Périgord.

M. ESCANDE, qui a lu, dans notre procès-verbal du 7 mai, la note relative à sa communication sur les « plébiounos » de Carsac, demande la permission d'opposer une respectueuse objection à l'opinion de notre savant président M. le marquis de Fayolle, qui voit là des trous laissés par l'extraction de pierres meulières. « Presque toutes ces excavations, écrit M. Escande, sont ovales, et le cercle, qui les limite, est dans toutes parfaitement régulier. Si la solution de l'abbé Delpeyrat est certainement fausse, la gravure dont il a accompagné sa brochure et dont je vous ai envoyé un calque, est très juste. La

Pierre extraite pour des meules serait sûrement de forme régulière ; mais pourquoi le trou laissé serait-il aussi si régulier et d'une régularité si répétée, si *voulue*. Et puis, pourquoi ce terme de « plébiounos » par lequel on les désigne encore et dont le sens échappe.

« Je vous serais très reconnaissant de vouloir bien soumettre ceci à M. de Fayolle, et je serais heureux s'il vous était possible de publier la note que je vous ai envoyée sur ces « plébiounos », accompagnée de quelques observations de lui qui les a examinées.

» Pour moi, les « plébiounos », qui ne sont rien peut-être, sont tout ce que l'on voudra imaginer ; mais une légende s'est créée sur elles et c'est ce qui fait leur intérêt et leur vif intérêt. »

Ces réflexions seront soumises à M. de Fayolle dès qu'il sera rentré du Congrès de Caen.

Au nom des fabricants de conserves alimentaires du Périgord, les membres d'une Commission d'études, dans le but « de protéger contre la fraude la truffe du Périgord, si universellement recherchée », prient M. LE PRÉSIDENT de donner son avis sur les deux points suivants :

1° Quelle doit être au point de vue archéologique, d'une façon générale, la délimitation de la région du Périgord. Est-ce exactement le département de la Dordogne ? Faut-il y joindre une ou plusieurs contrées limitrophes ?

2° Plus particulièrement, cette délimitation doit-elle être modifiée si l'on considère la production de la truffe, toujours au même point de vue archéologique.

Plusieurs de nos confrères font justement observer que cette question est plutôt du ressort de la Chambre de commerce. Ces messieurs veulent, sans doute, parler de la limite topographique de la production de la truffe qui est, en effet, de qualité supérieure dans nos cantons de terrain calcaire des arrondissements de Périgueux et de Sarlat. Une décision analogue a été prise récemment pour fixer les limites de production du vin de Bordeaux, comme aussi pour les vins de Champagne. Mais cette affaire n'est pas de notre compétence.

L'ancienne province du Périgord avait à peu près les mêmes limites que le département actuel de la Dordogne.

Quelques contrées voisines, comme la Saintonge et l'Angoumois, produisent des truffes, mais qui n'ont pas le parfum et la saveur de celles du Périgord et du Quercy. Les nôtres sont connues de temps immémorial dans ce pays de production ; mais elles étaient à peine connues, au nord de la Loire, dans la première moitié du *xiv^e* siècle.

A ce sujet, LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL donne lecture d'une note de Siméon Luce qu'il a par hasard apportée à la séance et qui est tirée du tome 1^{er} de *La France pendant la guerre de Cent ans*, épisodes historiques et vie privée aux *xiv^e* et *xv^e* siècles, p. 217.

La truffe. — « Jean duc de Berry [frère de Charles V et fils de Jean le Bon] a des droits insignes à la reconnaissance des amateurs de ce précieux tubercule, et l'on ne saurait sans injustice lui refuser de ce chef une mention honorable dans les annales de la cuisine française.

» Il y a lieu de croire que l'emploi alimentaire de la truffe, préparée isolément ou ajoutée comme condiment à d'autres mets, s'est pratiqué de temps immémorial dans les pays de production de ce comestible, sans franchir beaucoup en général, dans l'usage courant, la frontière de ces pays. C'est ce qui se passait encore pendant la première moitié du *xiv^e* siècle. Cantonnée dans le sud et le sud-ouest de la France, la truffe était alors à peine connue au nord de la Loire, puisque ni le *Ménagier de Paris* ni le *Viandier* de Guillaume Tirel, dit Taillevent ne la mentionnent ; elle fait une de ses premières apparitions septentrionales, si nous ne nous trompons, dans nos comptes (registre de la Chambre aux deniers du duc de Berry, Arch. nat. kk. 251), qui s'étendent, comme nous l'avons dit, de 1370 à 1378. On sait que, dans l'intervalle de temps compris entre ces deux dates, l'épée de Du Guesclin avait fait rentrer sous la domination de Charles V le Périgord, la Saintonge, l'Angoumois ; et le duc Jean avait même été investi par le roi son frère de deux de ces grands fiefs, des comtés de Saintonge et d'Angoumois, en même temps que du comté de Poitou. Or, la Saintonge, l'Angoumois, le Périgord ont figuré de très vieille date et figurent encore actuellement au premier rang des pays de production de la truffe. Comment le duc de Berry, toujours en quête du nouveau et du rare, occupé sans cesse à rechercher les belles et bonnes choses, ne

se serait-il pas empressé de faire profiter sa table d'un aussi succulent comestible ? etc..

«... Dès la fin du xiv^e siècle, la cuisine royale commençait à faire usage de truffes, comme on le voit par des vers d'Eustache Deschamps...»

Ces indications seront transmises à MM. les membres de la Commission d'études, qui pourront aussi utilement consulter l'excellent *Manuel du trufficulteur* d'Alexandre de Bosredon.

M. AUCHÉ met ensuite sous nos yeux une arme arabe très ornée, une dague rapportée d'Algérie par un officier et sur la poignée de laquelle sont clouées deux petites médailles dont les légendes sont indéchiffrables. Sur l'une est un personnage nimbé, ayant devant lui un autre personnage à genoux.

M. Joseph DURIEUX, qui de loin n'oublie pas nos jours de séance, ne manque pas de nous entretenir de choses péri-gourdines.

« Les deux thèses composées par M. Pierre Villey en vue du doctorat ès lettres, nous écrit-il, ont reçu de la Sorbonne l'accueil le plus favorable, le 6 mai dernier, et leur soutenance a été des plus brillantes. Ces ouvrages intitulés, le premier : *Les livres d'histoire moderne utilisés par Montaigne*, contribution à l'étude des services des *Essais*, le second : *Les sources et l'évolution des Essais de Montaigne*, et dont il avait été déjà question à l'une de nos séances de la Société historique du Périgord, ont été présentés par M. Boutroux à l'Académie des Sciences morales et politiques le 13 juin, et analysés de la manière suivante :

Pour pénétrer le plus avant possible dans la pensée de Montaigne, M. Villey a jugé nécessaire de reconstituer avec précision l'histoire de son esprit et de le suivre dans ses lectures, dans ses réflexions, dans tout le détail de la composition de ses ouvrages.

En somme, d'après M. Villey, Montaigne se range dans l'histoire intellectuelle de l'humanité entre Socrate et Kant qui, l'un et l'autre, à plus de deux mille ans de distance, ont tenu les choses divines pour inaccessibles à la raison humaine, mais ont considéré cette même raison comme un guide suffisant et sûr de notre science et de notre vie dans les limites de notre monde humain.

» L'Académie de médecine s'est occupée elle aussi, ajoutait-il, de notre philosophe. *L'Eclair* du 17 juin a consacré à l'incident Armaingaud-Landouzy les lignes ci-après :

M. le docteur Landouzy avait, dans un mémoire ou un discours, traité Montaigne d'hypocondriaque. La qualification parut plutôt dure au docteur Armaingaud qui est, comme on sait, un fervent de l'auteur des *Essais*. Dans une séance de l'Académie, il lut même un mémoire très spirituel, tout rempli d'érudition, où, sans contester les infirmités dont avait pu souffrir Montaigne, il établissait, preuves en main, que jamais, au milieu de ses souffrances, la pleine possession de son esprit, son humeur philosophique ne l'avaient abandonné.

Pris à partie, M. Landouzy avait d'abord gardé le silence ; hier, à l'Académie de médecine, à propos d'une communication où le nom de Montaigne a été prononcé, il a retiré le mot qui avait eu au moins le mérite d'inspirer à M. Armaingaud un travail remarquable.

On ne se tire pas plus spirituellement d'une erreur. Donc, Montaigne n'était pas hypocondre, mais arthritique, et c'est assez !

» Il y a lieu de signaler enfin la très intéressante plaquette, qui vient de paraître, de M. Louis Coquelin sur Montaigne, sa vie et son œuvre (Bibliothèque Larousse). »

LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL s'est permis, il y a une quinzaine de jours, de corriger au crayon une affiche imprimée que nous avait signalée naguère M. Dujarric, comme contenant une erreur historique, et qui, émanée de l'évêché d'Orléans, était suspendue dans l'église de La Ferté-Saint-Aubin (Loiret). Elle est intitulée :

Cause de béatification ou de déclaration de martyr des serviteurs de Dieu,

Jean-Marie du Lau, archevêque d'Arles ;

François-Joseph de La Rochefoucauld, évêque de Beauvais ;

Pierre-Louis de La Rochefoucauld, évêque de Saintes ;

et de leurs compagnons, massacrés au couvent des Carmes de Paris, en septembre 1792.

La S. C. des Rites a confié à M^{sr} l'évêque d'Orléans le soin de rechercher les écrits de plusieurs serviteurs de Dieu, originaires du diocèse d'Orléans ou y ayant exercé le saint ministère, qui ont été massacrés à Paris, au couvent des Carmes, en septembre 1792.

Ce sont :

I. — Armand-Aimé-Auguste-Antoine Chapt de Rastignac, né au

diocèse de Perpignan [Périgueux], chanoine d'Orléans, abbé commendataire de Micy-St-Mesmin, député aux Etats-Généraux ; etc.

Dans sa rectification, le Secrétaire général a revendiqué pour le Périgord l'origine de deux de ces saints personnages.

M. Joseph DURIETX nous mande encore :

« Pour faire suite à l'intéressante communication de M. le docteur Moreaud, j'ai l'honneur de vous informer que le commandant Lamy, ou Lami comme il signait lui-même, était né au Bost-du-Pic, le 17 juillet 1772. Lieutenant le 6 juillet 1792 dans le 1^{er} Bataillon des Volontaires de la Dordogne (ensuite 14^e et 21^e demi-brigades d'infanterie légère), il fit avec bravoure les campagnes du Rhin, participa à la reprise de Wissembourg et à l'enlèvement de Platzberg. Nommé capitaine au choix le 1^{er} octobre 1794, il fut adjoint le 2 novembre à l'état-major de l'adjudant-général Maujean et employé près de l'adjudant-général Garobuau le 1^{er} septembre 1793 ; il se trouva aux affaires de Rehutte, de Rastadt, d'Ettlingen, de Neresheim, ainsi qu'au passage du Lech, aux combats de Geisenfeld, de Neubourg, de Biberach et d'Emmendingen, où fut tué son valeureux compatriote Michel Beaupuy. A compter du 21 décembre 1796 jusqu'à sa mort, il servit d'aide de camp au général de division Reynier, alors chef d'état-major de l'armée du Rhin, et se distingua au siège de Kehl, puis au deuxième passage du Rhin, à Dirsheim. Embarqué pour Malte et l'Egypte avec son général, il prit part au combat de Salahieh, passa en Syrie et fut promu par Bonaparte chef d'escadron après la prise du fort d'El-Arich (21 février 1799). Il se distingua encore au siège de Saint-Jean-d'Acre et assista successivement à la bataille d'Héliopolis, au combat de Coraïm, au siège du Caire et au combat près d'Alexandrie. De retour en France, il fut confirmé dans son grade et attaché au 3^e Dragons le 19 septembre 1801. Il était noté comme un bon officier, ayant du zèle et de l'intelligence, ayant bien servi en Egypte : « Sa conduite, avait dit le général Bourcier, prouve des mœurs et du civisme. » Le 12 mars 1802, il fut autorisé à se rendre dans la Dordogne et à y séjourner jusqu'à ce que le général Reynier eût obtenu une destination. Un ordre du 13

octobre 1803 lui enjoignit de rejoindre à Milan son général ; un mois plus tard, il quitta Bost-du-Pic. On sait qu'il fut tué dans l'expédition de Naples, à Mola di Gaëte, le 12 février 1806, en allant en parlementaire. Il était chevalier de la Légion d'honneur du 14 juin 1804. »

Enfin M. LE PRÉSIDENT nous annonce que la Société des Archives historiques de la Saintonge et de l'Aunis n'a pas ajourné sa visite à Périgueux, comme il en avait été un moment question. Elle est venue le dimanche 21 juin et a été accueillie aussi bien qu'il a été possible. Elle se composait d'une dizaine de personnes ayant à leur tête M. Dangibeaud, vice-président, et M. le baron Ondet, président, dont le nom figure avec honneur dans les fastes militaires du premier empire. Son grand-père fut mortellement blessé à la bataille de Wagram où Daumesnil perdit sa jambe.

En l'absence de M. le marquis de Fayolle, président de notre Société, alors au Congrès archéologique de Caen, ce sont les vice-présidents MM. Charles Durand et Dujarric-Descombes, et le secrétaire général M. Villepelet, auxquels s'était joint M. le docteur Faure, qui ont été heureux de faire à leurs confrères de Saintonge et d'Aunis les honneurs de notre ville, si riche en monuments et souvenirs du passé.

Dans la matinée, visite du Musée dont les collections et la belle tenue les a émerveillés, et de Vésonne et Barrière que M. Ch. Durand leur a montrés avec sa compétence reconnue.

Après un déjeuner intime, à l'hôtel de l'Univers, où M. Durand, en sa qualité de vice-président de notre Société pour l'arrondissement de Périgueux, et M. le baron Ondet ont échangé des toasts, pleins d'amabilité et d'à-propos, visite à St-Front, aux maisons particulières, à la Cité, à la chapelle épiscopale et au mur gallo-romain de Ste-Marthe.

Nos voisins de Saintonge et d'Aunis sont repartis à 6 heures pour Saintes, après avoir exprimé leur vive satisfaction, tant pour l'accueil cordial qu'ils ont reçu à Périgueux, que pour les belles choses entrevues dans cette journée trop rapidement écoulée.

Quelques-uns de nos confrères de la Saintonge, ajoute le

SECRÉTAIRE GÉNÉRAL, nous ont fait obligeamment remarquer, pendant notre visite aux monuments, que le toit de la chapelle épiscopale, dans l'enclos de Ste-Marthe, était envahi par une végétation qui ne manquerait pas de le détériorer à brève échéance et d'y laisser passer les infiltrations des eaux pluviales. Il nous ont invités à signaler cette urgente réparation à faire au service des Monuments historiques ; ce qui a été fait dès le lendemain par une lettre à M. Dannery, inspecteur.

La séance est levée à deux heures et demie.

Le Secrétaire-général,
Ferd. VILLEPELET.

Le Président,
A. DUJARRIC-DESCOMBES.

LES FORGES GAULOISES ET GALLO-ROMAINES

EN PÉRIGORD.

La question, cependant intéressante, des forges gauloises et gallo-romaines en Périgord, n'a pas, que nous sachions, été suffisamment étudiée, pour deux raisons principales. Leurs traces, perdues ou cachées au milieu des bois taillis, dans l'épaisseur des bruyères, les laissent difficilement deviner, et ce n'est parfois que par un fragment de scorie que l'on est appelé à découvrir ce qui pourrait passer inaperçu pour des yeux peu exercés à ce genre de recherches.

La seconde raison est dans le médiocre intérêt qu'offre cette trouvaille, pour ceux, et ils sont légion, qui n'ont pas l'amour inné de l'archéologie.

Dans la région qu'il nous a été donné d'étudier, peut-être la plus riche en gisements de cette sorte, nous avons été heureux d'en découvrir un assez grand nombre, perdus dans les bois, sur les plateaux, au versant des collines, et aussi, parfois, dans les vallées et au bord des cours d'eau. On les désigne habituellement sous le nom générique de forges à *la catalane*, expression fautive à notre sens, puisque la plupart de ces forges sont fort anciennes, gauloises en majeure partie, quelques-unes gallo-romaines.

Il n'est pas rare de retrouver, au même point, des fragments de poteries certainement gauloises, accompagnées de tuiles à rebord et autres, mêlées à des restes gallo-romains. Et

l'explication en devient facile, admettant que les conquérants trouvèrent ces forges en pleine activité et continuèrent à les exploiter, avec l'expérience et les moyens qu'ils apportaient avec eux.

Il est certain que la région qui nous occupe, les cantons d'Excideuil et d'Hautefort, était et est encore fort riche en minerais de fer. Certains gisements, à fleur de sol, durent être exploités en premier lieu, ainsi que le fer météorique, moins rare qu'aujourd'hui. Plus tard, on fora des puits et des galeries souterraines, et cette exploitation dut se continuer, avec de longs temps d'arrêt, bien entendu, jusqu'à nos jours.

Comme preuve de la haute antiquité de l'exploitation des gisements de fer, nous citerons un seul fait, mais absolument authentique.

Lorsque, il y a seize ou dix-huit ans, on creusait le tunnel d'Autreviale, sur le territoire de la commune de Clermont-d'Excideuil, les terrassiers mirent à jour, dans la tranchée d'avancement, à sept mètres environ de profondeur, une pièce de bois très forte, dont la teinte d'un noir brillant, ne laissait aucun doute sur son ancienneté, et comme les agents-voyers en discutaient la provenance, nous leur fîmes remarquer que cette poutre était équarrie, et n'avait pu être utilisée, à une telle profondeur, qu'à servir d'étai à une galerie de mine. On travaillait en effet sur un terrain remanié, tellement remanié que, le tunnel une fois percé, ne put résister à la poussée des terres et dût être abandonné, engloutissant pour plus de trente mille francs de bois. Il fallut changer de direction et descendre à six mètres plus bas, jusqu'à l'argile bleue, pour assurer la solidité des travaux.

Les minerais de fer d'Excideuil et d'Hautefort étaient en grand renom, tant par la richesse de leurs gisements, que par leurs remarquables qualités et ils aidèrent longtemps à augmenter la richesse du pays. De nombreuses forges, aujourd'hui pour la plupart disparues, sur l'Isle, la Loue, l'Auvézère et quelques grands étangs du Limousin, recevaient les minerais d'Excideuil et d'Hautefort et les transformaient en fer et en fonte, très appréciés en France et à l'étranger.

Dans le canton d'Excideuil, nous citerons les mines des

communes de St-Martial-d'Albarède, de St-Germain-des-Prés, de Clermont, de St-Jory-Lasbloux, et dans le canton d'Hautefort les riches gisements de plusieurs communes. Les minerais du canton d'Excideuil sont en grande partie composés de carbonate ferreux, fer spathique manganésifère ; les minerais du canton d'Hautefort se composent d'oxyde ferrique, hématite rouge.

Nous n'avons pas à nous occuper ici de la méthode de fabrication de la fonte et du fer chez les Gaulois et les Gallo-Romains ; cela nous conduirait trop loin et nous manquons à ce sujet de données certaines ; nous savons seulement qu'ils se servaient de fourneaux en argile réfractaire. Ces fourneaux, de un mètre et plus, avaient la forme d'une cloche renversée ; ils étaient percés à la base de quatre ouvertures munies de tuyères et au fond, d'une ouverture plus large, par où s'écoulaient les scories riches en fer, qui étaient reçues dans une fosse plus ou moins profonde. De là, elles étaient reprises et martelées, puis remises de nouveau à la refonte. On chargeait le fourneau en couches alternées, de charbon de bois et de minerai, et on finissait de le remplir avec du charbon. La soufflerie se composait de tuyaux en terre réfractaire, ou d'un tronc d'arbre creusé, recouvert d'une peau tendue et percée d'un trou à son centre. Nous constaterons cependant, que leurs procédés très primitifs, étaient également très défectueux et ne donnaient pas de brillants résultats, comme nous pouvons nous en convaincre par l'étude des produits qu'ils nous ont laissés. La fonte est grossière, grenue, pleine de soufflures, et le fer mal travaillé manque de cohésion. Il fallait, en outre, que leurs procédés de chauffage et de ventilation fussent bien défectueux, puisque les scories qu'ils abandonnaient sur place et qui sont à nouveau exploitées, peuvent encore fournir de soixante-dix à quatre-vingt pour cent de fer pur.

Parmi les gisements de scories ou laitier que nous avons étudiés, nous citerons Peyre-Grellière, près St-Raphaël, coteau de St-Raphaël, au milieu d'un bois taillis, les Garennas, commune de Clermont, près Excideuil, Lage dans la commune de St-Germain, le Chatenet, dans la commune de St-Martial-

d'Albarède, St-Aignan, près Hautefort, et principalement Sarconat, près Excideuil, qui va faire ici l'objet d'une étude particulière.

Les gisements du Chatenet et des Garennes sont actuellement en exploitation; mais n'ont pas donné jusqu'à présent, de résultats scientifiques importants, quelques fragments de tuiles à rebord seulement. Nous citerons encore pour mémoire, des scories de cuivre, trouvées par nous dans un bois taillis, près du Châlard, en Limousin.

FORGE GAULOISE ET GALLO-ROMAINE DE SARCONAT

Aux portes de la ville d'Excideuil, tout au fond de la vaste prairie où la Loue déroule, sous les aulnes et les peupliers, ses méandres capricieux, s'élève à mi-coteau, le petit village de Sarconat, en partie enfoui dans les arbres, et dont les sources vives de ses belles fontaines, font pendant l'été un coin délicieux. C'est là que nos ancêtres vinrent établir une usine métallurgique, dont quelques vestiges sont parvenus jusqu'à nous.

Depuis longtemps notre attention s'était portée sur un champ en culture, dont la terre noire, couverte de scories aux brillants reflets, contrastait vivement avec les argiles rouges des terrains environnants. Sur un espace de plusieurs centaines de mètres, nous découvrîmes parfois des fragments de poteries et de tuiles à rebord, depuis l'ancien gué qui coupe la rivière au viaduc du chemin de fer jusqu'aux fontaines au bas du coteau et à la grotte préhistorique, malheureusement fouillée par les grandes eaux et dont le mobilier se réduit à quelques pointes en silex blond.

Nous avions préjugé qu'une forge gallo-romaine avait dû s'élever sur les bords de la petite rivière, qu'elle était traversée par un mince ruisseau, provenant de la fontaine située plus haut, mais nous n'en savions pas davantage. Il fallut une circonstance qui se présenta, il y a plusieurs mois, pour nous donner l'idée d'étudier cette intéressante station. Les directeurs des forges de Fumel vinrent à Sarconat et traitèrent avec le propriétaire du champ, pour l'exploitation

des riches scories qu'il contenait, et l'on se mit à l'œuvre. Prévenus à temps, nous nous rendîmes au chantier et n'eûmes pas de peine à obtenir que les objets, intéressant la science, fussent mis de côté et conservés. Malheureusement les résultats des fouilles ne nous donnèrent pas ce que nous avions espéré, et nous eûmes le regret de ne pas rencontrer le creuset ou du moins ses fragments, et sauf une sorte de ciment ferrugineux rougeâtre, ayant indubitablement subi l'action du feu et dont nous retrouvâmes quelques blocs épars, nous fûmes déçus dans notre espoir. Fut-il détruit, ou se trouve-t-il encore dans les parties du sol non fouillées, sous le passage d'un chemin communal ? Les deux suppositions sont également acceptables.

D'après les fragments rencontrés et que nous allons brièvement énumérer, nous avons conclu à l'existence, à Sarconat, d'une station et d'une forge gauloise et gallo-romaine, probablement importante, détruite de fond en comble et n'ayant conservé que des substructions, formant un quadrilatère d'environ seize mètres de côté, et dont une partie, mise à jour, a pu être étudiée par nous. Ces soubassements, peu profonds dans le sol, d'une largeur de quatre-vingts centimètres, sont en petit appareil, peu soignés, presque en pierres sèches et sans trace de pierres de taille dans les angles. Un coin de mur nous a présenté, sur une longueur de quelques mètres, l'appareil en feuilles de fougère, mais assez grossièrement traité. Un détail assez important nous a retenus. Nous avons rencontré dans les déblais, un certain nombre de tenons en fonte, plus ou moins entiers, d'une longueur variant entre vingt et trente-cinq centimètres. Ces tenons destinés à relier entr'elles les poutres d'un faîtage de toiture, avaient été coulés sur place, témoins les moules que nous avons rencontrés et dont un était encore muni de la pièce de fonte coulée. Ces moules sont composés d'une sorte de ciment grossier. Dans la pâte encore molle, on creusait un trou dans lequel on coulait la fonte.

Un de ces moules était double, les deux trous réunis par un petit canal. Les objets en fer que nous avons recueillis se décomposent ainsi : un coin ou hache très volumineux, une

hache très déformée, une sorte de fourche cassée, dont le manche aplati est percé d'un trou, pour l'adaptation à un manche de bois, un couteau, plusieurs clous, deux anneaux, un en fer, l'autre en bronze pouvait servir de bague, etc., etc. Le tout d'une époque indéterminée.

Divers fragments de poterie gauloise, pâte grossière, grise, pleine de mica, quelquefois vernissée au moyen de poudre micacée ; fragment de vase en forme de bol, d'une capacité d'environ un litre. Nombreuses tuiles à rebord et tuiles faîtières ; fragments de poteries gallo-romaines, quelques-uns en terre rouge très fine ; un de ces fragments représente un dessin au trait, un sigle peut-être. Un autre, en terre rouge de Samos, représente en relief, un sujet qui paraît traité avec beaucoup de soin.

Un troisième fragment, en terre brune, a été moulé sur une sparterie, dont il a gardé le gracieux détail. Ce genre d'ornementation, assez rare, est fort ancien. Un grand nombre, de cols d'amphores, de cols de cruches à une ou deux anses, de débris de vases divers, grands et petits, avec ou sans pieds, ont été trouvés dans les déblais. Nous les avons recueillis avec soin et nous faisons un plaisir de les offrir au Musée municipal de Périgueux. Aujourd'hui, les travaux terminés, le champ a été nivelé et mis en culture.

GUSTAVE HERMANN.

A. BAREAU.

LE CHANOINE DE TRICARD DE ROGNAC

AUMONIER D'HENRI IV

(1599)

Deux membres du clergé de Périgord reçurent, sous Henri IV, la même année, le titre d'aumôniers du Roi. Le premier fut le chanoine-historien de l'Eglise de Sarlat, le théologal Jean Tarde; le second fut Jean de Tricard de Rognac, maître-école des-églises de Périgueux.

Nous avons publié le brevet de nomination du premier (1);

(1) *Bulletin*, tome IX, p. 489.

nous reproduisons ci-après un acte notarié qui relate le brevet de nomination du second.

Ce dernier appartenait à une famille honorablement connue dans les annales de Périgueux. En 1497, un Jean Tricard, licencié ès-lois et juge-mage, était élu maire (1). En 1553, un autre Tricard, avocat et juge du pariage, député vers le Roi pour les affaires de la communauté, obtint la confirmation des privilèges de la ville. Celui-ci apparaît le premier avec le titre de seigneur de Rognac, ancien fief de la paroisse de Bassillac, relevant de la châtellenie d'Auberoche.

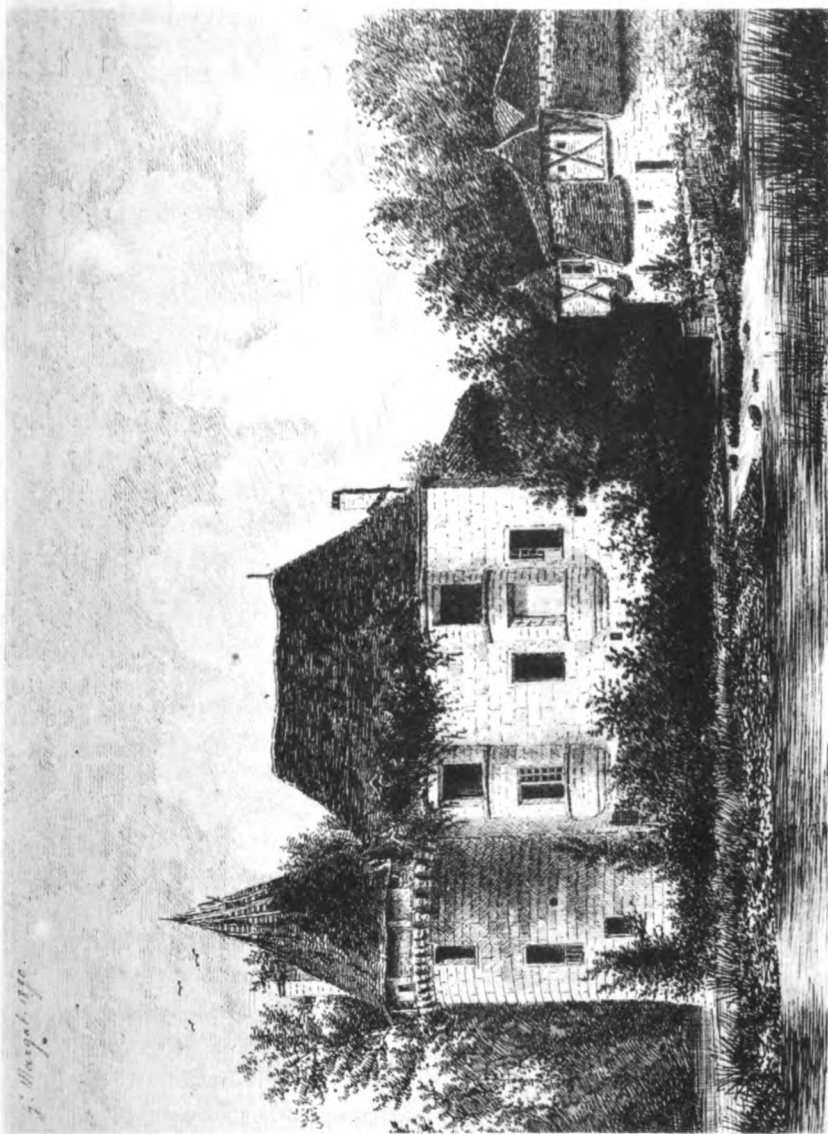
C'est vraisemblablement à lui que l'on doit la construction de ce charmant château de Rognac, de pur style François I^{er}, qui s'est vendu, il y a quelques mois, à la barre du tribunal civil de Périgueux. Nous sommes heureux de pouvoir en donner ici le remarquable dessin fait, avant son entier délabrement, par notre concitoyen M. Georges Margat. Il se compose d'un corps de logis à deux étages, percé de quatre fenêtres, flanqué d'une grosse tour ronde couronnée de mâchicoulis et coiffée d'une toiture aiguë, un balcon couvert, aux angles arrondis, et formant saillie, placés à deux des fenêtres rompant la monotonie de la façade qui a bon air dans sa simplicité. Le regretté baron Jules de Verneilh en faisait ressortir en ces termes la commodité :

« De ces balcons, à l'abri de la pluie et du soleil, on pouvait se régaler du joli paysage qui s'étend, dans la vallée, de l'autre côté de l'Isle et, si l'envie en prenait, pêcher à la ligne dans ses eaux limpides. On pouvait aussi surveiller le joli moulin seigneurial, accosté de trois petits pavillons, qui, à côté même du manoir principal, complète agréablement, avec la frange d'argent de son écluse, l'aspect pittoresque de Rognac. »

La cheminée monumentale du château, si finement dessinée à la plume par l'éminent archéologue (2), dût voir assis plus d'une fois sur le soubassement supportant ses colonnet-

(1) Était-ce le même Jean de Tricard, qui fut conseiller en la Cour de Parlement de Bordeaux ? Celui-ci laissa un fils, François, sous la tutelle de M^{re} Pierre de Tricard, chanoine des églises St-Etienne et St-Front de Périgueux (1531).

(2) *Bulletin*, tome XXIII, p. 208.



Dessin et Cliché de M. G. Margat.

CHATEAU DE ROGNAC (BASSILLAC)

G. Saigne, Lib.-Edit., Périgueux.

tes, notre chanoine de Tricard, qui venait se reposer dans sa famille des fatigues d'un laborieux ministère.

Jean de Tricard fut, en effet, un des ecclésiastiques le plus en vue dans le diocèse, à la fin du xvi^e siècle et dans les premières années du xvii^e. Par brevet du 12 mai 1599, Henri IV le gratifia de l'état et charge de conseiller et aumônier du Roi. Ce ne fut que dix ans plus tard qu'il prêta, en cette qualité, le serment requis entre les mains du grand aumônier de France. Voici la procuration qu'il donna, à cet effet, le 31 octobre 1609, devant M^e Maigne, notaire royal à Périgueux.

Pardevant moy, notaire royal soubz signé, en présence des tesmoins bas nommés, fust present en sa personne M^r Jehan Tricard de Roignac, m^e escolle et chanoyne ez esglises de Périgueux, retenu en l'estat et charge de l'ung des coners et aumosniers du Roy par brevet en datte du douziesme jour de may mil cinq cens quatre vingt dix neuf, signé : Henry, et plus bas : par le Roy : Ruze, scellé en placart de cire rouge, lequel ha faict et constitué son procureur. . . .

Auquel il ha donné et donne pouvoyr et puissance de prester le serement de fidélité qu'il est tenu de faire entre les mains de Monseig^r l'illustr^{me} card^{al} du Perron, grand aumosnier de France, et generallement faire pour la dicte charge d'aumosnier et tout ce qui au cas appartiendra ce que led. constituant feroit ou pourroit faire si present estoit, promettant avoyr le tout pour agréable. Fait et passé en la ville de Périgueux et maison dud. s^r Tricard le dernier jour d'octobre mil six cens et neuf, avant midy, en presance de Anthoine Martin et Jacques Du Plessis, habitans en la ditte ville de Périgueux, tesmoins cogneus qui ont signé led. s^r constituant.

(Signé) : Tricard, constituant susd., Martin, p^{nt} , Du Plessis, p^{nt} , Maigne, notaire royal.

On voit le chanoine de Tricard apparaitre dans des circonstances solennelles.

En 1612, il fut, avec le grand archidiacre Antoine Jay, l'un des vicaires généraux, le siège épiscopal étant vacant par suite de la mort de l'évêque Jean Martin.

Deux ans après, lorsque François de La Béraudière, abbé de Noaillé, prit possession de l'évêché, il assista le nouvel évêque comme plus ancien en l'absence de l'archidiacre. Le clergé diocésain le choisit pour son procureur à l'effet d'em-

prunter à Périgueux ou à Angoulême la somme de 16:241 livres, 13 sols pour les décimes.

En 1615, il fit édifier le second établissement des Pères Augustins, qui s'étaient installés, en 1484, à l'entrée de la ville, près de la porte du Plantier ou de Verdun, sur un emplacement donné par Jean du Puy de Trigonan. Leur bâtiment était modeste et peu en sûreté en dehors des murs ; le chanoine de Tricard leur fit construire, à l'intérieur, les bâtiments où ces religieux sont restés jusqu'à la Révolution. Ce couvent, devenu propriété départementale, fut transformé en maison d'arrêt, enfin acquis par le docteur Galy, qui y installa le Musée du Périgord. Comme sur la cheminée de Rognac, on voit encore, dans l'ancienne chapelle des Augustins, les armoiries des Tricard, représentant une croix alaisée et, en haut de l'écu, trois chardons tigés et feuillés.

La même année, le chanoine de Tricard avait posé la première pierre du couvent des Récollets, sur l'emplacement qu'avaient successivement occupé le logis de la famille de Lambert et l'hôtellerie du Chapeau-Vert, près du pont, là où est aujourd'hui l'Ecole normale des garçons.

Il n'était pas seulement considéré par le clergé, mais encore par les autorités civiles. On voit une preuve de la faveur dont il jouissait auprès de celles-ci dans l'autorisation qu'en considération de ses bons offices la municipalité lui accorda, en 1619, de faire entrer gratuitement dans la ville neuf barriques de vin de Bergerac.

M^e Jehan de Tricard de Rognac, « conseiller du Roi et son aulmônier, chanoine et maistre escholle ès-églises de Périgueux », mourut à Périgueux le 11 juillet 1627. Il fut enterré dans l'église des Pères Augustins, dont il avait été le généreux fondateur. Son droit de patronage passa à ses héritiers. C'est ainsi que le 6 juillet 1650, un acte capitulaire ayant accordé un droit de sépulture à Gabrielle de Mérigat, veuve de Jean Carrier, ancien contrôleur aux décimes du diocèse, le P. Basile Troch, syndic du couvent, dût en demander la ratification à Pierre de Tricard, seigneur de Rognac.

A. DUJARRIC-DESCOMBES.

NOTES ET DOCUMENTS :

LE PÉRIGORD AUX ARCHIVES NATIONALES

D'APRÈS LES PAPIERS DU CONTRÔLE GÉNÉRAL DES FINANCES,

(1682-1727)

(Suite.)

Sur ces entrefaites, M. Bazin de Bezons fut remplacé à l'Intendance de Bordeaux par M. de La Bourdonnaye. La première lettre écrite par M. de La Bourdonnaye au Contrôleur général, relativement au Périgord, est du 23 octobre 1700. Nous la transcrivons à sa date parmi plusieurs missives adressées au même personnage par l'évêque de Francheville. Ces documents nous ramènent à l'importante question de la châtaigne dont il fallait, suivant les années, prohiber ou encourager la sortie de la province. Les châtaignes du Périgord étaient estimées, même en Hollande ! En 1699, il y en eut peu ; aussi demandait-on qu'on en défendît l'exportation hors du Périgord, ou, tout au moins, qu'il n'en pût sortir qu'autant de boisseaux qu'il entrerait de boisseaux de blé ; en 1700, par contre, la récolte fut très abondante et l'évêque sollicitait du Contrôleur général, avec non moins d'insistance, la levée de cet interdit.

Monsieur,

Je vous supplie très humblement d'obtenir de Sa Majesté la permission de faire à Périgueux, au profit des pauvres, une loterie de deux mille louis dont les billets seront d'un écu chacun. Nous espérons que nos voisins, qui connaissent les besoins de nos pauvres, mettront à cette loterie, et que, par leur secours et celui des personnes charitables de cette province, elle pourra être remplie.

Je suis, avec tout le respect possible, etc.,

D., évêque de Périgueux.

A Périgueux, le 30 avril 1700 (1).

Monsieur,

Le Roi m'a fait la grâce de me donner une abbaye dont le princi-

(1) Arch. nat., G ⁷ 139. Cette lettre est tout entière de la main de Mgr de Francheville.

pal usage doit regarder les pauvres de mon diocèse. Je m'en servirai, Monsieur, pour bannir, s'il est possible, dans toute son étendue, la mendicité. Je l'avais déjà fait cesser pendant quelques années, mais la grande stérilité de l'année 1698 a rompu toutes mes mesures, et les pauvres qu'elle avait fait sortir de leurs habitations n'y sont pas encore retournés. Ce pays-ci, Monsieur, est un des plus pauvres du royaume ; quand la châtaigne lui manque, il est réduit à un état pitoyable. Sans les grandes charités que Sa Majesté fit dans mon diocèse en 1698, la moitié de ses habitants fût morte de faim. J'aurai l'honneur de vous rendre compte de ce que j'aurai fait en exécution des ordres de Sa Majesté.

Je suis, avec tout le respect possible, etc.

D., évêque de Périgueux.

A Périgueux, le 27 août 1700 (1).

Monsieur,

J'eus l'honneur de vous représenter l'année dernière que, si l'on permettait le transport des châtaignes hors la province de Périgord, le peuple souffrirait beaucoup. Vous eûtes la bonté d'en parler à Sa Majesté qui agréa que M. de Bezons en défendit le transport. Quoique nous ayons fait une assez bonne récolte de blé cette année, et qu'il y ait lieu d'espérer beaucoup de châtaignes, cependant, comme il y en a très peu dans le Limousin, où la gelée a fait beaucoup de mal, et que le Limousin tire une partie de sa subsistance dans les mauvaises années de cette province, si l'on permettait le transport des châtaignes, les grains qui sont ici ne suffiraient pas pour notre province et pour celle du Limousin. Je vous supplie, Monsieur, d'y faire attention et que, par le secours des châtaignes, nous sommes en état de nous passer des charités du Roi. En effet, l'année dernière, nous ne lui demandâmes quoi que ce soit, et, celle-ci, nous n'aurons besoin que de quelques aumônes, pour peu de paroisses seulement que la grêle a désolées. On ne peut, Monsieur, assez remercier Sa Majesté de nous avoir donné pour intendant M. de La Bourdonnaye. Il écoute tout le monde avec tant de patience, et il entre dans tous les besoins du peuple avec tant de charité, pour le mettre à couvert de l'injustice et de la violence, que, si la suite de son intendance répond à de si heureux commencements, nous aurons toutes sortes de sujets de consolation. Je puis vous assurer, Monsieur, que tous mes diocésains prient Dieu continuellement pour la conservation du Roi qui veille avec une application con-

(1) Arch. nat., G⁷ 130. Cette lettre est tout entière de la main de Mgr de Francheville.

tinuelle à procurer le bonheur, le repos et la sanctification de ses peuples.

Je suis, avec un parfait respect, etc.

D., évêque de Périgueux.

A Périgueux, ce 18 octobre 1700 (1).

Monsieur,

J'ai eu l'honneur de vous mander de Périgueux qu'on ne croyait pas à propos de laisser sortir les châtaignes. Depuis que je suis de retour en cette ville, quelques-uns de ceux qui en voulaient faire passer en Hollande m'ont proposé de commencer par faire venir autant de blé qu'ils demanderont de châtaignes. Tout le monde convient que ce parti nous est avantageux et je crois que vous voudrez bien, Monsieur, que je permette la sortie d'autant de boisseaux de châtaignes qu'on aura apporté de boisseaux de blé des pays étrangers.

J'ai une autre chose, s'il vous plaît, Monsieur, à vous représenter. C'est qu'il serait, non seulement inutile, mais même très désavantageux pour mon département, que je m'opposasse à la sortie des châtaignes dans les ports de la Généralité, si M. Bégon (2) le permet par la Saintonge ; elles s'écouleront comme si je les laissais sortir par les ports de la Guyenne, et ce seront les négociants du département de M. Bégon qui en auront tout l'avantage. Ainsi, Monsieur, je vous supplie de faire savoir à M. Bégon qu'il ne laisse sortir de châtaignes de toute l'étendue de son département, qu'à condition qu'on lui ait apporté la même quantité de blé ; la consommation qui se va faire en ce pays-ci les fera encore augmenter de prix.

Je suis, avec tout le respect, etc.

DE LA BOURDONNAYE.

A Bordeaux, ce 23 octobre 1700 (3).

Monsieur,

Je vous supplie très humblement d'obtenir de Sa Majesté, pour cette province, la permission de vendre ses châtaignes et ses marrons. Ils sont ici, Monsieur, en si grande abondance que nous en perdrons la plus grande partie, s'il ne nous est pas permis d'en vendre aux étrangers. On ne se souvient pas d'en avoir jamais vu une plus grande quantité. Nous avons d'ailleurs, Monsieur, grâce à Dieu, du blé plus qu'il ne nous en faut, et cette province peut, non seulement subsister cette année sans le secours des provinces voisines, mais même leur

(1) Arch. nat., G 7 139. La signature seule est autographe.

(2) Intendant à La Rochelle.

(3) Arch. nat., G 7 139.

fournir, outre les châtaignes, des froments et des petits blés. J'ai l'honneur, Monsieur, de vous écrire à la prière des habitants de cette province qui réclament votre protection pour obtenir la grâce qu'ils demandent à Sa Majesté, pour la conservation de laquelle ils font des prières continuelles et aussi ardentes qu'en province du royaume.

Je suis, avec tout le respect possible, etc.

D., évêque de Périgueux.

A Périgueux, le 28 octobre 1701 (1).

Quelles étaient, au début du XVIII^e siècle, les localités du Périgord qui avaient des revenus propres ? Un état, transmis par l'Intendant au Contrôleur général à la date du 21 février 1701, nous les indique et nous apprend en même temps le montant de ces revenus et celui des charges correspondantes.

Etat des villes de la Généralité de Bordeaux qui ont des revenus, et de leurs charges :

Villes.	Revenus.	Charges.
—	—	—
.....		
Périgueux.....	3.030 l.	3.099 l.
Bergerac.....	1.657 l.	1.490 l.
Sarlat.....	1.000 l.	1.150 l.
Lalinde.....	225 l.	277 l.
Nastringues.....	115 l.	115 l. (2).

Les deux pièces qui suivent sont relatives à un conflit survenu, au commencement de cette même année (1701) entre la municipalité de Périgueux et le subdélégué de l'Intendant dans cette même ville (3). Les maire et consuls accusèrent le

(1) Arch. nat., G. 7 139. La signature seule est autographe. Le Contrôleur général, avant que cette lettre lui fût parvenue, avait prescrit, à la date du 29 octobre, à l'Intendant, « de laisser sortir des châtaignes sur des soumissions des négociants de rapporter du blé dans le royaume » (d'après une lettre de M. de La Bourdonnaye, du 8 novembre suivant, *ibidem*).

(2) Arch. nat., G 7 139. D'après l'importance de ses revenus, Périgueux est classé au septième rang (après Bordeaux, Libourne, Tarbes, Agen, Bagnères et Marmande) ; Bergerac, au onzième ; Sarlat, au dix-huitième ; Lalinde, au vingt-huitième ; Nastringues, au trente-cinquième, sur trente-six villes indiquées.

(3) François Ducluzel, écuyer, seigneur de La Chabrerrie.

subdélégué d'abus de pouvoir et exposèrent leurs griefs au Contrôleur général dans un mémoire que celui-ci transmit, pour information, à l'Intendant. M. de La Bourdonnaye soutint, comme il était permis de s'y attendre, son subordonné. Nous donnerons successivement le mémoire de la municipalité et la réponse de l'Intendant au Contrôleur général.

A Monseigneur de Chamillard.

Monseigneur,

Les maire et consuls de la ville de Périgueux prennent la liberté de vous représenter que cette communauté s'étant rachetée pour les offices de police à douze mil cinq cents livres comme on étant les seigneurs, il y a le sieur de La Chabrierie, subdélégué de M. l'Intendant, qui avait compté d'avoir la charge de lieutenant de police. Voyant qu'il n'a pu réussir, il empêche à présent que l'on ne lève cette somme et révolte toute cette communauté par l'autorité qu'il a de subdélégué. Il suffit que ceux qui sont à la tête de cette communauté soient d'un avis, pour que le s^r de La Chabrierie leur soit contraire, tellement, Monseigneur, que, tant que ce subdélégué aura le même crédit dans cette ville, cette taxe ne se pourra payer. Nous vous supplions d'en écrire à M. l'Intendant de Guienne, afin qu'il ordonne au s^r de La Chabrierie de ne se plus opposer, par lui et par ses amis, au paiement de cette somme. Nous avons résolu, pour avoir un prompt paiement et qui ne fût pas à charge à la communauté, de faire une taxe sur les entrées du vin dans cette ville. Comme nous attendions là-dessus les ordres de M. l'Intendant, pour qu'il vous le proposât, Monseigneur, le s^r de La Chabrierie prit son temps que les maire et consuls n'étaient pas dans cette ville, et fit tenir un conseil de ville de son autorité où il fut arrêté que cette taxe serait faite par tête, parce que c'est le moyen le plus long, qui est ce qu'il demande, espérant toujours d'être lieutenant de police. On n'a jamais ouï dire, Monseigneur, qu'un subdélégué, de son autorité, assemble un conseil de ville. Nous nous en sommes plaints à M. de La Bourdonnaye, sans en avoir eu aucune justice. Si les maire et consuls ne sont pas les maîtres, la police ne saurait s'exercer, ni le bon ordre ne peut être observé. Nous prenons la liberté encore une fois, Monseigneur, de vous supplier d'en écrire à M. l'Intendant, de ne pas laisser tant d'autorité à son subdélégué, surtout pour ce qui regarde ces douze mil cinq cents livres, faisant ce qu'il peut pour en empêcher le paiement (1).

(1) Arch. nat., G 7 139, Copie (s. d.).

Monsieur,

En vous renvoyant le mémoire qui vous a été donné contre le s^r de La Chabrerie, mon subdélégué à Périgueux, j'aurai l'honneur de vous dire que c'est le même subdélégué qui a servi quatorze ans sous les ordres de feu M. de Bezons. M. l'évêque de Périgueux m'en a rendu de fort bons témoignages, aussi bien que M. de Bouville, qui s'en est servi pour les forges de Périgord, pendant qu'il a été Intendant du Limousin. Je puis vous répondre, Monsieur, que cet officier, depuis que je suis dans la province, n'a pris ni argent ni présent. Le mémoire qu'on a eu l'honneur de vous présenter n'est que l'effet d'une brigue qui se fit lorsque j'entrai dans ce département, pour m'engager à choisir pour subdélégué le sieur de Montréal, lieutenant général et maire de Périgueux, beau-frère de M. d'Hautefort de Bousin. Plusieurs raisons m'empêchèrent de jeter les yeux sur lui. Il n'a pas une grande capacité ; il est déjà lieutenant général et maire ; ç'aurait été donner trop d'autorité à la même personne et il l'aurait toute employée dans le Périgord à l'avantage de Mess. d'Hautefort qui sont en grand nombre dans cette province. J'ai cru qu'il valait mieux tenir un contrepoids, toujours prêt à me défaire du s^r de La Chabrerie, si je m'aperçois qu'il s'écarte en quelque chose de son devoir.

Ce qu'on emploie dans ce mémoire au sujet de l'imposition pour les offices de police, est entièrement contraire à la vérité. Quelques-uns des habitants préféraient une imposition sur le vin et la communauté paraissait s'y déterminer. J'y consentis, à la charge que l'adjudication de ce droit se ferait en ma présence. Cette condition fit changer de sentiment aux consuls, et ils firent une délibération qu'ils m'envoyèrent, par laquelle ils s'en tenaient à l'imposition sur les habitants, ordonnée du temps de M. de Bezons par un arrêt du Conseil. Je crois, autant qu'il m'en peut souvenir, que La Chabrerie était absent de Périgueux lorsque cette résolution fut prise à l'hôtel de ville ; le maire était aussi hors de la ville.

Feu M. de Bezons croyait à propos que La Chabrerie fût lieutenant de police. J'en jugerais autrement. Il ne lui faut donner que très peu d'autorité ; il en abuserait peut-être. C'est ce que j'observe très exactement, non seulement pour lui, mais pour tous les autres subdélégués de la Généralité :

Je suis, avec tout le respect que je dois, etc.

DE LA BOURDONNAYE.

A Bordeaux, ce 28 mai 1701 (1).

(1) Arch. nat., G. 7 139. Analysée par Boislisle, *ouv. cité*, t. II, n° 274, p. 75.

Pas plus que les municipalités, jalouses de ce qui leur restait d'indépendance, les villes suspectées d'avoir gardé quelque tendresse pour la Réforme n'avaient droit aux bonnes grâces de l'Intendant. On le fit bien voir à la communauté d'Eymet en 1703. Les maire, consuls et habitants de cette ville ayant représenté au Contrôleur général :

qu'un orage arrivé au mois de décembre 1702 renversa 50 toises de longueur des murailles de cette ville; que le juge s'étant transporté sur le lieu avec deux maçons, ils trouvèrent que ce mur était abattu jusques aux fondements et le surplus en danger d'être renversé, s'il n'y était promptement pourvu, et que cette réparation reviendrait au moins à 1.500 livres, dont ils dressèrent un procès-verbal; comme ils ont intérêt d'être en sûreté dans leur ville, qui est un lieu de passage, et qu'ils ne peuvent imposer sur eux-mêmes les deniers qu'il conviendra pour faire les réparations nécessaires, sans avoir la permission du Roi,

ils la demandèrent.

L'Intendant, consulté par le Contrôleur général, émit un avis nettement défavorable à la requête de la municipalité d'Eymet :

Monsieur,

Suivant les ordres portés dans la lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire le 24^e de mai, je me suis informé de l'utilité du rétablissement des murs d'Eymet, pour lequel les maire et consuls demandent la permission d'imposer 1.500 livres sur les habitants. On m'assure, Monsieur, que la petite ville d'Eymet est toute remplie de religionnaires, qu'il est fort à propos qu'elle demeure ouverte et sans défense, et que la liberté que demandent les maire et consuls de faire une imposition, n'est que dans la vue d'en profiter et de s'autoriser davantage par l'inégalité de la répartition.

Je suis, avec tout le respect, etc.

DE LA BOURDONNAYE.

A Bordeaux, ce 19 juin 1703 (1).

Le Roi refusa la permission (2).

Peu de temps après, les habitants du faubourg de la Madeleine de Bergerac résolurent de faire réédifier leur église. Pour trouver des fonds (il fallait 5.000 livres), ils s'adressè-

(1) Arch. nat., G 7 140.

(2) D'après une annotation manuscrite, inscrite sur la lettre de l'Intendant.

rent au marquis de La Vrillière, secrétaire d'Etat, et à un religieux dont, si nous ignorons son nom, nous pouvons dire tout au moins qu'il était supposé par ses correspondants jouir d'une certaine influence sur l'esprit du Roi. Ce religieux transmet au Contrôleur général le placet qu'il avait reçu des Bergeracois, et dont voici le texte :

Mon très Révérend Père,

Quoique nous nous soyons adressés à M. le marquis de La Vrillière pour le prier d'obtenir de Sa Majesté quelque fonds de sa charité libérale pour la réédification de notre église du faubourg de La Madeleine de Bergerac, diocèse de Sarlat, nous ne laissons pas d'espérer, mon Révérend Père, que vous voudrez bien nous faire la même grâce que celle que nous avons demandée à M. le marquis de La Vrillière. Si nous étions en état, mon Révérend Père, d'épargner cette dépense à Sa Majesté, nous le ferions avec plaisir, mais l'impuissance où nous sommes nous oblige d'avoir recours à la bonté du Roi. C'est ce qui nous détermine, mon Révérend Père, de vous supplier de vouloir présenter notre placet au Roi et de nous honorer de votre protection auprès de ce religieux monarque toujours invincible. Eclairés des vérités de la foi catholique par le zèle et par les soins de Monseigneur notre évêque, nous vous protestons tous que nous voulons vivre et mourir dans le sein de l'église catholique, apostolique et romaine. Nous vous supplions d'en vouloir assurer Sa Majesté et de nous croire, etc... (Suivent les signatures).

Au faubourg de la Madeleine de Bergerac, diocèse de Sarlat, le 5 juillet 1704 (1).

Le Contrôleur général, à son tour, ayant envoyé ce placet à l'Intendant, M. de La Bourdonnaye lui fit réponse en lui proposant de trouver les ressources nécessaires :

Monsieur,

J'ai l'honneur de vous renvoyer la lettre et le placet des habitants du faubourg de la Madeleine de Bergerac, et de vous dire que le rétablissement qu'ils demandent de leur église est indispensable. Il coûtera environ 5.000 l., suivant un état en détail que j'ai l'honneur de vous envoyer. Ce fonds pourrait se prendre sur les biens des reli-

(1) Arch. nat., G 7 140.

gionnaires fugitifs. M. de La Vrillière m'a demandé les mêmes éclaircissements et je lui ai fait réponse.

Je suis, avec tout le respect que je dois, etc.

DE LA BOURDONNAYE.

A Bordeaux, ce 2 août 1704 (1).

Au commencement de l'année 1708, Desmarets, neveu de Colbert, remplaça Chamillard au Contrôle général des finances. A cette occasion, l'évêque de Périgueux, M^r Pierre Clément (2), qui était en relations avec la famille du nouveau contrôleur, lui écrivit pour le féliciter de sa nomination.

Monsieur,

Je suis des derniers à vous marquer la part que je prends au choix que le Roi a fait de votre personne pour vous confier le Contrôle général de ses finances, mais assurément je ne suis pas celui qui y a pris le moins de part. J'ai tant d'obligation à la famille de Messieurs Colbert que je leur dois tout ce que je suis et je ne peux assez leur en marquer ma reconnaissance et à tous ceux qui leur appartiennent. Tout ce que je puis faire, Monsieur, est de prier Dieu pour votre illustre personne. Que Dieu vous fasse jouir longtemps d'une parfaite santé et qu'il vous remplisse de son esprit pour vous acquitter dignement d'un emploi aussi étendu. Je ne manquerai pas d'offrir mes faibles prières pour cela. Je me donne l'honneur et je prends la liberté de vous envoyer un état du diocèse que je crois si véritable qu'il ne peut être contesté par personne. M. l'Intendant l'a vu souvent par lui-même et toutes les personnes qui se mêlent des affaires du Roi rendront le même témoignage.

Je vous prie, etc.

P., évêque de Périgueux.

Périgueux, ce 3 mars 1708 (3).

L'état annoncé par l'évêque a été reproduit dans le *Bulletin* (4). Nous n'y insistons pas.

Le terrible hiver de 1709 vint encore ajouter à la misère dont le Périgord, à cette époque, souffrait presque sans nulle rémission. Le recouvrement des tailles se faisait difficile-

(1) Arch. nat., G 7 140.

(2) Evêque de Périgueux du 29 octobre 1702 au 8 janvier 1719.

(3) Arch. nat., G 7 142.

(4) Voir année 1904, *Varia*, p. 387. Ce document a été publié d'après Boislisle, ouv. cité, t. III, n° 24, pp. 9-10.

ment, et jamais les porteurs de contraintes n'avaient été à pareille fête. Cette situation inspira au curé de Coulaures, M. Boche (1), qui paraît avoir été un homme instruit et généreux, supérieur à sa condition, la belle lettre au Contrôleur général que nos confrères connaissent déjà (2).

La difficulté avec laquelle rentraient les impôts préoccupait aussi, mais à un autre point de vue, l'Intendant, et, pour la vaincre, il n'hésitait pas à recommander la manière forte, l'emploi de troupes qui avait, ailleurs, donné de bons résultats. C'est du moins ce qui ressort de sa lettre du 17 juillet au Contrôleur général, qui a été également reproduite dans le *Bulletin* (3).

Le Contrôleur général avait quelquefois la surprise de trouver dans son courrier des lettres moins sérieuses, témoin celle de cette Brantômoise, portant d'ailleurs un nom illustre, et qui a entrepris de dénoncer en haut lieu les faiblesses de l'évêque Clément. Elle a été insérée ici-même (4). Nous n'avons pas à revenir non plus, pour la même raison, sur la dépêche par laquelle M. de Lamoignon de Courson, à la date du 22 février 1710, s'élevait auprès du Contrôleur général contre le projet d'établir une Election à Bergerac (5).

Le 2 mars 1711, entre quatre et cinq heures de relevée, le convoi portant de Sarlat à Bordeaux la recette des tailles de l'Election fut assailli, à l'entrée de la forêt de Badefols-de-Ca-

(1) Martin Boche, prêtre de la Mission et curé (*Inv. des archives de la Dordogne*, E suppl. 568).

(2) Voir dans le *Bulletin* de l'année 1904, *Varia*, p. 390. Ce document, publié par Boislisle, ouv. cité, t. III, n° 425, p. 158, est conservé aux Archives nationales sous la cote G 7 143.

(3) Voir année 1904, *Varia*, p. 392. Ce document publié par Boislisle, ouv. cité, t. III, n° 498, p. 191, est conservé aux Archives nationales sous la cote G 7 143.

(4) Voir année 1904, *Varia*, p. 395. Cette lettre de M^{me} de Hautefort, du 22 août 1709, publiée par Boislisle, ouv. cité, t. III, n° 533, pp. 204-205, est conservée aux Archives nationales sous la cote G 7 143.

(5) Voir année 1904, *Varia*, p. 453. Ce document publié par Boislisle, ouv. cité, t. III, n° 707, p. 273, est conservé aux Archives nationales sous la cote G 7 143.

douin, à cinq lieues de Sarlat, par une troupe de brigands, qui, après avoir tué le chef de l'escorte, un archer de la maréchaussée, et mis en fuite ses compagnons, se partagèrent les fonds. Dès le 7, l'Intendant avisait le Contrôleur général de ce grave événement.

Monsieur,

La voiture de Sarlat, qui apportait l'argent de la recette ici, a été volée dans les bois de Badefols (1), à cinq lieues de Sarlat, par six personnes armées et une personne à pied. Elle n'était escortée que par trois personnes ; le principal qui la conduisait a été tué de plusieurs coups de pistolet et d'épée, le second a été attaché à un arbre où on l'a trouvé, et le troisième s'est sauvé par la fuite. Les voleurs ont enfoncé les coffres et pris les chevaux sur lesquels ils étaient chargés. Ils ont pris la route de Cahors ; on croit qu'ils avaient suivi cette voiture depuis Sarlat. J'ai donné tous les ordres nécessaires pour qu'on tâchât de les faire arrêter. J'en ai écrit à M. Le Gendre et aux subdélégués que mon père a du côté de Toulouse, Castres et Albi, où on croit que ces gens-là auront pu aller. Il y avait dans cette voiture 12.000 l. pour l'année 1710 et 13.400 l. pour l'année 1711.

Je suis, avec respect, etc.

DE LAMOIGNON DE COURSON.

A Bordeaux, ce 7 mars 1711 (2).

Les coupables furent bientôt arrêtés, grâce à la diligence du sr Sauret, receveur des tailles, et écroués aux prisons de Sarlat. Leur jugement, promptement instruit, fut prononcé par le présidial le 28 mars :

Entre le procureur du Roi en la maréchaussée de Sarlat, demandeur en crime d'assassinat fait de dessein prémédité, commis sur la personne de feu Pierre Fauvel, vivant archer en ladite maréchaussée, par des gens attroupés et vagabonds armés d'épées, pistolets et haches, et vol fait à la voiture de la présente ville, sur un grand chemin avec effraction, d'une part, contre Guillaume Donadille, dit Blondin, Pierre Eymery, dit Lagarde, Jean Cramié, dit Ranguet, Noël Daudet, Pierre Dupré, Simon Marcou, Marguerite Valade, femme dudit Dupré, la nommée Claude Boussarie, femme de Noël Daudet, Toinette Saugère, dite Bigaraude, femme de Raymond Albavie, et le nommé

(1) Badefols-de-Cadouin, canton de Cadouin.

(2) Arch. nat., G 7 144.

Petit-Jean, fils de Daudet, accusés, prisonniers, détenus dans lesdites prisons, d'autre.

Vu le procès, notre jugement portant règlement à l'extraordinaire, avec les pièces mentionnées au vu d'icelui, rendu entre ledit sieur procureur du Roi en ladite maréchaussée, et lesdits accusés, en date du 28 mars 1711, etc.

Nous, Pierre Delaporte, écuyer, conseiller du Roi, lieutenant de la maréchaussée de Sarlat, de l'avis des gens tenant le siège présidial de la ville de Sarlat, assemblés en nombre suivant l'ordonnance, avons déclaré et déclarons les nommés Pierre Dupré, Pierre Eymery, dit Lagarde, Guillaume Donadille dit Blondin, Noël Daudet, Jean Cramié, dit Ranguet, prisonniers détenus dans les prisons royaux de la présente ville, accusés des crimes d'assassinat prémédité, meurtre, de guet-apens, commis sur la personne de Pierre Fauvel, un de nos archers, et enlèvement, vol des deniers du Roi, faits sur un grand chemin, près l'entrée de la forêt de Badefols, suffisamment atteints et convaincus de tous les susdits crimes, pour la réparation desquels les avons condamnés et condamnons d'être livrés ès mains de l'exécuteur de la haute justice, pour être par lui conduits dans la place publique de la présente ville et au devant du palais d'icelle, pour y être rompus tout vifs, les bras au-dessus et au-dessous du coude, les cuisses, les jambes et les reins, sur un échafaud qui y sera dressé à cet effet, et, ensuite, chacun d'eux être mis sur une roue plantée dans ladite place, la face tournée vers le ciel, et y rester tant qu'il plaira à Dieu leur prolonger la vie, et leurs cadavres être ensuite portés par ledit exécuteur, savoir : celui desdits Dupré et Ranguet à l'entrée de ladite forêt de Badefols et sur le grand chemin, au lieu où lesdits crimes ont été commis ; celui dudit Blondin sur le grand chemin de Meyrals à Bigarroque, vis-à-vis le moulin à vent, au lieu appelé La Cadène-St-Georges ; celui dudit Lagarde, sur le grand chemin allant de la présente ville à Meyrals, au carrefour dudit chemin et de celui de St-Cyprien ; celui dudit Daudet, sur le grand chemin de ladite présente ville à Meyrals, au lieu de l'Avoine-Basse, pour être lesdits cadavres exposés auxdits endroits, chacun sur une roue à la voirie et y rester à consommation, avec inhibitions et défenses à toutes sortes de personnes de quels état et condition qu'elles soient, de les en ôter ou faire ôter, aux peines de l'ordonnance, lesdits Dupré et Lagarde appliqués à la question ordinaire, attendu leurs blessures, et lesdits Blondin, Daudet et Ranguet à la question ordinaire et extraordinaire, le tout pour la révélation et déclaration de leurs complices.

Au surplus, avons ordonné suivant les conclusions du procureur

du Roi qu'à sa poursuite et diligences, la contumace sera instruite contre le quidam inconnu désigné, et le procès continué tant contre ledit Marcou, ladite Saugère dite Bigaraude, ladite Boussarie, épouse dudit Daudet, que contre ladite Valade, épouse dudit Dupré ; pour, les procédures ce concernant finies et rapportées, être ordonné ce qu'il appartiendra, déclarant toutefois ledit Petit-Jean absous desdites accusations et, en conséquence, l'avons relaxé d'icelles. Avons aussi condamné lesdits Dupré, Lagarde, Blondin, Daudet et Ranguet en cinq cents livres d'amende envers le Roi, et ce, solidairement, en mille livres envers Toinette Rougier, veuve dudit Fauvel et ses enfants, pour leur tenir lieu de dommages et intérêts et restitution des choses volées et appartenant à sondit mari, en la somme de cent livres pour être employée à faire dire des messes pour le repos de l'âme dudit Fauvel, pour la moitié d'icelle être remise, à ces fins, aux Pères Cordeliers, et l'autre moitié aux Pères Récollets de la présente ville, et avant faire droit des conclusions prises par Antoine Brach et Jean Calmette, ordonnons qu'il sera plus amplement justifié du contenu en icelles. Et pour ce qui concerne les sommes que le s^r Sauret, receveur des tailles de la présente ville, a entre ses mains et dont il s'est rendu dépositaire, avons fait mainlevée d'icelles, tant audit s^r Sauret qu'au s^r de Jully, aussi receveur des tailles, pour icelles être portées à la recette générale ; et pour celles qui se trouveront manquer pour remplir les bordereaux desdits s^{rs} Sauret et de Jully, avons condamné lesdits Dupré, Lagarde, Blondin, Daudet et Ranguet de faire le remplacement d'icelles solidairement. A ces fins, avons ordonné et ordonnons que les marchandises, hardes, chevaux, harnais et autres effets qui ont été prises et appartenant auxdits accusés, soit avant, lors ou depuis leur capture, ensemble celles qui pourront être découvertes leur appartenir, seront exposées en vente après un état d'icelles par nous fait, et ce, dans la place publique de la présente ville, pour le prix en provenant être employé au susdit remplacement et, subsidiairement, aux sommes des dommages et intérêts et autres, sauf des frais et dépens faits dans la capture et conduite des ci-dessus nommés, que nous avons aussi condamnés en tous les dépens envers ceux qui se trouveront les avoir exposés et qui seront par nous réglés en présence du rapporteur du procès, conformément à l'ordonnance. Avons permis et permettons à la veuve et enfants dudit Fauvel de retirer les hardes, habits, papiers, épées et autres choses appartenant audit Fauvel ; avons aussi condamné lesdits susnommés en la somme de cent livres pour être employées aux réparations présentes du palais, et pour être les susdites marchandises ci dessus énoncées et autres exposées en vente comme ci-dessus est dit, et être

fait état du provenu d'icelles par celui qui les exposera en vente, et délivrées au plus offrant et dernier enchérisseur et préalablement remises ès mains de notre greffier.

Fait à Sarlat, dans la Chambre du conseil de la Cour présidiale, le quinziesme avril 1711. Signé : Fajol, président ; De Labrousse, président ; De Monzie, lieutenant ; Delmon, lieutenant assesseur ; Deseluc, doyen rapporteur ; Vernet ; Verrières ; Fenis ; Bonnet ; Selves ; Veysière ; De Puylebreuil ; Béné ; Lacipierre ; Saintelat ; Gisson (1).

La lettre suivante contient, à cet égard, quelques détails complémentaires :

Monseigneur,

Les voleurs de la voiture de la recette de Sarlat et assassins détenus prisonniers dans les prisons de cette ville, ont été convaincus des crimes dont ils étaient accusés, pour réparation desquels ils ont été condamnés tous cinq à être rompus vifs et exposés sur la roue. Le premier qui doit passer ayant été mis à la question, a avoué tout, comme il est porté dans la procédure faite par le prévôt et instruite à ma requête, et n'avoue d'autres complices que lesdits prisonniers et un sixième désigné dans l'accusation. Ce désigné a servi longtemps en qualité de chirurgien dans le régiment du Maine-infanterie ; il se disait du côté de Toulouse ; il s'appelait pour lors Frédéric, et maintenant se faisait nommer Labarrière. Ce condamné a dit qu'il en avait porté plus d'argent que les autres n'en avaient eu pour chacun, parce qu'il était comme le chef. On continuera l'exécution des autres s'il est possible. J'aurai l'honneur d'informer Votre Grandeur s'ils révèlent d'autres complices et de l'argent.

Je suis avec respect, etc.

DE BONNET,

Avocat du Roi au Présidial et son procureur
en la Maréchaussée.

A Sarlat, le 17 avril 1711 (2).

Mais les fonds détroussés n'avaient été que partiellement retrouvés et les receveurs des tailles de l'Election espéraient bien qu'on ne les obligerait pas à payer la différence. A cet effet, ils adressèrent au Contrôleur général le mémoire que voici :

Les sieurs de Jully et Saurct, receveurs des tailles de l'Election de

(1) Arch. nat., G 7 144.

(2) Arch. nat., G 7 144.

Sarlat, rapportent les procédures faites à l'occasion du vol des deniers de la recette des tailles fait le 2 mars 1711 à l'entrée du bois de Badefols, à 5 lieues de Sarlat, et demandent qu'il leur soit tenu compte de la somme de 12.643 l. 10 s., qui n'a pas été retrouvée.

FAIT :

Par un bordereau certifié et signé par les officiers de l'Election de Sarlat, il paraît qu'ils ont vu compter et emballer 12.386 l. en argent comptant, provenant des deniers de la recette des tailles que le s^r de Jully, receveur, envoyait à Bordeaux, à la recette générale, sous la conduite du s^r Fauvel, assisté de deux fusiliers.

Par un autre bordereau, ils certifient pareillement avoir vu compter et emballer 14.635 l. 5 s. d'espèces que le s^r Sauret, aussi receveur des tailles à Sarlat, envoyait à Bordeaux, aussi sous la conduite du même Fauvel, assisté de deux archers. Total... 27.021 l. 5 s.

Cet argent a été chargé sur deux chevaux dans quatre caisses de sapin, garnies de bandes de fer et fermant à clefs. Cette voiture est partie de Sarlat le matin du 2 mars dernier, sous la conduite du nommé Fauvel, archer de la maréchaussée, de deux fusiliers, de deux archers à pied et du nommé Raymond, domestique du s^r de Jully, receveur. L'on prétend qu'ils étaient encore accompagnés de deux fils du nommé Célier, voiturier, et du s^r Michelot, marchand de Sarlat, qui allait à Bordeaux faire emplette. Dans l'après-dîner du même jour, Fauvel et les autres conducteurs furent attaqués par six hommes à cheval et un septième à pied, qui coururent sur eux le pistolet à la main et qui tirèrent plusieurs coups, de l'un desquels Fauvel fut porté par terre. Les voleurs, après avoir achevé Fauvel à coups de sabre et mis les autres en fuite, ouvrirent les caisses et emportèrent l'argent.

Par l'information faite sur les lieux, trois des gardes avec le nommé Raymond, domestique du s^r de Jully, et Michelot, marchand, ont déposé qu'ils étaient partis de Sarlat sur les huit heures du matin et que l'action est arrivée entre quatre et cinq heures de relevée.

Les voleurs ont été arrêtés et condamnés à mort par jugement prévôtal rendu à Sarlat. Lors de leur capture, on les a trouvés saisis d'une partie des deniers volés. Les sommes qu'on a pu recouvrer montent en plusieurs parties à 17.352 l. Les frais faits pour la capture et le jugement des accusés montent, suivant la taxe faite par le lieutenant de la Maréchaussée et les officiers du Présidial de Sarlat, à 2.974 l. 14 s., laquelle somme déduite sur celle de 17,352 l., qui a été recouvrée, reste ci 14.377 l. 14 s. Et partant, il manque pour remplir le montant desdites voitures un fonds de 12.643 l. 10 s. 8 d. Les

s^{rs} de Jully et Sauret demandent qu'il leur soit tenu compte de cette somme sur les impositions de l'Election de Sarlat des années 1710 et 1711, ainsi qu'il s'est pratiqué en pareilles occasions. Ils espèrent qu'il y aura d'autant moins de difficulté qu'ils n'ont manqué en rien aux précautions qu'ils devaient prendre pour faire voiturer les deniers avec sûreté et aux heures marquées par les règlements. C'est Sauret qui a fait toutes les poursuites et diligences. Il s'est mis lui-même à la suite des voleurs, et a fait tant de diligence qu'il les a arrêtés. La veuve de Fauvel, qui a été tué lors du vol, représente qu'elle est chargée de six enfants, sans aucun bien. Son mari a perdu en cette occasion son cheval avec l'argent qu'il avait. On fait monter cette perte à 500 l. D'un autre côté, le nommé Barrigue, consul de Montbazin (?), ayant accompagné Sauret à la poursuite des voleurs, a reçu un coup de pistolet à l'épaule gauche dont il est estropié. Il demande, aussi bien que la veuve Fauvel, une gratification (1).

(A suivre.)

R. VILLEPELET.

HENRI BERTIN ET SA FAMILLE

Troisième partie.

Les ministères de Bertin, Bertin à la Cour,
Bertin chez lui.

LE CONTRÔLEUR GÉNÉRAL BERTIN ET MADAME DE POMPADOUR.
(1759-1763).

Sans faire tort à sa valeur propre, il faut bien rattacher Henri Bertin à ce groupe d'hommes publics qui supportent plus ou moins défavorablement dans l'histoire la qualification de créatures de M^{me} de Pompadour. Quand la marquise, au déclin de ses charmes et au faite de son influence, se fut mise à diriger la politique intérieure et extérieure de la France, Bertin, qu'elle poussa successivement à la Lieutenance générale de police et au Contrôle général des finances, fut véritablement son ministre. Je renonce à m'aventurer dans leurs relations policières, où je ne retiens comme caractéristique que leur parfait accord sur les choses de la Bastille, accord consacré par la nomination du comte de Jumilhac, beau-frère de l'éminent parvenu, comme lieutenant de Roi à la prison

(1) Arch. nat., G 7 144.

d'Etat, au temps où l'aîné des Bertin, le marquis de Fratleaux, qui y était enfermé, semblait encore un danger pour l'usurpateur si puissant de son droit d'ainesse et pour la favorite, dont il avait mal parlé (1).

Sans doute, il est acquis que Bertin a bien administré Paris dans sa sphère d'édilité ; il a veillé attentivement à la salubrité et à la sécurité de la capitale ; il a multiplié notamment les lanternes dans les voies publiques (2). Mais que dire de ses services clandestins ? « On a remarqué, dit Duclos, que la lieutenance de police est un grand titre de faveur auprès de M^{me} de Pompadour par les secrets qu'on peut lui dévoiler (3) ». C'est de Berryer, le prédécesseur de Bertin, maintenant à la marine, ou de Bertin lui-même, des deux peut-être, que parle dans ses Mémoires, M^{me} du Hausset, femme de chambre de la marquise, quand elle dit : « Il y avait deux personnes, le lieutenant de police et l'intendant des postes, qui avaient grande part à la confiance de Madame » (4). Jeme sens le pied si mal assuré dans cet obscur domaine du haut espionnage que je n'ai pas le courage d'aller sur les brisées de ceux qui s'y sont témérairement engagés. Je me crois cependant permis d'avancer, et je m'en tiens là, que Bertin, dans ce poste d'essai, sut se concilier de plus fort les bonnes grâces de sa protectrice, puisque c'est elle, à n'en pas douter, qui fut, après deux ans d'exercice, un des principaux instruments de sa promotion à la direction suprême des finances du royaume.

(1) Voir sur le marquis de Fratleaux et sa captivité, de 1752 à 1779, *Henri Bertin et sa famille* (1^{re} partie, chap. XII et XIII). — Antoine-Joseph-Mario Maçon Chapelle, comte de Jumilhac-Cubjac, ancien capitaine de cavalerie, nommé lieutenant de Roi à la Bastille, le 29 décembre 1758, puis gouverneur (lettres de provisions du 29 mai 1761). Il donna sa démission, en septembre 1776, au profit de Bernard-Reuë de Launey.

(2) *Mémoires tirés des archives de la police de Paris, depuis Louis XIV jusqu'à nos jours*, par Peuchet, archiviste, t. II.

(3) *Mémoires secrets*, t. II, p. 476.

(4) *Mémoires*, p. 60 et s. (Edition Baudouin frères, 1824).

I

Maintenant, nous allons, en revanche, marcher dans la clarté. L'inédit surtout nous apportera des lumières nouvelles. En attendant, nous savons qu'à cette heure, sur la fin de l'année 1759, en pleine guerre de Sept ans, la banqueroute vient, en quelque sorte, d'être officiellement proclamée par quatre arrêts du Conseil d'Etat qui ont fermé les guichets du Trésor aux porteurs de titres publics. Les expédients audacieux de Silhouette, le contrôleur général congédié, ont pitoyablement échoué ; le prêt des troupes manque en Allemagne ; il faut pourtant de l'argent, et l'argent se cache, naturellement ; ce n'est que dans les hautes régions de la Cour qu'on voit se manifester quelques velléités de sacrifice ; la favorite, les princes du sang, les ministres, donnent un stérile exemple en faisant porter leur argenterie et leurs bijoux à la Monnaie ; l'holocauste, du reste, s'opère assez gaiement, avec une aimable ostentation ; il est de bon ton et de bonne recommandation auprès du Roi d'aller refaire sa provision de vaisselle chez un marchand de faïence de la Porte-St-Bernard ; on y note, comme à Longchamps, les personnalités en vue.

J'y allai, le 30 octobre, dit Barbier dans son *Journal* (1), acheter des plats, et assiettes, et jattes, comme les autres. Le ministre de Paris y était avec M. Bertin de Jumilhac, frère de M. le lieutenant général de police ; et, tous les jours, à toute heure, c'est la même chose.

Cette attribution erronée au comte de Jumilhac du nom patronymique de Bertin montre la place qu'un tel nom occupait présentement dans l'esprit public ; et le contact d'un Bertin ou tout comme avec le ministre de Paris, le ministre de la maison du Roi, qui n'était autre que l'inamovible Phéliepeaux de Saint-Florentin, le préposé aux lettres de cachet, n'était pas sans tirer à conséquence dans la pensée du vigilant chroniqueur. Le flair de Barbier ne s'égare pas. On était

(1) *Chronique de la Régence et du règne de Louis XV ou Journal de Barbier*. (Paris, Charpentier, 1857). — Novembre 1759, p. 201.

à chercher le remplaçant de Silhouette ; la désignation de Bertin était dans l'air ; mais Bertin résistait ; toutes les appréciations du temps concourent à établir comme sincère l'attitude prise en la circonstance par celui que Voltaire appelait le *médecin malgré lui* ; Barbier va même jusqu'à dire que « Bertin a d'abord refusé : 1^o sur son incapacité dans la matière de finance ; 2^o sur sa « délicatesse », et que « ces deux excuses sont vraies », l'incapacité n'ayant évidemment ici d'autre sens que celui d'inexpérience (1). Il y a mieux. Voici une lettre de Saint-Florentin à Bertin, non encore publiée, qui porte simplement comme date « ce vendredy » et qui est nécessairement du 29 novembre 1759 (2). Elle ne nous laisse rien ignorer de la négociation ; nous sommes tout à fait dans la coulisse.

Je reçois dans ce moment, Monsieur, votre lettre et le mémoire qui y étoit joint, et vous ne devez point douter que je ne fasse tout ce qui dépendra de moy pour qu'il ait l'effect que vous désirez, et vous rendés justice à mes sentiments pour vous. Je vais dans le moment en conférer avec M. Berrier à qui je feray voir votre mémoire qui m'a paru très bien. Je luy feray parl aussi de ce que vous me marquez dans votre lettre. Je priray aussi M^{me} de Pompadour de lire votre mémoire et de le faire lire au Roy.

Je sors de chez M. Berrier qui n'a pas goûté les propositions que vous avez faites. M^{me} de Pompadour m'a tout de suite envoyé chercher, je luy ay lu votre mémoire et, le Roy étant entré chez elle, je l'ay prié de le lire, ce qu'il a fait en ma présence. J'ay ajouté tout ce que j'ay pu, mais tout a été inutile. Enfin, le Roy m'a chargé de vous mander de vous rendre icy demain matin, de vous mander de sa part qu'il sentoit le sacrifice que vous lui fesiez, que, si votre santé ne vous permettoit pas dans quelque temps de continuer de remplir les fonctions de la place qu'il vous confloit, vous pouviez compter sur ses bontés et sur les marques qu'il vous en donneroit. Je vous en diray demain davantage.

Je vous envoie une lettre de M^{me} de Pompadour qui, je croy, vous mande la mesme chose.

Je ne vous dis rien de ma peine. Vous me connaissez vray, vous

(1) *Ibid.* Décembre 1759, p. 208.

(2) *Biblioth. nat. : Nouvelles acquisitions françaises*, vol. 6458, n^o 281.

connaissez mon cœur, mes sentiments et la tendre amitié que je vous ay voué et qui ne changera jamais.

FLORENTIN (1).

La concordance avec Barbier est parfaite. C'est au lendemain 24 novembre qu'il place la présentation décisive de Bertin à Louis XV par M. le comte de Saint-Florentin, ajoutant : « On dit qu'il est assez paresseux. ., on dit aussi que c'est un homme de fort bon sens, et d'un jugement assez solide pour découvrir le vrai d'une opération ».

M^{me} de Pompadour, si dépensière, si peu circonspecte dans les largesses d'un Mécénat dont elle ne voyait que la gloire, pensait bien provoquer, à l'occasion, en sa propre faveur, quelques défaillances de ce bon sens, qui, de sa nature, comportait nécessairement chez Bertin l'esprit d'ordre et d'économie ; mais, ce point acquis, il faut rendre cette justice à la marquise qu'elle s'immisça aussi dans la gestion financière du contrôleur avec la volonté louable et parfois efficace de la débarrasser des obstacles jugés par elle contraires au bien public. Avant de faire ressortir, par une documentation nouvelle, son attitude combative contre les parlements qui s'érigaient de plus en plus, à l'encontre des gouvernants, en dispensateurs des deniers royaux, voyons simplement son rôle dans les difficultés que réservaient aussi à Bertin, dès son début, les Etats de Bretagne, où siégeait, soit dit en passant, le frère du contrôleur, Charles Jean, titulaire de l'évêché de Vannes depuis 1746. Bertin, qui avait été assez heureux ou assez habile pour obtenir du Parlement de Paris, le 4 mars 1760, l'enregistrement de ses premières mesures fiscales, notamment la création d'un troisième vingtième avec les deux sous pour livre et la double et triple capitation, s'était cru trop tôt libre de ses mouvements ; il devait entre autres, s'attendre à une certaine résistance de ces pays d'états qui s'accoutumaient mal de l'uniformité financière de plus en plus

(1) Louis Phélypeaux, comte de St-Florentin, futur duc de la Vrillière, ministre de la maison du Roi de 1749 à 1775. On connaît son épitaphe :

Ci-gît un petit homme à l'air assez commun
Ayant porté trois noms et n'en laissant aucun.

envahissante ; c'est aux deux sous pour livre du vingtième que s'en prirent particulièrement les Bretons ; ils y voyaient, avant tout, un affront à leurs vieilles franchises.

« La misère extrême de la province et l'excès des impôts qui la causent, lui semblent, disaient-ils, moins insupportables que de voir ainsi donner atteinte à tout ce qui reste de plus précieux, à ses constitutions fondamentales, à la foy des traités qu'elle a faits dans la confiance qu'ils seraient aussi inviolables pour son souverain que pour elle-même » (1).

Et la difficulté, au regard de Bertin, empruntait un caractère singulièrement troublant à l'appui que trouvaient les récalcitrants dans le gouverneur même de la Bretagne, le duc d'Aiguillon, bien en cour lui aussi, ami particulier de M^{me} de Pompadour, qui, placé là pour surveiller les intérêts du Roi, se croyait assez fort pour en faire à sa tête et s'imposer comme arbitre de la Cour et de la représentation locale. Pour l'instant, il donnait raison à la Bretagne contre le Roi, et le contrôleur général n'avait plus, semblait-il, qu'à s'incliner devant le proconsul. La marquise, pleine d'égards pour le duc d'Aiguillon, une des réserves du pouvoir, se sentait cependant tenue en la circonstance de débarrasser de cet empêchement insolite le financier à ses débuts. Elle eut assez de tête pour mettre Bertin en puissance de braver les prétentions du turbulent gouverneur, qui venait même, quand il croyait ce moyen nécessaire, rudoyer le contrôleur dans son cabinet, à Paris, et l'impressionner par la menace de graves désordres au pays breton. Bertin ne plia pas. Ainsi abandonné par la marquise, d'Aiguillon crut la réduire en lui signifiant sa résolution de démissionner. On saisit, en quelque sorte, le reflet de sa mauvaise humeur et de ses calculs dans les réponses qu'il s'en attira et qu'on peut lire dans la publication (2) où se trouve

(1) *Archives dép. d'Ille-et-Vilaine*. Invent. Etats de Bretagne, C 2829. Remontrances de 1760 (répondues), et de 1762 (en minute).

(2) *Correspondance de M^{me} de Pompadour avec son père M. Poisson, et avec son frère M. de Vandières, etc.*, publiée pour la première fois par P. Malassis. (Paris, Baur, lib.-éd., 1878). Au duc d'Aiguillon, datée du 8 au soir, 1760, p. 146.

groupé pour la première fois un nombre appréciable des lettres authentiques de M^{me} de Pompadour.

Vous voulez quitter la Bretagne, lui écrivait-elle, grondeuse. Belle folie qui vous passe par la tête. Je ne vous la passerai pas plus que la première que vous avez eue sur le même sujet. Vous avez le désagrément de votre petit commandement, et moi ceux de toutes les administrations, puisqu'il n'est point de ministre qui ne vienne me conter ses chagrins. Qu'il ne soit plus question des vôtres, je vous prie.

Elle rendit, à force de ménagements et de cajoleries, le duc de moins en moins intraitable. Elle lui écrivait, le 14 septembre 1750, sur un ton radouci : « Malgré votre petit accès contre le contrôleur, vous devez convenir que vous l'avez trouvé très raisonnable » ; et elle mêlait des flatteries à ses reproches, le persuadant que « tout finirait à merveille ». Le duc cependant regimbait encore, et Bertin dut subir un nouvel orage. Le 26 décembre, elle écrivait à d'Aiguillon, qu'elle se plaisait à surnommer familièrement *M. Cavendish*, comme elle appelait Bernis son *pigeon pattu*, et le duc de Chaulnes, son *cochon*.

Les uns disent que vous revenez, Monsieur, d'autres que vous ne revenez pas, et que vous aurez le temps de recevoir cette réponse. Je l'envoie donc très vite, car vous pourriez bien sans cela me pouiller, comme vous avez fait et voulez faire encore ce pauvre contrôleur général (1). Or, comme je ne suis pas si douce que lui, il s'en suivrait que nous nous baltrions et que j'aurois peut-être la tête cassée.

Finalement, le gouverneur se rendit aux raisons de Bertin et de la marquise, défenseurs irréductibles de la doctrine d'état ; Choiseul, qui avait alors la haute main dans le gouvernement, amena Louis XV à leur intransigeance ; aucun sujet, suivant lui, si haut placé qu'il fût, n'avait le droit de dissuader d'une mesure édictée pour l'universalité du royaume

(1) *Ibid.*, du 26 décembre 1760. L'éditeur, peu soucieux de vérifier, a mis le nom d'Orry après ceux de « contrôleur général », entre parenthèses. Il y avait longtemps que le contrôle n'était plus sur la tête d'Orry de Fuloy, mort en 1747.

par le Roi statuant dans la plénitude de sa puissance (1). C'est sans doute à la conversion de l'intrigant que M^{me} de Pompadour fait allusion dans la suite de sa correspondance (2), lorsqu'elle lui dit, toujours câline :

La lettre que M. le Contrôleur général vous écrit aujourd'hui vous prouvera que, malgré mes maux, je n'ai pas oublié notre conquête.

Bon soir, *M. de Cavendish*, en voilà beaucoup pour une pauvre tête faible et convalescente.

D'Aiguillon, qui ne voulait pas risquer une disgrâce de plus en plus rendue possible par l'animadversion de Choiseul, fut conquis à ce point qu'il retourna sans fracas dans son commandement, et se fit un devoir, à la surprise générale, d'y soutenir les projets de Bertin. Les Etats se contentèrent d'un amendement puéril ; en se résignant aux deux sous pour livre, ils obtinrent que l'impôt fût désigné sous un autre nom.

II

Donc, Bertin et la marquise sont parfaitement d'accord en finances et en politique. Dès le début, on a travaillé, de part et d'autre, à amadouer le Parlement de Paris : on fera enregistrer, sans trop de peine, les impôts nouveaux qu'il faudra établir sur d'autres bases que ceux de Silhouette, tout en leur faisant produire le même rendement, davantage peut-être.

Mais les caisses sont toujours vides, et il faut laisser au fisc et au contribuable le temps de se retourner, nécessité redoutable dans les circonstances présentes. Bertin la fait ressortir dans le rapport initial qu'il fait au Roi et où il table d'abord

(1) *Les Etats de Bretagne*, par L. de Carné (*Revue des Deux-Mondes* du 1^{er} février 1868). — L'auteur, dans une note de la p. 707, dit devoir sa source d'information la plus abondante, quant à la période qui nous occupe, au duc d'Aiguillon lui-même « qui fit rédiger, après sa sortie des affaires, le journal de son commandement, œuvre volumineuse, formant sept volumes in-4^e, d'une écriture très serrée, tout entière corrigée et complétée par le duc lui-même ». Ce manuscrit se trouvait alors par héritage dans le dépôt privé où sont réunies les archives des deux maisons de Maurepas et de Richelieu.

(2) *Correspondance Pompadour*, précitée, p. 155. Lettre simplement datée de « dimanche au soir ».

théoriquement sur le plan de son prédécesseur. Ses propres desseins ne modifient pas d'ailleurs le problème.

L'ar rapport aux impôts, c'est sans doute pousser ses espérances beaucoup trop loin que de croire qu'on puisse, dès à présent, faire enregistrer, imposer et lever dans l'année la somme de 32 millions, équivalent des nouveaux édits du mois de septembre. On ne croit pas devoir entrer, à cet égard, dans un détail inutile ; il suffit d'observer : 1° qu'il faut pour cet effet, faire recevoir cet équivalent ou faire enregistrer les nouveaux édits (de Silhouette) dans les Parlements, assez à temps, pour que l'imposition et la levée puissent commencer au plus tard au mois d'avril ; 2° que pour lever 32 millions dans cette année, il faut en faire enregistrer et imposer le double et, au moins, 50 à 60 millions et forcer assez le recouvrement sur un peuple déjà si épuisé pour parvenir à ce qu'on ne put presque pas atteindre dans les années les plus heureuses.

Cependant, si le Parlement, comme il y en a quelque apparence, se porte à enregistrer bientôt les arrangements qui vont être pris, on peut espérer qu'à force d'attention, on pourra disposer de 36 millions d'impôts nouveaux (1).

Le Parlement, comme on l'a vu, ayant, le 4 mars, enregistré les « arrangements » intervenus, Choiseul cria victoire. Il voulait la paix ; enfin ministre des affaires étrangères, il comptait plus pour l'obtenir sur le ministre des finances que sur celui de la guerre. Il le laissait entendre à Voltaire, devenu son confident et son courtier en affaires extérieures, dans une lettre du 13 mars suivant :

L'on suppose que nous n'avons pas les fonds nécessaires. Le Roi vient d'augmenter ses revenus ordinaires de 36 millions, et cette augmentation durera deux ans, de sorte que, jusqu'en 1762, nous sommes tranquilles sur le payement des frais de la guerre (2).

Voltaire était tacitement chargé de faire passer l'avis et la menace au roi de Prusse. Il comptait surtout voir

(1) Biblioth. nation. Fonds Moreau, 1088. *Etat pour faire connoître au Roy les fonds dont on pourra disposer pour l'année 1760* (en partie, de la main de Bertin), f^o 45, v^o et 46, r^o. Voir Barbier, décembre 1759 et janvier 1760, t. VII, p. 213 et s.

(2) *Choiseul et Voltaire*, d'après les lettres inédites de Choiseul à Voltaire, par P. Calmette (Plon-Nourrit, 1902).

ce renouveau financier faire effet sur les Anglais, encore moins disposés à désarmer que Frédéric. Les Anglais, pas plus que le roi de Prusse, ne le laissèrent dans cette illusion. Après quelques pourparlers, les opérations militaires, un instant suspendues, reprirent de plus belle sur terre et sur mer. M^{me} de Pompadour qui, elle aussi, appelait de tous ses vœux la fin de cette maudite guerre de Sept Ans, sa guerre à elle, vit qu'en attendant la rentrée des impôts, Bertin avait besoin d'autre chose que de millions sur le papier, et elle l'aida résolument à trouver des ressources en espèces. C'est à une entreprise maritime des plus urgentes que se rapporte ce billet sans date qu'elle adresse à Bertin, en ces heures de détresse, où la flotte française ne compte plus. Il s'agit apparemment de porter secours à l'une des colonies en danger, peut-être même aux côtes de France (1). Le ministre de la marine Berryer ne peut faire fonds sur la caisse de son collègue du Contrôle. Il ne voit de salut qu'en Beaujon, receveur général des finances de La Rochelle et, en même temps, banquier de la Cour, le fastueux Beaujon, ami des arts, philanthrope, un des premiers spéculateurs du temps, qui fait, à l'occasion, de grosses avances à l'Etat, mais avec de solides garanties. Bertin, sans doute, est perplexe sur les sûretés à fournir au prêteur. La marquise lève ses hésitations, carrément.

M. Beryer vient de m'amener Beaujon. Il est disposé à donner à la marine un million d'extraordinaire, sinon l'événement (sy nésses-saire) manquera. Il ne s'agit que d'arrangements à prendre avec vous. Je suis bien sûr que vous ferez tout ce qui vous sera possible pour la réussite d'une affaire sy importante.

Envoyés, je vous prie, chercher Beaujon promptement.

Bonjour, Monsieur (2).

(1) Dans une conférence des ministres, Belle-Isle dit que les côtes étaient ravagées et que tout commerce se trouvait anéanti (commencement de 1760). Berryer alléguait le peu de fonds destiné au ministère de la marine, il avoua même qu'il était dans l'impossibilité de payer la solde des matelots. (*La France sous Louis XV*, par Joben. Didier, 1869, p. 371).

(2) *Biblioth. nat. Nouvelles acquisitions françaises*, vol. 6498, f. 224. « A Monsieur le Contrôleur général ». Cachet cire rouge, avec écu portant trois tours, couronne de marquise. — Les lettres inédites de M^{me} de Pompadour sont toutes reproduites ici en plus petits caractères. Pas une ne porte une date positivement déterminée par son auteur.

Telle est, dans l'ordre chronologique qui s'impose, la première des vingt lettres de M^{me} de Pompadour à Bertin, qui paraissent avoir échappé jusqu'à ce jour aux zélateurs de la marquise et de son histoire, à moins qu'elles n'aient été jugées quantité négligeable parmi ses rares et précieuses reliques. Ce n'est pas, à vrai dire, une correspondance de virtuose. Il n'y est guère question que d'affaires ; la rédaction n'en est nullement préparée, pas même soignée ; les sentiments du for intérieur s'y exhalent d'un jet, sans contrainte, quand l'occasion les provoque. On voit qu'avec Bertin la favorite a affaire avec un homme qui ne se payerait pas de phrases, comme d'Aiguillon, mais qu'un simple mot, plein de familiarité et de gentillesse, est capable de charmer et d'endormir, à la porte du trésor. Elle vise apparemment un tel résultat, en lui adressant, au pied levé, cet avis (1) qui révèle une intrigue où elle a adjoint à Bertin Nicolas de Maupeou, déjà remuant et bon aux besognes scabreuses.

J'ay envoyé à M. de Maupeou la lettre telle qu'il la désire et lui mande ma marche.

Bon soir, mon controlleur.

On pense bien rencontrer, chemin faisant, dans la suite, autre chose que des bouts de correspondance tels que ceux-là qui, en somme, ne se présentent pour l'instant que comme exemples de son ton épistolaire vis-à-vis de son entourage administratif, pour ne pas dire de ses agents. Dans leur texte rapide, on reconnaît avec un certain intérêt les tronçons d'une conversation déjà commencée entre amis, ou, si l'on veut, entre complices. C'est ainsi que dans le susdit billet qui se termine par la plus caressante des salutations, s'accuse visiblement une entente des trois personnages contre le Parlement de Paris, dont Maupeou, qu'on y songe, faisait partie. Malgré l'enregistrement sauveur, de gros nuages subsistaient de ce côté ; des réserves s'étaient glissées dans l'arrêt. « Si M. Bertin, écrivait Voltaire, dès le 7 mars, n'obtient pas une meilleure composition, je ne vois pas avec quoi on pourra

(1) *Ibid.*, n° 228. Même adresse et même cachet.

mettre *Luc* (le roi de Prusse) à la raison » (1). Si l'on regarde du côté de la Cour des Aides, qui fait cause commune avec le Parlement, on voit bien aussi quelques accommodements passagers : Bertin fait semblant d'avoir oublié les zizanies récentes ; l'ère des bons procédés n'est pas close, à la date du 22 mars (2), où il écrit à Malesherbes, premier président de la Cour des Aides :

J'ai eu l'occasion, Monsieur, d'instruire Sa Majesté de ce qui s'étoit passé à la Cour des Aides, au sujet de l'enregistrement des derniers Edits, de toute la part que vous y avez eue et des soins que vous vous vous êtes donnés pour applanir les difficultés et continuer les marques ordinaires de votre zèle pour son service. Sa Majesté en a été assez satisfaite pour m'autoriser à vous le mander expressément de sa part. Je suis fort aise d'avoir trouvé cette occasion de vous donner une légère preuve de l'attachement, etc.

Mais la réponse de Malesherbes gâte tout. La Cour des Aides connaît, en dernier ressort, des contestations en matière d'impôts directs et indirects ; son rôle est donc prépondérant dans l'exécution des lois de finances. Imbue de sa toute puissance, elle a fait entendre déjà de dures paroles au pouvoir dans ses célèbres remontrances du mois de décembre précédent. Maintenant elle sent, sous les compliments que Bertin administre à son président, le dessein de se passer d'elle pour la levée des impôts : en droit commun, chaque préposé à la perception fait mettre au net une copie du rôle qu'il a entre les mains et le porte au greffe de l'Election voisine, en vue des mesures judiciaires à prendre, lesquelles ressortissent finalement à la Cour des Aides. Il y a là une garantie de droit et de tradition pour le contribuable, qui peut se retourner et, à la rigueur, se faire entendre. Le mal est que la

(1) Aux Délices, 7 mars 1760, au comte d'Argental.

(2) Biblioth. nat. *Imprimés*, L b, 39 (1265). Suite du Manuel pour les Députés aux Etats-Généraux relativement aux impôts, contenant la correspondance de M. de Malesherbes, premier président de la Cour des Aides... avec M. Bertin, contrôleur général, au sujet du dépôt aux greffes des Elections, des rôles des vingtièmes et de la capitation. (Paris, 1780, Guillaume Junior, in-8°, 68 p.).

procédure comporte nécessairement des lenteurs. Bertin, qui est pressé, veut laisser l'Intendance juge des difficultés prévues. Mais Malesherbes, plus maître de son temps, ne lui cède pas dans sa lettre du 12 juillet « qu'il est très certain » que la Cour des Aides ne négligera aucune occasion de réclamer la connaissance des impositions nouvelles, vingtièmes et capitation. L'attribution aux Intendants a pu parfois être prescrite pour un temps ; mais l'intention du Roi n'a jamais été qu'une régie arbitraire fût perpétuelle. Et à la fin de la missive, l'esprit de corps se dresse menaçant :

Il n'est pas en mon pouvoir, Monsieur, ni même de mon devoir, d'étouffer la voix de ma compagnie. Mais le premier de nos devoirs est de vous avertir des suites de cette affaire, lorsqu'il est encore temps de les prévenir (1).

Bertin, qui n'aimait pourtant pas l'éclat des remontrances, persista énergiquement dans ses résolutions, et la Cour dans les siennes. Le dernier mot resta nécessairement au pouvoir ; il fallut à peu près un an pour débarrasser la levée de l'impôt de cette grave contrariété. Mais les obstacles renaissaient sur d'autres points. Le Parlement de Paris s'impatientait de sa docilité passagère, si tant est qu'il eût jamais désarmé. Du côté de la province, la guerre était nettement déclarée. Défenses du Parlement de Rouen de lever le vingtième et la capitation : proclamation du droit populaire dans les remontrances.

Il est de l'essence d'une loi d'être acceptée : le droit d'accepter est le droit de la nation ; ce droit vainqueur du temps et des préjugés, ce droit, l'âme du gouvernement français, subsiste encore. Votre Majesté le reconnoît, en adressant des édits aux magistrats qui peuvent suppléer la nation en les vérifiant (2).

(1) *Ibid.* Plus haut, Malesherbes disait à Bertin : « D'ailleurs, je vous prie d'observer que les remontrances que ces affaires occasionnent deviendroient publiques, puisqu'aujourd'hui toutes les remontrances le deviennent, et celles-ci dévoileroient nécessairement toutes les injustices que peut introduire la forme arbitraire des impositions et l'affectation de refuser le dépôt des rôles prouveroit au peuple qu'il n'est que trop vrai que les abus sont bien réels et bien graves, puisqu'on croit si important de tenir les répartitions secrètes ».

(2) *Histoire du Parlement de Normandie*, par Floquet, t. VI, p. 371.

Lamoignon de Blancmesnil, le chancelier, le père du premier président de la Cour des Aides, qui a dû sévir hiérarchiquement contre son fils, est requis par Bertin de prendre un arrêt au Conseil qui casse aussi ceux de Rouen, et cela sans tergiverser une minute.

... Monseigneur le Chancelier est supplié d'en tenir un tout prest pour le Parlement et dans le même goût que pour la Cour des Aydes, afin que, si le Roy l'adopte, on l'envoie, tout de suite et par un courrier, aux deux huissiers qui seront à Rouen et qu'il seroit à propos d'en prévenir.

J'assure Monseigneur le Chancelier de mes respects.

BERTIN (1).

III

Bertin ne manqua pas d'énergie dans cette crise qui mettait face à face plus dramatiquement que jamais la monarchie absolue et le droit constitutionnel. Nous le voyons à la date du 24 juillet, tancer vertement, jusqu'à menace de prise de corps, l'intendant de Normandie, Feydeau de Brou, qui a pris peur devant les bravades du Parlement et suspendu la publication et l'affiche de l'arrêt du Conseil cassant les défenses de perceptions fiscales (2). Il en vient à faire biffer militairement les décisions gênantes et à obtenir les enregistrements nécessaires, non sans poursuivre, entre temps, des pourparlers de convenance avec le premier président Hue de Miromesnil, comme il a fait avec Malesherbes, comme avait fait elle-même M^{me} de Pompadour avec le président Meinières, quand il s'était agi, une première fois, de tenter une réconciliation entre la Cour et la magistrature (3). Mais ces intermèdes po-

(1) Bibl. nat. *Manuscrits : Nouvelles acquisitions françaises*, 20073, f^o 215 et 217. (Autographes). — Voir Barbier, VII, p. 267.

(2) Voir *Biographie universelle de Michaud*, supplément, v^o Bertin, note Villenave. Matagrin, dans sa *Notice sur Bertin* (Périgueux, 1856), a copié, en partie, l'article de la Biographie Michaud, sans retenir l'incident Feydeau de Brou.

(3) *Mémoires du duc de Richelieu* (à Paris, chez Buisson, 1792), œuvre de Soulavie, t. IX, p. 389. Les entretiens de la marquise et du président Meinières ont été reproduits dans la *Correspondance de M^{me} de Pompadour*, publiée par Malassis. (Baur, Paris, 1878).

lis et diplomatiques cachent, non moins chez le contrôleur que chez la marquise, un fond d'intransigeance qui exclut d'avance toute possibilité d'accommodement sincère. Louis XV, on le sait, dans tout son règne, ne montra vraiment de caractère que dans cette lutte où il eut à défendre son pouvoir souverain contre tous les Parlements plus ou moins ouvertement ligués contre lui. Le Roi, la favorite et l'argentier avaient cependant Voltaire dans leur parti ; c'était bien quelque chose. Pas plus que Bertin, il n'aimait les remontrances « dans ce temps-ci », et il trouvait « très impertinent, très lâche et très absurde qu'on voulût empêcher le gouvernement de se défendre contre les Anglais » (1). Le voilà, pour l'instant, patriote et conservateur ; il laisse aux Parlements la besogne révolutionnaire.

C'est exactement dans cette période, qu'avant de les livrer à Bertin, la marquise faisait part à d'Aiguillon de son opinion sur l'attitude des magistrats :

Vous avez bien raison, Monsieur, de ne pas parler de sang-froid des parlementaires ; je pense comme vous absolument, et le projet d'arrangement de M. de Choiseul, adopté par le Conseil, m'a fait le plus grand plaisir, parce qu'il nous donne le moyen de nous passer de ces indignes citoyens, qui abusent des besoins de l'Etat pour faire faire à leur maître des actes de faiblesse (2).

La façon dont la marquise va s'ouvrir à Bertin de ses sentiments sur cette âpre matière est encore plus poignante. L'exemple de Rouen et d'autres Parlements non moins chaotilleux avait décidément réveillé l'ardeur de celui de Paris. Au nom de la solidarité corporative, Paris rentrait dans l'arène en demandant le rapport des lettres d'exil infligées depuis deux ans à la Cour de Besançon ; il mettait ainsi en jeu son système des *classes* qui ralliait, sous sa suprématie, toutes les grandes Cours de justice, dans une coalition indivisible. Et voici bientôt que l'importance qu'il se donne, de la sorte, se double encore de celle qui lui advient du fameux procès des

(1) Lettre à M^{me} du Deffand, du 6 août 1760.

(2) *Correspondance Pompadour* sus-mentionnée. Lettre du 10 septembre 1760, p. 150.

Jésuites. Sur la question fiscale, il regimbe contre un arrêt du Conseil, en date du 6 février 1761, qui prescrit à tous agents du Trésor de ne payer les arrérages de rentes et les gages des fonctionnaires, que si les ayants-droits justifient de la quittance du doublement de capitation. Son arrêt d'opposition est aussitôt cassé. Et l'argent ne rentre toujours que très péniblement. Et c'est bien pire quand Bertin, de plus en plus aux abois, de plus en plus harcelé par les nécessités de la guerre, s'avise de faire proroger pour deux ans ces impôts du troisième vingtième et de la capitation, qui touchent au terme solennellement promis, et d'y ajouter un projet d'emprunt de 30 millions. Il fallait bien tenter ce dernier moyen de rétablir le prestige de la France et d'amener une paix avouable ; il fallait bien induire par persuasion l'Angleterre à traiter avec une puissance capable de montrer à ce point que toutes ses ressources n'étaient pas épuisées. Choiseul, qui cumulait, depuis le mois de février 1761, le ministère de la guerre et celui des affaires étrangères, avait repris ses pourparlers avec Londres ; Bertin reprenait les siens avec le Parlement, et M^{me} de Pompadour n'en était pas encore, de ce côté-là, à désespérer d'un bon mouvement, qui eût singulièrement facilité les bonnes dispositions extérieures.

Sa lettre à Bertin, qui suit (1), est apparemment du 3 juillet 1761 ; le Parlement vient d'être saisi des nouveaux édits. « Il y a apparence, dit Barbier, qu'ils y souffriront quelques difficultés ». Sous cet euphémisme, on voit poindre la tempête. Bien qu'en débutant, la correspondante de Bertin se montre dans l'impénitence de ses goûts fastueux et fort gênants en l'occurrence, on sent sous sa plume une pensée sincèrement appliquée au bien du royaume :

3 au soir.

M. Collin (2) me mande de Lorient, Monsieur, qu'il en a fait partir à mon adresse par le carrosse de voiture, le 1^{er} de ce mois, une caisse ou ballot contenant 24 tapis de Perse pour un meuble. Je vous prie de vouloir bien donner ordre qu'il vous soit remis à son arrivée.

(1) *Biblioth. nation. Nouvelles acquisitions, loc. cit.*, n° 242.

(2) Colin, ancien procureur au Châtelet de Paris, intendant des affaires de M^{me} de Pompadour, contrôleur des trésoriers de l'ordre de Saint-Louis.

Je ne peux m'empêcher de profiter de cette occasion pour vous parler des difficultés que l'on vous a faites sur l'arrangement que vous m'avez dit estre le *salut de l'Etat*. Je pense sy fort comme vous, à cet égard, qu'il n'y a rien que je ne mette en œuvre pour le faire réussir. La paix de l'intérieur et de l'extérieur du royaume est un objet trop sérieux pour que je souffre que des intrigues y mettent obstacles. Je sçais qui vous avez vu, le jour que vous m'avez écrit. Ainsy je ne peux pas estre en doute sur les personnes à qui il faut faire entendre raison.

J'iray dimanche coucher à Paris, pour vous voir lundy matin. Je vous prie de vous donner la peine de passer chez moi dans la matinée. Je veux me flatter que l'affaire sera en meilleur état, et que tout sentiment de cytoyen n'est pas encore détruit. Vous êtes sûrement aussy fâché que moy. C'est ce qui m'engage à vous parler avec confiance.

Bon soir, Monsieur.

Le rapport que ne manqua pas d'adresser Bertin à la marquise sur les conférences ainsi préparées fut loin de la contenter. Elle y fit une réponse quelque peu énigmatique, qui ne saurait, malgré tout, se rattacher à d'autres circonstances que celles où nous sommes. Le personnage y désigné sous l'abréviation de M., me parait être le premier président Molé, que nous savons (1) avoir été mandé au rendez-vous de chasse de Saint-Hubert « par rapport aux édits, attendu le besoin d'argent ».

Je reçois votre lettre, Monsieur, et le Roy est party, il y a plus d'une heure, à la chasse, mais je l'ay prié de dire à M. qu'il désiroit l'accomplissement d'un *projet qui lui a été proposé et que c'est luy principalement qui le doit faire réussir*. M. de Choiseul est aussy à la chasse, mais il n'a plus rien à y faire : tout est dit de sa part. Je ne puis imaginer quelles sont les difficultés que M. vous a faites et sur la chose et sur la conférence de lundy. Je seray au désespoir, sy ce projet ne réussit pas. C'est le vrai moyen d'achever la perte du royaume; et (comme pour mon malheur), je suis forcée de la voir sans pouvoir l'empêcher, puisque tout dépend de la manutention, j'en suis aussy très fâchée pour vous, et il n'y a rien que vous ne deviez faire pour vous donner la tranquillité (2).

(1) *Barbier*, t. VII, p. 383. Du jeudi 16 juillet 1761.

(2) *Nouvelles acquisitions*, loc. cit., n° 244.

La *manutention* signifie ici vraisemblablement la manière de lever l'impôt ; c'est un des points sur lesquels l'entente est apparue comme impossible. En tout cas, la situation s'éclaire par une autre lettre de la marquise qui laisse voir qu'en effet Bertin a tendu l'oreille à des propositions d'arrangement ou les a présentées lui-même, et que maintenant tout espoir de transaction est perdu. Là, non plus, à côté du sujet essentiel, elle ne se dispense d'appeler la bienveillance du ministre sur quelques-uns de ses protégés. Mais, sur la question à l'ordre du jour, elle n'a que des paroles amères (1). A quoi bon ces ménagements et ces vaines conversations ?

La probité est souvent dupe, c'est ce qui vous arrive, Monsieur, dans ce moment. Je vous l'avois prédit, parce que 16 ans de ce pais-ci en valent 100 d'expérience. Ils vous traineront jusqu'à l'affaire des Jésuites et de Besançon pour vous refuser tout, si vous ne faites pas leur volonté. Cela s'appelle d'indignes citoyens et beaucoup plus ennemis de l'Etat que le roy de Prusse ou les Anglois. Si la paix ne se fait pas ou qu'elle soit mauvaise, c'est à eux seuls qu'il s'en faut prendre, et je voudrois que tout l'univers fût instruit de cette vérité.

M^{me} de Roure (2) me prie de vous mander de lui faire payer une année de ses appointements de M^{me} la Baronne ; il y a de ses compagnes qui l'ont esté.

M. de Roncherolles (3) demande quelques accomptes sur ce qui luy est dû ; son cas me paroist très privilégié.

Je suis indignée à un point inexprimable du rôle que vous joués auprès de ses plébéiens. Le Contrôleur général du Roy de France n'est pas fait pour cela, et en particulier pour vous, Monsieur, j'en suis très piquée.

Le Parlement, sur le pied où il s'était mis, se devait de ne pas céder sans conditions. Ces conditions, il les posa le len-

(1) *Ibid.*, t. 246. Cette lettre porte exceptionnellement un cachet représentant une tête antique.

(2) Victoire de Gontaut-Biron, sœur du maréchal, duc de Biron, et fille d'Armand, duc de Biron, laquelle avait épousé, en 1721, Louis-Claude-Scipion de Grimoard-Beauvoir, comte de Roure.

(3) Michel-Charles-Dorothée de Roncherolles, comte du Pont-Saint-Pierre, lieutenant général des armées du Roi, en 1758, premier baron de Normandie.

demain de la chasse diplomatique, dans un arrêté qui était alors un ultimatum. Il se résignait à l'enregistrement de l'inéluctable prorogation, mais pour une année au lieu de deux. Il exigeait, plus que jamais, dans son ressort, le dépôt d'un état de l'imposition du vingtième et de la capitation au greffe des Elections, pour rendre aisée la vérification, ainsi qu'il l'avait déjà dit, et parer à tout arbitraire dans la perception. Enfin, reprenant une remontrance qui avait déjà vu le jour à l'avènement de Bertin et qui éveillait nécessairement les susceptibilités personnelles du monarque et de la favorite, il entendait soumettre à un contrôle régulier les dépenses secrètes dissimulées sous la dénomination de bons ou acquits du comptant, dépenses spontanément autorisées par la simple signature du Roi, suivant son bon plaisir, et qui condamnaient d'avance à un lamentable échec les meilleurs plans financiers; elles avaient progressé, depuis vingt ans, sous le règne même de la favorite, de 20 à 117 millions. La favorite allait-elle condescendre à s'expliquer sur l'emploi de tant de ressources détournées de leurs fins légitimes? Elle fit mine de ne pas craindre l'épreuve; mais elle n'en excita pas moins Bertin contre ceux qui avaient frappé si juste en voulant l'y contraindre, témoin cette courte missive (1), dont la salutation finale n'a, pas plus qu'ailleurs, une signification banale :

Oh! pour la petite proposition de rendre compte, je n'y tiens pas ; et je ne peux concevoir comment vous avez eu la patience de ne leur point cracher au visage. Le Roy a lu votre lettre. Il faut donc attendre patiemment le résultat de ses charments ! L'horreur ! Enfin, je me tais, mais je n'en pense pas moins ; je suis comme le péroquet de ce monsieur (2).

Bon soir, contrôleur à moy.

Elle n'a pas l'air, à cette heure même, de faire de ses immunités financières, si l'on en juge par un autre billet presque

(1) *Ibid.*, n° 238.

(2) Il s'agit de Gresset et de son poème *Vert-Vert*, où il est dit (chant III*), des leçons données au perroquet :

A les apprendre il mit donc tous ses soins,
Parlant très peu, mais n'en pensant pas moins.

concomitant. Lemonnier, fermier général, vient de mourir. Le duc de Choiseul, qui s'intéresse à l'héritage du traitant eu égard à l'héritière, la femme de son frère Jacques, née de Revel d'Amboise, s'est hâté de trouver un successeur au défunt, et son choix est tombé sur un Marquet de Peyre, qui est prêt à payer le prix, sous garantie de la consécration royale. M^{me} de Pompadour est là pour donner cette sûreté par l'entremise de Bertin. Dans une lettre du 7 juillet, Choiseul annonce au contrôleur général qu'il a touché l'argent comme mandataire de son frère. Il ne reste plus qu'à forcer la main au Roi et à lui dicter, malgré les criailleries des concurrents, la nomination du candidat nécessaire. « Envoyez-moi, dit-il, tous les reproches que vous recevrez sur cette place, je les accepte et je les chargerai » (1). Et la marquise stylée à son tour n'a pas de peine à enlever le consentement du souverain. En l'annonçant à Bertin, elle revient sur ce gros article des bons du Roi, qui met en révolution le monde des favoris ; n'allez pas croire cependant qu'elle en prenne si philosophiquement son parti et qu'elle sacrifie de gaité de cœur cet instrument de règne, qui lui permet, pour ainsi dire, de tirer à vue sur le Trésor. Sa véritable pensée est dans le trait final, qui la montre plus échauffée que jamais contre le rigorisme parlementaire :

Le Roy trouve bon, Monsieur, que vous déclariés M. Peyre. Je ne sçavois pas que cet arrangement fût terminé.

Il me paroist que je suis la seule scrupuleuse pour les Bons. Je vous demande de faciliter au gendre de Gabriel (2) la place d'un vieux. Il a un bon. Ainsy, je ne manque pas à mes principes en vous sollicitant pour luy.

Comment trouves vous l'arrêté de M^{re} ? Vous voyés combien vous avés tort d'être honeste avec eux. Je ne peux trop le répéter, c'est avec une barre de fer qu'il faut les mener (3).

(1) Biblioth. nat. *Nouvelles acquis.*, loc. cit. (Lettres de Choiseul à Bertin). A Paris, ce 7 juillet 1761, f^o 24. — Voir Mémoires de Dufort de Cheverny t. I, pp. 54 et 246.

(2) Gabriel (Jacques-Ange), directeur et ordonnateur général des bâtimens de S. M., (1710-1782), qui s'illustra notamment par l'Ecole militaire et par les deux palais à colonnade de la place de la Concorde.

(3) *Nouv. acquis.*, loc. cit., f^o 230. — « Sa pension, à peine proportionnée

De telles excitations n'étaient pas faites pour maintenir Bertin dans ses idées de composition. Ce sont, d'après Barbier, les conditions du Parlement sur les bons du comptant et sur le mode de perception des impôts qui « empêchèrent le Roi d'accepter les offres de l'enregistrement ». On avait cru que le Roi céderait. A la surprise générale, il ordonna un lit de justice pour le mardi 21 juillet ; et Bertin vit ses édits enregistrés sans réserve.

IV

Le reste de ces billets inédits de M^{me} de Pompadour à « son contrôleur général », encore qu'il ne nous livre pas toujours la clef des circonstances corrélatives, continue à nous édifier sur la familiarité de cette immixtion féminine dans l'administration des finances et dans l'emploi des deniers publics. Ce n'est pas seulement pour ne rien laisser à glaner aux compilateurs dans ce menu fonds épistolaire que j'en reproduis intégralement toutes les pièces, c'est surtout pour faire saisir les façons de son auteur, la tournure de son entregent, sa désinvolture en affaires. Elle est là, sans relâche, comme agent de communication entre la pensée du ministre et celle du Roi, qui devient nécessairement la sienne. Exemple, ce simple mot provoqué par une lettre qu'elle vient de recevoir :

La lettre que je vous envoie vous apprendra que votre affaire est faite, sauf la permission du Roy, que, j'espère, ne sera point refusée (1).

C'est un bien mince document, non négligeable, néanmoins ; car il faut tout mettre. Un triage est toujours suspect.

aux besoins de sa maison, n'aurait pu subvenir aux dépenses artistiques pour lesquelles elle se sentait tant de propension, si, en 1747, elle n'avait obtenu du Roi l'autorisation de disposer à son gré de bons sur le Trésor. Ces bons portaient seulement la signature du Roi, sans indiquer le genre de service auquel ils étaient affectés. Elle atteignit ainsi son but, qui était de puiser en liberté dans le Trésor royal, afin de récompenser richement ceux qu'il amusait ou la servaient ». (*Gazette des Beaux-Arts ; L'Art et les femmes en France, M^{me} de Pompadour*, par A. de la Fizelière, 1959, t. III, p. 220).

(1) *Nouvel acquis*. n° 248.

Et cet autre, un peu plus personnel :

Je me suis acquitté, Monsieur, de votre commission auprès du Roy. S. M. approuve que vous remettiez votre travail jusqu'au rétablissement de votre santé. J'espère qu'il sera prompt et que j'auray bientôt le plaisir de vous voir.

Dimanche, à minuit (1).

Faute de date et de nom propre, l'application du texte à des faits positifs est ici impossible. Elle l'est moins dans une note qui concerne notamment une dame de Vaux. Il s'agit d'une affaire industrielle dont Bertin a connu comme intendant de Lyon. Le baron de Vaux (2), concessionnaire de mines de charbon, près de Saint-Étienne, avait obtenu le privilège de faire transporter à Paris ou ailleurs le produit de ses carrières, à la condition d'approvisionner préalablement St-Étienne. Il s'était mis à l'aise avec cette dernière prescription et en était arrivé à fournir exclusivement l'extérieur. Le privilège ainsi exploité constituait une fortune pour la famille. Bertin, devenu contrôleur général, se vit ramené en plein dans le sujet par une protestation des marchands de Paris contre l'exception dont profitait le baron. Le baron mourut sur ces entrefaites. La veuve continua naturellement à se défendre contre les récalcitrants; et, Bertin, dans son équité primesautière, se laissa aller à juger sa cause mauvaise. C'est en vue de le ramener à une autre opinion que la marquise appelle, ci-après (3), son attention sur cet objet, en même temps que sur d'autres. M^{me} de Grammont, dont il est question à la suite, est la sœur du duc de Choiseul. Elle est de race. C'est une des plus tenaces solliciteuses de Bertin.

Je vous envoie, Monsieur, une (hic déchirure) d'Imbert que vous m'avez demandé, et un de la veuve de Vaux sur lequel je vous prie de me donner réponse. M^e de Gramont, chez qui j'étois quand vous m'êtes venu voir, se plaint de ne pas vous avoir vu encore. Il y a huit jours que sa porte vous est ouverte.

(1) *Ibid*, t^o 236.

(2) François de Giry, chevalier, seigneur baron de Vaux, le Clapier et autres places. — Voir le dossier de cette affaire (1738-1763), aux *Archives départementales du Rhône*, C 123.

(3) *Biblioth. nat. Nouv. acquis., loc. cit.*, t^o 252.

La famille de Vaux l'emporta et sauva son privilège. Advint-il la même fortune aux propositions d'un sieur Vesace, protégé du lieutenant de police Sartine, et financier de son état, sur lequel il ne me paraît pas d'un suprême intérêt d'en savoir d'avantage ? La lettre de recommandation que lui accorde la marquise, à l'adresse de Bertin, vaut surtout par l'aveu qu'elle fait de son inexpérience en affaires d'argent.

On m'assure, Monsieur, que le s^r Vesace, banquier, fort connu de M. de Sartine, a un projet qui pourroit être très utile au service du Roy. Comme je ne me mêle jamais d'affaires de finances et que je n'y entends rien, je vous renvoie le s^r Vesace pour que vous l'entendiez, sy vous le jugés à propos (1).

Je vous souhaite le bon soir.

Elle ignore, c'est certain, le maniement technique d'un budget ; d'autres qu'elle s'y perdraient, en ce temps-là. Elle n'en a pas moins ses vues spéciales sur certains reliquats dont elle propose à Bertin l'utile emploi. Son frère, Abel Poisson, marquis de Marigny, directeur général des bâtiments, jardins et manufactures, l'a appelée au secours de l'établissement des Gobelins ; il a touché chez elle la corde sensible ; elle se montre ingénieuse à amener le ministre à quelque léger sacrifice en faveur de cet établissement, qu'elle a illustré de ses magnifiques commandes (2).

La lettre que mon frère vous envoie, Monsieur, vous fera voir l'état de la manufacture des Gobelins. Une quinzaine de mille francs, dans ce moment, la sauveront ainsi que la Savonnerie, et, jusqu'au mois de mars, elles pourront aller, parce que les Affaires étrangères payent jusqu'à ce temps un reste de compte qui les fera vivotte.

Vous aimés trop les arts pour que je n'attende pas avec confiance ce secours pressant.

Bonjour, Monsieur.

Protectrice éclairée et vigilante de tous les artistes, dans tous les genres, il n'y a pas trop à redire, en somme, à son

(1) *Ibid.*, n° 254.

(2) *Ibid.*, n° 232. Je constate tardivement que cette lettre n'est pas inédite. M. Pierre de Nolhac, l'auteur de *Louis XV et Madame de Pompadour*, l'a extraite seule du fonds signalé et reproduite dans l'édition in-4^e illustrée de son beau travail (Paris, Goupil, p. 135).

intervention et à sa responsabilité dans cet ordre de profusions. Elle est couverte par la gloire des résultats. Mais, malgré l'aveu d'incompétence qu'elle vient de laisser échapper, non sans une certaine coquetterie, au sujet des dépenses de grande envergure, celles de la guerre en tête, ne croyez pas qu'elle abdique un instant son droit d'examen universel. Elle l'a déjà fait voir, quand elle a procuré par le receveur général Beaujon un million à la marine. Cette fois, le cas se présente où elle est avisée de l'envoi de même somme aux troupes d'Allemagne. Ce sacrifice n'a rien d'exceptionnel, sinon son insuffisance. Elle y est intervenue sans doute, puisqu'elle en félicite Bertin par écrit. L'intérêt du billet (1), n'est pourtant pas dans cette constatation. Il est dans l'allusion que fait la marquise à une inimitié puissante dont le contrôleur serait l'objet.

Je suis bien aise, Monsieur, du million qui sera envoyé à l'armée demain. Mais, je vous avoue que je ne consois pas quel peut être l'incident auquel vous n'eussiez pas dû vous attendre. Il me semble que les objets de l'aversion estoient bien déclarés. Je veux me flatter que vous (vous) convertirés (ce ne sera pas un petit ouvrage), et que vous nous apporterez la tranquillité dont, en vérité, j'ay plus besoin que personne.

Bonsoir, Monsieur. Courage et patience.

Quelles que soient les objections auxquelles je m'expose, cet ennemi de Berlin, qui appartenait visiblement à son entourage et à son domaine d'action, était, selon toute vraisemblance, le duc de Choiseul. A s'en tenir aux apparences, Choiseul et Bertin, qui avaient des rapports nécessaires de tous les instants, faisaient habituellement bon ménage, l'un ayant toutefois sur l'autre l'ascendant inévitable qu'il devait, non seulement à sa naissance, mais à sa situation prépondérante dans le gouvernement. Il n'en est pas moins acquis que, dès le début de leur collaboration, il y eut entre eux des froissements, nés de leur désaccord sur certaines mesures de finance. Choiseul en glisse un mot dans un billet qu'il adresse au banquier La Borde et qui fortifierait singulièrement les ob-

(1) *Ibid.*, t° 234.

jections dont j'ai le pressentiment, si nous n'étions ici dans un monde où la suprême politesse n'est souvent que la suprême duplicité. L'originalité de l'hommage que Choiseul rend à Bertin, en l'occurrence, vient de ce qu'il le lui fait passer par les mains d'un tiers. L'illustre banquier de la Cour, Jean-Joseph de La Borde, vidame de Chartres, baron, vicomte et haut châtelain de Méreville, en attendant de devenir marquis, gouverneur pour le Roi de la vicomté de Cassenœil, etc., qu'il ne faut pas confondre avec son non moins illustre homonyme le fermier général Jean-Benjamin de La Borde, était un des familiers les plus assidus du Contrôle et du contrôleur. Il avait aussi ses grandes et petites entrées chez le duc de Choiseul, à la personne duquel il était très attaché et qu'il n'abandonna pas dans la mauvaise fortune. On ne voit pas qu'en lui écrivant ce billet, Choiseul ait pu avoir d'autre but que d'en assurer la communication à Bertin, laquelle ne manqua pas, en effet, puisque la pièce porte cette note de la main du contrôleur, qui la trouva bonne à garder : *Billet de M. de Choiseul* (1). Je n'y vois qu'une façon ingénieuse de préparer le succès d'une proposition financière, sans doute scabreuse. Pour qui lit bien c'est, en somme, un pas vers une réconciliation politique.

Ce mercredi.

Je vous renvoie la lettre du contrôleur, mon cher La Borde. Elle est honnête. Si il est demain à Paris, à mon retour de Choisi, j'irai chez lui, quand ce ne seroit que pour avoir de ses nouvelles, qui m'intéressent plus qu'il ne pense. Si il me connoissoit comme vous me connoissés, il feroit de moi tout ce qu'il voudroit. Car, certainement, je le regarde comme un homme très estimable à tous égards, dont l'amitié me seroit très précieuse. Je ne crois pas d'ailleurs que personne puisse mieux remplir la place que luy.

Vous scavés que, même ayant à me plaindre de luy, je n'ay pas varié.

Je ne vous renvoie pas la lettre de Londres par ce que je ne verrai que demain le comte de Choiseul.

Bonjour, mon cher Laborde (2).

(1) *Ibid.* Du dossier La Borde, f° 52.

(2) Lisez, au surplus, la lettre de La Borde qui accompagne le billet de Choiseul transmis à Bertin : « Voici le billet que je viens de recevoir de M.

Cela suffit pour montrer que Bertin ne baissait pas toujours pavillon devant Choiseul. L'un se sentait, il est vrai, l'objet des préférences intimes de la marquise, qui ne sympathisait pas avec l'autre. Elle subissait, en quelque sorte, le joug du grand seigneur, impérieux et séduisant, qui savait mener les femmes mieux encore que les hommes. Sénac de Meilhan et Soulavie, sur des indices qui ne sont même pas des présomptions, sont allés jusqu'à mettre le duc de Choiseul dans le lit de la Pompadour, à la place depuis longtemps refroidie du roi de France. L'accusation me semble téméraire. Fût-elle justifiée, je n'y verrais qu'une victoire de plus à l'actif de ce don Juan au visage de boule-dogue, qui n'était pas incapable de soutenir une gageure d'une telle impertinence ; et leur antipathie réciproque n'en resterait pas moins, à mes yeux, ce qu'on appelle un fait acquis. Son rôle, à elle, entre Bertin et Choiseul, était, en conscience, tout diplomatique. Dans le commerce constant où ils se trouvaient tous les trois, elle avait à les empêcher de se contrecarrer, encore que son intéressante personne pût d'une certaine manière être un obstacle naturel à l'entente cordiale. Au cours d'un de ces conflits, qui se place au début de 1761, après l'avènement de Choiseul au ministère de la guerre, elle prend hardiment la défense de sa conduite financière auprès du contrôleur, qui l'a, sans doute, fortement dépitée. Elle entre en matière par un trait plein de gentillesse.

Oh ! vraiment, vraiment, vous ne scavez peut-être pas, Monsieur, que vous êtes un fripon ? Je vous l'apprends, dans ce moment. Ne vous

le duc de Choiseul. Il n'a pas été fait pour vous le montrer et cependant vous y trouverés ce que j'ai eu l'honneur de vous dire souvent. Je n'ai jamais connu un homme à qui il soit plus agréable de s'attacher que M. de Choiseul. Avés-vous jamais pensé que tout ce que j'ai fait pour lui et que je fais actuellement pour soutenir ses services puisse être l'effet de l'ambition ? Non, assurément. Car, je ne veux ni honneur, ni places, ni argent. Je serai toute ma vie ce que je suis aujourd'hui ; et, si jamais vous apprenés que je suis autre chose, vous pourés penser que ma tête est tournée. Je vous suis véritablement attaché. J'ai cherché avec plaisir à vous le témoigner dans tout ce qu'il a dépendu de moi. J'aurais pu faire beaucoup moins sans vous donner lieu de vous en plaindre. Mais je suis incapable de ses bassesses. Ménagés votre santé, elle m'intéresse fort tendrement (*Nouv. acquisit. françaises*, n° 125).

ai-je pas donné 2 bons louis d'or de Dieu pour deux billets de la Ville ? Où sont-ils ? Je vous crois un peu confus d'être pris sur le fait.

J'ay trouvé tantost M. de Choiseul prest à laisser le département de la guerre. Ne souffrés pas qu'il soit chagriné par votre département, car vous y perdriés trop, car il ne ressemble pas au défunt. Et où prendriés vous un économe comme celui-cy (1).

Elle a d'ailleurs, dès le premier jour, quand il n'était encore qu'aux Affaires étrangères, représenté le duc à Bertin comme un modèle d'économie. L'homme était un prodigue effréné, le ministre un administrateur excessivement rangé ; cela s'est vu. A ses revenus, déjà considérables, Choiseul songeait à ajouter un prélèvement copieux sur le produit des Postes à titre de Grand-maitre et Surintendant des courriers, postes et relais de France. Il obtint la charge le 28 août 1760, au grand mécontentement des fermiers. La marquise avait congrûment endoctriné, l'un après l'autre, le Roi et le contrôleur ; auprès de celui-ci, l'économie avérée du sujet était encore une bonne note.

Je viens de demander au Roy pour M. de Choiseul, Monsieur, les 48,000 livres que M. Rouillé avait sur les postes. S. M. est disposée à les lui accorder, mais elle désire scavoir quand et à quel titre M. Rouillé les a eu, s'ils doivent retourner aux fermiers, à Sa M., enfin tous les éclaircissements nécessaires. Quel que soit le mauvais état des affaires de M. de Choiseul, je désire que les grâces du Roy ne lui soient point onéreuses. Je retourne demain, à 6 heures, à Choisy. Je vous demande ce petit détail pour pouvoir le faire voir à Sa Majesté. Je crains d'autant moins de vous faire cette confidence que vous connaissés mieux que personne l'œconomio extrême que M. de Choiseul mest dans les dépenses de ses départements et les services importants qu'il rend au Roy en tous genres.

Bon jour, Monsieur.

Lundy, à Paris (2).

Choiseul était déjà lieutenant-général des armées du Roi, du 17 décembre 1759 ; gouverneur-général de la Touraine, du 17 juillet 1760 ; il dirigeait la correspondance militaire, alors

(1) *Ibid.*, f. 264.

(2) *Ibid.*, f. 240.

qu'il n'avait pas encore le portefeuille de la guerre ; il touchait les émoluments de chacun de ces hauts emplois. Bertin y trouvait sans doute à redire. Mais s'il était de force à résister au duc, pouvait-il résister à la marquise ? Lui-même, du reste, ne passait pas pour chiche à son propre égard, et Maurepas, jaloux et malin, le livrait à ses folliculaires, tout comme sa protectrice, moins méchamment toutefois. Il figure donc nécessairement au fameux *Chansonnier*. Dans une épître (1), précisément adressée à M^{me} de Pompadour, on lit sous la plume d'un solliciteur supposé, qui trouve à dire à la capacité des ministres :

J'en ai bien un peu, moi, Madame ;
Si je pouvois toucher votre âme,
Et que, là, de bonne foi,
Vous voulussiez parler pour moi,
Tenez, voici mes connoissances,
J'aime à la rage les finances,
Et je pourrois, comme Bertin
Amener l'eau à mon moulin.

Mais, à côté de Bertin, l'appétit de Choiseul était monstrueux. C'est ainsi que, sans compter les gratifications casuelles qu'il tirait directement de la générosité royale, le duc fut bientôt en instance d'ajouter à ses grosses sinécures l'une des places les plus enviées, les plus lucratives du royaume, la charge de colonel des Suisses et des Grisons. Il avait besoin de Bertin. Le lit de justice de septembre 1761 avait parachevé leur réconciliation sur le dos du Parlement et des contribuables. Les arrangements financiers étaient pour l'instant devenus entre eux plus faciles. La Borde, rassuré par la mise en vigueur des nouveaux édits bursaux, ouvrait généreusement son coffre-fort. Choiseul se passait maintenant de l'employer comme compère pour faire parvenir à Bertin l'expression de sa plus vive satisfaction :

A Versailles, ce 18.

M. de La Borde m'a mandé, Monsieur, que vous aviez eu la bonté d'arranger les fonds de mon département de la manière la plus obli-

(1) *Recueil Clairambault-Maurepas*. — *Chansonnier historique du XVIII^e siècle*, t. VII, p. 316 (année 1760).

geante et la plus assurée pour le service. Je vous en fais mille tendres remerciements et vous prie d'être aussy persuadé de ma reconnaissance que du sincère attachement avec lequel j'ay l'honneur d'être, Monsieur, votre très humble et très obéissant serviteur (1).

Cette eau bénite, purement stratégique, ne pouvait en imposer à Berlin sur les véritables sentiments du duc à son endroit. Un remaniement ministériel suivit de près, qui attribuait à Choiseul le portefeuille de la marine à la place de Berryer nommé garde des sceaux, et lui donnait comme successeur au ministère des affaires étrangères, son cousin le duc de Choiseul-Praslin. Bertin gardait les finances. Choiseul qui n'était pas sans avoir donné la main à cette combinaison, ne tarda pas à la remettre en chantier. Il manquait un premier ministre en titre. Rien, sinon la dépense, ne s'opposait à cette création, sous le vocable de surintendance des finances. Il en devenait nécessairement le titulaire. Le sacrifice du contrôleur général, qu'il venait d'honorer d'un si flatteur témoignage, ne troublait nullement sa conscience. La marquise mit le holà.

V

Le Roi était tout porté à soutenir avec elle la résistance. Il le fit sans fracas, car il redoutait, lui aussi, l'homme irrésistible. Mais il avait ses raisons de protéger son trésorier, raisons plutôt personnelles que raisons d'Etat. Son faible pour Bertin est chose connue. Il est attesté des anecdotiers et des chroniqueurs du temps, parmi lesquels je dois citer l'auteur de la *Vie privée de Louis XV* (2), dont les récits et les appréciations sont un reflet fidèle de l'opinion courante et qui semble bien mettre ici les deux ministres en opposition l'un à l'autre.

M. Bertin était le ministre le plus goûté du Roi, par suite de l'a-

(1) Biblioth. nat. *Nouvelles acquis.*, loc. cit. Du dossier du duc de Choiseul, f° 20.

(2) Mouffe d'Angerville, t. IV, p. 261. Cette *Vie de Louis XV* est l'œuvre primitive à laquelle Maton (de la Varenne), sous le nom de l'abbé Laffrey, a emprunté en partie son *Siècle de Louis XV*, où il a, de plus, copié Voltaire.

nologie de son esprit avec celui de Sa Majesté. Elle se trouvait à l'aise avec ce personnage, qui ne déployait pas trop de lumières, qui ne lui en imposait pas, pour ainsi dire, par une politique trop profonde et trop raffinée, en un mot, qui avait de l'uni, de la bonhomie dans les idées et ses discours au Conseil ; car Louis XV avait appris à l'école du cardinal de Fleury à faire plus de cas du bon sens que du génie. C'est ce qui mit M. Bertin dans l'intimité de Louis XV qui lui confia son portefeuille et la manutention de ses effets : il étoit aussi chargé de prendre soin d'une quantité de filles naturelles du Roi, élevées à la Présentation, et que Sa Majesté comptoit marier à mesure qu'elles auroient l'âge de l'être.

Cette entremise a, dit-on, infusé le sang royal dans certaines familles du Périgord. En ce qui touche aux sentiments du Roi à l'égard des deux rivaux, pourquoi ne pas s'en rapporter, au surplus, à l'appréciation d'un Périgourdin ou tout comme, qui tenait d'un peu plus près à Bertin comme parent de sa mère, Lucrèce de Saint-Chamans, et qui, particularité à noter, avait, lui, dans les veines, du sang des véritables Pompadour ? Ce parent, qui n'était pas d'ailleurs de la même branche que M^{me} Bertin mère, n'est autre qu'Antoine-Marie, comte de Saint-Chamans, seigneur de Frouville, capitaine des gendarmes de la Reine en 1763, maréchal des camps et armées du Roi en 1770, devenu, après de glorieuses campagnes, gentilhomme d'honneur du comte d'Artois. Il étoit bien placé pour discerner la réalité. Ce témoignage vaut encore mieux que celui de Mouffle d'Angerville.

M. de Choiseul, ministre des affaires étrangères, ensuite de la guerre, après M. de Belle-Isle, mort en place, disputoit auprès du Roy, qui ne l'aimoit pas, le crédit à M. Bertin, que le Roy aimoit. Il faisoit tout ce qu'il pouvoit pour perdre M. Bertin. Celui-ci avoit été plusieurs fois à même de le culbuter. Il l'avoit toujours épargné. Dans cette situation, il estoit assez simple que M. Bertin affectât de faire le contraire de M. de Choiseul, qui procuroit les plus grandes fortunes, en places et en argent, à ses parens et à ses créatures. Aussi, M. de Choiseul a-t-il régné encore longtemps, après avoir été déplacé. M. Bertin, plus modeste, évitoit l'éclat dans la distribution de ses bienfaits à ses parens (1).

(1) *Mémoires du marquis Antoine-Marie-Hippolyte de Saint-Chamans* (1730-1793), publiés en 1897, par la Société des Lettres, Sciences et Arts de

Le Roi laissa donc Choiseul poursuivre sans relâche, mais sans succès, du moins pendant deux ou trois ans, ses menées contre Bertin. Les rapports des deux collègues reprirent, malgré tout, les apparences d'un accord parfait. Choiseul continuait à caresser et à apprivoiser l'argentier. Quand le moment fut venu, après des travaux d'approche autour du comte d'Eu, de déloger ce prince du sang, moyennant bonne compensation, du commandement des Suisses et Grisons. Bertin comprit à merveille ces propositions du ministre dirigeant, auxquelles il n'opposa qu'une faible résistance (1).

Ce mardi, 1762.

J'ay oublié de vous dire hier, Monsieur, que quelle que soit la destination de la place de colonel des Suisses, rien n'est plus intéressant que M. le comte d'Eu s'en défasse ; ainsy je crois que le bien du service m'autorize à vous supplier de vous charger de cette négociation et vous avancer jusques à dire que si l'on remet la démission pure et simple *entre vos mains*, vous pouvés promettre 30 ou 40 mille francs de pension, soit sur l'extraordinaire de la guerre, soit sur les fonds de la Sicille à M. le comte d'Eu.

Je vous prie que ce que j'ay à vous mander sur cet objet reste secret, et d'être persuadé de mon inviolable attachement (2).

LE DUC DE CHOISEUL.

Choiseul qui a fait, pour sa plus grande gloire, et dédié à la postérité nombre de mémoires apologétiques, a cru bon notamment de mettre en lumière (3) son parfait détachement

la Corrèze, t. XIX. Tulle, 1897. — Craufon, impr. — L'auteur descendait de Léonard de Saint-Chamans, qui avait épousé en 1490 Jeanne de Royères de Lon, fille de Jean de Royères de Peyraud et de Jacqueline-Hélie de Pompadour.

(1) On se rend compte de cette faible résistance par une lettre de Choiseul à Voltaire, qui demandait, à ce sujet, la levée d'un régiment suisse dans les parages de Ferney. « J'ai lu avec attention, mon cher Suisse, le mémoire qui étoit joint à la lettre que vous m'avez écrite. Il me regarde bien moins que M. le Contrôleur général, qui, je vous assure, ne se rendra pas à mes sollicitations. » (De Versailles, le 29 mai 1762).

(2) Bibliothèque nat. *Nouvelles acquis.*, loc. cit., f° 30. Voir même fonds, f° 26, une lettre de Choiseul à Bertin, concernant la même question.

(3) *Mémoires de Choiseul*, publiés et annotés par Calmettes. (Lettre XXIV) Paris, Plon-Nourrit 1901.

dans cette intrigue où il avait pour concurrent le maréchal de Soubise, dont on sait la place dans les prédilections de la marquise. C'est par la marquise pourtant qu'il déclare avoir triomphé ; mais, à son corps défendant ; il aurait pu, en effet, se passer d'elle ; il n'avait qu'à s'adresser directement au dispensateur suprême. Bref, « après avoir fait vainement ses efforts pour la dissuader, dans cette occasion, de s'employer en sa faveur, » il lui avait « fait le sacrifice du désir qu'il avait de parler directement au Roi. » Il ne s'informa plus des détails de cette affaire, « il marqua même de l'éloignement pour toutes démarches qui auraient pu s'interpréter comme devant en assurer ou accélérer le succès. » Quoi qu'il en dise, vous supposez bien que le bon apôtre avait su prendre l'amie de Soubise ; vous voyez, en tout cas, qu'il ne se faisait pas scrupule de solliciter humblement son humble auxiliaire des finances. Méfiez-vous de ses plaidoyers *pro domo*.

Il y a d'ailleurs, entre les deux ministres, échange de bons procédés. Tout compte fait, c'est naturellement Choiseul qui est en reste. Je ne trouve, en somme, dans ses vingt-trois lettres inédites à Bertin, en dehors des compliments de style, qu'une réponse qui l'engage envers ce dernier, devenu à son tour solliciteur, et encore l'engagement n'est-il pas sans réserve. Bertin, bon parent aussi, comme le proclame Saint-Chamans, et très fier de ses Jumilhac-Cubjac, savoir, de son beau-frère Antoine, de sa sœur Anne-Constance et de sa nièce, Charlotte-Bertrande, qui font vraiment bonne figure à la Cour, songe à rendre Antoine plus décoratif encore, en sollicitant pour lui le cordon de St-Louis, que ce brave militaire, devenu gouverneur de la Bastille, n'a pas eu le temps de conquérir à la pointe de l'épée. Il lui est dû beaucoup, à titre de geôlier du marquis de Fratteaux : Choiseul estime, sans repousser la demande, qu'une bonne campagne ferait mieux l'affaire, et il distille cette opinion dans une réponse d'une correction parfaitement offensante (1).

(1) *Ibid.* — 19 janvier 1760, n° 40. — « La comtesse de Jumilhac est présentée à la Cour ». (*Tables de la Gazette de France*, par Granges de Sur-gères, v° Jumilhac.

Ce 5.

C'est avec grand plaisir, Monsieur, que je rendroy à M. le comte de Jumilhac tous les services qui dépendront de moy. Il est contre l'usage, à moins d'actions distinguées, que le Roi donne le cordon rouge à d'autres officiers qu'à ceux qui l'ont servy dans les armées. Il seroit bien mortifiant pour ceux qui servent de se voir enlever cette récompense par M. de Jumilhac, à qui le grade et les services manquent à cet effet.

Cependant, en considération de la naissance, de la place et de ce qu'il vous appartient, le Roy se déterminera à *la joie* de lui accorder la grâce qu'il désire. Alors, elle sera sujette à moins d'inconvénients et je seray plus à portée de luy marquer l'envie que j'ay de l'obliger et à vous, Monsieur, de trouver une occasion qui vous prouve le sincère attachement avec lequel j'ay l'honneur d'être votre très humble et très obéissant serviteur.

LE DUC DE CHOISEUL.

Le gouverneur peut dire, à coup sûr, qu'il tient sa croix et le cordon. Il n'y a pas que la marquise de Pompadour qui s'intéresse aux Jumilhac. Louise-Marie, fille de Louis XV, « Madame dernière », comme il l'appelait, la future carmélite, la grande intrigante, termine ainsi une lettre de sollicitations qu'elle adresse à Bertin sur un autre objet, le 16 juin 1762 :

... Je vous prie, Monsieur, de dire à M^{me} de Jumilhac que je meurs d'envie de voir sa fille, mais que ce sera le jour qu'elle voudra (1).

M^{me} de Jumilhac, qui, sous de tels auspices, mariera sa fille, au mois de novembre de l'année suivante, au fameux Augustin-Louis Bertin de Blagny, intendant des Ordres du Roi, simple homonyme du contrôleur, bel esprit, amant de M^{lle} Hus, de la Comédie française, dont il a eu un enfant en 1760, vient de passer par une crise dont il va être question dans cette lettre de M^{me} de Pompadour, figurée d'autre part en phototypie (2). Mais là ne gît pas l'intérêt principal du document, qui nous arrête un instant.

(1) Biblioth. nat. *Nouvelles acquis.*, n° 157.

(2) *Ibid.*, n° 250.

sy cela ne vous contrarie pas je
serais bien aise que vous m'apportés
dimanche les 13 pour m'en manger,
adieu mon départ pour Fontainebleau
j'ay demandé a un de mes amis
de vos nouvelles, il me repanda
sy tristement que je crains que
vous ne vous affectiez trop vivement
au commerce.  a la Cour que
votre sœur en fait, voyez sy
vous n'avez pas de précautions a
prendre sur ses propres affaires.
Vous ne mettez pas les malheurs
et je voudrais bien que mon
amitié pour vous justifie les adieux

R.C. 8668

Monsieur

Monsieur le Contrôleur
général

Sy cela ne vous contrarie pas, écrit la marquise à Bertin, je serai bien aise que vous m'apportiez dimanche les 13 pour m'arranger, avant mon départ pour Fontainebleau. J'ay demandé à M. de Jumilhac de vos nouvelles, il m'a répondu sy tristement que je crains que vous ne vous affectiez trop vivement. On commence à dire à la Cour que votre sœur est folle ; voyés si vous n'avez pas de précautions à prendre sur ses propos.

Assurément, vous ne mérités pas les malheurs, et je voudrais bien que mon amitié pour vous pût les adoucir.

Cette pièce est l'une des lettres de la collection qui sont cachetées à la cire. Le cachet ne reproduit pas l'empreinte classique dont fait le plus souvent usage la favorite, l'écu à trois tours accosté de palmettes avec couronne de marquis, soit les armes de l'ancienne maison de Pompadour. Ce n'est pas, non plus, bien entendu, ce cachet aux armes de France, que d'impudents faussaires ont apposé à certains autographes de la marquise, non moins faux que l'empreinte, qui ont, un moment, pullulé sur le marché ; telle la lettre au maréchal de Noailles, dont MM. Philippe de Bosredon et Ernest Rupin ont, en toute confiance, donné le fac-simile dans leur belle *Sigillographie du Bas-Limousin* (1). Un agrément de cette nature révélait la supercherie du coup. Ici, l'authenticité n'est pas discutable. Le sujet, qui apparaît sur la cire et qui se trouvait de toute évidence primitivement gravé en creux sur une pierre, et ce, n'en doutons pas, par la marquise elle-même, avec la collaboration probable d'un professionnel, représente l'autel de l'Amour surmonté d'une couronne de roses que traverse un flambeau dans toute son ardeur. Les initiales P. B. se lisent nettement sur le fût de l'autel ; en bas, hors du sujet, le millésime 1761.

Or, nous sommes en 1762, peut-être même en 1761, sans pouvoir sortir, vérification faite, de l'une ou l'autre de ces deux années. En tout cas, la date de la fabrication de l'intaille

(1) Brive, imp. Roche, 1886, p. 347. Cette lettre est la reproduction déformée d'une de celles qui figurent au recueil apocryphe de 1776. La connaissance de ce recueil et de sa valeur eût préservé les auteurs de la *Sigillographie* de leur méprise.

est bien acquise. On ne contestera pas que la marquise ait voulu symboliser dans ce travail l'empire du dieu malin. Y a-t-elle associé une pensée personnelle, une aspiration, un souvenir ? Elle n'a pas encore passé la quarantaine ni rigoureusement le temps d'aimer. Mais elle est usée et flétrie, et de bons témoins s'accordent à la présenter déjà comme une ruine. Ce serait donc un motif d'art des plus banals qu'elle aurait traité sur un modèle qui a pu séduire son esprit, sans rien dire à son cœur. Cependant, ce P et ce B juxtaposés ont bien une signification quelconque. Je n'y vois, pour ma part, que les initiales de Pompadour et de Bertin. Il ne peut s'agir de Boucher, parfois graveur et auxiliaire de la marquise, qui aurait ainsi laissé la marque de son concours artistique. Jamais une signature d'artiste, dans la collection présentée comme l'œuvre gravée de M^{me} de Pompadour, ne se trouve disposée de la sorte. Non, l'initiale se rapporte visiblement au symbole érotique dont elle est partie intégrante, et non au travail propre de l'ouvrier. C'est à Bertin que la marquise dédie l'allusion ; si c'était un autre que Bertin qui fût désigné, elle eût démenti tout ce qu'on sait de sa délicatesse et de son intelligence en infligeant à son ami une évocation aussi injurieuse. Et puis, l'intention personnelle et spéciale se déduit encore de ce fait que le cachet de cette lettre à Bertin ne se retrouve sur aucune autre pièce ni dans aucun classement connu (1). Ce cachet, elle ne l'a employé qu'à l'adresse de Bertin.

Si le symbole se rencontrait sur une lettre de la marquise à Choiseul, avec l'initiale de ce nom, la question de leur genre d'intimité aurait fait un pas. Mais Bertin, l'homme sans reproche, l'entremetteur obéissant et discret, qui n'a, il est vrai, que quarante ans, mais sur les mœurs duquel aucun murmure tendancieux ne nous est venu de cette Cour bavarde et friande de scandale, Bertin déconcerte nos soupçons. En dernière ressource, on se demande si la marquise n'a pas

(1) Voir *Documents inédits émanant de Guay, et notes sur les œuvres de gravure en taille-douce et en pierres fines de la marquise de Pompadour*, par I. F. Leturcq. (Baur, 1873).

voulu traduire un sentiment d'amitié, cette amitié dont elle parle à la fin du billet. L'explication n'est guère satisfaisante. La première heurte les idées reçues. C'est l'une ou l'autre qui s'impose. Choisissez.

A un autre point de vue, il y a du noir dans cette lettre de la marquise ; il y en a jusque dans la demande des 13 objets innommés qui représentent assurément un numéraire de conséquence, dont le besoin se fait vivement sentir, à l'approche des réjouissances automnales de Fontainebleau ; l'heure est triste. Bertin est las, malade même. Choiseul, toujours correct, le prie de lui faire savoir des nouvelles de son mal de gorge (1). La marquise a pour le malade des attentions particulières.

Je me suis acquitté, Monsieur, de votre commission auprès du Roy. S. M. approuve que vous remettiez votre travail jusqu'au rétablissement de votre santé. J'espère qu'il sera prompt et que j'auray bientôt le plaisir de vous voir (2).

Dimanche, à minuit.

La malheureuse aussi se surmène. C'est l'irréremédiable déclin. Elle est menacée de perdre un œil, le seul qui lui reste, paraît-il (3). Elle gronde doucement Bertin, dont la santé l'inquiète, de ne pas la payer du même souci.

Monsieur le Contrôleur général venant jeudi ou vendredi à Versailles, M^{me} de Pompadour remet à ce tems à luy parler de la lettre qu'il lui a écrite. Elle trouve fort mauvais qu'il ne lui ait pas mandé des nouvelles de sa santé, et il mériterait bien qu'elle ne lui dit pas que son œil va beaucoup mieux.

(1) Biblioth. nat. *Nouvelles acquis.*, loc. cit. (Lettres du duc de Choiseul), n^o 56.

(2) *Ibid.* (Lettres Pompadour), n^o 234.

(3) La perte du premier serait consommée, suivant Voltaire, qui écrit, le 26 février 1762, au marquis d'Argenson de Dirac : « On me mande que M^{me} de Pompadour est attaquée d'une goutte qui lui a déjà fait perdre un œil et qui menace l'autre. L'Amour était aveugle, mais il ne faut pas que Vénus le soit. » Elle écrit le 3 octobre 1762, au prince de Condé « que son œil est si fatigué qu'il lui seroit impossible de recommencer son griffonnage (Goncourt, in-12, p. 373). » La date du billet au contrôleur se rapproche évidemment de la dernière.

Elle est toute aux affaires néanmoins, aux siennes comme à celles de l'Etat (1). Elle pense à son domaine de Ménars, une des belles terres de la Touraine, qu'elle a acquise en 1760 et que l'on retrouve dans son codicille de 1761, comme léguée à son frère Abel Poisson, qui la bâtitra princièrement. Elle n'a pu s'attacher à cette acquisition. Les bords de la Loire qui ont tant séduit Choiseul, acquéreur de Chanteloup, ne l'attirent pas. Elle se borne à y surveiller ses intérêts et à les confier à Bertin, en tant que de besoin. Elle est notamment soigneuse d'y maintenir ses privilèges féodaux à l'encontre des fermiers généraux. Mais le trait dominant de sa lettre sur ce sujet est une vague réflexion relative à l'éventualité de son éloignement forcé de la Cour.

Je vous envoie, Monsieur, écrit-elle au contrôleur, un mémoire pour M. de Chaumont (2). Je lui ay toutes sortes d'obligations pour Ménards, et je ne peux les reconnoître, puisqu'il n'a besoin de rien. Vous me ferés donc un sensible plaisir de lui accorder sa demande, s'il y a des exemples.

Le second mémoire est en faveur de mon bailly, homme du premier mérite. L'employ qui va vacquer est à Menards-la-Ville, et je n'imagine pas que M^{rs} les Fermiers généraux s'ingèrent d'y nommer les employs (au moins tants que seray à la Cour).

Bon soir, Monsieur, je vous repette avec le plus grand plaisir qu'on ne peut être plus sensible que je le suis à tous vos procédés pour moy (3).

Du côté des choses de l'Etat, elle remue encore la police et pratique le grand espionnage, pour un motif qu'elle nous laisse ignorer, dans le billet ci-après adressé au contrôleur, mais qui doit être de premier ordre, puisqu'elle a mis en mouvement Saint-Florentin « le petit saint », le ministre de l'Intérieur, le ministre le plus goûté du Roi, avec Bertin,

(1) *Nouvelles acquis.*, loc. cit., f° . . . « A Monsieur le Contrôleur général à Paris ». — Cachet aux trois tours. — B. ne désignerait-il pas Bernis, qu'on dit être sorti alors clandestinement de son exil pour venir se mêler à des conciliabules contre Choiseul ?

(2) Chaumont de la Galaizière, conseiller d'Etat.

(3) *Nouvelles acquis.*, loc. cit., f° 253.

« toujours par la même raison de l'analogie de leurs esprits »
(1). On soupçonne là-dessous une partie décisive dont l'enjeu pourrait bien être la fortune politique du contrôleur.

Je vous renvoie, Monsieur, la lettre de B. Il est bien extraordinaire que le petit saint se soit trompé sur une ressemblance en tout. Il est très aisé de savoir si B. est sorti de Paris samedi, et c'est ce que nous saurons.

Je vous souhaite santé, courage, patience, et à la fin, succès.

Bonjour, Monsieur.

S. M. a lu vos deux lettres.

30, matin.

Nous arrivons ainsi au dénouement de la crise, à cette période qui succède au rétablissement de la paix et qui marque une reprise plus acharnée que jamais de la lutte à peine endormie entre le pouvoir et les Parlements. Bertin, amené à des combinaisons nouvelles par les nécessités d'une liquidation lamentable, vit revenir, compacts et résolus, ses ennemis de naguère. Il voulut avoir l'air de tenir ses promesses en supprimant le troisième vingtième et le forçement de la capitation, établis pour la durée de la guerre ; mais il leur substitua des charges plus lourdes en prorogeant pour six ans le second vingtième, dont la paix marquait aussi le terme : il fit de même des deux sous pour livre du dixième, qui cependant n'existait plus ; il maintint pour cinq ans, au lieu de deux, les dons gratuits des villes ; il paya d'audace envers les porteurs de rentes, les créanciers d'arrérages, les titulaires de charges, en ordonnant la réduction et le remboursement de leurs créances. Enfin, dernier défi jeté à l'opinion de l'époque, il décida de transformer le premier dixième en un impôt foncier, après la confection d'un cadastre général des biens fonds dans le délai de sept ans. Le cadastre servirait du même coup à l'égalisation de la taille. Bertin partage avec le cardinal Dubois l'honneur d'avoir tenté cette mesure

(1) *Siècle de Louis XV*, contenant les événements qui ont eu lieu en France pendant les 59 années du règne de ce monarque, des anecdotes secrètes de sa vie privée, ouvrage posthume d'Arnoux Laffrey, publié par P.-A.-L. Matton (de la Varenne), 2 vol. in-12 (à Paris, 1796), t. II, p. 427.

injustement décriée. Il s'engagea à fond sur les conseils perfides de Choiseul, qui saisit, dit-on, cette occasion de le perdre. « M. de Choiseul, dit Soulavie (1), qui mérite d'être conspur certains points, ne pouvait pas proposer à M^{me} de Pompadour de chasser M. Bertin qu'elle aimait, et qui d'ailleurs avait soutenu les dernières et cruelles années de la guerre du mieux que sa tête lui avait suggéré ». Il fit commettre à Bertin la faute de demander brusquement un lit de justice. La cérémonie fut décidée pour le 31 mai 1763. La malheureuse marquise, qui n'avait plus un an à vivre et qui était toute enflévrée de ces événements, fit part au contrôleur de l'assentiment du Roi. C'est la dernière lettre inédite que nous ayons d'elle. Retenons-en surtout les derniers mots. Cette simple constatation de la veillée impitoyable est navrante :

Le Roy dit jedy à midy le Conseil. J'espère que c'est le projet que vous avés fait voir à M. de Choiseul que vous portérés samedy au lit de justice. M. de Praslin doit être à Versailles. Ainsy faites luy dire. Le Roy se charge d'écrire à M^{sr} le Dauphin.

Bon soir. Je dors. Je me suis couchée à 5 h. du matin (2).

Les nouveaux impôts furent donc enregistrés à point nommé. Suivant les prévisions de Choiseul, les Parlements étaient chauffés à blanc. Des remontrances suivirent aussitôt, violentes, seditieuses, révolutionnaires. C'est surtout contre le Parlement de Rouen que Bertin montra la crânerie dont il avait déjà donné des preuves. Il communiquait en secret avec le premier président Hue de Miromesnil, qui prenait, en apparence, parti pour ses enrégés collègues, et qui, après le plus fort de la bataille, écrivait, en larmoyant, au contrôleur de longues explications dont voici la fin (3) :

... Quelque sujet que j'aye de craindre que l'on n'indispose M^{me} de

(1) On ne peut attribuer à d'autres qu'à Soulavie les *Mémoires du duc d'Aiguillon*, soi-disant publiés par Mirabeau. (Paris, Buisson, 1792).

(2) *Nouvelles acquis.*, loc cit., f^o 258. Le lit de justice dont il s'agit aurait eu lieu un samedi, d'après la lettre. Or, le 31 mai, qui est sa date réelle, tombe un mardi. Barbier nous dit qu'il fut d'abord fixé, tant il y avait hâte, au samedi 21. C'est dans cette hâte qu'écrivit la marquise (tome VII, mai 1763 p. 71 et suiv. .

(3) Biblioth. nat. *Nouv. acquis*, f^o 206.

Pompadour contre moy, je ne luy écris point parce que je n'ose risquer de certaines supplications et parce que je suis assuré que vous me défendrez auprès d'elle. Comme cette lettre contient des choses que je ne veux pas confier à la poste seule, je prends le parti de l'envoyer à M. Bignon qui vous la remettra, mais je ne luy parleray pas de ce qu'elle contient.

Je suis, avec respect, etc.

MIROMESNIL.

De Rouen, ce 22 novembre 1763.

A cette heure, Choiseul négociait une capitulation avec les révoltés. Il était las de cette lutte ; au fond, il n'avait aucun fiel contre le Parlement de Paris. Il fallut bien que, bon gré mal gré, Bertin entrât dans les négociations ; nous le voyons, en conséquence, se concerter avec Nicolas Maupeou, dans ces derniers jours de novembre (1). Il soulignait par cette amende honorable ses provocations et ses imprudences de la veille ; il était condamné. Le 12 décembre, il se voyait remplacé au Contrôle général par le conseiller Laverdy, de la Deuxième des Enquêtes, la chambre redoutable. Choiseul allait être débarrassé de la marquise, qui mourut le 15 avril suivant. Il resta le maître, pas autant toutefois qu'il l'avait espéré. Car le parti du Roi était pris ; le duc n'avait plus à compter sur la place officielle de premier ministre. Bertin, réduit à un ministère qui n'avait rien de politique, ne fut pas sans porter encore ombrage à l'homme tout puissant. Dans ce simulacre de démission, qui lui fit un nouveau prestige, en 1765 (2), Choiseul dénonça haineusement au Roi l'ancien contrôleur, au même titre que le maréchal de Richelieu, le ministrable Lefèvre d'Amécourt, le vieil abbé de Broglie, et, qui pis est, M^{me} d'Esparbès, comme bon à tenir à l'écart. Vaine entreprise. Louis XV était lié à Bertin par trop d'intérêts intimes.

G. BUSSIÈRE.

(A suivre).

(1) *Ibid.* n^{os} 203 et 205. C'est à cette occasion sans doute que la marquise « mandait sa marche » à Maupeou (suprà II).

(2) *Mémoires de Choiseul*, par Calmettes. Appendice VII, mémoire justificatif présenté au Roi par le duc de Choiseul en 1765 (p. 413).

V A R I A

UNE LETTRE DE BERTIN.

Le Secrétaire général trouve dans son portefeuille de provisions la lettre d'affaires suivante qu'il croit inédite, et qui devait être adressée à une Madame d'Hautefort.

A Périgueux, le 10 décembre 1756.

Madame,

J'ay reçue la lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire avec le mémoire qui y étoit joint ; j'en ay pris lecture et j'ai été un peu étonné d'une réflexion qui le termine et qui, je pense, Madame, ne sera pas plus de vôtre gout que du mien ; vôtre avocat ne s'est pas contenté d'y traiter un peu légèrement la fin de non-recevoir qui avoit été opposée, ce qui est son affaire, mais il insinüe une espèce de menace de vôtre part de revenir contre les payemens qui peuvent avoir été faits à feu mon père et de rapeller (pour me servir de son expression) le montant des sommes qui ont été payées ; vous ne doutez pas, Madame, que je ne sois très éloigné d'exiger de personne ce qui ne me seroit pas dû, et que si par erreur il y avoit eû quelques sommes de payées qui fussent dans le cas, je ne sois très empressé à les remettre à qui les auroit payé mal à propos : que vôtre conseil refuse la fin de non-recevoir ainsi qu'il l'entendra, rien de plus convenable, mais vous trouverez juste sans doute qu'il s'y renferme sans élever des doutes sur ce qui peut m'être dû, et sans insinuer rien de pareil ; s'il pense que vous pouvez et devez revenir contre ces payemens, il vaut beaucoup mieux qu'il en forme expressement la de-

mande, et j'y défendrai de mon côté dans les termes qui me paroîtront les plus convenables vis à vis d'une personne que je respecte autant que vous ; j'ay l'honneur de vous envoyer le mémoire pour que vous ayez la bonté d'en faire reformer la fin en prescrivant à votre avocat de défendre tout simplement au moyen qui lui est opposé, ou de former, si vous croyez le devoir faire, quelque demande au sujet de ces payemens. Je serai bien charmé si M. le premier président veut bien se charger de cette affaire, et je lui en aurois déjà écrit sans une difficulté que je crains bien qui ne nous arrête, c'est que vous ne remplissiez que le premier degré de substitution, au moyen de quoi quelqu'acte ou transaction que nous passions d'après sa décision, il me sera absolument inutile vis à vis Mad^{lle} votre fille, si la substitution n'est pas masculine, ou vis à vis des descendans de Mad^{lle} votre fille ; on pourroit, au lieu d'une transaction, demander à M. le premier président de rendre un jugement en forme, mais quelqu'authenticité qu'on puisse lui donner, ce ne peut jamais être qu'une sentence arbitrale, et en ce cas on seroit toujours forcé d'aller plaider au Parlement pour y obtenir un titre à jamais décisif ; on m'a dit que vous plaidez, Madame, actuellement contre quelques particuliers sur la même question ; on pourroit prendre le parti d'attendre le jugement de cette affaire, et si c'est effectivement la même question, ce qui seroit décidé pour les uns le seroit bientôt pour les autres ; ce sont des réflexions que je crois devoir soumettre aux vôtres, mais je pense que c'est une première difficulté sur laquelle nous ferions bien l'un et l'autre, de consulter M. le premier président pour qu'il nous suggère s'il est possible, quelque idée qui donne un fondement solide à la décision ou à la transaction qui interviendra ; il me vient une autre pensée, ce seroit de nous arranger pour faire rendre un appointment tel quel par les premiers juges, porter ensuite l'affaire au Parlement avec ordre aux procureurs de ne rien produire qui n'eût passé sous les yeux de M. le premier président. Il seroit à propos, Madame, que vous eussiez la bonté lorsque vous me renverrez le mémoire, d'y joindre les pièces sur lesquelles quelques articles sont appuyés, comme je le ferai dorénavant à votre égard, pour celles dont on tirera des inductions dans mes mémoires ; si je ne l'ai pas fait déjà par rapport au contract d'acquisition de la forge, c'est que j'ay crû que M. Moulinard étoit votre conseil, et que je crois que c'est sous ses yeux et par ses conseils, que ce contract a été passé ; je demanderois donc que vous eussiez la bonté de joindre au mémoire les lettres en restitution prises par Mad^e D'Ajac avec les procédures qu'elle doit sans doute avoir faites en conséquence ; je n'en sçais aucune qui ait été dirigée contre mon père ; je vous demanderois aussi communication des lettres de

bénéfice d'inventaire, ainsi que de l'inventaire fait après le décès de M. votre père.

J'ai l'honneur d'être avec un attachement et un respect infini,

Madame,

Votre très humble et très obeissant serviteur,

BERTIN.

M. et Mad^e de Jumillac et mes sœurs, sont très sensibles à vos bontés, et vous présentent leurs très humbles obéissances; j'aurois dû commencer ma lettre par vous remercier de la bonté avec laquelle vous me prévenez sur la préférence de la forge en tout événement; excusés, je vous prie, un homme chargé d'affaires; on ne peut être plus sensible que je le suis à cette politesse.



Deux planches accompagnent cette livraison : la 1^{re} représente le Château de Rognac ; et la 2^e, une Lettre de M^{me} de Pompadour.

Le gérant responsable, H. ÉTOURNEAU.

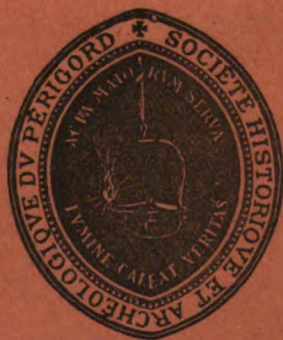
BULLETIN

DE LA SOCIÉTÉ

HISTORIQUE ET ARCHÉOLOGIQUE DU PÉRIGORD

PARAISANT TOUS LES DEUX MOIS.

TOME XXXV. — CINQUIÈME LIVRAISON.



PÉRIGUEUX

IMPRIMERIE DE LA DORDOGNE, RUES AUBERGERIE ET DES FARGES.

Septembre-Octobre 1908.

SOMMAIRE

DES MATIÈRES CONTENUES DANS LA 5^{me} LIVRAISON.

	Pages
Séance mensuelle du jeudi 6 août.....	317
— du jeudi 3 septembre.....	328
Le château de La Tour-Blanche (M. A. DUJARRIC-DES-COMBES).....	338
Châtellenie de Ribérac (1541) (M. le marquis DU LAU)....	350
Louis de Chabans, seigneur du Maine (M. DE MONTÉGUT)..	357
Tableaux de l'église de Champcevinel (M. AUGIER).....	359
Notes et documents : Le Périgord aux Archives nationales, d'après les papiers du Contrôle général des finances (1682-1727) (<i>suite et fin</i>) (M. R. VILLEPELET).....	362
VARIA. — Une lettre du ministre Victor Duruy à M. de Saint-Pulgent, préfet de la Dordogne).....	395

SÉANCES MENSUELLES
DE LA
SOCIÉTÉ HISTORIQUE ET ARCHÉOLOGIQUE DU PÉRIGORD

Séance du jeudi 6 août 1908.

Présidence de M. le marquis de FAYOLLE,
président.

La séance est ouverte à midi et demi dans la salle ordinaire.

Sont présents : MM. Charles Aublant, Augiéras, le chanoine Brugière, Jean Clédat, Emile Contaut, Dujarric-Descombes, le marquis de Fayolle, Lespinas, Henri de Montégut, le colonel de Montifault, le docteur Moreaud et Villepelet.

Se font excuser : MM. Elie de Biran, Bayle, Antony Delugin et du Soulas.

Le procès-verbal de la précédente réunion est lu et adopté.

M. LE PRÉSIDENT nous annonce que l'un des plus anciens membres correspondants de notre Société, M. Camille Chabaneau, vient de s'éteindre, à Nontron, où il était né et où il s'était retiré depuis quelques années, après avoir occupé avec éclat pendant vingt-deux ans, à la Faculté des Lettres de Montpellier, la chaire de littérature et de langue romanes. Ses travaux sur la linguistique et sur la littérature provençale lui avaient acquis, dans le monde savant, en France et peut-être davantage encore à l'étranger, une notoriété justifiée par la sûreté de sa critique et l'étendue de son érudition.

Ses grands ouvrages, *Histoire et théorie de la conjugaison française*, *Grammaire limousine*, qui lui valut le prix Lagrange, *Histoire des Troubadours* où il mit en évidence la place prépondérante que les œuvres de nos troubadours périgourdins occupent dans la littérature de la langue d'oc, aussi bien que les nombreux articles qu'il publia dans la *Revue des langues romanes*, ont pour le Périgord un intérêt particulier ; aussi nos Bulletins en ont-ils reproduit un grand nombre. Parmi plusieurs communications qu'il avait réservées à notre Société, il convient de citer une remarquable étude, qu'il lui donna dès la première année de sa fondation, sur les *Fragments d'un mystère provençal* découverts pendant les travaux de restauration de Saint-Front, dans la muraille de la façade du Touin.

Il restitua un sens intelligible à ces vers, jadis publiés par M. de Mourcin et utilisés par Félix de Verneilh, pour dater l'église à coupoles, et montra qu'ils fournissaient la preuve qu'une œuvre scénique avait été jouée à Périgueux dès le ^{xiii}^e siècle, longtemps avant toutes les dates connues ailleurs.

Intimement associé au mouvement qui a pour but de remettre notre vieille langue en honneur, M. Chabaneau était majoral du Félibrige et président du *Bournat* du Périgord ; correspondant de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres, il recevait quelques jours avant sa mort la croix d'officier de la Légion d'honneur. C'est avec un profond regret que, dans cette séance où j'aurais dû proposer à la Société de le féliciter pour cette tardive récompense de ses travaux, il me faut lui apprendre la perte d'un des membres qui l'honorait le plus par sa valeur scientifique et par la dignité de sa vie.

M. LE PRÉSIDENT nous apprend également la mort d'un autre érudit, M. le marquis de Cumont, ancien conseiller général des Deux-Sèvres, décédé au château de la Roussière, près de Coulonges-sur-l'Autize, membre associé de notre Société, qui avait épousé, en 1859, M^{lle} Marie de Damas-d'Hautefort, auteur des *Recherches sur la noblesse du Périgord* et d'une généalogie de sa maison, publiée à Niort, en 1898. C'est ainsi qu'il avait

en sa possession les riches archives du château d'Hautesfort. M. le Président ignore si des dispositions ont été prises pour leur conservation et leur retour en Périgord.

L'assemblée exprime de sympathiques regrets.

Notre bibliothèque a reçu, dans le courant du mois dernier, les ouvrages suivants :

Bulletin de l'Académie royale d'Archéologie de Belgique, 1908, II, in-8°, avec planches, Anvers, imprimerie Van Hille de Backer ;

Annales de la Société d'Archéologie de Bruxelles, tome XXII, année 1908, livraisons I et II, un fascicule in-8° avec planches et illustrations, Bruxelles, imprimerie Vromant ; où, p. 94, dans un mémoire sur *Les Reydam, tapisseries bruxelloises*, par M. Ad. Reydam, nous voyons que de belles pièces de tapisseries, bien conservées, portant les signatures de H. Reydam et E. Leyniers, achetées à Bayonne et à Périgueux, décoraient l'Exposition triennale des Beaux-Arts, à Bruxelles, en 1890, et l'église de Battel-lez Malines, lors d'un mariage dans la famille Empain, en 1902 ;

Comptes rendus des séances de l'année 1908 de l'*Académie des Inscriptions et Belles-Lettres*, bulletin d'avril, in-8° avec illustrations, Paris, librairie Alphonse Picard et fils ;

Revue des Etudes grecques, tome XXI, n° 92, mars juin 1908, in-8°, avec une carte, Paris, Ernest Leroux, éditeur ;

Bibliothèque de l'Ecole des Chartes, tome LXIX, 1^{re} et 2^e livraisons, janvier-avril 1908, un fascicule, in-8°, Paris, librairie Alphonse Picard et fils ; où, p. 230, est un compte-rendu bibliographique de l'*Exploration campanaire du Périgord*, par l'abbé Brugière et Joseph Berthelé, — et, p. 287, parmi les manuscrits latins et français de la bibliothèque Phillips à Cheltenham, récemment entrés à la Bibliothèque nationale, figure le cartulaire « Philiparie », de Belvès (Dordogne), xvi^e siècle, n. a. lat, 1922 ;

Bulletin de la Société archéologique et historique de l'Orléanais, tome XV, n° 190, premier trimestre de 1908, in-8°, avec une planche, Orléans, librairie Herluison ; Paris, Lechevalier, libraire ;

Bulletin de la Société Nivernaise des lettres, sciences et arts, 3^e série, tome XII, 3^e fascicule, in-8°, avec planches, à Nevers, chez Mazon, libraire, 1908 ;

Procès-verbal de la séance du 14 mai de la *Société archéologique et historique de la Charente*, in-8° de 5 pages, Angoulême, Imprimerie Charentaise ;

Bulletin de la Société scientifique, historique et archéologique de la Corrèze, siège à Brive, tome XXX, 2^e livraison, avril-juin 1908, in-8°, avec planches, Brive, Roche, imprimeur ;

Bulletin de la Société des lettres, sciences et arts de la Corrèze, 2^e livraison, 1908, avril-mai-juin, in-8°, avec un plan, imprimerie Crauflon ; où, p. 131, dans un mémoire sur les établissements religieux de la ville de Tulle, M. Clément-Simon nous apprend que les religieuses de la Visitation Notre-Dame conduites de Périgueux par leur supérieure, Françoise de Montaignac, vinrent s'établir à Tulle en 1614, de l'assentiment de l'évêque et des consuls ;

Le tome XLII des *Archives historiques du département de la Gironde*, un volume broché, in-4°, avec planches, Bordeaux, Feret et fils, 1907 ; contenant la publication du *Livre doré du Présidial d'Agen*, avec une préface de M. Francisque Habasque ; — et le compte rendu du *Congrès d'histoire et d'archéologie du Sud-Ouest*, tenu à Bordeaux, du 17 au 20 octobre 1907 ;

Bulletin trimestriel de la Société de Borda, Dax (Landes), 33^e année (1908), 1^{er} trimestre, in-8°, Dax, imprimerie Labèque ;

Revue de l'Agenais, bulletin de la Société d'agriculture, sciences et arts d'Agen, 35^e année, mai-juin 1908, in-8°, avec planches, Agen, Imprimerie Moderne ; où, p. 244, dans une étude de M. le docteur Couyba, sur *Les poteaux indicateurs des routes sous Louis XIV*, l'auteur nous dit que l'universel premier grand voyer, « planta, en manière de reconnaissance et de guide, de grands arbres en bordure qu'on appelle encore dans le Périgord des Rosnys » ; — et, p. 253, M. Momméja fait justement remarquer que dans l'Inventaire du mobilier d'un bourgeois de Périgueux, de 1428, le mot *traffogiers* qui signifie simplement *chenêts*, a été mal traduit par plaques de foyer (la rectification a été faite ultérieurement) ;

Recueil des travaux de la Société d'agriculture, sciences et arts d'Agen, 2^e série, tome XV, un volume broché, in-8°, Agen, Imprimerie Moderne, 1908 ;

Bulletin de la Société d'Etudes des Hautes-Alpes, 27^e année, 3^e série, n° 26, 2^e trimestre 1908, in-8°, avec planches, Gap, Louis Jean et Peyrot, imprimeurs-éditeurs ;

Bulletin de la Société départementale d'archéologie et de statistique de la Drôme, année 1908 (juillet), 166^e livraison, in-8°, Valence, imprimerie de Jules Céas et fils ;

De M. Dujarric-Descombes, le journal *l'Union Nontronnaise*, du 23 juillet, contenant le discours qu'il devait prononcer sur la tombe de M. Camille Chabaneau et le compte rendu des obsèques ;

Et de M. le Proviseur, le palmarès de la distribution des prix du Lycée de Périgueux, du 29 juillet 1908, in-8°, Périgueux, Imprimerie de la Dordogne.

Des remerciements sont votés aux donateurs.

M^{me} Gabriel Charavay nous envoie sa *Revue des Autographes*, de juillet, où est indiquée une lettre de Joseph Mérilhou, ancien ministre, au comte de Rambuteau, datée de Paris le 28 avril 1823 et relative à M^{me} de Vaudon.

En s'excusant de ne pouvoir assister à la séance, M. DE BIRAN nous mande que le dernier catalogue de la librairie Voisin (Paris, rue Mazarine, 34), indique deux lettres autographes émanant de deux célèbres compatriotes bergeracois, sous le n° 24166, lettre de trois pages, petit in-8°, de Léonce de Lavergne (1844), où il est question de Guizot, Thiers et Palmerston ; et sous le n° 24169, lettre d'une page et demie de Maine de Biran (1818).

Le Secrétaire général se fait un devoir d'annoncer deux récompenses justement accordées aux nôtres, à l'occasion du 14 juillet, la promotion au titre d'officier de la Légion d'honneur du regretté Camille CHABANEAU, qui est apprise en même temps que sa mort, et la promotion au titre d'officier de l'Ins-

truction publique de notre confrère M. Raoul MARGAT, professeur à la Faculté de droit de Montpellier.

L'assemblée envoie à ce dernier ses sincères félicitations.

M. LE PRÉSIDENT nous apprend qu'il a fait une nouvelle demande de subvention au Comité des Travaux historiques pour continuer les fouilles des Eyzies. Sur un nouveau rapport de notre éminent confrère, M. le docteur Capitan, et après un compte rendu des fouilles précédentes envoyé par M. Féaux, correspondant du Ministère, le Comité émet un avis favorable à la demande, qui, il faut l'espérer, aura un fructueux résultat,

M. le docteur MOREAU nous informe aussi qu'à Saint-Apre, en creusant un puits entre l'église et la route de Montagrier, les ouvriers ont découvert des débris provenant des fouilles de la villa gallo-romaine, décrite dans nos précédents procès-verbaux.

M. AUGIÉRAS nous signale ensuite, comme intéressantes à voir, certaines parties d'une église de son voisinage, de Montrem, dont l'abside et une partie du chœur sont fort anciennes. Il engage ses confrères à venir la visiter.

M. DE MONTÉGUT nous signale également un beau portrait de l'évêque Macheco de Premeaux, qui serait dans la chapelle du grand séminaire et qu'il serait important de conserver. Il a lui-même dans sa bibliothèque un livre très orné, imprimé à Venise, contenant la messe épiscopale de Macheco.

M. LE PRÉSIDENT rassure M. de Montégut en lui disant que le portrait de Macheco sera versé au Musée.

En lisant dernièrement un catalogue du fonds Bourré, de la Bibliothèque nationale, par M. Vaesed, le SECRÉTAIRE GÉNÉRAL y a vu deux noms de lieu et de personne, dont l'un *Forzac* pour *Sourzac*, était facile à identifier, mais l'autre, le comte de *Paucencia* peut-être indéchiffrable, restait une énigme. Dans son analyse (*Bibl. de l'Ecole des Chartes*, tome XLIV, 1883, p 27), M. Vaesen dit :

« N° 7. — Octobre 1444. — Rapport en latin, adressé au Parlement de Paris par Antoine de Serre, notaire du Roi, commissaire dans

une enquête, ordonnée à la requête d'Antoine de Blaye, fils légitime de Jean de Blaye, de Sainte-Fortunade, au diocèse de Tulle. (Celui-ci était mort des blessures reçues dans une rixe avec un de ses compagnons, au siège de la forteresse de Forzac [Sourzac], en Périgord, contre les Anglais, trois ans avant ladite enquête, « tribus annis proxime preteritis ». Parmi les gentilshommes présents à ce siège, sont cités les comtes de Périgueux et de Paucenciâ ?, de Ventadour, et le vicomte de Turenne. B. 36-43 ».

M. LESPINAS se demande si on ne pourrait pas lire *Provençid* ?

M. Robert VILLEPELET nous envoie un compte rendu de la thèse, récemment soutenue en vue du doctorat ès lettres, par M. Paul Courteault, professeur du cours de l'histoire du Sud-Ouest à la Faculté des Lettres de Bordeaux, sur *Blaise de Monluc, historien*. Il a résumé, d'après cet ouvrage, qui fait le plus grand honneur à son auteur, les faits de guerre concernant le Périgord que M. Courteault a étudiés, à l'occasion du rôle militaire, si important, comme l'on sait, joué par Monluc pendant le troisième quart du xvi^e siècle. Notre confrère pense que les données qu'il a extraites, à ce point de vue, de ce très solide ouvrage, pourraient rendre service à ceux d'entre nous qu'intéresse l'histoire des guerres de religion dans notre province.

Puis, M. DUJARRIC-DESCOMBES fait don à nos archives de l'enquête concernant le meurtre de François de Chabans de Joumard, auteur de la branche des seigneurs de Richemont.

Le dimanche 7 février 1666, le comte de Chabans, traversant à cheval Brantôme, s'arrêta, dans le faubourg, devant la boutique de Françoise Brunet, pour demander le chemin de Ligeux. A ce moment, Gabriel de Villard, sieur du repaire des Roches, sortait de la ville par la porte de Langelie ; il s'arrêta au milieu du pont de cette porte, amorça son pistolet et, traversant le pont, se dirigea vers le jardin de M^{lle} de Girard, près duquel se trouvait M. de Richemont, qui tenait également un pistolet. Une violente dispute s'éleva, et deux coups de feu partirent à la fois. Le comte de Chabans tomba de cheval mortellement atteint.

Un de ses frères, Pierre de Chabans, avait été, cinq ans auparavant, blessé aussi à mort en une rencontre dans la ville de Brantôme.

A la requête de Gabriel de Villard, les vicaires-généraux du diocèse, le siège vacant, chargèrent Pierre Certhon, vicaire de l'église paroissiale de l'église N. D. de Brantôme, de lire, au prône de la grand'messe, pendant trois dimanches consécutifs, une « querimonie », invitant les personnes qui pourraient témoigner sur le duel, à faire leur déposition dans les six jours après cette publication, sous peine d'excommunication.

Le vicaire procéda à l'enquête le 22 mars 1666 et recueillit les dépositions de trois témoins. C'est le procès verbal original que M. Dujarric nous apporte. Cette affaire criminelle, ajoute notre érudit vice-président, aurait eu son dénouement devant les tribunaux : Blaise de Jay de Ferrières, veuve du comte de Richemont, poursuivit le meurtrier, qui fut condamné à la peine capitale et à une amende de 1,400 livres.

M. DUJARRIC-DESCOMBES signale aussi à l'attention de nos confrères de la Corrèze deux actes relatifs à l'installation à Tulle d'un groupe de Visitandines de Périgueux.

Ces actes se trouvent dans les minutes de M^e Maigne, notaire royal de notre ville, déposées aux Archives de la Dordogne.

Le premier, du 6 novembre 1644, contient l'acquisition faite par l'assistante Angélique d'Angennes, au nom des religieuses de la Visitation, en présence de MM. Jean Martin et de Fontpitou, du collège des Jésuites de Tulle.

Le second, à la date du 23 janvier 1647, est une déclaration faite par les dames religieuses de la Visitation de Périgueux pour les religieuses de la Visitation de Tulle.

En s'excusant de ne point assister à la séance, M. Adalbert DU SOULAS demande à la Société de permettre de lui poser deux questions :

1^o D'où est originaire la famille d'Adhèmar du Roc, de Rochefort ?

2^o Y a-t-il encore des descendants connus ?

Ces questions d'un intérêt très restreint, font observer plusieurs membres, pourraient être plus utilement adressées aux auteurs de la généalogie de la maison de La Faye, MM. Huet et de Saint Saud, puisque cette dernière famille s'est alliée aux d'Adhémar du Roc. La Société n'a pas placé les généalogies dans le cadre de ses études.

M. du Soulas pourrait consulter également l'*Armorial du Périgord* d'Alfred de Froidefond et les généalogies périgourdines faites par l'abbé de Lespine dans la collection de Saint-Allais.

Notre confrère paraît croire d'après sa lettre que les inventaires d'archives sont faits pour établir des généalogies. Ces répertoires de pièces, conservées dans les dépôts publics, relatent ou analysent sommairement et simplement les documents les plus intéressants qui passent entre les mains de l'archiviste.

M. le docteur MOREAUD nous signale une plaque de cheminée provenant d'une maison de La Chapelle-Pommier et qui se trouve actuellement chez M. Rouchaud, cordonnier à St-Méard-de-Drôme.

« Cette plaque de 0^m30 de hauteur et de 0^m70 de largeur, nous dit M. Moreaud, porte en relief des armoiries qui ont elles-mêmes une hauteur de 0^m60 et une largeur de 0^m48.

» Ces armoiries se composent d'un blason de forme ovale surmonté d'une couronne de duc et supporté par deux femmes ailées regardant en dehors. Le buste de ces deux femmes se termine par des jambes d'oiseaux très musclées dans le haut, grêles dans le bas, qui se termine par un pied tridigité.

» Les armes figurées sur le blason représentent trois lions couronnés, placés deux et un.

» La cheminée où se trouvait cette plaque ne présentait, d'après les renseignements qui m'ont été fournis par le propriétaire, rien de remarquable, mais il y avait des landiers anciens et très gros surmontés d'une large cupule.

» Cette cheminée appartenait à une maison située à La Chapelle-Pommier, commune de Champeaux ; cette maison aurait

servi d'habitation aux prêtres desservant cette église, dont le dernier l'aurait transmise par succession à une de ses parentes, ancêtre de M^{me} Rouchaud dont le mari a transporté la plaque de cheminée à Saint-Méard-de-Drôme.

» Il se trouvait encore dans cette maison une plaque de cheminée plus petite, également transférée à Saint-Méard. Cette dernière plaque, représentant Mars et Bellone, paraît plus récente et être d'un bien moindre intérêt que l'autre. »

Notre confrère M. le capitaine CAZALAS, qui s'occupe de nos illustrations militaires, écrit au Président qu'il a recueilli aux archives de la Guerre des renseignements assez copieux sur un général périgourdin, qui lui semble un peu oublié, le baron Joseph Morand, né à la Rivière, commune d'Allemans, et tué à Lunebourg en 1813. « J'ai l'intention, continue-t-il, d'en tirer une petite notice biographique, qui pourra présenter de l'intérêt pour l'histoire locale, d'abord à cause de la personnalité du général et aussi en ce qui concerne les volontaires de la Dordogne, la Société patriotique de Mussidan sous la Révolution, etc.

» Je vous serais très reconnaissant de m'indiquer un de nos aimables confrères, qui pourrait faciliter mes recherches à ce sujet. La famille du général était originaire de Saint-Etienne de Puycorbier, où son grand père exerçait la profession de chirurgien. Morand n'appartenait pas à la noblesse, contrairement à ce qu'en dit M. Bussière dans son étude sur le général Beaupuy : il se qualifie de fils d'un officier *parvenu* et se réclame des sans-culottes et des jacobins. Il dut se marier du côté de Mussidan (?) avec une demoiselle Certin.

» Le souvenir de la famille Morand s'est-il conservé dans la région ? A qui pourrait-on s'adresser pour obtenir des éclaircissements ?

» Je désirerais également avoir, si possible, des renseignements sur deux autres généraux originaires des environs d'Eymet, les *Morand-Dupuch*.

» Je ne crois pas qu'aucun de ces trois Morand ait jamais fait l'objet d'une étude un peu détaillée ; dans le cas contraire,

je serais heureux qu'on voulût bien me signaler les articles qui auraient pu traiter d'eux.

» Je suis confus d'abuser de votre amabilité ; mais j'ai pensé que vous pourriez soumettre ces questions à la réunion de jeudi prochain et je ne doute pas que cette consultation ne soit très profitable à mes recherches ».

LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL dit que M. Joseph Durieux indiquera une référence, dans un instant, sur le général Joseph Morand. Quant à la famille militaire des Morand-Dupuch, elle est toujours représentée à Bergerac, quoiqu'un membre, bien documenté sur les actes de ses ancêtres, soit mort l'année dernière.

M. Joseph DURIEUX veut bien, en effet, nous signaler plusieurs ouvrages récemment parus qui peuvent nous intéresser :

« A l'une des dernières séances de l'Académie des Sciences morales et politiques, nous écrit-il, M. Espinas a présenté un livre sur *La Boétie et Machiavel*, par M. Barrère, avocat à la Cour d'appel de Bordeaux, dans lequel l'auteur démontre que la *Servitude volontaire* de La Boétie est une réponse au *Prince* de Machiavel.

» Le vicomte de Reiset vient de consacrer un intéressant volume (Paris, Emile-Paul, in-8° xxxviii — 542 p. avec un portrait en héliogravure) à *Anne de Caumont-La Force, comtesse de Balbi*, favorite du comte de Provence et l'une des trois reines de l'émigration. Fille de messire Bertrand, marquis de Caumont et d'Adélaïde-Luce-Madeleine Gallard de Brassac, Anne-Jacobé de Caumont-La Force était née au château de La Force le 19 août 1758. Elle mourut à Paris le 3 avril 1842.

» Parmi les notices biographiques publiées par MM. Charavay sur les *Généraux morts pour la Patrie* (volume de la 2^e série), on remarquera la biographie du général Joseph Morand, originaire d'Allemans et tué devant Lunebourg le 2 avril 1813, l'un des quarante-cinq généraux de division morts au champ d'honneur de 1805 à 1815.

» Enfin, M. Charles Simond a fait paraître : *Brantôme*, notice et pages choisies, dans la collection des grands prosateurs, éditée à Paris chez L. Michaud (in-16, xvi-136 p.) ».

M. LE PRÉSIDENT a reçu ces jours-ci de M. de Saint-Pulgent, de Montbrison, fils d'un de nos anciens préfets de la Dordogne, une lettre qu'il a trouvée dans les papiers de son père et à lui adressée le 4 septembre 1838 par M. le ministre de l'Instruction publique, Victor Duruy, qui, après un passage à Périgueux, exprimait le désir d'y créer une institution qui nous manquait, une Société historique et archéologique, pour concentrer toutes les bonnes volontés, tous les éléments épars d'études, dans cette ville de Périgueux, une des plus vieilles cités des Gaules, où l'on rencontre à chaque pas une ruine ou un souvenir.

Notre Société ne fut fondée qu'au mois de mai 1874, six ans après !

Cette lettre ministérielle, datée de Périgueux, pleine d'intérêt, sera publiée dans nos *Varié*.

Il reste à procéder à l'élection d'une candidate qui demande à entrer dans notre compagnie.

Après un vote à mains levées, M. LE PRÉSIDENT déclare admise membre titulaire de la Société historique et archéologique du Périgord :

M^{me} Adhémar de Labonne, à La Rochefoucauld (Charente), présentée par M. Besse et M. le docteur Moreaud.

La séance est levée à trois heures.

Le Secrétaire général,
FERD. VILLEPELET.

Le Président,
M^e DE FAYOLLE.

Séance du jeudi 3 septembre 1908.

Présidence de M. le marquis de FAYOLLE,
président.

La séance est ouverte à midi et demi dans la salle habituelle.

Sont présents : MM. Charles Aublant, Augiéras, Bayle,

le chanoine Brugière, Dujarric-Descombes, Joseph Durieux, le marquis de Fayolle, Féaux, le colonel de Montifault et Villepelet.

Le procès-verbal de la réunion précédente est lu et adopté.

Notre bibliothèque a reçu, dans le courant du mois dernier, les ouvrages suivants :

Huit plaquettes de la *Smithsonian Institution* :

The Smithsonian Institution, from the Smithsonian report for 1906 p. 97-102, in-8°, Washington, government printing office, 1907 ;

Iceland its history and inhabitants, by Herr Jon Stefansson, in-8°, Washington, government printing office, 1907 ;

Quaternary human remains in central Europe by Hugues Obermaier, in-8°, Washington, government printing office, 1907 ;

The origin of the Slavs by professor Zaborowski, in-8°, Washington, government printing office, 1907 ;

Scalping in America by Georg Friederici, in-8°, Washington, government printing office, 1907 ;

International science by prof. Arthur Schuster, in-8°, Washington, government printing office, 1907 ;

Samuel Pierpont Langley by Cyrus Adler, in-8°, Washington, government printing office, 1907 ;

Bulletin trimestriel de la Société des Antiquaires de Picardie, année 1908, 1^{er} trimestre, in-8° avec planches, Amiens, imprimerie Yvert et Tellier ;

Comptes rendus des séances de l'année 1908 de l'*Académie des Inscriptions et Belles Lettres*, bulletin de mai-juin, in-8°, avec une planche, Paris, librairie Alphonse Picard et fils ; où, p. 324, dans la séance du 29 mai, M. le comte Paul Durrieu fait une communication qui nous intéresse, sur un panneau que M. le Président se rappelle avoir vu dans son enfance à l'exposition des Beaux-Arts de Périgueux, de 1864, et qui représente à la Sainte-Chapelle de Paris le portrait de saint Louis à l'âge de 13 ans.

Le comte Paul Durrieu dit qu'il y avait jadis à Paris, à la Sainte-Chapelle, un portrait d'adolescent, peint sur bois, qu'une inscription

tracée sur le panneau désignait comme étant une image de saint Louis à l'âge de 13 ans, en 1226, quoique le costume du personnage fût en réalité un costume du temps de Charles VIII ou de Louis XII. Au XVIII^e siècle, époque où les vieux tableaux dédaigneusement qualifiés de « gothiques » étaient tenus pour rien, où l'on jugeait même faire preuve de goût en en débarrassant les édifices qui les avaient abrités, la présence du portrait en question à la Sainte-Chapelle cesse d'être mentionnée. Dès lors, l'œuvre n'a plus été connue que par des copies ou des gravures.

Peut-être cet état de choses va-t-il changer. En effet, le comte Paul Durrieu met sous les yeux de ses confrères de l'Académie, grâce à la complaisance de M. le comte Charles de Montferrand, un petit panneau, qui correspond absolument à ce qu'était, d'après les descriptions et les copies, l'original jadis conservé à la Sainte-Chapelle. Il ne serait pas impossible que ce soit cet original même qui se trouve réapparaître au jour.

En tout cas, le panneau présenté par M. Durrieu permet de reconnaître le véritable caractère de ce prétendu portrait de saint Louis à 13 ans, qui a longtemps passé pour authentique. C'est tout simplement un arrangement, modifié pour les besoins de la cause, d'un portrait de l'archiduc d'Autriche Philippe le Beau, père de l'empereur Charles-Quint.

M. le Président a été curieux de rechercher ce qu'en dit le docteur Galy dans son catalogue de l'exposition de peinture de 1864. Voici comment il décrit le petit panneau :

François Clouet, dit Jehannet, né à Tours vers 1500, mort vers 1572. N° 572. Portrait de saint Louis enfant.

Il est représenté à mi-corps. Il regarde de trois quarts vers la droite. Il est coiffé d'une toque en velours rouge avec broderies et médaillon ; il porte un collier d'or auquel est suspendu une grosse perle. Son manteau tissé d'or est à pèlerins en fourrure. Sur son poing gauche ganté, repose un faucon capuchonné. De la main droite il tient une baguette. On lit dans l'angle gauche du cadre : *Loys 9^e en leage de treze ans 1226* (1) *au-dessous la lettre L couronnée*. Ce précieux portrait paraît avoir été peint au commencement du XVI^e siècle et il est probable qu'il est une copie d'une ancienne miniature. Appartient à M. le marquis de Montferrand.

(1) C'est l'année de son avènement à la couronne.

Notre bibliothèque a reçu également :

Le Bulletin archéologique du Comité des Travaux historiques et scientifiques, année 1907, 3^e livraison, in-8°, avec illustrations, Paris, Imprimerie nationale ; Ernest Leroux, éditeur ; contenant, p. CLVI, un rapport de M. le docteur Capitan sur les fouilles de M. Peyrony dans l'abri et la grotte de la Férassie ; et à cette occasion, M. le docteur Capitan appelle de nouveau l'attention du Comité sur les fouilles pratiquées dans les gisements préhistoriques des Eyzies par des personnes qui n'ont d'autre dessein que de vendre à des collectionneurs étrangers les objets mis au jour. Il souhaiterait qu'une loi fût faite qui interdît l'exportation des antiquités.

Le Comité s'associe aux regrets exprimés par M. le docteur Capitan à l'occasion de fouilles pratiquées sans méthode et au détriment des intérêts scientifiques. Il espère que l'administration ne tardera pas à prendre les mesures nécessaires pour empêcher la dispersion des antiquités nationales.

Les *Discours* prononcés à la séance générale du Congrès des Sociétés savantes à la Sorbonne, le 24 avril 1908, par M. Henri Cordier et M. Gaston Doumergue, ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, brochure in-8°, Paris, Imprimerie nationale ;

Bulletin et Mémoires de la Société nationale des Antiquaires de France, 7^e série, tome VII, — *Mémoires* 1907, un volume broché in-8°, avec planches, Paris Klincksieck, libraire, 1908 ;

Bulletin de la Société pour la protection des paysages de France, 7^e année, n^o 27, 15 juillet 1908, in-8°, avec illustrations, Paris, siège social, 26, rue de Grammont ;

Mémoires de la Société des Sciences naturelles et archéologiques de la Creuse, tome XVI, 1^{re} partie, in-8°, Guéret, imprimerie Amiault, 1907 ; contenant, p. 87, de très curieuses notes sur les Sociétés populaires de la Creuse pendant la Révolution ;

Table générale des quinze premiers volumes du Bulletin de la Société des Sciences naturelles et archéologiques de la Creuse, par MM. Delannoy et Ducourtieux, in-8°, Guéret, imprimerie Amiault, 1907 ;

Lou Bournat, bulletin mensuel de l'Ecole félibréenne du Périgord, tome III, 19^e livraison, juillet 1908, in-8°, Périgueux, Imprimerie de la Dordogne ; contenant le compte-rendu de la félibrée de Sarlat ;

Bulletin périodique de la Société Ariégeoise des sciences, lettres et arts, et de la Société des Etudes du Couserans, XI^e volume, n^o 6, in-8°, Foix, typographie Gadrat aîné, 1908 ; contenant, p. 359, un article sur des *Découvertes de peintures préhistoriques dans les cavernes de l'Ariège* ;

Revue des langues romanes, tome LI, VI^e série, juin-juillet-août 1908, in-8°, Montpellier, Imprimerie générale du Midi ;

De M. Emile Rivière, quatre de ses brochures : 1^o *Congrès préhistorique de France, session de Périgueux*, 1903 : I Discours d'inauguration ; II Mes fouilles dans la Dordogne de 1887 à 1905 ; III Le squelette humain du Moustier ; IV La grotte de Liveyre, in-8°, Le Mans, imprimerie Monnoyer, 1906 ; — 2^o *Curiosités sur l'histoire de la médecine*, extrait des comptes rendus de l'Association française pour l'Avancement des sciences, — congrès de Lyon, 1906, in-8°, Paris, secrétariat de l'Association ; — 3^o *Nigeon et Passy*, leurs seigneuries et leurs habitants au xvi^e siècle, d'après des documents nouveaux, in-8°, avec un plan, Paris, 1907 ; — 4^o *Lieux dits et Mégalithes*, extrait du troisième Congrès préhistorique de France, session d'Autun, 1907, in-8°, Le Mans, imprimerie Monnoyer ;

De notre érudit vice-président, M. Charles Durand, son excellent et somptueux compte-rendu de 1907 des *Fouilles de Vésone*, brochure in-8° sur papier de fil, Périgueux, imprimerie Joucla, 1908, accompagnée de trois plans et de dix-neuf planches en phototypie. L'auteur signale, avec sa compétence habituelle, les monuments et objets d'importance recueillis dans les fouilles pendant la campagne de 1907, un autel à Mercure, un couronnement de pilastre, un fragment d'édicule, des monnaies, des objets de terre cuite, poteries fines, marbres, verrerie et objets divers ;

Et de M. Ernest Labadie, deux de ses intéressantes brochures : III *Notes et documents sur quelques faïenceries et porcelaineries de la Gascogne au xviii^e siècle* (Samadet, Bayonne, Saint-Maurice et Ligardes, Dax, Ciboure et Pontenx), in-8°,

Auch, Imprimerie centrale, 1908 ; IV *Notes et documents sur quelques anciennes faïenceries de l'Agenais et du Bazadais*, in-8°, Agen, maison d'édition et Imprimerie Moderne, 1908.

Des remerciements sont votés aux donateurs.

M. le Ministre de l'Instruction publique annonce à M. le Président que le 47^e Congrès des Sociétés savantes s'ouvrira à Rennes le mardi 13 avril 1909.

Les Sociétés de Rennes et de la région, écrit-il, viennent d'être invitées à me faire connaître les questions qu'elles souhaiteraient plus particulièrement voir traiter par le Congrès. Dès que j'aurai reçu leurs réponses, j'établirai, de concert avec le Comité des Travaux historiques et scientifiques, un programme spécial. Il vous sera communiqué dans le commencement du mois d'octobre prochain. Mais, en attendant la communication de ce programme, je ne saurais trop engager les congressistes à préparer, dès à présent, en vue du Congrès de 1909, tels travaux que pourra leur suggérer le programme du précédent Congrès qui contient en effet des questions dont l'intérêt est loin d'être épuisé. Mon intention, d'ailleurs, n'est pas de borner les communications qui pourraient m'être adressées à cette occasion aux seuls sujets d'étude que signalait le programme de 1908 et que les Sociétés régionales proposeront aux recherches. Ainsi que cela a eu lieu les années précédentes, les travailleurs auront toute latitude pour traiter tel sujet qu'il leur conviendra. Il est bien entendu, toutefois, que l'inscription à l'ordre du jour du Congrès des communications présentées, qu'elles aient ou non un lien avec les questions du programme, sera subordonnée à l'approbation du Comité.

M^{me} Adhémar DE LABONNE, élue membre titulaire dans la dernière réunion, adresse de vifs remerciements à la Société.

Le Secrétaire général annonce les décorations accordées récemment à deux de nos confrères : M. le docteur Pozzi, conseiller général de la Dordogne, est promu commandeur du Mérite agricole, et M. Achille Auché, viticulteur, est nommé chevalier.

L'assemblée leur envoie de sincères félicitations.

M. le liquidateur de l'Imprimerie de la Dordogne fait savoir à M. le Président qu'il a dans ses magasins 600 fascicules

environ tirés en trop de notre *Bulletin*, qu'il serait disposé à céder à un prix minime à notre Société.

Notre TRÉSORIER est prié d'examiner la question, de savoir si les fascicules sont complets et possèdent bien leurs gravures, avant d'entrer en pourparlers avec le liquidateur.

M. AUGIÉRAS apporte aujourd'hui des photographies représentant certaines parties anciennes de l'église de Montrem dont il avait parlé à la dernière séance.

M. Amédée GRENIER, du Fleix, envoie au Musée un fac-simile d'un creux en pierre, provenant de la Chartreuse de Vauclaire, qui représente les armes des Talleyrand et des de Foix de Candale.

Le Musée, dit M. le PRÉSIDENT, possède déjà, depuis plus de trente ans, un fac-simile de ce creux qui a été donné par M. Rive, alors propriétaire de la Chartreuse, par l'entremise du marquis de Fayolle.

M. GRENIER ajoute que s'il avait été aujourd'hui parmi nous, il aurait appelé notre attention sur les richesses cachées du Périgord, exploitées par des étrangers.

« En ce moment, l'abbé Labrie, curé de Lugasson (Gironde), célèbre par la découverte de la grotte de Fontarnaud et sa fameuse fourchette à trois brins en os de renne, visite et exploite, en compagnie de M. Conil, de St-Foy, une grotte près de Sigoulès, qui a dû servir de cimetière gallo-romain ; car on y trouve des objets en bronze, quelques silex néolithiques et de nombreux cadavres.

» D'autres personnes s'occupant des éolithes exploitent la station des Galinoux, près de Creysse, une autre sur la rive gauche, près le barrage de Bergerac, et une autre encore près de Pombonne. Les silex trouvés dans ce dernier endroit qui me paraît riche, sont envoyés par M. Dublange, du Fleix, au prince des éolithes, M. Rutot, de Bruxelles. J'ai fait une remarque, c'est que tous ces silex de ces trois stations différentes, et relativement éloignées les unes des autres, *sont absolument identiques et de la même industrie.*

» Si quelques grands pontifes de la paléontologie ne veulent pas encore reconnaître cette industrie de la fin du ter-

tiaire, ils pourraient ici changer leur opinion, car ils trouveraient surtout une taille intentionnelle tout à fait marquée, tout à fait travaillée sur un rebord seul.

» Personnellement, dans ma modeste et petite sphère, je fais parfois quelques trouvailles sur les coteaux du Fleix, on trouve des proto-chelléens dénommés strepyiens, quelques lourdes pièces moustériennes, mais peu d'aurignacien, encore moins de ces élégantes feuilles de laurier de Solutré. J'ai eu la bonne fortune, par exemple, dans la commune de Saint-Germain-et-Mons, à l'époque des fêtes du Bournat, à Sarlat, de découvrir une véritable station. Dans un terrain de 30 ares environ, tout nouvellement labouré (malgré les visites répétées des écumeurs et corsaires vendeurs de pierres) appelé le Grand-Bos, j'ai récolté plus de cinq cents éclats, sur lesquels j'ai trouvé 150 bonnes pièces : haches, racloirs, flèches, perçoirs, grattoirs, etc. Cet immeuble formait la berge de l'ancien lit de la Dordogne ; aussi du côté du nord, dans les terrains adjacents en contre-bas, on ne trouve absolument rien, tandis que du côté du midi, au contraire, nombreux sont les débris, témoins encore vivants de l'existence d'une population dense aux temps néolithiques. »

M. DUJARRIC-DESCOMBES nous informe qu'il a reçu de M. Albert Berthel, libraire à Londres (29, Ludgate hill) une note qui offre aux généalogistes les trois pièces suivantes sur parchemin, concernant la famille périgourdine de La Tour :

1^o Du 4 février 1476, quittance en latin de la somme de 65 livres (chaque livre de la valeur de 15 sols) par Jean de Fagoux, de la paroisse de Bassens en Bordelais, à Raymond de La Tour, seigneur d'Hugonie, son beau-frère, devant Durand, notaire de l'officialité de Périgueux.

2^o Du 3 mai 1614. — Au château d'Igonie, paroisse de St-Sulpice, juridiction d'Excideuil, contrat de mariage d'Isabeau de La Tour, fille de Guillaume, seigneur d'Igonie, et de Jeanne Pourtenc, et d'Hélie d'Estuget, écuyer, demeurant à Estuget, en Agenais, fils de Catherine de Neuville, représentée par noble Jean d'Escata, seigneur des Vignes, et de feu François d'Estuget. Quittance de la dot à la suite.

3^o Du 9 janvier 1614. — Au château d'Igonie, paroisse de Saint-Sulpice, marquisat d'Excideuil. Contrat de mariage de ^{delle} Anne de

Latour, fille de Simon, écuyer, seigneur d'Igonie, y habitant, et de feu Jeanne de La Faye, et de Jehan de Marqueyssac, écuyer, seigneur de Servilhac, de la maison noble de La Reilhe, paroisse de Coulaures, fils d'Annet, seigneur de La Reilhe, et de feu Françoise de La Cousse, avec intervention de Jehan de La Faye, seigneur de St-Privat, oncle de la future. Quittances de la dot à la suite.

M. DUJARRIC-DESCOMBES offre ensuite à nos archives la copie d'un acte du fonds Doat à la Bibliothèque nationale. Par cet acte, passé au château de Faye, paroisse d'Auriac, le 19 décembre 1534, en présence de Bertrand de La Faye, abbé commendataire du monastère de St-Sour de Terrasson, fondé de pouvoirs d'Henri, roi de Navarre, comte de Périgord, Jean Montauzon, prêtre, présente à l'abbé les lettres signées devant Bertin, notaire, par lesquelles Pierre Montauzon, prêtre, son frère, se démettrait de la vicairie perpétuelle de Saint-Jean-l'Évangéliste, une des douze chapellenies fondées par le cardinal de Périgord dans la chapelle St-Antoine de l'église collégiale de St-Front, dont il est titulaire, pour permuer avec lui et être investi de la vicairie perpétuelle de Saint-Sauveur, fondée dans le porche de l'église cathédrale de Périgueux, dont le dit Jean Montauzon est titulaire. Ce dernier prie l'abbé de Terrasson de donner son consentement à cet échange ; ce qui lui est refusé comme ne plaisant pas au comte de Périgord, réponse contre laquelle il fait toutes protestations et réserves.

M. l'Archiviste départemental remerciera M. Dujarric.

Notre zélé confrère, M. Joseph DURIEUX, présent à la séance, nous dit que le chevalier d'Aydie, surtout connu par sa liaison avec une jeune et belle Circassienne, avait longtemps servi dans les armées royales avec une haute distinction qu'attestaient le comte de Belle-Isle et le duc de Béthune ; il devint brigadier de cavalerie, puis lieutenant des gardes du corps (compagnie d'Harcourt) ; et lorsque sa santé ne lui permit plus d'y continuer ses services, il obtint une pension de 6.000 livres « pour lui donner moyen de subsister chez lui » ; il retourna en Périgord et mourut en 1761 à Mayac, où se retrouve son acte de décès.

« Il a droit de figurer, comme écrivain, dans la *Bibliographie du Périgord*. Sa correspondance inédite, en effet, faisant suite aux lettres de M^{me} Aïssé, a été publiée en 1874 sur les manuscrits autographes originaux, avec introduction et notes par M. Honoré Bonhomme (Paris, F. Didot, in-18, 356 p.). Notons que l'éditeur, se basant sur les signatures du chevalier et de son frère l'abbé, a orthographié le nom Daydie sans apostrophe.

» Cette correspondance est intéressante à connaître. Nous signalerons seulement une lettre écrite de Mayac, le 25 novembre 1751 et qui révèle un auteur de notre pays :

Il m'est bien difficile, mande-t-il au bailli de Froulay, de répondre aujourd'hui catégoriquement à la question de M^{me} la marquise de Créquy, car j'ignorais l'existence du Père Coquille et celle de son livre. Ce que j'en apprends par les premières informations que j'ai faites à son sujet, c'est, premièrement, qu'il est mort, et que c'était un bourgeois de Périgueux, fils d'un marchand, qui a vécu sans aucune réputation d'esprit, en sorte que ceux qui l'ont connu n'imaginent pas qu'il ait pu faire ni bon ni mauvais livre.

Et le chevalier d'Aydie ajoute :

Quoi qu'il en soit, je le plains de ne pouvoir plus sentir la gloire d'inspirer quelque curiosité à M^{me} la marquise de Créquy. Il n'y a que moi qui profite de son travail, puisqu'il m'a valu des marques de son souvenir et qu'il me donne une occasion de lui présenter mes très humbles respects. Je fais vœu, par reconnaissance, de lire le livre en question, si je puis le trouver.

» Les bibliographes de notre Société pourraient-ils nous renseigner sur ce personnage décédé vers le milieu du XVIII^e siècle, et sur l'ouvrage qui inspira « quelque curiosité » à la marquise de Créquy ? »

LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL a reçu d'un membre de la Société d'agriculture, sciences et arts de la Sarthe, M. Erard, du Mans, une demande de renseignements pour savoir s'il existe en Périgord un historique du 22^e Régiment de Mobiles, Dordogne, paru depuis 1870, ou une relation quelconque de ce régiment ?

L'assemblée connaît l'historique, publié par M. Emile Géraud, il y a cinq ou six ans, chez Castanet, à Bergerac, un volume in-8°, à 3 fr. 50, et qui lui paraît le mieux documenté.

M. LE PRÉSIDENT, qui doit se rendre après-demain à Pau, au Congrès des Sociétés d'histoire et d'archéologie du Sud-Ouest, voudrait savoir, avant de partir, le chiffre de la cotisation annuelle pour lequel notre Société est disposée à contribuer aux frais généraux de cette union des Sociétés.

L'assemblée est d'avis que la somme ne doit pas dépasser dix francs.

Il reste à procéder à l'élection d'un candidat qui demande à entrer dans notre compagnie.

Après un vote à mains levées, M. LE PRÉSIDENT déclare admis membre titulaire de la Société historique et archéologique du Périgord :

► M. le comte de Marquessac, à Alger, présenté par M. le vicomte de Gérard et M. le comte de Saint Saud.

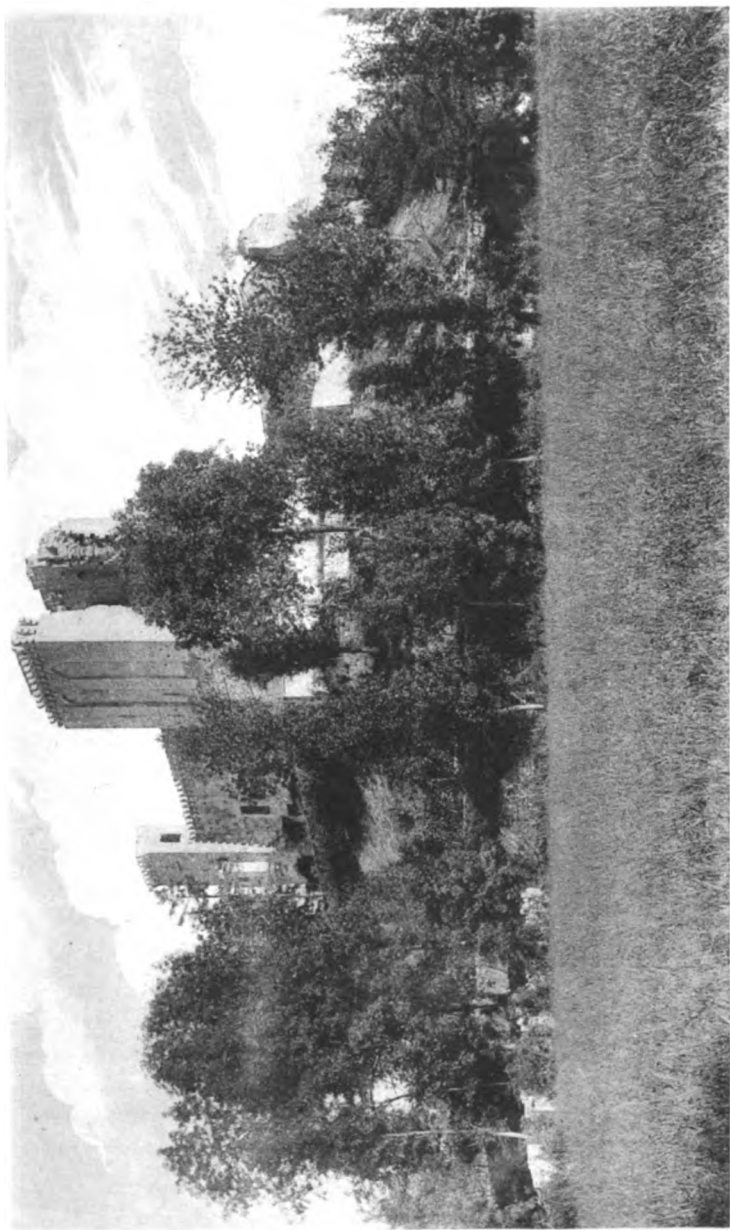
La séance est levée à deux heures moins un quart.

Le Secrétaire-général,
Ferd. VILLEPELET.

Le Président,
M^{re} DE FAYOLLE

LE CHATEAU DE LA TOUR-BLANCHE.

Le voyageur qui suit la route de Lisle, en montant vers Saint-Just et La Tour-Blanche, ne peut s'empêcher d'être vivement frappé par la vue des ruines considérables de deux châteaux situés à quelques kilomètres de distance. L'un, à l'extrémité de la commune du Grand-Brassac, est le château de Maroite, ancienne demeure des Montagrier et des Rohan-Chabot ; l'autre, celui de La Tour-Blanche, qui a joué dans l'histoire du Périgord un rôle beaucoup plus important. Grâce à la précieuse collaboration du baron J. de Verneilh, j'ai pu, en 1885, faire connaître le premier sous son double aspect historique et archéologique ; il nous restait à parler du second.



Cliché de M. de Saint-Martin.

G. Saigne, Lib.-Edit., Périgueux.

CHATEAU DE LA TOUR-BLANCHE

Il a bien tenté parfois la plume ou le crayon de quelques écrivains ou artistes ; mais aucun travail complet d'ensemble ne lui avait été encore consacré (1).

Le château de La Tour-Blanche était le chef-lieu d'une châtellenie très ancienne, formée des paroisses de Cercles et La Chapelle-Montabourlet, en Angoumois, et de quelques parcelles des paroisses voisines, constituant des dépendances du Périgord. Elle était enclavée dans cette province, quoique dépendant de l'Angoumois, et relevait de l'évêché de Périgueux. Elle avait cependant autrefois fait partie du Périgord, ainsi qu'en font foi des lettres du roi Jean, où on lit :

« Voulons que le ressort de la ville et châtellenie de La Tour-Blanche appartienne à la sénéchaussée de Périgueux et de Cahors, comme il en dépendait autrefois ».

Si ces lettres n'eurent point d'exécution, la cause en fut attribuée aux troubles occasionnés dans le royaume par la captivité du Roi en Angleterre.

Je laisserai de côté le bourg jadis fortifié auquel le château donna son nom et qui pourrait offrir aussi la matière d'une intéressante monographie. Devenu le chef-lieu d'une paroisse, il suivit, d'ailleurs, la destinée du château qui, selon l'expression de M. du Chazaud, le « couvrit autrefois de son puissant patronage et l'embellit encore de ses majestueux débris ».

« Bien des générations, ajoute-t-il, se sont heurtées sur le sol qui les a englouties pour toujours depuis le guerrier gaulois qui arrondit

(1) Je dois rappeler cependant qu'en 1838, M. A. Bertaud du Chazaud avait écrit, sur le château qui fait l'ornement de sa localité, une quinzaine de pages restées manuscrites, et avait même fait une peinture du monument ; qu'en 1850, M. Charles de Chancel avait, dans une notice d'une vingtaine de pages intitulées : *Le Château de La Tour-Blanche*, rendu compte d'un voyage de reconnaissance archéologique, et que M. de Massougnès avait, en 1881, publié les titres concernant La Tour-Blanche, qui se trouvent dans le fonds de l'évêché d'Angoulême, aux Archives de la Charente. J'utiliserai, autant que possible, ces divers écrits et documents que je compléterai par mes recherches personnelles.

en cône, dit-on, et jeta dans la plaine ce tertre gigantesque, jusqu'au soldat de Hugues Capet, qui dressa sur ce piédestal la vieille tour aux arcs-boutants massifs, jusqu'à l'architecte inconnu qui, plus tard, environna la tour isolée de bâtiments renversés comme elle, mais empreints encore, sous la ronce, du cachet d'une vieillesse moins caduque. Mais le temps est venu, le temps qui mine et détruit tout sur son passage, et il a frappé de mort l'œuvre d'hier et celle d'aujourd'hui ».

En 1824, le comte de Taillefer avait, avec plus de précision, résumé les impressions que fait naître le magique aspect de ces ruines, auxquelles de grands arbres servent de cadre et d'ornement pour leur rendre la vie :

« La butte qui soutient le château, observe l'auteur des *Antiquités de Vésone*, a l'apparence d'être faite de main d'homme. Placé sur le bord de la plaine, ce monticule est exactement circulaire et conserve encore 80 pieds d'élévation. Si vous voulez vous faire une idée de sa base et en connaître l'étendue, représentez-vous celle d'un cône tronqué, dont la cime reçoit les constructions et les distributions d'un assez gros château quadrangulaire. Ces constructions remontent aux premières années du ^x^e siècle, et ont, sans doute, succédé à d'autres progressivement plus anciennes, détruites d'âge en âge ».

Tenant compte des marques de vétusté et de la chute de divers ornements et de pans entiers de murailles qui avaient changé l'aspect de l'ensemble de l'édifice du moyen âge et effacé les caractères distinctifs permettant de désigner l'époque de la construction de ce monument, M. de Chancel cherchait à se reporter aux époques antérieures au ^x^e siècle. Son imagination le faisait remonter à travers les phases primitives de la civilisation, jusqu'à cet âge incertain et à peu près fabuleux, qui vit quelque peuplade celtique se reposer au bord du ruisseau qui serpente dans le vallon, lieu bien situé pour offrir un asile à quelque troupe fugitive à la recherche d'une nouvelle patrie.

L'écrivain charentais nous montre ce refuge mis en état de défense, les eaux du ruisseau reçues et retenues dans de larges fossés, les bases des édifices à venir posées en réunissant les terres de la vallée et les rochers extraits aux flancs des co-teaux voisins, puis, l'ouvrage des âges celtiques faisant place

à des édifices gallo-romains, occupés successivement par les Visigoths, les compagnons d'Eude et de Waïfre soutenant la cause nationale de l'Aquitaine contre les leudes d'Austrasie ou les Sarrazins, et devenant le théâtre des combats livrés par les hommes d'armes des comtes de Périgord et d'Angoumois contre les Normands.

Les premières années du XI^e siècle, qui virent s'élever le château quadrangulaire dont les ruines sont encore debout, furent marquées, en Périgord, par la domination du comte Hélié II, et, en Angoumois, du comte Guillaume II.

« A eux, probablement, dit M. de Chancel, revient l'honneur de la construction de l'édifice désigné dès les premiers temps sous le nom de château de La Tour-Blanche, en raison de l'aspect que présentait aux regards éblouis des vassaux cet ensemble des belles pierres de tailles, dont les célèbres carrières du voisinage sont encore si abondamment pourvues : aujourd'hui brunies, les pierres demeurent comme le souvenir ineffaçable d'une antique splendeur ».

Il résulte bien des documents les plus anciens que la belle terre et châtellenie de La Tour-Blanche passa des rois de France dans la mouvance des vicomtes de Limoges et comtes du Périgord, et compta parmi ses suzerains les princes les plus illustres comme Jean-le-Bon, Charles V, Edouard d'Angleterre, prince de Galles, Alain d'Albret, Jean d'Orléans. Mais je ne pense pas qu'il faille attribuer à l'un de ces hauts personnages la construction du château, mais plutôt à la famille de La Tour, qui, d'ancienneté, le possédait, l'habitait, et lui imposa son nom.

M. du Chazaud n'entendait aucune voix lui répondre quand il interrogeait ainsi la masse imposante de ces deux tours que réunissait autrefois une vaste terrasse, seul reste de l'ancien manoir des premiers seigneurs de La Tour-Blanche.

« Quelles mains ont élevé ces tours massives qui semblent fléchir sous le poids de leurs souvenirs ? Quel architecte suspendit au front de ces remparts des créneaux qui s'inclinent sous leurs guirlandes de lierre ? Quel vaillant chevalier attacha le premier son écu à cette porte avancée, inutile défense aujourd'hui d'un pont croulant et d'un fossé tari ?... »

Ils sont rares les documents qui ont transmis les faits et gestes de la famille de La Tour. Elle possédait non seulement la châtellenie de La Tour-Blanche, mais encore celle du Chapdeuil comprenant les trois paroisses de Bourg-des-Maisons, Cercles et Verteillac, cette dernière devait en être plus tard détachée. Les La Tour participèrent au mouvement qui entraînait la riche aristocratie féodale; ils se firent bâtisseurs. Les donjons de La Tour-Blanche et du Chapdeuil attestent encore quel genre d'édifices succéda aux villas gallo-romaines. Il ne tarda pas à s'y former des centres de vie mondaine et intellectuelle qui rayonnèrent sur nos contrées.

Le premier de la maison de La Tour, qui apparaisse dans ce passé lointain, honore le clergé du Périgord. Adémar de La Tour, d'abord archidiacre, succéda à Pierre de Mimet sur le siège épiscopal de Périgueux (1190). On trouvera le récit de son épiscopat dans l'*Estat de l'Eglise du Périgord* par le Père Dupuy et les *Notes critiques et historiques* dont l'abbé Audierne a accompagné cet ouvrage. Une inscription, placée dans l'église de Limeuil, perpétue le nom de ce prélat, originaire de La Tour-Blanche.

Le second est un troubadour (1220-1255).

« Il porte l'épée du guerrier, dit M. de Chancel, mais son chef est orné du chaperon de l'homme de clergie; les insignes d'amoureux servage enlacent son bras; c'est Guillaume de La Tour-Blanche. Formé à l'école de Bertran de Born, il possède le secret du rythme belliqueux qui ranime les ressentiments des fils de l'Aquitaine contre les Plantagenets et contre Philippe de France. Emule non moins heureux des Arnaut de Mareuil et de Ribérac, ses devanciers, il a su, par ses tençons harmonieux, exciter de tendres émotions dans les cours d'amour de la langue d'oc ».

Guilhem de La Tour, que l'histoire de la littérature provençale fait naître au « château de La Tour, en Périgord », était contemporain de Raymond VI, comte de Toulouse. Il quitta sa patrie pour la Lombardie, où il passa la plus grande partie de sa vie. Il se fit d'abord jongleur, chantant d'une manière agréable des chansons qu'il savait en grand nombre; il en composa lui-même avec succès. On n'a conservé qu'une quinzaine de ses pièces lyriques. Mais il est plus célèbre par sa

vie romanesque et ses malheurs que par ses poésies. Amoureux de la femme d'un barbier de Milan, jeune et belle, il l'enleva et l'emmena à Côme, où elle mourut bientôt après. Ce fut pour Guilhem un chagrin si accablant qu'il en perdit la raison. Il s'imagina qu'afin de se débarrasser de lui, sa maîtresse contrefaisait la morte. Pendant dix jours, il resta comme cloué sur son tombeau. Il l'ouvrait tous les soirs, il en retirait le cadavre, le regardait fixement et le serrait dans ses bras en l'embrassant, conjurant sa bien-aimée de lui dire si elle était morte ou vivante, de retourner avec lui si elle vivait, et, au cas qu'elle fût morte, de lui déclarer ce qu'elle souffrait en Purgatoire, parce qu'il ferait tant d'aumônes et ferait dire tant de messes qu'il la délivrerait. Enfin, les habitants de Côme, informés de cette folie, chassèrent l'infortuné troubadour de la ville et du pays. Il erra d'un lieu à un autre, cherchant partout des devins pour savoir si sa maîtresse pouvait revenir en vie. Il finit par mourir de désespoir.

Un acte, du mercredi après l'Ascension de 1264, révèle la puissance de la famille de La Tour, qui était représentée alors par Guy, Bertrand et Pierre, donzels. Afin de reconnaître les services rendus à eux-mêmes et à leur oncle Itier, seigneur de Villebois, les frères de La Tour anoblissent et affranchissent Pierre, Itier et Guillaume Roux, de La Chapelle-Montabourlet, eux et leurs héritiers, les exemptant de tailles et de corvées, à la charge par ces derniers de servir une rente de 10 sols, en deux termes, les jours du Jeudi-Saint et de la Nativité de Notre-Dame ; plus une autre rente de 3 sols dans l'un des cas où Guy de La Tour marierait ses enfants, serait fait prisonnier par l'ennemi, irait en pèlerinage en Terre-Sainte ou partirait pour la guerre, où les frères Roux seraient tenus de le suivre avec leurs armes. Ces lettres furent scellées du sceau d'Itier de Villebois et de Pierre, évêque de Périgueux.

Quatre ans plus tard, une contestation s'élève entre Pierre de La Tour, damoiseau, et Itier de Villebois, chevalier, au sujet du domaine ; elle est tranchée par un arrêt qui atteste l'importance du chef-lieu de la chàtellenie de La Tour-Blanche, en y constatant l'existence, dès cette époque, d'un mar-

ché et d'un péage. Plus tard, plusieurs foires et marchés furent établis dans le bourg, que traversait une ancienne voie romaine (*via per quam itur de Nontronio versus Turrem Albam*).

Voici encore deux frères de la maison de La Tour qui ont laissé des souvenirs, Guillaume et Itier.

Le premier reçut en partage la seigneurie du Chapdeuil. Il fut archidiacre de l'église de Périgueux. Il assista à la donation que Marguerite Rudel, femme de Renaud de Pons, sire de Bergerac, fit, le 13 novembre 1286, à Fargaud d'Estissac, en récompense de ses services, du droit qu'elle avait dans la seigneurie de Saussignac ; et fut désigné par cette dame comme l'un de ses exécuteurs testamentaires (1289). On le retrouve encore, en 1308, au mariage de Marquèse, sa nièce, avec Hélié de Saint-Astier, seigneur de Montréal, capitaine du château de Montravel ; il constitua à celle-ci une rente de 23 livres sur les terres de Chapdeuil, Léguillac, Montsec et Vieux-Mareuil. C'est par suite de ce mariage que les seigneurs de Montréal ont eu par succession les seigneuries du Chapdeuil et de Verteillac. Une fille, issue de cette union, Sobirane de Saint-Astier, devait épouser Pierre de La Tour, co-seigneur de La Tour-Blanche, alors veuf de Marie Panet.

A Itier de La Tour échut la seigneurie de La Tour-Blanche.

En 1291, une vive contestation avait nécessité l'intervention du comte de la Marche. La sentence arbitrale rendue par celui-ci parut trop dure à Itier, qui fit appel au Parlement. Non seulement la peine prononcée ne fut pas atténuée ; mais encore cet écuyer se vit condamné à remettre ses biens et sa personne entre les mains du comte. La Cour, cependant, conseilla à ce dernier de faire grâce à Itier de sa personne, à la condition qu'il se croiserait et resterait un certain temps outre-mer, se réservant, si le comte ne procédait pas de la sorte, de régler elle-même ce que devrait faire Itier.

Quelques années après, deux membres de sa famille figurent dans un double hommage. Elie, abbé bénédictin de Saint-Eparche et de Saint-Cybard-lès-Angoulême, recevoit l'hommage de Pierre-Henri de La Tour, pour les tène-

ments de la Coste et de la Reynerie, situés dans la paroisse de Bourg-des-Maisons, avec redevance d'une paire d'éperons d'étain (jeudi avant la Toussaint 1304); et Aimeric rend hommage au comte de Périgord pour Flayac et autres lieux, sous le devoir d'une paire de gants blancs de rachat (1312).

Par son testament, fait en 1311, Itier de La Tour désigna son frère l'archidiacre comme son exécuteur testamentaire. De son mariage avec Raimonde, il laissa trois enfants : Marquèse, dame de Montréal, Guy, seigneur du Chapdeuil, et Guillaume, qui fut, avec Pierre de La Tour, co-seigneur de La Tour-Blanche.

Quarante ans plus tard, la châtellenie était indivise entre le roi Jean, en qualité de comte d'Angoulême, à concurrence d'un tiers, et Pierre et Marie de La Tour, frère et sœur, pour les deux autres tiers. A la supplication de ces derniers, et pour les gratifier, le Roi, par ses lettres du 13 février 1354, décida que, dorénavant, les hommages de La Tour-Blanche seraient faits au roi de France.

Roger Bernard, comte de Périgord, avait fait saisir les bourg et paroisse de Verteillac, qu'il prétendait être de son domaine, au préjudice de Guy de La Tour. Par lettres, datées de Montignac le 7 mars 1357, le comte reconnut que lesdits bourg et paroisse étaient une dépendance de la châtellenie du Chapdeuil et en ordonna la restitution à leur véritable seigneur.

Pierre de La Tour paraît avoir été le dernier seigneur de sa famille. Il s'était rendu acquéreur d'une maison appartenant à Guillaume Espocat, sise au château de La Tour-Blanche. Le 2 juin 1347, il en rendit l'hommage à Eudes de Boutenay, sénéchal d'Angoulême, pour la reine de Navarre (Jeanne de France, fille de Louis X le Hutin).

Avec le sénéchal du Périgord, le sire d'Hautefort, Grimond de Fayolle et Bertrand d'Espagne, il fit partie de la députation chargée, au nom du roi de France, de garder et conserver au pays de Périgord la trêve conclue pour deux ans, en la ville de Bordeaux, le 23 mars 1336, entre le roi Jean et le roi d'Angleterre.

La matrice de son sceau particulier a été conservée. Elle est de forme orbiculaire (44^m/m), et porte cette légende : S : PETRI : DE : TURE : ALBA : DOMICELLI (*Sigillum Petri de Ture Albâ domicelli*) ; au centre, dans un quadrilobe gothique, orné de fleurons, se trouve l'écu aux armes des La Tour : *A la porte donjonnée de 3 pièces et maçonnée*. Le dessin de ce sceau remarquable figure dans la *Sigillographie du Périgord* (1880). Notre ancien confrère M. Boissérie de Massamontet s'en est inspiré pour placer le blason des La Tour dans sa récente carte postale de La Tour-Blanche (collection des châteaux de Guyenne).

La *Sigillographie* reproduit également le sceau de Guillaume de La Tour, troisième archidiacre de la famille. Il est appendu à une transaction de juin 1397 : ce dessin consiste en un personnage à robe longue tenant un livre et placé dans une niche d'architecture gothique, avec cette légende : *S. Guill. de Turre... archid. Petgorien.* (1).

Après Pierre de La Tour, le château, avec toutes ses dépendances, passa dans la maison de Bourdeille.

Archambaud, seigneur de Bourdeille, devint, on ne sait de quelle manière, propriétaire des deux tiers de la terre de La Tour-Blanche ; car, on voit Edouard, prince d'Aquitaine, comte d'Angoulême, recevoir de lui, le 9 février 1369, l'hommage-lige et serment de fidélité pour les choses par lui tenues et qu'il avoue tenir de ce prince, à savoir : le chastel, ville, châtellenie et appartenances de La Tour-Blanche, en la sénéchaussée d'Angoumois.

Archambaud, qui, après la prise de son château de Bourdeille, avait été dépouillé par les Anglais de tous ses biens, y fut réintégré en 1375. Ce fut son fils, Arnaud, qui, le premier, porta le titre de seigneur de La Tour-Blanche. Raymond, abbé de Saint-Cybard, lui accorda un répit d'un an avant de lui rendre l'hommage qu'il lui devait, en raison de

(1) On a conservé encore le sceau dont la châtellenie de La Tour-Blanche se servait, à la même époque, pour authentifier ses actes ; il était aux armes de France unies à celles de Castille et de Léon.

la haute et basse justice des mainements de la Coste et de la Raynerie (1^{er} mai 1449). Le 2 mai de l'année suivante, l'hommage fut rendu.

Cet Arnaud de Bourdeille fut le père du cardinal de Bourdeille et des auteurs des branches de Montagrier et de Montancey, issus de son mariage avec Jeanne de Chamberlhac.

Son fils aîné, Arnaud, premier baron du Périgord, époux de Catherine de Mareuil, continua la série des seigneurs de La Tour-Blanche. Il réunit sur sa tête l'intégralité du domaine par suite de la donation que Jean d'Orléans, comte d'Angoulême, lui fit, le 1^{er} juin 1463, des « tours et hostel, assis au chastel de La Tour-Blanche, avec la tierce partie de ladite terre, à la charge de l'hommage d'une paire d'éperons d'or et d'une rente de 40 livres par an, payable à la recette d'Angoulême ».

Son fils François, né de son union avec Catherine de Mareuil, baron de Bourdeille, seigneur de Celles et de Coutures, fut échanson du duc d'Angoulême. On relate l'aveu et dénombrement qu'il rendit, en 1474, à Marguerite de Rohan, comtesse d'Angoulême, de la châtellenie de La Tour-Blanche.

Par son testament du 2 novembre 1513, il institua son fils aîné, François, issu de son mariage avec Hilaire du Fou, comme héritier universel dans la baronnie de Bourdeille, avec les terres et seigneuries de La Tour-Blanche, Grésignac, Coutures, Celles et Bertric.

Au mois d'août 1526, le château de La Tour-Blanche fut témoin du mariage de Jeanne de Bourdeille, sœur de ce dernier, avec Pierre d'Abzac, baron de La Douze, seigneur de Vergt.

François de Bourdeille rendit hommage en 1543, au comte de Périgord, pour la baronnie de La Tour-Blanche. Il fut sénéchal de Périgord et le père de Pierre de Bourdeille, connu par la postérité sous le nom de l'abbaye de Brantôme, dont il était commendataire, et d'André, seigneur de La Tour-Blanche.

Notre chroniqueur vint se reposer dans ce château des fatigues de la guerre, accompagné de son fidèle serviteur Mataut, chargé de transcrire et mettre au net les écrits de son

maître. Ce narrateur des faits et gestes de tant de hauts personnages et nobles dames de son temps, ne dédaigna pas de consigner dans ses mémoires les faits passés à La Tour-Blanche, ceux surtout de nature à donner du relief à la maison dont il était sorti.

Il faut l'entendre raconter les circonstances du mariage de son père avec Anne de Vivonne, « fort honneste et sage damoiselle d'une des bonnes et riches maisons de Guienne », en 1518 :

« Ces noces, écrit-il, furent fort somptueuses et magnifiques, et bien fort aussi les aménagements (1), qui se firent à La Tour-Blanche et à Bourdeille, car, ainsy que j'ay ouy dire à ma tante de Grézignat (2), allèrent au-devant de la mariée jusqu'aux portes d'Argoulême trois cens gentilhommes en deux bandes ; l'une menée par M. de Bourdeille, et l'autre par M. de Grézignat, son frère. Ceux de M. de Bourdeille estoient vestus de grandes casaques de velours cramoisy à l'albanoise et les chevaux bardés de mesme ; ceux de M. de Grézignat, de velours jaune, parce que c'estoient les couleurs de la mariée, jaune et rouge, le tout pourtant aux dépens de mon père. La mariée estoit montée sur une hacquenée blanche, harnachée de velours cramoisy et argent fort superbement ; et la faisoit très beau voir à cheval..., et six damoiselles après elle, toutes montées sur hacquenées que mon père avoit données, avecques harnois de velours noir. Elle avoit aussi trois pages, dont un de la maison de Lammery, parent de la maison de Bourdeille (3), qui estoient vestus de velours rouge pourpre, doublé de blanc, avecques des bandes de velours noir bordé d'argent, parce que c'estoient les couleurs de la maison de Bourdeille : blanc, rouge et noir. Bref, le convoy de ces nopces fut des plus pompeux et superbes qu'on avoit veu il y avoit longtemp en maison de Guienne ».

Brantôme rappelait ensuite son séjour, « estant fort petit

(1) Conduite que l'on faisait aux jeunes mariés, quand l'époux amenait sa femme chez lui.

(2) Anne Joubert, mariée le 8 avril 1529 à Jean de Bourdeille, seigneur de Saint-Just et de Grézignac.

(3) Pierre de Beaupoil de Sainte-Aulaire, troisième fils de Jean et de Marguerite de Bourdeille, marié à Catherine de Laurière, fille du seigneur de Lammery.

garçon », à la Feuillade, maison de plaisance dépendant de La Tour-Blanche.

Il n'omet pas la contestation féodale que cette châtellenie suscita à François de Bourdeille, son père, « et la sentence par défaut rendue sur la poursuite des gens du Roi au siège d'Angoulême, prononçant saisie de la terre, faute de service dans l'arrière-ban, et la belle résolution qui porta feu le baron de Bourdeille à désavouer son procureur, parce qu'en exécution de ladite sentence, il avoit présenté un homme d'armes, et à comparoître en personne pour offrir un simple archer, suivant le devoir de son fief ».

Brantôme fut loin d'être d'accord avec son neveu Henri de Bourdeille, issu du mariage du sénéchal, André, son frère, avec Jacqueline de Montbron. Ils furent en procès et transigèrent après la mort de M^{me} de Bourdeille. « Je me contentai seulement, dit le chroniqueur, de la jouyssance de La Tour-Blanche, à mon regret pourtant. » Il se plaignait amèrement de son neveu, dont il raconte encore le trait suivant :

« Un jour, estant à La Tour-Blanche, dans la sale, il dit tout haut, devant force gentilhommes et autres, sur le subject qu'il n'avoit obligation à homme au monde qu'au sieur de Marouatte (1), qui lui avoit faict avoir la résignation à M. de Périgueux de son évesché (2), pour l'y avoir poussé et persuadé, dont je cuydoy partir de collère contre lui; mais je me commanday et m'arrestay de peur d'escandale, lequel mondict évesque j'avois faict et créé tël par la nomination et brevet du Roy. Car ce fut moy qui la luy demanday pour mon frère et pour moi, ayant veu ledict évesque un chétif petit moyne de Saint-Denys, et l'avoir ainsi créé tel contre l'opinion de M^{me} de Dampierre, ma tante, qui ne le vouloit, en me disant plusieurs fois que j'en maudiray l'heure de le colloquer en si haut lieu « ce vilain moyne », usant de ces propres mots, et que son père avoit foict souvent pleurer ma mère. Croyez que ceste honneste dame prophétisa bien ce coup, car il fut aussy ingrat en mon endroict que son cousin, ledict M. le vicomte,

(1) Antoine de Montagrier, seigneur de Maroite.

(2) François de Bourdeille, d'abord moine de Saint-Denis, puis évêque de Périgueux (1578-1600). Il était le second fils de Gabriel de Bourdeille, seigneur des Bernardières, frère cadet du père de Brantôme.

que ceste fois m'alla payer de ceste sorte, pour n'avoir obligation qu'au sieur de Marouatte, nullement, certes, comparable à moy en obligation ny en valeur et mérite, pour n'avoir esté jamais autre qu'un amasseur de deniers, et que j'ay veu parmy les bonnes compagnies qu'on nommoit que *Petit brodequin*, nom à luy donné par MM. de Coutures et La Borie Saunier... Et pour parler de ceste grande susdicte obligation de Marouatte, ne faut doubter que si j'eusse voulu m'opposer à la dicte résignation pour, après estre faicte, en demander la moitié de la dicte évesché, je l'eusse peu faire sûrement... »

Vers 1613, Brantôme, faisant son testament, n'oublia point de laisser un souvenir à ceux dont à La Tour-Blanche il avait employé les services : « Je lègue à tous mes serviteurs et servantes, demeurant tant à La Tour-Blanche, Richemond que Brantôme, qui se trouveront lors de mon trépas, la somme de 550 livres une fois payée », écrivait-il ; et il appelle comme témoin de ses dernières dispositions, les sieurs Domingue, prêtre ; Girard, médecin, et Guillaume, apothicaire, habitants de La Tour-Blanche, désignés par lui ; « et c'est ainsi, remarque M. de Chancel, que par un simple acte de complaisance ils vont à la postérité en compagnie de l'un des écrivains les plus féconds et les plus illustres du xvi^e siècle ».

Le château de La Tour-Blanche ne dut point souffrir du passage des Calvinistes, car Brantôme en aurait parlé. Vers 1569, les sieurs de Jarnac et de Chantérac vinrent avec leurs bandes mettre le siège devant la ville dont ils s'emparèrent, malgré la vive résistance de François Grand, seigneur voisin de Tenteilhac.

A. DUJARRIC-DESCOMBES.

(A suivre.)

CHATELLENIE DE RIBÉRAC

(1544.)

M. le marquis Du Lau a fait prendre, à notre intention, copie de plusieurs documents concernant le Périgord, à la Bibliothèque nationale.

M. Dujarric-Descombes nous a remis, autrefois, au nom de notre confrère, deux pièces copiées dans le fonds Doat, con-

cernant Ribérac : le dénombrement des gentilshommes et vassaux, et celui du revenu de cette châteltenie que nous publions.

I

DÉNOMBREMENT DES GENTILSHOMMES ET VASSAUX

prins pour Monsieur de Ribérac en sa chastellenie de Ribérac,
en Perigord (1).

Les hommes souuerainement prins de la chastellenie de Ribérac,
pour Monsieur de Ribérac.

Et premièrement :

Monsieur de Minye.

Le sieur de Lamothe de Saint-Pryuat.

Le sieur de Lamothe de Saint-Marsault.

Le sieur Descandillac, à cause de la Regalle.

Le sieur de La Regnauldye.

Le sieur de Gandillac, à cause de ce qu'il tient en la dite terre et
chastellenie de Ryberac.

Le seigneur de Laquos.

Le seigneur de Montardi.

Le sieur d'Alemans.

Le sieur de Laporte.

Le sieur des Hommes.

Le seigneur de Burée.

Le sieur de Landrye.

Le sieur de Verteillac.

Le seigneur de Boriporte.

Les sieurs de la Petenerie.

Le sieur de Polyn.

Le sieur de Fraisse.

Le sieur de Massy.

Le sieur de la Regnauldye.

Le sieur de la Barde de Bordeille, de ce qu'il tient en la dite chas-
tellenie de Ryberac.

Le sieur de la Brangelie.

Le sieur de la Ferrière.

(1) Doat, 246, f° 259. Inv. des Basses-Pyrénées, série B 1788.

Le sieur de Sufferte.
Le sieur de Lescarderye.
Le sieur de Farges.
Le sieur de la Teillie.
La maison de la Court.
Le seigneur du Vigier de Ciurac.
Le sieur de Chabans.
Le sieur de Laforce.
Le seigneur du Temple.
Le sieur de Lamothe de Saint-Vincent.
Le sieur de Bonnes, pour Lacoulat.
Le sieur de Puigrenier.
Le seigneur de Larrivière.
Le sieur de la Taillandye, à cause de ce qu'il tient en la dite terre.
Le sieur de Charri.
Le sieur de La Corre, à cause de la Corre.
La dame de Saint-Seuerin, à cause de ce que tient en la dite terre.
Le commandeur de Comberenche, pour sa commanderie.
Le prieur de Chalart.
Le chapitre du Pont-Saint-Geniers.
Le prieur de Soulllyer.
La seigneurie de Chadueil, que tient le sieur de Mont Réal.
Le chapitre de Périgueux.
La maison de Saint-Jehan, que tient le Brouilhet.

LA CHASTELLENIE DE CARLUX
pour mon dit sieur de Ryberac.

La chastellenie de Salignac.
La chapelle de Saint-Geniés, que tient le sieur de Badeffou.
Le sieur de Lacassaigne.
Le sieur de Jayac.
Le seigneur de Peluesin.
La chastellenie de Commarque, que tient le baron de Benac.
Le sieur de Campagnac, à cause de La Cassaigne.
Le seigneur de Brezolles, pour Beau Repos.
Le sieur de Maselat.
Le seigneur de Lamothe.
Le sieur de Fénelon.
Le sieur de Courailh.
Le sieur du Roc.

Le sieur de Marneil.
Le sieur du Claux.
Le sieur de la Brande.
Le sieur de Paluel.
Le sieur de Leugue.
Le sieur de la Tour.
Le sieur de la Vigerie.
Le sieur de Rouffillac.
Le sieur de Latourrete.
Le sieur de Rignac.
Le capitaine Paluel.
La demoiselle de Casenac.
Le sieur de Penasson.
Le seigneur de Caussade.
Le sieur de Lassalle de Saint-Genyes.
Labbaye Souillac.

LA CHASTELLENIE DE MONQUT.

Le seigneur de Ronellas.
Le seigneur de Tenac.
Le sieur de Perrou.
Le sieur de Saint-Martin.
Le seigneur de Saint-Michel.
Le sieur de la Landrye.
Le sieur de Chaulmont.
Le sieur de Boydonere, à cause de la maison de Merlac.
Le sieur de La Poneye.
Le seigneur de Gardonne, à cause de ce qu'il tient en la dite terre.
Le seigneur de Fayolle, de Caliosac, à cause de ce qu'il tient en la dite terre.
Le seigneur de La Baulme, le tout à cause de ce qu'il tient en la dite terre.
Le sieur de Lenberge.

LA CHASTELLENIE DE MEDILLAC.

Je ne y en scache que quatre vassaulx, d'autant que ie ne lay ia-
mais fait vérifier.
Le seigneur de Basas.
Le sieur de Curac.
Le sieur de la Tour.
Et le seigneur de Labarde.

LA SEIGNEURIE DE MONTAGRIER,

Dont Mademoiselle de Montagriier en est usufruitière.
Le seigneur de Marouate.
Le sieur de Labellye.
Le sieur de Monset.
Le sieur de la Jobertye d'Allemant.
Le sieur de Montardy, de ce qu'il tient en la dite terre.
Marlault de Périgueux.
Monsieur de Fief.
La Borie de Périgueux.

LE REPAIRE DE TANDOUX.

Le vingt et troisième janvier mil six cent soixante-six, la presente copie a esté bien et deuement vidimée et collationnée sur une copie escripte en papier, qui est au Trésor et archif du Roy au chasteau de Pau, inuantiée en l'inuantaire de Bearn, titre de Perigord et Limozin, chapitre du Domaine et reformation d'icelluy, coté XI par moy conseiller et secretaire de sa maiesté, en la Chambre des Comptes de Nauarre, soubz signé, de l'ordonnance de ladite Chambre.

Du POINS.

II

DENOMBREMENT DU REUENU DE LA CHASTELLENIE DE RIBEYRAC
EN PERIGORD (1).

Le reuenu de la chastellenye de Ribeyrac :
Par froment, tant ordinaire que extraordinaire.... v.cc.l. charges.
Seigle ordinaire..... l. charges.
Par mestures de Domaines..... vi^{tes}x charges.
Auoine de rente..... ii^{tes}xxviii charges.
Mesture de molins d'affirme des mosiners, par an.. ij^{tes}xx charges.
Poulaillies ou chapons de rente..... viij.
Moutons de rente..... xliix.
Fouins des prés, sans les prouisions des mestairies comunement
par an..... iiij^{tes} charrellées.
Les reguins desdicts prés, s'affirme par an..... l. escus.

(1) Doat, 246, f° 263.

En deniers ordinaires, comprenant le guesst qui est renduel par ar-
rest..... vi^{cl} l. #.
Le droit de minage s'affirme..... ij^c #.
Le greffe..... vi^{xx} xliij #.
La preuosté..... vi^{xx} xliij #.
Le droit de Lale saffer par an..... xxx #.
Le droit de Pontenaige..... xxxliij #.
Le molin a draps saferme..... xx #.
Le four a ban, qui vaut quand il afferme sans fournir bois ny rien,
s'affirme..... l #.
Le passage du Port botou s'affirme..... viij #.
Plus le vin qui se teind aux vignes et Ribeyrac, et des metai-
ries.. cent barriq.
Plus les poitrines des bœufs qui se tuent à Ribeyrac.
Journaux apresiez a un sol pour homme chacun iourneau de
rente..... iiij^c journaux.
Plus en bestail tant bœufs, vaches que pourceaux, qui sortent par
an des metairies ne scay le nombre.
Plus y a en ladite chastellenye de Ribeyrac, dix-huit cens journaux
de bois, sans ceux des mestayries.
Plus y a un bois chastenet, anté, qui s'affirme par an..... xl #.

LA CHASTELLENYE DE MONTCUC.

Froment de rente..... cent xj pipes.
Auoyne de rente..... cent xj pipes.
La metairie de Monteil, tant pour le seigneur que pour le metayer,
cent pipes de tous bleds quest pour le seigneur..... l pipes.
La metairie de Saint-Martin, tant pour le seigneur que pour le mes-
tayer, soixante pipes de tous bleds, qu'est pour le seigneur. xxx pip.
Les molins dudit Montcuc et de Saint-Martin s'afferment sans main
metre..... xxliij pip. de bleds.
Deux prés qui se leuent par les mains du seigneur, se teint par an
de foin..... l charretées.
Plus il y a vignes pour teuiller cent barriques de vin.
Plus deux forests qui saferment par an, quand il y a année d'a-
gla..... iiij^{xx} #.
Poullaille de rente ordinaire..... iiij^{cl} l.
Argent ordinaire..... iiij^c xxv #.
Le greffe..... iiij^{xx} #.
La preuosté..... l #.
Le peage..... xl #.

Le droit de top..... LXV ^u.

Le quest de treize p'arroisses a trois sols pour feu a ceux qui payent cinq sols de taille ou au-dessus, ne scay que vault pour ce que le seigneur la donne a Chaptarmat, sa vie durant.

Plus y a en iournaulx de tout homme tenant feu ardent un iourneau ou un carolus pour iournau au choix du seigneur, qui se peut monter enuiron deux mil cinq cens iournaux.

LA CHASTELLENYE DE MEDILHAC.

En froment de rente..... iiiij^{xx} pipes.

Seigle de rente..... XL pipes.

Auoine de rente..... iiiij^{xx} pipes.

En froment dagryères..... LX pipes.

Seigle dagryeres..... xxv pipes.

Auoine dagryeres..... xl pipes.

Vin d'agrieries par communes années, cent barriques.

Le Rabes d'Agrier s'aferment par an..... xviiij ^u.

Huile de nois dagrieres s'aferme communement une barrique ou deux.

En deniers ordinaires..... iiiij ^u.

La preuosté et greffe, s'aferme..... cent ^u.

Chapons de rente..... v^c.

LA CHASTELLENYE DE CARLUTZ.

En froment, seigle et auoyné, tiers d'un tiers d'autre. iiiij^c charges.

Plus le dixme de Lymegoux, moitié froment, moitié seigle... xl charges.

Le molin de Chonbron, en la terre dudit Carlutz, tant froment que mesture..... xl charges.

Le pré de la Bregue, sur la riuere de Dordogne, contenant cinquante iournaux au cordeau, vaut l'herbe par an d'aferme... cent ^u,

Plus en argent ordinaire, guet, preuosté, greffe, quart du poisson, qui se prent tant sur la riuere de Dordogne que sur leau vielle, le tout comprins en l'article, s'aferme..... vcl ^u.

Poulaillies de rente..... iiiij^c l.

Il ny a point d'autres domaines que une maison et un vigne que prend le capitaine pour sa prouision.

LA CHASTELLENYE DE MONTAGRIER

dont la demoiselle dudit lieu en est usufructeresse tant qu'elle viura, car elle en a fait depuis la mort de son feu mari, le seigneur de Ri-

beyrac, propriétaire. Et encores quil descedast deuant, elle en a fait cas pareil a son fils aîné qui daïdie son filol. En cas que le dit Guy descedast plustost qu'elle, l'un des autres enfans dudit sieur de Ribeyrac, celui qui luy plaira nommer.

Vault ladite chastellenye, en rente :

Froment de rente..... cxi pipes.

Auoyne de rente..... ij^e charges.

Plus froment dudit demaine des metairies six vingt dix charges ou plus pour ce..... vii^{ix} charges.

Grosailles des métairies..... c charges ou plus.

Trois molins sur la Drone, de tous bleds cent charges pour ce..... c charges.

Poulailles de rente..... ii^j^e.

Le grand pré du chasteau, la ou se teuil bon an, mal an, de foin..... iiij^e charrettées.

Les vignes qui se montent, enuiron trois cens iournaux de homme..... iiij^e #, en argent ordinaire.

Deniers extraordinaires comme preuosté, greffe et peage.. vii^{ix} #.

En ses cinq chastellenies y a plusieurs beaux et grands homages.

Le vingt et neufiesme januiet mil six cens soixante-six, la presente copie a esté bien et deuement vidimée et collationnée sur autre copie escripte en papier qui est au Tresor des Archifs du Roy, au chasteau de Pau. Inuantoriée en l'inuantaire de Béarn, titre de Perigort et Limozin, chapitre du domaine et reformation dicelluy, cote X, par moy conseiller et secrétaire de sa maïesté en la Chambre des comptes de Nauarre, soubz signé, de l'ordonnance de ladicte Chambre.

Du Poins.

Pour copie conforme :

M^{is} DU LAU.

LOUIS DE CHABANS, SEIGNEUR DU MAINE

Louis, baron de Chabans, seigneur du Maine, de la Bordogne en Champagne, seruit utilement le roi Louis XIII et devint un de ses favoris. Le prince le nomma conseiller d'Etat, gentilhomme ordinaire de sa Chambre, gouverneur de Ste-Foy et Mussidan, maréchal de ses camps et armées et son ambassadeur à Venise, où il se fit estimer si particulièrement, que la République le nomma son capitaine général de l'artil-

lerie. Lorsque la reine-mère Marie de Médicis, mécontente du gouvernement du jeune roi Louis XIII, son fils, et retirée au château de Blois, en sortit nuitamment avec le secours du duc d'Epemon, le 22 février 1619, la Cour dépêcha le baron de Chabans pour découvrir la retraite de la reine et lui faire des offres de service. Mais cette commission échoua, par le change que donna au baron de Chabans, du Plessis, créature du duc d'Epemon, qui, connaissant le baron de Chabans pour un esprit fin et rusé, lui dit que M. le duc était à Angoulême tandis qu'il était à Loches (1). Il est aussi rapporté dans la même histoire que M. de Chabans était homme d'esprit et d'intrigue, qu'il avait des emplois à la Cour, et qu'ayant été consulté sur le siège de Montpellier, il contraria le sentiment du duc d'Epemon et que le Roi s'en rapporta à celui du baron de Chabans (2).

Le baron de Chabans a publié plusieurs écrits dont voici les principaux :

1° *Raisons pour montrer que l'édit nouvellement fait pour les monnaies est juste et qu'il est au soulagement du peuple*, avec l'arrêt du Conseil qui ordonne l'impression de ce traité, et fait main-levée de la saisie que la Cour des monnaies en avait faite ; Paris, 1609, in-8° ;

2° *Apologie du même édit sur les monnaies*, ou Réfutation des erreurs de maître Guillaume et de ses adhérents ; Paris, 1610, in-8° ;

3° *Advis et moyens pour empêcher le désordre des duels*, Paris, 1615, in-8° ;

4° *Histoire des guerres des Huguenots* faites en France, sous le règne de Louis XIII, avec le plan des villes qui ont été assiégées ; Paris, 1634, in-4° ; Paris, 1663, in-12, 2 vol. L'auteur de cette histoire rapporte exactement ce qui s'est passé dans cette guerre où il a eu quelque commandement. (Voyez la *Méthode historique*, in-4°, de Langlet, tome IV, page 124).

(1) Voir l'*Histoire du duc d'Epemon*, par Girard, à l'année 1619, t. II, page 354.

(2) Voir la même histoire, t. II, page 534.



LOVYS S.^r de Maine, Baron de Chabans, Gentilhomme ordinaire de la
chambre du Roy, Gouverneur de Sainte Foy, et General de l'Artillerie de
la Serenissime Republique de Venise.

M.^{se}ne fecit.

Mariette excudit.

Le baron de Chabans avait épousé Suzanne Guillard, fille de Louis Guillard, chevalier, seigneur de Lisle et de l'Epichelière, baron d'Arcy, et de Marie Ragnier de la maison d'Esternay.

Il a eu trois enfants :

1° Henry de Chabans, filleul du maréchal de Schomberg ; mort jeune.

2° Louise de Chabans, religieuse bénédictine, à Melun.

3° Claire de Chabans, devenue héritière de cette branche, épousa, par contrat du 14 novembre 1670, Nicolas Achard, vicomte de la Double, seigneur de Balanzac, Léger, La Brangelie, etc.

Le baron de Chabans appartenait à une branche cadette de la maison de Chabans (Périgord), dite de Saint-André ou d'Epeluche.

H. DE MONTÉGUT.

TABLEAUX DE L'ÉGLISE DE CHAMPCEVINEL

Nous avons reçu autrefois d'un peintre verrier de Bordeaux, M. Augier, qui était membre de notre Société et qui était chargé de restaurer l'église de Champcevinel, les notes suivantes qui traitent spécialement des tableaux dont il est utile de connaître l'origine.

L'église de Champcevinel possède quelques tableaux qui offrent un certain intérêt et méritent d'être conservés.

1° Une Sainte Famille. La Sainte-Vierge tient son divin Enfant debout sur ses genoux et le présente à saint Joseph, qui, dans une attitude respectueuse, lui offre, d'une main, une tige de lys, qu'il semble accepter avec contentement. Dans le haut du tableau, le St-Esprit, sous la forme d'une colombe, inonde de ses rayons lumineux le fond du tableau.

On remarque dans le bas un petit personnage, sans doute le donateur du tableau ; il est représenté debout, portant le costume de l'époque, un long vêtement bleu dont le revers des manches est rouge ; il tient devant lui, à la façon des pay-

sans, un chapeau à larges rebords de couleur fauve, orné d'un ruban rouge.

Les carnations et les draperies de ce tableau sont traitées avec soin ; on pourrait peut-être y reconnaître l'œuvre d'un peintre de l'école espagnole.

On y lit l'inscription suivante :

A · ESTE · DONNE · PAR · PIERRE · SVDRAV · ET · FRAN
COIZE · PICHON · 1693.

Hauteur, 1^m40 ; largeur, 1^m30.

Deuxième tableau. Il représente Jésus-Christ debout, devant un autel, les bras élevés dans l'attitude que prennent les prêtres en disant la messe lorsqu'ils se tournent vers le peuple en disant le *Vobiscum* ; son vêtement est une tunique blanche avec un manteau rouge dont les plis donnent l'aspect d'une chasuble du moyen âge. Plusieurs têtes de chérubins lui forment une auréole sur un fond lumineux.

A sa droite, saint Charles Borromée, à genoux, dans son costume de cardinal, ayant la corde au cou et les bras croisés sur la poitrine ; derrière, se tient un clerc dans la même posture. A gauche, saint François de Sales, également à genoux, portant le rochet et le camail ; derrière lui, se trouve aussi un personnage à genoux ayant rabat.

Toutes les têtes, à l'exception de celle du Christ, sont d'une meilleure exécution que les draperies qui offrent de la lourdeur. Il porte pour signature : A. GAVTIER pinxit 1719.

Ce tableau est dans un bon état de conservation.

Hauteur, 1^m31 ; largeur, 1^m30.

3° Ce tableau a dû être fait pour une confrérie du St-Sacrement. On sait qu'autrefois cette confrérie était établie dans beaucoup de paroisses et que les personnes les plus distinguées du pays se faisaient un honneur d'en occuper les premières charges.

Il représente le Sacrement de l'Eucharistie, adoré par deux anges posés à genoux d'une façon bien symétrique, devant un autel sur lequel est posé l'ostensoir avec deux chandeliers

portant des cierges allumés. La forme de l'ostensoir rappelle l'époque Louis XIII, un large pied orné de têtes d'anges. Les rayons, qui forment le soleil au milieu duquel se trouve la sainte hostie, ne sont point terminés comme de nos jours par une croix. L'autel est simple ; il se compose d'une simple nappe, ornée d'une fine guipure ; sur le devant, un *Ante pendium* de soie blanche broché d'or avec galons. Sur le milieu, se trouvent les armoiries du donateur sans doute de ce tableau. Sa hauteur est de 1^m43 sur 1^m10. Cette toile, en mauvais état de conservation, n'offre pas les mêmes qualités de talent artistique que les deux autres ; néanmoins, il mérite d'être conservé à cause du souvenir du donateur et de sa destination.

Le moulage du fer à hosties, que j'offre à la Société archéologique de Périgueux, appartient à M. l'abbé Fournier, curé de l'église de Saint-Marc de Champcevinel.

On sait que ce n'est guère que vers la fin du ix^e siècle que l'usage s'est introduit de fabriquer les pains d'autel au moyen d'un fer. Il existe des fers qui remontent aux xii^e, xiii^e et xiv^e siècles. Celui dont je présente le dessin doit être du commencement du xvii^e siècle. En une seule fois, il forme deux grandes hosties et deux petites. Les grandes hosties sont entourées d'un cercle, formé par des rayons flamboyants divisés par quatre têtes d'anges. L'une représente N.-S. en croix ; une tête de mort, dont la dimension me paraît exagérée, avec un tibia sont disposés au pied de la croix.

La seconde représente la résurrection, N.-S. s'élevant en triomphe au milieu d'une gloire ornée de six têtes d'anges ; il tient l'étendard de la croix de la main gauche. On lit en très belles lettres le nom de JÉSVS avec le V pour l'U ; sans doute que cette hostie devait servir surtout pendant le temps pascal. On observera que, sur les deux hosties, la tête de N.-S. n'est pas nimbée, mais ornée de rayons.

Les petites hosties ont pour bordure un grènetis ; sur l'une on voit la figure de l'*Ecce Homo*, et l'autre porte les initiales de *Jesus hominum Salvator* surmontées d'une croix ; les extrémités des lettres se terminent par de petits grains ; les trois clous accompagnent le monogramme.

AUGIER.

NOTES ET DOCUMENTS :

LE PÉRIGORD AUX ARCHIVES NATIONALES

D'APRÈS LES PAPIERS DU CONTRÔLE GÉNÉRAL DES FINANCES,

(1682-1727).

(Suite et fin.)

La lettre qui suit, écrite par l'Intendant au Contrôleur général le 15 décembre 1711, est la première d'une série s'étendant jusqu'à 1713, et dont il résulte que, durant cette période, M. de Courson eut quelques ennuis du côté du Périgord : tentative d'une partie de la noblesse de la province et de la bourgeoisie de Périgueux, pour se soustraire au paiement de l'impôt, émission de fausse monnaie. L'Intendant agit avec fermeté et tout rentra dans l'ordre.

Monsieur,

Depuis que M. Grassin a passé ici, j'ai cherché à découvrir dans quel endroit de la Généralité on pouvait fabriquer les monnaies à faux coins qui y paraissaient depuis quelque temps. Il n'a pas été difficile de trouver qu'elles venaient du Périgord, parce qu'il y en avait beaucoup plus dans l'argent qui était porté des recettes de ce canton-là, que dans les voitures de toutes les autres. La difficulté était de trouver qui les fabriquait. Je n'ai pas douté que ceux qui y travaillaient n'eussent fait travailler dans quelque forge aux instruments qui leur étaient nécessaires, et j'ai su par deux forgerons de la forge de La Rigaudie (1), que deux personnes, dont l'un s'appelle La Rivière-Pointet, et l'autre Raymond de La Nougarède, avaient fait forger une barre de fer de trois à quatre cents livres, percée par le milieu, que cette barre fut portée, la nuit, cachée sous de la paille. La Rivière-Pointet est un homme chargé de plusieurs crimes, et actuellement condamné aux galères par le présidial d'Angoulême pour un assassinat dont il était accusé. Le nommé Labetoulle était joint avec eux : il

(1) Commune de St-Hilaire-d'Estissac, cant. de Villamblard.

est actuellement dans les prisons de Bordeaux, et les juges-gardes lui font son procès pour avoir été trouvé exposant de la fausse monnaie dans le marché de Rioms. Le nommé Lestrade, maréchal, demeurant au port de Fournil (1) en Périgord, était d'intelligence avec eux, et avec le s^r d'Aiguefont, gentilhomme-verrier; il travaillait aux instruments qui leur étaient nécessaires et plusieurs personnes ont vu que le nommé Giraudeau, marchand à Mussidan, cherchait avec soin de nouvelles espèces, et surtout des pièces de 10 s. et de 20 s. Plusieurs personnes ont dit à ceux que j'avais envoyés dans ce canton-là pour tâcher de découvrir ce qui en était et qui y sont restés longtemps, sous prétexte de faire avancer les rôles pour le dixième, qu'ils savaient ce qui se passait, et où était la barre de fer qui avait été faite dans la forge de La Rigaudie, et que, s'ils étaient interrogés, ils découvriraient bien des choses. Tout le pays ne doute pas que l'on ne travaille chez M. de Neuvic, qui est un gentilhomme, près de Mussidan, et dans la maison de La Rigaudie; que M^{me} Léger, sœur de M. de Neuvic, et de qui La Rivière-Pointet faisait les affaires, ne fût sur cela d'intelligence avec son frère.

De tous ces acteurs-là, il n'y avait d'arrêtés que Labetoulle et La Rivière-Pointet, qui est dans les prisons d'Angoulême; encore y est-il pour un autre crime. Le s^r d'Aiguefont n'a pas paru depuis que Labetoulle est arrêté. On croit qu'il travaille dans une verrerie qui est du côté du Languedoc.

J'ai cru qu'il y en avait assez des déclarations que les forgerons ont données par écrit et de tout ce qui se disait sur cela, pour faire arrêter Raymond de La Nougarède, Giraudeau, tous deux habitants de Mussidan, et Lestrade, au port de Fournil, qui n'en est éloigné que d'une lieue. Comme je ne savais à qui me confier pour pareilles affaires, y ayant plusieurs personnes intéressées, j'ai cru que l'affaire était assez importante pour passer à Mussidan en revenant de Périgueux, sans que l'on pût découvrir que je devais y aller. Raymond de La Nougarède et Lestrade ont été arrêtés et conduits dans les prisons de cette ville; pour Giraudeau, il ne s'y est point trouvé; il y paraît même fort rarement.

J'ai appris en arrivant ici que Labetoulle avait plus parlé qu'il n'avait fait encore, et qu'il a déclaré que, si on cherchait dans le château de Neuvic, on y trouverait des creusets et autres choses nécessaires. Comme cette affaire ne me regarde point, je n'ai pu faire sur

(1) Commune de St-Laurent-des-Hommes.

cela aucune procédure ; mais je suis très persuadé que les plus coupables sont arrêtés, que, si on la suit, et que l'on fasse assigner ceux qui ont parlé aux gens que j'ai employés, qu'ils découvriront la vérité. Cette affaire sera fort longue à instruire et aura beaucoup de suites. Je ne doute pas que plusieurs gentilshommes ne se trouvent coupables, mais il faudrait pour cela que la procédure fût faite par gens qui ne fussent pas du pays et plus habiles que ne sont les juges de la Monnaie, qui ne m'ont pas paru fort capables dans toutes les procédures qu'ils ont faites contre Labetoulle. Je crois devoir aussi vous représenter que je ne puis être chargé de cette affaire par un arrêt d'attribution : elle m'occuperait entièrement pendant trop longtemps et je ne pourrais m'empêcher d'abandonner toutes les autres que j'ai ici pour la suivre avec l'exactitude et l'attention qu'une pareille affaire mérite. Je suis, etc.

DE LAMOIGNON DE COURSON.

A Bordeaux, le 15 décembre 1711 (1).

Autre lettre de l'Intendant, à la date du même jour, au Contrôleur général, déjà connue (2). La série continue comme suit :

Monsieur,

Depuis la lettre que j'ai eu l'honneur de vous écrire le 15 de ce mois, au sujet des deux personnes accusées de fausse monnaie, que j'ai fait arrêter, on a découvert, par la déclaration de deux personnes que le nommé Légier Bournel avait débité beaucoup de fausse monnaie, que j'ai fait aussi arrêter. Il est actuellement dans les prisons de Périgueux. Je le ferai conduire ici, n'y ayant point de prisons sûres à Périgueux. Par les déclarations qui ont été faites, tous les soup-

(1) Arch. nat. G 7, 144. Au dos, cette note du Contrôleur général : « Evoquer, commettre M. de Courson pour juger avec un présidial et des gradués. Commettre avec lui un conseiller de la Cour des Monnaies pour instruire et juger avec lui. »

(2) Voir *Bulletin*, année 1904, *Varia*, p. 453. Cette importante lettre, publiée par Boislielle, ouv. cité, t. III, n° 1194, pp. 417-418, est conservée aux Archives nationales sous la cote G 7, 144. Le Contrôleur général répond en apostille : « Bon. Une lettre de cachet au nom de M. de Lacoste, et lui envoyer. »

çons augmentent contre M. de Neuvic et M^{me} Léger, sa sœur. Cette affaire est en état de pouvoir être suivie dès qu'il y aura quelqu'un de plus habile que ne sont les juges-gardes, qui sera chargé de le faire. Je suis avec respect, etc.

DE LAMOIGNON DE COURSON.

A Bordeaux, le 19 décembre 1711 (1).

Monsieur,

J'ai eu l'honneur de vous mander que, dans le voyage que j'avais fait à Périgueux, j'avais engagé la noblesse à payer tous les arrérages de la capitation qu'ils devaient, et que plusieurs habitants de Périgueux avaient aussi payé. On m'a mandé que, depuis que j'en étais parti, presque tous ceux à qui j'avais parlé avaient porté leur argent à la recette ou avaient pris des arrangements. Plusieurs particuliers de la ville de Périgueux auraient payé de même s'ils n'en avaient été empêchés par le s^r Gardonne, conseiller au Sénéchal, qui disait hautement dans toutes les rues qu'il fallait faire sonner le tocsin sur les garnisons qu'on enverrait, et que, si les peuples et la noblesse en usaient comme on faisait autrefois dans ce pays-là, on ne leur demanderait rien. Il reprocha même à deux gentilshommes qu'ils dégénéraient de la vertu de leurs pères, qui avaient été fort opposés aux intérêts du Roi dans le temps des guerres civiles, et leur dit beaucoup d'injures. Ces deux gentilshommes lui répondirent fort sagement qu'ils voulaient réparer par leur soumission la faute de leurs pères.

La ville de Périgueux est en possession de n'exécuter aucun des ordres qu'on lui envoie. De toutes les impositions extraordinaires qui ont été ordonnées depuis sept ou huit ans, ils n'en ont fait aucune et ils ne faisaient ni rôle de capitation ni d'ustensile, hors depuis unan que j'ai envoyé une personne de confiance, que j'ai chargée de les faire. Tout cela s'est fait par le conseil de cinq ou six mutins qui sont dans cette ville, à la tête desquels est le s^r de Gardonne. J'ai fait entendre raison à la noblesse du Périgord et aux principaux; mais, pour achever l'ouvrage, il faudrait un exemple qui pût les désabuser de l'esprit d'indépendance où ils sont. Il ne peut mieux tomber que sur le s^r de Gardonne, qui est un très mauvais sujet qui a déjà plusieurs condamnations contre lui; et il n'y a pas d'huissier qui ose

(1) Arch. nat. G ⁷, 144.

lui faire aucune signification à cause de ses violences. Je crois qu'il serait fort à propos d'avoir un ordre du Roi pour l'envoyer au château de Lourdes ou dans quelque autre prison. Cela ferait plus de bruit dans le pays que tout ce que je pourrais faire, mais il faut nécessairement un exemple pour mettre cette ville dans la règle. Je suis avec respect, etc.

DE LAMOIGNON DE COURSON.

A Bordeaux, le 19 décembre 1711 (1).

Monsieur,

Dès que j'ai eu reçu les deux ordres du Roi que vous m'avez fait l'honneur de m'envoyer, l'un pour obliger M. de Lacoste, gentilhomme du Périgord, à venir rendre compte de sa conduite, à cause des mauvais discours qu'il avait tenus dans l'affaire du dixième, et l'autre pour mettre au château de Lourdes le sieur Gardonne, pour les mêmes raisons; je les ai fait signifier. Ils sont tous deux venus ici. Le s^r Gardonne est actuellement malade dans cette ville, ce qui m'a empêché de faire exécuter l'ordre qui a été donné contre lui. A l'égard de M. de Lacoste, il a voulu se justifier, mais les meilleures raisons qu'il a pu me donner, est qu'il a payé tout ce qu'il devait de sa capitation et plusieurs autres taxes qu'on lui demandait; il va payer actuellement ce qu'on lui demande pour le dixième. Cet exemple était absolument nécessaire en Périgord, et cela a fait que la recette du mois de décembre dernier a été du double plus forte qu'elle n'eût été sans cela, et que tout le monde s'empresse à payer. Ainsi, Monsieur, comme les ordres du Roi que j'ai eu l'honneur de vous demander ont déjà produit l'effet que j'en attendais, je crois qu'il serait à propos que le Roi eût la bonté de vouloir bien en surseoir à présent l'exécution. La famille de M. de Lacoste est fort étendue parmi la noblesse; celle du s^r Gardonne ne l'est pas moins dans la bourgeoisie de Périgueux; et je crois qu'il sera utile au service du Roi que je puisse faire connaître à ce pays-là que j'ai autant d'attention à leur faire plaisir, quand ils se sont rangés à leurs devoirs, que j'en aurais à em-

(1) Arch. nat. G 7, 144. En marge, cette apostille du Contrôleur général : « Bon; un billet à M. de la Vrillière pour expédier l'ordre d'arrêter le s^r Gardonne et le conduire au château de Lourdes. En donner avis à M. de Courson. » Lettre reproduite par extraits dans Boislisle, *ouv. cité*, t. III, n° 1191, p. 418, et dans le *Bulletin*, année 1904, *Varia*, p. 453. Nous avons cru utile de la reproduire intégralement.

ployer tous les moyens qui pourront les obliger à obéir aux ordres du Roi, lorsque je pourrais imaginer qu'ils voudront s'en écarter. Je suis avec respect, etc.

DE LAMOIGNON DE COURSON.

A Bordeaux, le 19 janvier 1712 (1).

Monsieur,

Dans le procès qui s'instruit ici contre des particuliers de Périgord accusés de fabrication de fausse monnaie, pour l'instruction duquel vous avez envoyé M. de Segonzac (2), le principal acteur est le nommé La Rivière-Pointet, qui est actuellement dans les prisons d'Angoulême. Il a été accusé d'un autre crime et condamné pour cela aux galères. Il serait nécessaire qu'il fût ici pour l'instruction du procès qui est commencé, mais il ne peut y être traduit sans un ordre. Je vous prie de vouloir bien l'envoyer à M. d'Orzay et de lui recommander de le faire conduire ici sous bonne et sûre garde. C'est lui qui a fait faire le balancier dont on s'est servi pour la fabrication des espèces qui ont été faites. Je suis avec respect, etc...

DE LAMOIGNON DE COURSON.

A Bordeaux, le 20 février 1712 (3).

Monsieur,

Depuis que M. de Segonzac est ici, je n'ai point voulu vous importuner de mes lettres pour vous rendre compte des procédures qu'il faisait contre plusieurs particuliers du Périgord, accusés de fabrication de fausse monnaie, parce que je savais qu'il avait l'honneur de vous en écrire. Quoiqu'on voie assez clairement qu'il y a eu une fabrication considérable, que même il y a eu un balancier dont les fabricateurs se sont servis, cependant il sera difficile d'avoir des preuves convaincantes, parce que les principaux du pays, qui y sont intéressés, les détournent, à moins que d'engager quelqu'un des accusés à dire la vérité, en l'assurant qu'on lui pardonnera et qu'on ne fera

(1) Arch. nat. G 7, 144. En marge, cette note du Contrôleur général : « Bon ; approuver qu'il ne fasse point exécuter les ordres qui lui ont été envoyés. » Lettre analysée par Boislisle, ouv. cité, t. III, n° 1194, p. 148. (Voir aussi *Bulletin*, loc. cit.)

(2) Conseiller à la Cour des Monnaies de Paris.

(3) Arch. nat. G 7, 144.

aucune poursuite contre lui. Il y a déjà un des principaux accusés qui a fait faire le balancier, qui offre de découvrir tout ce qui s'est passé dans cette affaire, pourvu que tout ce qu'il dira ne puisse lui porter préjudice et que son crime lui soit pardonné. Je n'ai pas voulu prendre sur moi de lui assurer une chose qui ne dépendait pas de moi. Je vous supplie de m'envoyer vos ordres sur cela, et de me mander quelles sont vos intentions. Si ce parti vous convient, je suis persuadé qu'on décevra bien des choses dans cette affaire, qu'il sera très difficile de savoir sans cela. Je suis avec respect, etc.

DE LAMOIGNON DE COURSON.

A Bordeaux, le 2 avril 1712 (1).

Monsieur,

Depuis que je suis parti de Bordeaux, j'ai appris que le nommé Lestrade, un des principaux accusés de fausse monnaie, et contre lequel il y avait le plus de preuves, s'était échappé des prisons de Bordeaux. Je l'avais fait mettre dans les prisons du palais comme les plus sûres, où il était dans un cachot. Ainsi je ne doute pas que l'huisier, qui est commis à la garde des prisons, n'ait contribué à son évasion. Il y a plus de deux ans qu'il n'y a de geôlier, et il ne peut pas y avoir un plus mauvais ordre qu'il n'y en a pour la garde des prisonniers. On m'écrit de Bordeaux qu'on a donné tous les ordres nécessaires pour pouvoir le rattraper. Je n'avais pu les juger avant de partir, parce qu'il fallait encore quinze jours ou trois semaines pour achever l'instruction et que je comptais être de retour dans le temps que le procès serait en état d'être jugé. Je suis avec respect, etc.

DE LAMOIGNON DE COURSON.

A Montpellier, ce 18 mai 1712 (2).

Monsieur,

Le procès des faux monnayeurs pour lequel vous m'avez envoyé un arrêt d'attribution a été entièrement jugé hier matin, après six séances. Il paraît, par ce procès, qu'il y a eu effectivement une fabrication de fausse monnaie pendant plus de deux ans, à différentes re-

(1) Arch. nat. G ⁷, 144.

(2) Arch. nat. G ⁷, 144. M. de Courson avait obtenu du Contrôleur général un congé d'un mois pour se rendre à Montpellier où il devait assister au mariage de sa fille avec M. de Maupcou.

prises, mais qu'il n'y a eu qu'un seul balancier dont on s'est servi, qui a été porté en différents endroits. Ceux qui ont le plus travaillé sont les nommés Labetoulle et Boismillon, qui sont morts dans les prisons avant que j'aie pu prendre connaissance de cette affaire. Le nommé La Rivière-Pointet, qui a été transféré par vos ordres des prisons d'Angoulême ici, a avoué avoir fait faire le balancier. Il a été condamné à faire amende honorable et à être pendu. Préalablement appliqué à la question, il n'a pu déclarer aucun complice, parce qu'il fut arrêté à Angoulême peu de temps après que le balancier a été construit. Le nommé Lestrade, qui s'est évadé depuis peu de jours des prisons, est celui contre lequel il y a le plus de preuves de la fabrication, et chez qui la machine a le plus travaillé. Je n'ai pu vous rien mander encore de positif sur son évasion, n'étant pas assez instruit ; je suis persuadé qu'il n'est sorti des prisons que par intelligence. J'aurai l'honneur de vous en rendre compte, dès que j'aurai quelque chose de certain à vous mander. Il y a plusieurs autres particuliers convaincus d'avoir travaillé, qui ont été condamnés à mort par contumace, comme Lestrade, mais qui n'ont point paru dans le pays, depuis les premiers mouvements que l'on s'est donnés, sur cette affaire. Il en reste trois autres contre lesquels on a ordonné un plus amplement informé, et cependant tiendront prison pendant six mois, contre lesquels il y a tous les indices possibles. Toutes les apparences sont même qu'ils ont le plus contribué à la fausse monnaie, et surtout un nommé Légier Bournet et Pierre Faure, peintre ; mais, comme on ne peut s'empêcher de juger dans les règles, n'y ayant point de preuves certaines contre eux, on n'a pu statuer autre chose.

Il a paru dans tout ce procès qu'il y a un gentilhomme nommé M. de Neuvic, qui a eu beaucoup de connaissance de cette affaire. Il s'est donné bien des mouvements pour tâcher de parler aux prisonniers et surtout au nommé Lestrade, qui s'est sauvé. Celui qui a été pendu a été l'homme d'affaires de l'une de ses sœurs ; les deux contre lesquels il y a un plus amplement informé, ont été ses domestiques, et le nommé Faure était son homme d'affaires, lorsqu'il a été arrêté. C'est une très mauvaise race ; son père et ses deux oncles ont été condamnés à mort, et une de ses sœurs a été obligée de prendre des lettres de rémission pour un meurtre commis dans le château de Neuvic, et ce M. de Neuvic a des fourneaux chez lui qu'il emploie, à ce qu'il dit, à la chimie.

Il eût été à souhaiter qu'on eût pu trouver la machine, mais il y a apparence qu'on l'a rompue lorsqu'on a vu que le procès commençait. Ce qui a empêché d'avoir plus de preuves qu'il n'y en a eu, est qu'un

archer qui a fort bien servi dans cette affaire, a été assassiné dans le temps qu'il était à la découverte de nouvelles preuves.

M. de Segonzac, qui s'en retourne bientôt à Paris, sa présence étant inutile ici dans l'incertitude si on pourra découvrir de nouvelles preuves, aura l'honneur de vous rendre compte plus particulièrement de ce qui s'est passé. Il s'est donné beaucoup de peines et de soins dans cette affaire, et si vous n'aviez pas eu la bonté d'envoyer une personne aussi capable que lui pour la suivre, j'aurais eu de la peine à en venir à bout. Par le détail qu'il vous fera de ce qui s'est passé, vous verrez qu'on n'y a pas perdu de temps. Vous ne sauriez comprendre les peines qu'on a eues pour avoir des preuves.

Ce qui nous a fait le plus de peine dans le jugement, a été le parti que l'on prendrait pour le nommé La Nougarède, qui nous a mis, par son aveu, dans la voie de découvrir tout ce que nous avons fait. Il ne l'a fait que dans l'espérance qu'il ne lui serait rien fait. Sur les lettres que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire et à M. de Segonzac, par lesquelles vous nous mandez que l'intention du Roi était qu'on ne le comprit pas dans les procédures, ne voulant point donner de grâce pour crime de fausse monnaie, comme il y avait beaucoup de preuves contré lui et que son aveu même le condamnait, nous avons pris le parti de ne rien statuer sur ce qui le regarde, et de le faire sortir de prison. Je suis avec respect, etc.

DE LAMOIGNON DE COURSON.

A Bordeaux, le 28 juin 1712 (1).

Monsieur,

J'ai été averti que l'on continuait toujours à travailler dans le Périgord à la fausse monnaie, et que le balancier avait été porté du côté de Sainte-Foy; que ceux qui y travaillaient étaient les nommés Villefumade et Lestrade, que j'ai jugés et qui ont été condamnés à être pendus par contumace. J'ai été confirmé dans cet avis par le nommé Labetoulle, dit Lavigne, qui a aussi été condamné à être pendu par contumace, et qui a promis de faire arrêter les deux autres, pourvu qu'on le garantisse de n'être point arrêté lui-même. J'ai envoyé des gens de confiance pour tâcher de profiter de cet avis, et de les faire arrêter dimanche à Sainte-Foy, où ils doivent se rendre, et pour se saisir de la machine qui est dans un bois à une lieue de là. Je suis avec respect, etc.

DE LAMOIGNON DE COURSON.

A Bordeaux, le 1^{er} octobre 1712 (2).

(1) Arch. nat. G 7, 144.

(2) Arch. nat. G 7, 145.

Monsieur,

J'eus l'honneur de vous écrire par le dernier courrier que j'avais envoyé des gens de confiance avec des archers pour arrêter les mêmes faux monnayeurs que j'ai déjà jugés par contumace, qui travaillaient du côté de Duras dans l'Agenais. J'avais chargé le s^r de La Chabrerie, mon subdélégué de Périgueux, de se transporter sur les lieux, avec des archers sûrs que je lui avais envoyés. Il a réussi dans son projet. Le nommé Villefumade, dit Chevalier, qui est le principal faux monnayeur de tout ce pays-là, qui a fait faire la machine et qui a toujours travaillé depuis qu'elle est faite, a été arrêté avec le maître de la maison et cinq autres personnes qui étaient avec lui (1). On a manqué le nommé Labetoulle et un autre de ceux qui avaient été jugés. Ils étaient sortis de la maison quelque temps avant qu'on y fût arrivé, pour aller distribuer la fausse monnaie qu'ils avaient fabriquée. On a trouvé dans cette maison un fourneau, un moulin, un balancier, des coins et les mêmes outils d'acier dont les graveurs se servent pour marquer les coins. On fait porter toutes ces machines-là ici, qui ne pourront y arriver que dans quelques jours ; il y en a trois charrettes de chargées. J'ai interrogé Villefumade qui se défend fort mal. Il convient assez d'avoir travaillé. Lorsque je lui ai demandé son nom, il m'a répondu qu'il l'avait oublié et a voulu déguiser le lieu de sa naissance. Après cela, il l'a avoué et est convenu qu'il s'était mis avec les deux particuliers qui n'ont point été arrêtés, pour travailler. Lorsqu'il fut arrêté, il offrit 300 l. au s^r de La Chabrerie pour le laisser aller. Comme c'est le principal acteur qui a toujours travaillé depuis que la machine est faite, il pourra découvrir beaucoup de choses ; il me paraît avoir fort peu de fermeté. Je crois, Monsieur, qu'il serait nécessaire que M. de Segonzac, qui est au fait de cette affaire, revint ici incessamment, d'autant plus que l'arrêt d'attribution porte que ce sera lui qui fera les instructions. Ainsi elles ne peuvent être faites que par lui, à moins qu'il n'y ait un autre arrêt du Conseil qui subroge un autre commissaire en sa place. Je suis avec respect, etc.

DE LAMOIGNON DE COURSON,

A Bordeaux, le 4 octobre 1712 (2).

(1) L'arrestation eut lieu près du Fleix, au village « du Peyrichoux », juridiction de Sainte-Foy, en Agenais.

(2) Arch. nat. G 7, 145.

Monsieur,

Depuis la lettre que j'ai eu l'honneur de vous écrire, le nommé Vilefumade a envoyé chercher le s^r de La Chabrerie. Il lui a dit qu'il comptait bien de n'en revenir jamais, qu'il ne pouvait éviter le supplice, mais que, si le Roi voulait bien commuer la peine qu'il mérite en celle des galères perpétuelles, il donnerait des avis à Sa Majesté très utiles pour son service, qui lui vaudraient plus de 100.000 livres tous les ans, et qu'il dirait tout ce qu'il sait sur ceux qui travaillent à la fausse monnaie; que si, au contraire, on le jugeait à la dernière rigueur, il souffrirait tous les supplices sans rien déclarer. Je vous supplie de m'envoyer vos ordres sur cela. Il est constant qu'il peut découvrir bien des choses. Il a eu grande relation en Languedoc et dans le Dauphiné, et il a fait plusieurs voyages à Genève. Il est parent de bons bourgeois. Il ne serait pas difficile que sa famille ne l'engageât à découvrir bien des choses, si la peine qu'il mérite pouvait être commuée. Je suis avec respect, etc.

DE LAMOIGNON DE COURSON.

A Bordeaux, le 4 octobre 1712 (1).

Monsieur,

Tous les outils qui ont servi aux faux monnayeurs qui ont été arrêtés, ont été apportés ici. Je les ai examinés avec le s^r Limousin; je lui ai dit d'en faire un inventaire. Comme cela ne peut pas être si tôt fait, et que je suis obligé d'aller faire une tournée pour les blés, je l'ai chargé de vous l'envoyer dès qu'il sera fait. Nous avons été fort surpris de trouver tout ce que nous avons vu. Il y a un balancier de fer qui est fort bon. Le moulin était composé de deux pièces de bois; il faisait aller un laminoir entièrement pareil à celui des Monnaies et aussi bien fait que si c'eût été un serrurier ordinaire qui l'eût fait, qui peut fort bien servir. Il y a un coupoir et plusieurs platines pour toutes sortes d'espèces, même des pièces de 2 s. 6 d., une machine à marquer sur la tranche, qui n'est en rien différente de celle des Monnaies, deux creusets de fer, l'un de cent mares et l'autre de vingt-cinq, quinze chassis pareils à ceux dont on se sert à la Monnaie pour jeter des lames, avec les moules. On a trouvé aussi les différents

(1) Arch. nat. G 7, 145.

outils des fourneaux et tous les instruments de serrurerie nécessaires pour accommoder ce qui pourrait être rompu. Ce qu'il y a de plus étonnant est que l'on a trouvé différents carrés de plusieurs sortes d'espèces. Le s^r Limousin, qui les a examinés, prétend que ce sont des carrés sortis de la Monnaie de La Rochelle, et même il y en a un du dernier poinçon. On a trouvé encore beaucoup de cisailles de toutes sortes d'espèces, mais on n'a pris à Villefumade qu'un écu qui s'engrène dans les carrés, et plusieurs flans de pièces de dix sols et de deux sols six deniers, les deux autres qui étaient avec lui, étant partis à l'entrée de la nuit, pour aller distribuer la monnaie qui avait été faite. J'ai fait représenter toutes ces machines à Villefumade et au maître de la maison où il a été arrêté. Ils les ont reconnues; Villefumade convient qu'il y a travaillé, y étant forcé par trois personnes qu'il dit ne point connaître et au service desquelles il s'était mis. Il nie tout le reste. Après son interrogatoire, il me parla en particulier et me répéta la même chose que j'ai eu l'honneur de vous mander : qu'il n'attendait point de grâce, qu'il ne la demandait pas, mais que, si on voulait commuer sa peine en celle des galères perpétuelles, il découvrirait tout et qu'il dirait même des choses de grande conséquence pour empêcher des fraudes qui se font aux droits du Roi en Dauphiné, qu'autrement il ne dirait rien et qu'il se tiendrait toujours à ce qu'il a déjà dit. Il ne manque ni d'esprit ni d'entendement. Il a deux cousins-germains qui ont des emplois à Rochefort dans la marine. Cette affaire est encore plus considérable que celle que j'ai déjà jugée. Les carrés sont beaucoup plus beaux et il n'y a nulle différence de ceux des monnaies ordinaires.

Le maître de la maison n'a rien voulu dire, quoiqu'il eût demandé à me parler, si ce n'est que ces gens-là étaient venus chez lui sans qu'il les connût; qu'il a bien vu qu'ils travaillaient à la monnaie; qu'il sait qu'il y a encore quelques machines cachées dans les bois de Landreroy; qu'il a entendu dire à un des camarades de Villefumade qu'ils ne pouvaient pas être souvent ensemble, qu'il fallait qu'il travaillât de son côté; qu'il y avait un marchand à Agen appelé Guesnou, qui travaillait aussi. J'ai envoyé pour l'arrêter. Celui qui a fait prendre ceux-ci, est le nommé Labetoulle, dit Lavigne, qui travaillait avec eux et qui a été condamné à être pendu par contumace, par le jugement que j'ai rendu. Je ne l'ai pas fait arrêter, lui ayant promis qu'il ne le serait pas s'il faisait prendre les autres. Je ne me suis servi de personne pour conduire cette affaire, qui a demandé beaucoup d'attention et de peines, que du s^r de La Chabrierie, mon subdélégué à Périgueux, qui l'a menée avec beaucoup de prudence et qui s'est fort

exposé, ayant été obligé d'aller souvent seul dans des endroits écartés pour avoir des conférences avec Lavigne. C'est lui-même qui les a arrêtés à plus de vingt lieues de Périgueux. Il y a encore beaucoup de risques à courir pour lui dans le pays, un des témoins qui a été entendu dans le procès qui a été jugé ayant été assassiné, sans que l'on ait jamais pu savoir par qui. Il me paraît, Monsieur, que personne ne mérite mieux que lui une récompense proportionnée au service qu'il a rendu, d'autant plus qu'il en est digne d'ailleurs, et que c'est un des meilleurs subdélégués que j'ai en ce pays-ci.

Vous voyez, Monsieur, la nécessité qu'il y a d'envoyer ici incessamment M. de Segonzac ou de subroger un autre commissaire en sa place. Cette affaire peut devenir très importante et avoir de grandes suites que je ne puis faire par moi-même. Je suis avec respect, etc.

DE LAMOIGNON DE COURSON.

A Bordeaux, le 5 octobre 1712 (1).

Monsieur,

Pendant que j'ai été à Périgueux, j'ai parlé à la personne qui a fait arrêter Villefumade et qui a découvert où étaient tous les instruments qui ont été pris. C'est un de ceux qui a le plus travaillé avec lui et qui a déjà été condamné à être pendu par contumace (2). Il m'a rendu compte de tout le commerce que faisait Villefumade. Dès qu'il avait fabriqué une certaine quantité d'espèces, il avait des correspondants à Limoges, à Angoulême et à Rochefort, à qui il les envoyait et qui lui renvoyaient des vieilles espèces. Celui qui m'a parlé a été souvent employé à les porter. Il se servait d'un graveur à Angoulême pour faire ses carrés et ses poinçons. Il y a un gentilhomme du Périgord, qu'il m'a nommé, chez qui il a travaillé. Il ne m'a pu dire s'il y en avait quelques autres qui fussent d'intelligence avec Villefumade, parce qu'il agissait par lui-même dans tous les endroits où il pouvait aller sans s'écarter trop de son travail. Il m'a indiqué trois personnes de Bergerac, qu'il employait à distribuer la monnaie qu'il faisait, que j'ai fait arrêter. Cette affaire fait grand bruit et il y a beaucoup de gens qui sont inquiets de l'événement. Je crois, Monsieur, que la présence de M. de Segonzac est absolument nécessaire pour l'ins-

(1) Arch. nat. G 7, 145.

(2) Il s'agit de Labetoulle, dit Lavigne, dont il est question dans la lettre précédente.

truction de cette affaire. Je ne puis me servir que des officiers du présidial de Bordeaux pour faire l'instruction, et il n'y en a aucun qui soit capable de la faire, n'y ayant que très peu d'officiers. D'ailleurs, ils ne sont point au fait de ce qui s'est passé, et je n'oserais la leur confier, de crainte qu'on ne fût informé de tout ce qui se passerait dans l'instruction. Il faudra nécessairement que je la fasse par moi-même, et, si je la fais faire par quelque autre, que je la suive avec presque autant d'attention que si je la faisais. Il y a actuellement quatorze prisonniers. Il sera nécessaire d'entendre plusieurs témoins et vous savez que, pour faire ces instructions, il faut y employer beaucoup de temps, que les autres affaires de la Généralité ne me permettent pas de donner. La seule personne dont je pourrais me servir est le s^r de La Chabrierie qui l'a toujours suivie, mais, comme il est subdélégué à Périgueux, il faudrait qu'il vint à Bordeaux et il ne pourrait y rester sans qu'on lui payât le séjour qu'il y ferait. D'ailleurs, Monsieur, il y a plusieurs particuliers qui ont du bien, et le Roi pourra se dédommager des frais qu'il fera pour cette instruction. Je vois par la lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire, que Sa Majesté ne veut accorder aucune grâce à Villefumade. Cependant, Monsieur, je suis persuadé que l'on en pourrait tirer des avis fort utiles. Il ne s'est pas seulement mêlé de fausse monnaie. On prétend dans tout le Périgord que c'est lui qui fournissait de la poudre aux fanatiques du Languedoc et aux Tardavisats du Quercy. La grâce n'est pas bien grande de commuer la peine de mort en celle des galères perpétuelles. Je suis avec respect, etc.

DE LAMOIGNON DE COURSON.

A Bergerac, le 6 novembre 1712 (1).

Monsieur,

Le nommé Villefumade, qui était le principal faux monnayeur et celui qui conduisait tout l'ouvrage, fut jugé, il y a deux jours, avec le maître de la maison où on les a trouvés travaillant. Ils ont été tous deux condamnés à être pendus et exécutés. Villefumade a témoigné beaucoup de fermeté jusques à la question, mais il n'a pu soutenir les tourments, et il a tout avoué conformément au mémoire que j'avais eu. Je ne vous mande point le détail de tout ce qu'il a dit, parce que je ne ferais que vous répéter inutilement tout ce que M. de Segonzac a

(1) Arch. nat. G 7, 145.

l'honneur de vous écrire. J'ai cru qu'il était très important de faire arrêter le graveur de la Monnaie de Limoges, qui lui fournissait tous les carrés et la plus grande partie des matières dont Villefumade se servait pour faire de la fausse monnaie. De crainte qu'il ne fût averti, j'ai envoyé en poste le garde de la prévôté qui sert près de moi, à Limoges. Je lui ai donné une lettre pour M. d'Orsay (1), et, en cas qu'il ne fût pas encore revenu, je l'ai adressé à son subdélégué ou à son secrétaire. Je n'ai pas cru qu'il y eût de difficulté de le faire arrêter hors de cette Généralité, l'arrêt du Conseil du 29 novembre dernier, qui commet M. de Segonzac et moi pour faire le procès à Villefumade, portant expressément « contre le nommé Villefumade et ses complices ».

Il est heureux que Villefumade ait été arrêté et qu'on se soit saisi de tous ses outils, car, avec l'établissement et les relations qu'il avait avec différentes personnes, il aurait pu fabriquer une quantité considérable d'espèces qui eussent été d'autant plus dangereuses dans le commerce qu'on ne peut pas les distinguer d'avec les bonnes.

Je ne puis m'empêcher encore de vous demander une gratification pour le s^r de La Chabrerie qui a conduit toute cette affaire, qui a dépensé beaucoup d'argent à suivre ces gens-là et qui souvent a risqué sa vie pour cela, y ayant eu, l'année passée, un des deux archers dont il se servait de tué au coin d'un bois, sans qu'on ait pu savoir par qui. Il le mérite d'autant plus que Villefumade est neveu de sa femme et que le service du Roi l'a emporté par dessus les liaisons du sang, quoi qu'il n'eût jamais rien eu à démêler avec lui, ce que je n'ai su que depuis peu de jours. Je suis avec respect, etc.

DE LAMOIGNON DE COURSON.

A Bordeaux, le 18 février 1713 (2).

Monsieur,

Nous avons achevé de juger les faux monnayeurs du Périgord. Il y en a un qui a été condamné à être pendu et exécuté, chez qui on avait travaillé, et deux condamnés aux galères à perpétuité. Je crois que c'est une affaire finie et dont on n'entendra plus parler. Celui qui conduisait toute cette fabrique a été exécuté; deux de ceux qui avaient prêté leurs maisons et celui qui avait fait construire le balancier l'ont

(1) Intendant de la Généralité de Limoges.

(2) Arch. nat. G⁷, 145.

été pareillement. On a pris tous les outils et ceux qui avaient travaillé à les faire sont morts, ou dans les prisons, ou dans leurs maisons. Il y a plusieurs des complices en fuite, qui sont condamnés par contumace, et, entre autres, un gentilhomme nommé Roch Dumurier. Je crois que cette affaire est entièrement consommée et qu'elle ne mérite pas qu'on la suive davantage. Il eût été à souhaiter qu'on eût eu le nommé Pontroy fils, qui était graveur de la Monnaie de Limoges, et qui a gravé tous les carrés, mais il y a apparence qu'on a fait prendre le père, qui était innocent, pour le sauver. Je suis avec respect, etc...

DE LAMOIGNON DE COURSON.

A Bordeaux, le 8 avril 1713 (1).

Mais ce n'était pas si bien fini encore avec les faux monnayeurs que l'Intendant voulait le penser. Plus d'un an après, à la date du 27 octobre 1714, M. de Courson demandait un arrêt d'attribution du Conseil pour instruire et juger le procès du nommé La Chapelle-Beaumaine, accusé de fabriquer de la fausse monnaie en Périgord (2). Nous n'avons, d'ailleurs, aucun détail sur cette affaire, qui fut, sans doute, le dernier prolongement des procès précédents et après laquelle il ne fut plus question de faux monnayage dans la correspondance des Intendants avec le Contrôleur général.

Nous avons déjà rencontré dans cette correspondance maints témoignages de la détresse qui régna presque constamment en Périgord, pendant les dernières années du règne de Louis XIV. Bien que les actes relevés à cet égard concernent surtout la misère du peuple, nous dirions aujourd'hui du prolétariat rural, il est manifeste que les classes plus élevées étaient aussi fort éprouvées. Témoin la lettre suivante, dans laquelle les abbé et chanoines du chapitre collégial de Saint-Astier supplient le Contrôleur général de les décharger,

(1) Arch. nat. G. 7, 145.

(2) Arch. nat. G. 7, 146.

pour l'année 1713, des décimes, don gratuit et subvention, dont ils étaient tenus :

Monseigneur,

Les abbé et chanoines du chapitre collégial de Saint-Astier, en Périgord, remontrent très humblement à Votre Grandeur, que presque tous leurs revenus consistent en dîmes, et que la grêle, qui survint en cette province le troisième du présent mois de juillet, fut si extraordinaire et si universelle dans les paroisses où les remontrants lèvent la dîme, qu'ils n'ont pas vu un accident semblable, ayant emporté la majeure partie de tous les fruits. En sorte que les suppliants ne sauraient satisfaire pour la présente année à leurs charges ordinaires et extraordinaires. Ils sont encore obligés de remonter à Votre Grandeur qu'ils n'ont d'autres biens que les revenus de leurs canonicats, à raison de quoi ils vous supplient, Monseigneur, d'avoir égard à leur malheur et à l'impossibilité où ils sont de satisfaire, pour la présente année, aux décimes, don gratuit et subvention, non plus qu'à leurs vicaires perpétuels, auxquels ils sont obligés de payer des pensions, ni aux autres charges de leursdits bénéfices, et de les décharger pour la présente année desdits décimes, don gratuit et subvention, et lesdits remontrants prieront Dieu pour la prospérité de Votre Grandeur.

[Signé :] Labaume Forsat, abbé de Saint-Astier ; De Sussat ; Ducluzel ; Noalis ; Lavandier ; Peyruchaud ; Dauriac ; Masson ; Roche ; Lebeau ; Campagne.

De Saint-Astier, le 14 juillet 1712 (1).

Le Contrôleur général ne put que faire répondre aux pétitionnaires « que ces impositions se payent au clergé et que le Roi n'en prend point connaissance » (2).

Nul n'ignore que l'un des moyens le plus fréquemment employés par un gouvernement besoigneux afin de se procurer des fonds consistait à créer, en vue de les vendre, des charges inutiles, conférant à leurs titulaires certains privilèges honorifiques, des exemptions d'impôts, des gages, sauf à supprimer ces charges au bout de quelque temps, pour, ensuite, les

(1) Arch. nat. G. 7, 145.

(2) Note inscrite en marge de la lettre précédente.

rétablir et, de nouveau, en trafiquer. Tels étaient les offices de gouverneurs de villes.

L'édit de création des offices de gouverneurs, du mois d'août 1696, outre les droits honorifiques, leur attribua des gages pour leur finance à raison du denier 25 (1); ordonne qu'ils auront pour logement le château, quand il s'en trouvera dans les villes de leur établissement appartenant à S. M., à l'exception de celles où il y a des engagistes des domaines et des seigneurs particuliers. Les offices créés par ledit édit restant à vendre ont été supprimés par celui du mois de juin 1700. En décembre 1708, fut publié un édit portant rétablissement desdits offices de gouverneurs et création des lieutenants du Roi et majors, auxquels il attribue des gages au denier 20 (2), et les mêmes honneurs, rang, séance, prééminence, prérogative, logement et droits dont jouissent les gouverneurs établis et les lieutenants de Roi et majors des places et villes frontières du royaume. La déclaration du 11 juin 1709 leur attribue le logement dans le château, quand il y en aura appartenant à S. M., à l'exception des lieux où il y a des engagistes ou des seigneurs particuliers, l'exemption des droits d'entrée pour les vins et denrées de leur provision, ordonne qu'ils jouiront des fruits, foins, herbages et pêche des fossés, remparts et glacis desdites villes, ainsi que les gouverneurs, lieutenants de Roi et majors des places frontières, à moins qu'il n'en ait été fait des concessions particulières auxdites villes, et qu'ils jouiront des mêmes droits, gratifications ou pensions accordées par les villes à ceux qui exercent lesdits offices par brevets du Roi et qui n'ont aucun gage sur les Etats de S. M. Lorsqu'il n'y aura point de château, les titres n'attribuent aucun logement auxdits officiers (3).

Or, c'était en 1713, pour le s^r Desgranges, lieutenant de carabiniers, brigade de Verneuil, alors en résidence au camp, près de Fribourg, une question de savoir si, en acquérant, à chers deniers, la charge de gouverneur de la ville de Périgueux, il avait fait un bon placement. Après avoir en vain

(1) C'est-à-dire 4 010.

(2) — 5 010.

(3) Consultation du Contrôle général annexée à la requête du s^r Desgranges, reproduite plus loin.

sommé la communauté de le faire bénéficier des privilèges spécifiés par la déclaration de 1709, il inclinait à en douter et il se retournait piteusement vers le Contrôleur général qu'il sollicitait à son tour :

Au camp près de Fribourg, ce 17 novembre 1713.

Monseigneur,

Je ne sais si j'ai bien ou mal fait d'employer mon argent au gouvernement de Périgueux ; c'est comme il plaira à votre justice et à vos bontés. Je les supplie très humblement l'une et l'autre d'ordonner pour mes droits de me faire la grâce de les apprécier, pour qu'il ne m'arrive plus de faire de demande inutile à cette communauté. Quoiqu'il n'y ait point de château, j'espère, Monseigneur, que vous approuverez qu'elle me donne un logement, qu'elle me cède les fossés et tout ce qui est porté par les ordonnances.

J'ai eu l'honneur de présenter un placet au Roi, au mois de juin dernier, qui a été renvoyé devant vous, Monseigneur. Je prends la liberté de vous supplier très humblement de me faire savoir vos intentions et quel succès il a eu auprès de vous. Si je ne dois point être payé de l'intérêt de mon argent, ni ne tirer aucune utilité de cet emploi, j'aurai la satisfaction, si vous m'accordez la grâce que je vous supplie très humblement de me faire, d'être jugé par celui du monde pour qui j'ai le plus de respect et auquel je voudrais le plus marquer, etc.

DESGRANGES,

Lieutenant de carabiniers, brigade de Vernouil (1).

Sans aucun doute, le placement était mauvais.

En 1713, quelques mois avant la mort de Louis XIV, une assez grave difficulté surgit entre l'Intendant et la municipalité de Périgueux. On put voir à cette occasion combien lourde était devenue la tutelle imposée par les officiers royaux aux villes qui, comme Périgueux, avaient le plus longtemps joui d'une liberté presque entière. Un édit royal, du mois de décembre 1714, avait *permis* aux villes et communautés du

(1) Arch. nat. G 7, 145.

royaume de racheter à leurs titulaires les offices municipaux et de supprimer ces charges, « au moyen de laquelle suppression les communautés rentreront dans leurs anciens droits et privilèges de nommer et élire les officiers de ville comme auparavant la création desdits officiers perpétuels ». *Permis* n'était, à vrai dire, qu'un euphémisme, car on ne laissait pas aux villes licence d'user ou ne pas user de la faculté ouverte par l'édit : elles étaient en réalité obligées, qu'elles le voulussent ou non, à racheter les offices en question. Rappelons à ce propos ce qui s'était passé en 1692. Cette année-là, « un édit retira à toutes les villes du royaume la nomination des offices municipaux ; le gouvernement confisqua toutes les magistratures urbaines, les reconstitua sous le titre d'offices héréditaires et les mit en vente. Il les vendit indifféremment aux communes elles-mêmes, quand elles se trouvaient assez riches pour les racheter, ou à des particuliers assez opulents pour se procurer à prix d'or le droit d'administrer perpétuellement une cité sous le titre imposant de *conseillers du Roi* » (1).

Cette fois, le procédé était autre. Comme les titulaires avaient acheté leurs charges, il ne pouvait être question de les en exproprier gratuitement. Aussi chargeait-on les villes de leur en rembourser le prix. Quand ces charges seraient transférées aux communautés, puis supprimées par elles, le gouvernement resterait libre de confisquer à son profit les nouveaux offices électifs reconstitués et de les muer en charges qu'il mettrait de nouveau en vente. Rien de plus aisé, comme l'on voit, pour se procurer de l'argent. En 1715, l'Intendant, sachant que la ville de Périgueux était obérée et qu'elle suffirait difficilement au rachat des offices, prépara, de sa propre autorité, une délibération que le subdélégué devait faire prendre par le conseil de ville, et en vertu de laquelle la communauté s'en remettait à l'Intendant du soin de trouver les fonds nécessaires. M. de Courson, n'appréhendant aucune

(1) G. Bussièrre, *Etudes historiques sur la Révolution en Périgord*, 1^{re} partie, p. 20.

difficulté du côté de la municipalité, n'attendit même pas que la délibération fût prise et rendit, le 13 juin, une ordonnance établissant « une très forte imposition sur le blé, sur toute la viande, tout le bois, tout le charbon, tout le foin et le fer qui doit entrer et se consommer, pendant huit années, dans la ville » (1). L'ordonnance fut affichée le 15 et, immédiatement, les droits à percevoir furent adjugés. Mais la ville s'émut de ce qu'elle considérait comme un abus de pouvoir et, le 19 juin, les députés de tous les corps de la communauté prirent une délibération aux fins de protester respectueusement contre l'ordonnance de l'Intendant et de soumettre à ce magistrat des propositions tendantes à procurer sous une autre forme la somme nécessaire pour le rachat des offices. Nous donnerons successivement les pièces de cette importante affaire. A la date du 29 juin, la municipalité en saisit le Contrôleur général :

Monseigneur,

La ville de Périgueux qui a, de tout temps, signalé son zèle pour le Roi et la religion catholique, et qui a mérité par là les mêmes privilèges que la capitale du royaume, se voit aujourd'hui dans la nécessité d'implorer le secours de Votre Grandeur et de la supplier très humblement de jeter les yeux sur le mémoire que nous avons l'honneur de lui adresser. La vérité y règne et la justice de nos demandes s'y fait sentir avec tant de force que nous avons tout lieu d'espérer que vous serez sensible aux malheurs d'une ville dont les habitants seront jusqu'au dernier moment de leur vie, etc.

BORDES,

Substitut du syndic de la communauté.

A Périgueux, ce 29 juin 1715 (2).

(1) Voir plus loin la délibération des députés des corps de la ville.

(2) Arch. nat. G², 146. En marge, cette note du Contrôleur général : « Examiner sans prévention quel est le produit du droit d'octroi. Il peut se faire qu'il y ait de l'exagération dans le mémoire, mais il peut être aussi que l'octroi soit donné sur un pied trop avantageux à l'adjudicataire. »

Elle joint à sa lettre, copie : 1° de la lettre par laquelle l'Intendant envoie à son subdélégué, à Périgueux, le modèle de la délibération à faire prendre par le conseil de ville ; 2° de ce projet de délibération.

Lettre écrite par M^{sr} l'Intendant à M. de La Chabrerie, son subdélégué :

« Comme j'ai des expédients convenables, M., pour le remboursement des officiers municipaux de l'hôtel de ville de Périgueux, je vous prie de faire prendre incessamment à cette communauté une délibération conforme au modèle que vous trouverez ci-joint, et d'avoir attention qu'il ne soit augmenté ni diminué. Aussitôt que la délibération aura été prise, ne manquez pas de me l'envoyer...

DE LAMOIGNON DE COURSON.

A Bordeaux, le 23 mars 1715 ».

Projet de délibération envoyé par M^{sr} l'Intendant à M. de La Chabrerie, son subdélégué :

« Aujourd'hui, ...mars 1715, la communauté de....., assemblée dans les formes accoutumées, M. le procureur du Roi aurait représenté à l'assemblée qu'ayant reçu l'édit du mois de décembre dernier, portant la faculté de supprimer les offices de maire, lieutenant de maire, jurats, consuls et assesseurs perpétuels et autres officiers municipaux des villes, en les remboursant de la finance principale, deux sols pour livre, frais et loyaux coûts en un seul paiement pendant trois années, au moyen de laquelle suppression la communauté rentrera dans ses anciens droits et privilèges de nommer et élire les officiers de ville comme auparavant la création desdits officiers perpétuels. M. le procureur du Roi ayant aussi rapporté les ordres de M^{sr} de Lamoignon de Courson de lui envoyer ou à son subdélégué un état contenant le nom de chaque titulaire, la finance de chaque office, et de chercher les moyens pour trouver les fonds nécessaires pour le remboursement desdits maire, lieutenant de maire, jurats, consuls et assesseurs, ensuite envoyer la délibération de la communauté. Sur quoi, M. le procureur du Roi aurait requis la présente assemblée de vouloir délibérer sur ce que dessus, laquelle aurait chargé le sieur, secrétaire, de dresser l'état de tous les officiers perpétuels, créés dans l'hôtel de ville dans la forme demandée, et délibéra sur les expédients convenables pour trouver les fonds nécessaires pour le remboursement desdits offices sur la liquidation qui sera faite par M^{sr} l'Intendant. La communauté se trouvant chargée de dettes et

d'impositions, n'ayant pas de revenus suffisants pour payer les charges ordinaires, aurait été résolue de demander la suppression purement et simplement desdits officiers municipaux et de supplier M^{re} l'Intendant, en se remettant à sa bonté et à sa prudence, de leur fournir les moyens les moins onéreux à la communauté, suffisant pour faire lesdits remboursements soit par emprunt ou impositions sur la ville et paroisses de la juridiction, s'en rapportant à ce qui sera fait et décidé par ledit seigneur intendant, et ont signé ainsi... » (1).

Suit le procès-verbal de la délibération prise, le 19 juin, par les députés des corps de la ville, spécialement assemblés pour protester contre l'ordonnance de l'Intendant :

Sur ce qui a été représenté par le s^r Bordes de la Serve, procureur des sièges royaux de la ville de Périgueux, et procureur à la barre de la communauté, sur le refus du sieur syndic procureur du Roi de ladite maison de ville, qu'ayant plu à S. M., par son édit du mois de décembre 1714, de permettre aux villes et communautés de son royaume de posséder les offices municipaux, à la charge de leur remboursement ; sur quoi il aurait été tenu un conseil public où les habitants auraient exposé à M^{re} l'Intendant leur impuissance ; mais, Sa Grandeur n'ayant pas été satisfaite dudit conseil public, il aurait envoyé un formulaire à M. Du Cluzel de La Chabrerie, son subdélégué, contenant que lesdits habitants lui demandaient la suppression pure et simple desdits offices et qu'ils suppliaient Sa Grandeur, en se soumettant à sa bonté et à sa prudence, de leur fournir les moyens les moins onéreux pour ledit remboursement et pour obéir aux ordres très pressants de Sa Grandeur. Une partie desdits habitants auraient souscrit un autre conseil public tout conforme audit formulaire. Depuis quoi, M^{re} l'Intendant a, par son ordonnance du 13 du présent mois de juin, fait une très forte imposition sur le blé, sur toute la viande, tout le bois, tout le charbon, tout le foin et le fer qui doit entrer et se consommer, pendant huit années en ladite présente ville, laquelle dite ordonnance fut affichée le 15 du présent mois ; et le même jour, le s^r Ranouil de Lagrèzairie se fit mettre en possession en qualité de cessionnaire de l'adjudicataire et, le surlendemain 17 dudit présent mois de juin, il fut fait une publication et affiche de l'arrêt du Conseil d'Etat du 16 avril de la présente année, visé de S. G. le 12 du mois

(1) Arch. nat. G¹, 140.

de juin, contenant que S. M. permet à sesdites communautés comme autrefois la dépossession et le remboursement desdits offices en faisant autoriser leur délibération par M^{sr} l'Intendant, et comme ledit arrêt permet auxdites communautés de s'assembler par députés pour délibérer sur ledit édit, tous les corps de la présente ville auraient nommé leurs députés qui sont ici présents, lesquels ayant verbalement interpellé, tant ledit s^r procureur syndic de procurer ladite assemblée, que le s^r Eydely, procureur ès sièges royaux de la présente ville et son consul électif, qui est le seul consul électif qui soit en la présente ville, l'un et l'autre en auraient fait refus, ce qui oblige ledit s^r procureur à la barre, comme étant en droit et possession de faire les fonctions de substitut, de requérir que lesdits députés qui sont ici assemblés aient à délibérer ce qu'ils jugeront à propos. Ainsi signé : Bordes, procureur au bailliage.

Sur quoi, lesdits corps de ville assemblés dans la salle du Palais où l'on a accoutumé de tenir les conseils publics depuis le mauvais état de ladite maison de ville, assemblés en la manière exposée ci-dessus, ont, d'une commune voix, délibéré et arrêté de prier M. de Labrousse, conseiller, avocat du Roi au présent siège, et le sieur Morras, avocat en Parlement, l'un et l'autre bourgeois de ladite ville de Périgueux, de se rendre devers M^{sr} l'Intendant en qualité de leurs députés, et de lui représenter qu'ils auraient eu lieu d'espérer de S. G. qu'elle leur donnerait connaissance des moyens dudit remboursement, parce que personne, mieux que lesdits habitants, ne pouvait être informé du prix et de la charge desdits moyens, et quels étaient les moins onéreux ; et, si on n'avait pas abusé de la religion de S. G., on lui aurait fait apercevoir que le menu peuple et l'artisan ne sauraient subsister, et que c'est sur lui que verse principalement ladite imposition. De plus, aux termes de ladite ordonnance, ladite imposition se trouvant faite par manière de deniers d'octroi, elle anéantit les privilèges desdits habitants, qui sont en possession, de tous les temps de s'imposer, et lesdits privilèges ont été confirmés plusieurs fois par S. M. et par ses prédécesseurs, et ils y ont été maintenus tant par arrêts du Conseil d'Etat que par les ordonnances de Messieurs les Intendants. C'est pourquoi lesdits habitants supplient très humblement S. G. de réfléchir tant sur l'excès du produit de ladite imposition qui s'élèvera à plus de 300.000 livres que sur la forme de ladite imposition contraire auxdits privilèges, et qu'elle met au désespoir le menu peuple qui se voit hors d'état de pouvoir vivre de son travail, puisque tout ce qui se doit consommer chaque jour se trouve compris dans ladite imposition. Et puisque S. G. a désiré que lesdits habitants se soumettent à faire ledit remboursement, tous lesdits corps de ville déclarent se soumet-

tre audit remboursement dans les délais prescrits, et, pour moyens dudit remboursement, ils offrent de le faire en imposant par doublement et triplement de droits de toutes les boucheries de leur dite ville et sur toute la viande qui doit s'y consommer pendant huit années ; offrent aussi d'imposer sur le vin que les marchands hôteliers consomment dans ladite ville et banlieue, logé qu'il soit pendant ledit délai, et encore imposer sur le blé que les marchands boulangers cuisent et débitent. Bien qu'il soit sûr que lesdits moyens sont plus que suffisants pour faire ledit remboursement, lesdits habitants offrent d'imposer, selon leursdits privilèges et usages de tous les temps, ce qui pourrait en défaillir sur ladite ville et banlieue par répartition sur les exempts et non exempts, privilégiés et non privilégiés, même sur les ecclésiastiques, qui sont des moyens prompts et sûrs qui doivent faire accepter leursdites offres qu'ils ont supplié M^{re} l'Intendant d'agréer avec toute la soumission et le respect qu'ils doivent à ses ordres.

Même, si M^{re} l'Intendant trouve à propos qu'on doive se pourvoir par opposition tant envers sadite ordonnance que prise de possession dudit sieur Ranouil, dont l'adjudication qu'il dit avoir n'a jamais été connue desdits habitants ni par une procédure faite à cette occasion, ils ont donné plein pouvoir auxdits députés de faire tous actes ce concernant, même de supplier S. G. de leur permettre de se pourvoir devers S. M., si S. G. ne croit pas devoir retoucher à sadite ordonnance, tous lesdits corps de ville offrant de fournir la même délibération en telle forme qu'il plaira à M^{re} l'Intendant d'ordonner. Délibéré et arrêté en la salle du Palais, à Périgueux, le 19^e juin 1715. Laquelle délibération a été signée par les députés de tous les corps de la ville, et approuvée par tous les principaux bourgeois et gentilshommes de ladite ville (1).

Comme on a pu le voir, l'assemblée avait décidé de députer à l'Intendant deux délégués, MM. de Labrousse, avocat du Roi au présidial, et Morras, avocat en Parlement, tous deux bourgeois de Périgueux, pour lui faire des représentations. M. de Courson, qui n'entendait pas raillerie sur le chapitre de ses prérogatives, et qui, d'ailleurs, n'était pas suspect d'une tendresse exagérée à l'égard de la communauté de Périgueux, dont les prétentions à l'indépendance étaient connues de lui, mit les deux délégués aux prisons de l'hôtel-de-ville

(1) Arch. nat. G⁷, 146.

de Bordeaux, le 22 juin. Le 31 août, ils y étaient encore. M. de Labrousse, voyant que l'Intendant ne se décidait pas à les élargir, écrivit alors au Contrôleur général la lettre suivante :

Monseigneur,

L'illustre naissance de M. de Courson, son mérite, son rang et son emploi m'ont toujours porté à l'honorer parfaitement, autant par inclination que par devoir, mais aussi j'aurais cru que la connaissance qu'il a de mon zèle ardent pour le service du Roi et du public, qui est notoire dans la province, l'aurait engagé, pour l'honneur de la robe, à m'épargner la confusion d'être mis par ses ordres, le 22 juin dernier, dans les prisons de l'hôtel-de-ville de Bordeaux, où je suis encore détenu avec le s^r Morras, ancien avocat, qui a toujours vécu aussi bien que moi sans reproche. Si nous avions cru, M^{sr}, que notre députation lui eût été désagréable, nous n'aurions eu garde d'en accepter comme nous fîmes, ne croyant pas qu'elle fût blâmable, puisqu'elle tendait à l'exécution de l'édit du Roi, de septembre dernier. En un mot, nous n'avons eu et n'aurons jamais que de bonnes intentions. Après quoi, nous vous supplions, M^{sr}, par une troisième lettre, de nous procurer notre liberté, dont nous sommes privés depuis si longtemps, sans que M. de Courson ait donné aucun ordre pour nous faire sortir de la prison où nous gémissons. J'ai l'honneur, etc.

DE LABROUSSE,

Premier et ancien avocat du Roi
au siège présidial de Périgueux.

Des prisons de l'hôtel-de-ville de Bordeaux, ce 31 août 1715 (1).

Le Contrôleur général, aux fins d'information, communiqua cette lettre à l'Intendant, qui lui fit ainsi réponse :

Monsieur,

J'ai l'honneur de vous renvoyer la lettre du s^r Labrousse. Il y a longtemps qu'ils (2) seraient sortis de prison, s'ils avaient voulu m'en

(1) Arch. nat. G 7, 146.

(2) L'Intendant parle des deux prisonniers, MM. de Labrousse et Morras, quoique ce dernier ne soit pas nommé, mais nous savons par la lettre de M. de Labrousse que M. Morras avait été incarcéré en même temps que lui.

faire parler, mais ils n'ont jamais voulu le faire, ni que leurs amis s'en chargeassent, inspirés toujours par les esprits mutins et séditionnels de Périgueux, dont je me suis souvent plaint à vous. D'ailleurs, Monsieur, l'affaire de Périgueux n'est point encore finie. La maladie du feu Roi avait achevé de leur tourner la tête et ils ne parlaient pas moins que de rétablir leur ancienne indépendance. Je n'ai pas cru, dans les circonstances présentes, devoir rien faire et je me suis contenté d'empêcher que le peuple et les principaux habitants ne se laissassent aller aux mauvaises impressions que voulaient leur donner cinq ou six mauvais esprits qui tourmentent cette communauté. Cela a réussi. Ceux qui avaient suscité cette affaire ont perdu tout leur crédit dans la communauté, qui en est venue à me faire des propositions pour payer la même somme en diminuant quelques droits. Comme c'était ce que je leur avais toujours mandé, je les ai acceptées et je leur ai mandé de m'envoyer les soumissions de ceux qui se présenteraient et de leurs cautions. Ainsi, je compte que cette affaire sera finie dans la semaine. Quand elle le sera entièrement et qu'ils seront soumis, j'aurai l'honneur de vous demander la grâce de ceux qui sont en prison, mais il est à propos qu'il n'y ait sur cela aucun changement que l'affaire ne soit entièrement consommée, car ils ne manqueraient jamais de s'imaginer que ce sont eux qui ont donné la loi, parce qu'on les craint, et cela ne manquerait pas de faire un très mauvais effet dans toute la province. Il eût été même à souhaiter que cela n'eût pas duré si longtemps, mais j'ai cru devoir, dans les conjonctures présentes, employer plutôt la patience et la douceur que l'autorité. Je suis avec respect, etc.

DE LAMOIGNON DE COURSON.

A Bordeaux, le 17 septembre 1715 (1).

Les deux délégués périgourdiens avaient appris à leurs dépens qu'il en coûtait cher de remplir auprès de l'Intendant un mandat de remontrance qu'ils tenaient de leurs concitoyens. En fin de compte, « la commune établit sur l'entrée des objets de consommation un impôt de cinquante mille livres. Elle crut reconquérir pour toujours des franchises qui lui tenaient à cœur; sur la foi de l'édit de 1716, qui vint restaurer dans toutes les communes du royaume l'ancien ordre municipal,

(1) Arch. nat. G 7, 146.

elle se livra aux douceurs d'une liberté sans mélange, lorsque, en 1722, la Régence, à court d'argent, réédita tout-à-coup la monstrueuse spéculation du gouvernement précédent. Périgueux fut, à cinq reprises, jusqu'en 1789, précipité ainsi d'une indépendance précaire à une humiliante subordination; vicissitudes affligeantes, qui témoignent de l'avalissement des procédés politiques, en même temps qu'elles montrent la commune désormais réduite à une irrémédiable impuissance » (1).

Le même jour que M. de Courson répondait au Contrôleur général au sujet de MM. de Labrousse et Morras, il lui demandait des instructions afin de fixer la mesure de la responsabilité des bourgeois de Périgueux, propriétaires de fonds situés dans la banlieue et exploités à moitié fruits, relativement à la part d'impositions dont étaient tenus leurs métayers. La lettre de l'Intendant est intéressante à reproduire, car elle établit que, dès le début du xviii^e siècle, le métayage était, dans l'étendue de l'Election de Périgueux, le régime d'exploitation agricole presque universellement adopté :

Monsieur,

Il s'est présenté devant moi une question entre le receveur des deniers royaux et les bourgeois et habitants de la ville de Périgueux, au sujet du paiement des impositions de leurs métayers ou bordiers, que je n'ai point voulu décider sans avoir reçu auparavant vos ordres.

Il y avait à Périgueux un commis qui avait négligé de faire payer le dixième, la capitation et l'ustensile de quelques années arriérées, des métayers ou bordiers que les bourgeois de Périgueux tiennent dans les biens qu'ils ont dans la banlieue. Le commis qui a succédé à l'autre, qui a été révoqué, ayant voulu faire le recouvrement de ces arrérages et ne trouvant point les métayers qui avaient été taxés, qui ont changé de maîtres ou ont abandonné les métairies, a demandé le paiement aux propriétaires, et c'est ce qui a donné lieu à la contestation.

(1) G. Bussière, *ouv. cit.*, 1^{re} partie, p. 22-23.

Les propriétaires prétendent n'être pas tenus du paiement de ces arrérages, parce que ces métayers ou bordiers, n'ayant pour tous droits et pour tous gages et salaires que la moitié de la récolte qui se recueille, dès que le partage est fait, le propriétaire ne peut être tenu de payer les impositions du métayer, parce qu'il n'a rien de lui et que le receveur devait veiller pour faire saisir à propos la part du métayer dans la récolte.

Le receveur prétend au contraire que le propriétaire doit répondre du paiement des impositions du métayer qui le quitte, s'il n'a averti le receveur dans un temps convenable. Il se fonde sur ce qu'il n'a pour gage que la part que le métayer a dans la récolte, laquelle, le plus souvent, se trouve consommée par les avances que les propriétaires sont obligés de faire aux métayers dans le cours de l'année, pour leur donner moyen de vivre, parce que ce sont tous des misérables qui n'ont pas de quoi subsister d'eux-mêmes; qu'il n'est pas possible qu'il puisse avoir des gens dans toutes les paroisses de la banlieue de Périgueux pour voir lorsque le propriétaire et le métayer partagent la récolte et saisir, dans le moment, la part du métayer pour le paiement des impositions; que lorsque ces gens-là veulent s'en aller, ils le font aussitôt que le partage est fait, et que, la plupart étant sans biens et sans domicile, il ne lui est pas possible de se faire payer, s'il manque de saisir leur part de la récolte, et qu'il est bien plus aisé au propriétaire, qui ne peut point ignorer que le métayer doit des impositions, d'en retenir le montant sur la part de la récolte, pour les payer, ou du moins de ne pas délivrer la part du métayer qu'après avoir vu les quittances du receveur. Cette question est d'autant plus importante qu'elle se présentera tous les jours, parce que, dans toute l'Election de Périgueux, tout le monde presque afferme son bien à moitié fruits. Il est bien certain que, si les propriétaires étaient chargés du paiement des impositions de leurs métayers, lorsqu'ils les quittent ou qu'ils abandonnent leurs métairies, le paiement des impositions serait assuré. Dans le cas particulier des métayers des bourgeois de Périgueux, il se trouvera plusieurs non-valeurs au préjudice du Roi, s'il est jugé que les propriétaires ne sont pas responsables des impositions des métayers. Je vous supplie de vouloir bien me donner sur cela votre décision. Je suis avec respect, etc.

DE LAMOIGNON DE COURSON.

A Bordeaux, le 17 septembre 1715 (1).

(1) Arch. nat. G 7, 146.

On a pu justement reprocher à l'administration de l'ancien régime d'être autoritaire, tracassière, et d'étendre sans mesure les limites de son autorité ; mais on ne saurait lui refuser les qualités mêmes de ses défauts, entre autres une stricte conscience dans l'instruction des affaires, dont il est bien permis de dire que, depuis, elle n'a jamais été dépassée ni peut-être même égalée. La machine bureaucratique, moins papé-rassière qu'aujourd'hui, fonctionnait avec un jeu parfait, et il n'était si petite décision à prendre qui ne fût, au préalable, minutieusement étudiée. Nous en donnerons pour preuve les deux mémoires suivants du Contrôle général, qui sont les deux dernières pièces concernant le Périgord que notre dépouillement nous ait permis de relever. Le premier est relatif à la création demandée, en 1726, par le duc d'Antin, seigneur de Limeuil, d'un marché hebdomadaire et d'une foire mensuelle dans cette localité :

M. le duc d'Antin, seigneur de Limeuil, demande qu'il plaise au Roi de lui accorder l'établissement d'un marché à Limeuil le vendredi de chaque semaine, et d'une foire pour le premier vendredi de chaque mois, n'y ayant ni foires ni marchés ces jours-là dans tout le voisinage.

Il représente qu'au mois de septembre 1570, le roi Charles IX accorda, par ses lettres patentes, à la ville de Limeuil quatre foires par an et un marché pour tous les mardis de chaque semaine ;

que, le 4 mai 1578, Galiot de Latour, seigneur de Limeuil, obligea les habitants de Limeuil de consentir, par une transaction, que les marchés fussent transférés au Bugue, afin d'ôter, par là, à ses frères qui étaient, pour lors, en guerre avec lui, une occasion de lui envahir la terre, et il fut expressément stipulé dans cette transaction passée entre les habitants de Limeuil et ceux du Bugue, que, quand la guerre serait finie, les marchés seraient rendus à la ville de Limeuil ;

que le feu roi Louis XIV confirma les privilèges de la ville de Limeuil et lui accorda un autre marché pour tous les samedis de chaque semaine, par lettres patentes du mois de mars 1671 ;

que les mêmes privilèges furent encore confirmés par lettres patentes du feu Roi du 30 mars 1694, registrées au Parlement, et qui en ordonna l'exécution et défendit en conséquence de tenir des marchés au Bugue.

En sorte que l'on voit, par tous ces titres, que les marchés du Bugue appartiennent à Limeuil. Mais M. le duc d'Antin observe que Le Bugue a si bien établi ses marchés qu'il serait fort difficile de l'en priver ; que, d'ailleurs, il serait à craindre qu'ils ne pussent pas s'établir assez solidement à Limeuil, et qu'il en arriverait que Sainte-Alvère, qui est dans le voisinage, profiterait de l'occurrence.

Le mémoire de M. le duc d'Antin ayant été envoyé à M. Boucher, intendant à Bordeaux, pour en examiner les motifs, ainsi que les convenances du marché et de la foire dont on demandait l'établissement, et donner son avis, il a fait réponse, le 14 décembre 1726, que suivant les mémoires qu'il avait reçus à ce sujet, il ne paraissait pas qu'il y eût d'inconvénient d'établir un marché à Limeuil pour le vendredi de chaque semaine ; qu'il est vrai, comme l'a observé M. le duc d'Antin, que, si l'on ôtait le marché établi le mardi au Bugue, qui est un bourg dépendant de la terre de Limeuil, celui de Sainte-Alvère profiterait plus de la suppression de ce marché que la ville de Limeuil, parce que les abords de cette ville sont d'un plus difficile accès que ceux de Sainte-Alvère ; qu'ainsi il estime que l'on peut établir un marché le vendredi à Limeuil, et laisser subsister celui du Bugue, sans qu'aucun lieu des environs ait sujet de s'en plaindre ; qu'il ne paraît pas non plus qu'il y ait d'inconvénient à l'établissement d'une foire à Limeuil pour le premier vendredi de chaque mois ; que, cependant, ces foires, étant fort fréquentes, pourraient, dans de certaines saisons, déranger le peuple des travaux de la campagne, et, par là, porter préjudice aux lieux des environs ; par cette raison, M. Boucher estime qu'il serait à propos de réduire ces foires à quatre ou à six par année, pendant les mois d'hiver et d'automne (1).

Le second a trait à la permission sollicitée, en 1727, par les administrateurs de l'hôpital de Bergerac, d'organiser une loterie de 100.000 livres, pour subvenir aux besoins de cet établissement.

Les administrateurs de l'hôpital des malades de la ville de Bergerac, diocèse de Périgueux, supplient S. M. de leur accorder la permission de faire une loterie de 100.000 livres avec le bénéfice de 15 0/0, tant pour procurer du revenu à cet hôpital que pour en

(1) Arch. nat. G¹, 147.

agrandir la chapelle et y établir un nombre suffisant de lits, pour recevoir dans cette maison un plus grand nombre de malades, et particulièrement de soldats des troupes de S. M., qui sont fréquemment en quartier dans cette ville. Ils représentent que cet hôpital n'ayant que 465 l. de revenu, on ne pourrait y recevoir aucun pauvre sans le secours des filles charitables, qui se sont associées pour se consacrer au service des pauvres, en y vivant de leur revenu ou des pensions que leurs parents leur font ; que l'on ne peut pas non plus, faute de fonds, y établir une assez grande quantité de lits et y recevoir tous les pauvres malades, et qu'il n'y a, dans cet hôpital, qu'une petite chapelle de 15 pieds en carré, qui n'est pas suffisante pour contenir les filles qui y servent les pauvres et pour y faire l'office divin avec décence.

M. l'évêque de Périgueux, qui a remis le placet de ces administrateurs, y a joint diverses pièces, par lesquelles il paraît que l'hôpital de Bergerac ayant été détruit et abandonné dans le temps de l'établissement de la religion prétendue réformée, les pauvres et les soldats malades n'y ont trouvé aucun secours jusqu'en l'année 1700, que M. de Francheville, pour lors évêque de Périgueux, engagea des demoiselles de qualité et de piété, de se loger dans la maison qui servait à retirer les pauvres malades. Elles ont réparé cette maison à leurs dépens, ont acheté des meubles et l'ont mise en état de recevoir les malades. Ces demoiselles s'y étant associées sous le titre de Filles de Ste-Marthe, M. de Francheville leur a donné des règlements pour vivre en communauté, lesquels ont été confirmés par feu M. Clément, successeur de M. de Francheville, et par M. d'Argouges, à présent évêque de Périgueux. Il paraît aussi que ces filles ne sont point à charge à cet hôpital, ni à la communauté de Bergerac, ayant suffisamment de revenu de patrimoine pour leur nourriture et leur entretien, et que ladite communauté de Bergerac a donné son consentement à ces filles pour se pourvoir devant S. M., afin d'obtenir toutes les lettres de confirmation qu'il serait jugé nécessaire pour leur établissement dans l'hôpital de cette ville.

M. Boucher, intendant de la Généralité de Bordeaux, à qui le placet des administrateurs de l'hôpital des malades de la ville de Bergerac a été envoyé pour avoir son avis, mande, le 11 août 1727, qu'il ne croit pas que la loterie qu'ils demandent puisse avoir lieu présentement, celle des Petits Carmes de Bordeaux n'étant pas encore finie, et les directeurs de l'hôpital des Enfants Trouvés ayant demandé la permission d'en établir une, aussitôt que celle des Carmes aura été remplie ; et il observe que, quoique l'objet de la demande des administrateurs de l'hôpital de Bergerac tende à une bonne fin, il ne peut pas entrer

en comparaison avec les besoins de l'hôpital des Enfants Trouvés de la ville de Bordeaux ; qu'ainsi il estime que la demande des administrateurs de l'hôpital de Bergerac doit être remise à un autre temps (1).

Après avoir dépouillé, avec une inlassable patience, maints et maints documents analogues à ceux que nous avons reproduits, A. de Tocqueville, auquel il faut toujours en revenir, lorsqu'on veut avoir, sur la constitution profonde de l'ancien régime, une vue réfléchie et impartiale, commençait ainsi le chapitre 2 du livre II de son ouvrage sur *l'Ancien régime et la Révolution* :

J'ai entendu jadis un orateur, dans le temps où nous avions des assemblées politiques en France, qui disait, en parlant de la centralisation administrative : « Cette belle conquête de la Révolution, que l'Europe nous envie. » Je veux bien que la centralisation soit une belle conquête, je consens à ce que l'Europe nous l'envie, mais je soutiens que ce n'est point une conquête de la Révolution. C'est, au contraire, un produit de l'ancien régime, et, j'ajouterai, la seule portion de la constitution politique de l'ancien régime qui ait survécu à la Révolution, parce que c'était la seule qui pût s'accommoder de l'état social nouveau que cette Révolution a créé.

Telle est bien l'impression qui se dégage de la lecture des pièces que nous venons de publier. Rien de nouveau sous le soleil, et si, comme s'en plaignent d'aucuns, les Français sont trop gouvernés, ce n'est pas d'hier qu'ils le sont, et il y a quelque apparence qu'ils le seront longtemps encore.

R. VILLEPELET.

(1) Arch. nat. G 7, 147. En marge, cette note du Contrôle général : « Néant. 8 septembre 1727. »

VARIA

UNE LETTRE DU MINISTRE VICTOR DURUY

A M. DE SAINT-PULGENT, PRÉFET DE LA DORDOGNE.

M. de Saint-Pulgent, de Montbrison, fils d'un de nos anciens préfets de la Dordogne, qui a laissé ici les meilleurs souvenirs, veut bien adresser à notre Président une lettre intéressante qu'il a trouvée dans les papiers de son père, et que nous nous empressons de publier. Elle est datée de Périgueux même où le ministre devait être de passage. Déjà, à cette époque, en 1868, M. Duruy exprimait le vœu qu'une association archéologique fût fondée pour s'occuper de la conservation des trésors renfermés en Périgord.

Périgueux, le 4 septembre 1868.

Mon cher Préfet,

Je serais heureux de pouvoir marquer mon passage à Périgueux par la création d'une institution qui vous manque.

Dans votre ville, une des plus vieilles cités des Gaules, on rencontre à chaque pas une ruine ou un souvenir.

Sur vos promenades, vous avez pu dresser une statue à trois enfants du Périgord que la France entière réclame : au sage philosophe, à l'évêque charitable et réformateur, au guerrier qui maniait la charue comme l'épée. Vous en élèverez une autre, mais le plus tard possible, à l'homme d'Etat qui honore, en ce moment, son pays natal, par la dignité du caractère et la force persuasive de son éloquence.

Votre palais de justice vous donne des jurisconsultes ; votre corps médical des naturalistes, même des archéologues. L'Université vous offrirait ses lettrés, ses savants et, sur bien des points de cette province où Bertrand de Born a chanté sa virile poésie, doivent se trouver de studieux amateurs de toutes les belles choses de l'esprit.

Cependant, il n'est point de lien entre ces éléments épars, ni de point où ces forces divisées se concentrent.

Pourquoi ne pas fonder une Société savante qui se donnerait pour mission :

De fouiller les grottes de vos collines qui ont tant de secrets à nous livrer, comme vient de le faire celle des Eyzies ;

De chercher si vos arènes, votre tour de Vésone, votre vieux castrum et le camp de César ne cachent pas, sous les terres amoncelées, quelque chef-d'œuvre de l'art romain ou une inscription qui soit pour l'épigraphie une révélation nouvelle ;

De veiller sur vos nombreuses antiquités en les interprétant ;

De réunir les matériaux d'une histoire de votre ville et de votre province ;

D'essayer de résoudre tant de problèmes historiques que le moyen âge nous présente encore, et dont la solution ne peut être trouvée que par des études locales ;

En un mot, de constituer, au milieu de cette belle province, un centre et comme un foyer pour les études sévères.

Le patriotisme se réchauffe et se ranime avec les vieux souvenirs et l'esprit se fortifie et s'élève dans la recherche patiente et résolue de la vérité.

Vous, mon cher Préfet, qui, en quelques mois, avez tant fait déjà pour rapprocher ce département de ceux qui l'ont précédé dans la voie de toutes les améliorations, vous accueillerez, j'en suis sûr, le vœu que je forme. Je tiens la Société pour fondée et je vous demande de m'inscrire en tête de vos souscripteurs.

Votre tout dévoué,

V. DURUY.



Deux planches accompagnent cette livraison : la 1^{re} représente le Château de La Tour-Blanche ; et la 2^e, le Portrait de Louis de Chabans, seigneur du Maine.

Le gérant responsable, H. ÉTOURNEAU.

Vol. 35

BULLETIN

DE LA SOCIÉTÉ

HISTORIQUE ET ARCHÉOLOGIQUE

DU PÉRIGORD

PARAISANT TOUS LES DEUX MOIS.

TOME XXXV. — SIXIÈME LIVRAISON.



PÉRIGUEUX

IMPRIMERIE RIBES ET C^{ie}, RUE ANTOINE-GADAUD, 14.

Novembre-Décembre 1908.

SOMMAIRE

DES MATIÈRES CONTENUES DANS LA 6^{me} LIVRAISON.

	Pages
Séance mensuelle du jeudi 1 ^{er} octobre.....	397
— du jeudi 5 novembre.....	401
« Les baignoires romaines de Carsac » (MM. J. J. ESCANDE et le M ^{rs} DE FAYOLLE).....	410
Le château de La Tour-Blanche (<i>suite et fin</i>) (M. A. DUJARRIC-DESCOMBES).....	416
Henri Bertin et sa famille (<i>troisième partie</i>) (<i>suite</i>) (M. G. BUSSIÈRE).....	437
BIBLIOGRAPHIE. — Monluc et les guerres religieuses en Péri- gord, d'après un livre récent (M. R. V.).....	464
NÉCROLOGIE. — Camille Chabaneau (M. J. DANIEL).....	468
Table alphabétique et analytique des principaux noms et matières contenus dans le tome XXXV (M. le comte DE SAINT SAUD).....	473

BULLETIN

DE LA SOCIÉTÉ

HISTORIQUE ET ARCHÉOLOGIQUE DU PÉRIGORD

PARAISANT TOUS LES DEUX MOIS.

TOME XXXV.



PÉRIGUEUX

IMPRIMERIE RIBES ET C^{ie}, RUE ANTOINE-GADAUD, 14.

1908.

SÉANCES MENSUELLES
DE LA
SOCIÉTÉ HISTORIQUE ET ARCHÉOLOGIQUE DU PÉRIGORD

Séance du jeudi 4^{er} octobre 1908.

Présidence de M. le marquis de FAYOLLE,
président.

La séance est ouverte à midi et demi dans la salle accoutumée.

Sont présents : MM. Bayle, le chanoine Brugière, le capitaine Cazalas, Dujarric-Descombes, le marquis de Fayolle, Féaux, Henri de Montégut, le colonel de Montifault, le docteur Moreaud et Villepelet.

M. le comte de Saint Saud s'excuse par écrit.

Le procès-verbal de la précédente réunion est lu et adopté.

Notre bibliothèque a reçu, dans le courant du mois dernier, les ouvrages suivants :

Annales de la Société historique et archéologique du Gâtinais, 1^{er} et 2^e trimestres de 1908, un fascicule in-8°, avec gravures, Fontainebleau, Maurice Bourges, imprimeur breveté ;

Bulletin de la Société scientifique, historique et archéologique de la Corrèze, siège à Brive, tome XXX, 3^e livraison, juillet-septembre 1908, in-8°, avec illustrations, Brive, Roche, imprimeur ; où, dans un mémoire sur les *Titres et documents concernant le Limousin et le Quercy*, M. l'abbé Albe, p. 304, dit que Jean des Plas, évêque de Périgueux, était Limousin ; si, comme le croit M. le Président, il se nommait de Plas, cette

famille était de l'Angoumois ; et p. 306, Hugues de Lostanges n'était pas non plus un abbé limousin ; il était fils du marquis de Sainte-Alvère, dans le Bergeracois ;

Lou Bournat, bulletin mensuel de l'Ecole félibréenne du Périgord, tome III, 20^e livraison, août 1908, in-8°, Périgueux, Imprimerie de la Dordogne ; ce numéro est entièrement consacré à la mémoire du regretté Camille Chabaueau ;

Bulletin trimestriel de la Société de Borda, Dax (Landes), 33^e année (1908), 2^e trimestre, in-8°, Dax, imprimerie-papeterie-reliure Labèque ;

Bulletin de la Société archéologique de Provence, année 1907, n° 10, et année 1908, n° 11, deux fascicules in-8°, avec planches, Marseille, imprimerie Barlatier ;

Bulletin de la Société d'Etudes des Hautes-Alpes, 27^e année, 3^e série, n° 27, 3^e trimestre 1908, in-8°, Gap, Louis Jean et Peyrot, imprimeurs ;

De M. le comte Alphonse de Fleurieu, un tiré à part du tome XXXVII du *Romania*, d'un mémoire de M. Lavergne, *Documents du xiv^e siècle en langage de Sarlat (Dordogne)*, tirés des archives du château de Puy-Martin.

Des remerciements sont votés aux donateurs.

M^{me} Gabriel Charavay nous envoie sa *Revue des Autographes* de septembre, où sont indiqués les noms de quelques Périgourdins :

1^o Une lettre du célèbre critique, abbé de Féletz, de l'Académie française, datée de Paris, 1838 ;

2^o Une importante correspondance diplomatique écrite de Londres en 1841-1842, par Louis-Clair de Beaupoil, comte de Sainte-Aulaire, pendant son ambassade à Londres, au baron Mounier ;

3^o Deux lettres autographes, signées par Jean de Talleyrand, prince de Chalais, marquis d'Excideuil, baron de Mareuil, fils d'A.-B. de Talleyrand et d'Anne-Marie de La Trémoille, depuis princesse des Ursins, gouverneur de la Bastille, au marquis d'Argenson, avec quelques mots autographes signés des initiales de celui-ci, datées de Paris, 1712-1713 ;

4^o Une lettre autographe signée du célèbre diplomate

Charles-Maurice de Talleyrand, prince de Bénévent, écrite de Valençay, 21 octobre ;

Et 5° un important dossier historique, comprenant cinq lettres écrites en 1815-1816, par Auguste-L., comte de Talleyrand, cousin du précédent, ambassadeur près du grand duc de Bade, sous l'Empire, et en Suisse, pendant la Restauration, à M. Gimel, une proclamation signée comme ministre de France en Suisse, signée aussi par le baron de Steigentach, général « au service de S. M. l'Empereur d'Autriche », et dix lettres et papiers signés par divers, avec cachets.

M. BAYLE met sous nos yeux une pierre naturelle allongée, ayant un peu la forme d'un poisson, trouvée dans des vignes, en Angoumois, et qu'il voudrait voir déterminer. On pourrait croire de prime abord que des dessins à la pointe ont été gravés sur cette pierre et dont l'un représente précisément un poisson.

M. LE PRÉSIDENT inclinerait à croire que cette pierre est simplement une stratification.

M. DE MONTÉGUT met également sous nos yeux un volume in-folio, relié en maroquin, ayant sur le plat un beau fer aux armes de l'évêque bibliophile M^{sr} de Macheco de Premeaux, qui a eu le plus long épiscopat des évêques de Périgueux. Ce volume imprimé à Venise contient le plain-chant de la messe épiscopale, comme il nous l'avait appris dans une séance précédente.

De la bibliothèque du même évêque, notre confrère a une *Vie de saint Louis*, par Joinville. Il désire qu'une photographie soit publiée du beau fer du premier de ces volumes sur lequel il fournira une notice.

M. le docteur Gaillardon, d'Aubeterre, écrit au SECRÉTAIRE GÉNÉRAL pour savoir où l'on pourrait se procurer les volumes tirés à part du *Bulletin*, comme l'*Essai sur les guerres de religion*, par M. de Roumejoux, l'*Hôtel de Sallebœuf* et l'*Enquête sur le pillage de la commanderie de Saint-Antoine en 1562*, par M. le marquis de Cumond.

Le Secrétaire général répondra que ces volumes appar-

tiennent non à la Société, mais aux auteurs qui les distribuent gracieusement ou les mettent en vente chez les libraires.

Par la même lettre, M. Gaillardon demande si l'on ne pourrait pas soit lui fournir des renseignements, soit lui indiquer les sources où il pourrait les trouver, sur les Bouchard d'Aubeterre, et plus particulièrement sur le dernier, David, qui fut sénéchal du Périgord de 1582 à 1593, époque où il fut tué au siège de Lisle.

Et aussi sur les abbés de la collégiale de Saint-Sauveur d'Aubeterre, qui appartenait au diocèse de Périgueux, et notamment sur messire Souc de Plancher, qui était abbé le 16 août 1749, et sur le compte duquel il n'a absolument rien pu découvrir.

Le Secrétaire général répondra à M. Gaillardon qu'il peut consulter sur les Bouchard d'Aubeterre, la collection Périgord de la Bibliothèque nationale, fonds Lespine, au département des manuscrits, les diverses généalogies, et notre érudit vice-président, M. Dujarric-Descombes, qui s'est occupé de cette famille.

Quant aux Souc de Plancher, le Secrétaire général ne pense pas qu'il existe un fonds de cette famille aux Archives de la Dordogne.

M. DUJARRIC-DESCOMBES nous dit ensuite que notre confrère M. A. Moreaud peut ajouter, aux célébrités militaires de Tocane, le nom d'un valeureux officier de hussards, Jean Fargeot, sur la tombe duquel M. le docteur Moreaud, son père, prononça un éloquent discours.

Fargeot, né en 1777, était soldat à 15 ans. Il fit ses débuts en Espagne, où il vit frapper mortellement à ses côtés le général Dugommier. Incorporé au premier régiment de hussards, il prit part à la campagne d'Italie et assista plus tard aux batailles d'Iéna, Ulm, Vienne, Eylau.

À Erfurth, il commanda le poste d'honneur fourni à Alexandre. Napoléon le décora de sa propre main, en présence du Congrès d'empereurs et de rois, et, en témoignage d'estime pour sa brillante réputation, le tzar lui fit don d'une bague.

Il termina sa carrière en Espagne, dans le corps d'armée du maréchal Soult. Ayant passé en Portugal, il reçut devant Oporto un coup de feu qui, labourant le côté droit de sa poitrine, devait le rendre au repos, préparer les longues souffrances dont ses concitoyens de Tocane furent les témoins et le ravir enfin à leur amitié, en juillet 1846.

L'assemblée pense, avec M. Dujarric, que d'aussi brillants faits d'armes ne devaient pas rester ignorés.

Enfin, M. LE PRÉSIDENT nous rend compte, en quelques mots, de son voyage au Congrès des Sociétés d'histoire et d'archéologie du Sud-Ouest, à Pau, où les communications ont été assez nombreuses et les excursions intéressantes.

Comme il était prévu, la question de la cotisation annuelle à fournir à l'union des Sociétés y a été agitée, et le chiffre, qui a été adopté par la majorité, a été celui de 20 francs. Dans ces conditions, M. le Président ne pouvait faire autrement que de le voter et s'est cru autorisé à outrepasser le mandat de la Société.

L'assemblée lui donne son approbation.

La séance est levée à deux heures et demie.

Le Secrétaire général.
Ferd. VILLEPELET.

Le Président,
M^{re} DE FAYOLLE.



Séance du jeudi 5 novembre 1908.

Présidence de M. le marquis de FAYOLLE,
président.

La séance est ouverte à midi et demi dans la salle habituelle.

Sont présents : MM. Charles Aublant, Benoît, le chanoine Brugière, Dujarric-Descombes, Duvergier de Hauranne, le marquis de Fayolle, le colonel de Montifault, le docteur Moreaud et Villepelet.

S'excusent par écrit ou se font excuser de ne pas assister à la séance, MM. Elie de Biran, Féaux, Didou, le comte de Saint Saud et du Soulas.

Le procès-verbal de la précédente réunion est lu et adopté.

M. LE PRÉSIDENT nous apprend la mort d'un de nos confrères, récemment décédé, jeune encore, M. Raoul de Ricard, avocat à Bergerac, qui s'occupait de préférence de recherches préhistoriques. Il avait autrefois, en compagnie du regretté Michel Hardy, fait une exploration dans les grottes de sa région, et l'on sait qu'il avait fouillé aussi un abri à Rocherelle, dans la propriété de son beau-père M. Léonce de Fourtou. M. le Président pense que les objets qui y ont été recueillis ne seront pas perdus.

Notre confrère ne manquait pas de s'intéresser à nos autres travaux.

L'assemblée accueille cette communication par d'unanimes regrets.

Notre bibliothèque a reçu, pendant le mois dernier, les ouvrages suivants :

Les comptes rendus des séances de l'année 1908 de l'*Académie des Inscriptions et Belles-Lettres*, bulletin de juillet, in-8°, avec illustrations, Paris, librairie Alphonse Picard et fils ; où nous lisons, p. 395, dans le rapport de M. Noël Valois sur les ouvrages envoyés au concours des Antiquités de la France, que la première médaille a été décernée, à l'unanimité, à M. le commandant Emile Espérandieu, correspondant de l'Académie, pour le tome I^{er} de son *Recueil général des bas-reliefs de la Gaule romaine* ; — et, p. 407, une excellente notice de M. Bouché-Leclercq, vice-président de l'Académie, sur le regretté Camille Chabaneau, correspondant de l'Académie ;

Bulletin historique et philologique du Comité des Travaux historiques et scientifiques, année 1907, n^{os} 1 et 2, un fascicule in-8°, avec planches, Paris, Imprimerie nationale ; où, p. 83, est indiquée une communication de M. Hermann, déposée aux Archives du Comité, sur *Une vieille formule tes-*

tamentaire à l'usage des curés périgourdins (fin du xv^e siècle) ; — et, p. 272, est publiée une intéressante étude de notre érudit correspondant, M. René Fage sur *Un grand seigneur bibliophile, Henri de la Tour d'Auvergne, vicomte de Turenne* ;

Bulletin du Comité des Sociétés des Beaux-Arts des départements, 23 septembre 1908, in-8° de 4 pages, Paris, typographie Plon-Nourrit ; contenant la circulaire de M. le Ministre des Beaux-Arts, qui annonce que la 33^e session des Sociétés des Beaux-Arts s'ouvrira le 1^{er} juin 1909, à l'Ecole des Beaux-Arts, rue Bonaparte, 14, et qu'il faudra préparer les mémoires et faire connaître la liste de nos délégués avant le 1^{er} mars ;

Bibliothèque de l'Ecole des Chartes, tome LXIX, 3^e et 4^e livraisons, mai-août 1908, un fascicule in-8°, avec une planche, Paris, librairie Alphonse Picard et fils ;

Bulletin de la Société pour la protection des paysages de France, n° du 15 octobre 1908, in-8°, Paris, rue de Grammont, 26 (abonnement) ;

Bulletin de la Société d'Emulation du Bourbonnais, fascicules d'avril, mai, juin, juillet 1908, in-8°, avec illustrations, Moulins, imprimerie Etienne Auclair ;

Bulletin officiel trimestriel de l'Automobile Club du Périgord, juillet-septembre 1908, in-8°, avec de nombreuses illustrations, Périgueux, imprimerie Ronteix ; contenant le compte rendu d'une *Semaine à Londres*, par M. A. de Lacrousille et la relation de *Notre première course d'automobiles* à Périgueux, en mai 1898, par M. Louis Didon ;

Lou Bournat, bulletin mensuel de l'Ecole félibréenne du Périgord, tome III, 22^e livraison, octobre 1908, in-8°, avec une illustration, Périgueux, Imprimerie de la Dordogne ; contenant un sonnet de M. Louis Simon, les *Premières Brumes* et une pièce de vers de M. Elie de Biran sur *Le pays natal* ;

Revue de Saintonge et d'Aunis, bulletin de la Société des Archives historiques, 28^e volume, 4^e et 5^e livraisons, deux fascicules in-8°, 1^{er} août et 1^{er} octobre 1908, Saintes, librairie Prévost ; la livraison du 1^{er} octobre renferme, p. 262, le compte rendu par M. le baron Amédée Oudet de l'excursion de la Société à Périgueux, après Chalais et Aubeterre, le 21 juin ;

Bulletin de la Société des lettres, sciences et arts de la Corrèze, 3^e livraison 1908, juillet-août-septembre, in-8°, Tulle, imprimerie Crauffon ;

Revue de l'Agenais, bulletin de la Société d'agriculture, sciences et arts d'Agen, 25^e année, juillet-août 1908, in-8°, avec planches, Agen, Imprimerie Moderne ;

Bulletin archéologique et historique de la Société archéologique de Tarn-et-Garonne, tome XXXV, année 1907, quatre trimestres, trois fascicules in-8°, avec trois planches, Montauban, imprimerie et lithographie Forestié ; renfermant, p. 163, le compte-rendu de l'excursion des 10 et 11 juin 1907, à Souillac, à St-Julien-de-Lampon et au château de Fénelon ;

Revue des langues romanes, tome LI, 6^e série, tome 1^{er}, septembre-octobre 1908, in-8°, Montpellier, Imprimerie générale du Midi ; où parmi les *Chants de travail* recueillis par M. Lambert, trois ont été fournis par le vicomte de Gourgues, de Lanquais, et un par M. Justin Landes, de Sarlat ;

Annales de la Faculté des lettres d'Aix, tome II, n^{os} 1-2, janvier-juin 1908, un fascicule in-8°, Marseille, imprimerie Barlatier ;

Bulletin de la Société départementale d'archéologie et de statistique de la Drôme, année 1908 (octobre), 167^e livraison, in-8°, Valence, imprimerie de Jules Céas et fils ;

Bulletin de la Société littéraire, historique et archéologique de Lyon, janvier-septembre 1908, in-8°, Trévoux, imprimerie Jeannin ;

De M. A. Grenier, sa communication au Congrès des Sociétés françaises de géographie, à Bordeaux en 1907, sur *Les stations préhistoriques du Fleix*, plaquette in-8° de 8 pages, Bordeaux, Imprimerie commerciale et industrielle, 1908 ;

Et de M. Joseph Duricux, le journal *l'Echo du Périgord*, des 31 août-1^{er} septembre, où est publié son article sur *Les braves gens*, morts, il y a trente-huit ans, au champ d'honneur de Sedan.

Des remerciements sont votés aux donateurs.

M^{me} Gabriel Charavay nous envoie sa *Revue des Autographes*, d'octobre, dans laquelle est une seule pièce originale sur parchemin, qui nous touche un peu. Elle est signée par Fran-

çois Frotier de la Messelière et datée de Ste-Foy-la-Grande le 3 juin 1367. C'est la montre d'une compagnie de 50 hommes d'armes et de 73 archers commandés par le prince de Navarre (Henri IV) et passés en revue par François Frotier, seigneur de la Messelière en Bourgogne. On y relève les noms de Jacques Astier, de François de Daillon, de Joseph de Coche-fillet (parent d'une des femmes de Sully), de Louis de Saint-Orse (au diocèse de Périgueux), de François de Salignac, seigneur de Rochefort (diocèse de Limoges), de François de Tessé (en Anjou), pièce des plus intéressantes pour l'étude de la deuxième guerre de religion.

M. le vicomte DE MARQUESSAC, élu, dans la séance de septembre, membre titulaire de la Société, lui envoie ses remerciements pour son admission.

Notre confrère M. BAREAU, d'Excideuil, nous annonce qu'il a reçu de M^{me} Hermann, pour le Musée du Périgord, la collection préhistorique de son regretté mari qu'il nous adresse franco.

Les objets sont à peu près tous classés et étiquetés dans des boîtes auxquelles il n'a pas touché afin d'éviter les erreurs ou le désordre. Il a accepté avec reconnaissance, au nom de la Société, ce qui lui a été gracieusement offert.

M. le Conservateur du Musée remerciera M^{me} Hermann de son don généreux.

A propos de préhistoire, M. A. GRENIER nous adresse en nombre sa brochure sur *Les stations préhistoriques du Fleix* qu'il nous prie de distribuer à ceux de nos confrères qui s'occupent spécialement de cette époque et de donner le reste, s'il y en a un, aux diverses bibliothèques de la ville.

En s'excusant de ne point assister à la séance, M. DE SAINT-SAUD nous envoie la copie des deux documents inédits dont il nous avait parlé à la séance d'avril dernier. L'un, tiré des archives du château de la Tour à M. le comte de la Tour du Roch, est un ajournement pour l'hommage de Laussel en 1312 ; l'autre, provenant des archives du château de la Valouze, est l'acte de fondation d'une chapelle à Saint-Geniès en 1327.

Ces deux pièces seront publiées dans le *Bulletin*.

M. DUJARRIC-DESCOMBES nous apprend que dans les minutes de M^e Chérade, notaire royal à Angoulême, déposées aux Archives de la Charente, se trouve, à la date du 31 octobre 1626, un acte de société entre Jean Matheyron dit La Chapelle, marchand tapissier à Aubusson, autre Jean Matheyron dit La Chassaigne, son neveu, et Léonard Derolle, pour faire en commun le commerce des tapisseries tant en Angoumois, Poitou et Saintonge qu'en Périgord, Bordelais et Gasconne.

Notre érudit vice-président désirerait savoir si l'on aurait des preuves que ce traité d'association a eu son exécution dans notre province.

Notre confrère M. BUSSIÈRE nous annonce qu'il met la main à la rédaction de son avant-dernier article sur Bertin intitulé « Le Petit Ministère », d'après la formule d'une chanson du temps. « Je puis vous envoyer ce travail, nous écrit-il, d'ici à la fin du mois. Mais je songe aux deux dessins qui doivent y être adjoints. M. Durand m'a formellement promis la maison de la rue Taillefer pour le 10 du courant. Il y a un deuxième dessin à trouver. J'ai deux idées là-dessus : 1^o la reproduction des armes définitives de Bertin, accostées d'attributs inédits que je ferais *gilotter* à Lyon; mais ce serait un dessin bien réduit comme proportions. 2^o La photographie des maisons nobles de Bourdeille, que j'ai reconstituées, au pied levé, dans mon idée, à côté de la Cité. M. Durand doit avoir son opinion sur ce sujet ; je vais lui écrire. Il me semble, d'après mes souvenirs, que la tour de l'ancienne construction subsiste.

« Il y aurait aussi le local du « Petit Ministère », à Paris, rue des Capucines, local construit par Bertin et que je suis en train d'identifier. Mais je crains toujours d'enfreindre les règlements, qui défendent l'introduction dans le *Bulletin* d'illustrations étrangères au Périgord.

« Quoi qu'il en soit, je vais faire ma tâche de rédaction pour la date qu'il convient et nous n'aurons plus ensuite qu'à penser à clore cette énorme monographie par « Bertin chez lui » et même *hors de chez lui*, puisqu'il faut l'enterrer à Spa. *Requiescat in pace* ».

A propos d'une question posée à la séance d'août par M. Cazalas, M. DE SAINT SAUD, ayant fait des recherches sur les deux familles Morand du Périgord, pour l'auteur des armoiriaux du Premier Empire et de la Restauration, parus récemment, nous fait connaître que, le père du général se qualifiant *écuyer*, M. Bussière était parfaitement en droit de le dire noble. Il se nommait Jérôme et il eut de Marie de Cressac, le baron Morand, marié à Jeanne-Marie-Angélique Crétin (et non Certin), dont le fils, Joseph, lieutenant-colonel, mourut à Paris le 5 décembre 1854 sans hoirs. Celui-ci eut deux sœurs : la générale de Farincourt et la générale Sibuet.

« Les Morand-Dupuch orthographiaient leur nom parfois *Maurand*, comme les premiers. Les généraux étaient petits-fils d'une Vivans. Il faut consulter les Armoriaux susdits, par Révérend. »

Toujours sur la même question, M. Joseph DURIEUX nous fournit quelques indications complémentaires ou rectificatives sur la famille du général Morand, dont parle le dernier *Bulletin*.

« Né le 18 juillet 1757 au château de la Rivière, où habitait sa mère Marie Cressat, Joseph Morand fut baptisé le lendemain par l'abbé de Ribeyreys, curé d'Allemands. Son père, Jérôme Morand, officier de fortune, retraité à quarante ans de services et décoré de l'Ordre de Saint-Louis, mourut en 1786, âgé d'environ 70 ans, au village de Colombat et fut inhumé dans le cimetière de Saint-Etienne de Puycorbier. Après avoir quitté le régiment, Joseph Morand épousa, le 28 novembre 1787, à Besançon, M^{lle} Jeanne-Angélique *Cretin* (et non Certin), fille d'un militaire, née à Rochefort le 1^{er} décembre 1762. Il eut, de ce mariage, deux fils et deux filles. Ses gendres furent tués comme lui au champ d'honneur : l'illustre général Montbrun à La Moskowa, et le général Sibuet en Silésie. La comtesse Montbrun se remaria plus tard avec le baron de Farincourt. Une notice des célébrités mussidanaïses a été consacrée au général baron Morand par M. Sinsou (*Bulletin* de 1890, tome XVII).

« D'autre part, dans une séance de notre Société en 1903, il

a été question des frères Morand-Dupuch, tous deux généraux, nés l'un à Trémolat et l'autre à Eymet. »

M. le capitaine Cazalas sera reconnaissant à nos deux confrères des renseignements qu'ils veulent bien lui fournir.

M. DIDON nous communique ensuite un procès-verbal d'une expertise pharmaceutique faite en 1807, chez un sieur Lascombe, officier de santé et marchand de drogues, à Colombier, commune de Castels, près Saint-Cyprien, qui avait acheté des drogues et médicaments de MM. Denis et André Tardieu, frères, marchands droguistes, qu'il demande à faire examiner.

Cette curieuse pièce, dont lecture est donnée, sera publiée dans nos *Varia*.

Au nom des mainteneurs du Bournat, M. DUJARRIC-DESCOMBES, vice-président de l'Ecole félibréenne du Périgord, demande à la Société de vouloir bien contribuer par une souscription, aussi modeste soit-elle, à l'érection d'un buste au regretté Camille Chabaneau, dans sa ville natale.

M. LE PRÉSIDENT propose la somme de 20 francs qui est votée à l'unanimité.

M. DUJARRIC remercie l'assemblée qui a voulu ainsi honorer la mémoire du savant romaniste périgourdin.

Notre confrère M. ESCANDE, de Sarlat, nous soumet une idée qu'il croit bonne et qui modifierait un peu la marche de la rédaction du *Bulletin* : « Ce serait de consacrer, chaque année, une partie du *Bulletin* à la chronique des faits essentiels qui se seraient passés l'année précédente ou l'année antérieure dans chaque arrondissement du département. La rédaction de cette chronique pourrait être confiée dans chacun de ces arrondissements à une personne désignée par la Société, et le Comité de publication en élaguerait ce qu'il croirait inutile ou un peu trop dicté par les sentiments personnels de chaque auteur.

« Cette chronique, rédigée d'une façon continue, serait, au bout de quelques années, très intéressante ; elle perpétuerait les renseignements dignes d'être conservés et qui se perdent

dans le fouillis des journaux locaux. Et si cet espoir n'est pas trop ambitieux, on peut croire que l'exemple de la Société archéologique du Périgord serait suivi par les Sociétés analogues, de sorte que l'habitude de chroniques de ce genre, précieuses malgré tous les défauts inhérents à leur nature même, se répandrait un peu partout pour le plus grand bien futur des études historiques.

• Nous travaillons avec plaisir, à la Société archéologique, à la recherche des documents anciens qui piquent vivement notre curiosité ; nous travaillerions pour l'avenir en conservant les documents contemporains, qui nous touchent si peu, et nous ferions œuvre utile en leur donnant une petite place dans nos occupations.

• Vous m'obligeriez beaucoup, écrit-il au Secrétaire général, de communiquer cette proposition à une des réunions de la Société archéologique et d'en faire adopter le principe, si vous le vouliez bien, en attendant que l'idée pût être mise en pratique par une légère modification et extension de nos statuts, si l'assemblée générale la jugeait plus tard digne d'être suivie. •

L'assemblée consultée ne pense pas qu'il y ait lieu d'apporter cette innovation dans nos travaux. Elle ne sait pas bien ce que notre confrère entend par « chronique des faits essentiels » : nos procès-verbaux sont là pour les enregistrer, disent plusieurs membres. Si cette proposition vise les échos mondains, les indications d'annuaires, les actes de l'état-civil, naissances, mariages, décès, la Société n'est pas disposée à entrer dans cette voie qui se rapproche trop du journalisme actuel.

Avant son départ de Périgueux, M. BENOIT tient à assurer la Société qu'il emportera d'elle les meilleurs souvenirs. Il veut la remercier encore de l'avoir si bien accueilli ; il s'est instruit à son contact, à ses séances, à la lecture de son *Bulletin*, et il espère bien continuer ces bonnes relations, quoiqu'il s'éloigne de nous.

M. LE PRÉSIDENT répond que la Société se félicitait aussi des bonnes relations qu'elle avait avec un confrère aussi

aimable que M. Benoit, qui est un érudit, un homme de goût, aimant les choses anciennes, intelligent collectionneur, et qu'il est sûr d'être l'interprète de tous nos confrères en lui exprimant les regrets que cause son départ.

Il reste à procéder à l'élection d'un candidat qui demande à entrer dans notre compagnie.

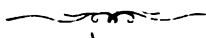
Après un vote à mains levées, M. LE PRÉSIDENT déclare admis membre titulaire de la Société historique et archéologique du Périgord :

M. Georges Besson, avoué-licencié près le tribunal civil de Bordeaux, cours de Tourny, 3, à Bordeaux, présenté par M. de Monteil et M. de Fayolle.

La séance est levée à trois heures un quart.

Le Secrétaire général,
FERD. VILLEPELET.

Le Président,
M^{re} DE FAYOLLE.



« LES BAIGNOIRES ROMAINES DE CARSAC. »

Il existe, près de Carsac, sur un coteau abrupt qui domine la vallée de l'Enéa, au-dessus d'un vieux moulin, une série d'excavations creusées dans le roc, si étranges qu'elles ne manqueraient pas d'attirer et de retenir l'attention de l'observateur, même au cas où il ignorerait le caractère archéologique attachant qui leur a été attribué : ce sont les *Baignoires romaines de Carsac*, dont une brochure de l'abbé Delpeyrat (1) a fixé la tradition dans le pays ; on les appelle *loi plébiounos* ; elles sont aujourd'hui couvertes de terre et leur orifice seul est visible au ras du sol, assez nombreuses, rapprochées dans un espace restreint sans trop de symétrie, isolées ou réunies d'une façon bizarre, toutes situées à

(1) *Essai historique sur l'ancienne paroisse St-Augustin de Carsac* — Sarlat, imprimerie Michelet, 1878.

proximité des ruines d'un aqueduc gallo-romain (1). Voici en quels termes en parle l'abbé Delpeyrat dans sa brochure, après avoir décrit l'aqueduc :

« Les baignoires monolithes très bien conservées qu'on trouve à deux endroits sur ses bords, ne sont pas moins remarquables. Elles affectent les formes les plus variées. On en voit pour 1, 2, 3, 4 et 5 personnes ayant un centre commun, où les pieds devaient se rencontrer. Les enfants avaient leurs places à côté de leurs parents. Il y en a de verticales, d'horizontales, de rondes, d'ellipsoïdes, etc. ; mais quelle que soit leur forme, elles ont généralement plus d'un mètre de profondeur et sont taillées dans le roc. Toutes ont le fond incliné et nulle part il y a de conduits souterrains. En examinant tout cet ensemble, on voit bien que c'était là où les esclaves venaient se purifier l'hiver, car dans l'été rien de mieux que la Dordogne. On sait que les Romains étaient rigides pour les castes et un citoyen jouissant de ses droits regardait avec dédain cette classe d'hommes que la misère, l'infortune ou l'inconduite avaient réduits en servitude, et que par mépris on appelait le *plebs*... Remarquons en passant que quinze siècles n'ont pu totalement détruire ce travail grandiose ni faire oublier le nom des baignoires plébéiennes puisqu'on les appelle encore *loys Plébiounos*. »

Malheureusement, la conviction de l'abbé Delpeyrat ne semble reposer sur aucun fondement sérieux, et quelques hypothèses mises à sa place ont le mérite de s'écarter moins de la vraisemblance. Il est peu probable que les Romains, fussent-ils « de la plèbe », aient songé jamais à choisir comme baignoires sur une colline de rudes excavations dans un rocher, sans canal pour l'écoulement des eaux.

Si, dans le terme de « *plébiounos* », on voit une allusion au *plebs* antique, elle peut avoir trait à celui du moyen âge aussi bien qu'au romain, et alors les *plébiounos* ne seraient-elles pas des excavations se rapportant à des usages du moyen âge disparus, plutôt que des baignoires romaines ? Un moulin était proche, ecclésiastique ou seigneurial, la « plèbe » était peut-être tenue de déposer le grain ou la farine dans les *plé-*

(1) Cet aqueduc, d'une longueur de près de six kilomètres, conduisait à travers les collines, en suivant la seule pente naturelle du sol, les eaux de la fontaine du village du Bouyssou à la villa romaine de St-Rome, située en face de Grolejac et de la forêt de Drouille, sur les bords de la Dordogne.

biounos pour les partages de la dîme ou les réserves en cas de disette. Ces *plébiounos* étaient peut-être — elles permettent tant de suppositions — des silos, des mesures féodales, ou encore des pressoirs, ou elles sont des vestiges de quelque industrie oubliée de la période médiévale, à moins qu'elles ne soient simplement — quoique moins vraisemblablement — des trous laissés dans le rocher par l'extraction de la pierre destinée à former des colonnes ou des récipients monolithes. Il y a, en effet, une carrière tout près, et il y en a eu longtemps une, le coteau en est tout ravagé; elle se rapproche aujourd'hui des *plébiounos*, mal protégées contre les entreprises de l'esprit pratique; elle les attaque presque, et elle les fera disparaître sans doute avant peu, malgré l'intérêt qu'elles suscitent dans ce coin du Sarladais. Il était peut-être utile, avant que cette disparition soit un fait accompli, de leur consacrer quelques mots ici; le problème qu'elles posent — et que n'a pas résolu, croyons-nous, l'abbé Delpeyrat, — reste intéressant comme celui de ces caractères étranges entourant une vieille oule dont le *Bulletin* de la Société archéologique donnait, l'année dernière, une curieuse description. Il y a là aussi une énigme. Pour la déchiffrer, il faudrait connaître deux choses, au hasard aisées ou bien difficiles : 1° le sens exact du mot *plébiounos*; 2° l'attribution certaine découverte ailleurs d'excavations similaires.

J.-J. ESCANDE.

Les notes qui suivent sont le résumé d'observations faites sur place et que notre érudit confrère M. Escande a désiré que je joigne à sa très intéressante notice sur les singulières excavations de Carsac.

Il semble, tout d'abord, qu'il ne faut accepter qu'avec une extrême réserve la légende qui s'est formée autour de ces cavités, irrégulièrement dispersées sur la pente d'un coteau affouillé par d'anciennes carrières, et il est probable que personne, avant l'abbé Delpeyrat, n'y avait vu des baignoires, antiques ou non. Le nom de « *plebiounos* » qu'elles portent dans la localité ne paraît nullement dérivé d'un radical latin; il semble, au contraire, d'après la remarque de nos confrères MM. Dujarric et Aublant, qu'il a plus de rapports avec l'expres-

sion paloise *co pleu* et indiquerait un objet caractérisé par la pluie. L'abbé Delpeyrat retrouvait dans « *pleibiounos* », le mot *plebs*, d'où plèbe et enfin objet à l'usage de la plèbe, des esclaves.

M. Escande a trop bien réfuté l'opinion de l'ancien curé de Carsac, qui voyait là des baignoires destinées aux esclaves romains, pour que j'y revienne à mon tour. J'ajouterai cependant que les baignoires ont toujours une forme allongée et régulière, permettant au corps de s'étendre ; qu'elles sont toujours pourvues à la partie inférieure d'un orifice permettant de vider l'eau du bain ; et qu'enfin les Romains se baignaient dans des piscines plutôt que dans des baignoires, ainsi qu'on en retrouve d'innombrables exemples. Il est possible que par les grandes pluies, il se soit conservé un peu d'eau au fond de ces excavations, ce qui a pu leur faire donner le nom populaire qu'elles portent ; mais rien n'indique qu'on ait cherché par des moyens artificiels, rigoles ou conduits, à y amener les eaux pluviales, les seules qui auraient pu les remplir. L'aqueduc que M. l'abbé Delpeyrat a reconnu comme amenant à une villa romaine, située sur les bords de la Dordogne, les eaux d'une source, est à un niveau inférieur à celui des excavations qui s'étendent sur toute la pente du coteau. Ni la forme de ces excavations, ni la possibilité de les remplir d'eau, ne permettent donc de croire qu'elles ont été destinées à servir de bassins ou de réservoirs, à plus forte raison de baignoires.

On n'y retrouve aucun caractère qui se rapporte à la période romaine, et autour d'elles aucun vestige, si on excepte l'aqueduc qui passe au bas du coteau, et que je n'ai pas eu la bonne fortune d'examiner, ne peut rappeler l'occupation romaine. Quel que soit le motif qui a déterminé ces excavations, elles peuvent appartenir à toutes les époques pendant lesquelles on a possédé les moyens de creuser un rocher.

La question qui se pose la première est celle de savoir si ces cavités sont creusées de main d'homme ou par la nature. Des causes naturelles ont produit des cuvettes dans les rochers les plus durs. Tous les touristes, qui sont allés à Lucerne,

connaissent le jardin des Glaciers où l'on voit de profonds bassins formés par la rotation d'un bloc plus dur que la masse environnante. Mais ces cuvettes ou marmites sont circulaires, tandis que celles qui nous occupent sont presque toutes ovales et d'une profondeur uniforme. De plus, la disposition de leurs faces intérieures paraît voulue. Les excavations, qui nous occupent, me paraissent donc dues au travail de l'homme. Cette opinion n'est cependant pas celle de M. Barrat, propriétaire du terrain où se trouvent les « pleibiounos » ; il les considère comme naturels et s'appuie sur ce fait qu'on en rencontre non seulement à la partie inférieure du coteau, sur un terrain dénudé, mais jusqu'au sommet, dissimulés sous les bois et les bruyères qui les recouvrent.

Cet argument ne me paraît pas péremptoire, car leur régularité de plan ne permet pas de les confondre avec des failles du rocher, et j'y vois, au contraire, un motif de plus de leur attribuer l'origine que je développerai plus bas.

Si les « pleibiounos » sont faits de main d'homme, il reste à voir s'ils ressemblent aux autres cavités que l'on rencontre à la surface de nos rochers. On connaît des cimetières monolithes dans lesquels les sarcophages sont creusés dans la masse d'un coteau. Les tombes sont toujours disposées régulièrement et orientées ; elles affectent la forme d'une auge rectangulaire et n'ont aucun rapport avec les excavations ovales et se pénétrant l'une l'autre de Carsac. Ce ne sont pas non plus des silos ; en effet, ceux que l'on découvre parfois à la surface de plateaux rocheux, comme à St-Just ou au Roi des Chauses, sont toujours de forme circulaire ; l'ouverture est d'un diamètre inférieur à celui de la panse qui ressemble à une gourde, et cela s'explique par la nécessité de fermer l'ouverture avec une dalle qui remplit le rôle de bouchon. Ici l'irrégularité des excavations et leur dimension rendraient toute obturation impossible.

Il faudrait, pour bien faire comprendre aux personnes qui ne les ont pas vus, la coupe et le plan des « pleibiounos », des dessins fort exacts ; car les simples traits de M. l'abbé Delpeyrat ne peuvent en donner une idée. En effet, si théori-

quement chacune de ces excavations est de forme ovale, comme elles se pénètrent généralement deux à deux ou trois à trois, ce n'est que sur leurs bords que l'ovale se dessine et il n'apparaît au fond que par un exhaussement correspondant au tracé. L'une des plus grandes et des plus caractéristiques de ces excavations est formée de deux ovales dont l'un a 1^m et l'autre 1^m50 de longueur, de façon à déterminer d'un côté une demi-circonférence et de l'autre deux demi-circonférences ; au bas de l'un d'eux est engagé un ovale plus petit de 0^m80 de longueur. Une autre de ces excavations, qui a la forme d'un ovale isolé, mesure 2^m sur 1^m60. La profondeur est à peu près uniforme pour tous, environ 0^m75. Les faces ne sont pas taillées perpendiculairement sur tout le pourtour, mais très en pente sur l'un des côtés, généralement à la partie la plus large de l'ovale. Les parois sont bien dressées, comme polies et ne portent pas de traces d'outils.

Ainsi que l'a fait observer M. Escande, il me semble probable que ces excavations n'ont eu d'autre origine que l'extraction de blocs de pierre, destinés à être transformés soit en meules soit en récipients tels qu'on en rencontre encore dans les pressoirs à huile, dans de vieux moulins, dans les cuisines des anciennes demeures. Les mesures féodales étaient en pierre. Tous ces récipients, aussi bien que les meules primitivement fort petites, étaient circulaires. Il est évident que pour extraire un bloc d'une masse de rocher, il est indispensable de creuser une rainure plus ou moins large autour de la masse à conserver, et que pour le détacher par dessous, il faut que l'on ait un certain jeu, au moins d'un des côtés pour manœuvrer l'outil. C'est à ce motif que j'attribue la forme allongée des excavations et pour diminuer d'autant le travail du carrier, que l'on trouve plusieurs cavités juxtaposées. C'est également la raison pour laquelle les bords sont inclinés du côté le plus large et perpendiculaires sur le reste du pourtour.

L'origine que je crois pouvoir attribuer aux « pleibiounos » de Carsac est plausible, sans être certaine, et j'ai la satisfaction de me rencontrer avec M. Escande. Mais s'il est aisé de dire ce que ne sont pas ces excavations, baignoires, tom-

beaux ou silos, il l'est beaucoup moins de préciser ce qu'elles pouvaient être.

M^{re} DE FAYOLLE.

LE CHATEAU DE LA TOUR-BLANCHE

(*Suite et fin*)

On ne peut qu'être surpris du silence gardé par notre chroniqueur au sujet de divers événements dont le château de La Tour-Blanche fut le témoin. Il aurait pu notamment consigner dans ses mémoires le séjour qu'y fit, en 1544, Henri d'Albret, roi de Navarre, comte de Périgord.

Ce prince avait épousé, en 1527, Marguerite de Valois, sœur unique de François I^{er}, fille de Charles d'Orléans, duc d'Angoulême. La grand'mère de Brantôme, Louise de Daillon du Lude, veuve d'André de Vivonne, grand sénéchal du Poitou, était dame d'honneur, et sa mère, Anne de Vivonne, dame du corps de cette princesse. On comprend dès lors combien la dame de La Tour-Blanche avait à cœur d'offrir à son suzerain une hospitalité digne de lui. Ce fut ce sentiment qui la poussa à envoyer un messenger à Périgueux pour prier les maire et consuls de l'aider à recevoir magnifiquement le comte de Périgord. Ceux-ci décidèrent d'offrir « une bische des fossez de la ville ».

Brantôme, qui n'avait guère, à cette époque, qu'une dizaine d'années, n'assista probablement pas à cette réception, dont il aurait gardé le souvenir. Il passait sa jeunesse en Navarre, où le dernier marquis de Bourdeille incline à le faire naître en 1534 (1), et d'où il ne revint en France qu'après la mort de la Reine, en 1549, trois ans après la mort de son père.

Quoi qu'il en soit, le château de La Tour-Blanche était en état de recevoir un hôte royal et sa suite. La lettre de Pierre de Mareuil, abbé de Brantôme, publiée par M. le marquis de

(1) *Notice sur Pierre de Bourdeille, abbé et seigneur de Brantôme*, Troyes, Legleu, 1893, p. 9.

Cumond (1) y signale la présence, au mois de juillet 1554, de la douairière de Vivonne et de ses deux filles, Madame de Clermont, dame d'honneur de la reine Louise, et la mère de Brantôme.

Le frère aîné de ce dernier, André de Bourdeille, devenu baron de La Tour-Blanche, y séjourna quelque temps aussi. Ayant été fait prisonnier au siège de Hesdin, en 1553, il fut envoyé à Lille, où il resta jusqu'à la trêve en 1556. Le paiement de sa rançon, qui fut considérable, causa un dérangement dans ses affaires. Après avoir recouvré sa liberté, il se trouva chargé d'embarras de famille, ayant été fait héritier de sa mère, ce qui l'obligea d'habiter son château de La Tour-Blanche. Ce fut l'année suivante qu'il se maria avec Jacquette de Montbron, dame d'honneur de la Reine mère, qui lui porta les terres de Matha et d'Archiac.

Il continua sa résidence à La Tour-Blanche, où il fit un premier testament, le 24 mai 1562, donnant à sa femme la terre de La Tour-Blanche ou la baronnie de Bourdeille, avec la jouissance de tous ses biens. Ayant repris du service, en 1566, il fit un second testament en son château de La Tour-Blanche, confirmant à sa femme les avantages qu'il lui avait faits dans le premier.

François de Bourdeille, son père, lui avait laissé un conseiller éclairé dans la personne d'un des plus distingués enfants de La Tour-Blanche, Jean Bertaud. Dès l'âge de 19 ans, après avoir obtenu le grade de licencié en droit, celui-ci avait été pourvu de l'office de sénéchal de la châtellenie. Il professa dans la suite la littérature à Paris et le droit à Toulouse. Il doit figurer avec honneur parmi les érudits bibliophiles de la première moitié du xvi^e siècle. Il est principalement connu par son *Encomium de cultu trium Marianum*, livre si recherché pour ses gravures sur bois ; la découverte, signalée par moi en 1900, de son *ex-libris*, où il avait fait graver l'image de Saint-Jean-l'Évangéliste, son patron, a donné à son nom un regain de célébrité.

(1) *Bulletin* de la Société historique et archéologique du Périgord, tome XXXII, p. 312.

Ses bons rapports avec les seigneurs de sa ville natale lui inspirèrent cette épître du 5 décembre 1529, adressée au cordelier Nicolas Grand, qu'il publia à la suite de son ouvrage, et où il se complut à exposer tout au long la fabuleuse généalogie de la maison de Bourdeille, en remontant jusqu'à Anténor, roi des Francs.

« Notre auteur, fait observer M. Léopold Delisle dans la savante notice qu'il a consacrée au curieux *ex-libris* de Bertaud, avait des raisons toutes particulières pour s'intéresser à cette généalogie. La Tour-Blanche, où il était né et où il exerçait les fonctions de sénéchal, était un des principaux domaines des Bourdeille. Ce fut à La Tour-Blanche que se célébrèrent les « noces somptueuses et magnifiques » des parents de Pierre de Bourdeille, seigneur de Brantôme ; ce fut là aussi peut-être que naquit le célèbre « conteur ». La rédaction de Jean Bertaud est probablement la plus ancienne version qui subsiste des traditions fabuleuses se rapportant aux origines de la famille de Bourdeille » (1).

Les Bourdeille se montrèrent reconnaissants envers leur trop zélé panégyriste. Ils se prêtèrent, autant que possible, au désir de ce dernier de faire sienne toute la terre de la Bonnetie, sise dans la paroisse de Cercles. Déjà, le 29 octobre 1495, son père, Jacques Bertaud, clerc de l'officialité de La Tour-Blanche, avait acquis de Poncet de Laye, chapelain de Paussac, tous les droits que celui-ci y possédait, moyennant 35 livres tournois. Le 25 octobre 1567, André de Bourdeille vendit au sénéchal de sa châtellenie, moyennant 120 livres, une rente perpétuelle de 23 boisseaux de froment, 10 d'avoine et 28 sols, 6 deniers tournois, qu'il possédait sur ce mas et sur des maisons et jardins, situés en la ville de La Tour-Blanche. Enfin, après la mort de Jean Bertaud, le même seigneur vendit, le 7 mars 1580, à Pierre Bertaud, s^r de Pouzol, son fils, pour la somme de 150 écus sol, d'autres rentes sur la Bonnetie, que Catherine Bertaud, sa fille, épouse de Jacques de Sanzillon, devait apporter dans la famille de son mari.

Les fonctions de sénéchal de Périgord, devenues très dif-

(1) *A propos d'un EX-LIBRIS français du temps de François I^{er}*, Paris, Leclerc, 1900, p. 13.

ficiles en ces temps critiques, obligèrent André de Bourdeille à établir sa résidence au chef-lieu du comté. On sait les services importants qu'il rendit à l'Etat et à la province durant les guerres de religion. Le château de La Tour-Blanche vit plus d'une fois passer des troupes sous ses tours. Vers 1569, les bandes de Jarnac et de Chantérac s'emparèrent de la ville, malgré la vive résistance de François Grand, seigneur voisin de Tenteilhac. Mais le château paraît avoir résisté à l'assaut des calvinistes. En 1570, il devint le quartier général du maréchal de Biron, commandant des armées royales. La ville de Périgueux envoya son procureur-syndic à La Tour-Blanche et au château de la Feuillade « appartenant au s^r de Bourdeille », afin de prier le maréchal de « deslourner » ses compagnies, « les quelles ne vinssent en ceste ville ».

Au commencement de l'année suivante, au moment où le comte des Cars projetait une entreprise contre Angoulême tombé au pouvoir des religionnaires, La Tour-Blanche reçut les 300 soldats qu'amenait, pour coopérer à l'expédition, le vaillant maire de Périgueux, Bernard de Jay, seigneur de Beaufort. Ce dernier alla loger à Verteillac, où il fit dresser des barricades, ce qui lui permit de repousser l'attaque de l'ennemi ; il ne devait rentrer à Périgueux que sur les ordres de Des Cars.

André de Bourdeille mourut à Bourdeille en 1582. Deux ans plus tard, on trouve Jacqueline de Montbron, sa veuve, au château d'Archiac en Saintonge, se qualifiant de dame de La Tour-Blanche dans le contrat de mariage de leur fille Jeanne avec Claude d'Epinay, comte de Duretal, ce n'était pas sans raison ; car elle avait fait avec son mari l'échange de sa terre de Doumeyrac en Agenais contre la châtellenie de La Tour-Blanche, les trois paroisses de Cercles, Cherval et Rosignol et leurs dépendances, la métairie de la Feuillade, les moulins d'Eixac et de l'Etang-des-Faures, avec le droit de haute, moyenne et basse justice (1^{er} avril 1570).

Par son testament, en 1594, ladite dame ordonna de l'inhumer, sans pompe, en l'église de celle des quatre terres de Bourdeille, La Tour-Blanche, Archiac et Matha, où elle

décéderait. L'année suivante, elle ajouta un codicille, dans lequel elle rappela l'échange de la châtellenie et des ventes ci-devant faites par son mari. Elle instituait comme héritier universel Henri, vicomte de Bourdeille, son fils aîné, qui, après sa mort, entra en possession de la baronnie de La Tour-Blanche, et de celle d'Archiac, érigée sur sa tête en marquisat.

Après la transaction intervenue entre lui et son oncle Pierre de Bourdeille, celui-ci était demeuré usufruitier du château de La Tour-Blanche. Il y fit de fréquentes apparitions, après qu'il eût pris, en 1582, sa retraite à Richemont, qu'il avait mis plus de trente ans à faire bâtir. Il y tomba même une fois assez sérieusement malade pour mander près de lui Pierre Petit, abbé de Brantôme. Il confia à ce religieux les clefs de ses chambres, cabinet et coffres, le chargeant de les remettre à sa nièce la comtesse de Duretal, clefs qu'il se fit rendre lors de sa convalescence. Il mourut à son château de Richemont le 5 juillet 1614. Peu de jours après, en présence de plusieurs gentilshommes de la famille, Henri de Bourdeille fit procéder par le juge de sa baronnie à l'inventaire des meubles délaissés à La Tour-Blanche par son oncle. C'est cet inventaire que M. Henri Omont, membre de l'Institut, a publié *in-extenso*. Ce procès-verbal est trop succinct pour offrir tout l'intérêt qu'on serait en droit d'y chercher. Il nous révèle que Brantôme y possédait le portrait peint d'Anne de Vivonne, sa mère, une partie de sa bibliothèque et plusieurs chambres ornées de tapisseries ; que dans la chapelle du château se trouvaient divers reliquaires et un chapeau de cardinal ; dans la « chambre de soldats », une arquebuse à rouet, etc. « Malgré sa brièveté, dit le docte éditeur, il donnera une idée suffisante de l'intérieur d'une maison seigneuriale française au début du xvii^e siècle » (1).

Henri de Bourdeille fut à son tour sénéchal et gouverneur pour le Roi au pays de Périgord, et mourut à la Feuillade, en 1641.

(1) *Succession de Pierre de Bourdeille, sieur de Brantôme, inventaires et partage de ses biens (1614-1615)*, Nogent-le-Rotrou, 1901, p. 12-15.

Son fils aîné, issu de son mariage avec Madeleine de La Châtre, François-Sicaire de Bourdeille, appelé le marquis de Bourdeille, hérita de la baronnie de La Tour-Blanche, et ne se maria point. Lieutenant-général de l'armée de Guyenne, il succéda à ses auteurs dans la charge de sénéchal du Périgord.

Sous lui, le château devait revoir les horreurs de la guerre. Rallié au prince de Condé, le marquis de Bourdeille ne s'opposa pas à la marche des Frondeurs. Mais la cause royale rencontra dans le fils de Grand du Pouzet, l'ancien et héroïque commandant du régiment de Bourdeille, un vaillant défenseur.

Au commencement de l'année 1652, Henri de Lorraine, comte d'Harcourt, général des armées du Roi en Guienne, s'étant rendu de Périgueux à Bourdeille avec ses troupes, en envoya une partie à La Tour-Blanche et à Lisle, où elles demeurèrent une quinzaine de jours. Six mois après, La Tour-Blanche tombait au pouvoir de l'ennemi.

Pierre de Bessot, dans son *Livre-Journal*, consacre les lignes suivantes à cette prise, que Chevalier de Cablane se contente de mentionner :

« Le 3 juillet 1652, écrit Bessot, fut ammené en ceste ville (Périgueux) quelques quinze ou seze prisonniers de La Tour Blanche, lesquels furent enlevés et pris par M. de Saint-Aubin, capitaine de Condé qui estoit en garnison dans Bourdeille. Le chasteau fut aussi pris ; le capitaine, appelé Sainte-Marie, se sauva ».

François Grand, seigneur de Tenteillac, fut désigné par le marquis de Folleville, lieutenant-général du duc de Candale, qui avait remplacé d'Harcourt, pour organiser la défense dans sa contrée et préparer la reprise de La Tour-Blanche.

Voici le texte des ordre et commission qu'il reçut à cet effet. Nous les avons déjà publiés dans une notice sur son père (1) ; mais ces pièces intéressent trop l'histoire de La Tour-Blanche pour ne pas les reproduire ici :

« Guillaume Le Sens, chevallier, seigneur de Folleville, mareschal des camps et armées du Roy, commandant p^r le service de Sa Majesté

(1) PIERRE GRAND DU POUZET, *commandant du régiment de Bourdeille en 1622*, Périgueux, Laporte, 1886, in-8° de 28 pages.

dans le Périgord et autres provinces despendantes du gouvernement de Guyenne, et toutes les troupes qui sont en deçà la Dordogne, sous l'autorité de son Em. le duc de Candalle, ordonne au s^r de Thentillat de se jeter tout présentement le plus tôt que faire se pourra dans sa maison de Thentillat, paroisse de Bourg-de-Maisons, et y mettre le plus de ses amis qu'il pourra pour la défense d'icelle ; faire la guerre à ceux de Latourblanche et faire toutes les choses qu'il jugera nécessaire p^r le service de Sa Majesté. En tesmoin de quoy nous avons signé la présente, y fait aposer le sceau de nos armes et contre-signer par nostre sec^m. A Nontron, ce 28 avril 1653.

« FOLLEVILLE LE SENS.

« Il arestera tout ce qui y voudra entrer. F.

« Par Monseigneur : Toustain ».

« Guillaume Le Sens, chevallier, seigneur de Folleville, mareschal des camps et armées du Roy, commandant p^r le service de Sa Majesté dans le Périgord et autres provinces despendantes du gouvernement de Guyenne, et toutes les troupes qui sont en deçà la Dordogne, sous l'autorité de son Em. le duc de Candalle.

« Estant nécessaire pour le service du Roy d'establir dans le chasteau et ville de Latourblanche une personne de condition, d'expérience et de fidélité esprouvée au service du Roy p^r y commander, ayant forcé les ennemis de nous la remettre cejourd'huy, à ces causes, nous avons commis, ordonné et député, commettons, ordonnons et députons par ces p^{ntes} signées de nostre main le s^r de Tantilhac pour commander dans lad. place de Latourblanche tant aux troupes qui y sont, qui y pourront estre en garnison, avec pouvoir p^{ntement} mestre sur pied une comp^{ie} d'infanterie de trente mousquetaires et la faire entrer dans ledit chasteau p^r y tenir garnison jusqu'à ce qu'il en aie esté autrement ordonné. Par le Roy ou son Altesse M^r le duc de Candalle. En tesmoin de quoy n. avons signé le p^{nt}, fait contresigner par nostre secretaire. A Latourblanche, ce 14 mai 1653.

FOLLEVILLE LE SENS.

« Par M^{re} : Toustain ».

A ces deux documents historiques, ajoutons ce passage d'un arrêt du Conseil d'Etat du 27 août 1668, rappelant la part brillante que François Grand avait prise aux évènements dont La Tour-Blanche fut le théâtre durant la Fronde :

« Ledit sieur de Tentillat a plus utilement rendu de services à Sa Majesté pendant les troubles de la Guyenne qu'aucun autre gentilhomme

de la province, pendant lesquels il maintint et entretenit à ses despens une compagnie de chevaux-légers, y moyenna par ses soins, ses intelligences et ses services actuels au sieur de Folleville, mareschal de camp, la prise de la ville et chasteau de La Tourblanche, où il commanda ensuite par les services de Sa Majesté, y entretenit une forte garnison à ses despens et la conserva par ce moyen soubz l'obéissance de Sa Majesté, pendant que les ennemis de Sa Majesté, en haine de ses fidèles services, pilloyent et desmembroyent son chasteau de Tentillac et autres terres à luy appartenantes, ce qui l'a entièrement ruiné ; desquelles actions ledit sieur de Tentillac n'a point importuné Sa Majesté pour en avoir récompense, non plus que pour obtenir le juste desdommagement de ses pertes, et pour toutes récompenses de ses services [s'est contenté] de la gloire de les avoir rendus au plus grand roy du monde.

Dans l'armée que commandait Folleville se trouvait un contingent fourni par Nontron. Les habitants de cette ville rappellerent qu'ils avaient eu l'honneur d'assister notamment à l'attaque et à la prise de La Tour-Blanche, dans une requête présentée à Louis XIV, qui, le 5 mars 1634, leur accorda une exemption d'impôts pour avoir bien servi la cause royale contre les Frondeurs.

Avec François-Sicaire de Bourdeille s'éteignit, en mai 1672, la branche aînée de la maison. Sa mort fut suivie d'une longue liquidation judiciaire, qui devait aboutir à la vente aux enchères publiques de la terre de La Tour-Blanche.

Il avait institué pour légataire universel Louis de Bailleul, président au Parlement de Paris, sous la condition de payer ses dettes et legs dans l'espace de trois années. Celui-ci, afin de se soustraire aux lourdes charges de cette succession, céda tous ses droits à Charles de Bourdeille, de la branche de Matha, capitaine au régiment des gardes du Roi (5 septembre 1673). Le nouveau baron afferma la terre de La Tour-Blanche et ses dépendances à Léonard de Puygaultier, procureur d'office de la châtellenie, qui conserva la ferme jusqu'en 1679.

Charles de Bourdeille étant mort à Paris le 14 juillet 1674, Claude de Bourdeille, comte de Bourdeille et de Matha, son neveu, hérita de la terre de La Tour-Blanche. Après diverses contestations et procès, il eut qualité pour en continuer la jouissance, qu'il dut abandonner, s'étant trouvé débiteur de

sommes considérables envers la succession de son oncle et par suite envers celle de François-Sicaire de Bourdeille.

Au nombre des créanciers de ce dernier se trouvaient Henry de Fourcy, président des requêtes du Parlement, et Jacques de Thou, ambassadeur en Hollande, l'un de ses héritiers maternels, dont les droits étaient exercés par ses créanciers personnels. Ils chargèrent Catherine de Nouveau, fille du surintendant et contrôleur général des postes, veuve de Charles de Bourdeille, de les représenter dans le règlement des affaires concernant les possessions de Saintonge et de Périgord.

Le bail des fruits, profits, revenus et émoluments des terres de Bourdeille, Archiac et La Tour-Blanche ayant été mis aux enchères à la barre de la Cour de Messieurs des Requêtes du Palais, à Paris, elle s'en rendit adjudicataire le 19 juin 1683 pour trois années à partir de la Noël suivante.

Les minutes des notaires locaux, notamment celles de M^e Bertaud, de La Tour-Blanche, nous montrent avec quel zèle M^{me} de Bourdeille s'occupa dès lors de réorganiser l'administration des propriétés. Après avoir fait enregistrer son bail au greffe de la châtellenie, elle prit diverses mesures, dans lesquelles elle agit tant comme ayant été associée aux acquêts avec son mari, comme donataire et créancière de celui-ci, que comme mandataire du président de Fourcy et de Robert Gagnerie, exécuteur de la succession vacante du s^r de Thou et autres intéressés en la succession de François-Sicaire de Bourdeille.

Elle commença par faire signifier par Pierre Montozon, procureur en la châtellenie, aux colons de la Guide qu'ils n'eussent à connaître personne autre qu'elle-même pour tout ce qui concernait cette métairie (5 juillet 1684). Puis, elle chargea Jacques de Roumailhac, bourgeois de la ville de Paris, de régir toute la terre. C'est comme fondé de la procuration de M^{me} de Bourdeille, que ce dernier afferma domaines et moulins. Puis elle fit le voyage de La Tour-Blanche, afin de se rendre compte de la situation. Elle logea dans une maison des faubourgs.

Ayant appris que par suite d'un règlement de comptes fait en 1680, entre Claude de Bourdeille, héritier de son mari, et

Léonard de Puygaultier, celui-ci était resté débiteur de 3694 livres, 5 sols, 6 deniers pour les fruits et fermages qu'il avait perçus tant comme receveur que fermier de la terre de La Tour-Blanche et ses dépendances, elle fit pratiquer une saisie entre ses mains, avec l'autorisation du juge de la juridiction, et l'assigna. Le 27 janvier 1686, une transaction intervint, en présence de François Grand de Tenteilhac, aux termes de laquelle Puygaultier s'engagea à payer 4000 livres dans un délai de quatre années, remise lui étant faite du surplus pour l'indemniser des frais qu'il avait avancés dans une instance poursuivie par Claude de Bourdeille devant le Présidial d'Angoulême.

Enfin, le 20 novembre de la même année, à la requête de Jacques de Roumaillac, en présence du juge du lieu, deux maîtres maçons, deux maîtres charpentiers et deux maîtres recouvreurs se rendirent au château de La Tour-Blanche « pour visiter et connoître les réparations nécessaires à faire pour l'exploitation dud. bail seulement, ... sans s'arrêter aux grosses réparations qu'il conviendrait faire, attendu qu'elles coûteroient de grandes sommes qui pourroient peut estre excéder le revenu d'une année dud. bail ». Il fut estimé qu'il fallait deux milliers et demi de tuiles creuses pour la couverture du château et 300 tuiles plates pour la petite tour ronde. On constata le mauvais état des charpentes, dont un tirant était tombé par un bout ; l'absence du plancher dans la chambre basse placée « au pied de la grosse tour dud. chasteau, qui sert de prison » ; de la porte fermant l'entrée du degré de cette tour et de celle permettant l'accès de la « petite gualerie » y conduisant, ainsi que la nécessité de murer deux grandes fenêtres inutiles à la tour, « par lesquelles les prisonniers se pourroient facilement sauver ». On passa ensuite à la visite successive de la grange construite sous le château, des bâtiments de la métairie de l'Enrequie et de ceux du moulin de la Bernerie, situé à un quart de lieue de la ville.

Le 18 janvier 1687, Roumaillac afferma les fours banaux de La Tour-Blanche à Antoine Laval, maître ès-arts de la ville, moyennant 140 livres par an (1).

(1) Acte devant M^e Montozon, notaire à la Pouze, paroisse du Chapdeuil.

Catherine de Nouveau mourut à Paris, le 14 juillet 1689, sans avoir vu le rétablissement des affaires de la baronnie. Claude de Bourdeille ne put empêcher la vente judiciaire de la seigneurie, dont son fils Henri et son petit-fils Henri-Joseph continuèrent à se qualifier de barons. Cette vente eut lieu à la requête du président de Fourcy et autres créanciers de la maison de Thou, à la barre de la Cour de Paris. Elle fut adjugée à Honoré, comte de Sainte-Maure, par décret du Parlement en date du 9 février 1700.

Le nouveau seigneur de La Tour-Blanche avait été d'abord menin du Dauphin, puis premier écuyer du duc de Berry et ensuite reçu premier écuyer commandant la grande écurie du Roi en 1717, bailli et capitaine des chasses de la garenne des Tuileries en 1719. Il était enseigne du régiment d'Alexis de Sainte-Maure, comte de Jonzac, son oncle, lorsque celui-ci mourut ; il eut alors le régiment et se trouva en plusieurs sièges et actions de guerre. Le comte de Sainte-Maure ajouta désormais à ses titres ceux de baron de La Tour-Blanche et seigneur de la Feuillade, avec celui de marquis d'Archiac, dont il avait également acquis la terre. Ce fut lui qui désintéressa les créanciers de la succession de François-Sicaire de Bourdeille.

La possession du comte de Sainte-Maure fut marquée par un procès qui provoqua la recherche des titres les plus anciens concernant la châtellenie et le château de La Tour-Blanche. Le nouveau seigneur s'étant refusé à payer les droits de mutation et à faire l'hommage de la baronnie à l'évêque d'Angoulême, qui était alors Cyprien-Gabriel Benard de Rezay, celui-ci porta aussitôt sa réclamation devant les tribunaux, et, afin de pouvoir justifier que tout ce qui relevait des vicomtes de Limoges dans la terre et seigneurie de La Tour-Blanche était de la mouvance de son évêché, il produisit divers hommages rendus à ses prédécesseurs : en 1243, par Guy, vicomte de Limoges ; en 1265, par Marguerite sa veuve ; en 1275, par Marie, leur fille ; et, en 1505, par Alain d'Albret, pour tout ce que les seigneurs de La Tour-Blanche possédaient dans sa mouvance.

De son côté, Sainte-Maure produisit les lettres dont nous

avons parlé, établissant l'hommage au comte d'Angoulême. Elles ne furent pas jugées suffisantes puisqu'une sentence des Requêtes du palais de Paris, du 10 avril 1702, permit à l'évêque « de saisir les bois dépendants de l'une des forêts de la terre de La Tour-Blanche qui se trouveront abattus, avec défense, à toutes personnes, de continuer l'abattis de lad. forêt et de faire aucune autre dégradation, à peine de tous dépens, dommages et intérêts ; et en cas de contravention, permis d'emprisonner les contrevenants et de faire assigner ceux que bon lui semblera ».

Cette sentence fut signifiée, à La Tour-Blanche, et à Marcuil, et à des coupeurs et marchands de bois, et les significations affichées par les huissiers aux poteaux des ville et paroisse de La Tour-Blanche et de Cercles.

Devant ce commencement d'exécution, Sainte-Maure se soumit et rendit hommage pour la terre de La Tour-Blanche à l'évêque d'Angoulême, qui fut maintenu dans tous ses droits seigneuriaux jusqu'en 1789.

Les recherches faites à Pau dans le trésor de Navarre firent connaître les titres les plus importants de la châtellenie de La Tour-Blanche :

Août 1356. Donation par Jean, roi de France, à Roger Bernard, comte de Périgord, du château et châtellenie de La Tour-Blanche (*Castellania de Turre albâ, Petragoricensis diocesis*), à perpétuité, pour lui et ses successeurs, avec l'hommage des seigneurs et le droit d'avoir un juge des premières appellations.

Du 25 janvier 1358. Ratification et confirmation du don de La Tour-Blanche fait au comte Roger, par Charles, fils aîné du roi Jean et régent du royaume.

Les titres fournis au cours du procès faisaient aussi allusion au rôle joué par La Tour-Blanche pendant la guerre de Cent ans.

1347. — Pendant qu'il était à Poitiers, le prince de Galles écrivit au sénéchal anglais du Périgord pour lui dire que, le comte réclamant La Tour-Blanche et autres places comme sa propriété, il fallait les restituer en vertu de la paix et faire évacuer la troupe qui les occupait militairement.

Neuf ans plus tard, les Anglais étaient encore maîtres de La Tour-Blanche. La ville de Périgueux y envoya ses engins de guerre pour aider Du Guesclin à en faire le siège. Le comnétable s'empara de La Tour-Blanche le 9 mars 1356.

1360. — Le traité de Brétigny, si onéreux pour le Périgord, avait fait naître des doutes sur certaines donations faites au comte par les rois de France. On lui contestait notamment la possession de La Tour-Blanche.

1362. — Le comte de Périgord s'étant plaint de nouveau que cette place avait été occupée sur lui à l'occasion de la guerre entre les rois de France et d'Angleterre, laquelle était finie par la paix, le prince de Galles écrivit à son sénéchal, le 1^{er} octobre de cette année, que les lieux occupés pendant la guerre devaient être restitués au comte, à la suite de la paix, sur une déclaration à lui faite portant que ces seigneuries lui appartenaient bien réellement.

De son côté, Hélie de Saint-Astier demandait à être rétabli dans son château de Montréal, occupé par le comte. Le prince de Galles s'engagea à faire faire les informations nécessaires sur l'objet de cette demande. Je mentionne ici ce seigneur de Montréal, parce qu'il était fils d'une La Tour, des premiers possesseurs de La Tour-Blanche et l'époux d'une descendante de la même famille, Sibille Flamenç, fille de Golfier, seigneur de Condat, et de Guye de La Tour.

1407. — Charles VI donna 6000 francs d'or à son frère Louis d'Orléans, comte d'Angoulême, pour la garde des forteresses de son comté durant cette année. Parmi les villes et châteaux désignés figurait l'enclave de La Tour-Blanche.

Vingt ans plus tard, La Tour-Blanche était occupé pour les Anglais par Jean de La Roche, dont les soldats venaient jusqu'aux portes de Périgueux enlever des dames de la ville, qui dût payer pour leur rançon. La municipalité emprunta de son comptable Perrot Brochard pour « lofach » de La Tour-Blanche et d'Auberoche, que l'on reprit aux Anglais moyennant finance.

Le comte de Sainte-Maure avait cru pouvoir se dispenser de l'hommage à l'évêque d'Angoulême, ayant déjà rendu au Roi les foi et hommage, et prêté le serment de fidélité en la Cham-

bre des Comptes de Paris, suivant les lettres qui lui en avaient été expédiées le 27 mai 1701.

Après s'être mis en règle avec ses suzerains, il s'appliqua à faire respecter ses droits seigneuriaux. Il fit convoquer, par publications faites au greffe et auditoire de La Tour-Blanche et par affiches apposées aux portes des églises et poteaux de la terre, tous les vassaux :

« A ce qu'ils eussent à lui faire la foi et hommage de ce qu'ils tenaient de lui de lad. baronnie de La Tour-Blanche, lui en payer les devoirs utiles, si aucuns sont deus, et à lui faire le serment de fidélité, donner par aveus et dénombremens leurs d. fiefs et vérifier le tout à leurs dépens, conformément à la coutume du présent pays et duché d'Angoumois. »

On peut se rendre compte de la manière dont les hommages lui étaient rendus en lisant un des procès-verbaux que j'ai publié. Par cet acte passé devant M^e Montozon, notaire royal à la Pouze, paroisse du Chapdeuil, le 18 août 1721, Jean Debays, écuyer, s^r de Beauchamps, conseiller du Roi et son assesseur en l'Election de Périgueux, rendit hommage pour son fief de la Bertrandie, situé dans la baronnie, au comte de Sainte-Maure, qui est désigné sous les titres de premier écuyer commandant les grandes écuries du Roi, grand bailli et capitaine de la garenne des Tuileries, plaine de Saint-Denis et dépendances (1).

Peu d'années après, un ancien officier de marine, touriste intelligent, arrivant à cheval de l'Angoumois, après avoir passé par le bourg de Goûts vint visiter La Tour-Blanche. C'était le chevalier de La Grange-Chancel, frère du fameux auteur des *Philippiques*. On lui saura gré d'avoir laissé par écrit ses impressions. L'extrait que je donne de ses *Voyages* inédits, constitue un document précieux pour l'histoire de la châtellenie qui nous occupe.

« Je fis, dit-il, une lieue et demi par un chemin rude et difficile, montueux et descendant ; je parvins dans la forêt de La Tour-Blanche, dont on a abattu tous les arbres ; puis, tournoyant parmi des

(1) *Annales* de la Société d'agriculture, sciences et arts de la Dordogne, février 1875 ; et l'*Echo de la Dordogne*, du 19 mars suivant.

vignes et des rochers, je parvins à La Tour-Blanche, à cinq lieues de Périgueux. Cette juridiction, enclavée dans le Périgord, est du gouvernement et élection d'Angoulême, sujette aux impôts de ce pays, de même que cinq paroisses de ses environs, et ne jouissent de pas une franchise du Périgord. Cette petite ville est entourée de tours et de murailles, la plupart ruinées, en pierre de taille qui y est très commune, et les fossés comblés quoiqu'assise dans un fond. Son château, élevé sur une butte de terres transportées, est de figure carrée, dominant sur les prairies voisines, tout en pierres de taille, ainsi nommé de la blancheur de ses murailles. Il était muni de bonnes fortifications au temps passé, avec des dehors considérables jusque dans ses fossés. Il communique à la ville par un pont à trois arches en pierres assez en désordre, et se découvre d'assez loin. On trouve deux paroisses en cette villette. Un ruisseau serpente auprès des portes de la ville et va passer au-devant d'une chapelle joignant la maladrerie, composée de deux familles de lépreux exemptes de toutes impositions ; bien au contraire, le four banal est obligé de leur fournir gratis chaque semaine une grosse tourte de pain, outre leur quête ordinaire. La famille des Sainte-Maure possédait cette terre, qu'elle a revendue à celle de Labrousse-Verteillac. Elle s'affirme sept mille livres par an... »

Le comte de Sainte-Maure mourut en 1731, après avoir institué pour légataire universel, en vertu de son testament reçu par M^e Bapteste, notaire à Paris, le 23 avril de cette année, son neveu Charles-Adelaïde, marquis de Sainte-Maure, ancien capitaine au régiment Royal-Etranger, à la charge par celui-ci de payer 1200 livres de rente et pension viagère à dame Catherine de Sainte-Maure, sa sœur, religieuse bénédictine de la communauté de Saint-Chaumont, demeurant à Paris.

Le marquis de Sainte-Maure vendit la baronnie, par contrat passé devant M^e Hachette, notaire au Châtelet de Paris, le 15 décembre 1738, à Thibaut de La Brousse, et dame Magdelaine-Angélique de La Brousse, son épouse, comte et comtesse de Verteillac.

Thibaut de La Brousse fut gouverneur des ville et château de Dourdan. Il avait épousé sa cousine-germaine, la fille unique de l'illustre Nicolas de La Brousse, comte de Verteillac, maréchal de camp, gouverneur de Mons, lieutenant de

Roi en Périgord, tué en 1693, et de Madeleine d'Anneau de Saint-Gilles; elle se qualifiait de dame de Verteillac, du Chapdeuil, Bourg-des-Maisons, Saint-Martin-le-Point, Saint-Front-de-Champniers et Nontronneau. Elle mourut le 21 octobre 1751, laissant la réputation d'une femme distinguée par son esprit. Elle a laissé divers écrits qui n'ont pas été imprimés, à l'exception d'une lettre sur les beautés et les défauts du style, qu'elle avait dédiée au littérateur Rémond de Saint-Mard.

Le comte et la comtesse de Verteillac avaient acquis la terre de La Tour-Blanche du marquis de Sainte-Maure, à la charge par eux de payer, à l'acquit de ce dernier, une créance de 6000 livres due à Charles Cousin, conseiller-secrétaire du Roi, maison et couronne de France, et de ses finances, demeurant à Paris; la rente de la dame de Sainte-Maure, et les droits et devoirs ordinaires consistant en une rente annuelle de 40 livres au domaine d'Angoulême, et la redevance d'onze boisseaux de froment, 4 d'avoine, 4 de méture, 2 sols en argent par chacun an et, à chaque mutation de vassal, un demi diner de levrier et une paire de gants envers les dames religieuses de Fontaine; et encore de payer au vendeur lui-même une rente et pension viagère de 4000 livres qui, au décès du marquis de Sainte-Maure, serait éteinte, sauf 300 livres qui s'ajouteraient à la rente de la religieuse de Sainte-Maure, si elle survivait à son frère; lad. pension stipulée rachetable sous certaines conditions.

M. et M^{me} de Verteillac n'ayant pas acquitté la dette du conseiller Cousin, celui-ci exerça contre eux des poursuites, qui amenèrent la saisie réelle de la terre de La Tour-Blanche, avec fixation des jours de la vente. Je possède le procès-verbal imprimé qui fut affiché, à cette occasion, à la porte de l'église de Saint-Just, le 11 septembre 1739, par Jacques Bertaud, huissier sergent-royal d'Aubeterre. Ce document est intéressant sous divers rapports, notamment en ce qu'il fait connaître la consistance et l'étendue de la baronnie au XVIII^e siècle. Voici, en résumé, la désignation de la châtellenie et ses dépendances :

La ville, terre, seigneurie, châtellenie et baronnie de La Tour-Blanche, sise en la province d'Angoumois, consistante en un château

et ancienne forteresse, où il y a tours et tourelles, bâti en ladite ville de La Tour-Blanche, annexe de Cercles, composé de pavillons, un corps de logis, grange et bâtimens en dépendans totalement en ruine, fossés, grande basse-cour, jardins, canaux, enceinte et fossés de la dite ville.

Une grande prairie y joignant et regnant le long de la rivière de Buffebal, dépendante de ladite seigneurie de La Tour-Blanche.

Un bâtiment servant de halle et un four banal bâtis en ladite ville.

Le moulin banal de la ville de La Tour-Blanche, situé sur un ruisseau venant de Fontgrenon rendant dans la rivière de Buffebal, tournant, travaillant et faisant de grains farines, avec son cours d'eau, et ustensiles. Petite maison pour le logement du meunier, et jardin en dépendant.

Le domaine noble de l'Enreque, situé en la paroisse de Cercles, consistant en logement pour le fermier, bâtimens en dépendant, fuie, terres, ensemble le droit de dimes inféodées y jointes.

Un autre moulin banal appelé le moulin de Gangnolle, situé sur lad. rivière de Buffebal, paroisse de Cercles, faisant de grains farines, avec son cours d'eau et ustensiles ; petite maison servant de logement au meunier, prairie et jardin en dépendants.

Un autre moulin banal, aussi situé sur la rivière de Buffebal, paroisse de Cercles, appelé le moulin de la Bernerie, faisant de grains farines, avec son cours d'eau et ustensiles ; petite maison servant de logement au meunier, et jardin en dépendant, avec trois journaux ou environ de pré en roture dépendant du dit moulin, mouvant du prieur de Cercles à cause de sa tenance de Paicoy.

La forêt de Saint-James, située en la paroisse de Léguillac, contenant environ 700 journaux ; 26 journaux de bois réunis au domaine de la seigneurie ; la forêt des Hallas, d'environ 44 journaux sur la paroisse de Cercles ; vingt journaux de bois au-dessous, et une garenne et carrière, proches de La Tour-Blanche.

Le fief et seigneurie de la Feuillade, consistant en un château et maison noble, situés en la paroisse de Cherval, composé de plusieurs bâtimens, granges, basse-cour dans laquelle sont renfermées les métairies de Graige et de la Guide, de 40 journaux environ.

Tenance de l'Idole, mouvant des dames religieuses de Fontaine, dans les dépendances de la Feuillade, chargée des redevances déjà rappelées.

La métairie de Feys, sur les paroisses de Bourg-des-Maisons, de Chapdeuil, avec les héritages en roture en dépendant, comprenant une vingtaine de parcelles de terre dont quelques-unes sur le chemin

d'Autefaye, passant proche la chapelle du lieu de Feys, appelée la chapelle de Saint-Jean, dépendante du dit prieuré.

Les cens, rentes seigneuriales, foncières, de bail, d'héritages et autres rentes tant en argent qu'en blé, froment, avoine et autres grains, chapons, poulets, gelines, de quelque nature qu'elles puissent être, dues par les possesseurs et détenteurs de biens situés dans l'étendue des dites terre, seigneurie, chàtellenie et baronnie de La Tour-Blanche, terre et seigneurie de la Feuillade, et seigneurie de Rossignol, droits de chasse et de pêche, de haute, moyenne et basse justice, mixtes et impaires sur les paroisses de La Tour-Blanche, Cercles, La Chapelle-Montabourlet ou La Comarge, Rossignol, et partie de celles de Verteillac, Cherval, Gouïs, Bourg-des-Maisons, Léguillac et Saint-Just, consistant aux droits de tabellionnage et greffe, et de pourvoir aux offices de sénéchal, lieutenant, procureur d'office, procureurs postulants, greffier, tabellion, sergent pour l'exercice des justices de lad. baronnie, et des seigneuries de la Feuillade et de Rossignol, droits de géolage et voirie, droits de prélation et honorifiques, prérogatives, prééminences et fondation d'églises ; droits de foires et marchés, droits de fours et moulins banaux, droits de garennes, droits d'échange, de halles, poids, mesurages, aunage, jaugeage, courtage, gobletage, péage, passage, pontage, droits de bans et corvées, de guet et garde, droits de lods et ventes, défaut, saisine et amende, épaves, forfaitures, aubaine et aubainage, confiscation, deshérence, droits de ressort, et terres qui relèvent de la baronnie de La Tour-Blanche, de la seigneurie de la Feuillade et celle de Rossignol, fiefs et arrière-fiefs, vassaux et arrière-vassaux, et autres droits et devoirs seigneuriaux et féodaux ;

Etant lesdites chàtellenie et baronnie de La Tour-Blanche et seigneurie de la Feuillade mouvantes et relevant en plein fief, foi et hommage du Roi, à cause de son duché d'Angoulême, ressort du Présidial de la même ville ; et la terre et seigneurie de Rossignol, relevant de l'évêché de Périgueux, ressort du Parlement de Bordeaux, et quelques portions de domaines relevant d'autres seigneurs.

Le comte et la comtesse de Verteillac, ayant satisfait à leurs engagements, demeurèrent paisibles possesseurs de la terre et seigneurie qu'ils avaient acquise du marquis de Sainte-Maure. Comme ils ne l'habitaient pas, ils l'affermèrent.

En 1758, on trouve Antoine Merlhie, s^r de la Grange, et Pierre Peyrelade, s^r de Charmoutet, bourgeois de Lisle, associés avec Pierre Bertaud, s^r de la Rambaudie, notaire et

juge assesseur de la châtellenie et baronnie, pour la ferme des revenus.

Thibaut de La Brousse avait été pourvu, en 1725, de l'office de sénéchal, dont il démissionna, en 1737, en faveur de son fils unique César-Pierre Thibaut de La Brousse, marquis de Verteillac, lieutenant de Roi héréditaire, capitaine de cavalerie, puis maréchal des camps et armées du Roi. Celui-ci épousa, deux ans après, Louise-Marie de Saint-Quintin, fille du maréchal de camp de ce nom. Ce fut en qualité de grand sénéchal du Périgord qu'il ouvrit et présida l'assemblée des Etats de la province pour la nomination des députés aux Etats-Généraux de 1789.

Le dernier baron de La Tour-Blanche ayant émigré, son château reçut, le 22 nivôse an II, la visite des commissaires de la République. Dans leur procès-verbal, ceux-ci déclarèrent avoir trouvé « une vieille majure de chataux, représentant des vestiges de pavillon, pont, tours et créneaux, entouré de vieux et large fossé traversé par un pont, appelé le chataux... et une maison à laquelle sont jointes deux petites tours et pavillons..., le tout ayant appartenu à Thibeau Labrousse émigré ». En exécution de l'arrêté du conventionnel Lakanal, ils en ordonnèrent la démolition comme « annonçant la féodalité », ordre qui ne reçut heureusement qu'un commencement d'exécution.

Avec la disparition du dernier seigneur de l'ancien régime, finit l'histoire de La Tour-Blanche. Vendu comme bien national, le château a passé en diverses mains avant de devenir la propriété du département de la Dordogne, qui a logé dans une annexe moderne une brigade de gendarmerie.

Il n'a plus l'aspect qu'il avait il y a 70 ans.

Sur le monticule où il dresse ses murailles décrénelées et revêtues de lierre, le temps, aidé des révolutions humaines, n'a cessé d'y entasser les débris de sa main capricieuse. Une tour carrée, indiquée dans le tableau de M. du Chazaud, laquelle s'élevait au milieu de la rampe d'accès, sorte de barbacane, qui formait un premier obstacle devant la porte du château et défendait les fossés, a disparu, ainsi que cette gentilhommière du xvii^e siècle, dont parle M. de Chancel,

ornée d'écussons, de figures symboliques, de devises ; elle était remarquable aussi par son pignon aigu, ses larges croisées, son vaste portail, et par tout ce luxe d'architecture que le pouvoir absolu de ce temps avait mis à la mode, pour consoler les anciens possesseurs de fiefs de leurs créneaux abattus, de leurs tourelles demantelées. Des constructions modernes ont enlevé au château une partie de son aspect féodal.

« Le côté qui domine la route de Lisle, écrivait, en 1896, M. de Roumejoux (1), est le mieux conservé. La grosse tour carrée est éventrée sur une de ses faces, et le glacis par lequel on a renforcé sa base ne l'a pas empêchée de se fendre en diverses places, le sol factice ayant lâché sous le poids de ces massives constructions. Les machicoulis ont perdu leurs parapets : un fragment conservé par hasard nous montre que les pierres qui reliaient les corbeaux étaient taillées en accolades, c'est-à-dire qu'elles remontaient au *xv^e* siècle, au moins en cet endroit. La tour carrée du donjon, avec ses longues arcades à tiers point, ses contre-forts d'angle très plats, ses ouvertures, doit être rapportée au *xiii^e* siècle. La courtine et la petite tour d'angle sont bien de même appareil, mais peut-être sont-elles un peu plus récentes ; un moucharaby, peut-être du *xvii^e* siècle, se soude mal à cette petite tour, et l'on distingue sans peine la brèche qui a été faite pour l'y appliquer. Comme tous les châteaux un peu anciens, il a subi des réparations et des adjonctions nécessitées par les ravages du temps et des guerres, soit par les inventions nouvelles apportées à la défense des places ».

Dois-je dire qu'il a été question, en 1906, de démolir le donjon, sous prétexte qu'il n'était pas solide, et que ses pierres en partie désagrégées constituaient un danger permanent pour les gendarmes logés sous son ombre ? Faut-il ajouter qu'un crédit de 1.450 francs fut voté, pour ce travail de démolition, par le Conseil général de la Dordogne ? Le conseil municipal de La Tour-Blanche fit entendre une énergique protestation, à laquelle la Société historique et archéologique

(1) *Bulletin* de la Société historique et archéologique du Périgord, tome XXIII, p. 415, avec une planche.

du Périgord joignit la sienne. Je me fis l'interprète de l'indignation générale dans un article (1), qui fut adressé aux conseillers généraux. De toutes parts on réclama la conservation du château, dont le donjon carré à contreforts plats offrait aussi bien au point de vue historique qu'au point de vue archéologique un intérêt indiscutable, comme j'ai essayé de le montrer.

Si quelques parties hautes pouvaient être endommagées par le temps, le reste de la construction était remarquablement conservé. Le crédit voté pour la démolition suffirait à la restauration unanimement demandée. Enfin, il était nécessaire de classer comme monument historique un donjon séculaire, que son histoire et son intérêt au point de vue militaire recommandaient à l'attention de l'Etat. Faisant droit à d'aussi légitimes réclamations, un arrêté du ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts a définitivement classé comme monument historique le donjon de La Tour-Blanche, dont la restauration ou plutôt la consolidation est aujourd'hui un fait accompli.

On pourra donc contempler longtemps encore quelques vénérables restes de ce château de La Tour-Blanche, qui porte si noblement les marques de ses souffrances passées. Le vieux manoir sera toujours le « poétique débris », célébré en 1838, par M. A. du Chazaud. Son front mutilé par la guerre ou foudroyé par les orages, continuera à se pencher vers la terre, comme pour lui demander un appui, tandis que son ombre se projettera au loin dans la prairie, que chaque printemps voit reverdir, confondant, dans un même sentiment d'admiration muette, les enchantements d'une nature inépuisable et la magie des souvenirs chevaleresques.

A. DUJARRIC-DESCOMBES.

(1) *Journal de la Dordogne*, du 22 août 1906.

HENRI BERTIN ET SA FAMILLE

Troisième partie.

Les ministères de Bertin, Bertin à la Cour,
Bertin chez lui.

II

Le « Petit Ministère »

(1763-1780)

I

BERTIN, COMMANDEUR DES ORDRES DU ROI, MINISTRE
ET SECRÉTAIRE D'ÉTAT.

Bertin avait pu se croire près des sommets, à l'heure même où Choiseul se préparait plus cavalièrement que jamais à le remettre à sa place. Contrôleur général tout court, à son entrée aux finances, il s'était vu enfin, trois ans après, le 6 novembre 1762, élever à la dignité du ministre d'Etat. Admis ainsi, par de là le Conseil d'Etat ordinaire et les autres Conseils dont il faisait partie, au Conseil d'Etat du Roi, à ce Conseil d'en haut, où il avait à délibérer, en très illustre compagnie, sur les grandes questions de gouvernement, il appartenait dès lors, aux régions culminantes du pouvoir. Le titre d'Excellence lui revenait de droit. Honorifiquement, il ne pouvait qu'en être flatté. Mais, on sait la distinction qu'il ambitionnait par dessus tout ; et, de ce côté là, ses vœux n'étaient pas encore tout à fait comblés. Il lui manquait un blason, un blason de tout repos. L'objet de sa suprême convoitise lui avait échappé récemment par la sévère application que lui avait faite le généalogiste Chérin du règlement de 1760 sur la production des preuves nobiliaires. Chérin avait suspendu sa décision, faute de pièces probantes (1). Le ministre ne pouvait rester sous le coup de cet humiliant ajournement.

Sans doute, il se paraît toujours de sa noblesse terrienne ; il se laissait même proclamer, dans les actes le concernant,

(1) Voir 1^{re} partie de ce travail, *les Ancêtres*, d'après le dossier 499, f^o 11 et suivants de la collection Chérin (vol. 24), à la Bibliothèque nationale,

« Très haut et Très puissant Seigneur Monseigneur Henri-Léonard-Jean-Baptiste de Bertin, chevalier, comte, baron de Bourdeille, premier baron du Périgord, seigneur des Maisons nobles de Périgueux, de Brantôme, de la Cour, de Branseille, de Belisle, de Lisle, La Chapelle-Gonnaguet et Lancinade, de l'Aiguillac, du Chadeuil, Frateau, Faurie et autres lieux » (1) ; c'est de la sorte que nous le trouvons qualifié dans une procuration qu'il donne, quelques jours avant cette entrée au Conseil, le 20 août 1762, à Meyjounissas, son juge de Bourdeille, pour faire renouveler les hommages et reconnaissances de ses terres en Périgord ; la missive préliminaire qui a déterminé le mandat et qu'il a signée, après l'avoir fait écrire par son frère, l'abbé de Brantôme, porte un cachet à la cire où resplendissent, confondues avec celles des Bertin du Périgord, les armes de ces Bertin du Limousin que Chérin s'est refusé à admettre dans le même blason. Le cachet, qui a fourni l'empreinte, est d'ailleurs de fabrication récente, puisqu'il appartient à l'abbé, avec la crosse et la mitre comme attributs. Les Bertin bravent ainsi, d'une certaine manière, le censeur royal qui les a éconduits. Personnellement, le ministre doit être tranquille. Il peut se fier au vent favorable qui le pousse en ce moment. Le Roi ni la marquise n'ont rien à lui refuser. Pour en faire un noble, il n'y aura même pas besoin de lettres patentes, qui, du fait, réduiraient à néant ses titres antérieurs. Il suffira du cordon bleu, du cordon de l'Ordre du Saint-Esprit. La comtesse de Grammont, la sœur du duc de Choiseul s'en occupe, et, ce qui n'a rien de surprenant, elle a pour auxiliaire, dans cette entreprise, le financier La Borde, ami des deux ministres. Le concert se dégage du billet ci-après, adressé au banquier par l'insigne intrigante et communiqué par le destinataire à Bertin en personne. La Borde se prêtait volontiers à ce genre d'entremise.

Jeudi au soir

J'ai vu le contrôleur général, ce matin. On pense à son Cordon et à l'avoir en contentant aussi M. de Boulongne. Votre proposition

(1) *Minutes de Barbut*, notaire royal, aux archives de l'étude de M^e Josselin, notaire à Bourdeille.

pour le Béarn a été bien reçue ; il n'y a que la forme sur laquelle il faut convenir. Vous verrez demain le contrôleur général. Mille choses tendres à M^e de la Borde. Je n'ai pas une minute de plus que le temps de vous dire ce que vous croyez bien, c'est que je vous aime tous deux de tout mon cœur. Faites approuver M. de la Ferté que je ne lui écrive pas ce soir (1).

L'Ordre du Saint-Esprit était très rigoureux sur les justifications de noblesse qu'il était de son essence de réclamer à ceux qui frappaient à sa porte. Deux commissaires choisis dans son sein étaient chargés de l'examen ; le récipiendaire devait justifier qu'il était gentilhomme de nom et d'armes de trois races paternelles au moins. On suppose bien que Bertin ne s'était pas mis en tête d'affronter un tel tribunal. Le Roi l'affranchit de l'épreuve, en l'introduisant dans le saint des saints par la porte de service, en qualité de Grand Trésorier de l'Ordre. Bertin, du coup, devenait l'équivalent d'un gentilhomme à trente-deux quartiers. Des quatre Grands Officiers de l'Ordre, le chancelier, le prévôt, le secrétaire et le trésorier, qui étaient à la nomination royale, les deux premiers seuls avaient à faire les mêmes preuves que les chevaliers ; les deux derniers jouissaient des mêmes privilèges, honneurs, prérogatives et exemptions, sans être soumis aux mêmes exigences : seulement, ils prenaient tous les quatre, non la qualité de chevaliers, mais celle de Commandeurs des Ordres du Roi. Peu importe ; la fonction était incontestablement anoblissante. Rien ne s'opposait d'ailleurs à ce qu'ils fussent consacrés suivant les rites, en l'église des Augustins, le dernier jour de décembre, comme les autres membres, sauf qu'ils ne revêtaient pas l'habit de novices, n'avaient pas de parrain et ne recevaient du Roi ni l'accolade ni le collier. Il arrivait toutefois, et c'était le cas le plus fréquent, qu'en vue des nécessités du service, sans attendre le jour solennel, le Roi procédait, dans son cabinet, à la consécration du nouvel officier, en présence des trois autres (2).

(1) *Biblioth. nation.* Nouvelles acquisitions, 6498. Folio 77. — Note de la main de Bertin : « Billet de M^{de} de Gramont. »

(2) *Histoire de l'Ordre du Saint-Esprit*, par M. de Saint-Foix, historiographe des Ordres du Roi. Paris, 1767, 3 vol. (Tome I, p. 98.)

Il en fut ainsi pour Bertin, le 26 décembre 1762. Le cérémonial ne fut nullement sacrifié ; Bertin se mit, selon les règles, à genoux, sur un carreau, auprès de Sa Majesté assise dans un fauteuil, il prêta le serment sur l'Évangile ; le Roi le revêtit du grand manteau et lui passa au cou le cordon bleu où pendait la croix d'or, en forme de croix de Malte, émaillée de blanc sur les huit rais, avec une fleur de lis d'or à chacun des quatre angles et une colombe au milieu, ailes déployées. Et dès lors, le blason suspect, le blason écartelé, à l'épée haute d'argent, aux trois roses de gueules sur une terrasse de sinople, au chef d'azur chargé de trois étoiles d'or et au lion d'or sur champ d'azur, s'imposa à l'attention et au respect, historié, non pas du simple cordon, mais du collier même, avec sa croix triomphante, et surmonté de la couronne aux cinq fleurons, dont on ne pouvait méconnaître la signification ducale. Ces armes assorties encore, comme accessoire ou attribut, du collier de Saint-Michel, qui s'octroyait en même temps que celui du Saint-Esprit, se voient au bas du portrait de Bertin gravé par Gaillard, d'après la belle peinture de Roslin (1). Dans le portrait lui-même, la croix se retrouve, incorporée au personnage, sur son bel habit de soie moirée. Il est dit, dans une évaluation de sa succession, que cette plaque « était un objet de plus de 80.000 francs, qui a été vendue à un infant d'Espagne (2) ».

Toutes ces fictions, tous ces à-côté, ne parvenaient pas, bien entendu, à classer réellement Bertin dans les cadres de la

(1) Voir *suprà* ce portrait (1769) avec le blason (cliché pris sur la gravure par M. le marquis de Fayolle). — La gravure, de grand format, porte cette dédicace gravée au-dessous des armes détachées du portrait, après les noms et titres du sujet : *Offerebat Augustus Ludovicus Bertin ab uxore Nepos*, ce qui signifie que la gravure est un don venu à Bertin de son homonyme et neveu par alliance, Auguste-Louis Bertin de Blagny, trésorier des parties casuelles, marié à M^{lle} de Jumilhac, fille de la sœur du ministre, Anne-Constance, et du comte de Jumilhac, gouverneur de la Bastille. — Dans une autre gravure, de moindre format, par Dupin, fils, l'écu est simplement surmonté d'une couronne de marquis.

(2) Lettre de M^e Doroyes à M. de Fayard, chevalier de Saint-Louis, à Périgueux (de Paris, le 7 avril 1826). — Des archives particulières de M^{me} de Roumejoux.

noblesse de cour. Parmi les grands qu'il avait l'honneur de coudoyer, le commandeur des ordres du Roi restait *M. Bertin*, *M. de Bertin*, tout au plus ; le public ne se laissait pas davantage impressionner par cet accroissement de dignités. Lorsque l'année suivante, la réconciliation de Choiseul avec le Parlement de Paris rendit impossible le maintien de Bertin aux finances, celui-ci, en échangeant le contrôle-général contre un ministère exposé à moins de secousses, obtint de l'exercer sous le titre de Secrétaire d'Etat, charge supprimée depuis la mort de Berryer ; il pensait ainsi relever et même accroître son prestige ; il se leurrerait encore. Je n'en veux pour exemple que la chanson satirique qui parut, à l'occasion du remaniement ministériel, dans les *Mémoires secrets de Bachaumont*, le 31 décembre 1763, soit exactement quinze jours après la nomination de Bertin à sa nouvelle charge et à son nouveau département. C'est naturellement un Noël, vu cette époque de l'année, un de ces Noël, qui couraient alors contre tous les personnages en évidence et que Laharpe attribue pour la plupart au chevalier Delisle, officier de dragons, habile « à manier légèrement l'arme du ridicule (1) ». Quentin Craufurd, qui en reproduit la première version en 21 couplets dans ses *Essais sur la littérature française à l'usage des étrangers* (2), opte pour la paternité de M. de Tressan, dont la marquise de Caumont a cruellement essuyé la verve. Le morceau, en tout cas, est fort piquant. On y représente la Sainte Famille, recevant chez la marquise de Pompadour, au lendemain de la naissance de Jésus, la visite des hommes du jour. Le couplet de Bertin est un des mieux venus : il vise spirituellement sa déchéance relative. Il suit celui du duc de Praslin, que je cite aussi pour mieux faire apprécier le ton :

Praslin dit : « Toute affaire
Est de l'hébreu pour moi ;
Ils m'ont au ministère
Mis sans savoir pourquoi.

(1) *Cours de littérature*, t. XV (édition de l'an III), p. 128.

(2) Troisième édition en trois volumes (Paris, imp. Gratiot, MDCCCVIII). Craufurd est l'éditeur des *Mémoires de M^{me} du Hausset*, femme de chambre de la marquise de Pompadour (1824).

Aussi, je n'y fais rien que porter la parole :
Le duc et sa sœur règlent tout :
Mais, d'elle vous viendrez à bout, .
Avec quelque pistole » .

Ne se sentant pas d'aise,
Bertin dit en entrant ;
« Qu'on me donne une chaise,
• Je bercerais l'enfant.

» Je suis ministre en pied, mais je n'ai rien à faire,
» Et, pour occuper mes loisirs,
» Seigneur, je viens vous offrir
» Mon petit Ministère. »

Le « petit ministère » et son titulaire ne se relevèrent pas de cette sorte de discrédit, instinctivement dévolu par la malveillance et la vanité à une administration qui rompait avec les hautes traditions gouvernementales, et à un administrateur sans naissance, dont on ne voulait voir les titres que dans la protection du Roi et de la favorite. La comparaison des façons brillantes et impertinentes de Choiseul, avec la réserve et l'application modeste et silencieuse de Bertin à ses tâches successives, n'était pas sans encourager le dénigrement primesautier ; et l'appréciation se fortifiait de l'opinion régnante qu'il obtenait une sinécure. Richelieu, par la plume de Soulavie, laisse entendre sa piètre idée d'un département qui n'avait, prétend-il, « ni bureaux ni affaires ostensibles à administrer » (1). Le jésuite Georgel, qui fut attaché aux Rohan et secrétaire d'ambassade à Vienne, gentil abbé, frotté d'aristocratie, ne veut voir dans le nouveau secrétaire d'Etat que « le ministre des haras, des loteries et des Menus-Plaisirs du Roi, cinquième département précaire, créé pour le dédommager du contrôle général, qu'il administra fort mal. »

(1) *Mémoires du maréchal duc de Richelieu* (à Paris, chez Buisson, et à Lyon, chez Bruyset, 1792, en 9 volumes). T. IX, page 361. L'auteur continue ainsi, parlant de Bertin : « Il étoit chargé de la surintendance des plaisirs du Roi, des petites maisons occupées par ses sultanes, du mariage de celles dont le pauvre homme se dégoûtoit, du traitement des complaisants qui les épousaient, et du sort des enfants du Roi. »

Ce ministre, content de la confiance que le Roi lui marquait et des revenus attachés à sa place, ne se mêloit d'aucune intrigue à la Cour, n'y paraissait qu'appelé par le devoir, et préféroit de vivre dans une douce oisiveté, à sa terre de Chatou, près de Paris, au milieu d'une société d'amis avec lesquels il oublioit volontiers les honneurs du ministère (1).

Les préventions se perpétuèrent dans le monde des courtisans et de leurs fabricants de libelles. Le rédacteur du prétendu *Journal de Maupeou*, à la date du 31 août 1772, publie des *revers* et des *légendes*, qui, dit-il, « sont en général très méchantes et conséquemment font beaucoup de bruit. » Voici la part de Bertin : *Revers, un gagne petit ; Légende, parvis parva decent* (2). Le cordon du Saint-Esprit n'est pas respecté. Il continue à l'être si peu dans la personne du Grand Trésorier que le même journal, annonçant, quelques mois après, qu'à la réception prochaine du duc de Bourbon, Bertin fera les fonctions de prévôt et maître des cérémonies, à la place de M. Daguesseau empêché par la goutte, amuse le public, au détriment de « cet officier, peu stylé au cérémonial, et qui en fait des répétitions tous ces jours-ci » (3).

L'homme pouvait avoir ses petits cotés. Il ne fut pas un petit ministre.

II

LE CABINET DES CHARTES

Le « petit ministère », dont Bertin fut d'ailleurs le premier et le dernier occupant, de 1763 à 1780, fait honneur, en somme, aux deux derniers règnes de l'ancien régime. Il pèse d'un poids appréciable dans le bon côté de la balance. On a pu en juger,

(1) *Mémoires* pour servir à l'histoire des événements de la fin du XVIII^e siècle, depuis 1760 jusqu'en 1806-1810, par un contemporain impartial, feu l'abbé Georgel, jésuite (Paris, Alexis Eymery. T. 1, p. 186).

(2) *Journal historique* de la révolution opérée dans la constitution de la monarchie française, par M. de Maupeou, chancelier de France. (Londres 1774-1778, 7 vol.) Tome III, p. 257.

(3) *Ibid.* Tome IV, p. 10.

soit par l'impulsion qu'on a vu donner par Bertin, dans ses administrations successives, aux entreprises d'ordre économique dont il ne pouvait revendiquer l'initiative, mais dont il avait chaleureusement pris la suite, soit par des créations qui devinrent, en quelque sorte, son œuvre propre. Sans diminuer les voyers illustres de son temps, nous lui avons fait sa part dans l'amélioration et le développement des grandes routes ; nous l'avons suivi dans l'établissement laborieux du régime minier ; dans l'ouverture de ce canal de Givors, conçu comme le trait d'union de la Loire et du Rhône ; dans l'extension de l'industrie de la soie, à tous ses degrés ; dans la fondation des premières écoles vétérinaires. Ces diverses branches de la fortune nationale, qu'il n'a pas perdues de vue un instant, depuis son intendance de Lyon jusqu'à ce Secrétariat d'Etat où le relègue la méfiance de Choiseul, il les saisit, il les retient désormais plus étroitement dans son domaine ; ou, tout au moins, il en rattache la plus grande partie (1) à ce département de miséricorde dont la délimitation a été, sans doute, laissée à son choix. On lui devait cette compensation, fort rémunératrice, à coup sûr. C'est le *pont d'or* (2) souligné par la chronique.

Il a le bon esprit de laisser la voirie à Trudaine. Des manufactures, il ne conserve que celles de la porcelaine, Sèvres notamment, chère à M^{me} de Pompadour. Mais il tient aux haras, qu'il enlève au contrôle général, hors ceux de Normandie, d'Auvergne et de Limousin. Pompadour compris, appelés à passer sous les ordres du Grand Ecuyer de France ; il garde naturellement la médecine vétérinaire, représentée jusqu'à présent par l'unique établissement de Lyon, qui va engendrer celui d'Alfort. Il s'adjuge les mines, leur concession, leur exploitation ; il met la main sur les carrosses, flacres, coches, messageries et autres véhicules publics, tant par

(1) Voir l'ouvrage très documenté du comte de Luçay : *Des origines du pouvoir ministériel en France*, les Secrétaires d'Etat depuis leur institution jusqu'à la mort de Louis XV (1881).

(2) *Mémoires du ministère du duc d'Aiguillon*, t. I, p. 2. Voir aussi *l'Espion dévalisé*, p. 140 : « On lui ferme les yeux en lui donnant de l'argent pour son magot. »

terre que par eau, voitures de la Cour exceptées, sur le roulage, en général, sur les petites postes et leur administration ; il étend sa compétence jusqu'aux loteries, leur établissement et emploi, sauf celle de l'Ecole militaire. Il a bien droit encore à la navigation intérieure, aux canaux faits ou à faire, à l'exercice, à la concession de leurs privilèges. Il se charge des partages communaux, des primes aux défrichements, de la restriction à apporter aux droits de parcours et de vaine pâture. Le voilà dans l'agriculture. C'est le gros morceau, en un mot, qu'il se ménage et dont il s'empare. Par lui, l'agriculture prend place officiellement dans les grands services de l'Etat ; un des plus récents historiens du règne de Louis XV a vu dans Bertin « le principal promoteur du grand mouvement agricole de la seconde moitié du siècle (1) ».

Bertin eut, en outre, dans la répartition civile des gouvernements provinciaux qui se faisait entre les ministres, son droit supérieur de surveillance et de direction sur les affaires du Berri, de la Normandie, de la Guyenne, de la Champagne, du Lyonnais, de la principauté des Dombes, cette dernière cédée au Roi par Louis-Charles de Bourbon, comte d'Eu, en échange de la ville de Moulins (2). Il conservait ainsi des racines dans cette ville de Lyon dont il ne se détacha jamais et dans sa province natale où la ville de Périgueux, son berceau, fut constamment, de sa part, comme on va le voir, l'objet d'une prédilection vigilante. Parmi les provinces de son ressort, je n'en vois qu'une qui parût lui donner, à ce moment, des inquiétudes ; le Parlement de Normandie lui réservait, en effet, de nouvelles tribulations.

Mais, de toutes les attributions qui s'ajoutèrent à son ministère particulier de la glèbe et de l'atelier, la plus originale est, sans contredit, celle qui a maintenu sa mémoire en si grande estime dans le monde intellectuel. Là, sa physionomie se

(1) *La France sous Louis XV*, par H. Carré (Paris, Quentin). Le gouvernement et l'administration, p. 87.

(2) Les Dombes représentées actuellement par une partie du département de l'Ain. Louis XV fut accusé d'en avoir fait dès lors dériver les revenus, avec le concours de Bertin, dans sa caisse particulière (Moreau, *Mes Souvenirs*, p. 378).

transforme. Il a mission de veiller sur un trésor insoupçonné du vulgaire; il devient la providence des érudits, un des plus brillants pourvoyeurs d'archives qui se soit jamais mis au service de la science historique. A son entrée aux finances, il recueille, en germe, de son prédécesseur, un dépôt de vieux actes officiels annexé à une bibliothèque de législation. Silhouette, sous l'inspiration d'un conseiller à la Cour des comptes, aides et finances de Provence, Jacob-Nicolas Moreau, non encore installé en cette qualité, et attaché au contrôle en celle d'avocat des finances, a eu l'idée de créer, à portée de ses bureaux, une sorte de cabinet de lecture et d'études qui facilitât à son conseil l'examen et la solution des questions de droit public, soulevées à l'occasion des affaires en cours. Le conseil n'est pas le premier venu; Moreau a déjà un nom dans la république des lettres. Sa plume a abordé tous les sujets; il l'a mise au service de la Cour, dont il a d'abord reçu des gratifications; politique étrangère, politique intérieure, histoire, droit, coutume, économie, philosophie, rien ne lui est étranger; de journaliste ou de pamphlétaire, il devient aisément moraliste ou jurisconsulte; il se livre au besoin à la poésie; avec lui, un clan, un parti, une personnalité en vue, un ministère, n'est jamais en peine; le mémoire sur commande ne se fait pas attendre, et cependant il faut bien reconnaître que cet écrivain public, je puis même dire, cet écrivain, a des principes. Le Dauphin, père de Louis XVI, les a appréciés; il a trouvé dans Moreau un ennemi juré des philosophes, un croyant, un défenseur à outrance des droits de la Couronne; la fortune de Moreau est faite, il n'a qu'à poursuivre son chemin: sus à l'Encyclopédie et au libre examen, et, du même cœur, sus aux parlements et au régime parlementaire! La secousse de 89 devait le trouver inébranlable dans ses idées (1).

Sous de tels auspices, Moreau était arrivé sans difficulté à se faire attacher officiellement au ministère, moyennant un traitement annuel de 15.000 livres, avec un contrat de rente

-(1) L'Assemblée nationale lui fit grief de ses opinions rétrogrades. Voir séance du 14 août 1790.

viagère de 4.000 livres, irrévocablement acquis. La nomination, par arrêt du Conseil d'Etat, est du 30 octobre 1759. Le 21 novembre suivant, Bertin remplaçait Silhouette. Le nouveau contrôleur trouva Moreau installé à Versailles, dans une maison qu'on venait de mettre à sa disposition et qui déjà rassemblait « une immense collection de toutes les lois connues pouvant influencer sur les opérations du ministère (1) ». Il ne fut pas indifférent à cette mise en œuvre initiale d'une idée heureuse de son malheureux devancier. Il trouva même l'entreprise de son goût ; mais elle prit dans sa pensée un développement imprévu. Ce simple cabinet de législation, il songea à en faire un vaste cabinet d'histoire. Il était, de sa nature, enclin à la curiosité des choses du passé. Peut-être même conviendrait-il de rechercher de ce côté-là son inclination dominante. Bertin et Moreau se comprirent du premier coup. Ils devaient donner, pendant les trente années de leur étroite collaboration, l'exemple d'une unité de vues et de travail, d'une persévérance à poursuivre le but commun, qui fait penser à deux apôtres animés du même feu sacré au service du même culte. Dans ces émotions de la conquête, dans ces fructueuses explorations, ils cessent assurément d'être deux bureaucrates pour devenir deux compagnons de route. Et je me permets ici, à l'égard de cette liaison entre le ministre et l'archiviste, de réitérer l'observation que j'ai faite en m'étendant sur l'intimité de Bertin tant avec l'ingénieur de Ville qu'avec l'hippiâtre Bourgelat ; j'apprécie surtout Bertin, dans ce genre d'amitiés de cabinet, dans ce commerce d'intentions généreuses et, pour ainsi dire, d'utilité publique, qui font voir en lui mieux qu'un parvenu appliqué aux soins de sa fortune. On l'a mal jugé en l'estimant incapable d'aller jusqu'au don de lui-même.

Il convient d'ailleurs d'observer que ces deux esprits durent s'entendre de bonne heure, en philosophie et en politique. Au plus vif de ses difficultés avec les parlements, diffi-

(1) *Mes Souvenirs*, t. I, p. 70.

cultés, dont on sait l'issue, Bertin, qui savait la plume de Moreau à la disposition du pouvoir, imagina d'en tirer, non un libelle retentissant, ce qui n'était pas dans ses goûts, mais une bonne consultation privée, qui l'éclairât dans le choix pénible du parti à prendre. Choiseul, de son côté, cherchait une solution; Bertin avait à trouver la sienne, il la demanda à Moreau. De là, les deux mémoires inédits, dont l'un a pour titre *Principes de conduite avec les Parlements*, et l'autre, *Idées sur la situation actuelle du Ministère des Finances vis-à-vis des Parlements* (1). Une note ancienne, mais non contemporaine, mise, à fin de classification, en marge du manuscrit, donne au premier de ces factums la date de 1760. C'est une erreur. Nous sommes en 1763. Les deux mémoires sont jumeaux. La mise en cause par Moreau des Parlements de Rouen et de Toulouse rattache nécessairement l'une et l'autre production à la période qui précède immédiatement le dénouement de la crise en faveur de Choiseul contre Bertin. Au surplus, Moreau lui-même lève tous les doutes dans un passage de ses *Souvenirs* relatif au séjour de Louis XV à Fontainebleau, en octobre et en novembre 1763. J'en cite un extrait, qui donne le ton de l'opinion avantageuse généralement exprimée par Moreau sur son propre rôle et sur sa propre personne :

On m'y appela, dit-il, dès les premiers jours du voyage ; M. Bertin me mit en œuvre, et je m'enfermai pour composer des *Mémoires* sur la conduite qu'il y avait à tenir dans ce moment. Je consultai les lois ; je partis de principes incontestables ; je fis de grands et, j'ose dire, de solides plans ; j'ignorais le secret du ministère, mais je jugeais, par la nature des recherches que l'on me demandait et des *Mémoires* auxquels je travaillai pendant dix ou douze jours sans sortir, que

(1) Je dois à la parfaite obligeance de M. Camille Hermelin, membre de la Société des Sciences historiques et naturelles de l'Yonne, le savant éditeur et annotateur des *Souvenirs* de Moreau, la communication des consultations sollicitées ou requises par Bertin. La première, que j'analyse, tient 79 pages de grand format. La note erronée que je signale est ainsi conçue : « Composé en 1760 à l'occasion de la mauvaise conduite qu'avait tenue le ministre avec le Parlement de Besançon. »

l'on cherchait sérieusement les moyens de mettre l'autorité du Roi à l'abri et de rétablir le bon ordre dans la magistrature (1).

Moreau, dans son premier avis, enchérit encore sur les excitations belliqueuses qui viennent chaque jour à Bertin de la marquise de Pompadour. Ce n'est pas lui qui permettra au Parlement de revendiquer une participation essentielle à la confection des lois. Il n'y a d'autre législateur que le Roi. Cette vérité éblouissante une fois établie en dogme, ce n'est point par des voies de fait, par des exils, des emprisonnements, ni en général par aucun des actes du pouvoir militaire que l'on viendra à bout des magistrats qui s'y montreraient rebelles ; c'est par des lois dérivant de cette loi suprême. Si la magistrature ne s'en laissait pas imposer par la seule majesté de leurs commandements, il resterait à constituer un tribunal qui se dressât pour faire justice, promptement, résolûment, avant la Saint Martin, étant donné, comme, dans le cas visé, que la sédition se fût produite, à l'approche des vacances. Et alors, Moreau envisage l'opportunité d'un avertissement, d'un coup d'éclat, d'un geste royal, qui paralyse d'avance toute velléité de résistance. Moreau manifeste une foi quelque peu aveugle dans la portée du geste. Le Roi devant tout d'abord se concilier la faveur des peuples, en sera quitte avec deux ou trois arrêts du Conseil mettant brusquement le holà aux dépenses de la Cour. Que le Roi, dès les premiers jours de son prochain voyage à Fontainebleau, dise : « Il n'y aura ici ni danses ni fêtes extraordinaires ; je suis enfin obligé de punir des Corps que mes bontés ont enhardis. Cette idée m'attriste ; mais n'ébranle point mes résolutions. » Cette phrase seule ferait faire à toutes les Compagnies les réflexions les plus salutaires. « Ils se regarderaient tous, à la Saint-Martin, et aucun d'eux n'oserait commencer. »

Dans l'éventualité de la prolongation du conflit, quelle forme de justice propose l'avocat ? Il faut des mesures rapides, mais strictement dictées par des lois. En ces sortes

(1) *Mes Souvenirs*, par Jacob-Nicolas Moreau, né en 1717, mort en 1803, collationnés, annotés et publiés par Camille Hermelin, 2 vol. in-8° (Paris, Plon, 1898-1901). T. I., p. 124 et 125.

d'affaires, il ne peut y avoir d'autres juges que le Roi en personne et ceux qu'il veut bien charger de ces fonctions. Les Parlements les plus compromis sont ceux de Rouen et de Toulouse. A peine ont-ils pris place sur leur siège, à l'audience de rentrée, que les gouverneurs de chaque province, accompagnés de deux membres du Conseil, se présentent, sans cérémonie, au débotté, font défense à quiconque de sortir de la salle et lisent des lettres patentes qui prononcent l'interdiction de toute la Cour. Il n'y a plus qu'à la juger. Le tribunal, ce qui est fait pour surprendre, sera le Parlement de Paris. Alors que rien n'est encore évené, un ordre subit du Roi le convoque pour le jour même, à dix heures du matin. A l'heure précise, le Roi présent, le Chancelier expose, en y mettant la forme et le ton de circonstance, les griefs du pouvoir contre les deux accusés. Toute cessation de service de la part du tribunal élu serait un cas de forfaiture entraînant la confiscation des offices. On passe aux voix sur la régularité des opérations faites jusqu'à présent et sur l'enregistrement de l'édit qui les ordonne. Accepté ou non, car le Roi, législateur souverain, n'a pas besoin de tenir compte des voix, l'édit est enregistré ; mais la soumission ne fait pas de doute. « En général, veut-on venir à bout des Compagnies, il faut les conduire dans un tel défilé qu'elles ne puissent s'en échapper qu'en avançant des propositions évidemment fausses et odieuses à la nation ». Le coup a porté ; les séditieux sont réduits à l'impuissance, par la force des choses ; l'avenir est en sûreté ; quant au passé, il s'agit maintenant de prononcer sur les sanctions. Le Roi commet, pour faire le procès des coupables, le Chancelier, tous les pairs indistinctement, la Grand'Chambre et la Tournelle et douze conseillers des Enquêtes. Sur quoi, production d'une plainte du Procureur général contre les Cours suspendues, information confiée à deux commissaires dont un pair de France, nomination par chaque Parlement en cause de six syndics chargés de répondre sur les faits mis à sa charge. La procédure allant son train, il est à prévoir que les magistrats en accusation ou certains d'entre eux demanderont grâce. Quoi qu'il arrive, l'instruction doit s'achever ; et, dans l'état, ordre de

sursis au jugement pendant un mois et faculté laissée à chaque officier de proposer, dans ce délai, les moyens sur lesquels il se fonde soit pour se justifier du délit soit pour obtenir grâce. Les repentants et les innocents mis hors du procès, on procède contre les autres au jugement définitif, qui est solennellement prononcé. Ces impénitents, déclarés atteints et convaincus de forfaiture et comme tels incapables d'exercer à l'avenir aucunes fonctions de magistrature, sont dépossédés de leurs offices au profit du Roi et condamnés chacun en une amende de 3.000 livres. Et tout rentre dans l'ordre.

L'autre mémoire n'est, après tout, qu'une variante du premier ; c'en est une édition nouvelle, corrigée, augmentée, accommodée au tempérament d'un ministre, fort éloigné des extrêmes et partant fort peu enclin aux mesures primitivement proposées. L'auteur envisage des négociations possibles ; les choses ont changé en quelques jours ; Maupeou le père vient d'être nommé vice-chancelier, « les parlements ont senti que le Roi voulait rétablir la règle, puisqu'ils plaçaient au-dessus d'eux un homme capable de la faire respecter. » Tout cela est confus, artificiel, alambiqué ; l'embarras de Moreau trahit celui de Bertin. L'avocat ne demande de la part du Roi qu'une phrase *terrible* : « Malheur au premier qui lassera mes bontés ! », et, sans renoncer, en principe, à la manière forte, il s'arrête, en passant, aux avantages momentanés de la manière gracieuse, à une clémence olympienne, « mais tellement combinée que, si elle manque de succès, le Roi puisse, en tout temps, revenir à la punition. » Je disais que les deux factums n'en faisaient qu'un ; c'est une consultation à deux faces (1).

Ces travaux, à la rigueur, rentraient dans la sphère de l'avocat des finances. Bertin, lui, se reposait d'un travail par un autre, car sa besogne de collectionneur ne se ressentit pas

(1) On lit à la première page du premier mémoire : « J'écris pour un ministre plein de droiture et de justice, mais je n'ai pas besoin de ce motif pour me faire un devoir de la plus inaltérable franchise. » L'allusion se retrouve à la dernière page du deuxième mémoire : « Je me suis hâté d'écrire, par ordre du ministre, toutes les idées que j'ai depuis longtemps. »

un instant des formidables exigences du contrôle général. Tout a été dit, là-dessus (1) ; il a été raconté magistralement et en détail comment avait pris corps entre les mains également laborieuses des deux coreligionnaires ce dépôt des titres autour duquel s'est formé et développé le *Département des manuscrits* de la Bibliothèque nationale ; on a confondu Bertin et Morceau dans le même hommage ; c'était justice. Mais il nous revient de marquer plus particulièrement, d'un trait rapide, le rôle personnel de Bertin. C'est lui qui, trouvant un peu maigre l'idée d'une simple bibliothèque de législation, ne tarda pas à l'élargir en se chargeant d'y ajouter « toutes les richesses diplomatiques qui peuvent servir de preuves à notre histoire », savoir, l'inventaire de toutes les chartes renfermées dans les archives d'Etat et la copie « figurée » de tous les titres antérieurs au xv^e siècle gardés dans les dépôts chartriers ou des églises ou des particuliers (2) ; c'est lui qui, au nom du Roi, s'adressa, dès le début, à l'ordre de Saint-Benoit et obtint son concours pour la réalisation relative d'un tel projet. Il se plaisait à fouiller dans les vieux titres. Devait-il à ses fouilles dans la généalogie de tous les Bertin de qualité, à l'ardeur de sa chasse aux parchemins de famille, de s'être familiarisé avec les textes anciens et les titres vénérables ? Son frère Louis-Augustin, l'abbé de Brantôme, abbaye bénédictine, lui avait-il infusé quelque chose de la vocation livresque de son ordre ?

(1) *Correspondance des Contrôleurs généraux des finances avec les Intendants des provinces*, par de Boislisle, avant-propos, p. xxvii et s. — *Le Cabinet des manuscrits de la Bibliothèque nationale*, par Léopold Delisle (Histoire générale de Paris). T. I, p. 557 et s. — *Le Comité des Travaux historiques et scientifiques*, histoire et documents, par Xavier Charmes. (Collection des documents inédits de l'Histoire de France.)

(2) Circulaires de Bertin aux Intendants du 25 janvier 1765 et du 17 mars 1769. Voir Dujarric-Descombes dans ses *Recherches sur les historiens du Périgord au xviii^e siècle* (*Bulletin*, 1882, t. IX, p. 182). Ce travail, d'après notre savant confrère, n'aurait pas abouti. Il ne répondit peut-être pas au plan grandiose de Bertin et présenta de nombreuses lacunes. Mais il n'en fournit pas moins la copie de 40.000 chartes environ, aujourd'hui rangées par ordre chronologique, qui remplissent 284 volumes. (*Bib. nat.* n^o 1 à 284 de la *Collection Moreau*.)

Le bénédictin, qui était alors conseiller d'Etat, après avoir présidé une des chambres du Parlement de Bordeaux, était lui-même un érudit en même temps qu'un homme d'affaires. Il n'est pas téméraire d'avancer qu'il n'avait pas été sans influence sur la décision prise par le contrôleur de demander à la célèbre congrégation sa contribution à l'établissement qui intéressait à si haut point le monde savant.

Bertin rencontra dans ce contingent d'élites un certain nombre de recrues exemplaires ; d'autres montrèrent un peu de mollesse, surtout dans la région qui lui tenait au cœur, là-bas, vers le Sud-Ouest, où il avait compté sur les couvents limousins et bordelais. Dom Col, notamment, qu'il faisait travailler à Limoges, à Angoulême et dans le Bas-Limousin, qui avait même dévié sur le Périgord pour visiter les archives de l'abbaye de Brantôme (1), eut bientôt l'air de vouloir marchander son précieux concours ; il avait des clients qui le payaient bien ; il les préférait au ministre, qui avait fait fond sur le désintéressement de ses auxiliaires et qui ne leur distribuait que de très menus secours, 1.500 livres, par exemple, à partager, dans une section, entre quatre religieux (2). Moreau fit observer que l'émolument était dérisoire ; il proposa de l'élever à 6.000 livres pour la totalité des correspondants, qui, à un moment, ne paraissent pas atteindre le nombre de dix. C'est alors que Bertin, ménager des ressources de son service, n'hésita pas à frapper à la caisse d'un service voisin ; il s'adressa à M. de Jarente, évêque d'Orléans, qui tenait la feuille des Bénéfices. Je me permets de reproduire en entier cet appel de fonds, bien qu'il ait été publié ailleurs ; on le relira avec plaisir ; car il est d'un tour qui a son charme :

Le 13 novembre 1768.

Vous connaissez aussi bien que moi, Monsieur, combien il est important de réveiller et d'entretenir l'émulation des savans. Il est une

(1) Dom Col envoya, entre autres, plusieurs actes de la vicomté de Turenne, de Solignac et de Brantôme. (*Le Cabinet des manuscrits*, par L. Delisle, tome I, p. 557). Voir la correspondance de dom Col dans le volume 336 de la collection Moreau à la Bibliothèque nationale. Ses papiers, relatifs au Limousin, vont du n° 9.193 au n° 9.199 du Fonds latin.

(2) *Le Comité des Travaux historiques*, par X. Charmes. Documents, p. 141.

portion de travail littéraire confié à mes soins, et pour lequel j'aurais grand besoin que vous m'aidassiez quelquefois ; c'est celui qui a pour objet le droit public, la diplomatique et l'ancienne histoire du Royaume. Avec un très petit fonds et beaucoup d'encouragement, peu à peu, je rassemble des copies fidèles d'une multitude de monumens précieux, jusqu'icy inabordables dans la poussière des vieilles archives. J'emploie pour ce travail sept à huit vieux Bénédictins, bons travailleurs, habiles déchiffreurs et infatigables dans leurs recherches ; j'emploie également des ecclésiastiques, gens de lettres, qui nous servent à peu de frais et dont il est important que j'entretienne l'ardeur. Vous auriez pour cela un excellent moyen, et vous ne pouvez me le refuser.

Par exemple, il y a un certain M. l'abbé Joli, chanoine de Dijon, grand diplomatique, jadis employé et longtemps par feu M. le chancelier Daguesseau, et qui est très mal à son aise. Cet homme vient de donner au Roy quelques manuscrits anciens et précieux, et il les a donnés gratuitement. Ainsi vous ne m'allégueriez point la simonie ; mais, je voudrois, de mon côté, lui procurer quoi ? Ce n'est ni une abbaye, ni un prieuré. Rassurés-vous, c'est une misérable pension de 600 livres sur un bénéfice. Vous ne sauriez croire combien une pareille grâce, que nous ferions sonner bien haut, attacherait de gens aux travaux qui me sont confiés. Je vous la demande donc, et ma lettre vous servira de mémoire pour la mettre sous les yeux du Roy.

Autres exemples. Dom Prosper Tassin est un vieux bénédictin de quatre-vingts ans qui a pensé mourir, il y a deux ans. Cet homme a fait un magnifique traité de diplomatique en plusieurs volumes in-4° et a travaillé toute sa vie à recueillir les monuments de notre histoire. Je lui ai fait présenter son ouvrage au Roy ; mais cet honneur ne pique point l'émulation des autres, comme le feroit une petite pension de 300 ou 400 francs sur une abbaye bénédictine. Vous ne la payeriez pas un an ; mais cet événement me feroit trouver dix ou douze honnêtes gens qui se jetteroient dans la poussière des titres pour mon service.

Voilà, Monsieur, tout ce que j'y sais, et je vous appelle avec confiance à mon aide. Il n'est si aisé d'encourager les hommes que, si, sur ces deux objets, vous voulez me faire une belle réponse ostensible ; la copie que je leur en enverrai leur inspirera le plus grand zèle et doublera l'ardeur dont je profite. Nous autres ministres, quand nous n'avons point de bon argent, il faut au moins que nous donnions de belles paroles (1).

(1) L'original est dans la collection Moreau, n° 995, f° 17. Publié dans les documents de l'ouvrage de X. Charmes. Ce dernier, dans son introduction

Mais, retrouvons Bertin où nous l'avons laissé, à la date de son remplacement aux finances par le janséniste Laverdy. Les consultations de Moreau sont demeurées lettre morte. L'oracle a beaucoup perdu de son importance. Le nouveau contrôleur se méfie de ce bibliothécaire attaché à son ministère. Choiseul n'est pas mieux disposé envers l'âme damnée de Bertin. C'est à Bertin à conjurer une catastrophe. Que va devenir son inappréciable auxiliaire ? Que va devenir la collection naissante, enrichie de jour en jour ? Elle est restée l'accessoire de la bibliothèque des finances, qui a été, depuis longtemps, déménagée de Versailles à Paris, dans les bureaux même du contrôle général. Le sauveur ne se fait pas attendre. Bertin fait attribuer à son secrétariat d'Etat le dépôt historique en formation. « Le dépôt lui parut, dit Moreau, tellement analogue à son goût pour l'histoire et pour l'antiquité qu'il tint à l'attacher à son département. On le sépara donc, à cette époque, du cabinet de droit public, dépendant alors du contrôle général. » Moreau suit les archives d'histoire, qui sont transférées à la Bibliothèque du Roi ; il devient ainsi, plus que jamais, l'homme de Bertin ; il conserve même la garde nominale de la collection financière. Choiseul témoigne bien une certaine humeur de le voir « manger à deux rateliers (1) ; » mais ses rancunes ne vont pas plus loin. Moreau est sauf, et sauve aussi la précieuse fondation. Bertin n'eut pas affaire à un ingrat.

L'occasion s'offre ici naturellement de donner l'appréciation de Moreau sur le caractère de son protecteur et ami et, en même temps, la comparaison qu'il en fait avec celui de Choiseul. J'y trouve corroborée mon opinion antérieure sur

narrative avait déjà donné des extraits de la lettre à l'évêque d'Orléans. « Il est permis, dit-il, de se demander ce qu'en auraient pensé, sinon les canonistes les plus sévères, au moins certains moralistes un peu méticuleux. »

(1) « Le Roi augmenta, à cette occasion, mon traitement de 3.000 livres par an. » *Mes Souvenirs*, tome I, p. 131. — Plus loin : « Pour contenter le Parlement, il fut stipulé que ce redoutable cabinet quitteroit le contrôle général et seroit transporté dans un grand emplacement que l'on formeroit à la Bibliothèque du Roi, où j'aurois, en même temps, un bureau pour faire travailler mes commis et mes écrivains. » P. 135.

la conduite du duc envers Bertin. On remarquera que c'est dans un recul de plus de trente années que Moreau évoque les deux personnages. Les *Souvenirs* n'avaient pas encore paru, lors des publications sur le Cabinet des titres que j'ai signalées.

Je continuai, sous M. Bertin, le même genre de travail et les fonctions auxquelles on m'avoit destiné. Je m'attachai à sa personne, parce que j'eus très vite discerné la bonté de son cœur, son désintéressement pour lui-même, pour sa famille, et aussi pour tous ceux qui dépendoient de lui. Le duc de Choiseul ne l'aimoit point ; M. Bertin étoit bien loin de se livrer, dans le gouvernement des finances, à tous les goûts de M. de Choiseul ; de là beaucoup de niches et de tracasseries dans lesquelles M. Bertin étoit toujours le patient et jamais l'agent. Je puis dire avec sincérité qu'en un très grand nombre d'occasions, M. de Choiseul, par légèreté, lui donna des armes contre lui et les plus sûrs moyens de le desservir, sans que jamais M. Bertin en ait profité (1).

Et, réprouvant, d'autre part, les façons autoritaires et jalouses qu'il a constatées chez certains hommes au pouvoir, il fait une exception pour Bertin, « homme droit et sage ».

J'ai eu plus d'une fois occasion de remarquer cet esprit exclusif de quelques ministres, et cela eût suffi à me dégoûter de leur intimité, car je n'ai jamais pu être l'âme damnée de personne. Ce caractère de domination est celui de tous ceux qui désirent être ou se croient chef de parti. Un homme en qui je n'ai jamais aperçu l'ombre de ce travers est M. Bertin ; aussi nul ne peut l'accuser d'avoir épousé, encore moins d'avoir cherché à conduire aucun parti (2).

Ces réflexions émanent visiblement d'un homme qui connaît son sujet et qui l'a foncièrement pratiqué ; et si, dans un autre passage, il lui arrive de voir l'œuvre d'un « tripotier » dans certaines opérations de Bertin pour le compte du Roi, il ne fait que donner un nouveau gage de la liberté et de la sincérité de son jugement. Voilà donc un lien assorti d'une estime réciproque qui ne se dément pas ; il s'est encore resserré, dans les conditions les plus propres à rendre la

(1) *Mes Souvenirs*, I, p. 80.

(2) *Ibid.*, p. 141.

collaboration attrayante et féconde. L'avenir sourit à Moreau, qui écrit, au sortir de l'épreuve, à ses travailleurs en cellule :

Ce travail se trouvoit dans le département du Ministre des Finances, qui, accablé par les soins d'une administration si pesante, ne pouvoit donner que peu de temps aux travaux littéraires. Débarrassé du fardeau des finances, M. Bertin, secrétaire d'Etat, a conservé dans son département l'inspection et les soins d'une administration aussi utile, à laquelle il se flatte que vous voudrez bien donner une nouvelle activité par vos recherches (1).

Ils renforcèrent leur équipe monastique d'un autre genre de bénédictins ; ils mirent à l'œuvre les La Curne de Sainte-Palaye, les Bréquigny, les La Porte du Theil, tous les missionnaires disponibles dans l'élite des chercheurs laïques ou religieux ; Bréquigny fut envoyé à Londres, La Porte au Vatican. La moisson afflua, riche et abondante. Le patrimoine de la France s'était accru d'un établissement dont elle est fière.

III

RECHERCHES PERSONNELLES DE BERTIN SUR L'HISTOIRE DE PÉRIGUEUX.

A mesure que rentraient les trouvailles de ses infatigables explorateurs, Bertin y savourait de préférence la documentation particulière qui lui disait quelque chose de l'histoire de son pays. Le Périgourdin se réveillait en lui. Né à Périgueux, sur le plateau du Puy-Saint-Front, où s'était hissée peu à peu, pour plus de sécurité, la Cité d'en bas, la vieille ville gallo-romaine, il avait, dans son enfance, habité cette maison de la rue Taillefer, qu'un acte judiciaire de 1749 (2), désigne expressément comme le domicile légal de son père. Le père, que des fonctions retenaient généralement à Paris, avait gardé là son pied à terre jusqu'à une époque très rapprochée de sa mort, advenue en 1754. Dans les derniers temps, il descen-

(1) *Le Comité des Travaux historiques*. Documents, lettre du 14 mai 1764.

(2) Voir *Henri Bertin et sa famille*, 1^{re} partie, XI, « Le père contre son aîné ».

dait chez un autre de ses fils, cet abbé Louis-Augustin, qui était alors grand archidiacre de l'église cathédrale de Saint-Front. Une note de Léon Lapeyre signale dans la rue Eguillerie, à côté du cercle actuel de la *Philologie*, en face de la rue du Cimetière Saint-Silain, une maison ayant servi d'habitation « à M. Bertin ». C'est apparemment la maison de l'abbé. En tous cas, l'état des lieux et l'inventaire dressés, dans les formes, à la mort de Jean Bertin II (1), s'appliquent avec la plus parfaite précision à l'immeuble qui fut, pendant plus d'un siècle, l'imprimerie Dupont et que l'élargissement en cours de notre antique rue Taillefer condamne à une disparition prochaine. Cette fois encore, saluons.

Tout à l'entour, dans l'aire de la cathédrale, à l'ombre du fameux clocher byzantin qui semblait regarder si loin dans le passé, le jeune Bertin avait formé sa pensée dans cet enchevêtrement pittoresque de rues, de places et de carrefours, où, çà et là, de riches demeures, aux façades tantôt sévères, tantôt riantes, mais de bon style, marquaient les étapes de l'ascension bourgeoise ; en sortant de chez lui, par l'issue de service, au midi, il tombait à quelques pas de ce couvent des Dames de la Foi, si remarquable par ses deux rangs d'arcades superposées, si attachant par ses origines qui remontaient au *xii^e* siècle et par le souvenir de l'hospitalité qu'y avait reçue, dans les guerres anglaises, Duguesclin victorieux. La pente, de ce côté-là, le conduisait aux écuries paternelles, qui s'adossaient au vieux rempart, près de la porte Aubergerie, ouverte aux forains de la plaine (2); cette dénomination très

(1) Il n'y a lieu de s'arrêter, quant à l'emplacement de la maison natale d'Henri Bertin, à l'objection tirée de son baptême dans la paroisse de Saint-Silain, alors que la rue Taillefer est dans la paroisse de Saint-Front. Le nouveau né fut porté aux fonts baptismaux de Saint-Silain pour des convenances de parenté ou de parrainage. Notons au surplus que c'est un chanoine de la famille qui l'y baptisa « par permission du s^r curé. »

(2) *Archives départ. de la Dordogne*, Série E. Fonds de famille donné par Ph. de Bosredon. — Le 30 janvier 1739, la municipalité de Périgueux propose l'abandon gratuit à Jean Bertin d'un emplacement joignant les murs de la ville et quelques vieilles maisons du sieur Lavès, d'une contenance de 50 à 60 pieds de terrain, près de la porte Aubergerie. « Et comme les



Cliché de M. Ch. Durand.

Phototypie Berthaud.

MAISON PATRIMONIALE DE BERTIN
Ensemble



Cliché de M. Ch. Durand.

Phototypie Berthand.

MAISON PATRIMONIALE DE BERTIN

Détails

ancienne éveillait une idée de bonne chère ; mais les meurtrissures de la muraille transportaient l'écolier aux temps héroïques ; elles disaient la turbulence des riverains du Manoire, qu'il connaissait bien. Mais c'est surtout vers la hauteur, en regagnant les alentours du logis, qu'il pouvait se plaire à revivre la grande histoire. Il était proche voisin de la Maison de Ville. Il avait, sans doute, plus d'une fois, interrogé ce respectable et disparate monument, qui rappelait sommairement aux Périgourdins, par la devise latine inscrite sur l'entrée, qu'ils devaient leur force à leurs vertus civiques. Quelle réponse avait-il à en attendre, en ce temps où l'inventaire périodique des archives communales continuait à se faire uniquement pour la forme, sinon celle dont la légende et la tradition berçaient, de longue date, le patriotisme populaire ? La réponse attendue lui était à présent fournie par les documents qui s'amoncelaient sous ses yeux. Mais, quel que fut l'intérêt qu'il y prit, il ne s'attarda pas à satisfaire sa curiosité spéciale en dispersant longuement ses recherches dans l'ensemble de ce formidable fouillis. Le classement normal était œuvre de grande patience ; à ces fins, le personnel officiel de Moreau s'était mis à la tâche. Bertin, tout en continuant à suivre avec la même attention ce travail général d'organisation, recruta des travailleurs pour son propre compte, et son fonds d'archives périgourdines se forma et grandit parallèlement. On peut s'en faire une idée par l'inventaire d'une « caisse de papiers venant du cabinet de feu M. de B., ministre et secrétaire d'Etat (1) », inventaire qui fait partie de la collection Lespine à la Bibliothèque nationale. Il contient, en six chapitres, la liste de « mémoires imprimés et manuscrits, de copies et extraits de chartes, titres et autres anciens monuments historiques dont les originaux se trouvent à la Chambre des Comptes, dans les registres du Parlement de

écuries dudit sieur Bertin sont fort petites, il désireroit faire l'acquisition dudit emplacement pour agrandir ses écuries. » Il serait intéressant de rechercher si ces écuries ne sont pas celles dont les portes remontant au xiii^e siècle ont été signalées dans le *Bulletin*, en 1882 (IX, 98).

(1) *Biblioth. nationale*, Fonds Lespine, tome 23, n° 93.

Paris, à la Bibliothèque du Roy, aux archives du Vatican, de la ville de Pau en Béarn, de l'Hôtel de Ville de Périgueux et autres dépôts. » C'est à peu près exclusivement à l'histoire du Périgord que se rapportent ces papiers. Bertin ne songeait qu'à sa province quand il demandait au Roi en personne la permission de faire prendre au Trésor des Chartes l'expédition de quatorze titres auxquels il attachait un grand prix, de la fameuse lettre, entre autres, où Ramnulphe, évêque de Saint-Etienne et de Saint-Front de Périgueux, et les prélats et abbés du diocèse, supplient le roi de France de leur envoyer un sénéchal pour punir les méchants, défendre les bons, conserver les droits de l'Eglise, tenir la main que la foi catholique soit maintenue et les ordonnances du Roi observées. C'est dans cette pièce sans date, scellée de cinq sceaux, que l'évêque rappelle l'ancien titre de son diocèse, *Regis Franciæ viridarius* (1).

Individuellement, Bertin faisait ainsi lever, à son profit, la consigne qui protégeait contre l'accès des profanes les sacrosaintes archives du Parlement. Il y fallait le concours du Roi. Bertin avait craint, au moment où il avait conçu avec Moreau la pensée de faire contribuer ce précieux dépôt à leur grande entreprise, de se heurter aux vieilles rancunes de la compagnie. A plus forte raison devait-il prendre, pour son cas particulier, la précaution suprême. Il en tira parti pour se procurer, à part, les extraits utiles des *Olim* et des *Judicata* du Parlement de Paris, de 1276 à 1318. Une note de l'inventaire dit, en ce qui concerne le dépouillement du troisième registre des *Olim* : « Il contient peu d'articles étrangers à Périgueux : la raison de cela est qu'en faisant ces extraits, on n'avait en vue que cette ville. » Et l'on sut ainsi les démêlés de Lambert Porte, de Périgueux, avec sa femme Flore de Fallayo, vers l'an 1320, ainsi que ceux de Bertrand et Ratier de Caussade avec Archambaud comte de Périgord. Il s'attachait surtout à l'histoire du comté, mais sans se cantonner dans ce sujet. Il se documentait aussi sur cette

(1) *Ibid.* Note de l'inventaire. « Les expéditions des quatorze titres ci-dessous ont été envoyés à M. Bertin, le 3 may 1774. »

seigneurie de Lisle qu'il entrevoyait dans ses rêves comme le centre d'un duché dont la faveur du Roi lui permettait d'aspirer à devenir le titulaire. Tandis que le chanoine Leydet, aux archives de Pau ou ailleurs, travaillait sur les Archambaud (1). Prunis, chanceladai comme lui, et par surcroît censeur royal, s'occupait à la Chambre des Comptes et partout où son flair le dirigeait, de ces seigneurs de l'Isle que Bertin avait, en fait, déjà sortis de la place (2).

En dehors de cette spéculation personnelle et de la satisfaction intellectuelle qu'il recherchait, avant tout dans les documents historiques, Bertin, en se faisant collectionneur de titres périgourdiens, songeait à s'édifier sur le mérite des prétentions opposées par la Ville de Périgueux à celles du Fermier des domaines, qui la considérait comme assujettie au droit de franc-fief. Ce droit consistait en un impôt qui se levait, tous les trente ou quarante ans, sur les roturiers possesseurs de terres nobles. Les Périgourdiens, qui n'entendaient pas être taxés de roture, luttaient depuis longtemps contre les exigences du fisc. Les vertus civiques des nobles habitants de Périgueux en étaient réduites à se déployer dans ce conflit de gros sous. La guerre n'en était pas moins passionnée et opiniâtre. Ce n'était qu'un démêlé de justice ; mais toute l'histoire du Périgord y entraît, depuis la domination romaine qu'avait traversée sans dommage et sans entraves l'illustre cité en sa qualité de municipale, jusqu'aux plus beaux jours de l'absolutisme royal où elle se dressait envers et contre tous comme la vassale immédiate de la Couronne (3).

(1) « Nous vous faisons cette lettre pour vous dire de faire donner des copies en bonne forme desdits titres au dit sr Bertin si néantmoins que dans iceux il ne se trouve rien de contraire à nos droits et à ceux de notre Cour. Sy n'y faites faute. Car tel est notre plaisir. Donné à Versailles le 7 avril 1774. Signé Louis. Plus bas *Phéliepeaux*. » (A notre amé et féal conseiller en notre Conseil d'Etat notre Procureur général en notre Court de Parlement à Paris). — *Ibid.* Tome 29, f° 1.

(2) *Ibid.* Tome 74, f° 299. Lettre de Leydet à Bertin (1772).

(3) Voir *Inventaire sommaire des Archives communales de Périgueux*, par Michel Hardy, archiviste. *Introduction* continuée, en raison du décès de M. Hardy, par M. Ferdinand Villepelet, archiviste de la Dordogne (p. xxii) et suiv. — Périgueux, imp. Delage et Joucla, 1894.

Le procès durant depuis plusieurs siècles, le jour était venu où les compatriotes de Bertin ne pouvaient manquer de faire appel à sa haute protection, bien qu'il fût rapporteur de la cause au Conseil des Dépêches. Il était naturellement fort embarrassé entre son devoir patriotique et son devoir gouvernemental. Il sauva les apparences en commettant à sa place, pour suivre l'affaire, son frère l'abbé de Brantôme ; l'abbé s'y donna jusqu'au bout, c'est-à-dire jusqu'à la Révolution, qui la trancha par la force des choses. C'est bien le ministre cependant qui procura aux adversaires du fermier des Domaines le meilleur de leurs avocats. Il chargea Moreau d'examiner et de faire valoir les titres qu'il avait lui-même rassemblés et qui plaidaient le plus éloquemment en leur faveur. C'est alors que vit le jour le plus important des nombreux factums produits par eux contre la partie adverse ; il est intitulé *Mémoire sur la Constitution politique de la Ville et Cité de Périgueux où l'on développe l'Origine, le Caractère et les Droits de la Seigneurie qui lui appartient, et dont tous les Citoyens et Bourgeois sont propriétaires par indivis* (1). Il est accompagné d'un volume de titres. L'auteur a signé Moreau de Vormes. Notre Moreau du Cabinet des Chartes a expliqué qu'il s'était substitué un de ses frères, avocat comme lui, « pour éviter les tracasseries de la censure » qui n'avait rien à voir dans des mémoires litigieux » (2). La vraie raison apparemment était celle qui avait fait s'effacer Bertin. Au fond, il apparaît comme établi que Bertin, ainsi que Moreau, n'avaient qu'une confiance médiocre dans la cause qu'ils défendaient : Bertin se serait même, en son particulier, rendu coupable d'une appréciation quelque peu susceptible de choquer la fierté native de ses concitoyens.

Il aurait traduit son sentiment dans quelques pages curieuses qui portent en tête : *Tocsin sonné contre les droits du Roy et de la noblesse dans toutes les villes du Royaume ou La véritable clef du Roman des citoyens de Périgueux* » (3). La copie

(1) A Paris, de l'Imprimerie Quillau, 1775.

(2) *Bibliothèque de Périgueux*. Copie d'une lettre de Moreau au Garde des Sceaux, intercalée par Léon Lapeyre, dans le volume qui contient le mémoire.

(3) *Biblioth. nat.* Fonds Lespine, tome 00, f° 00.

qu'en a faite l'abbé Lespine porte l'observation additionnelle que voici : « L'auteur de cette pièce n'est pas nommé, mais il y a tout lieu de croire qu'elle est de M. Bertin. Je me suis servi de deux exemplaires pour faire cette copie, dont l'un est écrit tout entier de sa main, les ratures et les corrections nombreuses dont il est rempli dénotent que c'est l'original ; l'autre exemplaire, écrit d'une main étrangère, est moins raturé que le premier. Il paraît qu'ils ont été écrits l'un et l'autre très peu d'années avant la Révolution. »

Abstraction faite de cette question d'origine, le morceau est piquant, et je ne puis me défendre d'en citer le début, qui rabat fort gentiment l'orgueil périgourdin :

« Ces citoyens sont des *Bourgeois*, et ils ne le nient pas ; parmi ces bourgeois, il y a bien plus qu'ailleurs des bouchers, des boulangers, des huissiers, des sergents, des procureurs, des pâtisseries surtout, et très bons, etc., etc. Cependant, ils se prétendent plus que les bourgeois et citoyens les plus honorables de Paris, de Lyon, de Toulouse et des plus anciennes et plus grandes villes du Royaume ; on leur a voulu faire l'honneur de les regarder comme *Bourgeois du Roy*, et de leur accorder ce titre, comme acquis dans les temps les plus anciens, et lorsque Paris étoit peut-être la seule ville avec Périgueux qui pût s'en glorifier ; cela ne leur a pas suffi ; ils veulent être *nobles* ; et, à mesure que la protection qu'ils ont trouvée leur en a donné le temps, ils ont augmenté de prétentions ; ce ne sont plus seulement des *nobles*, ce sont des seigneurs ; enfin la Garonne se débordant, ils sont devenus *des plus hauts et des plus grands seigneurs de France* ; ils ont usé dans les anciens temps du droit de défense naturelle et de guerre privée, leur sceau étoit authentique pour leurs actes et contrats ; leurs murailles et fortifications leur appartenoient ; enfin, ils faisoient administrer la justice par leurs consuls, soit celle qui pouvoit leur appartenir, soit celle qu'ils avoient acquis, dans leur petit district. Les grands seigneurs en faisoient autant dans leurs terres et fiefs, donc ils sont de grands seigneurs, donc c'est à titre de fiefs qu'ils exerçoient et exercent cette Justice ou ces droits et même *le premier de tous*, qui est celui de Commune.

« Les autres communes du Royaume ont été jusqu'icy bien mal conseillées, du moins celles à qui la justice appartient, et Dieu sait s'il y en a beaucoup, surtout dans toute l'Aquitaine, par delà la Loire, et celles qui ont anciennement exercé les droits les plus régaliens ; au lieu de convenir bonnement qu'elles ne les possédoient et les exer-

goient qu'à titre de commune et nullement de seigneurie, il falloit dire que leur titre même de commune étoit exercé à titre de seigneurie, en quoy ils étoient d'autant plus grands seigneurs, et prendre tous les titres de confirmation de leur commune pour des titres de reconnaissance de leur seigneurie. Jamais royaume n'auroit eu tant de noblesse pour la servir. »

Et, sur le même ton de persiflage, l'auteur continuait à railler la ville de Périgueux d'avoir vu dans la charte de commune que lui avait octroyée Philippe-Auguste, comme à tant d'autres villes, l'adjonction de ce droit de bourgeoisie royalement acquis à l'état seigneurial dont elle se prétendait nantie de temps immémorial. La communauté bourgeoise, tout en englobant des nobles, restait essentiellement bourgeoise ; il n'était pas question du passé. Quelle que fût la traduction qu'en donnassent les rhétoriciens de Périgueux, un élève de sixième, à Paris, ne s'y fût pas trompé.

Je flairerais là volontiers une collaboration entre Bertin et Moreau. Moreau avait le caractère enjoué. Bertin avait par moments la plume légère et caustique. Leur intimité pouvait aller jusqu'à ce genre de laisser-aller réciproque.

(A suivre.)

G. BUSSIÈRE.

BIBLIOGRAPHIE

MONLUC ET LES GUERRES RELIGIEUSES EN PÉRIGORD,
d'après un livre récent.

Il me paraît utile de signaler l'intérêt que présente, au point de vue de l'histoire des guerres de religion en Périgord, la remarquable thèse de M. Paul Courteault, professeur à la Faculté des lettres de Bordeaux, sur *Blaise de Monluc, historien* (1), thèse soutenue à la fin de l'année dernière et que l'Académie française a récemment récompensée par le second prix Gobert.

(1) Paris, A. Picard et fils, 1908, de XLVIII-685 p. (avec un portrait et quatre cartes). La carte n° IV permet de suivre les campagnes de Monluc en Périgord.

M. Courteault, qui a très heureusement caractérisé l'aspect si original du mouvement réformé en Guienne (1), a longuement étudié, d'après les *Commentaires*, les premiers troubles qui ensanglantèrent la province, de décembre 1561 à mars 1563 (2), et la part prise par Monluc à leur répression.

Monluc, pourvu le 10 décembre 1561, d'une « patente » royale qui, disent les *Commentaires*, lui donnait le pouvoir « de lever gens à pied et à cheval pour courir sus aux ungs et aux autres qui prendroient les armes », se mit aussitôt en besogne ; mais il ne fit campagne en Périgord que dans l'automne de 1562. Monluc était à Agen quand il apprit que Duras et ses huguenots avaient pris le château de Mercuès, appartenant aux évêques de Cahors, le 23 septembre, et qu'ils marchaient sur Sarlat pour, de là, gagner la vallée de l'Isle. Monluc ne différa pas de marcher à leur rencontre pour leur couper la route. Le 7 octobre, il est à Siorac-de-Belvès. Ses troupes passent la Dordogne, puis la Vézère, quand il est avisé que Duras, ne se méfiant d'aucun danger, s'est arrêté en route et a logé ses gens de pied et son artillerie à Vergt, sa cavalerie à Cendrieux et dans les villages voisins. A l'approche de l'ennemi, Duras commit la faute d'évacuer Cendrieux, abandonnant ainsi une position où il eût été malaisé de l'attaquer et il vint camper « dans les prés de Vergt », où il était facile à la cavalerie catholique, supérieure en nombre, de charger ses gens de pied. En effet, Monluc, marchant de Veyrines sur Vergt, l'attaqua vigoureusement le 9 octobre, au matin, et le défit complètement. L'artillerie de Duras fut prise, ainsi que dix-neuf enseignes et treize cornettes. Les paysans se chargèrent de massacrer les débris de l'armée vaincue. Quelques gens de pied rallièrent la cavalerie, qui échappa presque tout entière avec Duras. Les huguenots laissèrent sur le carreau 1.800 ou 2.000 morts. Vers deux heures après-midi, Monluc et son collègue, Burie, entraient à Vergt où ils demeurèrent tout le lendemain.

(1) M. Courteault note justement à ce propos : « Ce mouvement, qui n'a jamais été étudié à fond, mériterait d'autant plus de l'être qu'il fut exceptionnel. Partout ailleurs, le parti réformé se recruta dans la noblesse mécontente. Les théologiens, Bèze en tête, se conformant à la doctrine de Calvin, proclamèrent le principe du respect de l'autorité royale. En Guienne, ce fut le succès même de la Réforme dans les masses populaires qui lui donna ce caractère démocratique et social qui effrayait les sages tels que Coligny. »

(2) L'anarchie y était générale. Monluc note, en effet, dans une lettre du 12 octobre, que la province entière était révoltée, sauf Toulouse, Bordeaux, Cahors, Périgueux et trois ou quatre petites villes.

Le 11, Monluc gagnait, par Grignols, Mussidan, d'où il fut appelé à Barbesieux par le duc de Montpensier, qui craignait d'y être attaqué par le comte de La Rochefoucauld, que Duras avait rejoint.

« Au lendemain de la victoire de Vergt, Monluc, qui croyait toucher enfin la récompense due à ses services, avait eu la désagréable surprise de recevoir de la Cour un blâme peu déguisé. » Aussi son ardeur paraît-elle désormais singulièrement tempérée. « Il ne fit presque rien pour arrêter les exploits en Périgord de deux hardis partisans à la solde de Jeanne d'Albret, Armand de Clermont, sieur de Piles, et La Rivière, qui y tenaient la campagne, enlevaient, le 8 décembre 1562, Sainte-Foy par escalade, surprenaient Eymet, occupaient Mussidan et Bergerac et jetaient la terreur jusque dans Bordeaux. C'est à peine si Monluc s'émut de la prise de Sainte-Foy. En mars seulement, sur les instances des Bordelais, il prit des mesures pour envoyer son fils reprendre Mussidan. » Pareille inaction, en septembre 1568, lorsque Jeanne d'Albret et son fils, gagnant La Rochelle, traversèrent « a son nés » la Gascogne, l'Agenais et le Périgord (1).

L'année 1569 fut, pour le Périgord, fertile en événements militaires. Pendant son long séjour à Sainte-Foy, Monluc fit, à la fin de mars, une tentative malheureuse pour reprendre Mussidan. Il y alla, dit Syruelil (2), « avec deux ou troys canons, fect bresche a la muraille de la ville et sans autre exploict leva ledit siege dans peu de jours, avec perte de cent hommes ou environ, qui furent tués ou prins, et s'en retourna à Sainte-Foy..... ». Une autre relation contemporaine nous apprend qu'arrivé à Longa (3), près de Mussidan, il envoya quérir à Périgueux deux pièces de campagne, puis les contremanda, parce qu'il « ne jugea pas a propos de s'opiniastrer au siege pour ceste fois-la ». Un mois plus tard, il laissa d'Escars recommencer la tentative, qui, cette fois, réussit : après un siège de neuf jours, qui coûta la vie au vicomte de Pompadour et à Timoléon de Cossé-Brissac, colonel général de l'infanterie, Mussidan, héroïquement défendu par Beaudiné et quatre cents hommes, fut pris d'assaut le

(1) « La reine, venant de l'Agenais, arriva, le 12 septembre, à Bergerac, où Armand de Clermont, sieur de Piles, lui amena la noblesse du Périgord. Elle y séjourna jusqu'au 16, gagna Mussidan, où elle passa l'Isle sans être inquiétée. Le 18, elle était à Aubeterre. »

(2) *Journal de Syruelil* (*Arch. hist. de la Gironde*, XIII, 262).

(3) Longa, hameau de la commune de Saint-Médard (De Gourgues).

1^{er} mai et la garnison passée au fil de l'épée (1). Ces souvenirs étaient, l'un et l'autre, peu glorieux à rappeler. Aussi Monluc les passe-t-il sous silence. Au mois de juin de cette même année 1569, nous voyons Monluc surveiller, de l'Agenais, les mouvements de l'armée des Princes quand, après le combat, heureux pour eux, de La Roche-Abeille (25 juin), l'amiral Coligny, pour « rafraichir » ses reîtres avides de pillage, descendit du Limousin vers Thiviers et Périgueux. Il apprit « que l'amiral, après avoir logé à Brantôme et poussé jusqu'aux portes de Périgueux, remontait vers Confolens. Le mécontentement des reîtres à demi mutinés et la débânde des Provençaux de son armée obligeaient Coligny à s'éloigner. Monluc fut d'autant plus satisfait que ses compagnies avaient déclaré tout net que, n'étant pas payées, elles ne franchiraient pas la Dordogne. En octobre, il était encore à Agen et ne bougea non plus, quand il fut informé que, après leur défaite à Moncontour, l'amiral et les princes se dirigeaient vers le Limousin. L'armée protestante avait, en effet, quitté Saintes, marchant sur Pons ; elle passa la Dronne à Brantôme, l'Isle près de Mussidan, séjourna deux ou trois jours dans les marches du Périgord et du Limousin, puis franchit la Vézère et la Dordogne, tirant vers le Quercy.

En 1570, Monluc dirigea l'expédition sur La Roche-Chalais, entreprise pour débarrasser ce côté du Périgord des courses du capitaine Chanteyrac et aussi pour tirer du seigneur du lieu une rançon dont on avait besoin. Le château de La Roche-Chalais capitula le 7 février. Ce fut-là, semble-t-il, la dernière action militaire de Monluc en Périgord, car il resta étranger à la lutte menée dans la province, en 1573, contre un hardi partisan, Geoffroy de Vivant, et, s'il prépara, en 1575, une campagne contre les huguenots du Périgord, commandés par le vicomte de Turenne, il ne la mit pas à exécution.

Ce court aperçu suffira, je pense, pour témoigner des ressources, aussi abondantes que sûres, qu'offre, incidemment, l'ouvrage de M. Courteault à tous ceux qui s'intéressent à l'histoire des guerres civiles

(1) M. Courteault a utilisé, pour le récit de ces événements, l'excellent travail de notre vice-président, M. Dujarric-Descombes, sur *Mussidan et les guerres de religion* (1903). Il cite encore, à propos du second siège de Mussidan, deux lettres du duc d'Anjou au Roi, du 27 avril et du 2 mai. La seconde apprend que les assiégés mirent le feu à la ville et qu'il décida de la faire raser, ainsi que le château, « parce que nous avons si peu de gens de pied que qui en voudroict mettre dans toutes les places que l'on prendra, il ne nous en demeureroit point en ceste armée ».

dans notre région durant le troisième quart du ^{xvi}^e siècle. Chacun sait que cette histoire est fort embrouillée et qu'il serait imprudent de l'aborder sans guide. On n'en saurait trouver un mieux renseigné que l'auteur de *Blaise de Monluc*, ni qui sache rapporter, avec plus de clarté et de vie, les multiples faits de guerre de cette époque troublée.

R. V.

NÉCROLOGIE

CAMILLE CHABANEAU.



La mort vient de frapper un membre illustre de notre Société, un de nos premiers et plus fidèles collaborateurs : Camille Chabaneau. En apprenant la fatale nouvelle, Mistral s'écriait : « Ah ! lou Bournat pòu s'encapela de negre e tout lou Felibrige pòu se metre en dóu ». Non seulement le Felibrige, mais la science tout entière peut se voiler de noir et le pays se mettre en deuil. Le savant, qui vient de s'éteindre dans sa petite maison, à Nontron, le 21 juillet dernier, était une des gloires de la science française et, comme on l'a écrit, sa mort est un deuil national.

Né le 4 mars 1831, à Nontron, Camille Chabaneau entra dans l'administration des Postes où il occupa successivement les emplois de commis surnuméraire, de receveur, puis de contrôleur. Mais si pendant sa vie administrative, un zèle honnête pouvait le faire considérer comme un employé modèle, ses fonctions n'absorbèrent jamais toute sa pensée, et ses plus secrètes aspirations le portaient vers une sphère plus élevée.

De 1846 à 1854, pendant le séjour de son père à Marmande, il eut occasion d'étudier, à la bibliothèque de cette ville, l'œuvre de Raynouard. Ce fut une révélation et sa voie était trouvée. Pendant les loisirs que lui laissaient ses fonctions, il fouilla les bibliothèques, analysa les manuscrits de la langue d'oc et, de ces trésors que les philologues avaient à peine entrevus, il dégagera les lois de la phonétique qui sont la base actuelle de la science.

Seul, sans maître et sans direction étrangère, il continua ainsi à se former dans l'ombre de ses modestes fonctions.

Le fruit de ses premières études fut, en 1868, une remarquable *Histoire et Théorie de la conjugaison française* (1), ouvrage de haute érudition qui valut à l'auteur un prix de l'Académie, le titre de membre correspondant de l'Institut et le fit classer parmi les maîtres de la philologie romane.

A partir de cette époque, ses études se multiplient, et il devient un des collaborateurs les plus assidus de la *Revue des langues romanes*, fondée en 1870, à Montpellier, par Boucherie. C'est dans cette revue que parut, en 1876, sa *Grammaire limousine* qui, malgré les imperfections que se plaisait à lui reprocher l'auteur, est un monument des plus considérables et des plus savants qui aient été consacrés à un dialecte.

Il était contrôleur des postes à Cognac, quand, en 1878, il fut appelé à la chaire de philologie romane qui venait d'être créée à Montpellier. Dès lors, il put se consacrer entièrement à ses chères études.

Son enseignement simple et familier, ne procédant d'aucune doctrine (Chabaneau n'a jamais eu aucun diplôme universitaire), fut une révélation. Ses nombreux élèves, actuellement dispersés dans les Univer-

(1) A l'occasion du 75^e anniversaire de la naissance de Camille Chabaneau, la Société archéologique et historique de la Charente a rappelé, non sans fierté, que ce fut dans ses *Bulletins* que notre savant compatriote, alors contrôleur des postes à Angoulême, publia son premier ouvrage de philologie. Elle se félicitait d'avoir vu se former dans ses rangs un noble talent dont s'enorgueillit aujourd'hui la science.

sités du monde entier, ont gardé pour le maître une admiration profonde ; sa causerie aimable et son fin sourire ont plus fait pour le rapprochement des peuples que bien des conférences diplomatiques. Sans cesse à la poursuite d'un idéal, qu'il réalisa, Chabaneau fut, en philologie, un véritable mathématicien : ses déductions sont toujours scientifiques et si, dans l'examen critique des textes, sa sagacité le met sur la voie, il doute encore jusqu'à ce que sa version repose sur une base solide et indiscutable.

Nombreux sont les textes qu'il a publiés avec une critique impeccable qui fait autorité en tous pays : *La Biographie des Troubadours en langue provençale avec textes latins, provençaux, italiens et espagnols. — Deux manuscrits du xiv^e siècle. — Le Cartulaire de Limoges. — Le Roman de Flamenca*, etc., etc.

Si Camille Chabaneau a été un collaborateur assidu de la *Revue des langues romanes*, le *Bulletin* de la Société archéologique du Périgord lui doit aussi un grand nombre d'articles et d'études intéressant plus spécialement notre pays.

Nous lui devons notamment les *Fragments d'un mystère provençal* découverts à Périgueux dans les travaux de restauration de la cathédrale de St-Front. Ces fragments, qui avaient dérouté la sagacité de M. de Mourcin et qui deviennent avec la critique de Chabaneau d'une clarté lumineuse, sont, pour l'histoire de la langue romane, d'une importance capitale, car ils démontrent que, dès le xiii^e siècle, notre dialecte avait produit des œuvres dramatiques. Nous lui devons aussi : *Trois chartes limousines* concernant le Nontronnais, xii^e et xiii^e siècles. — *Une étude sur la littérature provençale. — Les poésies inédites d'Arnaud de Mareuil. — Les poèmes inédits des troubadours périgourdins. — Des manuscrits provençaux perdus ou égarés. — Un cantique périgourdin en l'honneur de St-Jean-Baptiste. — Une étude sur le troubadour P. del Vern* qu'il restitue au Périgord, etc.

Chabaneau fut un modeste, aussi, malgré son génie, les récompenses officielles lui furent tardives et il se débattait déjà dans les étreintes de la mort quand la croix d'officier de la Légion d'honneur lui fut accordée.

Mais, en revanche, il avait eu la joie de recevoir de l'Université de Halle le titre de docteur honoraire et, au terme de sa carrière, il recevait des représentants de toute l'Europe intellectuelle une consécration suprême. Le 4 mars 1906, à l'occasion du 75^e anniversaire de sa naissance, les principales Universités de l'Europe voulurent rendre un hommage éclatant au savant périgourdin et lui envoyèrent une adresse collective de félicitation et d'admiration, avec un volume d'études philologiques sous le titre de « *Mélanges Chabaneau* ».

Grâce à l'initiative de l'Ecole félibréenne du Périgord, grâce à la générosité de nombreux savants, admirateurs et amis, appartenant à toutes les nationalités, un monument sera élevé sous peu, sur une des places publiques de Nontron, à Camille Chabaneau.

Ce monument rappellera aux générations futures le nom du savant modeste qui consacra son existence et son génie à l'exaltation de la langue maternelle et du sol natal.

J. DANIEL.

Deux planches accompagnent cette livraison : la 1^{re} représente la Maison patrimoniale de Bertin, vue d'ensemble ; — et la 2^e la même Maison, avec des détails.

Le gérant responsable, H. ETourneau.

TABLE

ALPHABÉTIQUE ET ANALYTIQUE

DES PRINCIPAUX NOMS ET MATIÈRES

Contenus dans le Tome XXXV (1908)

DE LA SOCIÉTÉ HISTORIQUE ET ARCHÉOLOGIQUE DU PÉRIGORD

Par A. DE SAINT SAUD, membre de la Société.

SOMMAIRE :

	Pages.
Statuts de la Société.....	5
Règlement intérieur.....	9
Liste des membres de la Société.....	10
Séance mensuelle du 5 décembre 1907.....	32
— du 2 janvier 1908.....	40
— du 6 février.....	101
— du 5 mars.....	112
— du 2 avril.....	161
— du 7 mai.....	171
Assemblée générale du 27 mai.....	229
Séance mensuelle du 2 juillet.....	239
— du 6 août.....	317
— du 3 septembre.....	328
— du 1 ^{er} octobre.....	397
— du 5 novembre.....	401
Compte de gestion du trésorier (exercice de 1907)	
(M. Maurice FÉAUX).....	49
Le <i>Trajectus</i> de la Dordogne (M. le docteur CHAUME.. 51 et 131	
Une commune rurale du Périgord depuis le XIII ^e siècle,	
St-Pierre-de Chignac (M. E. BAYLE).....	62
Inventaire des effets mobiliers d'une grande dame du	

Périgord au XVIII ^e siècle (M. le comte DE SAINT SAUD)...	82
Grottes du Pey-de-l'Ase et de la Combe-Grenal (lettres de l'abbé Audierne à de Mourcin, 1828) (M. M. F.).....	121
Le menu de la marquise de La Douze (M. A. DUJARRIC-DESCOMBES).....	152
L'hôtel de Saliebœuf et ses seigneurs (M. le marquis DE CUMOND).....	183
Tableau de la Taille de Badefols-d'Ans pour l'année 1693 (M. E. COMTE).....	197
Notes et documents : le Périgord aux Archives nationales d'après les papiers du Contrôle général des finances (1682-1727) (M. R. VILLEPELET)	211, 259 et 362
Les forges gauloises et gallo-romaines en Périgord (MM. Gustave HERMANN et A. BAREAU).....	250
Le chanoine de Tricard de Rognac, aumônier d'Henri IV (1599) (M. A. DUJARRIC-DESCOMBES).....	255
Henri Bertin et sa famille (<i>troisième partie</i>) (M. G. BUS-SIÈRE)	274 et 437
Le château de La Tour-Blanche (M. A. DUJARRIC-DESCOMBES).....	338 et 416
Châtellenie de Ribérac (1541) (M. le marquis DU LAU)....	350
Louis de Chabans, seigneur du Maine (M. DE MONTÉGUT). ..	357
Tableaux de l'église de Champcevinel (M. AUGIER).....	359
« Les baignoires romaines de Carsac » (MM. J.-J. ESCANDE et le marquis DE FAYOLLE).....	410

VARIA

Rente due à la confrérie du Précieux Sang de N. S. en l'église Saint-Projet de Bordeaux (M. F. V.).....	97
Rapport sur le Congrès des Sociétés de géographie à Bordeaux, septembre 1907 (M. A. GRENIER).....	154
Lettre relative au rétablissement du Parlement de Bordeaux en 1775 (M. Elie DE BIRAN).....	224
Une lettre de Bertin (M. F. V.).....	314
Une lettre du ministre Victor Duruy à M. de Saint Pulgent, préfet de la Dordogne.....	395

BIBLIOGRAPHIE

Monluc et les guerres religieuses en Périgord, d'après un livre récent (M. R. V.).....	464
--	-----

NÉCROLOGIE

M. Mège-Lavignotte (M. A. DUJARRIC-DESCOMBES).....	98
M. Joseph Grenier de Cardenal (M. R. M.).....	157
M. Gustave Hermann (M. A. BAREAU).....	158
M. Adhémar de Labonne (M. le docteur MOREAUD).....	227
M. Camille Chabaneau (M. J. DANIEL).....	408

DESSINS

Gué pavé de Pontours, près La Linde et ses abords....	55 et 58
Table de Peutinger.....	140
Carte de redressement de la Gaule, d'après Desjardins...	140
La Motte de Porcheyrat.....	194
Le plan des environs et du port de la Bernarde.....	188
Château de Rognac.....	256
Lettre de M ^{me} de Pompadour	306
Château de La Tour-Blanche.....	338
Portrait de Louis de Chabans, seigneur du Maine.....	358
Maison patrimoniale de Bertin, vue d'ensemble.....	457
— , détails.....	459



A

Abbayes, couvents. — Voir : *St-Astier Visitandines*.

Abzac (Famille d'). Menu de la marquise de La Douze, 152.

Agriculture. — Commerce des porcs, 175, 236 ; — id. des châtaignes, 259.

Angoulême (Evêque d'). — La Tour-Blanche, 426.

Année. — Son commencement en Périgord, 37.

Anthropologie. — Silex et polissoir, 35 ; — les Eyzies, 117, 331 ; — congrès, 154 ; — *question aurignacienne*, 177 ; — fouilles diverses, 334 ; — voir *Musée ; Grottes*.

Armes. — diverses, 36.

Armoiries. — Sceau de P. de La Tour, 346.

Aubeterre. (Charente). — Article *Sallebœuf, passim* ; — notes, 400.

Auché. — (Achille). — Don au Musée, 118.

Audierne. — Lettres, 121.

Augiéras (Silvio). — Eglise de Montrem, 322, 334.

Autographes, 104, 105, 164, 177, 321, 398.

Aydie (le chevalier d'), 336.

B

Badefols d'Ans, canton d'Hautefort. — Rôle de la taille, 197.

Bareau (Anatole). — Notice sur M. Hermann, 158 ; — don au Musée, 243 ; — forges gauloises, 250.

Bayle (Emile). — Monographie de St-Pierre-de-Chignac, 62 ; — pierre curieuse, 399.

Bazin de Bezons. — Lettres de cet intendant, 213 à 224.

Beaufort, com. de St-Front-de-Pradoux, 165, 172.

Bégon (Famille), 186.

Benoit (Léon). — Départ, 409.

Bergerac. — Lettres de Tourny, 236 ; — loterie pour l'hôpital, 392.

Bernarde (Port de la), com. de Cumond, 187.

Bertaud (Famille), 417-8, 433.

Bertin (Etude sur), 181, 274, 437.

Bibliographie périgourdine, 120.

Biran (Elie de) — Ms. sur Domme, 119 ; — lettres de Tourny, 236.

Biran (Maine de). — Carrière admin. 48 ; — lettre inédite, 224.

Borne (Léo). — Don de lettres, 241.

Boucher de La Tour (Famille de), 82 et suiv.

Bouilhac (Famille de), 33, 34.

Bourdeille (Famille de), 47, 346, 416 et suiv.

Bourg-des-Maisons, cant. de Verteillac. — Cloche, 36

Brémond (Famille de), 185 et suiv.

Brunet (Famille de), 83, 85.

Bugeaud (Maréchal). — Lettre curieuse, 110.

Bussière (Georges). — Etude sur Bertin, 181, 274, 406, 437.

C

Calvimont (Famille de), 44.

Campniac, canton de Périgueux. — Voie romaine, 61.

Canolle (Famille de), 180.

Cardenal (Joseph de). — Décès, 101, 157.

Carlux. — Dénombr. de la châtellenie. 352, 356.

Carsac, cant. de Carlux. — Excavations. 166 ; — baignoires, 243, 410.

Cazalas (capitaine), officier d'A. 105 ; — identifications, 167 ; — famille Morand, 326.

Chabaneau (Camille). — Décès, 317 ; — nécrologie, 468.

Chabans (Famille de). — Portrait et notice de Louis, 168, 357 ; — meurtre de F. de C., 323.

Champcevinel, canton de Périgueux. — Tableaux à l'église, 359.

Chancel (chevalier de La Grange-) ; — La Tour-Blanche, 429.

Chanme (Docteur). — Le *trajectus* de la Dordogne, 51, 131.

Clergé. — A St-Pierre-de-Chignac, 74 ; — rente à une confrérie, 97 ; — causes de béatifications, 247 ; — chapellenies, 336 ; — supplique du chapitre de St-Astier, 378 ; — recherches de documents, 453 et suiv.

Cloches. — Fondateur inconnu et c. à Bourg-des-M., 36.

Cluzel (Du). — Portrait de cet intendant, 108.

Cocula (Paul), officier d'A., 105.

Comarque (Famille de). — Châtel. de Moruscles, 41.

Combe-Grenal. — Grotte, 121.

Comte (Abbé). — Taille de Badefol, 197 ; — hache en bronze, 242.

Conqueste (Pays de), 235.

Courson (Lamoignon de). — Lettres de cet intendant, 362.

Courtraize (Léonard), 110, 169.

Couze, cant. de Lalinde, 52 et suiv.

Cumond, canton de Ste-Aulaye, 185 et suiv.

Cumond (Marquis de). — Notice sur Salleboeuf, 106, 183.

Cumont. Seigneurs de ce nom, 184 et suiv.

Cumont (Marquis de), 318.

D

Daniel (J.). — Notice sur Chabaneau, 468.

Debays (Jean). — Hommage p. la Bertrandie, 429.

Delpech (Lucien), officier d'A., 165.

Devin (Georges). — Bassac, 106.

Didon (Louis). — Expertise, 408.

Domme. — Ms. concernant D., 119.

Dordogne (Rivière), 54 et suiv., 131 et suiv.

Dose (Gustave), officier de l'I. P., 105.

Drayaux, canton de Lalinde, 52 et suiv.

Dronne, rivière. — Voir *Sallebœuf*.

Dujarric-Descombes (Albert). — Cloche à Bourg-des-Maisons, 36 ; — lettre de Mgr de Bourdeille, 47 ; — *A. Mège-Lavi-gnotte*, 98 ; — menu ancien, 152 ; — le chanoine de Tricard, 255 ; — commun. diverses 324, 335 ; — notice sur la Tour-Blanche, 338, 416 ; — note sur Fargeot, 400 ; — question sur tapisseries, 406.

Dumas (Auguste). — Commencement de l'annéc, 37 ; — thèse de doctorat, 242

Durieux (Joseph). — Commun. diverses, 47, 108, 110, 117-8, 182, 327 ; — notes sur Montaigne, 246 ; — le com. Lamy, 248 ;

— le chev. d'Aydie, 336 ; — les Morand, 406.

E

Enceintes, retranchements. — Voir *Sallebœuf*.

Escande (J.-J.). — « Baignoires de Carsac », 165, 243, 410 ; — proposition pour le *Bulletin*, 408.

Evêques, évêchés. — Giraud en 1331, 181 ; — seigneurie de la Tour-Blanche, 426.

Eyzies (Les), com. de Tayac. — Forges, 235.

F

Faïenceries. — A Périgueux, 34.

Fargeot (Jean), 400.

Fausse-monnaie, 362 et suiv.

Fayolle (Grimond de), 189.

Fayolle (Marquis de) — Fouilles à Tocane-St-Apre, 35, 118 ; — portrait de saint Louis, 329 ; — baignoires de Carsac, 412.

Féaux (Maurice). — Gestion de la Société, 49 ; — lettres d'Audierne, 121 ; — la *question auri-gnacienne*, 177.

Foires et marchés. — A Limeuil, 391.

Forges, 235 ; — gauloises, 250.

Foucauld (Famille de), 64 et suiv.

Francheville (M^{re} de). — Lettres diverses 259-60.

Frémont (René de). — Commun. diverses 38.

G

Géographie (Questions de). — Voir *Voies* et spécial. p. 144 et suiv.

Gimel (Famille de), 38.

Giraud. — Non évêque de Périgueux, 181.

Gouvernements de villes, 379.

Goyon de la Plombanie. — Né à Bassac, 106.

Grand (François), 421-3.

Gravures, portraits, 108-118.

Grenier (Amédée). — Congrès d'anthropologie, 154 ; — fouilles diverses, 334.

Grottes, refuges. — A Haute-fort, 196 ; — au Pey et à Combe-Grenal, 121 ; — voir *anthropologie*.

H

Hermann (Gustave). — Décès, 112, 158 ; — forges gauloises, 250 ; — donne sa collection, 405.

Hussey-Walsh (Famille), 171.

I

Impôts. — A St-Pierre-de-Chignac, 73 ; — la taille à Badefol, 197 ; — la capitation etc, en 1711, 365-6 ; — décimes, 378.

J

Jarlan (Théodore), ministre protestant, 214.

Justice. — Vol des fonds de la Taille, 268 à 274.

K

Knolles (Robert) 113, 180.

L

La Bleynie (Famille de), 235.

La Boétie (Famille de). — Ascendance d'Etienne, 44.

Labonne (Adhémar de). — Décès, 112, 227.

La Borderie (Famille de), 235.

La Bourdonnaye. — Lettres de cet intendant, 261 et suiv.

La Brousse de Verteillac (Famille de). — La Tour-Blanche, 430.

Lamothe (Famille Sansfourche de), 108.

Lamy (Famille), 169, 248.

La Place (Famille de), 195-6.

La Tour (Famille de), 335, 342 et suiv. ; — voir *Boucher*.

Lau (Marquis du). — Châtellenie de Ribérac, 350.

Laussel, com de Marquay. — Hommage, 180.

Lespinas (Edmond). — Portrait de du Cluzel, 108 ; — numismatique, 117-8.

Liffort (Abbé). — Rectifications, 116-7.

Limeuil, cant. de Ste-Alvère. Exercice du protestantisme, 214 ; — foires et marchés, 391.

Louis (Saint). — Portrait, 329.

Linde (La), 141.

M

- Magnac de Neuville** (Abbé de). — Notice, 168.
- Mandavi** (Famille de), 83.
- Marchadier** (René). — Armes anciennes, 36.
- Margat** (Raoul). — Officier de l'I. P., 322.
- Médillac**, cant. de Chalais. — Châtellenie, 353, 356.
- Mège-Lavignotte** (Albert). — Décès, 32, 90.
- Meller** (Pierre). — Naissance des frères de Lamothe, 109.
- Mellet** (Famille de), 369.
- Moncuq**, cant. de Sigoulès. — Dénombrement de la châtellenie, 353, 355.
- Monluc** (Blaise de), 464.
- Montagrier**. — Châtellenie, 354, 356.
- Montaigne** (Famille), 107, 118 ; — nouv. éd. des *Essais* de M. M., 234 ; — notes sur ses œuvres etc., 246.
- Montégut** (Henri de). — Com. munic. diverses, 168, 233, 322 ; — Louis de Chabans, 357 ; — livres anciens, 399.
- Montrem**, cant. de St-Astier. — Eglise, 322, 334.
- Morand** (Familles), 326-7, 407-8.
- Moreau** (Jacob-Nicolas), 446 et suiv.
- Moreaud** (Docteur). — Don au Musée, 35 ; — note sur Cour-

traize et Lamy, 169 ; — notice sur A. de Labonne, 227 ; — fouilles à Tocane, 322 ; — plaque à S. Méard, 325.

Moruscles, com. de Génis. — Note, 44.

Mosnier (Famille), 45.

Monleydier, cant. de Bergerac, 53 et suiv.

Musée. — Pierre gravée, 106 ; — dons et acquisitions, 117-8, 231, 405.

Mussidan, 468.

N

Neury (Angel). — Fondateur inconnu, 36.

Noblesse, 64, 68.

Numismatique. — Hardis, 97, 117 ; — triens, 118.

O

Objets divers. — Objets de toilette d'une dame, 86 et suiv. ; — statuette, 117 ; — marmite en bronze, 166 ; — tableaux à Champcevinel, 359.

P

Périgord. — Misère sous l'ancien régime, 109 ; — le P. aux Arch. nat. 211, 259, 362 ; — délimitation de la province, 244 ; — guerres religieuses, 464.

Périgueux. — Faïenceries, 34 ; — antiquités, 166 ; — questions municipales, 381 ; — recherches ordonnées par Berlin, 457.

Pey-de-l'Àse. — Grotte, 121.

Peyronny (Raoul de). — Note sur les voies anciennes, 231.

Philippe de Valois. — Lettre à Bertrand de Vaux, 184.

Pompadour (Marquise de), 274 et suiv. et articles sur Bertin, *passim*.

Pontours, cant. de La Linde, 52 et suiv.

Port-du-Noyer, com. de S. Germain-du-Pont-Romieu, 53.

Préhistoriques (Questions), 106, et voir *anthropologie*.

Protestantisme. — Exercice à Limeuil, 214 ; — étude sur Monluc, 464

Puy (Famille du), 194-5.

Puygaultier (Léonard de), 423-5.

R

Ramond (Philippe), officier d'A. 105.

Ratiez, aide-de-camp de Beaupuy, 182.

Ranconnet (Famille de), 98.

Raymond (Famille de), 46.

Révolution (Epoque de la). — A St-Pierre-de-Chignac, 79.

Ribérac. — Dénombrement de la châtellenie, 350.

Ricard (Raoul de). — Décès, 402

Rognac, com. de Bassillac, 256.

Ruth, com. de Tayac-les-Eyzies. — Station préhist. 177.

S

Saint-Astier. — Supplique du chapitre, 378.

Saint-Aulaire (Famille de). — Œuvres, 120.

Saint-Cybard. — Etude d'hagiographie, 37.

Saint-Gentiès, cant. de Salignac. — Fondat de la chapelle. 232.

Sainte-Maure (Honoré de). — Acquisition de la Tour-Blanche, 426, 430.

Saint-Pierre-de-Chignac. — Monographie, 62.

Saint-Saud (Comte de). — Officier de l'I. P. 43 ; — notes sur Moruscles, la Boétie, les Mosnier, 44-6 ; — Inventaire mobilier de Mme de La Tour, 82 ; — don au Musée, 106 ; — commun. diverses, 180 ; — fondation de la chap. de S. Geniez, 232 ; — note sur les verriers et les forges, 235 ; — note sur les Morand, 407.

Sallebœuf, com. de Cumond, 106, 183 à 197.

Sarlat. — Inondation, 107.

Sépultures. — A Tocane, 35.

Société archéologique (Notre). — Compte de gestion, 43, 49 ; — proposition concernant le Bulletin, 408.

Sociétés Savantes. — Projet de fédération, 111 ; — congrès à Bordeaux, 154 ; — congrès divers, 177 ; — les *Archives de*

Saintonge à Périgueux, 249 —
projet d'une Société à Périgueux,
328, 395 ; — congrès de Pau,
401.

Souffron, famille d'architectes,
163.

Soulas (Adalbert du). — Fa-
mille Adhémar, 324.

T

Taille. — Note sur cet impôt,
198.

Talleyrand (Famille de). — Do-
cuments, 398.

Tocane-St-Apre, cant. de Mon-
tagrier. — Fouilles, 35, 118, 322.

Tour-Blanche (La), cant. de
Verteillac. — Notice sur son
château. 338, 416.

Tricard (le chanoine de), 255.

Truffe (La), 244-6.

U

Urdimal (Famille), 64.

V

Vergt, 465.

Verriers, 235.

Villepelet (Ferdinand). — No-
tes de procédure, 46 ; — rente
à une confrérie, 97 ; — inon-
dation à Sarlat, 107.

Villepelet (Robert). — Note
sur Dessalles, 39 ; — notes di-
verses, 109 ; — *le Périgord aux*
Arch. nat. 211, 259, 362 ; —
don de moulages de sceaux,
233 ; — thèse de doctorat, 242 ;
— thèse de M. Courteault, 323,
464.

Visitandines, 320, 324.

Voies de communication. —
Le trajectus de la Dordogne, 51,
131 ; — voies romaines, 174 ; —
confins du Périgord et d'An-
goumois, 186-7 ; — note, 231.

W

Walsch (Famille), 171.

MICHIGAN STATE UNIVERSITY LIBRARIES



3 1293 02729 4978